

Compte rendu officiel

D'Chamberblietchen

Actualité parlementaire p. 03-05

Nouvelles lois p. 06-07

Séance publique
n° 123 p. 08-34

Questions au
Gouvernement p. 35-99

2023-2028

n°50



Sommaire

Actualité parlementaire p. 03-05

Nouvelles lois p. 06-07

Séances publiques p. 08-34

123^e séance du jeudi 22 janvier 2026 p. 08-34

Questions au Gouvernement p. 35-99

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Contenu rédactionnel :

Chambre des Députés
23, rue du Marché-aux-Herbes
L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966-1

Concept et layout :

brain&more
agence en communication,
Luxembourg

Droits d'auteur :

Sauf mention contraire,
les illustrations appartiennent
à la Chambre des Députés.

Impression :

Imprimerie Heintz
sur papier 100 % recyclé, BalancePure

Date d'impression :

30/03/2026

PRINTED IN
LUXEMBOURG



Le Luxembourg réaffirme son engagement humanitaire face à une crise sans précédent



Le Secrétaire général adjoint des Nations Unies aux affaires humanitaires et Coordinateur des secours d'urgence (OCHA), M. Tom Fletcher (4^e à gauche), a été reçu à la Chambre.

Les membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région ont reçu le 13 mars 2026 M. Tom Fletcher, Secrétaire général adjoint des Nations Unies aux affaires humanitaires et Coordinateur des secours d'urgence (OCHA) dans le cadre d'une visite de travail. Celle-ci s'inscrit dans un contexte mondial où le financement de l'aide humanitaire traverse une crise sans précédent.

Le Président de la commission, M. Gusty Graas, a d'emblée placé cette rencontre dans un « contexte d'une

gravité exceptionnelle », rappelant que 239 millions de personnes ont besoin d'une aide humanitaire cette année, alors que le système ne parvient à en atteindre que 87 millions. M. Fletcher a exprimé sa reconnaissance envers le Luxembourg pour son engagement fort et son soutien aux valeurs et principes fondamentaux des Nations Unies, à un moment où ceux-ci sont mis à rude épreuve. Il a également souligné que les deux dernières années ont été les plus meurtrières pour les travailleurs humanitaires. « C'est une période difficile pour l'aide humanitaire », a-t-il déclaré, tout en

soulignant l'importance de compter sur des partenaires stratégiques comme le Luxembourg.

Après avoir dressé un panorama des différentes crises dans le monde, le Secrétaire général adjoint des Nations Unies a mis en lumière les conséquences désastreuses de ces conflits sur l'aide humanitaire. Il a déploré qu'à l'heure actuelle, « plus d'argent et d'attention sont consacrés aux conflits armés plutôt qu'à l'aide humanitaire », une réalité d'autant plus préoccupante que le secteur humanitaire fait face, depuis plusieurs années, à d'importantes réductions budgétaires.

Les échanges avec les députés ont également permis d'aborder des situations spécifiques. Au sujet du travail effectué par l'OCHA en Ukraine, M. Fletcher a confirmé que l'agence met prioritairement l'accent sur l'éducation en ligne, tout en soulignant les difficultés d'accès aux territoires occupés. Lors de l'échange, les députés ont mis en avant que le Grand-Duché dispose, au-delà de ses contributions financières, d'une expertise précieuse en matière de gestion et d'hébergement de données – comme en témoigne la présence au Luxembourg d'un bureau dédié au cyberspace du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) – et que cette expertise pourrait être mise au service de l'agence.

Sur le plan parlementaire, M. Graas a rappelé que le « Parlement n'est pas un acteur passif » et que la Commission des Affaires étrangères assure un suivi rigoureux des questions humanitaires multilatérales, défendant le principe selon lequel l'aide humanitaire constitue une obligation morale et juridique, et non une variable budgétaire.

PAC 2028-2034 : la CCE émet des réserves

Des représentants de la Cour des comptes européenne (CCE) ont été reçus le 12 mars 2026 à la Chambre des Députés pour présenter leur avis sur la future Politique agricole commune (PAC) de l'Union européenne pour la période 2028-2034. Cette dernière avait déjà fait l'objet d'un échange, en octobre 2025, entre les députés membres de la Commission de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture et le Commissaire européen luxembourgeois à l'Agriculture, M. Christophe Hansen.

En présence de Mme Joëlle Elvinger, membre luxembourgeoise de la CCE, Mme Iliana Ivanova, également membre de la Cour et de nationalité bulgare, a présenté aux députés les grandes lignes de l'avis qui a été rendu public le 9 février 2026.

La Cour fait notamment état d'un manque de clarté et d'une trop grande marge de manœuvre laissée aux États membres pour les politiques nationales dans le domaine de l'agriculture, ce qui pourrait entraîner une fragmentation de la politique agricole au niveau européen.

Les représentants de la CCE ont souligné que la flexibilité accordée aux États membres pour structurer leurs plans nationaux peut être considérée comme un élément positif, toutefois non sans risques. Le caractère commun de la PAC serait ainsi remis en question avec pour conséquence une déformation de la concurrence et une mise en danger des conditions de concurrence équitables au sein de l'UE.

Dans son avis, la CCE souligne également que l'architecture juridique est devenue plus complexe, avec une répartition sur plusieurs textes législatifs, rendant le cadre plus difficile à comprendre, même pour les membres de la Cour.

Certains députés ont exprimé leur inquiétude face aux éléments présentés par les représentants de la Cour et leurs craintes d'un nivellement vers le bas des normes agricoles si la PAC se fragmente. Au sujet des

conséquences de l'avis présenté, Mme Ivanova a affirmé que la Cour n'avait pas le pouvoir d'imposer des changements à la PAC. Cependant, la Commission européenne montrerait des signes du fait qu'elle a compris que la nouvelle PAC contenait des éléments problématiques. La représentante de la Cour a également souligné que les craintes et le scepticisme exprimés par la CCE étaient partagés dans plusieurs pays et dans plusieurs institutions, indépendamment des orientations politiques des acteurs concernés.



Mme Iliana Ivanova (au milieu), accompagnée entre autres de Mme Joëlle Elvinger (1^{re} rangée, 2^e à gauche), entourées des membres de la Commission de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

Recherche scientifique au Parlement

Les obligations et la responsabilité internationales du Luxembourg au regard des pratiques d'Israël dans le Territoire palestinien occupé

Le présent document de recherche repose sur **deux notes de recherche scientifiques distinctes**, confiées à des experts externes. Les deux groupes d'auteurs n'ont pas été informés de leurs identités respectives et ont travaillé indépendamment l'un de l'autre.

Le recours à deux contributions se justifie par la **complexité juridique particulière du sujet**, lequel mobilise plusieurs branches du droit (notamment le droit international public, le droit international des droits de l'homme, le droit pénal international et le droit de l'Union européenne). Il suppose également une connaissance du droit national luxembourgeois ainsi que de certains droits étrangers, en particulier en matière de régimes de sanctions autonomes.

Le résumé synthétique des deux notes de recherche ci-dessous a été rédigé par les relecteurs externes¹. Il ne peut se substituer aux analyses juridiques détaillées contenues dans les deux notes de recherche. Chaque note de recherche est précédée d'un résumé propre qui doit être lu conjointement avec la présente note de synthèse.

Sauf indication contraire, les deux notes de recherche convergent sur l'ensemble des points. Les divergences d'interprétation entre les deux notes de recherche sont marginales et les différences portent principalement sur des éléments de détails couverts par une note de recherche et non par l'autre.

Les principales conclusions des deux notes de recherche

Il ressort des deux notes de recherche les principales conclusions suivantes :

1) Au regard du droit international, la **responsabilité internationale du Luxembourg** peut être engagée :

– s'il a pris des mesures insuffisantes pour mettre fin à des violations graves du droit international commises par Israël (devoir de coopération) ;

– s'il a reconnu des situations résultant d'actes illégaux commis par Israël (devoir de non-reconnaissance) ;

– s'il a aidé ou assisté à la commission d'actes internationalement illicites commis par Israël (devoir de non-assistance) ou s'il n'a pas œuvré à ce qu'Israël respecte le droit international humanitaire (devoir de faire respecter).

2) La possibilité que la responsabilité internationale du Luxembourg soit engagée s'inscrit dans le **contexte de l'illégalité de l'occupation israé-**

lienne du Territoire palestinien occupé², de la **violation de normes impératives**, telles que le droit du peuple palestinien à l'autodétermination, et des motifs raisonnables de conclure que des actes de **génocide** et des **crimes de guerre** ont été commis dans le Territoire palestinien occupé.

3) La **Cour internationale de justice** a clairement affirmé ce cadre juridique ainsi que les conséquences juridiques qui en découlent pour les États tiers tels que le Luxembourg, notamment dans ses avis consultatifs du 19 juillet 2024 et dans des affaires contentieuses pendantes contre Israël et contre l'Allemagne.

Les sources des obligations juridiques contraignant le Luxembourg

Bien que les avis consultatifs de la Cour internationale de justice ne soient pas formellement contraignants et que les décisions rendues dans les affaires contentieuses ne lient que les parties au litige, ils constituent des **interprétations faisant autorité** du droit applicable. Ils sont donc des sources importantes pour identifier les obligations juridiques incombant à un État.

Dans la mesure où la conduite d'Israël constitue une **violation grave** d'une obligation découlant d'une **norme impérative** du droit international (jus cogens), tous les États ont l'**obligation de coopérer** pour mettre fin à cette violation. Tous les États sont en outre tenus **de ne pas reconnaître** comme licite une situation créée par cette violation et **de ne pas apporter d'aide ou d'assistance** au maintien d'une telle situation. La Cour internationale de justice a confirmé que l'occupation prolongée d'Israël **viole des normes impératives**, notamment le droit du peuple palestinien à l'autodétermination, déclenchant ainsi des obligations dites erga omnes pour tous les États, y compris le Luxembourg.

En outre, le Luxembourg a une **obligation individuelle de prévenir le génocide et de ne pas être complice de génocide**. Pour satisfaire à son devoir de prévention, il doit utiliser tous les moyens dont il dispose. Il s'agit d'une obligation de moyens (**obligation de comportement et non de résultat**).

Finalement, en vertu de l'article 1 commun aux Conventions de Genève, le Luxembourg doit « respecter et **faire respecter** » le droit international humanitaire « en toutes circonstances ». Outre l'obligation de ne pas commettre lui-même des violations, le Luxembourg doit donc prendre des mesures positives pour favoriser le respect du droit international humanitaire. S'il ne prend pas

des mesures raisonnables pour mettre fin à des violations graves qu'il connaît ou devrait connaître, **il peut être tenu responsable de ses omissions**. Le devoir de non-assistance et de faire respecter le droit international humanitaire implique également la **réglementation et le contrôle des acteurs privés** relevant de sa juridiction et de son contrôle.

Ce que le Luxembourg est juridiquement tenu de faire et de ne pas faire

Une position d'**inaction** pure et simple ne serait **pas compatible avec les obligations juridiques internationales du Luxembourg**. L'application concrète des conséquences juridiques identifiées par la Cour internationale de justice dépend des circonstances et des capacités de chaque État. **Certaines mesures minimales sont toutefois nécessaires** pour que le Luxembourg évite que sa responsabilité juridique internationale ne soit engagée. D'autres mesures peuvent être recommandées, sans être juridiquement obligatoires.

Les actes interdits pour le Luxembourg comprennent :

– tout acte impliquant la reconnaissance de la présence illégale d'Israël dans le Territoire palestinien occupé, par exemple en considérant, dans des actes officiels, les colonies israéliennes établies dans le Territoire palestinien occupé comme faisant partie du territoire israélien ;

– le fait de traiter comme étant d'origine israélienne des biens ou des services provenant de colonies israéliennes dans le Territoire palestinien occupé, par exemple en étendant l'application à ceux-ci de l'Accord d'association UE-Israël ;

– tout acte aidant ou assistant la situation créée par la présence illégale d'Israël dans le Territoire palestinien occupé ou aidant ou assistant Israël dans la commission de crimes internationaux, y compris la fourniture d'armes ou de biens à double usage susceptibles de contribuer à des violations du droit international, ainsi que toute contribution étatique au financement ou à la facilitation d'investissements soutenant des politiques illégales.

Les **obligations positives** du Luxembourg comprennent :

– collaborer activement avec les Nations Unies pour mettre fin à l'occupation israélienne ;

– opérer une distinction, dans ses relations avec Israël, entre le territoire de l'État d'Israël et le Territoire palestinien occupé ;

– prendre des mesures garantissant que le commerce ou les investissements ne contribuent pas à la poursuite de l'occupation illégale d'Israël ; à cet égard, les deux notes de recherche estiment que le Luxembourg devrait envisager d'empêcher les

¹ Ce résumé synthétique a été rédigé par Seline TREVISANUT, Professeure de droit international public à l'Université KU Leuven et Ingo VENZKE, Professeur de droit international public à l'Université d'Amsterdam. Rédigé en français, il est suivi de traductions en luxembourgeois et en allemand.

² Conformément à la pratique des Nations Unies en la matière, le terme « Territoire palestinien occupé » (au singulier) est utilisé pour désigner le territoire palestinien occupé depuis 1967 et comprenant la Cisjordanie, Jérusalem-Est et la bande de Gaza.

importations de biens produits dans les colonies israéliennes ;

– prendre des mesures contribuant à la réalisation du droit à l'autodétermination du peuple palestinien ;

– prévenir la commission d'un génocide ;

– faire en sorte qu'Israël respecte le droit international humanitaire ;

– coopérer avec la Cour pénale internationale ;

– poursuivre les violations graves des Conventions de Genève et les crimes internationaux, ce qui comprend l'enquête sur et, le cas échéant, la poursuite des ressortissants luxembourgeois, ainsi que de toute personne relevant de la juridiction luxembourgeoise (y compris les acteurs économiques) susceptible d'engager sa responsabilité pénale ;

– satisfaire à son obligation de diligence raisonnable concernant la conduite des acteurs privés en soumettant les exportations et les flux financiers à un contrôle rigoureux.

Le droit de l'Union européenne permet-il au Luxembourg d'agir ?

La responsabilité du Luxembourg en vertu du droit international existe indépendamment de celle de l'Union européenne et s'y ajoute. Les contraintes juridiques internes (y compris celles découlant du droit de l'Union européenne) ne peuvent jamais constituer une justification à la violation du droit international. En tout état de cause, le droit de l'Union européenne permet au Luxembourg de respecter ses obligations internationales.

Le Luxembourg a l'obligation internationale de **ne pas traiter les biens ou services provenant des colonies israéliennes comme des produits israéliens** au sens de l'Accord d'association UE-Israël, c'est-à-dire de ne pas leur accorder un traitement préférentiel (devoir de non-reconnaissance). En outre, bien qu'il dispose d'une certaine discrétion à cet égard, le Luxembourg **devrait interdire ces importations** en vertu de son devoir de coopération.

L'Union européenne dispose d'une **compétence exclusive en matière de politique commerciale commune**. Le Luxembourg devrait **œuvrer activement pour que l'importation de produits provenant des colonies israéliennes soit interdite au niveau de l'Union européenne** ou, à tout le moins, qu'ils ne bénéficient pas d'un traitement préférentiel comme s'ils étaient des produits israéliens. Si de telles mesures ne peuvent être adoptées au niveau européen en raison d'un blocage politique, le Luxembourg peut **agir unilatéralement** tout en restant conforme au droit de l'Union européenne, comme d'autres États membres l'ont déjà fait.

La possibilité pour le Luxembourg d'interdire de manière unilatérale **l'importation ou l'exportation de services** en provenance ou à destination des colonies israéliennes soulève des incertitudes juridiques, faute de disposition comparable à celle encadrant l'importation de produits dans le droit de l'Union européenne. Les deux notes de recherche divergent dans leurs recommandations respectives à cet égard.

S'agissant des **sanctions ciblées** (p. ex. le gel des avoirs) et de la **circulation des personnes** (p. ex.

les interdictions d'entrée), le Luxembourg devrait rechercher une action au niveau de l'Union européenne dans le cadre de la politique étrangère et de sécurité commune. Si l'unanimité requise au Conseil ne peut être atteinte, le Luxembourg pourrait agir unilatéralement sans que cela ne porte atteinte aux positions existantes de l'Union européenne. Les **lois nationales** du Luxembourg relatives au contrôle des exportations et aux mesures financières restrictives permettent déjà au Gouvernement d'imposer de telles sanctions lorsqu'il agit sur la base de décisions de l'Union européenne ou de l'Organisation des Nations Unies, mais permettent également au Luxembourg de prendre de telles mesures **de manière unilatérale** pour une durée limitée. Des amendements à la loi pourraient permettre au Luxembourg de recourir à des sanctions ciblées autonomes de manière permanente, notamment aux fins d'assurer le respect de normes impératives du droit international.

Seline Trevisanut, Ingo Venzke « Résumé synthétique des deux notes de recherche relatives aux obligations et à la responsabilité internationales du Luxembourg au regard des pratiques d'Israël dans le Territoire palestinien occupé », Luxembourg, Cellule scientifique de la Chambre des Députés, 23 mars 2026

Retrouvez le document intégral en scannant le code QR suivant :



L'Administration parlementaire recrute :

– un administrateur de commissions parlementaires (m/f/d) appartenant au groupe de traitement A1 pour les besoins du service des commissions ;

– un chargé du protocole (m/f/d) appartenant au groupe de traitement A2 pour les besoins du service des relations européennes et internationales et du protocole.

Postes à pourvoir par la voie du changement d'administration

En cas d'intérêt, veuillez scanner le code QR suivant :



Exécution des peines et fonctionnement de l'administration pénitentiaire

7869 – Projet de loi portant modification :
1° du Code de procédure pénale ;
2° de la loi modifiée du 20 juillet 2018 portant réforme de l'administration pénitentiaire ;
3° de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire ;
4° de la loi modifiée du 17 avril 1998 portant création d'un établissement public dénommé « Centre hospitalier neuropsychiatrique » ;
5° de la loi modifiée du 29 mars 2013 relative à l'organisation du casier judiciaire ;
6° de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État

Le présent projet de loi a comme objet d'apporter certaines modifications principalement à la loi modifiée du 20 juillet 2018 portant réforme de l'administration pénitentiaire, mais aussi au Code de procédure pénale, à la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire, à la loi modifiée du 17 avril 1998 portant création d'un établissement public dénommé « Centre hospitalier neuropsychiatrique », à la loi modifiée du 29 mars 2013 relative à l'organisation du casier judiciaire ainsi qu'à la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État.

Depuis l'entrée en vigueur de la loi modifiée du 20 juillet 2018 portant réforme de l'administration pénitentiaire, l'expérience faite sur le terrain a pu démontrer quelles sont les dispositions qui fonctionnent bien en pratique et les dispositions à adapter. L'objectif de ce projet de loi est donc principalement d'adapter et de compléter certaines dispositions afin de permettre une meilleure applicabilité de la loi modifiée du 20 juillet 2018 précitée en pratique.

Dépôt par Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 11/08/2021
Rapporteuse : Mme Stéphanie Weydert

Travaux de la Commission de la Justice
(Président : M. Laurent Mosar) :

20/10/2021 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi

10/10/2024 Désignation d'un rapporteur
Examen de l'avis du Conseil d'État
Adoption d'une série d'amendements parlementaires

17/07/2025 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Adoption d'une série d'amendements parlementaires

27/11/2025 Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
Adoption d'un amendement parlementaire

15/01/2026 Examen du troisième avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 22/01/2026
Loi du 18 février 2026
Mémorial A : 2026, n° 126, page 1

Parquet européen : adaptation de certaines dispositions

8431 – Projet de loi modifiant le Code de procédure pénale en vue d'adapter certaines dispositions relatives au Parquet européen

Le présent projet de loi vise à modifier certaines dispositions du Code de procédure pénale afin de procéder à un premier toilettage des dispositions relatives au Parquet européen suite à l'entrée en vigueur de la loi modifiant le Code de procédure pénale aux fins de la mise en œuvre du règlement (UE) 2017/1939 du Conseil du 12 octobre 2017 mettant en œuvre une coopération renforcée concernant la création du Parquet européen. En ce que les praticiens ont été confrontés à un certain nombre de difficultés, voire d'incohérences d'ordre procédural, il échet d'y remédier par le présent projet de loi.

Il s'agit notamment de procéder à des adaptations pour vider des problèmes (i) dans l'exercice des voies de recours, à savoir en relation avec l'appel contre les ordonnances du juge d'instruction sur base de l'article 136-48, paragraphe 3, du Code de procédure pénale, (ii) des actions en nullité exercées en première instance dans les dossiers dits domestiques et (iii) des actions en nullité exercées en première instance dans les dossiers d'assistance sur base du nouveau mécanisme de coopération entre les procureurs européens délégués des différents États membres.

Dépôt par Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice, le 02/08/2024
Rapporteur : M. Alex Donnersbach

Travaux de la Commission de la Justice
(Président : M. Laurent Mosar) :

17/07/2025 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
Adoption d'une série d'amendements parlementaires

11/12/2025 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 22/01/2026
Loi du 18 février 2026
Mémorial A : 2026, n° 98, page 1

FIA : modernisation du régime du « carried interest »

8590 – Projet de loi portant modification :
1° de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;
2° de la loi modifiée du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs

Le présent projet de loi vise à moderniser et à clarifier le régime de l'intéressement aux surperformances, appelé « carried interest », touché par les gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs (FIA), en vue de renforcer l'attractivité et la compétitivité de la place financière luxembourgeoise.

La réduction récente de la taxe d'abonnement pour les organismes de placement collectif en valeurs mobilières luxembourgeois cotés (« OPCVM ETF ») gérés activement s'inscrit déjà dans cette logique. Toutefois, la modernisation et la clarification du régime du « carried interest » semblent également constituer un prérequis à l'attraction de personnel hautement qualifié dans la gestion active des fonds. En effet, malgré les très bonnes performances dans le secteur financier, la place financière luxembourgeoise peine à attirer les activités dites de « front office » au niveau des FIA.

Le présent projet de loi prévoit d'adapter le cadre législatif existant par le biais de deux volets.

D'une part, il convient d'apporter de la sécurité juridique. La doctrine fiscale récente a mis en évidence des divergences d'interprétation liées à certaines formulations du texte en vigueur pouvant apparaître ambiguës ou trop restrictives par rapport aux nombreuses formes que peut prendre en pratique l'intéressement aux surperformances touché par les gestionnaires.

En pratique, il existe autant de formes d'intéressement que de FIA, puisque l'intéressement est défini dans chaque contrat passé entre les investisseurs et le gestionnaire du fonds. Certains intéressements sont dits « simples » ou sont touchés « sur une base exclusivement contractuelle ».

Au-delà des clarifications, le projet innove sur plusieurs plans :

– sur le champ d'application *ratione personae*

Actuellement, le texte de l'article 99bis, alinéa 1a L.I.R. ne vise que les personnes physiques « salariées de gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs ou de sociétés de gestion de fonds d'investissement alternatifs ».

Il est proposé d'étendre le bénéfice du régime aux différentes personnes physiques au service du gestionnaire qui peuvent prétendre à un intéressement. Ainsi, il sera désormais possible que le titulaire du « carried interest » soit employé d'une autre entité (par exemple une société de conseil en investissement), tout comme il pourrait ne pas être salarié (par exemple être membre indépendant du conseil d'administration du FIA ou associé de la société de gestion). Un intéressement aux surperformances touché par une personne physique gestionnaire ou au service de gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs qualifie toujours de revenu divers qui est imposé au quart du taux global de façon permanente.

– sur le champ d'application *ratione materiae*

Afin de viser plusieurs configurations possibles que peuvent prendre l'intéressement aux surperformances, il est proposé de supprimer la condition expresse que les actionnaires ou détenteurs de parts doivent avoir récupéré au préalable la mise intégrale de leur investissement dans le FIA ou dans les actifs sous-jacents.

– sur le champ d'application *ratione temporis*

Actuellement, il existe deux régimes d'intéressement aux surperformances, l'un constituant le droit commun prévu à l'article 99bis, alinéa 1a L.I.R., l'autre, régi par

l'article 213 L.F.I.A., est temporaire. Si plus aucun gestionnaire ne peut rentrer dans ce deuxième système depuis huit ans, il se peut que certains continuent à en bénéficier jusqu'en 2028.

Le présent projet de loi n'a pas vocation à prolonger ce régime temporaire. En revanche, il vise à transposer l'élément-phare du régime qu'était l'imposition au quart du taux global à certaines situations du régime commun, et ce, de façon permanente. En effet, l'intéressement aux surperformances touché sur une base exclusivement contractuelle, c'est-à-dire l'intéressement qui n'est ni indissociablement lié à la détention de parts ordinaires dans le FIA, ni représenté par une participation dans ce fonds, est considéré comme un revenu divers extraordinaire. Ce revenu ne sera pas non plus renfermé dans un créneau temporel de dix ans puisque certains investissements mettent plus de dix ans à se dénouer et la volonté est d'inciter les mêmes gestionnaires à mettre sur pied de nouveaux fonds une fois leur fonds précédent liquidé.

– sur la qualification du revenu de « carried interest »

Le présent projet de loi innove en faisant abstraction du type de FIA afin de qualifier le revenu touché par le bénéficiaire du « carried interest ». Lorsque le FIA est une société qui tombe sous le champ de l'article 175 L.I.R. relatif à la transparence fiscale, cette transparence sera ignorée aux seules fins de l'application du régime fiscal du « carried interest » dans le chef des personnes physiques ayant une participation représentant le « carried interest ». De la même manière, lorsque le FIA est un fonds commun de placement, les revenus touchés au titre du « carried interest » resteront considérés comme un bénéfice de spéculation, quelle que soit la nature des revenus touchés par ce fonds.

Dépôt par M. Gilles Roth, Ministre des Finances, le 24/07/2025

Rapporteur : M. Laurent Mosar

Travaux de la Commission des Finances

(Présidente : Mme Diane Adehm) :

29/09/2025 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

14/11/2025 Examen de l'avis du Conseil d'État

Adoption d'un amendement parlementaire

13/01/2026 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 22/01/2026

Loi du 3 février 2026

Mémorial A : 2026, n° 26, page 1

Acquisition de parcelles pour l'École européenne de Strassen

8626 – Projet de loi autorisant le Gouvernement à acquérir deux immeubles à Strassen

Le projet de loi a pour objet d'autoriser le Gouvernement à acquérir deux parcelles situées sur le territoire de la commune de Strassen pour un montant de 72.000.000 euros. La superficie cumulée correspond à 2 hectares 16 ares 29 centiares. Cette acquisition foncière vise à permettre la réalisation d'une nouvelle école européenne agréée secondaire.

Le site comprend déjà un immeuble de plus de 10.000 m² avec 201 emplacements de stationnement que l'État occupe actuellement en location pour un loyer annuel, hors charges, de 2,9 millions d'euros.

Le présent projet de loi prévoit également l'acquisition de cet immeuble administratif ainsi que de ses 201 emplacements de stationnement, ce qui permettra d'éviter le paiement de ce loyer pendant la phase de planification et de préparation de la construction de l'école européenne agréée.

Dépôt par M. Gilles Roth, Ministre des Finances, le 30/09/2025

Rapporteuse : Mme Diane Adehm

Travaux de la Commission des Finances

(Présidente : Mme Diane Adehm) :

13/01/2026 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

16/01/2026 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 22/01/2026

Loi du 3 février 2026

Mémorial A : 2026, n° 27, page 1

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique	p. 08	2° de la loi modifiée du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs	p. 19
M. Claude Wiseler, Président		Rapport de la Commission des Finances : M. Laurent Mosar (dépôt de la motion 1)	
2. Ordre du jour	p. 08	Discussion générale : M. Laurent Mosar M. André Bauler M. Franz Fayot M. Fred Keup (interventions de M. Franz Fayot, M. Tom Weidig et M. Sven Clement) Mme Sam Tanson (interventions de M. Fred Keup, M. Tom Weidig et M. Sven Clement) (dépôt de la motion 2) M. Sven Clement M. David Wagner (interventions de M. Tom Weidig, M. Sven Clement, M. Dan Hardy et M. Fred Keup)	
M. Claude Wiseler, Président		Prise de position du Gouvernement : M. Gilles Roth, Ministre des Finances (interventions de M. Mars Di Bartolomeo, M. Marc Goergen et M. Sven Clement) M. Sven Clement (parole après ministre) M. le Ministre Gilles Roth (interventions de M. Sven Clement et M. Marc Goergen) Mme Sam Tanson (parole après ministre) M. le Ministre Gilles Roth (intervention de Mme Sam Tanson) M. David Wagner (parole après ministre) M. le Ministre Gilles Roth (interventions de M. David Wagner et M. Sven Clement) M. Franz Fayot (parole après ministre) M. le Ministre Gilles Roth M. Laurent Mosar (parole après ministre) M. le Ministre Gilles Roth Mme Sam Tanson (parole après ministre) (interventions de M. Sven Clement et M. Georges Engel)	
3. Question élargie n° 62 de M. Laurent Mosar au sujet de la simplification administrative dans le domaine de la gouvernance des associations sans but lucratif	p. 09	Vote sur l'ensemble du projet de loi 8590 et dispense du second vote constitutionnel	
M. Laurent Mosar Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice M. Laurent Mosar Mme la Ministre Elisabeth Margue		Motion 1 : Mme Sam Tanson M. Franz Fayot M. David Wagner M. Tom Weidig M. Laurent Mosar	
4. 7869 – Projet de loi portant modification :		Vote sur la motion 1 (adoptée)	
1° du Code de procédure pénale ;		Motion 2 : M. Laurent Mosar M. Franz Fayot M. Sven Clement M. Tom Weidig (intervention de M. Sven Clement) M. David Wagner Mme Sam Tanson	
2° de la loi modifiée du 20 juillet 2018 portant réforme de l'administration pénitentiaire ;		Vote sur la motion 2 (rejetée)	
3° de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire ;		9. Motion de Mme Paulette Lenert relative à la mise en œuvre des orientations du Plan national santé relatives à la mesure de la qualité et de la pertinence des soins	p. 28
4° de la loi modifiée du 17 avril 1998 portant création d'un établissement public dénommé « Centre hospitalier neuro-psychiatrique » ;		Exposé : Mme Paulette Lenert	
5° de la loi modifiée du 29 mars 2013 relative à l'organisation du casier judiciaire ;		Discussion générale et prise de position du Gouvernement : Mme Françoise Kemp M. Gérard Schockmel (interventions de M. Mars Di Bartolomeo) Mme Alexandra Schoos M. Marc Baum Mme Djuna Bernard M. Sven Clement Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale Mme Paulette Lenert M. Mars Di Bartolomeo	
6° de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État	p. 10	Vote sur la motion (rejetée)	
Rapport de la Commission de la Justice : Mme Stéphanie Weydert		10. 8626 – Projet de loi autorisant le Gouvernement à acquérir deux immeubles à Strassen	p. 32
Discussion générale : M. Guy Arendt M. Dan Biancalana M. Dan Hardy Mme Sam Tanson M. Sven Clement		Rapport de la Commission des Finances : Mme Diane Adehm	
Prise de position du Gouvernement : Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice		Discussion générale : M. André Bauler Mme Francine Closener M. Fred Keup Mme Sam Tanson M. Sven Clement M. David Wagner Mme Corinne Cahen	
Vote sur l'ensemble du projet de loi 7869 et dispense du second vote constitutionnel		Prise de position du Gouvernement : M. Gilles Roth, Ministre des Finances	
5. 8431 – Projet de loi modifiant le Code de procédure pénale en vue d'adapter certaines dispositions relatives au Parquet européen	p. 14	Vote sur l'ensemble du projet de loi 8626 et dispense du second vote constitutionnel	
Rapport de la Commission de la Justice : M. Alex Donnersbach		Présidence : M. Claude Wiseler, Président ; M. André Bauler, Vice-Président	
Discussion générale : M. Alex Donnersbach M. Gérard Schockmel M. Dan Biancalana M. Dan Hardy Mme Sam Tanson M. Sven Clement		Au banc du Gouvernement : M. Claude Meisch, M. Gilles Roth, Mme Martine Deprez, Mme Elisabeth Margue, Ministres	
Prise de position du Gouvernement : Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice			
Vote sur l'ensemble du projet de loi 8431 et dispense du second vote constitutionnel			
6. Dépôt d'une motion par M. Fred Keup	p. 16		
Exposé : M. Fred Keup			
7. Question élargie n° 65 de M. André Bauler au sujet du renforcement des pouvoirs de l'ESMA et son impact possible sur le secteur financier luxembourgeois			
Question élargie n° 67 de M. Laurent Mosar au sujet de l'état des lieux de la mise en œuvre de l'Union des marchés des capitaux	p. 17		
M. André Bauler M. Laurent Mosar M. Gilles Roth, Ministre des Finances			
8. 8590 – Projet de loi portant modification :			
1° de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;			

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Claude Wiseler, Président | Ech maachen d'Sëtzung op.

Ech wollt d'Sëtzung vun de Mëtten ufänke mat där Nouvelle, déi eis gëschter erreecht huet: D'Colette Fleisch huet eis verlooss. Si huet iwwer 40 Joer d'Lëtzebuerger Politick gepräagt an hat en aussergewöhnleche Parcours. Et konnt ee gëschter net nëmme bei der DP, mee op alle Bänken d'Trauer wierklech

spieren, wéi mer déi Nouvelle kruten. Si war beléift an am Häerz vun eis all. Dofir ass et mer wichteg, mat dëse Wieder ganz einfach déi Sëtzung unzefänken. Fir hirem Entourage an de Leit, déi et wëllen, ze erlaben, dorunner deelzehuelen, wäerte mer an der nächster Sëtzung an engem Hommage un d'Madamm Fleisch erënnere.

2. Ordre du jour

An da komme mer, obwuel et schwéier ass, zu deem normalen Ordre du jour eriwuer. Et gëtt proposéiert,

d'Motioun vun der Madamm Paulette Lenert iwwert d'Ëmsetzung vum nationale Gesondheetsplang, déi gëschter Mëtten deponéiert gouf, op den Ordre du jour vun haut ze setzen. Dat géinge mer maachen nom Projet de loi 8590, dat heescht als sechste Punkt vun eisem Ordre du jour.

Ass d'Chamber mat dëser Ofännerung vum Ordre du jour vun haut de Mëtten averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

3. Question élargie n° 62 de M. Laurent Mosar au sujet de la simplification administrative dans le domaine de la gouvernance des associations sans but lucratif

Mir fänken dann d'Sëtzung vun de Mëtte mat der erweiterter Fro Nummer 62 vum Här Laurent Mosar iwwert d'administrativ Vereinfachung am Beräich vun der ASBL-Gouvernance un. Den Auteur huet 5 Minuten Zäit fir d'Fro a seng Zousatzfro, d'Regierung 10 Minutte fir ze äntwerten. An den Här Mosar huet elo d'Wuert.

M. Laurent Mosar (CSV) | Jo, merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Madamm Ministesch, d'Bürokratisatioun an d'Iwwerreglementatioun hunn och zu Lëtzebuerg d'ASBLen erreecht, ganz besonnesch déi ganz vill wäertvoll Benevollen, déi Dag an Nuecht fir déi ASBLen schaffen, déi sech am Dickeycht vun deene ganz ville Prozedure quasiment net méi erëmfannen, wat derzou féiert, datt leider Gottes och ëmmer méi Benevollen d'Flemléi kréien, wat natierlech och net gutt ass fir dat soziaalt Liewen, d'Veräinsliewen an eisem Land.

Hei gëtt et haaptsächlech Schwierigkeeten op enger Rei vu Punkten. Ech géif vläicht ufänke mam RBE, dem Registre des bénéficiaires effectifs. Dir wësst dat alleguer, well Der et och vläicht scho selwer gemaach hutt. Dat ass en Exercice, deen net ëmmer ganz einfach ass, dee vill Gedold an Zäit verlaangt fir virunzekommen. A fir Benevollen, déi sech jo schonn extreem vill fir hir Veräiner asetzen, déi dat nach nienwru maachen, ass et wierklech net ëmmer en Honigschlecken. An dat ass, wéi gesot, en éischte Punkt, mat deem ganz vill ASBLen hir Problemer hunn.

Da kënnt awer och derbäi, an dat ass dann haaptsächlech de Fall fir ASBLen, an där hu mer ganz vill am Kader vun ONGen, déi och am Ausland aktiv sinn: Et gëtt ëmmer méi schwéier, Banktransaktiounen ze maachen, well do och ëmmer méi Konditiounen gefrot ginn, notament wat de Contrôle vum AML (ndlr: Anti-Money Laundering) betrëfft. An do muss een och heiansdo e Spezialist am AML sinn, fir iwwerhaapt erauszufannen, wat do vun engem verlaangt gëtt.

An dann, drëttens a last but not least, gesinn och ëmmer méi ASBLen sech mat riseg Problemer konfrontéiert, wa se en einfachen a banale Bankekont wëllen opmaachen, wat och haut mat riseg Schwierigkeete verbonden ass. An do sinn och ganz vill ASBLen, déi net méi an an net méi aus wëssen, fir iwwerhaapt esou e Bankekont opgemaach ze kréien.

An dowéinst wollt ech eng Rei vu Froen stellen. Och wëssend, datt hei d'Madamm Justizministesch natierlech fir dee ganze Volet Bankekonten net zoustänneg ass, wäert ech och – an ech mengen, dat ass an enger nächster Chamberssitzung – generell zu der Thematik vun de Bankekonten eng Question élargie hei stellen. Ech wollt et awer och hei am Kontext vun den ASBLen eng Kéier soen.

Éischstens: D'Fro, déi ech wollt un d'Madamm Ministesch stellen – an ech ginn dervun aus, datt se sech der Problematik voll bewusst ass –, ass, wat se eigentlech generell wëllt ënnerhuelen, fir den ASBLen d'Liewen awer e bësselche méi einfach ze maachen.

Meng zweet Fro hätt dann haaptsächlech mam RBE ze dinn, fir ze kucken, ob een net awer kéint do déi Prozeduren e bësselche méi einfach gestalten an haaptsächlech och fir déi ganz vill Nofroen, déi do un ASBLen gestallt ginn, vläicht och deene Leit, déi dat musse maachen, och e gewëssene Bäistand do ginn.

Eng drëtt Fro, déi ech wollt stellen, ass déi, ob, vu déi ganz Problemer, déi sech awer do stellen, d'Madamm Ministesch gewëllt ass, eventuell och nach eng Kéier dat ASBL-Gesetz op de Leescht ze huelen. Well ech mengen, dat misst een och vläicht de Realitéit vun haut e bëssen upassen.

Da meng véiert Fro ass, fir ze kucken, ob een net eventuell eng Léisung kéint fannen, fir ganz kleng ASBLen, déi a sech zum Beispill net vill Transaktiounen maachen an och kee grouss Kapital hunn, vläicht vu gewëssenen Obligatiounen, déi sech erginn duerch déi verschidde Gesetzter, ze entlaaschten.

An dann eng lescht Fro, e bëssen an deem selwechte Kontext, ob een net awer och nach eng Kéier misst doriwwer nodenken, iergendwéi eng Struktur en place ze setzen, déi nach eng Structure alléegée par rapport zu den aktuellen ASBLen ass.

Ech soen der Madamm Justizministesch schonn am Virus e grouse Merci fir déi wäertvoll Äntwerten, déi se mer wäert ginn.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Mosar. An dann huet d'Regierung d'Wuert. Madamm Minister.

Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice | Villmools merci, Här President. An ech géif fir d'éischt dem Här Mosar Merci soe fir déi ganz wichteg Fro. Et ass wichteg, dass d'ASBLen zu Lëtzebuerg kënne fonctionéieren. Et ass wichteg, dass d'Benevollen net demotivéiert sinn duerch déi vill administrativ Hürden.

Op där anerer Säit ass et natierlech och wichteg, dass et Reegelen dofir gëtt, wéi ASBLen solle fonctionéieren, wéi Decisiounen geholl ginn, wou d'Responsabilitéit sinn. Ech mengen, do si mer eis ganz eens.

Fir vläicht nach eng Kéier just op de Kontext zréckzekomme vum Gesetz vum 2023, wat am Fong de Kader moderniséiert huet, nodeems bal iwwer 100 Joer d'Gesetz vum 1928 en vigueur war. Dat heescht, et war wierklech néideg, en neie Kader ze hunn an d'ASBL-Gesetz an dat neit Joerhonnert ze bréngen. An deemools ass och vill rieds gewiescht dervun, et un d'AML-Standarden an d'GAFI-Standarden unzepas-sen.

Ech si mer awer bewusst, datt an deem Joer extreem vill beienee komm ass fir d'ASBLen, well, Dir hutt et scho gesot, et ass och notament d'Gesetz iwwert den RBE gestëmmt ginn, soudatt d'ASBLen sech an deem Joer och hu misse mat deem auseruesetzen, wat se dann elo alles misste maachen, wat hir Rechte a wat hir Flichte wäeren, an do viles beienee komm ass. Däers si mer eis duerchaus bewusst.

D'Gesetz hat also de Meritt, datt et e moderniséierte Kader geschaf huet. Et huet och eng Rei Vereinfachungen mat sech bruecht, notament d'Méiglechkeet, AGen a Conseilen à distance ze maachen, datt een net méi muss ëmmer d'Lëscht vun de Membren deposéieren alljoers um RCS, datt d'Homologatioun bei Gerichte vu Statutenännerungen net méi néideg ass.

Mee op där anerer Säit, an Dir hutt et ugeschwat, sinn natierlech och eng ganz Rei zousätzlech Obligatiounen op d'ASBLen duerkomm. An dowéinst géif ech gär kuerz och op dat agoen, wat mir elo am Moment scho maachen a wat mer och envisagéieren, fir där Situatioun Rechnung ze droen.

Dir hutt den RBE ugeschwat. Do hu mer en Helpdesk en place gesat, speziell fir d'ASBLen, wou och spezialiséiert Personal rekrutiert ginn ass, fir eben den ASBLen zur Verfügung ze stoen. Et ass och e Guide d'assistance do, deen Der um Site fannt. De Site vum LBR ass frëschgemaach ginn an en ass ewell e bësse

méi intuitiv opgebaut. Dir kënnt direkt pro Demarche kucken, wat Der wëllt maachen, an da gitt Der direkt op déi richteg Säit geleet. An et gëtt eeben och eng speziell Säit fir d'ASBLen, wou souwuel Modeller vu Statuten ze fanne si wéi Modeller vu PVen a fir den Depot, genausou wéi e Frequently Asked Questions. Den LBR huet also och massiv an d'Hëllefstellung vun den ASBLen hei investéiert.

Wat elo d'Fro ugeet, wéi mer hinnen et kënne méi einfach maachen: Och do si mer informatesch am-gaangen, un enger Léisung ze schaffen. An deene meeschte Fäll ass et jo esou, datt d'Bénéficiaires effectifs och tatsächlech d'Membere vum Conseil d'administration sinn. Dat heescht, wann en Depot gemaach gëtt vun de Membere vum Conseil d'administration, da soll et méiglech sinn, datt ee just muss soen: „Click the box“, an da gëtt dat automatesch am RBE och à jour gesat. Dat heescht, d'Iddi ass wierklech, déi Registere vill méi ze interconnectéieren, datt een d'Demarche net dräimol muss maachen, mee wann ee se am RCS mécht, datt se automatesch och um RBE gemaach ginn ass.

Et ass leider net méiglech, se komplett ze exonéréieren vun den Antiblanchimentsdirektiven a -reglementer, well do fale se drënner als Personnes morales, mee mir probéieren, et awer esou einfach wéi méiglech ze maachen. An de Fakt, datt se am RBE sinn, kann och hëllefen, fir d'Bankkonten opzemaachen, well d'Bank dann net selwer muss d'Due Diligence maachen, mee just an den RBE kucke kommen. Mee Dir sot jo, Dir géift dat Theema vun de Bankkonten och nach eng Kéier thematiséieren, wou ech Tech leider net vill méi ka soe wéi dat doten.

Wat elo d'Gesetz vum 2023 ubelaangt, mengen ech, ass et ganz wichteg, dass een net all d'ASBLen an een Dëppe geheit. An dat war mer besonnesch wichteg nom Caritas-Skandal, wou ganz vill Stëmmen och komm sinn, fir ze soen: „Mir musse méi Obligatiounen hu fir d'Gouvernance! Mir musse méi streng ginn! An et war mer wierklech wichteg, dass mer do elo duerch dat heite Gesetz net erëm op all d'ASBLen Obligatiounen repercutéieren. An dowéinst hu mer och opgepasst an deenen Aarbechten, déi mer mat der FEDAS och am Moment féieren, fir eebe justement ze kucken, wéi een d'Gouvernance ka verbesseren.

Mee vun deenen ASBLen, déi Sue vum Staat kréie respektiv déi eng Konventioun mam Staat hunn ..., well ech mengen, do muss ee wierklech den Ënnerscheed maachen. Mir hu vill grouss ASBLen, déi ganz vill Responsabilitéit droen, déi och fir de Staat iwwer Konventiounen eng ganz Rei Prestatiounen leeschten. Mee dat heescht net, datt all Keeleclub, Fëschclub, Basketclub muss déi selwecht Obligatiounen erfëllen. An dat war mer wichteg. An dowéinst hunn ech dee Moment och gesot: Ech wëll net, datt mer an deem Kontext d'ganz ASBLen iwwerschaafen. Mee ech sinn awer duerchaus der Meinung, datt dat Gesetz vum 2023 jo elo e bëssen do ass, datt een esou lues déi éischt Erfahrungswärter och huet vun den ASBLen.

Ech hat och schonn eng éischt Entrevue mat Vočo, déi eng ganz Rei ASBLen vertrieeden, déi mer eng ganz Rei Doleancé mat op de Wee ginn hunn, vu praktesche Saachen iwwert de Fonctionnement vum Conseil, vun der AG, wou se der Meinung sinn, datt een d'Saache kéint méi einfach maachen. Mir kucken déi elo eent zu eent. Ech wäert och nach eng ganz Rei aner Gesprécher féieren.

An an deem Sënn géif ech scho mengen, datt, wa mer zur Konklusioun kommen, datt eng Rei vun deenen Iddie ganz berechtigt sinn, mer géifen Amendementer maachen zum ASBL-Gesetz fir eebe justement méi Flexibilitéit an och eng Vereinfachung fir besonnesch



déi kleng ASBLen. Ech mengen, et muss ee wierklech den Ënnerschied maachen. Mir hu ganz vill ASBLen zu Lëtzebuerg, mee mir mussen awer kucken, datt mer e System herno en place hunn, deen de Realitéit vun deene verschiddenen ASBLen Rechnung dréit.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minister. Huet den Här Mosar nach eng Zousazfro? Här Mosar.

M. Laurent Mosar (CSV) | Jo, merci fir d'éischt der Madamm Justizministesch fir déi ganz extensiv Äntwerten. Ech wollt nach eng Zousazfro stellen, well ech weess, datt och d'Justizministesch dat genau suivéiert an, ech mengen, och an där enger oder anerer Question parlementaire deem engen oder anere Kolleeg schonn drop geäntwert huet. Dat ass d'Situatioun vun den ASBLen par rapport zu justement all deene Reglementatiounen.

An ech mengen, do hat eng Kéier d'Madamm Justizministesch geäntwert, do wär eng grouss Zuel vun ASBLen, déi net compliant wieren, dat heescht, déi d'Gesetz net esou respektéieren. Ech wollt do just nach eng Kéier awer op e Punkt opmierksam maachen, wou et awer och wichteg wär, mengen ech, Madamm Minister, datt mir d'Leit géifen informéieren. Et geet jo hei net nëmmen drëm, datt d'ASBLen dat maachen, fir datt se an der Rei sinn. Et geet och hei ëm eng Fro vu perséinlecher Haftung, well wann déi ASBLen net compliant sinn, da spillt hei déi perséinlech Responsabilitéit vun all eenzelmem Member respektiv Member vum Conseil, an dat kann eng Responsabilitéit bis op d'Privatverméige vun de Leit sinn.

Dat heescht, dat ass net egal, wann déi ASBLen net konform sinn. Dofir wollt ech awer nach eng Kéier déi Fro hei opwerfen, well ech mengen, dass se net onwichtig och an deem ganze Kontext ass.

Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice | Ech mengen, Dir hutt dat richteg gesot. Déi Froen hunn ech beäntwert, wéi d'Période transitoire effektiv eriwär. Et war jo eng Période transitoire virgesinn, fir den ASBLen ze erlaben, hir Statuten unzepassen. Bon, wat ass, wa se et net maachen? Da sinn déi Dispositiounen an de Statuten, déi net konform sinn zum neie Gesetz, „réputées non écrites“. Dat ass en tant que tel keng Katastroph. Dat ass natierlech net gutt fir de Fonctionnement vun den ASBLen. Dat sinn der net forcement, wou se herno Problemer kréie mat hirer Responsabilitéit, mee et ass awer wichteg. An dowéinst si jo och all déi Campagné gemaach ginn, dowéinst hu mer um LBR all déi Informatiounen verfügbar, fir eebe justement den ASBLen ze hëllefen.

An all Dag gesi mer, datt méi ASBLen sech conforméieren. Ech hunn elo leider net déi lescht Chiffere bei Hand, mee et mierkt ee wierklech, datt der ëmmer méi sech conforméieren an datt dat och wichteg ass. Ech mengen, dat Positiivt un der Reform vun 2023 war, datt wierklech och eng Prise de conscience do war vun deene verschiddenen Obligatiounen, déi d'ASBLen hunn. Natierlech mussen mer kucken, datt et esou einfach wéi méiglech ass. An do wäerte mer weider dru schaffen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minister.

4. 7869 – Projet de loi portant modification :

1^o du Code de procédure pénale ;

2^o de la loi modifiée du 20 juillet 2018 portant réforme de l'administration pénitentiaire ;

3^o de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire ;

4^o de la loi modifiée du 17 avril 1998 portant création d'un établissement public dénommé « Centre hospitalier neuro-psychiatrique » ;

5^o de la loi modifiée du 29 mars 2013 relative à l'organisation du casier judiciaire ;

6^o de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État

Als nächste Punkt um Ordre du jour steet de Projet de loi 7869 iwwert d'Ännerung vum Gesetz iwwert d'Prisongsverwaltung a vum Code de procédure pénale. D'Riedezäit ass hei e Basismodell. D'Rapportrice huet 10 Minuten, déi jeeweileg Fraktiounen a Sensibilitéit 5, d'Regierung 10. Et hu sech schonn ageschriwwen: d'Madamm Stéphanie Weydert, den Här Guy Arendt, den Här Dan Biancalana, den Här Dan Hardy, d'Madamm Sam Tanson, den Här Sven Clement. An d'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, déi honorabel Madamm Stéphanie Weydert. Madamm Weydert.

Rapport de la Commission de la Justice

Mme Stéphanie Weydert (CSV), rapportrice | Villmools merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Madamm Ministesch, haut stellen ech Iech de Gesetzesprojet 7869 vir, deen eng Upassung vum gesetzleche Kader fir d'Ausféierung vun de Prisongsstrofen an de Fonctionnement vun der Prisongsverwaltung virgesäit. De Projet gouf 2021 vun der deemoleger Justizministesch deposéiert an hat als Zil, no dräi Joer Expérience um Terrain déi grouss Prisongsreform vun 2018 ze verbessern an op deene Sujeten ze komplettéieren, déi sech an der Praxis als méi schwierig erausgestallt hunn.

Follgend Texter si concernéiert vun deem Gesetz: de Code de procédure pénale, d'Gesetz vun 2018 iwwert d'Prisongsverwaltung, d'Gesetz vun 1980 iwwert d'Organisation judiciaire, d'Gesetz vun 1998 iwwert de Centre hospitalier neuro-psychiatrique, d'Gesetz vun 2013 iwwert d'Organisation vum Casier judiciaire an d'Gesetz vun 2015 iwwert d'Traitement vum de Fonctionnaires.

Déi éischt wichteg Neierung vum Projet, déi besteet doranner, d'Kloerheet an d'Effikassitéit vun de Reegelen an der Ausféierung vun de Strofen ze stäerken. An der Praxis ass d'Ausféierung vun enger stroferechtlicher Decisioun net einfach eng administrativ Verlängerung vum Urteel, mee et ass d'Suite vun Decisiounen a Prozeduren, mat gewëssenen Delaien, mat Modalitéiten a Recoursméiglechkeeten. An dat muss verständlech an och juristisch zolidd sinn, well et direkt ëm d'Fräiheeten an d'Sécherheet vun de Leit geet.

De Projet mécht dofir geziilt Upassungen, ënner anerem bei bestëmmten Delaien an och bei Terminologien, fir Onkloerheeten ze vermeiden an esou Rechtssécherheet ze schafen. Hei och am Fall vu verschiddene Recours bei Urgencen, déi, Stand haut, bannent 24 Stonne mussen traitéiert ginn.

(Brouhaha)

Mëttlerweil kann een awer d'Recoursen elektronesch zu ...

(Coups de cloche de la présidence)

M. Claude Wiseler, Président | Wannechgelift!

Mme Stéphanie Weydert (CSV), rapportrice | Villmools merci, Här President. Mëttlerweil kann awer e Recours elektronesch zu all Moment vum Dag, egal ob Dag oder Nuecht, an och ausserhalb vun

den Öffnungszäite vum Greffe gemaach ginn. An dat bréngt mat sech, datt et an der Praxis net méiglech respektiv ganz schwéier ass, dee 24-Stonnen-Delai do anzehalen. A mat deem Gesetz gëtt den Delai vu 24 Stonnen dann op 48 Stonnen eropgesat, fir enger-säits den dréngende Charakter vum Recours ze erhalen, an zäitgläich eng rechtsstaatlech seriö Decisioun ze garantéieren.

Déi zweet Neierung ass d'gesetzlech Verankerung vun der Commission consultative aux longues peines fir Prisongsstrofe vu méi wéi zéng Joer, souwéi der Kompositioun vun dëser Kommissioun. An der Praxis gëtt et se scho laang, awer ouni legal Basis. A bis elo koumen déi ëmmer op informeller Basis zesummen, fir de Procureur général d'État am Suivi vu Persounen ze beroden, déi zu méi laange Strofe verurteilt goufen.

Am Gesetz iwwert d'Reform vun der Prisongsverwaltung gëtt elo och den Émgang mat der Reliouns- a Meenungsfräiheet innerhalb vum Prisong gereegelt. Hei gëtt den aktuelle Modus vivendi am Gesetz verankert, dee sech scho virun der Covidpandemie iwwer Joren agebiergert hat an deen deels och iwwer e Règlement grand-ducal gereegelt ass.

D'Ministres des cultes souwéi d'moralesch Beroder, déi en Agreement hunn, gëllen als assimiléiert un d'Mataarbechter vun der Prisongsverwaltung. Dëst erméiglecht et hinnen, mat manner Sécherheetsoplagen an de Prisong eranzekommen, sech méi fräi am Prisong ze beweegen a bei d'Prisonéier an d'Zell ze goen. Wat hei wichteg ze preziséieren ass, ass, dass déi Geeschtlech just kommen op Demande vum Prisonéier, a se ginn net einfach wéll duerch de Prisong an da gi se do hir Aarbecht verrichten. Nee, se komme wierklech op Demande vun deem, dee se wéll an dee se brauch. Fir déi, déi keen esou en Agreement hunn, gëllen déi normal Visiteursreegelen.

Dës Dispositiounen sinn nom Avis vum Mäerz 2022 vun der kathoulescher Aumônerie vum Prisong mat der éischter Serie vun Amendementen vun der Justizkommissioun an de Gesetzesprojet agefloss, well et war weeder an der Reform vun 2018 nach am initiale Gesetzesentwurf virgesinn.

Ech weess net, et ass immens vill Onrou, Här Wiseler. Also, et ass net einfach, hei ze schwätzen.

D'Reliouns- an d'Meenungsfräiheet ...

M. Claude Wiseler, Président | D'Madamm Weydert huet et elo kloer gesot. Ech géing Iech effektiv bieden, nozelauschteren, wat gesot gëtt. Merci.

Mme Stéphanie Weydert (CSV), rapportrice | Normalerweise ass een nom Iesse méi midd, mee ...

(Interruption)

Voilà.

M. Claude Wiseler, Président | Madamm Weydert.

Mme Stéphanie Weydert (CSV), rapportrice | D'Reliouns- an d'Meenungsfräiheet, dat si Grondfräiheete vun all Mënsch, an och dat huet de Staatsrot a sengem Avis vum Abrëll 2025 ënnerstrach. Am selwechten Avis huet de Staatsrot eng formell Oppositioun formuléiert, well de virgeschloene Regimm net genuch preziséiert, ënner wéi enge Konditiounen a wéi wäit déi Ausübung vun der Relioun am Prisong kéint ageschränkt ginn.

De Projet preziséiert och verschidde Kompetenzen a klärt d'Roll vun der Generaldirektioun, fir den Text un de reelle Fonctionnement an un d'Verantwortlechkeeten um Terrain unzepassen. Am selwechten Schrëtt gëtt e kriminologesche Service geschaaft. Deem seng zentral Missioun ass et, d'Evaluatioun vun

de Persounen an Haft ze stäerken an, wa sännvoll, cibléiert Interventiounen ze organiséieren, déi de Risiko vun der Recidive reduzéiere sollen. Dat ass eng strukturell Weiderentwécklung, well se d'Ausféierung vun der Strof méi staark op d'Evaluatioun an d'Preventioun ausriicht an net nëmmen op d'Gestioun vum Alldag vum Prisonéier.

Des Weidere gëtt et Ännerunge mat dësem Text iwwert déi sensibel Realitéite vun der Detentioun: Disziplin, Fouillen, Sécherheet, temporär Ausgänger an de Kampf géint d'Abréng vu verbuedene Substanzen an Objeten. Hei mussen d'Reegele ganz kloer encadréiert sinn, fir den Equilibre tëscht der Sécherheet an de Grondrechter vun all Prisonéier ze garantéieren.

De Projet stäerkt den Encadrement vum disziplinäre Regime a berücksichtegt dobäi och d'Erfahrung vum deene leschte Joren, ganz besonnesch d'Praktiken aus der Pandemie, wéi den Asaz vun der Videokonferenz fir bestëmmten Akten, fir d'Kontinuität vum de Prozeduren ze garantéieren an dobäi d'Rechter vun der Verdedegung vu jidderengem ze respektéieren. D'Roll vun de Spierhänn bei Sécherheitskontrollen, déi gläichzäiteg effektiv a strikt encadréiert muss sinn, gëtt am Gesetz verankert. Bei den Duerchsichungen definéiert de Gesetzesprojet allgemeng Reegelen, an hei gëllt et ëmmer, d'Proportionalitéit vun der Mesur mam Respekt vun der Mënschewierd vum Detenu ze garantéieren.

Jo, Drogekriminalitéit, dat ass leider och eng batter Realitéit am Prisong. Hei ginn ëmmer nei Weeër gesicht, fir d'Drogen illegal an de Prisong ze schmuggelen, wéi zum Beispill iwwert de Wee vun engem scheinbar offizielle Courrier vum Affekot, deen dann dem Secret professionnel vum Affekot oder och dem Secret des correspondances ënnerläit, oder vun engem „offizielle“ Courrier vun nationalen oder internationale Verwaltungs- a Justizautoritéiten. Am Fall wou et plausibel Motiver gëtt, dass sech illegal Substanzen am oder um Courrier befannen, kann de Courrier ausnamsweis kontrolléiert ginn. Dës Kontroll geschitt awer ëmmer a Presenz vum Gefaangenen an de Courrier gëtt just vun der Verwaltung zréckgehal an de Fall wou dann effektiv Drogen am Spill sinn.

Zum Schluss organiséiert de Projet och den Zougang zu de medezinneschen Donnéeën, déi fir de Suivi vun de Persounen am Prisong néideg sinn, an e passt d'Reegelen zur Opbewahrung vun dësen Donnéeën un. Dat ass och nees en delikaten Equilibre, well engersäits brauchen déi Professionell, déi mam Gefaangenen schaffen, déi relevant Informatiounen, fir d'Sécherheet, d'Prise en charge an och d'Kontinuität vum Suivi ze garantéieren, anerersäits gëllt et gläichzäiteg, d'Prinzip vum Dateschutz strikt ze respektéieren. An dësem Sënn hat de Staatsrot och eng Opposition formelle gemaach, well ufangs, an der éischter Versioun vum Text, war d'Opbewahrungsdauer op 30 Jore fixéiert. Déi hu mer elo op zéng Jore erofgesat, fir net onnéideg do Donnéeën an der Cloud ze loossen.

Erlaabt mer nach e puer Wieder zu der Prozedur. Wéi virdu schon ernimmt, gouf de Projet 2021 deposéiert. An der Justizkommissioun vum 10. Oktober 2024 gouf ech dunn als Rapportrice designéiert.

Am Ganzen huet de Staatsrot véier Avisen ofginn an huet mat sengen Oppositions formelles ganz interessant Diskussiounen an der Chamberskommissioun ugereegt. Ech denken zum Beispill un d'Fro vun der Meinungs- a Reliounsfreiheet, déi vum Drogenschmuggel, awer och déi vum Dateschutz am Kader vum Zougang zu sensibelen Donnéeën vun de Gefaangenen. Wann een am Strofrecht an am

Prisongswiese legiferéiert, da muss een ëmmer de Spagat maachen tëscht engersäits der Sécherheet an op där anerer Säit de Grondrechter vu jidder Einzel-nem. An do muss een de richtigen Equilibre fannen.

Am Avis vum 31. Mee 2022 huet de Staatsrot d'Zil vum Projet am Prinzip begréisst, mee op méi kloer a méi staark gesetzlech Garantie bestanen, besonnesch bei de Grondrechter a bei der Rechtssécherheet. Et goufen divers formell Oppositionen, wéi bei der Opbewahrungsdauer an den initial vage Reegelen bei der Disziplin an de Fouillen.

No den Amendementen vun der Chamber um initialen Text huet de Staatsrot a sengem Avis complémentaire vum 4. Abrëll 2025 confirméiert, dass eppes verbessert gouf, mee huet ënnerstrach, dass dat Weesent-lecht muss am Gesetz stoen an net där einfach op eng Referenz op e Règlement grand-ducal ofgewälzt ginn. Dat war zum Beispill de Fall bei den Indemnitéiten, bei den disziplinäre Sanktiounen, bei der Kontroll vu verbuedene Substanzen an der Korrespondenz an der spezieller Formatioun fir Duerchsichungen.

D'Justizkommissioun huet doropshin nach emol nogebessert, soudatt mer am November d'lescht Joer just nach eng eenzeg Opposition formelle vum Staatsrot kritt hunn iwwert de Contenu vun de Spezialformatiounen vun de Mataarbechter aus der Prisongsverwaltung. Déi Opposition formelle konnt awer opgehewe ginn.

Weider Aise koume vum Groupement des magistrats, vun der Fonctionnaireskummer, vum Barreau vu Lëtzebuerg, besonnesch betreffend de Secret des correspondances, dann och vum Parquet général a vum Contrôleur externe des lieux privés de liberté. Nieft dem Avis vun der Prisongsamönerie hunn den Äerzbischof Lëtzebuerg an de Conseil des cultes conventionnés am November d'lescht Joer e gemeinsamen Avis ofginn.

Bei der Reunion vum der Justizkommissioun vum 15. Januar dëst Joer huet d'Kommissioun de leschten Avis vum Staatsrot examinéiert a mäi Projet de rapport gouf uegoll. Fir weider Detailler verweisen ech op mäi schrëftleche Rapport.

An éier ech den Accord vu menger Fraktioun ginn, wëll ech just hei soen, dass et immens wichteg ass, dass een ëmmer erëm, wann een eng grouss Reform ugeet, och emol déi Reegelen op de Leescht hält, déi een do agefouert huet, an dat, wat ee geännert huet. Dofir ass et absolutt begrëssenswäert, dass een ëmmer no e puer Jore Praxis um Terrain eng Kéier d'Begebenheiten upasse geet an do nojustéiere geet, wou et Sënn mécht.

Sur ce, ginn ech heimat den Accord vun der CSV-Fraktioun an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschtenen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen der Madamm Weydert Merci fir hire schrëftlechen a fir hire mündleche Rapport.

An deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Guy Arendt. Här Arendt, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Guy Arendt (DP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech mengen, ech ka fir e groussen Deel – wann een de Rapport elo gelauschten huet – vun der Justizkommissioun schwätzen, wann ech soen: Dat hei war eng schwéier Gebuert!

2021 ass dësse Projet de loi an d'Kommissioun komm, dat heescht viru fënnf Jore. An no zeg Avisen an Amendementen si mer haut endlech esou wäit, dass mer iwwer e kohärenten Text kënnen ofstëmmen.

Iwwert déi lescht Joer an duerch eng Rei Erfahrungswärter konnten am aktuelle Gesetz zu der Administration pénitentiaire vereenzelt Lacunne festgestallt ginn an et goufe Punkten identifizéiert, wou e Verbesserungsbedarf besteet.

Mat dësem Projet passe mir de besteende legale Kader un déi geliefte Praxis un. D'Rapportrice huet sech vill Méi gemaach an huet déi sëlleg Artikelen erkläert. Ech géif dofir nach emol op den Detail ..., net op den Detail agoen. Pardon.

(Hilarité)

Elo hat ech verschiddene Leit schon Angscht hei gemaach.

(Hilarité)

Une voix | Dir hutt nëmme fënnf Minutten.

M. Guy Arendt (DP) | Ech ginn net an den Detail.

Här President, Léif Kolleeginnen a Kolleegen, no deem Schock, deen ech Iech gemaach hunn, géif ech awer gären e puer Grondlinien ënnersträichen, ...

(Hilarité)

... déi sech wéi e roude Fuedem duerch dësse Projet zéien.

Éischtens schafe mir mat dësem Text Kloeerheet a Rechtssécherheet. Esou gëtt zum Beispill eng kloer gesetzlech Grondlag fir d'Commission consultative aux longues peines geschaf. An der Praxis gëtt et dës Kommissioun schon zënter Joren, mee si war bis elo net explizitt am Gesetz virgesinn. Dat gëtt elo nogeholl, an domat gëtt net just d'Transparenz gestärkt, mee och d'Legitimität vun enger Kommissioun, déi sech mat besonnesch sensibelen Dossieren ze befaassen huet.

Am selwechte Geescht ginn och d'Hierarchie an d'Funktio vum der Administration pénitentiaire méi kloer definéiert. Ech denken do un d'Roll vum Directeur général adjoint, mee och un d'Kloerstellung vun den Aufgaben am Beräich vun der Formatioun, der wëssenschaftlecher Fuerschung an der administrativer Kommunikatioun mat der Justiz. D'Verantwortungen an d'Kompetenze gi kloer gereegelt an esou Onkloeerheiten an der geliefte Praxis evitéiert.

Zweetens wëll ech ee Punkt ervirhiewen, deen eis als DP besonnesch wichteg ass, an dat ass d'Reinsertioun. An deem Kontext ass d'Aumônerie e wichteg Element. Mat der Aféierung vun engem klore Agreement fir Ministres des cultes a Conseillers moraux gëtt eng laang besteend Praxis legaliséiert an encadréiert. Wéi et och an der Kommissioun thematiséiert ginn ass, geet et dobäi ëm eng Offer am Kader vun der Begleedung, an net ëm eng Obligatioun. Fir verschidden Detenuen ass dës Form vu Begleedung e wichtige Bestanddeel vun hirem Reintegrationsprozess.

Zousätzlech gëtt mam neie Service criminologique eng strukturell Begleedung iwwert déi ganz Haftdauer viséiert. Fir all Detenu gëtt eng kriminologesch Evaluatioun gemaach, déi et erlaabt, gezielte a personaliséiert Preventiouns- a Reintegrationsmoossnamen ze entwéckelen. Och déi psychiatresch Betreuung gëtt méi kloer gereegelt. Bis eng spezialiséiert Unitéit fir socio-judiciaire Psychiatrie am Centre hospitalier neuro-psychiatrique voll operationell ass, gëtt gesetzlech geséichert, dass d'Detenuen déi néideg medezinnesch Betreuung kréien, andeems si temporaire an aner passend Unitéiten oder Services opgeholl ginn.

Dësse Projet de loi ass ee Bestanddeel vun engem groussen Block vu Mesuren, déi am Koalitionsaccord virgesi sinn, fir d'Prisongsreform vun 2018

weiderzeentwéckelen an unzepassen. En dréit also dozou bäi, de legale Kader no e puer Joer Praxis méi kohärent ze maachen, op konkreet Erfarunge vum Terrain ze reagieren an domat eng adaptéiert Applikatioun am Alldag ze erméiglechen.

Ech soen Iech Merci a ginn och hei den Accord vun der DP-Fraktioun fir dësen Text.

M. André Bauler (DP) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Arendt. Deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Dan Biancalana. Här Biancalana, Dir hutt d'Wuert.

M. Dan Biancalana (LSAP) | Merci, Här President. Här President, et geschitt leider net oft genuch, dass e Gesetz tatsächlech no e puer Joer iwwerkuckt an ugepasst gëtt. An dësem Fall, beim Gesetz vum 2018 iwwert déi grouss a substanzuell Reform vun der Prisongsverwaltung an och vum Strofvollzuch, sinn d'Bestëmmungen effektiv no dräi Joer, 2021 also, op de Leescht geholl ginn, wat u sech jo scho beispillhaft ass. A mam Gesetz vum 2018 huet jo och d'Prisongsverwaltung eng ganz Rei Obligations de moyens kritt. An de Projet, iwwert dee mer haut schwätzen, dee soll elo Problemer bei der praktescher Ëmsetzung léisen. A meng Virriedner sinn drop agaangen.

Am grouse Ganze sicht dëse Projet awer och en Equilibre. E soll déi praktesch Uwendung vun de gesetzleche Bestëmmungen verbessern duerch Ännerungen an Ergänzung vu verschiddenen Detailer an der Organisatioun am Beräich vun de Prozeduren, vun der Sécherheet a vun der Organisatioun, an dat awer och ëmmer, andeems d'Rechter vun den Detenuë gewaart bleiwen an och de Prinzip vum der Normalisatioun, deen och am Gesetz vum 2018 verankert gouf.

Ech wëllt vläicht op véier Punkten agoen. Den éischten, dat wär d'Liberté de culte. Déi gëtt am Prisong méi kloer gereegelt. Den explizite Passage iwwert d'Meenungs-, d'Gewässens- an d'Reliounsfräiheet ass no enger Opposition formelle vum Staatsrot gestrach ginn. Dës Fräiheete sinn an der Verfassung festgeschriwwen an dierfen hei net ageschränkt ginn. Par konter gëtt jo dann en Agrementssystem agefouert fir d'Ministres des cultes an d'Conseillers moraux. Dat ass ganz positiv. An et sollt een natierlech och an den nächste Jore weider genee kucken, wéi dat och an der Praxis ëmgesat gëtt an ob d'Meenungs- an d'Gewässens- an d'Reliounsfräiheet effektiv och am Prisong garantéiert sinn.

Den zweite Punkt, dat ass am Fong d'Formalisatioun vun der Commission consultative aux longues peines. Déi ka jo vum Procureur général saiséiert gi bei Prisongsstrofe vun zéng Joer a méi, also bei méi schwéieren Delikter bis awer och zu liewenslängleche Prisongsstrofen. An d'Avisé vun dëser Kommissioun sollen och Informatiounen iwwert d'Liewe vum Gefaangene viru senger Verurteilung, seng Entwécklung am Prisong an och en eventuelle Suivi thérapeutique oder psychologique effektiv behandelen. An dat Ganzt soll natierlech och d'Agglidderung an d'Gesellschaft, d'Reinsertioun, verbessern. An dofir, mengen ech, ass et gutt, dass am Fong dës Kommissioun formaliséiert gëtt, well et gëtt se scho quasi iwwer 25 Joer, wou se informell, formell am Fong am Justizapparat verankert ass. An ech ka mech selwer drun erënneren, dass ech als Mataarbechter vum SCAS selwer Member an där Kommissioun war.

An et goug jo och do dorëm, iwwergeuerdent Elementer festzehalen, déi an den Traitement pénologique agefloss sinn, déi deen och mat definéiert hunn. An de Procureur général d'État respektiv säin Délégué à l'exécution des peines, deen en Avocat général ass, huet natierlech d'Aufgab dann iwwerdroe kritt, dat eebe mat deenen aneren Instanzen ëmzesetzen. No

25 Joer kritt dës Kommissioun eng gesetzlech Basis. Hir Aarbecht huet sech bewäert, wäert sech och weider bewäeren am System vun der Prisongsverwaltung a vun der Exécution des peines.

En drëtten Punkt, dat sinn d'Ännerunge vum Service psychocriminologique, deen natierlech en aneren Numm kritt, Service criminologique, an awer och seng Ausrichtung, déi elo prezisiéiert gëtt. E mécht elo objektiv Evaluatiounen vum Risiko vun der Recidive, ass also och an der Risikoaschätzung. Och dat ass e ganz, ganz wichtege Bausteen, am Prisong an driwwer eraus, virun allem fir d'Reinsertioun ze preparéieren, fir effektiv och d'Gesellschaft weider ze schützen bei der Entloossung respektiv fir och weider Affer ze verhënneren.

Ech konnt awer am Rapport annuel vum Justizministère vum Joer 2024 noliesen, och wann effektiv hei d'Ausrichtung an den Numm vum Service geännert ginn, dass de Service 2023 carrement opgeléist gouf. Ech ka mech net drun erënneren, dass mer an der Justizkommissioun an eise Reunionen doriwwer geschwat hunn, dass de Service opgeléist gouf. Am Rapport annuel steet: „Dissolution vum Service“.

Dofir vläicht einfach d'Fro nach eng Kéier hei: Firwat gouf en opgeléist? Et sinn am Fong just hei elo den Numm an d'Ausrichtung, déi änneren.

Natierlech hält de Projet de loi och d'Iwwergangsbestëmmunge fest, am Fong bis d'Unité de psychiatrie socio-judiciaire soll realiséiert ginn. Déi war jo och am Gesetz vum 2018 verankert.

Dofir vläicht och nach eng Kéier hei d'Fro un d'Justizministersch, wou dee Projet vun der Unitéit drun ass. Hei si jo d'Iwwergangsbestëmmungen, mee ech mengen den definitive Projet, wat do de leschte Stand vun der Planung ass.

Doriwwer eraus ass et jo awer och esou, an och dat war mol déi eng oder déi aner Diskussioun, dass am Gesetz vum 2018 Exekutiounsbestëmmungen solle festgehale ginn iwwer e Règlement grand-ducal, déi och do sollen definéiert ginn. E Méinden huet de Contrôleur externe des lieux privés de liberté och a senger Pressekonferenz nach eng Kéier drop higewisen, dass déi nach ëmmer net do sinn.

Dofir och hei vläicht d'Fro: Wou sidd Der do mat den Aarbechte vun deem Règlement grand-ducal drun?

An ech wëll vläicht awer och nach eng Kéier kuerz hei no Ärer Appreciatioun froen, well et och e Méinden ugeklongen ass, iwwert d'Kritik vum Contrôleur, wat d'Fraen am Prisong ugeet.

Summa summarum, mengen ech, sinn hei eng ganz Rei wichteg Elementer, déi an dësem Gesetzesprojet sinn. An dofir stëmme mer en och als LSAP mat.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Biancalana. Deen nächste Riedner ass den Här Dan Hardy. Här Hardy.

M. Dan Hardy (ADR) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, d'Madamm Rapportrice hat et virun drun ënnerstrach: Dëse Gesetzesprojet gouf schonn den 11. August 2021 vun der deemoleger Justizministersch deposéiert. D'Zil war et, d'Launen am modifizéierte Gesetz vum 2018 ze behiewen an de gesetzleche Kader vum Strofvollzuch weider un d'Realitéit vum Terrain unzepassen.

D'Ännerunge betreffen och eng Rei aner Gesetzter a weisen daitlech, dass et ëmstrukturell Froe geet: ëm d'Organisatioun vum Prisongswiesen, ëm d'Roll vun de Fachservicer, mee virun allem ëm den Zesammenhang tëscht Sécherheet, Grondrechter a Reinsertioun.

Während där laanger Consultatiounsphas hu sech vill Acteuren zu dësem Projet geäussert: Gerichter, Beruufsverriedungen, Kontrollinstanzen an nach weider Gremien. Besonnesch nom éischten Avis vum Staatsrot ass de Projet substanzuell iwwerschaaft ginn.

Fir eis, d'ADR, steet iwwerdeems fest, dass dëse Projet eng ganz Rei wichteg positiv Elementer enthält: d'Afféiere vun engem psychokriminologesche Service an eng méi strukturéiert Evaluatioun vu Verurteilten, eppes, wat enger moderner Visioun vum Strofvollzuch entsprécht; eng Verwaltung, déi sech net nëmmen op e gudden Fonctionnement an d'Sécherheet beschränkt, mee och Therapie, Preventioun a Reinsertioun matdenkt, eppes, wat definitiv am Sënn vun der Gesellschaft als Ganzt ass.

Gläichzäitig ass et wichteg, dass dës nei Instrumenter kloer gereegelt an transparent ëmgesat ginn. Wa psychologesch Evaluatiounen bei Entscheedungen iwwer Lockerungen oder Fräiuloossunge mat berécksiichtegt ginn, da brauche mir kloer Prozeduren, déi néideg Rechter fir déi Betraffen an adequat Kontrollmechanismen. Besonnesch sensibel sinn och d'Bestëmmungen am Beräich vun der Sécherheet an der Disziplin.

Sécherheitsmoossname sinn noutwenneg, fir d'Uerdnung an de Schutz vu Mataarbechter a Prisonéier ze garantéieren. All Moossnam muss verhältnisméisseg a mënschewierdeg sinn. Ausnahmen dierfen net zur Reegel ginn.

An dësem Kontext wëll ech un e fundamentale Prinzip erënneren, fir deen d'ADR sech nach ëmmer staarkgemaach huet: De Staat, deen engem Mënsch d'Fräiheet entzitt, iwwerhëlt eng besonnesch Verantwortung fir d'Wuel vun dësem Mënsch. Dat gëllt net nëmme fir juristesche Texter, mee och ganz konkreet fir den Alldag.

Dës Verantwortung ëmfaasst eng zouverlässeg medezinnesch a psychesch Betreue, besonnesch fir vulnerabel Prisonéier. Persounen mat psychesche Krankheeten, mat Behënnerungen oder mat Ofhängegkeeten mussen deementspreechend encadréiert ginn. Eng professionell Gesondheetsversuergung am Prisong ass net fakultativ. Si ass en integrale Bestandteil vum Rechtsstaat.

Ech kommen zum Schluss. Dëse Gesetzesprojet ass fir eis, wéi gesot, e wichteg Schratt no vir. E verbessert de besteende Kader a bréngt méi Struktur an déi verschidde Beräicher. Ma de Strofvollzuch soll net nëmme sécher sinn, mee och human. E soll Konsequenz weisen an nei Perspektiven opmaachen. Well e Prisong ass eeben och e Spiegel vun eiser Gesellschaft.

Dat gesot, ginn ech den Accord vu menger Fraktioun. Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Hardy. Deen nächsten ageschriwwene Riedner ass d'Madamm Sam Tanson. Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Ech denken, ech brauch net méi op den Detail vun dësem Projet anzegoen. D'Rapportrice an och meng Virriedner hunn dat zur Genüge gemaach. Ech sinn natierlech ganz frou, dass dee Projet weidergaangen ass. Et war effektiv e komplizéierten Text. Mee et ass och drun erënnert ginn: 2018, dat war wierklech eng majeur Reform, déi gemaach ginn ass. An et ass absolut an der Logik vun der Saach, dass een eng Kéier kuckt, wat ee ka verbessern, wat vläicht net fonctionéiert an och wat einfach gefeelt huet.

Ech wollt just ganz kuerz op ee Punkt nach agoen, iwwert dee mer jo och an der Kommissioun awer e bësse méi diskutéiert hunn. Dat ass dee vun der Aumônerie. Och dat ass schonn ugeklongen. Dat ass vläicht net ëmmer esou bekannt dobaussen, mee si maachen eng extreem wichteg Aarbecht, hunn e bëssen en anere Bezuch nach zu den Detenuen. D'Detenuen hunn oft d'Gefill, si kéinten do ganz fräi a méi fräi schwätzen a sech austauschen. Et ass och oft einfach eng Persoun, déi en Ouer huet an déi fir een do ass. An duerfir hu se eng extreem wichteg Aarbecht. Si haten natierlech d'Suerg an hiren ënnerschiddlechen Avisen ausgedréckt, dass dat kéint a Fro gestallt ginn. Mir kruten d'Confirmatioun an der Kommissioun, dass dat natierlech net de Fall wär.

Ech hat do och d'Demande gemaach, dass mer kéinten och gesinn, wéi de Règlement grand-ducal géing ausgesinn. Ech wëll mech elo net ze wäit aus der Fënster leenen, vu den Dschungel vun eise informatesche System am Moment. Mee ech hunn op alle Fall näischt gesi gehat, dass mer dee Projet vum Règlement grand-ducal kritt hätten, sou wéi et eis versprach ginn ass an der Kommissioun, wat ech natierlech bedauern. Well dat hätt eis erlaabt, e bësse besser en Iwwerbléck ze kréien, wat elo genau festgehalten ass.

An ech hunn dunn eeben och, wéi den Här Biancalana, elo e Méinden héieren, dass do och bedauert ginn ass, souwuel dann op der Pressekonferenz, mee awer och am Communiqué vun „Eran, eraus ... an elo“, wou gesot ginn ass: „Wou bleift dee Règlement grand-ducal?“ En hânt um Gesetz drun. Dat ass mer bekannt. Mee fir eis als Kommissioun wier et natierlech interessant gewiescht, ze wëssen, wat do drastesch.

Eng aner Fro, déi sech och stellt, well et jo hei och ëm d'UPS am Projet geet, dat ass wierklech déi: Wou si mer do drun? Ech si mer bewosst, dat ass keen einfache Projet. Dat sidd och net Dir eleng, déi do en charge sidd. Do muss och enk mat der Santé zesummegeeschafft ginn. Dir kënnt eis jo vläicht e bësse soen, wou do de leschte Stand ass.

An dann natierlech d'Situatioun vun de Fraen. Wéi mer hei iwwert de Prisong geschwat hunn, do war dat och a menger Interventioun ee vun de Sujeten. Eng vun den Hoffnungen mat dem Opgoe vun deem neie Centre pénitentiaire um Uerschterhaff war jo och déi, dass mer méi Plaz elo géinge kréien, fir notament d'Detentiuon vun de Frae kënne méi ..., ech wollt elo soe méi agreabel, mee dat ass definitiv dat falscht Wuert, mee besser ze organiséieren, fir dass se net esou isoléiert sinn, well eeben ëmmer probéiert gëtt, déi Separatioun hinzekréien, an dass se déi selwecht Méiglechkeeten och hu wéi d'Männer an der Detentiuon, wat leider haut nach net de Fall ass.

A bon, wann ech dat héieren, wat elo ufangs der Woch gesot ginn ass, da kéint ee mengen, dass d'Situatioun sech trotz deenen neie gebaileche Méiglechkeeten an dem Espace, deen elo ginn ass, net verbessert hätt. Do hutt Der och vläicht elo d'Méiglechkeet, fir eis ze soen, wat dann do genau ugeduecht ass respektiv a wéi enger Zäitschinn een awer do kéint mat Verbesserungere rechnen.

Merci villmools.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Dann huet den Här Sven Clement d'Wuert. Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech ka versprechen, et relativ kuerz ze maachen, awer net ouni op zwee Punkte wëllen anzegoen.

Een dovunner huet d'Madamm Tanson elo schonn ugeschwat. Dat ass d'Aumônerie, déi elo endlech och als Service institutionaliséiert gëtt. Do ass et u sech, mengen ech, wierklech e wichtegt Element, fir eng Kéier ze soen, dass dat jo net nëmme dem Culte catholique opsteet, mee all de Culten, déi konventionéiert sinn hei zu Lëtzebuerg, déi sech och do kënnen en Agreement froen, respektiv och de sougenannte moralesche Conseillere, de Conseillers moraux, well dat wierklech den Detenuen eng Méiglechkeet gëtt, sech souwuel Bäistand ze sichen, während se am Prisong sinn, mee eeben och hir Zukunft ze preparéieren.

An ech mengen, dat ass eppes: Wa mer iwwert d'Detenuë schwätzen, dann ass déi Strof jo bei deene meeschten u sech temporaire ze gesinn. An deemtsprechend ass et wichteg, dass mer och hir Reintegratioun an d'Gesellschaft preparéieren. An dobäi ass d'Aumônerie e wichtegt Element. Dofir begrësse mer déi Ännerungen explizit.

Ech erspueren Iech, op all déi aner Detailer vun deem Projet anzegoen. Dat gouf en long et en large vun de Kolleeginnen a Kolleegen hei gemaach.

Ee Punkt, deen eis Piraten awer e bëssen um Mo läit bei deem Projet a wou mir och an der Kommissioun eng Léisung fonnt hunn, fir dem Staatsrot Rechnung ze droen an den Aise Rechnung ze droen, an awer ass et e ganz kriddleegt Thema, dat ass d'Kontroll vun der Korrespondenz. Bei allem Versteedsdemech fir d'Sécherheitssituatioun a bei allem Versteedsdemech fir de Problem vum Drogenhandel respektiv dem Influx vun Drogen an de Prisong – wat e Problem duerstellt, dat krute mer jo och ganz kloer duergeluecht – ass et natierlech en immens graven Agrëff, fir d'Kommunikatioun zwëschen engem Detenu an Autoritéiten oder Affekoten opzemaachen op Basis vun engem Verdacht.

Do hätt ee vläicht aner Weeër kënne goen, wéi dass dat am Prisong stattfënnt an duerch de Prisong stattfënnt, zum Beispill a Presenz och vum Affekot, deen net soupçonéiert ass, de Brëf geschriwwen ze hunn, amplaz just en présence vum Detenu. Dat wär zum Beispill eng Pist gewiescht, déi eis méi zefriddestallt hätt wéi elo déi Pist, déi gewielt gouf.

Dat ass awer e ganz kleng Bemoll an engem Gesetz, wat vun esou vill positiven Elementer strotzt, dass mer deem Gesetz hei natierlech wäerten d'Zoustëmmung ginn, aleng schonn, well et wichteg Klarifikatiounen och bréngt an dat Prisongsgesetz, déi dréngend iwwerfällg waren. An dofir gi mer eisen Accord.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Domat wär d'Lëscht vun den ageschriwwene Riedner dann ofgeschloss.

An dann hätt d'Regierung d'Wuert. Madamm Justizministesch.

Prise de position du Gouvernement

Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice | Merci, Här President. Ech géif als Éischt der Rapportrice Merci soen, der Madamm Weydert, déi e ganz detailléierte Rapport gemaach huet, soudatt ech net méi op alles wäert am Detail agoen.

Mee ech mengen, et ass schonn e puermol ugeklongen: Am Fong ass et dat Gesetz vum 20. Juli 2018, wat de Prisongsberäich grondleeënd reforméiert huet, notament am Beräich vun der Exekutioun vun de Prisongsstrofen an der Prisongsverwaltung, wat mer hei elo upassen, opgrond vun deem, wat mer konnten an der Praxis feststellen. Dat ware Retouren aus

der Praxis. An ech mengen, et ass wichteg, dass een deenen och Rechnung dréit. Mir hunn och iwwer eng ganz Rei Praxisen, déi et am Fong scho gëtt, am Fong elo legiferéiert. An deem Sënn stäerkt et d'Sécherheet an d'Disziplin am Prisong.

Ech erlabe mer, och kuerz nach eng Kéier drop anzegoen: Mir haten an der Diskussioun an der Kommissioun no deem Incident zu Giwenech, wou ee Giischtje schwéier blesséiert ginn ass, och zréckbehalen, dass mer hinne géife méi Moyene gi fir d'Sanction-disciplinaires. Och dat ass hei mat an d'Amendementen eragefloss.

Mir hunn, wéi gesot, och legiferéiert iwwert d'Liberté de culte. D'Liberté de culte als Prinzip steet net méi dran, well de Staatsrot gemengt huet, dass dat och an der Constitutioun steet an dass et an deem Sënn net gutt wär, déi Dispositiounen einfach nach eng Kéier erëmzuhuelen, an dass dat net néideg wär.

Wat awer wichteg ze betounen ass, ass, dass mer och hei am Fong legiferéieren iwwer eng Praxis, déi scho bestanen huet. Et ass esou, dass déi Culte-conventionnéen, wa se dann en Agreement hunn, kënnen an de Prisong kommen a sech do am Fong quasi fräi beweegen wéi d'Personal. Dat heescht awer net, dass, wann en anere géing kommen, e sech net kéint beweegen am Prisong, mee e muss halt eeben deene selwechte Reegelen ënnerleie wéi en normale Besucher. Ech mengen, et ass ganz wichteg, do den Ennerscheid ze maachen. An et ass wichteg, eebe kënnen d'Liberté de culte vun de Prisonéier hei ze gewäreschten.

D'Gesetz mécht och d'Prisongsverwaltung méi effikass. An da schaaft et, wéi gesot, de Service criminologique, wat wichteg ass fir d'Aschätzung vun de Risiken an d'Reinsertioun. An dat ass am Fong geholl ... Dir hutt gesot: „Dee Service ass ofgeschaaft ginn.“ Dat war e Service, deen e bëssen eng aner Roll hat, wat méi therapeutesch Aarbecht war, déi am Fong vun anere Mataarbechter am Prisong gemaach gëtt. An hei geet et wierklech konkret drëm, eeben notament de Risk ze evaluéieren. Dat gëtt jo am Moment och scho gemaach. Wann de Prisonéier an de Prisong erakënn, gëtt de Risk evaluéiert. An hei ass wierklech eng Cellule, déi speziell dofir en place gesat gëtt.

Dat, wat wichteg ass bei deem hei Projet, ass och, dass mer dann endlech kënnen de Règlement grand-ducal fir d'Ëmsetzung dann och unhuelen, publizéieren, well do war jo schonn e Règlement grand-ducal an d'Procedure bruecht ginn, wou dann awer de Staatsrot gesot huet: „Stopp! Do mussen eng Rei Saachen an d'Gesetz kommen.“ Déi Saache komme mat deem hei Projet de loi dann an d'Gesetz stoen, soudatt mer de Règlement kënnen unhuelen.

Dir hutt en effektiv net geschéckt kritt. Dat war e klengen Oubli bei eis am Haus. Et ass awer esou, dass den Text nach ëmmer deen ass, deen Dir selwer an d'Procedure ginn hutt, an dass mer eigentlech just déi Adaptatioun gemaach hunn, déi néideg waren opgrond vun Avis vum Staatsrot. Mir kënnen dee gären nach eng Kéier zirkuléiere loosse. Mee dee wäert dann, wéi gesot, publizéiert ginn dee Moment, wou d'Gesetz publizéiert gëtt. Wat wichteg ass a wat och eng vun den Dispositiounen an deem Reglement ass, ass notament alles, wat d'Salairé vun den Detenuë betrëfft. Dat ass jo eppes, wouriwwer mer hei och schonn eng Rei Kéiere geschwat hunn.

Dir hutt mech och just gefrot par rapport zur UPSJ. Bon, do hu mer jo definitiv Léisungen. Wat elo d'Fro ugeet, hunn d'Madamm Deprez an ech d'Studie vun enger provisoirescher Léisung an Optrag ginn u Bâtiments publics, eeben eventuell och um Site vu

Schraasseg, well mer wëssen, datt déi aktuell Situation net satisfaisant ass.

Wat déi Fro vun de Fraen ugeet, géif ech proposéieren, datt mer eng Kéier och am Detail kënnen drop agoen an enger Kommissioun. Et ass esou, datt d'Fraen an engem Block à part sinn. Mir hunn eng Rei Verbesserung gemaach fir si mat enger spezieller Salle de sport. Si hunn effektiv Duebelzellen. Bon, do musse mer warscheinlech waarden, bis mer wirklech eng Rehabilitatioun hunn, fir dat kënnen ze änneren. Mee op alle Fall wäerten an deem Kader natierlech ganz aner Saache méiglech sinn. Wat d'Aktivitéiten awer betrëfft, do ass et esou, datt se och scho kënnen un aneren, manner klaseschen Aktivitéite fir Fraen deelhuelen, also Aarbechten ausüben.

Déi lescht Fro ass nach déi vun der Korrespondenz. Jo, Här Clement, ech mengen, et muss een och d'Méiglechkeet hunn, wa mer mierken, datt déi Correspondance officielle souzesoe mëssbraucht gëtt, fir eeben Drogen an de Prisong eranzebréngen. Notamment ass dat Pabeier einfach an den Droge getränkt an da gëtt dat vum Detenu gefëmmt, wat awer och e Risiko mat sech bréngt, well d'Quantitéiten ze geréieren zimmlech schwierig ass, soudatt do wirklech e Risiko ass an datt mer do och kloer eng Dispositioun brauchen.

Mee se ass esou geschriwwen, an ech mengen, et waren anerer an der Kommissioun, déi fonnt hunn, datt mer bal ze streng wäeren, datt et wirklech sans équivoque muss sinn an datt mer nëmmen, wa mer keen anere Moyer de détection hunn, kënnen intervenéieren. An natierlech ass et en présence vum Detenu, soudatt mer der Meinung waren, datt do awer déi néideg Garantië gi wäeren.

An ech soen Iech op alle Fall villmools Merci fir déi breet Ënnerstëtzung, déi et eis erlaabt, d'Aarbecht am Prisong nach méi effikass a méi zilorientéiert ze maachen an dann och, wéi gesot, duerch d'Publikatioun vum Règlement grand-ducal dann och komplett ze maachen.

Villmools merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minister. Domat wär dann d'Diskussioun zu deem Projet de loi ofgeschloss.

A mir géingen zum Vott vun deem Projet de loi kommen. Et ass also de Projet de loi 7869. Den Text steet am Document parlementaire 7869¹⁶.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7869 et dispense du second vote constitutionnel

An ech maachen d'Ofstëmmung op. De Quorum ass erreicht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 58 Jo-Stëmmen, keng Nee-Stëmm, 2 Abstentionen. Dëse Projet de loi ass also ugehall mat 58 Jo-Stëmmen bei 2 Abstentionen.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies (par Mme Nancy Arendt), Ricardo Marques, Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Patrick Goldschmidt, Gusti Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par M. Yves Cruchten), Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire (par Mme Alexandra Schoos), Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Se sont abstenus : MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

5. 8431 – Projet de loi modifiant le Code de procédure pénale en vue d'adapter certaines dispositions relatives au Parquet européen

An da komme mer elo zum nächste Punkt vun eise Ordre du jour, an zwar dem Projet 8431 iwwer eng Rei Dispositiounen iwwert den Europäesche Parquet. D'Riedezäit ass och hei nom Basismodell festgeluecht, also déi selwecht Zäite wéi virdrun. Et hu sech schon ageschriwwen: den Här Alex Donnersbach, den Här Gérard Schockmel, den Här Dan Biancalana, den Här Dan Hardy, d'Madamm Sam Tanson an den Här Sven Clement. Als Rapporteur vum Projet de loi huet elo den honorabelen Här Alex Donnersbach d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Justice

M. Alex Donnersbach (CSV), rapporteur | Merci, Här President. Léif Kollegen, léif Kolleginnen, haut behandle mer, wéi gesot, de Projet 8431, deen de Code de procédure pénale upasst, fir bestëmmte Bestëmmungen am Zesammenhang mam Europäesche Parquet ze preziséieren an un eis national Realitéit unzepassen.

D'Zil vun deem Text ass bewusst pragmatesch. Et geet elo net drëms, d'Struktur vum Parquet nei ze erfannen. Et geet drëms, eng Rei konkret Schwächen an Onkloerheeten ze behiemen, déi sech an der Praxis säit der Ëmsetzung gewisen hunn, besonnesch ebe säit der Applikatioun vun de Reegelen vum 2022.

(M. André Bauler prend la présidence.)

De Kontext ass bekannt: Den Europäesche Parquet ass um europäeschen Niveau geschaf ginn, fir Strofdoten ze ermëttelen, ze poursuivieren an, wann néideg, viru Geriicht ze bréngen, wa se de finanziellen Interesse vun der Europäescher Unioun schueden.

An der Praxis geet et do ëm Dossieren, déi dacks héich komplex sinn, an iwwert d'Grenzen eraus ermëttelt, enquêtéiert ginn an déi séiert Handelen erfuere: Beweiser sécheren, Verméigen afriieren loossen, Transaktiounen suivieren an d'Koordinatioun zwëschen de Länner organisieren.

Grad do gesäit een, wéi wichteg kloer a stabill Prozedursregele sinn. Wien däreft contestéieren? Wéini? Viru wéi enger Juridiction? A wéi laang sinn déi Fristen? Wann da bei Froen Onkloerheeten entstinn, da riskéiert een net nëmmen Zäitverloscht, mee och juristesche Onsécherheet an am schlëmmste Fall e Réckgang vun der Effikassitéit an der Kredibilitéit vum ganze System.

Genee do setzt dëse Projet de loi un. Hie soll d'Reegelen, déi fir d'Enquëten an d'Prozedur vum Procureur

européen délégué gëllen, méi kloer, méi liesbar a méi konsequent maachen. D'Approche ass dobäi duebel. Engersäits geet et ëm d'Effikassitéit, besonnesch an deene Fäll, wou ebe schnell Decisiounen musse kommen. An anersäits geet et natierlech och ëmmer ëm den Equilibre vun de Rechter. Keng onnéideg parallell Recoursweeër, keng onkloer Fristen, keng terminologesch Ambiguitéiten, déi ëmmer nees zu Sträitpunkte kéinte féieren an domat Onsécherheet schafen.

Aus deem Grond ass d'Grundlogik vum Text am Kär ganz einfach ze beschreiwen. Et ass eng technesch Präzisierung, fir d'Prozedur méi kohärent ze maachen, d'Recoursen ze strukturieren, besonnesch och d'Nullitéitsfroer méi kloer ze encadréieren an do, wou et sënnavoll ass, och am grenziwwerschreidende Kontext, fir méi Schnellgeet ze suergen.

De Projet ass den 2. August 2024 deposéiert ginn an den 12. September 2024 an d'Justizkommissioun verwise ginn. Duerno sinn eng Rei Avisen analyséiert ginn, ënner anere dem déi vum Parquet général, vun der Cour supérieure de justice, vum Staatsrot an och vum Tribunal d'arrondissement. Weider Aarbechten an der Kommissioun, Amendementer an Avis-complémentairen hu schlisslech dozou gefouert, datt de Rapport den 11. Dezember ugehall ginn ass.

E puer Wieder zu den Avisen. D'Autoritéiten hu grondsätzlech d'Zil ënnerstëtzt, datt d'Prozeduren am Kontext vum Europäesche Parquet méi effikass a méi juristesche propper encadréiert ginn. Et gouf och ganz konkret Hiwaiser, wou Formulierungen nach net genuch Präzisioun haten oder wou d'Risiko vu juristescher Onsécherheet virloochen.

Besonnesch wichteg war den Avis vum Staatsrot. Hien huet eng Rei Aspekter begrësst, déi der Transparenz an der Kohärenz déngen, a gläichzäiteg kloer drop higewisen, wou d'Konzeptioun am Beräich vun den Nullitéiten ze vill Onkloerheeten hätt kënnen schafen.

De Conseil d'État huet do net just kritiséiert. En huet och eng Richtung gewisen, wéi mer mat méi kloer Begrëffer a méi logescher Struktur kënnen zu méi Sécherheet kommen. Dës sinn am parlamentareschen Aarbechtsprozess opgegraff ginn. D'Amendementer hunn et erméiglecht, déi formell Oppositioun auszeraumen an de Regime méi konsequent ze gestalten.

An domadder kommen ech zum Schluss vum Rapport. Dëse Projet ass, wéi gesot, eng wichteg Mise à jour. En dréit dozou bäi, datt d'Reegelen am Zesammenhang mam Europäesche Parquet méi kloer, méi konsequent a méi séier applizierbar ginn, an e soll verhënnern, datt d'Prozedur selwer zu engem Hindernis gëtt fir d'Justiz.

Fir all weideren Detail verweisen ech op mäi schrëftleche Rapport an ech dinn elo nach eng Kéier meng Kap als CSV-Spreecher op.

Discussion générale

Den Europäesche Parquet stellt eng ganz konkret Schutzfunctioun duer: de Schutz vun den öffentlechen Suen, awer och de Schutz vun eise Steierzueler. Et geet ëm d'Bekämpfung vu komplexe Finanzdelikter, vu Fraude, vu Korruptioun a vu Blanchiment am Zesammenhang mat EU-Mëttelen, Dossieren, déi oft iwwer national Grenzen erausginn.

Fir d'CSV bedeit dat dräi Prinzippien, déi mir an deem Text erëmfannen:

Engersäits: méi Rechtsstaatlechkeet a Kredibilitéit.

Zweetens: Effikassitéit, ouni Rechter ze relativiséieren. Mir brauchen Effikassitéit, fir och an den Ermëttlung méi séier virunzekommen. Mee et muss awer

och heeschen, datt jiddweree weess, wéini e Recours méiglech ass, an datt d'Juridictionen dat an engem rasonablen Zäitraum kënnen decidéieren.

Drëttens: d'Roll vu Lëtzebuerg an Europa. Eist Land leeft och vun der europäescher Zesummenaarbecht. Da musse mer och derfir suergen, datt eis national Reegelen esou opgestallt sinn, datt d'Kooperatioun an der Praxis fonctionéiert.

Léif Kollegeinnen, Léif Kollegen, ech kann domadder dësem Projet eis Zoustëmmung ginn. Ech soen Iech Merci.

M. André Bauler, Président de séance | Merci, Här Donnersbach, dat an Ärer Qualitéit als Rapporteur an als ageschriwwene Riedner vun der CSV-Fraktioun. Dann huet als nächste Riedner den honorablen Dokter Gérard Schockmel d'Wuert.

M. Gérard Schockmel (DP) | Här President, léif Kollegeinnen a Kollegen, iwwert déi lescht Méint a Jore konnte mir duerch déi verschidden Dossierer an och duerch Niegkeeten an der Press ëmmer nees gesinn, wéi a wéi vill d'Kriminalitéit sech verännert huet. Egal ob et ëm Finanzkriminalitéit, Geldwäsch oder aner Forme vun organiséiertem Verbrochen geet, d'Kriminalitéit ass haut méi komplex, méi séier a virun allem gëtt se ëmmer méi grenzüberschreitend. Dat stellt eis national Justiz virun nei Herausforderungen, op déi mir als Gesetzgeber eng adequat Äntwert musse ginn, besonnesch a Bezuch op d'Finanzkriminalitéit.

Fir dësen Entwécklung Rechnung ze droen, setzt d'Europäesch Unioun schonn zënter Joren op eng Rei spezialiséiert Instrumenter: Europol fir déi grenzüberschreitend polizeilich Zesummenaarbecht, Eurojust fir d'Koordinatioun tëscht de Justizautoritéiten, an den OLAF fir administrativ Ermittlungen, besonnesch am Beräich Finanzbedruch.

Am Joer 2021 krut dunn de lëtzebuergesche Member vum Europäesche Parquet, dem sougenannten EPPO, e legale Kader. Domat ass hei am Land eng Institution operationell ginn, déi net just koordinéiert oder recommandéiert, mee déi och selwer stroferechtlich Kompetenzen huet. Dat war e wichtege Schratt am Kampf géint d'Finanzkriminalitéit.

D'Zuele schwätze fir sech. Am Joer 2024 eleng huet den Europäesche Parquet 2.666 lafend Enquêtë gëréiert a 6.547 Infractiounen bearbecht, vun deenen iwwert d'Hallschent TVA-Bedruchsfäll waren. Den Europäesche Parquet beziffert de Gesamtschued op zirka 24,8 Milliarden Euro. 24,8 Milliarden Euro, déi besser hätte kënnen an Infrastrukturen, Spideeler, Schoulen oder an de Logement investéiert ginn.

Dës Zuelen illustréieren d'Wichtigkeet vum Europäesche Parquet an dat gigantescht Ausmooss vun der europawäiter Finanzkriminalitéit. Den Europäesche Parquet ass awer ëmmer nëmmen esou effikass wéi de jeeweilegen nationale prozedurale Kader, an deem en aktiv ass.

Här President, Lëtzebuerg steet am Zentrum vun de Finanzstréim an Europa an dréit domat eng besonnesch Verantwortung, fir mam gudde Beispill virzegoen, fir kloer a funktionell Reegelen ze definéieren an eng gutt international Zesummenaarbecht ze garantéieren. Dëst gesot, hu sech no ronn véier Joer Praxis eng Rei Inkohärenzen an Onkloerheeten erauskristalliséiert. Konkreet huet sech dat bei de Recoursméiglechkeeten gewisen.

Fir Enquêtën, déi vum EPPO gefouert ginn, gouf et eng speziell Voie de recours, déi et am nationale Strofrecht an där Form net gëtt. Nieft der klassischer Action en nullité virum Bezierrichter konnt nach eng zousätzlech Voie de recours ageleeet ginn,

parallel virun enger anerer Jurisdiction, an dat fir all betraffe Persoun mat engem Intérêt légitime.

An der Praxis huet dat awer dozou geféiert, datt fir eng an déi nämmlech Enquête verschidde Prozedure gläichzäiteg gelaf sinn. D'Resultat? Onsicherheit, Blocagen an Decisiounen, déi net getraff ginn, vu dass se riskéieren, erëm opgehuewen ze ginn. Fir dësem Problem entgéintzewirken, soll dës zousätzlech Voie de recours ofgeschafft ginn an e méi kohärent Recourssystem, wéi en och am Droit commun virgesinn ass, applizéiert ginn.

Fir eis als DP ass et wichtege ze betounen, datt dëst net zu enger Aschränkung vum Droit de la défense féiert. Am Géigendeel, et geet drëms, e kloeren, previsibelen an effikassen System ze schafen, deen d'Rechtssicherheit fir all d'Bedeelt garantéiert. An dësem Sënn begreisse mir och déi explizit Verankerung vum Secret de l'enquête et de l'instruction an de Prozedure vum Europäesche Parquet.

E weidere wichtege Punkt vun dësem Projet de loi ass de Kader fir d'Action en nullité. Am nationale Strofrecht hu mir eng kloer Trennung tëscht der Enquête préliminaire an der Instruction judiciaire an domat och kloer prozedural Regimier a Fristen. Beim Europäesche Parquet ass dës Trennung an där Form awer net virgesinn. De Procureur européen délégué vereent an der Praxis Kompetenzen, déi am nationale System tëscht dem Procureur d'État an dem Juge d'instruction opgedeelt sinn. Dat huet de facto dozou gefouert, datt net ëmmer evident war, no wéi engem prozedural Regim an no wéi enge Fristen eng Action en nullité konnt ageleeet ginn.

De virleende Projet reagéiert op dës Problematik, andeems d'Enquêtën, déi vum Europäesche Parquet duerchgeféiert ginn, prozedural enger Instruction judiciaire assimiléiert ginn. Domat schafe mir méi Kloerheet, Previsibilitéit a Rechtssicherheit.

Ganz am Sënn vun enger moderner Justiz, fir déi d'DP sech zënter Joren asetzt, gesäit de Projet och vir, datt d'Recours per Courriel électronique kënnen ageleeet ginn. Dat kléngt vläicht banal, ass an der Praxis awer eng wichtege Mesur, fir Fristeversämnisse ze vermeiden.

Schliisslech gëtt bei Kompetenzkonflikter tëscht dem Europäesche Parquet an den nationale Justizautoritéiten fir méi Kloerheet gesuergt, andeems d'Chambre du conseil vun der Cour d'appel als zoustänneg Jurisdiction festgeluecht gëtt, am Aklang mam europäesche Recht.

Korruptioun a Bedruch kenne keng Grenzen. Andeems mir dëse Projet matstëmmen, stärke mir d'Kooperatioun op internationalem Niveau an d'Roll vum Europäesche Parquet als zentraalt Element am Zesummespill tëscht den nationalen an den internationalen Institutionen. Als DP sti mir fir eng modern an effikass Justiz a fir eng staark europäesch Zesummenaarbecht, déi den Droit de la défense konsequent respektéiert.

Ech ginn heimat den Accord vun der DP-Fraktioun a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. André Bauler, Président de séance | Merci, Här Schockmel. An als nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Dan Biancalana agedroen.

M. Dan Biancalana (LSAP) | Merci, Här President. Jo, dës Gesetzesprojet, dee mer haut hei stëmmen, ass kee Gesetz fir d'Schlagzeilen, mee e Gesetz, dat eng ganz Rei technesch Upassungen am Code de procédure pénale virhëlt, fir verschidde Prozeduren am Lien mam Europäesche Parquet ze verbessern. An dat ass immens wichtege fir d'Fonctionnement

vum Europäesche Parquet. An dës Upassunge sinn am Fong konkret Reaktiounen op déi praktesch Problemer, déi zanter dem Start vum Europäesche Parquet am Joer 2022, wou mer hei an der Chamber doriwwer diskutéiert hunn, wéi mer e gegrént hunn, an och am Laf vun der juristescher Prozedur opkomm sinn.

A mir wëssen alleguerten, de Parquet européen huet eng wichteg Aufgab: En ass jo do, fir d'Finanzinteresse vun de Europäescher Unioun ze schützen, an zwar géint Geldwäsch, géint Korruptioun an de grenzüberschreitenden TVA-Bedruch, an am Fong iwwerall do, wou Sue vun der Europäescher Unioun am Spill sinn. A fir dass dat och ka funktionéieren, ass et natierlech och wichtege, dass d'Prozedure stëmmen.

An dofir, mengen ech, och déi wichteg Kloerstellung hei am Kader vum Secret d'enquête, wou elo festgehale gëtt, datt d'Reegelen hei och beim Europäesche Parquet gëllen. Dat bedeit am Fong, dass een, deen Informatiounen aus engem Dossier verréit, sech strofbar mécht, genee wéi dat bei enger normaler nationaler Enquête de Fall ass.

An dann awer och de Kampf géint abusiv Recoursen – bon, de Staatsrot huet et jo beschriwwen a sengem Avis –, fir sech Zäit ze kafen. De Parquet général schreift a sengem Avis vu Cascades de recours, déi och deementspriedend ustrengend sinn. Hei, mengen ech, gëtt eng kloer Struktur geschaf. En zitt e Schlusstrich ënnert dës Abusen, andeem och deen Delai vun deenen 20 Deeg, wat e kloer gereegelte Kader ass, ganz kloer hei agefouert gëtt, ouni awer dass d'Rechter vun de Beträffenden, d'Droits de la défense, dobäi ënnert d'Rieder geroden.

Et ass also net nëmmen eng symbolesch Moossnam, mee am Fong eng ganz noutwendeg Etapp am Fonctionnement vum Europäesche Parquet, fir eng effikass Justiz, fir d'Celeritéit vun der Justiz weiderzedreien, well och fir d'Acteure vun der Justiz ass dat, mengen ech, e ganz, ganz wichteg Element, och an der Rechtsstaatlechkeet a fir och matzäiten, wéi gesot, Entscheedungen kënnen ze huelen an engem transnationale Kontext, wou am Fong d'Kooperatioun tëscht de Justizautoritéiten, tëscht de Justizverwaltungen vun EU-Staaten, effektiv oft am Zäitdruck stattfënnt, soudatt deen hei, mengen ech, ganz wichtege ass.

An dofir ginn ech dann och hei den Accord vun der LSAP-Fraktioun. Merci.

M. André Bauler, Président de séance | Merci, Här Biancalana. An als nächsten agedroene Riedner ass den Här Dan Hardy virgesinn. Här Hardy, Dir hutt d'Wuert.

M. Dan Hardy (ADR) | Jo, merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, och dës Gesetzesprojet huet grad wéi dee virdrun ee wichteg Zil: d'Texter ze klären, ze vereinfachen an d'Ëmsetzung méi praktesch ze gestalten. An der Substanz geet et dorëms, Diskrepanzen tëscht deem, wat am Gesetz steet, an deem, wat am Alldag applizéiert gëtt, aus der Welt ze schafen, dat, fir datt d'Reegele konsequent, verständlech a praktesch sinn.

Konkreet handelt et sech hei ëm d>Weiderentwécklung vum Europäesche Parquet, enger spezialisierter Instanz, déi Strofdote verfollegt, déi d'finanziell Interessie vun der Europäescher Unioun betreffen. Fir d'Bedeutung vun dësem Gesetzesprojet richteg anzuschätzen, muss een dës Sujet a säin europäesche wéi och nationale Kontext stellen. Eng Aufgab, déi zu Lëtzebuerg schonn ëmgesat ginn ass duerch d'Gesetz vum 31. Mäerz 2021, dat déi gerichtlech Organisatioun an och d'Aféierung vum Büro vun den delegierten europäesche Procureure reegelt, an

duerch d'Gesetz vun 2022, dat d'Strofprozessuerdung un déi nei Gegebenheeten ugepasst huet.

Och wann domadder e klore legale Kader geschafgouf, huet d'Praxis gewisen, dass nach ëmmer Diskrepanzen an der Ëmsetzung bestinn. D'Acteuren um Terrain hu Problemer gemellt, well d'Reegelen net ëmmer kloer waren oder net esou einfach praktesch ëmgesat kënnen ginn. Dëst weist eis, dass Gesetzer net nëmme juristescht korrekt musse sinn, mee och realistesch an effektiv ëmsetzbar solle bleiwen.

Dës Feststellungen erënneren eis drun, dass d'Aarbecht un engem Gesetz ëmmer eng héich Komplexitéit mat sech bréngt. Gesetzer hunn en direkten Impakt op d'Bierger an op eng Justiz, déi schonn haut staark belastscht ass an dacks op zousätzlech spezialiséiert Personal ugewisen ass. Dëse Projet erfuerdert dofir e spezifescht Fachwëssen, fir seng Konsequenzen a seng praktesch Ëmsetzung vollstänneg ze verstoen, a muss dofir transparent a verantwortungsvoll gehandhaabt ginn.

Trotz dëser Komplexitéit dierfe mir awer net dovunner ofgesinn, déi néideg Aktualiséierungen elo virzehuelen. Si droen dozou bäi, d'Reegelen ze preziséieren, Onkloerheeten ofzebauen an d'Justiz an hirer alldeelecher Aarbecht ze ënnerstëtzen. Et geet hei ëm d'Funktionsfäegkeet an d'Effizienz vum gesetzleche Kader hei zu Lëtzebuerg.

Am Liicht vun all dësen Elementer, de festgestallte praktesche Schwierigkeeten, der juristescher Komplexitéit an der Noutwennegkeet vu klore Reegelen hale mir et als ADR, trotz eeben dëser Komplexitéit vum Projet, fir vertriebar an och noutwenneg, dëse Gesetzesprojet matzestëmmen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. André Bauler, Président de séance | Merci Iech, Här Hardy. An als nächst Riednerin ass déi honorabel Madamm Sam Tanson agedroen. Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Dee Projet hei huet eng gewësse Komplexitéit. Jo, dat ass richtig. Mee virun allem: Den Ursprongsprojet, déi Beamten, mat all deenen technesche Kompetenzen, vun deene mä Virriedner elo grad geschwat huet, déi hu sech zum Deel d'Zänn dorunner ausgebass, ganz einfach well dee Prinzip, deen op europäeschem Niveau festgehal ginn ass, een ass, dee mir hei esou net kennen. Dat heescht, am Fong hu mer missen eng Prozedur, wéi se fir den EPPO virgesinn ass, deemools an de Lëtzebuerger Justizsystem afügen, deen aneschtens funktionéiert wéi den EPPO. Dass do herno mussen Upassunge kommen, dat ass eigentlech iwwerhaapt net erstaunlech.

D'Wichtigkeet vum EPPO ass scho gutt ervirgestrachginn. Et ass effektiv gutt, dass dee wierklech gutt funktionéiert, dass mer gesinn, wéi effikass dat och ka sinn, wann zummegeschafft gëtt, wa gekuckt gëtt, wéi déi Gelder abhandelen kommen. Ech kann déi Ännerungen, déi elo hei gemaach gi sinn, nëmme begrëssen. An ech ginn och domat den Accord vun deene Gréngen.

Merci.

M. André Bauler, Président de séance | Merci, Madamm Tanson. Da wier et um honorabele Sven Clement. Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. D'Madamm Tanson muss meng Ried geklaut hunn, well se huet genau dat gesot, wat ech wollt soen. An domadder ginn ech eisen Accord.

(Hilarité)

M. André Bauler, Président de séance | Merci, Här Clement.

Da wier et un der Regierung. D'Madamm Justizministesch huet d'Wuert. Madamm Justizministesch.

Prise de position du Gouvernement

Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice | Merci, Här President. Ech géif als Éischt dem Reporter, dem Här Donnersbach, Merci soe fir säin detailléierte Schrëftlechen a mëndleche Rapport an och deene Riedner no him, déi och nach eng Kéier ganz detailléiert op d'Dispositiounen vum dësem Projet agange sinn.

Ech géif mer just kuerz erlaben, effektiv d'Wichtigkeet vum EPPO hei zu Lëtzebuerg ze ënnersträichen – vum EPPO an awer eeben, wéi gesot, och zu Lëtzebuerg. Den EPPO huet och elo en neie Chefprocureur ab dësem Joer. De Parquet europäen fonctionéiert op zwee Niveauen, an ech mengen, déi sinn allen zwee wichtig: d'Procureur-europäenen an dann eeben op deem nationalen, wou d'Procureurs europäens délégués, där mer der dräi hunn, da schaffen. Si si kompetent fir d'Infractiounen, déi déi finanziell Intèrète vun der Unioun betreffen.

A genau wéi dat Gesetz virdrun huet dat heite Gesetz zum Objet, eng Rei prozedural praktesch Schwierigkeeten, déi sech opgrond vun deem éischte Gesetz – dat ass an deem heite Fall dat vum 22. Juli 2022 – gestallt hunn, ze behiewen. Effektiv geet et vill drëm, am Fong d'Prozedur ze alignéieren op d'Procédure de droit commun.

An deem heite Fall ware mer liicht méi schnell wéi beim Gesetz virdrun. Mee ech mengen, et ass wichtig, dass de Parquet europäen kann effikass hei zu Lëtzebuerg schaffen, fir datt e senge Missiounen beschtméiglech kann nokommen.

An deem Sënn soen ech Iech Merci fir déi breet Ënnerstëtzung.

Une voix | Très bien!

M. André Bauler, Président de séance | Merci, Madamm Justizministesch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss. Ech gesinn, et ass kee méi do, dee sech mell.

Mir kommen dann elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8431. Den Text steet am Document parlementaire 8431⁸.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8431 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt un. De Quorum ass erreicht. Mir kommen elo zum Vote par procuration. Ech maachen de Vott esou lues zou, wa se sech alleguer lues a lues op hir Plaze gesat hunn. De Vott ass ofgeschloss.

Dëse Projet ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen, kenger Géigestëmm a kenger Abstentioun.

Ont voté oui : Mmes Diane Aehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies (par Mme Stéphanie Weydert), Ricardo Marques, Georges Mischa, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler (par M. Alex Donnersbach), Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Patrick Goldschmidt, Gusti Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par M. Yves Cruchten), Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert (par M. Mars Di Bartolomeo) et M. Ben Polidori ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

(M. Claude Wiseler reprend la présidence.)

6. Dépôt d'une motion par M. Fred Keup

M. Claude Wiseler, Président | Eier mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour kommen, hunn ech nach d'Demande fir den Depot vun enger Motioun vum Här Fred Keup. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Fred Keup (ADR), auteur | Villmools merci, Här President. Mir hunn eng Motioun, déi virgesäit, dass analyséiert gëtt an enger seriöser Etüd, wéi d'Sproocheförderung an de Lëtzebuergeresche Crèche funktionéiert, a ganz besonnesch och d'Förderung vum Lëtzebuergereschen. Mir hunn nämlech déi leschten Zäit héieren, dass et do keng Donnéeë gëtt an dass een net richtig weess, wéi vill a wat an de Crèche wierklech passéiert a punkto Sproochen. Et ass och zum Beispill d'Uni.lu, déi festgestallt huet an enger Etüd, déi si gemaach hunn, dass een net wësst, „wie und in welchem Maß dort Sprachen gefördert werden“. An doriwwer eraus héiere mer, an Dir jo och, wéi een an Zeitungsartikelen konnt liesen, ëmmer erëm, dass d'Elteren no Crèche sichen, wou Lëtzebuerg geschwat gëtt, wat net ëmmer liicht ze fannen ass, an dass et immens Diskrepanze gëtt zwëschen de verschiddene Crèche an de Sproochen, déi do geschwat ginn.

Ech soen Iech Merci. Wannechgelift.

Motion

D'Chamber vun den Deputéierten

stellt fest, datt

– Fuerscher vum Luxembourg Centre for Educational Testing vun der Uni Lëtzebuerg an enger Etüd („Early childhood education and care in Luxembourg“) hiren eegenen Aussoen no festgestallt hunn, datt et grouss Ënnerscheeder gëtt tëscht de fréikandleche Betreuungsstrukturen am Land an datt een net genau weess, „wie und in welchem Maß dort Sprachen gefördert werden“, ass sech bewosst, datt

– vill Elteren am Land sech beschwéieren, datt bei hirem Kand an der Crèche keen oder bal kee Lëtzebuergeresch geschwat gëtt, an dat, obschonn d'Gesetz vum 29. August 2017 iwwert d'Kannerbetreuung ënner anerem festhält, datt d'Lëtzebuerger Sprooch an den alldeelechen an „usuellen“ Aktivitéiten vun der Crèche benotzt soll ginn,

fuerdert d'Regierung op,

– eng Etüd an Opdrag ze ginn, déi d'Qualitéit vun de Crèche hei am Land systematesch ënnersicht, speziell am Hëllef op d'Sproocheförderung, an hei besonnesch op d'Förderung vum Lëtzebuergereschen.

(s.) Fred Keup.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup.

7. Question élargie n° 65 de M. André Bauler au sujet du renforcement des pouvoirs de l'ESMA et son impact possible sur le secteur financier luxembourgeois

Question élargie n° 67 de M. Laurent Mosar au sujet de l'état des lieux de la mise en œuvre de l'Union des marchés des capitaux

Da komme mer zum nächste Punkt vun eiseim Ordre du jour. An zwar sinn dat zwou erweidert Froen: d'Fro Nummer 65 vum Här André Bauler iwwert d'Verstärkung vun der ESMA an de méiglechen Impakt op eise Finanzsektor an d'Fro Nummer 67 vum Här Laurent Mosar iwwert d'Ëmsetzung vun der Union des marchés des capitaux. D'Auteurs hu jee weils 5 Minuten Zäit, fir hir Haaptfro an, no der Äntwert vum Minister, hir Zousazfro virzedroen, an d'Regierung äntwert dat gläichzäitig op déi zwou Froen an hätt maximal 20 Minuten Zäit dofir. Fir d'éischt huet den Här Bauler elo d'Wuert.

M. André Bauler (DP) | Merci, Här President. Léif alleguer, d'Europäesch Kommissioun huet de 4. Dezember en ëmfaassende Moosssnamepackage virgestallt an ugeholl, fir Barriären am europäesche Bannemaart fir Finanzdëngschtleeschungen ofzebauen. Dëse Package ass en zentrale Bestandteil vun der Strategie, fir d'Spuer- an Investitiounsunioun auszubauen.

Dës Unioun huet als Zil, en integréierten, méi effizienten a kompetitiven Finanzsystem an der Europäescher Unioun ze schafen. Et geet dorës, den EU-Bierger verbessert Optiounen unzibidden, fir hire Wuelstand ze verbesseren, an d'Entreprise beim Zougang zu Finanzmëttel ze ënnerstëtzen. Fir d'Wettbewerbsfähigkeit vun der EU ze stäerken, betount den Europäesche Rot, wéi wichteg et ass, eenheetlech a robust europäesch Kapitalmäert ze schafen, op déi all Akteur an der EU Zougang huet.

Aus der Siicht vun der Kommissioun sinn integréiert Kapitalmäert vu weesentlecher Bedeitung, fir d'Wirtschaftskraft vun der EU ze stäerken a strategesch Prioritéit wéi d'Kompetitivitéit, den digitale Wandel an déi gréng, déi nohaltig Transitioun, awer och a grad Verdeedegung a Sécherheet kënnen ze erreechen.

Fir d'Kommissioun ass eng verdëfften Integratioun vun de Finanzmäert e Mëttel, fir e Bannemaart fir Finanzdëngschtleeschungen ze schafen, e Maart, dee méi grouss ass wéi d'Zomm vu sengen nationalen Dealer. De vereinfachten Zougang zu de Kapitalmäert soll d'Käschte reduzéieren a wäert d'Mäert fir d'Investisseuren an d'Entrepreneuren an alle Memberstaaten, onofhängeg vun hirer Gréisst, méi attraktiv maachen.

D'EU-Finanzmäert sinn nach ëmmer staark fragmentéiert, wat zu Effizienzverloschter féiert. D'Finanzinstituter si mat diversen Ufuerderungen a Praktiken an de Memberstaaten konfrontéiert, wat grenzüwwerschreidend Geschäfte behënnert. Dat wierkt sech éischter negativ op d'Biergerinnen an d'Bierger, op d'Wirtschaft an op d'Wettbewerbsfähigkeit vun der Unioun aus.

D'Kommissioun ass iwwerzeugt, dat hire Package de Reguléierungs- an Opsichtskader vun der EU spierbar verbessert. Ënnert de Moossnamen, déi virgeschloen ginn, féint ee Folgendes: Verbesserung vun der Maartintegratioun an Notzung vu sougenannte Skaleneffekter, Rendements d'échelle oder Économie d'échelle.

De Package huet als Zil, virun allem Barriären am Handel an an der Vermögensverwaltung ze besäitgen, dann d'Besäitigung vu regulatorischen Innovationsbarriären, d'Veereinfachung a Verréngerung vum Verwaltungspowand an zu gudder Lescht eng weider Zentraliséierung vun der Finanzopsicht op EU-Niveau duerch d'Stärkung an den Ausbau vun de Kompetenzen vun der ESMA, der Europäescher Bankensicht.

D'Verbesserungen am Kader vun der Opsicht stinn an enkem Zesummenhang mat dem Ofbau vu sougenannte regulatorische Barriären. Mat hirem Package wëll d'Kommissioun, esou heescht et, Onstëmmegkeeten a Komplexitéiten opgrond vu fragmentéierten nationalen Opsichtsapprochen eliminéieren. Dozou gehéiert och d'Ausweitung vun den direkten Opsichtskompetenzen vun der ESMA iwwer bestëmmt bedeitend Maartinfrastrukturen, wéi verschidden Handelsplazen, zentral Géigeparteien, souwéi, ënner bestëmmte Konditiounen, iwwer Dëngschtleeschter am Beräich vun de Kryptoaktivaen. Dobäi kéim eng Stärkung vun hirer Koordinéierungsfonction. Esou géife verschidde Kompetenzen, déi nach bei den nationalen Autoritéiten louchen, bei d'ESMA verluecht ginn.

D'Kommissioun wëll elo enk mat dem Europäesche Parlament, de Memberstaaten an anere Partner zesummeschaffen, fir eng séier a wirksam Ëmsetzung vun de Moossnamen ze garantéieren.

Virun deem Hannergrond wollt ech dem Här Finanzminister folgend Froe stellen:

Wéi bewäert d'Regierung de Risiko, dat eng Verlagerung vun Opsichtskompetenzen bei d'ESMA d'Wettbewerbsfähigkeit vun eiser Fongenindustrie schwäche kéint, besonnesch am Verglach mat der grousser Geschwindigkeit an der Proximitéit, mat där d'CSSF haut Entscheidungen hält an international Akteuren ënnerstëtzt?

Wat fir konkret Schrëtt plangt d'Regierung, fir sécherzestellen, dat dës Stärkerten och bei enger méiglecher Kompetenzverlagerung op Paräis erhalen bleiwen an net duerch zentraliséiert Prozesser ausgebremst ginn?

A wat fir eng politesch an technesch Argumenter bréngt Lëtzebuerg an den aktuellen EU-Verhandlungen no vir, fir sécherzestellen, dat d'Fongestandarder mat gutt funktionéierenden nationalen Opsichtsstrukturen, wéi eiser CSSF, net benodelegt ginn?

Dat gesot, soen ech Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Bauler. Da kritt den Här Laurent Mosar d'Wuert. Här Mosar.

M. Laurent Mosar (CSV) | Jo, merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här Finanzminister, wann een zu zwee quasiment déi selwecht Fro stellt an een als Zweete schwätzt, da brauch een net méi vill ze soen, well dann huet deen éischte Riedner schon de Gros gesot. A wéi mer den Här Bauler kennen, mécht hien dat ëmmer op eng extreem kompetent an detailléiert Aart a Weis, soudatt ech vläicht just nach wëll op deen een oder anere Punkt nach eng Kéier agoen.

Ech mengen, den Här Bauler huet dat richteg geschildert, wéi déi Kapitalmaartunioun entstanen ass a wat och d'Wichtigkeet dovunner ass. Ech géif vläicht nach derbäifügen, dat d'Wichtigkeet an de sen Zäite vläicht nach vill méi grouss gëtt. Well wa mer e bësse kucken, wat och an deene leschten Deeg do esou passéiert ass zu Davos an och anerwärts, da

gesäit een, dat mir alles musse maachen, fir eis och als Europäesch Unioun besser op den internationale Kapitalmäert opzestellen.

Ech wëll och nach eng Kéier vläicht soen, firwat dat extrèmement wichteg ass. Eigentlech aus dräi Grënn. Et geet nämlech hei virun allem mol ëm de Finanzement vun eiser Wirtschaft. Well, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et kann net sinn, dat de Staat oder d'Banken déi ganz Wirtschaft finanzéieren, besonnesch wann een e bësse kuckt, wat déi Besoinen an den nächste Jore wäerte sinn, sief dat bei der Transition énergétique, sief dat bei der Digitalisatioun, sief dat awer och bei der Defense. Do geet et also net nëmme duer, wann déi effentlech Hand respektiv d'Banken do musse finanzéieren.

An duerfir ass et extrèmement wichteg, dat mer et och do fäerdegbréngen, un déi privat Erspuernesser erunzekommen. An ech muss eigentlech dat soen, wat mer och virun e puer Deeg hei beschwat hunn: Dee grouss Succès vun deem Defence Bond weist jo och, dat d'Leit bereet sinn, en Deel vun hiren Erspuernesser ze huelen an déi op deene Privatmarchéen ze investéieren. An eigentlech ass jo d'Kapitalmaartunioun genau dat doten.

Et geet awer och, an dat ass vläicht dat wichtegst Element, ëm d'Autonomie stratégique. Mir musse kucken, dat mer justement net nëmme just nach amerikanesch, chineesesch oder aner Kapitalen an eis Wirtschaften erakréien, mee dat mer och fir d'alleréischte kucken, déi Fongen, déi op de Banke schlofen, och an eis Wirtschaft eranzeginn. An duerfir ass dat wichteg.

Ech sinn e bëssen traureg, well ech d'Gefill hunn, jiddweree wëllt déi Kapitalmaartunioun. Den Här Draghi ass den Haaptpourfondeur dovunner. Den Här Draghi kritt elo de Karlspräis. Dat vergonne mer dem Mann ganz gär. Ech gesinn awer elo net richteg, dat de Projet selwer an der Europäescher Unioun e ganz staarke Fortgang kritt. An duerfir wollt ech dann och dozou eng Rei vu Froen un de Finanzminister stellen:

Éischstens: Wou si mer do drun, Här Finanzminister, och zu Bréissel, och wëssend, dat et ganz schwéier ass, zu 27 iwwerhaupt nach en Accord ze kréien? Misst do net vläicht eng Rei vu Länner eventuell viru-fueren, wann déi aner net matmaachen?

Dann déi zweet ganz wichteg Fro: Wat maache mir och hei zu Lëtzebuerg, fir eis Spuerer derzou ze bréngen, esou wéi mer dat elo gemaach hu beim Defence Bond, hir Erspuernesser an méi an d'reell Wirtschaft ze investéieren? Wat hutt Der do vir? Dir hutt eis scho gesot, dat Der do un eng Loi Rau reloaded oder bis denkt. Kënnst Der eis vläicht och do méi soen, wéi dat sech géif an en europäesche Kader aschreiwten?

An dann déi drëtt Fro, déi huet den honorable Kolleeg André Bauler scho gesot. Ech mengen, déi mécht eis allegueren e bësselche Suergen. Mir schwätzen ëmmer vu Simplification administrative. Ech gesinn net, wou d'Simplification administrative ass, wa mer herno eng zentral Opsicht kreéieren, déi dann en plus nach zu Paräis setzt – mir wëssen, Paräis ass en direkte Konkurrent vu Lëtzebuerg –, wou et awer risquéiert, zu engem Bürokratiemonster ze kommen.

Ech gesinn net, wéi dat d'Saache méi einfach mécht. An duerfir, mengen ech, ass et wichteg, dat mer eis awer deene Bestriewungen do entgéintstellen, well et ass awer ganz wichteg. Déi national Regulateuren, a mir hunn en exzellenten nationale Regulateur, déi kennen d'Situatioun vill besser. An ech mengen, duerfir sinn déi och besser outiliéiert, fir do d'Automatisatiounen weiderzeginn.

Ech soen Iech scho Merci am Virus fir Är wäertvoll Äntwerten.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Mosar. An dann huet d'Regierung d'Wuert. Här Finanzminister.

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech soen dem André Bauler an och dem Laurent Mosar villmools Merci fir déi erweidert Froen, déi se zu dësem wichtege Sujet fir eist Land gestallt hunn.

A well et e wichtege Sujet ass, net nëmmen zu Bréssel allgemeng ee vun deene wichtege Sujeten, déi de Moment do diskutéiert ginn, mee och grouss Implikationen op eist Land a virun allem d'Finanzplaz huet, erlaabt mer, dass ech Iech an den nächsten acht bis néng Minutten och d'Positioun – well ech mer konnt erwaarden, wat fir eng Froe géife gestallt ginn, déi déi pertinentste Froe sinn – vun dem Finanzminister an domat och vun der Lëtzebuerger Regierung, Stand haut, dozou virleeën.

Dir hutt allen zwee mat Recht gesot: Ufank Dezember huet effektiv déi Europäesch Kommissioun de Market Integration and Supervision Package virgeluecht. D'EU-Kommissioun wëll ënner anerem do d'Kompetenze vun der ESMA, eigentlech der europäescher CSSF, wann een dat esou wëllt soen, fir Wäertpabeieren a Kapitalmäert mat Sätz zu Paräis, erweideren.

Et gouf schonn eng Kéier en Ulaf, nämlech 2017. Elo mécht d'Kommissioun en neie Versuch fir d'Zentralisatioun. D'ESMA soll duerfir direkt zoustänneg gi fir d'Iwwerwaachung vun alle Kryptodéngschtleeschter, vun deenen, déi méi wéi 50 % och vu Kryptoaktivitéit hunn. Se soll och zoustänneg gi fir grouss oder systemesch Marchésinfrastrukturen, déi grenzüwwerschreidend aktiv sinn, zum Beispill fir grouss Boursen. An drëttens, d'Investmentfongen – dat ass déi leschte Versioun – an hir Managementfirme falen, Stand haut, net méi dorënner.

Nach lafen iwwert d'ESMA d'Kompetenzen op eng indirekt Iwwerwaachung vun engem Deel vum Fongesektor awer eraus. D'ESMA kann, sou wéi den Text haut virläit, Verstéiss nogoen a souguer d'Distributioun vun engem EU-Fong iwwert d'national Grenze verbidden. Esou entsteet natierlech Gewulls an och, mengen ech, eng gewësse Rechtssécherheet, déi ni a Finanzdéngschtleeschungen an iwwerhaapt am Finanzsektor gutt ass.

D'Kommissioun wëll och, dat därff een net ënnerschätzen, d'ESMA-Gouvernance reforméieren. Wat heescht dat? Mee se wëllt en Exekutiv schaffen, wou sechs onofhängeg Membere sollen decidéieren, an net méi e Gremium, wéi dat haut de Fall ass, mat alle Spëtzeleit vun den nationale Surveillanceautoritéiten. Dat heescht, d'Kompetenz vu 27 Opsichtsautoritéite gëtt domadder zum Deel iwwer Bord gehäit. A grouss Länner – do brauch ech Iech kee Bild ze molen – risikéieren natierlech do favoriséiert ze ginn. Kuerz gesot: manner Kompetenz, manner Zesummenaarbecht an och manner Gläicheit.

Elo seet d'Kommissioun: „Mee et gëtt keng kohärent Surveillance.“ An dowéinst wieren d'Finanzmäert zerstückelt. Wéinst de verschiddene Kontrollautoritéiten a Surveillancefassonge wier dee System net effikass, seet d'Kommissioun. An duerfir wieren och eis Finanzbetreiber net kompetitiv.

Här President, firwat gesi mer dat dann elo als Lëtzebuerger kritesch? Mee well an eisen Aen, Stand haut, d'Kommissioun iwwert d'Zil erausgeschoss ass. D'Mesüre sinn an eisen Aen op ville Punkte kontraproduktiv a si bréngen, fir eis gesinn, och net genuch

an net méi Kompetitivitéit. Si si fir eis duerfir net am Interessi vun Europa a si féieren zu enger Méibelaaschtung vun dem Finanzsektor, zu méi Bürokratie, onnëtzten Delaien, Prozeduren an awer och Käschten. An dat geet natierlech op de Wuesstum an och op d'Innovatioun.

Ech ginn Iech ee konkreet Beispill: Amplaz Vereinfachung gëtt et zousätzlech Komplexitéit. Dee ganzen Text huet 400 Säiten. Gläichzäitg huet Lëtzebuerg konstant awer ëmmer drop gepocht, déi wierklech Hürden – an da kommen ech drop zrëck: Wéi ass Är Positioun? – vun dem EU-Bannemaart ofzebauen, zum Beispill den nationale Goldplating vun Direktiven. Goldplating heescht: Mir maache méi Ufuerderungen an d'Ëmsetze vun enger Direktiv, wéi d'Direktiv déi eigentlech virgesäit.

Dat géing natierlech de Finanzacturen d'Liewe méi einfach maachen an och Käschte spueren a virun allem grenzüwwerschreidend. D'Kommissioun liwwert an eisen Aen hei net. D'ESMA ass net zoustänneg. An hei misst een un anere Schrauwen dréinen.

Här President, d'ESMA gouf 2010, also viru ronn 15 Joer, geschaf, fir eng effikass Koordinatioun tëschent nationale Supervisiionsautoritéiten, wéi eiser CSSF, ze garantéieren, fir d'Konvergenz – ech betounen: d'Konvergenz – am Respekt vum europäesche Recht. An duerfir huet och d'ESMA haut schonn eng breet Palett vun Handwierksgeschier.

Fakt ass: D'ESMA benotzt dës Geschierkëscht kaum. Wéi soll och dann d'Konvergenz besser funktionéieren? Firwat soll eigentlech Zentralismus besser si wéi Terrainsproximitéit? D'Kommissioun seet selwer, dass d'ESMA haut net virbereet ass. Duerfir sollen d'national Autoritéiten der ESMA mat Fachwëssen zur Säit stoen, zum Beispill bei de Boursen.

Laut Kommissioun – laut Kommissioun! – brauchen déi national Autoritéiten haut zwou Persounen, fir een Operateur ze kontrolléieren. D'ESMA brauch nach eng Kéier zwou an eng hallef Persoun pro Autoritéit. An domadder wiere mer da bei véier an enger hallwer Vollzäitplazen, fir eng Entitéit ze kontrolléieren. Natierlech klammen hei fir jiddwereen d'Käschten, obschonns et keng Defiziter an der Surveillance gëtt an och keng Kris haut, wéi déi war 2008, vun Iwwerleeungen, fir déi grenzüwwerschreidend Kontrollen ze erreechen.

Ee gutt Stéchwuert, Här President: 2014, dunn huet d'EZB, also d'Europäesch Zentralbank, déi direkt Opsicht vu grouse Banken iwwerholl, och eenzelner hei zu Lëtzebuerg. Huet dat d'Banken da generell méi kompetitiv gemaach? Huet dat d'Integratioun vun de Marché gefërdert? Ech mengen net. Wat erreecht ginn ass, sinn eigentlech méi héich Käschte virun allem fir d'Banken. 2015: 326 Milliounen Taxen un d'EZB, 2024: 680 Milliounen Euro.

Dobäi kënnt: Eng Zentraliséierung féiert zu engem Verloscht vun nationaler Expertis. Dat sinn déi, déi no un den Entitéite sinn, fir d'Investisseure virun allem ze verstoen, wéi se agéieren, fir d'Bedürfnisser ze erkennen an och d'Finanzprodukter un d'Reglementatioun unzepassen. Nëmme esou entsteet eigentlech dee sougenannte faméisen Ekosystem, an deem sech d'Entreprises a virun allem och de Wuesstum entwéckelen.

Här President, dës Pak ass an eisen Aen net zilféierend, net fir Europa an och net fir Lëtzebuerg. Et ginn eigentlech keng Barriären ofgebaut, mee de Finanzsektor gëtt och doduerch net méi kompetitiv. D'Betreiber kréie keng besser Finanzéierung, virun allem fir Innovatioun.

Mee – mee! – mir bleiwen als Lëtzebuerger Regierung konstruktiv an och produktiv. An den nächste Méint sätze mir duerfir alles drun, d'Propos an eng Richtung mat der Kompetitivitéit am Vierdergrond – dat ass jo de Grondgedanke vun alle Berichter – ze dréien.

Dobäi kënnt d'Proximitéit zum Regulateur als ee klore Facteur fir oder géint e Standuert. Dat gesäit ee bei der EZB zu Frankfurt, och am Kontext vum Brexit. Eng ESMA-Surveillance spillt also hei – dat muss ee kloer soen – fir Paräis. Et ass also keen Zoufall, dass grad Frankräich am härtesten no dëser zentraler Surveillance rífft.

Mee, Här President, d'Verhandlungen tëschent Memberstaate sinn elo emol zu Bréssel lassgaangen. An natierlech polariséiert dësen Dossier, och well d'Kommissioun d'Käschten an d'Benefisser net kloer ofschätze kann. An dat gëtt d'Kommissioun iwwregens selwer zou. Dat werft zumindest seriö Froen op, wat de Bien-fondé vun deem Ganzen ugeet.

All dëst soe mir zanter méi wéi engem Joer: der Kommissioun direkt, hire Servicer, anere Finanzministere. A mir hunn dat och schrëfflech festgehalen. A Lëtzebuerg – dat soen ech och – ass net dat eenzeg Land, dat Problemer gesäit. Mir wäerten eis duerfir mat anere Länner och ofstëmmen.

Verschiddener drécken elo schonns op de Gas. Mir loosse eis awer net drécken. Fir eis steet d'Gesetzqualitéit virun der Vitess. Am Europaparlament wäerten elo och Verhandlungen ugoen. Mee och d'Industrie, muss ech soen, ass hei gefuerdert – an all Land, an och an der ganzer EU. Déi aktuell Kommissiounspropos ass fir eis net de Wee zum Zil. An d'Kompetitivitéit vun den EU-Finanzplaze steet hei wierklech op dem Spill.

Här President, et stinn awer och eng ganz Rei positiv – an déi eenzel Orateuren hunn dat virdrun ënnerstrach – Punkte bei der Spuer- an Investitiounsunion um Ordre du jour, zum Beispill besser Finanzéierungsbedéngunge fir kleng a mëttelgrouss Betriber. Well Amerika – an den Här Mosar huet dat gesot – ass eis hei meilwäit viraus. Mir mussen duerfir den Zougang zu dem Risikokapital verbesseren an de Listing. An och d'Titrisatiounsregelen – dat ass e Gesetz bei eis zanter 2004 – muss mer vereinfachen. Dat ass duerfir och wichteg fir eis Finanzplaz.

Ënner Memberstaate si mer hei deelweis scho wäit fortgeschratt. Elo muss mer och nach mat dem Europaparlament zesumme weiderkommen. Mir mussen d'Mobiliséierung vu privaten Investissementer virundreiwen, fir dass d'Leit hir Sue kënnen méi produktiv uleeën. D'Zil ass eng laangfristeg Investitiounskultur a virun allem och eng Finanzbildung.

Ech äntweren do op eng Motioun an eng Proposition de loi, déi d'Madamm Braz deposéiert hat virun net allze laanger Zäit, fir d'Finanzbildung. Ech huelen hei d'Engagement nach eng Kéier: Mir si kuerz virdrun, e Gesetzesprojet am Ministère ze finaliséieren iwwert d'Gouvernance vun der CSSF, wou eenzel Saachen, d'Trennung vun der Enquête, wat mer an aneren Dosiere kennt hunn, an deenen déi herno driwwer bestëmmen, de Prinzip vum „ne bis in idem“, an dass mer och hei den Deel vun der Finanzbildung drasetzen, dass d'CSSF – ech fannen dat méi neutral – als onofhängeg Finanzopsicht, mat all där Expertis, déi se huet, domadder betraut gëtt. Ech ginn dervun aus, dass mer Enn Februar dës Gesetzesprojet dierften an der Chamber deposéieren.

Dann: Jo, de Finanzministère schafft och dorun: Spuer- an Investitiounskonte fir eis Gesetzgebung. An duerfir schaffe mir och un enger Loi Rau bis oder un enger Loi Rau reloaded. Ech hu matkritt, dass

effektiv déi Bonds, déi Defence Bonds, déi mer d'lescht Woch do opgeluecht hunn, no enger 24 Stonnen – souguer manner – alleguete verkaaft waren. Ech kann hei net an den Detail goen. Ech ka mer awer virstellen, dass ee vun där gudder Expertis profitéiert an dat vläicht an anere Beräicher och mécht.

A fir mech perséinlech zielt och do – ech muss awer den Accord vun der Regierung ofwaarden – eng Loi Rau bis reloaded, wat eigentlech en änleche Prinzip ass. Dat ass, dass een en Deel vun dem Spueren a produktiv Finanzinstrumenter iwwerdréit an de Leit dann e kleng Leckerli gëtt, wéi dat och bei der Loi Rau war, nämlech e Steueravantage, deen awer net ze grouss därer sinn. Firwat? Dass een eng gewëssen Equitéit hätt zwëschen deem richteg Klengspuerer an -investisseur an de Leit, déi wëllen iwwert de Wee hir Fortune steieren. Déi hunn aner Méiglechkeeten an duerfir brauche se net zousätzlech do-robber och nach e steuerlechen Avantage.

An den drëtte Punkt ass deen: d'Weiterentwicklung vu sougenannten Zousazpensionssystemer. Mir hunn do e paneuropäesch Pensionssystem. Dat nennt ee PEPP. Dat ass eng perséinlech Zousazpension. Déi gëtt och iwwerschaaft. Am Moment ass d'EU-Regelwierk – duerfir leeft dat net richteg – wierklech ze vill rigid. An d'Kommission wëll och duerfir d'Pensionsfonge méi effektiv gestalten.

D'Pensionsfongen, déi si wichteg fir laangfristeg Zukunftsinvestisseuren an déi sinn och eng zousätzlech Stäip fir d'Pensionen hei zu Lëtzebuerg. Mir hunn eng Expertis dran. Vill Sue vu Pensionfonge weltwäit kënnen och iwwert d'Finanzplaz Lëtzebuerg zu produktiven Investissementer an Infrastrukture gefouert ginn.

Mir hunn also och en direkten Interêt an der Realisation vun dëser Kapitalmaartunion. An duerfir wëlle mer dat selbstverständlech konstruktiv weider begleeten, mat deem Bemoll eebe vun där zentraliséierter Banken- a Finanzdëngschtleeschtungsopsicht.

Als international Finanzplaz brauche mir nämlech e staarke Finanzmaart, ouni Obstakelen a virun allem mat enger gudder Vermaartung. Duerfir ënnerstëtze mer d'SIU, well si awer Chancë fir Europa schafft. An eis Finanzplaz, soen ech ganz éierlech, déi kann och do laang- a mëttelfristeg eng ganz wichteg Roll spillen.

Also et sinn net nëmme gro Wolleken um Himmel, mee hannen ass och virun allem Licht am Tunnel. Mir versichen, dat zu Lëtzebuerg ze maache mat einfache Gesetzesvirschléi, déi e reelle Meerwäert hunn an d'Kompetitivitéitschancë steigern, dat am Interess vu Bierger a Betriber an, wéi ech esou gär soen, vu Land a Leit.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Sinn nach Zousazfroen ze stellen? Dat schéngt net de Fall ze sinn. Dann nach eng Kéier merci, Här Minister.

8. 8590 – Projet de loi portant modification :

1^o de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;

2^o de la loi modifiée du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs

An da komme mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, an zwar dem Projet de loi 8590 iwwert d'Gestionnaire vun alternativen Investitionsfongen. Hei ass e Modell 1 festgeluecht, an deemno huet de Rapporteur 15 Minutten, d'CSV 15,5, d'DP 12, d'LSAP 11, d'ADR 7,5, déi gréng, d'Piraten an déi Lénk 7

an d'Regierung 15 Minutten. Et hu sech schonn ageschriwwen niewent dem Här Laurent Mosar: den Här André Bauler, den Här Franz Fayot, den Här Fred Keup, d'Madam Sam Tanson, den Här Sven Clement an den Här David Wagner. An d'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Laurent Mosar. Här Mosar.

Rapport de la Commission des Finances

M. Laurent Mosar (CSV), rapporteur | Jo, merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir diskutieren elo iwwer, fannen ech eigentlech, en extreem wichteg Gesetz, vläicht net fir de Grand public, mee wat en extreem wichteg Gesetz ass, wat d'Kompetitivitéit an d'Attraktivitéit vun eiser Finanzplaz betrëfft, ganz besonnesch der Fongenindustrie, déi, wéi der alleguete wësst, awer haut en net onweesentlechen Deel vun där Finanzplaz duerstellt.

De Projet de loi, ëm deen et geet, ass deen iwwert de sougenannte System vum Carried Interest, e System oder Regimm, deen eigentlech haut schonn existéiert an dee mer och elo, wéi am Koalitionsaccord 2023 virgesinn ass, duerch dëse Projet wäerte fundamental änneren, awer och moderniséieren.

An einfache Wieder, wat bei esou komplexen technesch Projeten net einfach ass, geet et drëms, e Mechanismus fir Fongemanager opzestellen, fir si an all aner Leit, déi un der Gestiou vun deene Fongen deelhuele, un der Performance vun deem Fong, dee se betreien, och ze bedeelegen.

Dat spillt haut haaptsächlech bei deenen alternativen Investmentfongen. A wann d'Performancë vun engem Fong gutt sinn, da kritt de Fongemanager am Prinzip e Bonus. An et geet dann och elo an dësem Projet de loi drëms, wéi mer an Zukunft dee Bonus do besteieren.

Wéi Dir alleguete wësst, an ech hunn et virdru gesot, ass d'Lëtzebuerger Fongenindustrie en zentraalt Standbee vun der Finanzplaz, wou awer och dat konkurrenzéielfeld, ganz besonnesch par rapport zu Irland, ëmmer méi staark gëtt. Ouni Fongenindustrie géif haut de lëtzebuergeresche Finanzsektor an där Form sécherlech net méi bestoen. Mat méi wéi 7.000 – ech widerhuelen nach eng Kéier: 7.000! – Milliarden Euro ënner Gestiou a genausou ville Mataarbechter ass et iwwerens déi zweetgréisst Fongeplaz weltwäit. Si steiert iwwert d'Taxe d'abonnement och, an dat gëtt heiansdo vergiess, ganz vill Suen an eise Staatsbeidel, mat deem mir dann och kënnen eise generéis Sozialstaat, deen eis och all un d'Häerz gewuess ass, weiderfinanzéieren.

Här President, aktuell hu mir an eiser Fongenindustrie haaptsächlech déi sougenannt Backoffice-Aktivitéiten. Dat sinn eigentlech Aktivitéiten, déi, wéi d'Wuert et op Englesch seet, am Hannergrond oflafen an déi ee brauch, fir e Fong kënnen an der alleegelecher Gestiou an fonctionéieren ze loossen. Am Géigesaz zum Frontoffice, wou eigentlech decidéiert gëtt: „Wou a wéi investéiere mir?“, huet de Backoffice eigentlech als Missiou, derfir ze suergen, dass alles dat korrekt, legal a propper ofgewéckelt gëtt, wat um Niveau vum Frontoffice decidéiert gëtt.

Wat mir mat dësem Gesetzestext elo wëllen erreechen, ass, dass mir natierlech virun allem och elo méi där Frontofficen heihinner kréien, also méi Fongemanager. An Dir wësst, mir hunn an de leschte Méint ganz oft iwwert déi sougenannten ETF-Fonge geschwat, déi sollen aktiv gemanaget ginn. An et geet dann och ënner anerem drëm, ganz besonnesch déi dote Manager an Zukunft op Lëtzebuerg ze kréien.

Firwat ass dat wichteg? Mee dat ass wichteg, well een domadder och e ganzen Ekosystem kann op

Lëtzebuerg bréngen, deen erëm nei Aarbechtsplaze generéiert, wat och am Hibleck op d'Unzéie vun Talenter an der Fongenindustrie en net onweesentleche Punkt ass. An do spillt natierlech dann de Carried Interest, also déi Bonussen, déi e Fongemanager op der Performance vun engem Fong ka kréien, eng net onweesentlech Roll.

Fir dee System deemno ze optimiséieren, méi attraktiv a méi modern ze gestalten, kommen elo eng Rei vu spezifesch Upassunge mat deem virleiende Gesetzestext.

Konkreet geet et drëm, de steuerlechen Traitement vun dësem Bonus nei ze reegelen. D'Zil ass et, deene Leit, déi an de Fonge gutt schaffen an eng gutt Performance realiséieren, iwwert de steuerleche Wee eng méi attraktiv Bedeelegung un dëser Performance ze erméiglechen.

An engems gëtt och dervu profitéiert, fir Rechtssécherheeten, déi de Moment am aktuelle Regimm bestinn, auszegläichen.

Da gëtt den Uwendungsberäich vum Gesetz, esou wäit, wéi en haut besteet, erweidert. Konkreet sollen ënner bestëmmte Konditiounen och Mataarbechter vu Strukturen ausserhalb vun den eigentlechen Fongemanager kënnen vum deene Carried-Interest-Regelung profitéieren. Et geet also ëm e spezifesch Regimm fir all déi Leit, déi am Déngscht vun engem alternativen Investitionsfong stinn.

D'Iddi hannendrun, fir de Regimm méi breet opzemaachen, ass, dass all déi Leit, déi och iwwer eng Prestation de service – a mir hu ganz vill Prestataire de service am Finanzsektor hei am Land – deenen Investmentfongen zouschaffen, och kënnen potenziell an de Genoss vun esou Bonusse kommen.

Här President, mir waren eis mat dem Finanzminister an der Finanzkommission eens, dass een net genee ka soen, wat dës Neierung mat sech bréngt a wéi se an der Praxis och wäert ukommen an ëmgesat ginn. An ech mengen, mir sinn eis alleguerten eens: Mir wëllen hei wa méiglech all Zorte vun Abusen evitéieren, empêchéieren.

An dofir hu mir och festgehalen, dass ech hei am Numm vun enger ganzer Rei vu Fraktiounen géif eng Motioun deposéieren, déi freet, dass no zwee Joer de ganze Regimm soll evaluéiert ginn, fir och ze kucken, ob eventuell néideg Adaptatiounen um Regimm vum Carried Interest virzehuele sinn. Ech deposéieren dofir och am Numm vun all deene Fraktiounen, déi dat hei matdroen, an dat si se bal alleguer, déi Motioun, iwwert déi mer dann herno och kënnen diskutieren.

Motion 1

La Chambre des Députés,

– *considérant la nouvelle loi visant à moderniser et à clarifier le régime de l'intéressement aux surperformances, appelé « carried interest », touché par les gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs (FIA) ;*

– *rappelant que l'objectif de cette loi est de renforcer l'attractivité et la compétitivité de la place financière luxembourgeoise, notamment en attirant davantage d'activités de gestion active (« front office ») des fonds d'investissement alternatifs ;*

– *considérant qu'une évaluation de la mise en œuvre de cette nouvelle loi permet au parlement d'apprécier son fonctionnement et d'identifier d'éventuelles adaptations, invite le Gouvernement*

– *à réaliser, deux ans après l'entrée en vigueur de la loi, une évaluation de ses effets et, le cas échéant, à adapter le régime du « carried interest ».*

(s.) Laurent Mosar, André Bauler, Sven Clement, Franz Fayot, Fred Keup.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Mosar.

M. Laurent Mosar (CSV), rapporteur | Här President, ech verschounen Iech an all d'Kolleegeen elo mat den Einzelheiten an de Finesse vun de verschidde Zorte vun Interesse. Dat ass alles héich tech-nesch. Déi Leit, déi awer dorun interesséiert sinn, kënnen dat alles am Detail a mengem schrëftleche Rapport noliessen. Ech géif dofir gäre ganz schnell och op déi parlamentaresch Aarbechten iwwergoen.

D'Chambre de Commerce begrüsst, dass d'Regie- rung mat dëse steuerliche Mesuren hire Wëllen, fir de Finanzsektor ze ënnerstëtzen, nach eng Kéier weist. Dofir weist se sech dann och mat dem Gesetzesprojekt averstanen.

D'Salariatskummer gesäit den Text net esou positiv, och wa si sech der zentraler Roll vun der Finanzplaz an der lëtzebuergescher Wirtschaft bewosst ass. Si stellt de sozialen Notze vun dësem steuerliche Vir- zuchsregimm a Fro, well en ënner anerem nëmme engem limitéierte Krees vu Privilegierte géif zugut- kommen.

De Staatsrot hat a sengem éischten Avis eng Opposi- tion formelle soulevéiert. En huet nämlech gemengt, datt den Uwendungsbereich vun de Persounen, déi an Zukunft vum Carried Interest kéinte profitéieren, net kloer genuch definéiert wier an den Text ze vill In- terpretationsspillraum géif loossen.

Iwwert de Wee vun engem Amendement hu mir awer elo kloer definéiert, wéi eng Beneficiairen an de Champ d'application vun dësem Text an Zu- kunft wäerte falen. Et ass da prezisiéiert ginn, datt et nëmme Personne-physiquë kënnen sinn, also keng Personne-morallen.

Domadder komme mir dann och der Suerg vum Staatsrot entgéint, deen eisen Amendement a sen- gem Avis complémentaire vum 19. Dezember 2025 guttgeheescht huet.

Sou vill zu der Presentatioun vum Projet.

Discussion générale

An erlaabt mer dann, elo ganz schnell meng Kap vum Rapporteur auszedoen an duerfir déi Kap vum man- datéierte Spriecher vun der CSV-Fraktioun unzuedoen, fir fir d'alleréisch emol ze betounen, datt natierlech d'CSV-Fraktioun hir Zoustëmmung wäert zu dësem Projet ginn.

Ech wëll och nach eng Kéier vläicht ganz kuerz hei op dräi Punkten agoen, déi ech och schonn zum Deel a mengem Rapport mëndlech an och schrëftlech duergeluecht hunn. Dat ass awer, wéi wichteg et ass, datt mir e bësse vun deem Image vu Backoffice, dee mer am Moment um Niveau vun der Fongenindustrie hunn, ewechkommen an e Frontoffice ginn, well et ass, an dat brauch ech Iech net ze soen, besonnesch an där Welt, wou mer haut liewen, do, wou d'Deci- sione geholl ginn, wou et zielt.

Leider muss een einfach hei feststellen, datt zu Lët- zebuerg an der Fongenindustrie d'Decisionen nach vill ze vill oft just zu London, zu Paräis, zu New York an op anere Plaze geholl ginn. An dofir mengen ech, datt dëse Projet wäert derzou féieren, datt awer eng ganz Rei vun esou aktive Manager sech wäerten iwwerleeën, op Lëtzebuerg ze kommen.

Ech mengen och, datt dat kann derzou féieren, datt mer den Knowhow vun eiser Finanzplaz nach do- madder méi grouss maachen, wann ee grouss Nimm huet. An ech war frou, wéi dee Projet de loi hei de- poséiert ginn ass, a warscheinlech där beschter Fi- nanzzeitung vun der Welt, der „Financial Times“, en Artikel ze liessen, wou gesot ginn ass, datt duerch dee Regimm, deen elo d'Lëtzebuergesch Parlament géif

adoptéieren, déi lëtzebuergesch Fongenindustrieplaz weesentlech méi kompetitiv géif ginn an datt och do schonn eenzel Topmanager vu Fongen, vun engle- sche Fonge sech géifen iwwerleeën, op Lëtzebuerg ze kommen. D'selwecht stoung och an deem Artikel ze liessen, grouss franséisch Fongemanager géifen déi selwecht Iwwerleeung maachen. Ech mengen, alles dat ass äusserst positiv.

Dann en zweete Punkt, op deen ech awer och nach eng Kéier wollt hei agoen, dat ass dee vun der At- traktioun vun den Talenter. Ech mengen, et ass keng Debatt, déi mer quasiment hei féieren, wou net erëm eng Kéier gesot gëtt, wéi wichteg et ass, Talenter un- zezéien. Hei huele mer elo wierklech e ganz konkret Gesetz, wat dozou bäidréit.

A wann ech soen: „Talenter unzéien“, wëll ech och emol eng Kéier kloer soen: Et geet natierlech fir d'alleréisch emol drëm, d'Talenter, déi mer hunn, a mir hunn an deem Land ganz vill Talenter, beson- nesch am Finanzsektor, emol fir d'alleréisch hei ze behalen. Well och do spillt d'Konkurrenz! Well och gutt Leit gi permanent gefrot vu Londoner, vu Paräis- ser, vu New Yorker, vu singapuresche Spezialisten, fir dohinner ze kommen. Dat heescht, et geet och emol virun allem drëm, déi gutt Leit, déi mer hunn, hei ze behalen an doriwwer eraus awer och nach Leit unze- zéien.

Ech soen ëmmer: Eleng mat eisem super Wieder zu Lëtzebuerg a mat eiser par ailleurs gudder Gastro- nomie an eisem exzellentem Wäin, eleng dat geet net duer, fir déi Leit heihinner ze kréien. Dat muss een einfach esou wëssen. Wa mir wëllen Talenter unzéien, besonnesch op engem gewësse Niveau, musse mer dofir eppes maachen. Ech weess, datt dat net jiddwerengem ëmmer schmaacht, mee dat ass d'Rea- litéit. A wa mer dat net wëllen, léif Kolleegeinnen a Kolleegeen, da brauche mer guer net unzefänken, vun Talenter ze schwätzen!

A mäin drëtten Punkt, op deen ech ganz kuerz nach wollt agoen, huet och domadder ze dinn. Ech weess, an ech kann dat novollzéien, datt ee kann eventuell hei gewësse Reserve mat deem Projet hunn, well een da seet: Jo, do kréien elo erëm „déi Déck“ – entre guillemets – Steierbonussen. Do wëll ech awer direkt soen, datt dat bei dësem Projet net de Fall ass.

Éischstens, an ech hunn et virdru gesot, betrëfft dat all déi Leit, déi fir d'Fonge schaffen an de Fongen zouschaffen. Also net nëmme déi Déck, déi uewen an der Spëtzt sëtzen, mee och déi aner, déi fir déi Fonge schaffen, kënnen vun deene Steieravantages do profitéieren. Dat heescht, et ass eigentlech e ganz demokratesche Projet, well eeben net nëmme déi oberen ..., ech weess net, wivill et der sinn, mee hei kënnen all déi Leit, déi sech un engem Profitt vun engem Fong aktiv bedeelegt hunn, dann och an de Genoss vun deenen dote Steiermoderatiounen kom- men.

Ech mengen, dat ass wichteg. Dat spillt iwwregens, fir en anere Punkt direkt ervirzehiewen, och fir déi Leit, déi schonn an de Fonge schaffen. Et ass also elo kee Bonus, dee mir hei aféieren, just fir Manager vu London heihinner ze kréien, déi da ganz eleng do- vunner kënnen profitéieren. Nee, och déi Leit, déi hei schaffen, kommen total an de Genoss vun deenen dote Moosnamen, soudatt ech eigentlech fannen, datt et eng äusserst gutt Initiativ ass.

Ech wëll och ophalen, andeem ech awer emol wëll eng Kéier hei e Luef un d'gesamt groussherzoglech Regierung riichten, awer och ganz besonnesch un de Finanzminister, well ech eigentlech fannen, datt an deene leschte Méint ganz vill gutt Projekte gestëmmt gi sinn, déi d'Kompetitivitéit an d'Attraktivitéit vun

eisem Land, vu senger Wirtschaft staark verbesseren. Dat hei ass een dervun. Viru Kuerzem hu mer hei iwwer e Crédit d'impôt vu Startuppe geschwat. Den Här Finanzminister huet och elo nach virdru vun engem Projet de loi geschwat, deen en och op den Instanzewee wëllt bréngen, déi sougenannt Loi Rau reloaded oder bis. Et sinn awer och aner Projeten hei ugeholl ginn, déi wierklech eis Finanzplaz, hir Acteure stäerken.

An ech wëll dat och emol eng Kéier ganz kloer hei betounen, well et huet ee jo heiansdo d'Impressioun, wann een esou e bësse liest, déi Regierung géif net richtig virumaachen, abee, dat datt net richtig ass, well op dëse Punkten ass ganz vill geschitt. Ech gi gär zou, datt dat hei keng ganz sexy Projekte sinn, déi net ëmmer groussaarteg dobaussen d'Leit an och d'Press vläicht interesséieren. Dat heescht awer net, datt se net wichteg sinn. Ech soen Iech, datt dëse Projet, dee mir haut de Mëtten hei diskutéieren, vläicht ee vun deene wichtigsten ass, dee mer an dëser Mandats- period wäerte stëmmen, léif Kolleegeinnen a Kollee- gen!

Dat gesot, soen ech nach eng Kéier Merci, beson- nesch och dem Finanzminister. A mir wäerten, wéi gesot, mat grousser Begeeschterung dësem Projet de loi zoustëmmen. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen dem Här Mosar Merci fir säi schrëftlechen a fir säi mëndleche Rapport. An deen nächsten ageschriwwene Ried- ner ass den Här André Bauler. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

M. André Bauler (DP) | Merci, Här President. No der engagierter Ried vun Här Mosar kann ech mech eenegermoosse kuerz faassen. Ech wollt awer nach eng Kéier drun erënneren, datt ech a menger Ried zum Staatsbudget schonn eemol betount hat, an de Virriedner huet et och nach eng Kéier ënnerstrach, wéi wichteg et ass, datt mer weider un Attraktivitéit als Standuert gewannen. Dat gëllt besonnesch eebe fir d'Unzéiungskraaft vun eiser Finanzplaz, déi, dat wësse mer alleguer heibannen, e weesentleche Bät- trag zur Schafung vum Rächtum am Land bäidréit.

Ech hu mech virdru och op menger Bänk hei sëtzend erënnert un dee berühmte Saz. Ech weess net méi, vu wien en ass. En ass sécherlech net vu mir. Ech géif en awer nach eng Kéier gäre widderhuelen: „On ne construit pas un paradis social sur un cimetière économique.“ De Kuch muss emol fir d'éischt gebak ginn, ier e verdeelt gëtt.

Plusieurs voix | Très bien!

M. André Bauler (DP) | D'Finanzplaz beschäftegt direkt iwwer 70.000 Leit, si mécht iwwer 25 % vun eisem Bruttoinlandsprodukt aus an hire steuerleche Bättrag läit bei bis zu engem Drëttel vun eise Steuer- recetten. Ech géif dat och nach gären eng Kéier an Erënnung ruffen. D'Acteuren op der Plaz musse sech och ëmmer nees nei erfannen, innovéieren also, a si müssen derfir suergen, datt eise Standuert seng Plaz an der internationaler Wäertschöpfungsketten, wéi dat esou schéin heescht, behält, jo ausbaut. Well ouni weider Schafung vu Méiwäert erzile mer och keng weider Einnamen u Steiergelder.

A mir brauchen dës Recettë bluttnéideg, fir eeben eise Sozialstaat emol fir d'éischt, mee awer och divers Investitiounen an d'Zukunft vum Land ze finanzéie- ren. A mir brauche gläichzäitig héich qualifizéiert Aarbechtsplazen an nei Perspektiven, well an Zäite vu Kënschtlecher Intelligenz verännert sech alles séier a gëtt viles a Fro gestallt, wat soss emol en Acquis iwwer Joren a Joerzénge war. Dofir ass et eebe gutt,

wann Aktivitéiten ënnerstëtzt ginn, déi op d'Zukunft ausgerichtet sinn an dem Land Wuelstand sécheren.

Virun deem Hannergrond begrësse mer dëse Gesetzestext, deem, wéi den Här Mosar et schonn op seng gewonnen ausgezechent Manéier ervirgehuewen huet, zu méi juristescher Sécherheet féiert an deem déi néideg Talenter am Beräich vum aktive Fongemanagement op Lëtzebuerg unzéie soll, Talenter, déi mer leider net an deem Mooss hunn, iwwert déi mer net an deem Mooss verfuegen, wéi mer se wierklech brauchen, fir datt sech eebe grad hei d'Industrie vun den alternative Fonge weiderentwéckelt.

Den aktuelle Carried-Interest-Regimm beinhalt verschidde juristesche a fiskalesche Onkloerheeten an entsprécht eeben net méi ganz de Wierklechkeete vum Marché. Dëse Projet steet voll a ganz am Geescht vum Koalitiounsaccord, an deem d'Regierung sech kloer dozou engagéiert huet, e méi gënschtege gesetzleche Kader fir alternativ Fongen ze schafen an eeben d'Wettbewerbsfäegkeet vun eiser Finanzplaz ze stäerken.

De Projet ass also kee Selbstzweck, mee et ass en Instrument, fir Wäertschöpfung, fir Kompetenzen a fir wirtschaftlech Aktivitéit zu Lëtzebuerg emol fir d'éischt ze halen an d'Finanzplaz ze diversifizéieren, héich qualifizéiert Aarbechtsplazen ze schafen a Recetten net ze verléieren. Dëst ass evidentereis am Interessi vun eisem Land an de kommende Generatiounen.

Elo kann ee mengen, datt mat dësem Gesetz, dat awer spierbar steierlech Erliichterunge fir eng bestëmmt Kategorie vun Finanzspezialiste bréngt, aner Steuerzueler, déi duerch munch aner Aktivitéite valabel Leeschtunge bréngen, diskriminéiert ginn oder kéinte ginn, datt et also ënner Ëmstänn zu Ongerechtegkeete kéim. D'Salariatskummer huet jo diesbezüglich Bedenke formuléiert, wa se schreift, eng zitéiere si: „La Chambre des Salariés estime que ce type de mesures, avantageant les revenus du capital et les détenteurs de patrimoine, contribue à créer une société luxembourgeoise à deux, voire trois vitesses, où les inégalités sont croissantes.“ Zitaten.

An dofir fannen ech et eebe gutt, datt mer eng Bewäertung vun dëser Legislatioun zu gegebener Zäit maachen. Den Här Finanzminister hat dat selwer an der Kommissioun schonn ugereegt an de Rapporteur huet jo och an deem Sënn eng Motioun deposéiert, dat eeben, fir eventuell dës Moossnamen op de Leescht ze huelen, wann et dann erfuerdert ass. A mir sollten dat wierklech maachen. Schliesslech wëlle mer jo keng Mëssbräich, wéi mer se aus der Zäit vun de Stockoptions kannt hunn, a mir wëllen och keng steierlech Virdeeler, déi sech net oder net méi justifizéiere loosse. Well mir sollten net einfach zouloossen, datt op där anerer Säit eis anerer géifen de Bifdeck vum Teller huelen.

Kuerz gesot, mir wëllen net, datt an dësem Beräich Jänni a Männi vun dësem steierleche Regimm profitéiert, ma just déi, déi eebe Méiwäert schafen, déi, déi innovéieren, déi, déi fir e reelle Méiwäert suergen an eeben hëllef, eis Finanzplaz ze stäerken an ze diversifizéieren. A jo, aus deem Grond ënnerstëtze mer dann och déi Motioun, déi den Här Mosar virgestallt huet, mat aneren zesummen.

Dat gesot, si mer och der Meenung, datt mer dësem Projet da sollen den Aval ginn, well en hëlleft, datt mer eis als Finanzplaz weiderentwéckelen, spréche eebe méi breet opstellen. Wéi géif de Finanzminister soen? Zum Wuel vu Land a Leit.

An deem hunn ech eigentlech näischt méi bäizefügen, ausser Iech Merci ze soe fir Är Opmierksamkeet an awer a grad d'Zoustëmmung vu menger Fraktioun ze ginn.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Bauler. An dann ass d'Wuert fir den Här Franz Fayot. Här Fayot.

M. Franz Fayot (LSAP) | Merci, Här President. „Taxes are what we pay for a civilized society.“ Dat ass en Zitat, dat op der Fassad vum Internal Revenue Service, der amerikanescher Steiervverwaltung, zu Washington, D.C. steet, e bëssen ironescherweis, muss ee soen, bei der aktueller US-Regierung.

Vill vun deenen Expats, déi bei eis kommen, ufangs mat vläicht engem mulmege Gefill am Mo, wëssen a versti ganz schnell, datt dës Ausso bei eis eppes heescht: en exzellenten öffentliche Gesondheitsystem, Ofsécherung am Alter, e gudde Schoulsystem fir hir Kanner, exzellent Infrastrukturen, gratis öffentliche Transport, Sécherheet, eng schéin Natur a villes méi. Fir vill vun deene Leit, och där mat den décke Paien, ass Lëtzebuerg wéi e Paradis op Äerden, trotz dem Wieder, well se hei villes fannen, wat et do, wou se hierkommen, net gëtt oder just, wa se selwer zimmlech deier dofir bezuelen.

De Carried Interest, Här President, dee mer haut diskutéieren, ass an dräi Hinsichte fir eis problematesch. An ech géif och elo gäre kuerz dorobber agoen.

Éischtens stellt dee Regimm eng Gerechtegkeetsfro. De Carried Interest wäert et de Fongemanager, awer och anere Prestataire, an de Rapporteur huet dat am Detail beschriwwen, erméiglechen, d'Iwwerperformance vun hiren Investissementer zu engem Groussdeel, an ënner verschiddene Konditiounen souguer ganz, vun de Steiere kënnen ze befreien.

De Staatsrot huet a senge béiden Avisen iwwert de Biais vum Uwendungsberäich and higewisen op de Problem vun der Gläichheet virun der Steuer. Egal wéi een et dréit a kéiert, hei schafe mer erëm eng weider Nisch, wou eng ganz Rei Beneficiairen Akommes a Kapitalertrëg kënnen defiskaliséieren. An et bleift ze gesinn, ob hei net erëm Abuse kommen, wéi beim Warrants-Regimm, dee mer viru kuerzem aus genee deem Grond ofgeschaaft hunn. Dat gesi mer dann.

Mee souguer ouni Abuse féiere mer mat dësem Carried-Interest-Regimm eng weider Mesür, jo, haaptsächlech fir Groussverdénger an. A mir sinn der Meenung, an dat hu mer och virun engem Mount am Kader vun de Budgetsdebatten gesot, dass mer wierklech e Changement an eiser Steierpolitik brauchen.

Am Moment bezilt een op engem Salaire vu 75.000 Euro fënnefmol méi Steiere wéi op engem Dividende-paquet vun der nämmelech Zomm, wuel wëssend, dass déi Leit, déi dank hirem Kapital vill Sue verdéngen, och nach manner Steieren drop bezuelen – eng double Peine. Mam Carried-Interest-Regimm fir Leit an der Fongenindustrie gëtt dësen Trend nach weider gefërdert. Wann een dat wëllt, kritt een d'Ongläichheeten esou natierlech net agegrenzt. Et léisst ee se au contraire weider aus dem Rudder lafen.

Dobäi kënnt, dass de Carried Interest sech areit an eng ganz Lëscht u Mesüeren, et kann ee roueg soe Steierkaddoen, déi d'Regierung schonn decidéiert huet an déi allkéiers fir déi selwecht Clientèle geméint ass. Ech rappeléieren: Virun engem Joer hu mer de Régime d'impatrié gehéicht an d'Prime participative nach méi attraktiv gemaach. Dës Steiermesüre kommen och héich spezialiséierte Leit mat héije Salären zegutt. A fir dat ofzeronnen, sollen elo mat der Individualiséierung vun de Steieren, déi kënnt, déi Leit dann och nach eemol beim Akommes ëmronn 2.500 Euro entlaascht ginn.

Här President, d'Chambre des Salariés huet dat zu Recht gesot. Si huet zu Recht gewarnt virun enger Gesellschaft à plusieurs vitesses, wou een op där enger Extremitéit déi huet, déi um Enn vum Mount

scho laang d'Enner net méi beieneekréien, an op där anerer Extremitéit déi, déi vun hirem Rendement op Kapitalertrëg liewen a quasi vollstänneg vun de Steiere befreit sinn.

Dat féiert mech zu mengem zweete Punkt, wat de budgetären Impakt vun dësem Gesetz ugeet. Wann ee sech d'Fiche financière ukuuckt, da gesäit een, dass dëst Gesetz kee Coût budgétaire soll mat sech bréngen. Da freet ee sech allerdéngs, wéi dat ka sinn. Well heimat wäerte kontraktuell Investissementer just nach mam Quart-taux besteiert ginn. Mat direkte Participatiounen kënnen dës jo souwiesou ganz steierfräi sinn. Wéi kann et also sinn, dass dat näischt kascht, Här Minister?

A wann et wierklech näischt soll kaschten, also just eng minimal Unzuel u Leit betrëfft, huet et dës Adaptatiounen da wierklech gebraucht? Ass hei eng Evaluatioun gemaach ginn am Virfeld? Et kann an eisen Aen net sinn, och aus Respekt, aleng aus Respekt par rapport zum Parlament, dass hei einfach Steuerentlaaschtungen ënnert dem Deckmantel vun der Attraktivitéit vum Land gemaach ginn, ouni dann ze soen, wéi eng Repercussiounen dat op eis Staatsfinanzen huet.

Eis Suerg ass, dass mer hei de falschen Akzent setzen. An da si mer erëm bei der ziviliséierter Gesellschaft. Mir huelen eis déi budgetär Mëttelen, fir eng Politik ze maachen, déi en attraktiven a liewenswäerte Kader net nëmme fir héich spezialiséiert Finanzexperte schafft, mee fir jiddereen. Mir riskéieren och, wéi gesot, eng Zwouklassegesellschaft ze schafen, wou Verschiddener manner Steiere bezuelen, wuel och nëmmen eng limitéiert Zäit hei bleiwen a sech net wierklech concernéiert fille vun deem, wat am Land geschitt.

Dir sot mer: „Bon, dat do gëtt et och an anere Länner, dee Carried Interest.“ Jo, mee Verschiddener si schonn amgaangen, e bëssen domat zrëckzegoen. England zum Beispill huet säin Non-domiciled-Residents-Regimm seriö limitéiert an och aner Länner si méi restriktiv bei deem Carried Interest.

An dann, Här President, ass do e leschte Punkt, deem eis fundamental stéiert bei dësem Projet de loi. Dir sot ëmmer, Här Minister, fir ze justifiéieren, dass et keng Abusen hei soll ginn, e bëssen en boutade, dass dat hei net fir d'Sekretärin ass, mee just fir d'Fongemanageren. Am Kloertext: Mir valoriséieren d'Aarbecht vun engem Fongemanager oder Direkter net nëmme méi, andeems se e Multipel vun der Sekretärin kréien, mee mir ginn och nach hin, dës Kéier als Staat, a ginn hinnen e steierleche Rabatt, deem den Elektriker, d'Infirmière oder eeben d'Sekretärin net ka kréien, fir nëmmen e puer essentiel Beruffer ze nennen, deene mer virun net allze laanger Zäit um 20.00 Auer owes geklappt hunn.

Une voix | Très bien!

M. Franz Fayot (LSAP) | Dat ass net trivial. Et ass e fundamentale Problem an eise Gesellschaften. Et huet mat Unerkennung vun der Aarbecht ze dinn, mam Stellwäert vun deem, wat déi eng an déi aner zur Gesellschaft bäidroen. Mesüre wéi dës sinn am Fong e Schlag an d'Gesicht vun all deenen, déi vun hirer Aarbecht liewen an net vun der Performance vun hiren Investissementer.

An aus all deene Grënn, Här President, léif Kollegeinnen a Kollegeen, wäert meng Fraktioun dëse Projet net matstëmmen. Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Fayot. D'Wuert huet elo den Här Fred Keup. Här Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Dir Damen an Dir Hären, léif Kollegeen, ech gesinn dat hei elo net als Schlag an d'Gesicht vu Leit, déi schaffen. Au contraire, ech gesinn et als Virdeel fir eis allegueren, an eebe grad och hei am Land, ...

M. Franz Fayot (LSAP) | Et rassuréiert mech ëmmer, Här Keup, wann Dir esou Saache sot.

M. Fred Keup (ADR) | ... fir Leit, déi schaffen, a Leit, déi net schaffen.

M. Claude Wiseler, Président | Wannechgelift!

M. Fred Keup (ADR) | Ech wollt awer am Ufank och ...

M. Tom Weidig (ADR) | Dir hutt keng Anung vun Investment!

(Interruptions)

M. Fred Keup (ADR) | ... Merci soen dem Här Mosar an och dem Här Bauler, déi déi Saach och ganz gutt erkläert hunn. An ech wëll och hei net weider déifgräifend an d'Detailer agoen.

Ech wëll allgemeng hei soen – fréier huet een dat iwwert d'ARBED gesot, haut seet een et iwwert d'Finanzplaz –: Wann d'Finanzplaz den Houscht kritt, dann néitscht d'ganz Land. Ergo, wann et der Finanzplaz gutt geet, da geet et och dem Land gutt an da geet et de Leit gutt. D'Finanzplaz ass haut Staatsräson hei zu Lëtzebuerg, ouni déi mir hei guer net méi funktionéiere kënnen. An dat Geld, wat do erakënn – an dat mécht e ganz groussen Deel vum Geld aus, wat erakënn –, dat kënne mir jo och ausginn, fir dass d'Leit hei am Land an d'Land kënne profitéieren a mir allegueren. An all déi sozial Ausgaben, déi de Staat ënnerhält, déi wiere jo och guer net méiglech ouni eis Finanzplaz. An duerfir verteidege mir natierlech eis Finanzplaz ganz, ganz konsequent.

Hei geet et ëm gewësse Virdeeler, déi kommen, fir méi kompetitiv ze ginn, fir eng Finanzplaz ze hunn, déi mathale kann an engem Ëmfeld, wou d'Konkurrenz ëmmer méi staark gött. An dat ass gutt esou.

Elo kann een natierlech eis als ADR virwerfen: „Jo, mee dat do féiert derzou, dass Leit op Lëtzebuerg gezu ginn. Dir sidd dach géint Wuesstum. Wéi kënnt Der dat doten dann elo matstëmmen?“ Do soen ech ganz kloer: Nee, dat hei bréngt genau dee Wuesstum, dee mir prioriséieren: e qualitative Wuesstum, ...

M. Sven Clement (Piraten) | Just géint aarm Auslänner! Just géint aarm Auslänner!

M. Fred Keup (ADR) | ... dee wéineg Leit vill bréngt, wat dann och natierlech deene méi Aarmen oder Leit, deenen et net esou gutt geet hei am Land, zegutt-kënn. Iergendwou mussen d'Sue jo hierkommen. Well wa keng do sinn, da kënnt Der och keng verdeelen.

Voilà, duerfir ass dat heiten de richtege Wee a mir stëmmen dat mat. Ech soen Iech Merci.

M. Dan Hardy (ADR) | Ganz gutt!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Déi nächst ageschriwwen Riednerin ass d'Madamm Sam Tanson. Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Ech sinn ëmmer iwwerrascht, wéi d'Partei vun de sougenannte „klenge Leit“ fir d'Großkapital hei asteet.

M. Fred Keup (ADR) | Déi profitéieren dervun, Madamm Tanson!

(Interruptions)

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Natierlech! Ech weess zwar net, wou ...

M. Tom Weidig (ADR) | Dat ass komplett falsch! Liest mol mäi Buch doriwwer!

(Hilarité)

M. Sven Clement (Piraten) | Op Däitsch.

(Coups de cloche de la présidence)

M. Claude Wiseler, Président | Sou, d'Madamm Tanson huet d'Wuert, wannechgelift!

M. Tom Weidig (ADR) | Nee, et ass op Englesch.

M. Claude Wiseler, Président | Här Weidig!

Mme Sam Tanson (déi gréng) | An natierlech ass et och ëmmer interessant ze gesinn, wat fir Iech eng gutt an eng schlecht Immigration ass a Wuesstem. Mee ech mengen, dorëms geet et haut net.

Wéi ech mer nach eng Kéier alles ugekuckt hu fir haut, hunn ech mer geduecht: Am Fong vergeet mëttlerweil – an dat geet jo e bëssen an déi Richtung, déi den Här Mosar gesot huet, ech si just mat der Konklusion vläicht net onbedéngt ëmmer averstanen – bal keng Plenië, an där mer hei net iergendwellech Steiervirdeeler fir iergendwellech Kategorie vu Leit zur Debatt hunn. An ech fannen, dass dat eng Richtung ass, déi net déi ass, déi am Sënn vun enger gerechter Gesellschaft ass, an déi och net déi ass, déi am Sënn vun nohaltege Staatsfinanzen ass.

Hei ass erëm eppes, wou mer net de Käschtpunkt wëssen. Ech hat Iech d'Fro gestallt an der Kommission. Do hutt Der gesot, et hätt eigentlech keen, well am Fong déi aktuell Mesur jo och net weider een hätt. Dat heescht, doraus schléisst Dir jo och, dass dat net wierklech gegräff huet. An dann erëm deen übleche Gedanken, dass een, wann een dat heite mécht, jo da Suen erakritt, well een dann doduerjer Leit unzitt.

Ech denken awer, dass virun allem an enger Zäit, wou d'Gerechtkeetsfro sech ëmmer méi stellt, wou ëmmer méi Leit d'Impressioun hunn, si hätten den Zuch verpasst, et géing net u si geduecht ginn, a wou een da gesäit, dass Leit, déi ganz héich Revenuen hunn, déi extreem héich Formatiounen hunn, déi hei kéinte schaffen, zu London kéinte schaffen, zu Dublin kéinte schaffen, zu Paräis oder Frankfurt kéinte schaffen, dann heihinner kommen an – de Franz Fayot huet et virdrun exzellent gesot – bedeitend manner, wann iwwerhaupt, besteiert gi par rapport zu enger Persoun, déi hei fir den Zesammenhalt vun der Gesellschaft all Moien opsteet, déi hei mécht, dass mir als Land kënne funktionéieren, ech verstinn, dass et do Ongerechtkeetsgefiller gött, an ech fannen et net positiv, dass mer déi mat ëmmer weideren Nischen, ëmmer méi engem Ausbreede vun esou Dispositionen ënnerstëtzen.

Elo sot der mer: „Jo, mee dat gött et jo schon. Dat gouf et schon 2013.“ Jo, an och 2013 huet de François Bausch hei op deser Plaz sech ganz kritesch gewise par rapport zum Carried Interest. De Gesamttext war matgestëmmt ginn, well et eng Transposition vun enger Direktiv war, mee hien huet och d'Gerechtkeetsfro schon deemools an de Raum geworf. An ech denken, si ass haut nach vill méi pertinent, wéi se 2013 war, well ee gesäit, dass déi Räich ëmmer méi räich ginn an déi Aarm ëmmer méi aarm. An ech denken, dass dat eis net kann egal sinn.

Dat anert, wat eis wierklech interpelléiert, an ech sinn do ganz beim Franz Fayot, dat ass de Fait, dass och net gekuckt ginn ass: „Wat war den Impakt dovun? Wat huet et reelle bruecht?“, éier mer elo higin a mir perenniséieren a mir weiten aus. Et gött net gekuckt: Ass et pertinent? Ass et wierklech sënnvoll?

Dir, Här Finanzminister, als Rapporteur vum Budget 2012, hat gefuerdert, datt de Käschtpunkt vun all

deene verschiddene Steierreduktiounen an de verschiddene Beräicher soll reegelméisseg an transparent opgeléicht ginn, wat haut an enger Annex vum Budgetgesetz effektiv gemaach gött, mee eeben ouni ze kucken, awéifern de Käschtpunkt gerechtfertegt ass. De François Benoy hat sech a sengem Rapport 2021 och derfir ausgeschwat, déi verschidde Steiervirdeeler reegelméisseg op hir Effikassitéit a Proportionalitéit hin ze evaluéieren.

Ech deposéieren duerfir och haut eng Motioun, déi an déi dote Richtung geet, well ech der Meinung sinn, dass et jo vill méi wäit geet wéi just dee Punkt, iwwert dee mer haut debattéieren, an dass mer wierklech en Interêt drun hunn, e bessert Bild ze kréie vun der Evaluatioun, dem Coût an den Effekter vun all den Dépense-fiscallen, déi mer hunn. Ech weess och, dass dat keng einfach Aarbecht ass. Ech froen och dowéinst, dass dat fir den Exercice 2028 soll gemaach ginn.

Motion 2

« relative à l'évaluation des effets et de la proportionnalité de certaines dépenses fiscales »

La Chambre des Députés,

considérant que

– les dépenses fiscales constituent un instrument important de la politique fiscale de l'État et entraînent des pertes de recettes qui sont chiffrées dans le cadre de la procédure budgétaire ;

– dans le rapport parlementaire relatif au projet de loi budgétaire pour l'exercice 2012, il avait été proposé d'établir périodiquement un inventaire des dépenses fiscales afin d'en mesurer l'ampleur et l'impact budgétaire, ainsi que de s'interroger sur la raison d'être de certaines d'entre elles ;

– le rapport du projet de loi budgétaire pour l'exercice 2021 constatait que, malgré l'identification des dépenses fiscales, une évaluation de leur utilité et de leur efficacité au regard de leur coût ne se faisait pas de manière systématique dans le cadre de la procédure budgétaire ;

– le Conseil d'État a souligné à plusieurs reprises l'intérêt d'évaluer les dépenses fiscales afin de déterminer si elles ont effectivement produit les effets envisagés lors de leur introduction et si le coût qui y est associé est proportionné ;

– le maintien ou non d'une dépense fiscale relève d'un choix politique, mais que ce choix gagne à être pris sur la base d'informations complètes et transparentes ;

– plusieurs dépenses fiscales ont été introduites ou étendues ces dernières années ;

– considérant en particulier :

- la prime dite prime participative, en vigueur depuis l'année d'imposition 2021,
- la prime jeune salarié, en vigueur depuis l'année d'imposition 2025,
- la prime locative accordée par les employeurs à leurs salariés pour la location d'un logement occupé à titre de résidence principale, applicable à partir de l'année fiscale 2024,
- le régime fiscal des impatriés, applicable à partir de l'année fiscale 2025,
- le crédit d'impôt start-up, applicable à partir de l'année fiscale 2026,
- le régime fiscal des « carried interest », introduit en 2013 et étendu à partir de l'année fiscale 2026,

invite le Gouvernement à

– procéder à une évaluation du coût et des effets des dépenses fiscales précitées ;

– évaluer, pour chacun de ces dispositifs, si les effets observés correspondent aux objectifs poursuivis lors de leur introduction et si le coût budgétaire y associé est proportionné ;

– présenter à la Chambre des Députés, au plus tard lors du dépôt du projet de loi budgétaire pour l'exercice 2028, un rapport synthétique reprenant les conclusions de ces évaluations.

(s.) Sam Tanson, Joëlle Welfring.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Mir wäerten op alle Fall deen heite Projet net matdroen. A mir sinn och der Meinung, dass mer alleguerter gutt géngen drun doen – jo, d'Finanzplaz ass wichteg, jo, déi Leit op der Finanzplaz si wichteg –, och ze consideréieren, dass mer Dausenden, Zéngdausenden aner Leit hei am Land hunn, oder Leit hei am Land hunn, déi all Dag iwwert d'Grenz heihinner schaffe kommen, déi net déi selwecht Méiglechkeeten hunn, déi net déi selwecht Revenuen hunn, an dass et net d'äerf herno esou ausgesinn oder esou wirken, wéi wa mer déi géngen op der Säit loossen.

Merci.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Sven Clement. Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegen, ech kann d'Spannung direkt virewechhuelen: Mir hunn an der Kommissioun scho géint de Rapport gestëmmt a mir wäerten och haut ganz kloer géint dëse Gesetzesprojekt stëmmen, ...

Plusieurs voix | O!

M. Sven Clement (Piraten) | ... well mam Projet soll de Regim vum Carried Interest fir Fongegestioniärer geännert ginn.

Mee wat proposéiert dat Gesetz? Carried Interest, dat kléngt schonn direkt esou no „komplizéiert an et versteet keen, ëm wat et wierklech geet“. Dofir, kommt, mir iwwerleeë mol eng Kéier, wat mer konkret hei änneren.

D'Gesetz proposéiert, enger Handvoll vun héich qualifizéierten an héich bezuelten – haut schonn héich bezuelten – Finanzprofilen en immens favorable Steuersaz op hir Superperformanceprimmen ze ginn. Do si ganz vill Wieder dran, déi ee scho kann auserneplécken: Super-Performance-Primmen. Dat heescht, si gi scho gutt bezuelt, si kréien eng Primm, well et nach besser gaangen ass, wéi se geduecht haten, an op déi Primmen, déi soss keen am Land ka kréien, well en, egal wéi vill e schafft, ni esou e Bonus wäert kréien, solle se dann nach vun der Allgemengheet eng zousätzlech Kiischt op de Kuch gesat kréien. An dat soll belount ginn.

Den normale Steuerzueler op där anerer Säit, dee muss brav seng Steiere bezuelen. An déi Räich, déi kréien e Steuerkaddo derbäi. Mir froen eis: Wou bleift do d'Gerechtigkeit? Dëse Gesetzesprojekt ass just ee weidert Beispill vun enger Politik, déi systematesch Kapital a grouss Fortune favoriséiert.

A jo, mir hunn haut schonn eng ganz Rei vu steuerleche Virdeeler fir de Finanzsektor. An elo kënn nach dësen derbäi.

D'Salariatskummer seet et an et passt relativ gutt. Well de Spriecher vun der CSV gëscht hei den C am Numm erëmentdeckt huet, wëll ech dann awer e klengt Bibelzitat matbréngen.

Une voix | A!

M. Sven Clement (Piraten) | „Denn wer viel hat, der bekommt noch mehr dazu, ja, er wird mehr als genug haben! Wer aber nichts hat, dem wird selbst noch das Wenige, das er hat, genommen.“ Och wann ech soss kee ganz bildeste Mensch sinn, esou ass dës Passage awer duerchaus passend hei. Déi Räich kréien ëmmer méi Virdeeler, während normal Aarbechterinnen an Aarbechter hir eegle Steuerreform vun 2028 elo scho virfinanzéieren duerch d'Netupassung vun de Barëmen – wou doriwwer eraus dann och nach onkloer ass, wéi se da laangfristeg soll finanzéiert ginn. An heimadde, mat deem Gesetz, wat haut gestëmmt gëtt, gëtt d'Finanzéierung vun der Steuerreform 2028 nach méi komplizéiert.

An da behaupt d'Regierung, dës Gesetz géif keng Käschte verursaachen. Dat stëmmt net! Wann e Revenu, deen haut mat 45 % besteiert gëtt, an Zukunft just nach mat 11,45 % besteiert gëtt, da bedeit dat zwangseefeg manner Sue fir de Lëtzeburger Staat. Et kann een net soen, dass dat net en implizite Käschtefaktor ass. Dat ass einfach Mathematik. An dës Sue feelen do, wou mer se wierklech brauchen.

A jo, eis ass bewosst, dass d'Finanzplaz wichteg fir eis Ekonomie ass. Awer muss een dofir ëmmer méi Faveuren un eng kleng Elit verdeelen? Muss een dofir d'Solidaritéit an d'Steierlech Gerechtigkeit opginn? Dës Gesetz schafft keng nei Aarbechtsplazen. Et bréngt keng Innovatiounen. Et verbessert näischt fir déi grouss Majoritéit vun eise Biergerinnen a Bierger. Et ännert genau eppes: Et verstärkt d'Inegalitéiten an eiser Gesellschaft. Mir hunn zu Lëtzebuerg haut schonn eng grouss Inegalitéit bei de Verméigen a parallel dozou en héijen Taux vu Working Poor. Mat esou Gesetzter gëtt dat nach verschärft.

Mir schafen eng Zweek-, nee vläicht souguer eng Dräi-Vitessé-Gesellschaft: déi Superräich, mat all den Avantagen, de Mëttelestand, deen d'Steierlaascht dréit, an dann déi Leit ganz ënne mam Mindestloun, déi duerch de Raster falen an als Bittsteller Hëllef mussen ufroen, fir iergendwéi nach iwwert d'Ronnen ze kommen, well mer incapabel sinn, se ze automatiséieren.

Et geet hei net ëm Konkurrenzfähigkeit. Et geet ëm d'Fro: Wéi eng Gesellschaft wëlle mer? Eng, wou jidderee säi fairen Undeel bezilt? Oder eng, wou déi Räich ëmmer méi Virdeeler kréien?

Mir fuerderen: Wann een esou Faveure wëll ginn, da muss ee se éischtens éierlech evaluéieren. Wéi vill Steiergelder ginn do wierklech verluer? Zweetens muss ee sech froen, ob dat wierklech dem Allgemengwäert déngt. An drëtten misst een op d'mannst e Gläichgewicht schafen tëschent Attraktivitéit a Gerechtigkeit. Dat maache mer mat deem virleiende Gesetz a kengster Hisiicht! An dofir kënnen mir dat Gesetz hei net matdroen a mir wäerten dergéint stëmmen.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Dann huet den Här David Wagner d'Wuert. Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Et ass jo schonn e puermol erkläert ginn, wourëms et hei geet. An et sinn eeben och ëmmer relativ komplizéiert kléngend an an der Technizitéit och relativ komplizéiert Projet-de-loien, déi meeschtens aus dem Finanzministerium erauskommen. Mee u sech kënn et schlussendlech ëmmer op dat selwecht eraus, mam Argument: „Dat ass gutt fir d'Finanzplaz, also ass et gutt fir jiddereen“, et cetera. Dorobber fällt u sech a

leschter Zäit kee méi eran, ausser d'ADR. Mee dat ass hiren Niveau. Mee a Wierklechkeet, ...

M. Tom Weidig (ADR) | Mir kennen eppes vu Finanzen.

(Interruptions)

M. David Wagner (déi Lénk) | A Wierklechkeet geet et jo och drëms, dass Leit hei zu Lëtzebuerg, déi sech schonn domm an dämlech verdéngen, nach weiderhi Steuerkaddo gemaach kréie vum Staat. An et ass vu ville Virriedner scho gesot ginn: Dat muss een en parallèle setze mat deenen Zéngdausende vu Mënschen, déi hei schaffen, ob se hei liewen oder als Frontalier, an déi et ëmmer méi schwéier hunn, fir iwwert d'Ronnen ze kommen, zemoos wa se hei liewen a musse Loyere bezuelen, géint deenen hir Héicht näischt gemaach gëtt.

Also, et geet net ëm d'Finanzplaz, et geet ëm d'Happy Few, also déi Manager vun den alternative Fongen, déi och net jidderee kann esou verwalten. Dat si schonn alternativ Fongen, fir dass gewësse spezifesch Mënschen, wa se bis Surbeneficë maachen, Superbeneficë maachen, méi wéi dat, wat virun och nach ofgemaach gëtt, och nach kënnen duerno deelweis oder komplett, ganz steierlech exoneréiert ginn.

Et stellt sech eng ganz Rëtsch Froen. Och d'Chambre des Salariés seet ganz kloer, mir müssen eis awer iergendeng Kéier d'Fro stelle vun der Égalité devant la loi an der Égalité devant l'impôt, vun der Proportionalitéit. Well ech mengen, vun deene Steiergeschenker kënnen normal schaffend Leit net an deem Mooss profitéieren.

Den Här Clement huet virun den Evangelium nom Matthäus zitéiert, wat d'Chambre des Salariés och mécht, well jidderee kënn direkt dorobber: Deen, dee scho vill huet, dee kritt nach méi. An dat ass u sech d'Politik vun der CSV/DP/ADR-Koalitioun, déi mer hei ...

(Interruption)

... zënter zwee Joer hunn, also d'Politik vum Grousskapital. Dat muss ee ganz einfach soen!

An et ass och interessant ze gesinn, dass fir eng Kéier mol d'ADR seet: „Jo, mir müssen eebe Leit unzéien.“ Déi Leit, déi d'ADR hei wëll unzéien, ...

M. Sven Clement (Piraten) | Nëmme räich Wäisser.

M. David Wagner (déi Lénk) | ... dat si räich a wäiss Leit, soss keng! An all déi aner Leit, jo, ...

M. Dan Hardy (ADR) | Wat e Quatsch!

(Interruption par M. Tom Weidig)

M. David Wagner (déi Lénk) | Jo, haaptsächlech räich. Domadder sidd Der averstanen.

Awer all déi aner Leit, déi hei zu Lëtzebuerg schaffen, haart schaffen ... Do mierkt ee jo bei esou engem Projet de loi, wéi einfach a séier et ka goen, fir deene Steuerkaddo ze maachen, déi schonn immens vill hunn, a fir déi och nach heihinner unzézéien, wéi séier a wéi einfach dat ka goe par rapport zu dem Beispill enger Mindestlounerhéijung fir déi haart schaffend Leit hei zu Lëtzebuerg. Do ass et komplizéiert. Do muss een oppassen. Oh là là, mir wëssen net, ob dat gutt ass fir eis Wirtschaft. Do muss een awer ganz vill Etüde maachen, et cetera, et cetera. Mee bei deem heite Projet de loi, do geet et ganz séier. Et ass zwar keng Niegekeet, dass si mer gewinnt.

Et ass och zu Recht gesot ginn: Dat heiten ass ee Projet de loi spezifesch, mee dee muss ee cumuléiere mat anere Projet-de-loien, déi reegelméisseg kommen. An et ass wierklech schwéier, och fir d'Effentlechkeet an, ech verstinn dat och, fir d'Press,

fir ëmmer nozekommen, wat do an deem Finanzministère allkéiers proposéiert gëtt, wat och an der Finanzkommissioun diskutéiert gëtt, well et ass immens technesch. Mee et gëtt jo immens vill Gesetzgebungen, déi scho räich Leit bevurdelegen hei zu Lëtzebuerg: d'Fro vun den Impatriéierten, vun de Prime-participativen, vun den Demi-dividendes, et cetera, et cetera. Dat ass eng Unhäufung vu rësege Steierkaddoen u fortunéiert Leit, déi hei sinn oder hei nach sollen ugezu ginn, déi net esou essenziell si fir d'Finanzplaz, mee déi duerno schlussendlech awer och zum Beispill – wie weess? – derzou bäidroen, datt d'Immobiliebull hei zu Lëtzebuerg relativ héich bleift. Well déi kënne sech warscheinlech och Immobilie kafen, déi hei Leit, déi normal schaffen, sech guer net kafe kënnen.

Dat alles an engem Kontext vun enger Regierung, déi sech awer och net scheit ..., well wann et ëm schaffend Leit geet, also déi, déi wierklech de Räichtum hei produzéieren, majo, déi ginn awer gutt drangsaléiert. Fir d'éischt emol sinn d'Kollektivverträge a Fro gestallt ginn. Bon, dat ass vum Dësch glécklecherweis. Mee duerno ... Bon, dat sinn och déi Leit, déi sonndes nach méi schaffen goen, haart schaffen goen. Déi kréien och nach ëmmer keng Erhéijung vum Mindestloun, well meeschtens si se op deem Niveau. Dat sinn och all déi Leit, déi mussen deemno wéi bis aacht Méint méi schaffen goen, dat heescht méi laang mussen waarden, fir an d'Pensioun ze goen, et cetera. Dat sinn d'Kaddoen, déi déi schaffend d'Leit gemaach kréie vun dëser Regierung. Dat heescht: méi schaffen, méi laang schaffen, awer net méi verdéngen. Par konter déi, déi profitéieren, déi, déi u sech och spekuléieren, déi kréien nach Steierkaddoen hei vun dëser Regierung gemaach.

Selbstverständlech wäerte mir och dergéint stëmmen. Léif Regierung, ech wier net stolz dorobber, e Projet de loi mussen duerch d'Chamber duerchezouze just mat de Stëmme vun der ADR.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Här Weidig, Dir wëllt eng Fro stellen.

M. Tom Weidig (ADR) | Jo, Dir hutt eis dat jo elo erkläert.

M. Claude Wiseler, Président | Ech wëll froen, wien Der wëllt eng Fro stellen.

M. Tom Weidig (ADR) | Jo, dem Här Wagner.

M. Claude Wiseler, Président | Här Wagner, huet Der déi Fro un? Dir musst net. Dir kënnt.

M. David Wagner (déi Lénk) | Wann et eng Fro ass, jo.

M. Claude Wiseler, Président | Da stellt Är Fro.

M. Tom Weidig (ADR) | Jo, Dir schwätzt hei dovun, datt d'Grousskapital profitéiert an esou weider. Dat ass einfach net richtig. Ech hunn e Buch geschriwwen iwwer Venture Capital a Private Equity Fund Investments, an do geet et och vill iwwer Carried Interest. An dat ass net d'Grousskapital, wat do profitéiert.

(Interruption)

Dat sinn déi Experten, déi a Firmen investéieren an déi no 5, 10 Joer, wann d'Firmen nees verkaaft ginn, en Deel vum Profit kréien.

An ech wollt Iech da froen: Kënnt Der eis dann erklären, wéi dann d'Grousskapital do soll profitéieren, wann et wierklech Experte sinn, Investmentexperten, déi 5, 10, 15 Joer um Peak vun hirer beruflecher Karriär sech do investéieren an dann en Deel vum Profit

kréien, wéi Der déi als Grousskapital kënnt labelen? Kënnt Der eis dat erklären? Well ech verstinn et nämlech net.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Weidig. Här Wagner.

(Interruption et hilarité)

Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Ech weess net, ob ech dem Här Weidig seng Bicher misst liesen.

(Interruption par M. Sven Clement)

Mee wann déi Leit Experte sinn, sou wéi den Här Weidig dat ëmmer versteet, wat en Expert ass, da muss ech nach méi drun zweifelen. Mee de Problem ass, Här Weidig, déi dote Leit, déi mer unzéien, déi verdéngen scho prinzipiell immens vill. Elo, wat geschitt? Si verdéngen nach méi, op Käschte vun eisem Staat.

Dat ass dat, wat d'ADR ënnerstëtzt. An domadder musst Dir eebe liewen. An ech mengen, Dir sidd permanent amgaangen, Iech ze entlarven, datt Dir u sech d'Partei sidd vum décke Fric.

M. Sven Clement (Piraten) | Très bien!

Plusieurs voix | O!

M. Fred Keup (ADR) | Jo, Fric fir jiddereen!

(Coups de cloche de la présidence)

M. Claude Wiseler, Président | Sou, wannech gelift! Elo ass d'Lëscht vun de Riedner ofgeschloss.

Dann huet d'Regierung d'Wuert. Här Finanzminister. 15 Minuten.

Prise de position du Gouvernement

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Merci, Här President. Merci, Dir Dammen an Dir Hären, alle guerten den Intervenante fir déi animéiert Diskussioun, wou ech natierlech jiddwerengem säi Standpunkt respektéieren.

Eppes, wat ech net deelen, an ech soen dat ganz am Ufank: Wann ech elo d'Arithmetik zesummegezielt hunn, dierft dës Projet – hoffentlech – herno mat 40 vu 60 Volleksverrieder ofgestëmmt ginn. Dat ass zwee Drëttel vun de Leit, déi hei an der Chamber sëtzen.

Dass dës Projet net ondiskutéiert bleift, dat war mir bewosst vun Ufank un. Ech wëll dat awer an de richtige Kader setzen. Et ass e Projet, dee fir mech perséinlech – ech soen dat hei an der Effentlechkeet – indispensable ass, fir kuerz- a mëttelfristeg d'Finanzplaz ze stäerken.

Kuckt emol: Wa 7.600 Milliounen, ...

(Interruption)

... Milliarden, 7,6 Billiounen Suen zu Lëtzebuerg an eiser Fongenindustrie sinn, jo, déi kommen net hei wéinst der Musel, mat allem Respekt, déi kommen net wéinst eisem Wäin, wéinst eisem Béier a se kommen och net wéinst dem Éislek. Also mussen mer ier-gendeppes hei hunn, ...

(Interruption)

... wat d'Land attraktiv mécht an d'Fongepolz attraktiv mécht. An dat ass eeben e Reegeliwerk, dat an den 80er-Joren ugaangen ass, dat konsequent weidergefuert ginn ass a wat och mat engem Gesetzesprojet wéi deem hei weider gestärkt gëtt.

Dës Gesetzesprojet, deen ass jo och net nei. Mee dës Gesetzesprojet prezisiéiert e Regimm, dee schonns besteet, e gëtt Rechtssécherheet an e mécht et, jo, méi attraktiv.

An dës Gesetzesprojet, Dir Dammen an Dir Hären, dee setzt eigentlech eppes ëm, wat och eng fréier Regierung – an do war d'CSV net dra vertruuden! – sech op de Fändel geschriwwen hat, nämlech am Regierungsprogramm 2018 bis 2023. A wat stoung do dran? „Le Gouvernement évaluera le régime existant des ‚carried interest‘, pour déterminer si des améliorations seront nécessaires le cas échéant, dans le but d'attirer, au-delà de la domiciliation et de l'administration des fonds également la partie ‚front office‘ de la chaîne de valeur.“ Also, dat, wat eng Regierung sech op de Fändel geschriwwen hat 2018, dat setzt eng Regierung aus CSV an DP 2025 ëm!

Plusieurs voix | Très bien!

(Interruption)

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Dass mir dat ëmsetzen, dat féiert och net zu Ongerechtegkeeten. Mee mir setzen et ëm, well mer e Secteur stäerken, deen awer 1,36 Milliarden Euro d'lescht Joer eleng iwwert d'Taxe d'abonnement bruecht huet. 1,36 Milliarden Euro!

Et ass e Secteur, de Finanzsektor, dee 25 % vun onsem Bruttoinlandsprodukt schafft. Et ass e Secteur, Dir Dammen an Dir Hären, wou 75 % vun de Steueropkomme vun de Betriber iwwert d'Finanzplaz bezuelt ginn. An et ass vill vun Aarbechtsplaze geschwat ginn. Jo, de Finanzsektor, dat sinn 73.000 Aarbechtsplazen, Dir Dammen an Dir Hären. An et kommen der nach eng Kéier 73.000 sekundär Aarbechtsplaze ronderëmmer am Horesca an an anere Branchen extra do derzou.

Da gëtt gesot: „Dat hei ass en Zeeche vu Steuerongerechtegkeet.“ Steuerongerechtegkeet besteet, wa Leit, déi an där selwechter Situatioun sinn, ënnerschiddlech besteiert ginn. Wat ass dat hei? Hei si Leit, Fongemanager an déi Leit, déi an de Fongegesellschaften schaffen, aktiv schaffen, an déi derzou bäidroen, eng Surperformance ze realiséieren. Dat heescht, si kréie gesot: „Dir musst 8 % vun Ärem Fong als Wäertsteigerung hunn. A wann Der méi kritt, dann hutt Der en Interêt dorun, deen dann aneschtens besteiert gëtt.“

Jo, wann déi Leit, déi Suen op Lëtzebuerg bréngen, an den Här Mosar huet dat ganz am Ufank richtig ënnerstrach ... Déi spezialiséiert Press begreift dës Regimm. D'FT, d'„Financial Times“, déi huet beschriwwen: e Fongemanager, dee vu London op Lëtzebuerg kënnt. A wa mer Frontoffice hei hunn, dat heescht déi, déi an der éischter Rei sëtzen, d'Fongemanager, jo da bréngen déi automatesch Geld op Lëtzebuerg an déi bréngen och zousätzlech Aarbechtsplazen op Lëtzebuerg.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Déi schafen Aarbechtsplazen an engem Kontext, wou mer awer 6,2 % Chômage am Land hunn.

An da gëtt gesot: „Hei ass eng Regierung, déi mécht just eppes fir déi Déck.“ Dir Dammen an Dir Hären, ënnert dëser Regierung ass erstmaleg de Mindestloun steierbefreit! An ech sette mech derfir an, dass dee weiderhi steierbefreit bleift!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Dass en an d'Luucht geet!

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Ech sinn zoustänneg fir d'Besteuerung, Här Di Bartolomeo.

Plusieurs voix | A!

(Hilarité)

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Den zweete Punkt ass deen: Et gëtt hei vun de schaffende Leit

geschwat. Jo, déi Leit, déi déi Surperformance hei realiséieren, déi schaffen.

(Interruptions)

Jo, déi sëtzen net nëmmen do ze waarden, dass d'Bourse an d'Luucht geet. Déi schaffen!

M. Marc Goergen (Piraten) | Och déi aner Leit am Land schaffen!

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Jo, och déi aner Leit am Land schaffen. A genau dat ass jo, wat dës Regierung wëllt: ...

M. Marc Goergen (Piraten) | Déi bezuelen awer da méi Steieren.

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Dës Regierung wëllt déi schaffend Leit entlaaschten! Dat ass dat, wat mer gemaach hunn, andeem mer d'Steiertabell un d'Inflatioun uegipast hunn. An Dir wësst, dass proportionell am meeschten déi Kleng- a Mëttelverdénger dervu profitéieren.

An da wëll ech och emol eppes soen. Hei gëtt gesot – ech verstinn dat, ech respektéieren dat och –: „Déi kleng Verdénger, déi bezuelen, déi déck Verdénger, déi bezuelen näischt.“ En décke Verdénger, Dir Damen an Dir Hären, dee bezilt iwwer 45 % Steieren op all 100 Euro, déi e méi verdéngt. Och dat muss een awer eng kéier däitlech soen!

M. Sven Clement (Piraten) | Ausser op d'Surperformance.

Une voix | Genau!

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Da kommt Dir, Här Clement, op d'Individualiséierung. Ma Dir hutt de Projet. Dee läit do. Jiddweree bewäert deen, wéi e wëllt. Mee ech gesinn awer, dass an dem Projet iwwert d'Individualiséierung besonnesch déi schaffend Mëtt – an ech widderhuelen et nach eng kéier: déi schaffend Mëtt – wäert däitlech entlaascht ginn! Also, eng Koppel, déi zu zwee schaffe geet, 60:40 verdeelt, an 125.000 Euro versteierbaart Akommes huet, déi bezilt, wann déi Reform gestëmmt ass, ab 2028 5.200 Euro manner Steieren d'Joer. Dat sinn awer iwwer 400 Euro netto de Mount! Dat muss een awer mat soen.

Dat hei schreift sech also an an en Ekosystem, nämlech deen: Jo, dës Regierung, déi steet zu Kompetitivitéit. Jo, dës Regierung, déi steet zu enger Attraktivitéit vun enger Finanzplaz. Mee mir maachen dat net als Selbstzweck. Mir maachen dat, dass déi Attraktivitéit, déi mer zu Lëtzebuerg hunn, zum Benefiss ass, dass d'Wirtschaft sech dréit, dass de Sozialstaat sech dréit an dass mer virun allem déi sozial Leeschtungen, déi mer ubidden, an déi kann een awer wierklech net ënnerschätzen, kënne weiderhin héichhalen. An dat ass dat, wat mer mat deenen zousätzleche Recetten, déi dese Projet ganz sécherlech wäert schafen, och wäerte realiséieren.

Une voix | Très bien!

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Duerfir, Dir Damen an Dir Hären, kann ech verstoen, dass een dat hei ënnerschiddlech bewäert. Ech respektéieren dat. Mee et ass e Projet, deen an der Linn ass vun deem, wat fréier Regierung sech op de Fädel geschriwwen hunn, wat dës Regierung ëmsetzt, dat am Interess vum eise Land an dat och am Interess vum der schaffender Mëtt.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

(Brouhaha)

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Selbstverständlech sinn eng Rei Froen do. Ech géing

Iech elo bieten ... Selbstverständlech kënnt Der Är Froe stellen. Hei, wannechgelift e wéineg Rou, soss komme mer net derduerch! Ech géing bieten, dass déi Froe kuerz a prezis sinn an net nach eng kéier ganz Plädoyere sinn. Wie wëllt eng Fro stellen? Dat ass den Här Clement, d'Madamm Tanson, den Här Wagner op där Säit, den Här Fayot op där anerer Säit. Här Clement, fänkt Dir un.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. De Minister huet eis elo grad virgerechent, wat eng Famill a sengem Beispill géif netto méi kréie mat der Steuerreform, déi dann 2028 kënnt. Dat hei kënnt jo direkt: 400 Euro netto de Mount. Kann de Minister mer da confirméieren, dass een, deen haut 1 Millioun Surperformanceprimm kritt an haut 45 % Prozent Steiere muss bezuelen, also 450.000 Euro, an Zukunft just nach 115.000 Euro muss Steiere bezuelen, dat heescht, e Steierbonus vun 335.000 Euro d'Joer kritt oder ëmgerechent 28.000 Euro de Mount, wat substanzuell méi ass, wéi déi meescht schaffend Leit, a sécherlech déi schaffend Leit, déi en hei am Beispill genannt huet, iwwerhaupt am Joer verdéngen? Dat ass meng Fro.

Merci.

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Majo, ech kann Iech do eng einfach Äntwert ginn: Ech si frou, wann esou e Mënsch op Lëtzebuerg kënnt, well deen hu mer hei, well deen an Ärem Beispill mol 115.000 Euro Steiere bezilt, déi mer soss net hätten.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Sven Clement (Piraten) | Mee haut géif en nach 450.000 bezuelen.

(Interruption)

M. Claude Wiseler, Président | Madamm Tanson.

M. Marc Goergen (Piraten) | Gerecht ass et awer net.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Ech denken, et géing elo ganz vill ze soe ginn zu deem, wat Der elo hei gesot hutt an Ärer Interventioun, Här Roth. Mee ech sinn da brav an ech follegen dem President an ech stelle just meng Fro. Dir hutt gesot: „Dee Projet hei, dee wäert ganz vill bréngen.“ Duerfir meng Fro: Hutt Der eng Evaluatioun gemaach vun deem, wat am Moment en place ass? Wa jo, wat ass d'Resultat do der-vunner? A wéi kommt Der dorobber, dass dat heiten eis wäert ganz vill bréngen?

Merci.

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Majo, d'Äntwert ass ganz einfach: Déi Fro do schéngt sech jo déi Regierung virdrun, wou Dir Member waart, 2018 och gestallt ze hunn, well et war schliisslech en Deel vun Ärem Regierungsprogramm. Dir gitt jo net soen, ob ee sollt Frontoffice unzéien. Mir maachen dat mat deem Projet.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Stoung d'Evaluatioun dran, Här Minister?

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | An ech sinn iwwer... Dir waart also der Meenung, dass dat näischt bruecht huet. Mir sinn der Meenung, dass dat hei ...

(Brouhaha)

... eppes bréngt, fir eis Fongenindustrie weider ze stäerken. A wann ech déi positiv Kommentare kucken, déi an der Press an an anere spezialiséierte Revuë virdru waren, dann ass dat hei villversprechend. Heiansdo muss Der och Attraktivitéit hunn, fir dass Der nei Aktivitéiten unzitt. Dat ass dat, wat dës Regierung mécht. An dozou sti mer.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Jo, u sech si meng Froe scho gestallt ginn. Dat ass e bësse problemaatesch, ...

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner.

(Hilarité)

M. David Wagner (déi Lénk) | ... well ech wollt justement och vum Här Finanzminister wëssen, wéi vill méi e Manager vun esou engem Fong am Fall vun engem Superbenefice, jo, vun zum Beispill 1 Millioun oder drënner géif u Steiere gewanne par rapport zu enger Persoun, déi elo de Mindestloun steierfräi huet, wou mer wëssen, dass dat e ganz anere Montant ass, a wou ech dovunner ausginn, dass eng Persoun, déi fir de Mindestloun schafft, genausou vill schafft wéi een, deen e Fonds alternatif managet, mee awer d'Diskrepanz immens grouss ass.

An och d'Fro justement, déi d'Madamm Tanson gestallt huet: Dir behaupt, dat géif eppes bréngen, mee et berout op kenger eenzeger Evaluatioun. A mir géife gären eeben déi Evaluatioun kennen, déi net just an der internationaler Press gemaach ginn.

Merci.

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Selbstverständlech erkennt jiddwereen heibannen, net nëmmen déi Lénk, d'Aarbecht vu jiddwerengem, dee géint Loun a Gehalt schafft, a besonnesch vun deene Leit, déi op dem Mindestloun schaffen, un. A grad aus deem Grond, Här Wagner, huet dës Regierung mat deem Finanzminister derfir gesuergt, dass de Mindestloun steierfräi ginn ass.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | An dat muss een duerfir unerkennen.

M. David Wagner (déi Lénk) | Kënnt Der eis soen, wéi vill Euro dat sinn?

M. Claude Wiseler, Président | Wannechgelift, den Här Minister huet d'Wuert!

M. Sven Clement (Piraten) | Den Här Baum huet ëmmer gesot, dat wär scho laang net méi de Fall.

(Interruption par M. Marc Goergen)

M. Claude Wiseler, Président | Den Här Minister huet d'Wuert!

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Ech sinn houfreg dorobber, Member vun enger Regierung ze sinn, déi erstmaleg de Mindestloun steierfräi gemaach huet.

Plusieurs voix | Très bien!

(Brouhaha)

M. Claude Wiseler, Président | An dann ass déi lescht Fro vum Här Fayot. Här Fayot.

M. Franz Fayot (LSAP) | Jo, merci, Här President. Eng Remark an eng Fro: Dir hutt den Accord de coalition zitiiert vun 2018, wou effektiv eng Evaluatioun drastoung vum Regimm vum Carried Interest, wou de Regimm net adaptéiert gouf. Bon, do gëtt et verschidden Erklärungen derfir. Dir hutt och eng Partie Evaluatiounen an Ärem Accord de coalition stoen. Da kucke mer dann duerno an e puer Joer, wat dobäi erauskomm ass, op all deene Punkten. Ech sinn iwwerzeegt, dass mer do och eng Partie Saache fannen, wou Der net geliwwert hutt.

Deen zweete Punkt ass: Dir schwätzt vum Attrait vu Frontoffice-Leit hei zu Lëtzebuerg. Dat ass net nei. Mir hunn net eréischt säit Dir an der Regierung sidd

eng Fongenindustrie. An et ass och net säit gëschter, wou mer probéieren, Leit aus dem Frontoffice hei unzeéien.

Mee dat bréngt mech zréck op déi Fro vum Impact-assessment oder vun der Evaluatioun: Hutt Der Iech Gedanken gemaach par rapport zu deene Fongemanager, déi schonn hei sinn, déi mer effektiv fäerdegbruecht hunn, op Lëtzebuerg ze zéien, oft duerch Koinvestissementer mam Lëtzebuerger Staat? Well dann ass ee sécher, wann dat eng Konditioun ass, dass dee Fong e Manager heihinner schéckt, fir dass Lëtzebuerg koinvestéiert. An dat hu mer gemaach zum Beispill am Beräich vum Ministère de l'Économie. Da fonctionéiert et.

Dat mat de Steiermesüren ass vill méi onsécher. An do wéilt ech gär wëssen, ob Der Iech do op d'mannst Gedanken gemaach hutt par rapport zu deem Track-record, dee mer hu mat verschiddene Fongen, wou mer Frontoffice-Leit hei hunn, wat fonctionéiert a wat net fonctionéiert, ier Der decidéiert hutt, dee Carried-Interest-Regimm esou ze amendéieren, wéi Der dat elo gemaach hutt.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Fayot. Här Minister.

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Merci, Här Fayot. Also, et ass net ëmmer esou, wann ee Steieren erhéicht, dass dat onbedéngt zu méi Steiere féiert. An dat bescht Beispill hunn ech Iech virdru genannt. Ech weess, dass och grouss Kritik war, wéi mer am Ufank decidéiert hunn, déi sougenannten ETF-Fongen insgesamt steierbefreit ze maachen. Et ass gesot ginn, do géife Milliounen, wann net Honnerte Milliounen, manner Taxe d'abonnement erakommen. D'lescht Joer ass d'Taxe d'abonnement eleng iwwer 5 % an d'Luucht gaangen, obschonn déi ETFen insgesamt vun der Taxe d'abonnement befreit waren.

Den zweete Punkt ass deen: Mir hunn net vill Front-office zu Lëtzebuerg. D'Lëtzebuerger Fongenindustrie funktionéiert, well se haaptsächlech Administratioun mécht, well se Domiciliatiounen mécht. Mee mir brauchen déi grouss Fongemanager zu Lëtzebuerg, well déi och weidere Business op Lëtzebuerg zéien. Indirekt ass gesot ginn, dass verschidde steierlech Ännerungen an anere Juridicitiounen gemaach goufen. Dat ass zum Beispill London, dat ass och Mailand. A fir kompetitiv ze bleiwen, musse mer dese Regimm maachen.

Ech ginn Iech awer op eppes Recht, an duerfir war ech selwer Demandeur derfir: dass déi Motioun deposéiert ginn ass, fir dass een no zwee Joer, dat sinn also 24 Méint, eng Evaluatioun vun dem System mécht. Ech sinn dee Leschten, deem en Zack aus der Kroun fält, wann hei Abuse wieren a wann hei Leit géife vun engem System iwwerméisseg profitéieren, fir déi deen net geduecht war.

Duerfir hu mer iwwregens och mat guddem Grond dem Conseil d'État, also dem Staatsrot, sengem Avis Rechnung gedroen a gekuckt, de Champ d'application, dat heescht d'Uwendungsgebit vum dëser Gesetzgebung, esou prezis wéi méiglech ze schafen, fir dass mer eeben Abusen evitéieren, fir dass mer net an eng Situatioun kommen, déi fréier bei de Warrante war, déi och gutt geduecht waren, fir Leit, déi Risikoën droen, steierlech domadder ze entlaaschten, an herno huet d'hallef Industrie dervu profitéiert. Dat wëlle mer hei evitéieren. An ech ginn och der Chamber e Verspriechen, dass mer, sollt et hei zu gréisseren, ongerechtferdigten Abuse kommen, dann déi Gesetzgebung hei wäerte preziséieren, fir dat aus dem Wee ze schafen.

Mee fir e genauen Impactassessment ze maachen, fir ze soen: „Wat bréngt dat do? Wat verléiere mer

gegebenefalls op anere Plazen?“, do soen ech Iech ganz éierlech: Dat kann ech Iech haut, zesumme mat der geballter Kompetenz vun den Administratiounen vun dem Staat, net genau preziséieren. Dat soen ech esou éierlech, well alles aneschtens wier reng Spekulation.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Här Mosar.

M. Laurent Mosar (CSV), rapporteur | Jo, Här President, ech wollt eng Prezisioun ginn a froen de Minister, ob ech mat menger Prezisioun richtig leien.

(Hilarité)

Ech hunn nämlech hei erstaunlech ...

M. Claude Wiseler, Président | Här Mosar, ganz kuerz, wannechgelift!

M. Laurent Mosar (CSV), rapporteur | Jo, ganz kuerz, Här President. Ech wollt just nach eng Kéier hei froen, ob ech do richtig leien. Dee System, dee Regimm vum Carried Interest, ech wëll dat nach eng Kéier widderhuelen, ass 2013 vu Gambia agefouert ginn.

Une voix | Neel!

M. Laurent Mosar (CSV), rapporteur | Dach, hei 2013 ass deen agefouert ... Bon, gutt, an deen ...

(Interruptions)

Nee, mee lauschtert vläicht! Dee Quart du taux, Här Fayot, deen existéiert elo schonn. Et war just, e war limitéiert, an e gëtt elo generaliséiert. Dat heescht, eigentlech ... An dat ass och eng Äntwert op d'Fro vum Här Clement. Den Här Clement huet gesot, déi hätte bis elo 45 % op hire Superbonusen. Dat ass net richtig. Déi hunn elo 22 oder 23 % bezuelt an et ass just, datt de Regimm elo verlängert gëtt. Mee de Regimm huet sech bestanen. Leien ech do richtig, Här Finanzminister?

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Ech géing dat da positiv formuléieren: Dir leit richtig, dass iwwert déi lescht zwielef Joer dee Regimm net ofgeschaaft gouf.

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Sou, et deet mer leed, mee den Här Mosar huet hei Saache gesot an d'Madamm Tanson ka se ...

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Vu dass de Finanzminister em d'Äntwert net wëll ginn, da soen ech Iech et: Dat ass net richtig, wat Der gesot hutt.

Une voix | Genau!

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Dat ass zwar wuel 2013 gestëmmt ginn, mee de Rapporteur vun deem Projet, dee steet grad um Riederpult.

(Interruptions et hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Sou, domat wär dës Diskussioun dann ofgeschloss.

(Interruption par M. Laurent Mosar)

M. Sven Clement (Piraten) | Här Mosar, do hutt Der Ärem Minister e Bärendéngscht erweisen.

M. Claude Wiseler, Président | Här Minister, ech soen Iech villmools Merci.

M. Georges Engel (LSAP) | Här Mosar, dat war e Selbstgol.

M. Claude Wiseler, Président | Domat ass d'Diskussioun ofgeschloss.

An da komme mer zum Vott vun dësem Projet de loi.

M. Sven Clement (Piraten) | Dat do war de Ball op den Elefmeeterpunkt an hannerzeg geschoss.

M. Claude Wiseler, Président | Wann Der Iech alleguer berouegt hutt, komme mer zum Vott vun dësem Projet de loi, der Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8590. Den Text steet am Document parlementaire 8590⁷.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8590 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 40 Jo-Stëmmen, 20 Nee-Stëmmen, keng Abstentioun. Dëse Projet de loi ass also ugeholl mat 40 Jo-Stëmmen géint 20 Nee-Stëmmen bei kenger Abstentioun.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer (par M. Laurent Zeimet), Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies (par Mme Stéphanie Weydert), Ricardo Marques, Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gérard Schockmel) et M. Gérard Schockmel ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

Ont voté non : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par M. Ben Polidori), Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

Motions

An da komme mer nach zu den zwou Motiounen, déi während dësem Projet deposéiert gi sinn.

Motion 1

Déi éischt Motioun ass déi vum Här Laurent Mosar. Dir hutt se schonn explizéiert, Här Mosar. Wëllt ee Stellung dozou huelen? D'Madamm Tanson, den Här Fayot. Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, ech hu se net mat ënnerschriften am Numm vun deene Gréngen, aus dem ganz einfache Grond, well hei eigentlech och de Regimm en tant que tel net a Fro gestallt gëtt. Ech hu guer kee Problem mat enger Evaluatioun. An et wär natierlech och flott gewiescht, Här Mosar, vu dass mer dat an der Kommissioun och esou eigentlech festgehalten haten, wa mer dat net just elo an der Plenié he kritt hätten, mee wa mer am Virfeld nach eng Kéier driwwer diskutéiert hätten. Well hei steet just hannerdrunner: „adapter le régime du „carried interest“. Fir mech liest dat sech, wéi wann en egal wéi géng bestoe bleiwen, d'autant plus wann een den zweete Considerant liest. Duerfir hunn ech se net mat ënnerschriften. An duerfir sinn ech och

net iwwerzeegt – dat häntk elo dovun of, wat Der mer äntwert –, ob mer dat heiten elo kënne matstëmmen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Här Fayot an duerno den Här Wagner.

M. Franz Fayot (LSAP) | Jo, merci, Här President. Ech hunn déi Motioun hei mat ënnerschriwwen. Ech géif menger Fraktioun och recommandéieren, se matzestëmmen, well effektiv de Prinzip vum enger Evaluatioun no zwee Joer mer wichteg schéngt aus all deene Grënn, déi mer elo diskutéiert hunn, well och keng Evaluatioun am Virfeld gemaach gouf. Dofir stinn ech och dozou.

Ech géif dann awer den „adapter le régime“ juristisch esou liesen, dass „adapter“ och eng méiglech Abrogatioun géif beinhalten, well dat ass jo och esou, voilà, an, wéi gesot, ceci dit, dat hei awer trotzdem matdroen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Fayot. Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Jo, merci. Mir hunn déi heite Motioun fir d'éischt emol net mat ënnerschriwwen aus zwou Ursaachen. Bei de Consideranten eeben den zweete Considerant, deen deele mer u sech jo och net, datt den Objectif doranner bestoe géif, fir der Finanzplaz hir Attraktivitéit ze renforcéieren.

Mee bei den Invitten hu mer wierklech e Problem. Mir hu kee Problem domadder, bien au contraire, datt eng Evaluatioun gemaach gëtt. Duerno de Problem, wéi d'Madamm Tanson och scho virdru gesot huet, fir de Regimm ze adaptéieren, dat insinuéiert u sech, datt een awer de Regimm géif bäibehalen, quitte datt eng Adaptatioun an all Richtung kéint goen. Mee mir hätte léiwer gehat, datt bei „de ses effets“ e Punkt wier. Dann hätte mer manner Schwierigkeiten, fir dee matzestëmmen. Soss misste mer eis enthalten.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Här Weidig.

M. Tom Weidig (ADR) | Jo, mir wäerten dat matstëmmen. Mir fannen, datt de Carried Interest gutt ass, wann et wierklech eng reell ekonomesch Situatioun ass. Wann natierlech elo Leit am Marché probéieren, do Finanzkonstrukter ze maachen, fir déi Gesetzter iergendwéi ze mëssbrauchen ... Duerfir menge mir och, datt et sënnvoll ass, no zwee Joer eng Kéier ze kucken, ob wierklech déi Leit, déi reellement Fongemanager sinn an och ekonomesch gutt schaffen, dovunner profitéieren an net iergendeen do iergendee Konstrukt konstruéiert, fir do Steiersuen ze spueren. An duerfir fanne mer dat gutt, datt mer no zwee Joer eng Evaluatioun maachen, ob dat Gesetz sënnvoll ass.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Weidig. Sinn nach aner Wuertmeldungen do? Dat schéngt net de Fall ze sinn. Da ginn ech dem Här Mosar d'Wuert.

M. Laurent Mosar (CSV), rapporteur | Jo, merci, Här President. Och merci fir awer déi ganz grouss Ënnerstützung fir déi Motioun. Ech wollt awer nach eng Kéier hei ganz kloer soen: De Carried-Interest-Regimm besteet säit 2013 an deen huet eng gewësse steuerlech Behandlung. Ech wëll elo net nach eng Kéier dorop zrëckkommen. Dat, wat eigentlech fundamental hei an deem Projet changéiert, dat ass de Régime temporaire. Dee gëtt elo permanent festgeluecht. Firwat gëtt dat gemaach? Fir och eng gewësse Sécurité juridique ze kréien.

Elo, mengen ech, ass dat, wat eis alleguerten um Häerz läit, datt et net soll zu Abuse kommen, datt hei Leit dervu profitéieren, déi mer eigentlech net wollte mat deem favorable Steuerregimm do touchéieren. Mir sollen also no zwee Joer e Bilan maachen, fir ze kucken, ob wierklech dee System do net zu Abuse gebraucht ginn ass a wat en dann och bruecht huet.

An duerfir, mengen ech, ass et normal, datt een da kuckt, wéi een e kann adaptéieren. Wann een elo géif zum Beispill feststellen, wat ech awer net weess, datt do eng Kategorie vu Leit dovunner géif abuséieren, well vläicht e Punkt net kloer wier, da misste mer dee Moment dee Punkt präziséieren. An dat sinn, mengen ech, alles Froen, déi mer dee Moment kucken.

An duerfir fannen ech schonn, datt d'Formulatioun, esou wéi se hei ass, awer ganz wäit geet, wann ee seet „adapter“. Well wat mer haut gemaach hunn, ass jo och eng Adaptatioun vum Regimm. Mir hu keen neie Regimm dohinnergesat, mee mir hunn en adaptéiert.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Mosar. Domat wär dann d'Diskussioun zur Motioun 1 ofgeschloss.

An ech géing d'Motioun Nummer 1 vum Här Laurent Mosar zum Vott stellen.

Vote sur la motion 1

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 54 Jo-Stëmmen, keng Nee-Stëmm, 6 Abstentiounen. Dës Motioun ass also mat 54 Jo-Stëmme bei 6 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Aehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer (par Mme Nancy Arendt), Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies (par Mme Stéphanie Weydert), Ricardo Marques, Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Laurent Zeimet) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. André Bauler) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par M. Ben Polidori), Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Se sont abstenus : Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Motion 2

An da komme mer zur Motioun 2 vum der Madamm Sam Tanson. Madamm Tanson, Dir wëllt duerno schwätzen. Wie wëllt zu dëser Motioun Stellung huelen? Den Här Mosar, den Här Fayot einstweilen emol. Här Mosar.

M. Laurent Mosar (CSV), rapporteur | Jo, merci. Ech hu mer déi Motioun do ugekuckt. Fir d'éischt wëll ech och do mol präziséieren: Hei gëtt gefrot, eng ganz Rei vu Primmen ze evaluéieren. Do sinn d'ailleurs och Primmen dran, déi net vun dëser Regierung zumindest en place gesat gi sinn. Si ass wuel elo adaptéiert

ginn. Dat ass déi Prime participative. Déi ass 2021, also ënnert der Virgängerregierung, en place gesat ginn. Ech gesinn och do eng Rei Primmen, déi – ech weess dat elo net méi am Detail – wäit iwwert d'Majoritéit matgestëmmt gi sinn. Ech gesinn zum Beispill hei de Crédit d'impôt start-up. Ech weess, datt den Här Fayot dee ganz staark begréisst huet, souguer nach gefrot huet, datt e géif ausgedeeent ginn. Duerfir mengen ech, elo kann een iwwer all eenzel Primm eng Meenung hunn. Mee hei sinn awer ganz vill Primmen, déi net nëmme vun der Majoritéit, mee wäit doriwwer eraus ugeholl gi sinn, wat jo och dann heescht, datt ganz vill Kolleeginnen a Kolleegen d'Necessitéit a sech vun deene Primmen och do unerkennen.

Elo gëtt hei gefrot, eng Evaluatioun ze maachen „du coût et des effets des dépenses fiscales“. An do muss ech awer soen – an ech mengen, de Finanzminister ass een, deen ëmmer ganz open-minded ass –, ech weess net, wéi een dat kéint, zumindest am Detail, evaluéieren, well ee jo iwwerhaapt guer net weess ... An ech mengen, de Finanzminister huet do e puer gutt Beispiller ginn. Do kënnen elo eng ganz Rei Leit hei op Lëtzebuerg kommen, déi am Moment nach net do sinn. Dat kënnen der sinn, déi zum Deel relativ héich Salären hunn, déi also zousätzlech wäerte vill Steiere bezuelen, déi dann awer op hire Bonussen der eventuell manner bezuelen. Mee ënnert dem Stréch gëtt dat jo dann awer normalerweis eng zousätzlech Recette, déi heihinner kënnt, well wann déi Leit net komm wieren, hätte mer null Recetté gehat.

Duerfir weess ech net richtege, wéi een herno do déi Evaluatioun vum Coût an den Effete mécht. Ech muss Iech och soen, an ech kenne jo awer de Secteur ganz e bëssen, datt et ganz schwéier ass, eigentlech ze jugéieren, wat herno den Impakt ass. Wéi moosst een deen Impakt? Moosst een dee reng un de Steieren? Moosst een deen herno op der Mass vun de Fongen, déi hei geréiert gi sinn? Duerfir géif ech menger Fraktioun hei uroden, dës Motioun net unzuhuelen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Mosar. Här Fayot.

M. Franz Fayot (LSAP) | Jo, also mir si jo an enger Approche, och mat deem neie Finanzminister, wou mer eis e bëssen als Zilsetzung ginn hunn, dass mer probéieren, eis Politicke besser ze moossen an enger Iddi vu Budgetisation par objectifs. Dofir hu mer och Elementer vum PIBien-être elo déi éischte Kéier an de Budget eragesat. Zesumme mat der OECD probéiere mer, d'Performance vun eiser Politick och besser ze evaluéieren.

An ech mengen, déi Motioun hei mécht am Endeffekt näischt aneres. Hei gëtt et eng Serie vu Mesures fiscales, déi alleguerten a Richtung vun Impatriéé sinn, vu Leit, déi mer wëllen heihinner zéien ënner enger Talentattraction, sief et mat Startuppen, sief et mat Carried Interest. An alles, wat dat hei freet, ass u sech, dass mer probéieren ze verstoen, ob déi Mesüren och zillféierend sinn.

Eng dovunner ass vun där viregter Regierung adoptéiert ginn. Déi aner si vun dëser Regierung adoptéiert ginn. An ech mengen, et ass la moindre des choses, och wa mer eis hei eescht huelen, dass mer probéieren ze verstoen, wat dat kascht, wat dat de Budget kascht a wat et am Endeffekt bréngt. An dofir hunn ech e bësse Schwierigkeiten ze verstoen, Här Mosar, dass dat net sollt méiglech sinn. Ech gesinn dat net. An och, dass dat an iergendenger Weis net kéint begrëssenswäert sinn, ech mengen, y compris och fir d'Regierung. Dofir wäerte mir dat hei op alle Fall matdroen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Fayot. Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Als äisch emol vläicht eng kleng Remark un den Här Mosar, deen elo bei all Punkt extensiv ausgeholl huet, fir ze erklären, datt déi fréier Regierung déi Saache jo all agefouert hätt, dofir déi aktuell Regierung sech dorunner net misst halen, ob dat dann evaluéiert géif ginn. Et muss een awer feststellen, datt en Deel vun där neier Regierung vläicht awer och Deel vun där aler Regierung war, ech mengen, souguer de Premier gestallt huet. Vun dohier kéint ee vläicht erwaarden, datt och déi aktuell Regierung sech awer iergendwéi mat der Politik vun der fréierer Regierung misst beschäftegen. Dat einfach emol nëmmen zur Form eng Kéier gesot.

Dann zum Fong, Här Mosar: Also, eis ass déi Motioun hei ganz sympathesch vun deene grénge Kolleegen, well Evaluatioun ass eppes, wat mer generell méi oft sollte mat Projet-de-loien an duerno da mat Gesetzter maachen. An ech fannen et dach ferm kokass, wann hei e Riedner, deen dräi Minutte virdrun, véier Minutte virdrun eng Motioun gestëmmt krut, wou dra-steet „à réaliser, deux ans après l'entrée en vigueur de la loi, une évaluation de ses effets“, an déi seet, mir müssen evaluéieren, mir müssen eng Evaluatioun maachen – dat kënne mer also maachen –, heihinner kënnt a seet: „Also, hei frot Der elo awer d'Evaluatioun vu sechs Punkten. Bei sechs Punkten, do weess ech awer elo net, wéi een dat soll evaluéieren op seng Effekter.“ Also dat ass e bëssen Hypokrisie.

An deementspriedend kënne mir déi Motioun vun de Kolleeg vun déi gréng hei nëmme matdroen, well d'Evaluatioun, déi virdrun an der Motioun, déi mer ënnerstëtzt hunn, méiglech war, ma déi muss natierlech och fir déi fënnef aner Dossiere méiglech sinn, déi hei vun deene grénge Kolleeg genannt ginn. An dofir wäerte mir déi Motioun matstëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Här Weidig.

M. Tom Weidig (ADR) | Jo, am Géigesaz zu Iech, Här Clement, hunn ech den Här Mosar ganz gutt verstanen.

(Interruptions)

M. Sven Clement (Piraten) | Gleich und Gleich gesellt sich gern.

M. Tom Weidig (ADR) | Dat ass vläicht, well mir zwee an der Finanzindustrie e bësse geschafft hunn. Et ass an der äischter Motioun ganz kloer drëm gaangen, fir d'Exekutioun no zwee Joer ze kucken, ob et do Mëssbrauch gëtt an esou weider. Ech mengen, datt ass fundamental anescht zu deem heiten, mat de Käschten, ob dat ekonomesch elo sënnvoll ass oder net. Dat ass vill, vill méi komplex.

An ech ginn och dem Här Mosar Recht, datt fir all déi eenzel kleng Primmen do ze evaluéieren: „Huet dat elo Sënn gemaach oder net?“, dat ass menger Meenung no extreem komplex. Dat ass multifaktoriell. An et ass net esou einfach ze maachen. Ier mer haut esou eng Motioun stëmmen, fir d'Regierung ze forcéieren, esou eng Etüd ze maachen, wär et menger Meenung no méi sënnvoll, wann d'Beamte géifen eng Kéier an d'Kommissioun kommen an déi kéinten eis jo mol da Propose maachen, wéi een dat kéint esou evaluéieren, den ekonomeschen Impakt, ob et fonctionéiert oder net. Déi kéinten eis da jo mol weisen, wat méiglech ass an och wat d'Limite sinn.

Well menger Meenung no gëtt et do ganz vill Limiten. Do verschwende mer Ressourcen, wou mer vläicht awer näischt erauskréien. Duerfir wär eis Propos äischter, dat eng Kéier an der Kommissioun ze

diskutéieren, wéi een esou eppes kéint moossen an ob dat iwwerhaapt méiglech ass a sënnvoll ass.

Merci.

Une voix | Ass d'ADR schonn an der Regierung?

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Weidig. Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Jo, also mir si bekannterweis net an dëser Regierung. Mir waren och net an der viregter Regierung Member.

(Hilarité et interruptions)

Vun deene verschiddene Primme weess ech mol net, ob mer iergendeng matgestëmmt hunn oder net. Mee dat spillt u sech guer keng Roll. Dat ass jo net den Objet vun dëser Motioun. Et geet just einfach nëmmen drëms, an do verstinn ech dat tatsächlech net, wat den Här Mosar gesot huet, datt en a senger Motioun seet, et muss ee kënne evaluéieren. Hei gi verschidde Primme méi prezis opgezielt an et gëtt gefrot, hiren Effet fiscal duerno kënne ze evaluéieren, wat la plus normale des choses ass.

An ech mengen, mir hunn och, wéi den Här Weidig ëmmer seet, Experten hei am Land, souguer am Finanzministère. Mir hu Beamten, déi dat, mengen ech, awer ouni gréisser Schwierigkeeten hikréien. Si sinn och dofir outilléiert. An ech vertrauen deenen och komplett, fir dat kënne ze maachen. Ech mengen, dat géif se och warscheinlech interesséieren. Also wäerte mer déi Motioun matstëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci. Soss si keng Wuertmeldungen do. Da kritt d'Madamm Tanson d'Wuert.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, also ech sinn e bëssen iwwerrascht iwwert déi Positioun hei vun der CSV, Här Mosar, muss ech soen, souwuel historesch wéi awer och weinst deem, wat de Finanzminister eis reegelméisseg an der Kommissioun seet a wat ech och wierklech positiv fannen, dass en der Meenung ass, an dat weist jo och déi Motioun, déi Dir elo erabruucht hutt, dass déi Politik, déi mer maachen, soll awer iergendwéi äischters novollzéibar sinn an op Fakten och baséieren an och eebe sech kënne besser projézieren an d'Zukunft. An et ass d'ailleurs och eppes, wat Dir, Här Minister, an Ärer Zäit als Deputéierten, mengen ech, méi wéi eng Kéier eigentlech gefrot hutt. Duerfir verstinn ech déi grondleeënd ableenend Haltung eigentlech net.

An dann zum Fait, dass dat elo ... Ech hu ganz bewosst hei eng ganz Rëtsch vu Mesuren drageschriwwen, déi net just op dës Regierung zrëckginn. Et ass jo och net ... Ech maache jo net schonn eng Evaluatioun dovunner. Hei sinn der vill dobäi, déi mer matgestëmmt hunn, et sinn der dobäi, wou mer méi kritesch sinn. Et geet mer drëm, dass mer wëssen, genau wéi an där Motioun, déi Dir erabruucht hutt: Dat, wat mer hei gemaach hunn, ass dat zillförend oder ass et et net? Well et ass jo e Käschtel punkt do hannendrun, et sinn Dépense-fiscallen, dat heescht, et si Suen, déi mer net erakréien, déi mer eigentlech missten erakréien. An do si successiv Regierungen, déi hunn Dispositiounen agefouert mat engem Zil. An dat Zil, ass dat erreecht ginn oder ass dat net erreecht ginn? A wat kascht eis dat Zil? A misst een net vläicht, an Zäiten, wou mer awer e bëssen ugespaante Situatiounen hunn, sech iwwerleeën, ob all déi Ziler, déi deemools vläicht justifizéiert waren oder ugeduecht waren oder wou eng gutt Iddi hannendru war, erreecht goufen? Et ass net méi an net manner, an ech bedauern et wierklech extreem, dass Der net wëllt emol souguer doriwwer diskutéieren.

Duerfir merci deenen, déi hir Zoustëmmung ginn.

M. Claude Wiseler, Président | Villmools merci, Madamm Tanson.

An da géinge mer zur Ofstëmmung vun der Motioun Nummer 2 vun der Madamm Tanson kommen.

Vote sur la motion 2

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

(Interruption et hilarité)

D'Resultat vum Vott ass: Jo: 20, Nee: 35, Abstentiuonen: 5. Dës Motioun ass also ofgeleent mat 35 Nee-Stëmme géint 20 Jo-Stëmme bei 5 Abstentiuonen.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par M. Yves Cruchten), Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer (par M. Laurent Mosar), Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies (par Mme Nathalie Morgenthaler), Ricardo Marques, Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Diane Adehm) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gérard Schockmel) et M. Gérard Schockmel.

Se sont abstenus : MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

9. Motion de Mme Paulette Lenert relative à la mise en œuvre des orientations du Plan national santé relatives à la mesure de la qualité et de la pertinence des soins

(Motion déposée en séance publique n° 122 du 21 janvier 2026 – à consulter au compte rendu n° 49/2023-2028 en page 44)

An da géinge mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour kommen, dee mer bäigefüügt haten am Ufank vun dëser Sëtzung, an zwar der Motioun vun der Madamm Paulette Lenert iwwert d'Ëmsetzung vum nationale Gesondheetsplang. Madamm Lenert, wëllt Dir elo e puer Wuert soen? Da kritt Dir gären d'Wuert. Madamm Lenert.

Exposé

Mme Paulette Lenert (LSAP), auteure | Merci, Här President. Just e puer Wuert, fir un déi allgemeng Debatt haut unzeschleissen. Wann et een Domän gëtt, wou ee wierklech wëll wëssen, ob eppes zillféierend war oder net, dann ass et, wann een op de Billard muss. Wann een operéiert gëtt, da wëll ee jo wuel d'Hoffnung hunn an och d'Vertrauen an de Gesondheetssystem hunn, dass dat, wat engem geschitt, déi Interventioun, déi gemaach gëtt, en Zweck huet an dass et engem idealerweis besser geet.

An deem Sënn hate mer eis als viregt Regierung op de Fändel geschriwwen, an zwar am Plan national santé, dass mer genau am Beräich vun der Evaluatioun am Gesondheetsberäich e bësse këinten noleeën. Do hu mer och ganz konkret Fuerderungen dran, dass een eppes géif hei zu Lëtzebuerg generaliséieren, wat et an anere Länner scho säit Längerem gëtt, wat quasi Normalitéit ass a wou mir awer nach e bësselchen zécken, nämlech eng systematesch Method, fir ze evaluéieren, ob, wann e Patient eng Behandlung kritt, et him och duerno besser geet, dass hie gehéiert gëtt, dass mer de sougenannte „patient-reported outcome“ entgéintheulen, an dat mat engem gewëssener Systematik.

Mir géifen eis haut wënschen, an dat ass de Sënn vun där Motioun, dass déi Fuerderung, déi dann déi viregt Regierung sech op de Fändel geschriwwen hat am Plan national santé, och schnell kann ëmgesat ginn. Ech freeë mech ze gesinn, dass et heiansdo ka schnell goen, wann de Sujet op der Prioritéitëlëscht ass. Dat heiten ass e Sujet, grad wa mer vun Attraktivitéit vu Lëtzebuerg schwätzen. Mir brauchen hei vill Leit, déi eist Land opsichen, mir brauchen Hänn, mir brauche Käpp a mir brauche virun allem e guddes Gesondheetssystem, wou d'Leit kënnen Vertrauen dran hunn. Dat ass e weesentleche Baustee vun där Attraktivitéit vun eisem Land. An dat ass de Sënn vun där Motioun, an ech freeë mech ze héieren, wat d'Kollegen dozou wäerte soen. Ech hoffen op breet Zoustëmmung.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Lenert.

Wie wëllt heizou d'Wuert huelen? D'Madamm Kemp.

Discussion générale et prise de position du Gouvernement

Mme Françoise Kemp (CSV) | Här President, léif Kolleginnen a Kollegen, d'PROMs, Patient-reported Outcomes Measures, an d'PREMs, Patient-reported Experience Measures, hunn näischt direkt am Fong mat enger Interventioun selwer ze dinn. D'PROMs dëngen dozou, dee vum Patient subjektiv wouergelollene Gesondheitszustand am Verlaf oder no enger Behandlung miessbar a vergläichbar ze maachen. D'PREMs sinn e standardiséierte Froebou, mat deem de Patient am Fong seng Erfahrung an d'Qualitéit vum Versuergungsprozess bewäert. Deementspriedend si se éischter net reng medezinesch an éischter subjektiv ze gesinn.

Ech mengen, natierlech muss een och wëssen, dass dës Motioun entstanen ass an där aktueller Diskussioun. A mir wëssen och, dass vill Etüde scho gesot hunn, dass eise Gesondheetssystem e ganz guddes System ass.

Plusieurs voix | A!

Mme Françoise Kemp (CSV) | Mee ech fannen et awer och trotzdem scho komesch, dass eng fréier Ministesch d'Ëmsetzung vun engem Deel vum Plan national de santé fuerdert, wou grad e puer Abschnëtter éischter Prosa sinn an net esou konkret Moosname beinhalten. An domat roden ech eebe menger Fraktioun, dës Motioun net matzestëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Kemp. Här Schockmel.

M. Gérard Schockmel (DP) | Merci, Här President. Also, mir schwätze vun Operatiounen. Mir schwätze vun Operatiounseresultater. Dat heescht, et geet ëm d'Patientesécherheet. Et ass esou, dass natierlech eng Operatioun net ouni Risiko méiglech ass. Bei enger Operatioun, wann eng déif Operatiounswonn entsteet,

da kann et bludden, et kann zu enger Infektioun kommen, et kann zu anere Komplikatiounen kommen.

Et ass och esou, dass eng Operatioun relativ komplex ass. Wat d'Operatioun méi grouss ass, wat och den Opwand méi grouss ass. Dat heescht, et gëtt déi Mesüeren, déi virdu getraff ginn. Do ass et mol scho wichteg: Wou gëtt déi Operatioun a welleche Lokalen, mat wellechem Ekipement, mat welleche Materialien, vu welleche Leit gemaach? Dat ass dat, wat virdu ass, dass ass während der Operatioun an no der Operatioun. An d'Zomm vun all deene Faktoren, an dat si ganz vill Faktoren, déi konvergéieren am Behandlungseresultat. Well all déi Efforte solle jo dozou dëngen, dass herno d'Behandlungseresultat e gudd Resultat ass, dass idealerweis, wann dat méiglech ass, de Patient geheelt ass.

An hei ass et elo esou, dass dës Regierung vill méi ambitiéis ass wéi déi Regierung virdu. A mir hu geplangt, an esou steet et am Koalitiounsprogramm, dass mir en Zentrum fir medezinesch Exzellenz, en onofhängegen Zentrum, kreéieren. An do gi sämtlech Behandlungsdaten enregistriert a Form vu strukturellen, strukturierten Donnéeën. An déi Donnéeën gi fir all d'Patienten, déi hei behandelt ginn, dann och een-, zweemol am Joer vun deene betreffende Spezialisten, déi natierlech eng akadeemesch Formatioun hunn, ausgewäert. An entsprechend no de Resultater gëtt och reagiert.

An domat gëtt de Problem verhënnert, dass vläicht schwaarz Schof, déi et natierlech iwwerall gëtt, iwwer Joeren aktiv sinn an de Patienteschued zoufuegen, ouni dass et engem esou richteg opfällt. A mat deem Zentrum fir medezinesch Exzellenz gi mir doriwwer eraus, dass nëmmen Operatiounen hei beträff wieren, sondern dass betrëfft sämtlech Behandlungen, déi mer zu Lëtzebuerg maachen. Am Moment ass dat jo nach e bëssen eng Blackbox, Donnéeën, déi mer net hunn. Wa mer d'Donnéeën net hunn, da kënnen mer jo net wëssen, wou mer dru sinn. Mir kënnen net wëssen, wéi gudd mer an der Medezinn sinn, wéi gudd eis Behandlungseresultater sinn.

Et ass natierlech am Interêt vum Patient, dass mer déi Donnéeën hunn, dass déi Donnéeën och ausgewäert ginn an dass dat Konsequenzen huet. Wa mer elo dovun schwätzen, dass mir wëllen e Virage ambulatoire maachen, da kann et jo sinn, dass fir eng nammlechte Operatioun de Patient behandelt gëtt am Spidol oder an enger Antenn vum Spidol oder awer vläicht an enger Dokteschpraxis oder vläicht an enger Dokteschgesellschaft. An andeem mer déi Donnéeën systematesch eraassen a reegelméisseg auswäerten, kënnen mir genau vergläichen: Ass d'Resultat fir déi nammlechte Operatioun dat nammlecht bei enger Dokteschgesellschaft, an enger Spidolantenn, am Spidol oder vläicht an der Praxis vum Dokter? Dat heescht, och dass ass eng Sécherheet, déi mer duerch dee System kreéieren, wéi mer se nach net virdu hatten.

An dann hu mer natierlech d'Best Practices. Ech mengen, mir hu Best Practices, wéi Behandlungen duerchgefëiert ginn, a mir hu Referenzdonnéeën, wat d'Komplikatiounen sinn. Zum Beispill wann ech elo eng Héftprothese asetzen, da klappt dat an deene meeschte Fäll ganz gudd. Mee vläicht hunn ech awer heiansdo och eng nei Héftprothese, déi infizéiert ass. An do gëtt et Referenzdonnéeën, déi soen: Jo, wéi oft ass dat? Ass dat 10 %, 5 %? Ech kann Iech soen: Et ass bei 1 %. Well wann natierlech e Chirurg d'äitlech méi produzéiert, dann ass hei e Problem.

Wann also déi Donnéeën ausgewäert ginn, systematesch, reegelméisseg, bei alle Behandlungen, an dat vun Dokter, déi spezialiséiert sinn an déi

dann och nach eng Befugnis hunn, fir dorop hir Recommandatiounen auszuschwätzen a fir e Suivi ze maachen, ass dat wéi en Audit. Et kann een net soen: „Voilà, elo musst Der eppes änneren“, an herno passéiert näischt. Nee, dat heescht, hei hu mer dann och Profiller, déi mer kreéieren fir Unisproffen. Si enseignéieren am Spidol, um Patientebett, si enseignéieren op der Universitéit, si hunn och nach eng gewësse klinesch Aktivitéit a si droen derzou bäi, dass an hirem Fach wirklech den Niveau gehuewe gëtt.

Firwat brauche mer en héijen Niveau? Fir d'Patienten natierlech, fir d'Sécherheet vun de Patienten. Mee mir hu jo och eng Universitéit. Ech kommen elo zum Schluss. Mir bilden Dokter aus. Mir bilde Spezialisten aus. Dat heescht, déi Leit, déi déi ausbilden, an och den Niveau vun der Medezinn decidéieren jo, wéi gudd d'Ausbildung op der Universitéit ass, wann et ëm klinesch Ausbildung geet. Dat heescht, domat steet a fält d'Reputatioun vun eiser Universitéit a vum Medezinnstudium, wat mir op der Universitéit wäerten ubidden.

An ech denken, mir sinn extreem ambitiéis mat deem dote Projet, fir déi strukturiert Donnéeën och emol schonn ze schafen. An ech denken, dass mer, verglach mat deene Propositionen, déi elo op dem Dësch leien, eigentlech déi weesentlech Punkten all ofdecken, an dass mer et net mat Soft Parameters maachen, mee mat Hard Data.

(Brouhaha)

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Schockmel. Dann d'Madamm Alexandra Schoos.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Also dat war e gudd Plädoyer fir dës Motioun.

M. Claude Wiseler, Président | D'Madamm Alexandra Schoos huet d'Wuert!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Merci.

M. Claude Wiseler, Président | D'Madamm Schoos huet d'Wuert!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Wéi Der do awer nach kennt dergéint stëmmen, dann ...

M. Claude Wiseler, Président | Sou, wannechgelift! Madamm Schoos, Dir hutt d'Wuert.

Mme Alexandra Schoos (ADR) | Här Di Bartolomeo, gitt mer d'Chance, Iech ze ënnerstëtzen! Ech wëll Iech gär ënnerstëtzen. Merci.

(Exclamations et hilarité)

Bei der DP weess ech elo och net, ob se d'Motioun elo gudd fonnt hunn oder net, well ech hunn net schlecht fonnt, wat e gesot huet. Also, dat huet sech éischter pro unhéieren. Dowéinst ginn ech dovun aus, dass do och e ganz kloer Pro ass.

Ech wëll hei och soen: Et geet hei guer net ëm iergendwéi en Dokterbashing oder e Spidolbashing, deen do soll erauskommen herno. Et geet hei och net drëm, eenzel Leit oder Ekippen ze stigmatiséieren. Et geet ëm d'Léieren, dorëm, Vergläicher mat gesondem Mënscheverstand ze zéien, an eng systematesch – dat ass jo elo och schonn e puer mol gesot ginn – Verbesserung, zesumme mat de Professionellen an net géint si.

Aner Länner weisen, dass dës pragmatesch ka funktionéieren. An England hu mer et, an den USA, an Dänemark, a Schwede leeft dat scho ganz, ganz gudd. Et muss een och kloer soen: Esou Instrumenter sinn allerdéngs just wäertvoll, an ech mengen, dass hu mer och grad aus der Ried vum Här Schockmel héieren, wa se fair a sënnavoll sinn, wann ee puer Konditiounen respektéiert.

Mir brauche Risikoajustéierung, well effektiv net all Operatioun d'nämmlecht ass. Et gëtt komplex Fäll. Et gëtt Patientecompliance. All dat muss berücksichtegt ginn, an do dierfen natierlech keng Nodeeler erauskommen.

Mir brauchen natierlech och eng gutt Participatioun vusäite vum Patienten, soss kënn et zu Verzerrungen, sief et weinst Sprooch oder Digitaliséierung oder sozialer Lag. Dat heescht, do musse mer wierklech jiddereen inkludéiere kënnen, wa mer esou Donnéeën erhiewen. A mir brauchen och ganz kloer eng Dategouvernance, Dateschutz, Zweckbindung, Transparenz a Vertrauen.

Och an eise leschte Walprogramm steet ganz kloer, dass mer e Kontrollorgan brauchen, an deem all d'Acteuren, also d'Doktere genau wéi d'Patienten, vertruede sinn, fir déi Qualitätsstandarden am Gesondheitsberäich opzestellen an ze kontrolléieren.

Fir eng gréisstméiglech Onofhängegkeet ze garantéieren, géinge mir awer proposéieren, dëst vum Gesondheitsministère fortzehuelen an éischter bei de Ministère vum Konsumenteschutz ze ginn, eebe weinst där Onofhängegkeet. Dat ass am Fong genee de Kader, an deem d'PROMs a PREMs – mir krute jo virdrun d'Erklärung, wat dat genau ass – sënnvoll kënnen agesat ginn als gemeinsam definéiert Qualitätsstandarde mat onofhängeger Iwwerwaachung an net als politescht Instrument. Esou e Gremium kéint och d'Reegele setzen: Wéi eng Indikatioune pilotéiere mer? Enner wéi engen Émstänn gëtt de Risiko ajustéiert? Wéi gëtt mat Daten ëmgaang? A wéi kritt een aus de Resultater konkret Verbesserungen am Alldag?

Genau wéi an der Motioun proposéiert, géinge mir och fir d'éischt emol proposéieren, dass een e bësse mat Pilotprojeten oder gewëssenen Domänen ufänkt, zum Beispill eeben der Orthopedie, well et elo grad an der Aktualitéit ass, awer och der Ophthalmologie. Ech mengen, dat ass jo ee vun den Domänen, deen elo och an d'Antennen ausgelagert soll ginn. An et war och eng Fuerderung, wéi mer dee Gesetzesprojet gestëmmt hunn, fir do awer gewësse Qualitätsstandarden ze garantéieren, well eist éischt Zil ass éischters de Patienteschutz, awer och d'Qualitätsverbesserung an eise Spideeler.

Am Fong geet et ëm eppes ganz Einfaches: Mir wëllen e System, deen net nëmmen dokumentéiert, wat gemaach gouf, mee och ob et eppes bruecht huet a wéi et bei engem Patient ukomm ass. Ech mengen, mir hunn elo scho ganz vill Observatoiren, obwuel mir als ADR jo éischter géint eng sëllegen Observatoire sinn, fir Donnéeën eebe justement ze relevéieren, awer och dann ze analyséieren. Wa mer all déi Donnéeën jo hunn oder nach erwidere kënnen, da kéinte mer jo och hei, soen ech elo mol, beim Konsumenteschutz, mir bleiwen do derbäi, eventuell en Observatoire, dat kéint een iwwerleeën, grënnen, fir do en nationale Kader ze schafe fir déi Iwwerwaachung. An domadder géif ech och menger Fraktioun proposéieren, dës Motioun ze ënnerstëtzen a matzedroen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Schoos. Den Här Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President. Ech hunn e komescht Gefill, well ech mengen, dat mer am Fong grad laanscht d'Preoccupatiounen – an dëser Debatt zumindest – vun de Leit fueren. An duerfir sinn ech frou, dass d'Madamm Lenert dës Motioun deposéiert huet.

An dat Éischt, wat ee soe muss, ass awer, mengen ech, dass mer schockéiert sinn iwwert dat, wat do geschitt ass. Datt en Dokter ouni medezinnesch Indikatiounen Operatioune virgeholl huet, Leit wollt operéieren, obwuel et no IRM-Resultater iwwerhaapt net néideg gewiescht wier, déi Leit ze operéieren. An duerfir schwätze mer och an Artikelen an der Press deelweis vu Kierperverletzung, déi vun engem Dokter, vun engem schwaarze Schof, do ausgaangen ass. An dat ass eppes, wat ferm um Vertraue vu Patiente rëselt.

An aleng schon nëmmen dofir fannen ech déi Initiativ vun der Madamm Lenert wichteg, dass mer hei am Plenum driwwer schwätzen. An duerfir mengen ech, och wann een elo iwwer technesch Detailer kéint schwätzen, dass dat mannst, wat ee misst maachen, ass, dass mer déi heite Motioun als Grondlag huelen, fir d'nächst Woch an der Chamberskommissioun do-riwwer eng Diskussioun ze féieren, dat, wat d'Kollegein Djuna Bernard, mengen ech, och gefrot huet.

Inhaltlech, fir deem hei zouzestëmmen, huet den Dokter Schockmel menger Meenung no eng vun deene beschten Interventioune gemaach, fir inhaltlech ze begrënnen, firwat mer genau dat heite brauchen. Ech mengen, mir stelle fest, dass mer strukturell Fragilitéiten hunn, dass eis Kontrollmechanismen net funktionéieren, wann et, esou wéi ech et zumindest aus der Press weess, huet dozou komme misse, dass bis zu 15 Leit dovunner betraff waren. Dat war net nom drëtten, véierten oder fënnefte Fall, wou op eemol d'Alarmklacken ugaange sinn, mee mir hunn et mat 15 potenzielle Fäll ze dinn! An da musse mer eng Reflexioun féieren, wéi mer déi Kontrollmechanisme verstärke kënnen an de Patient do an de Mëttelpunkt setze vun enger Approche, wéi et och an dësem Fall war, well et ass duerch d'Patienten, d'Interventioun vun de Patienten à la base opgefall. Dat fannen ech richtig, sënnvoll an ënnerstëtzenswäert.

An e leschte Gedanken, Här President. Mir hu vu bestëmmten Dealer vun der Gesellschaft an deene leschte Méint Attacken op eise Gesondheetssystem gesinn. A mir musse ganz gutt oppassen, dass mer net an eise Gesondheetssystem an eng Logik kommen, dass den Interêt, fir Interventiounen ze maachen, finanziell esou grouss ass, dass ee riskéiert, géint säin hippokrateschen Eed ze verstoussen.

Merci.

M. David Wagner (déi Lénk) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Madamm Bernard.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Merci, Här President. Och merci der Madamm Lenert fir den Depot vun dëser wichteger Motioun zu engem ganz wichtigen Zäitpunkt, engem Zäitpunkt, wou ganz vill Patientinnen a Patienten awer iergendwéi aktualitéitsbedéngt mat engem Onsécherheetsgefill konfrontéiert sinn, engem Onsécherheetsgefill, wat warscheinlech an deenen allermeeschte Fäll net berechtigt ass.

A mir wëlle ganz sécher alleguerten heibannen, dass d'Vertrauen an eise Gesondheetssystem, an eis Dokteschen an Doktere weiderhi gutt ass a grouss ass. An dat sëtzt awer viraus, dass mer Transparenz schafen, dass mer dat opschaffen, wat mer effektiv elo alleguerten an deene leschten Deeg an der Press gelies hunn, an dass mer awer och assuréieren, dass an Zukunft Qualitätsstandarden a Qualitätsmechanismen net nëmmen um Niveau vun eenzelne Spideeler punktuell existéieren, mee dass se konsequent national matenee verglach ginn, dass d'Patientewuel e ganz wichtige Bestanddeel dovunner ass an dass an deem Sënn och Qualitätsstandarden, Prozeduren, Transparenz iwwert d'Donnéeën, iwwert d'Prozesser och

national erhewe ginn. A fir mech gëtt dës Motioun hei dat ganz kloer erëm. Mir kënnen déi ënnerstëtzen.

A mir gesi jo och ganz sécher, dass hei e groussen Diskussionsbedarf ass, ob dat d'Fro ass, wou déi richtig Ufalfest vun esou enger Plaz ass, ob dat de Punkt ass, deen den Dokter Schockmel opgeworfen huet. Spéitstens d'Debatt ronderëm déi heite Problematik misst an enger Chamberskommissioun esou schnell et geet diskutéiert ginn.

Mee mir sinn och doriwwer eraus der Meenung, dass déi Proposen, déi hei an dëser Motioun drastinn, déi richtig sinn an och déi sinn, déi grad zu dësem Moment opportun sinn an och vun de Leit dobauss vun eis gefuerdert ginn, fir eeben och dëser awer ugespaantener Situatioun Rechnung ze droen an d'Angschten eescht ze huelen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bernard. Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kollegeinnen a Kollegen, wann ee bei den Dokter geet, da gëtt et en Ongläichgewicht am Wëssen, an der Erfahrung. De Patient oder d'Patientin kréien heefeg Fachwierder ze héieren, mat deene se näischt ufänke kënnen, ouni se ze googelen. A souguer dann ass een net onbedéngt ëmmer méi schlau. An deementsprechend mengen ech, dass et schon e strukturell Ongläichgewicht gëtt zwëschen dem Dokter oder der Doktesch an dem Patient oder der Patientin.

Dofir ass et nëmme verständlech, dass, wa Fäll an der Press relayéiert ginn, wou en Dokter soupçonéiert ass, Operatioune gemaach ze hunn, déi en net hätt misse maachen, dann d'Leit ufänken, sech selwer Suergen ze maachen, ob dat dann net och si kéint betreffen d'nächst Kéier, wa se bei den Dokter ginn, ob hiren Dokter hinnen net vläicht eppes seet, wat se net verstinn, mee wat dann awer kéint laangfristeg Konsequenzen hunn. An déi Suerge muss een eescht huelen. Ob et do duergeet, patientebaséiert Questionnairen ze maachen, weess ech net. Ech mengen, dass et en éischte Schrëtt ass, fir mol iwwerhaapt de Malaise besser spierbar ze maachen an e besser ze erhiewen.

Ech wëll awer ganz kloer eppes soen, au contraire zu engem vu menge Virriedner. Dat ass, dass mer ganz virsiichteg musse sinn, dass et an all deenen Dossieren ëmmer och nach eng Présomption d'innocence gëtt, dass mer net kënnen einfach higoen a soen: „Dat ass esou, well et relayéiert gouf.“ Et gëtt eng Enquête. Mir sollten och ofwaarden, wat déi Enquête ergëtt, fir eebe ganz konkret dann och déi néideg legislativ Schrëtt ze huelen.

Dat soll eis awer, an dat wëll ech ganz kloer soen, net dovunner ofhalen, elo déi néideg Schrëtt ze ënnerhuelen, fir d'Vertrauen hierzestellen. An ech mengen, dass der Madamm Lenert hir Propos hei mat der Motioun genau dat ass: eng Mesür, fir Vertrauen hierzestellen, fir de Patientinnen a Patienten eng Méiglechkeet ze ginn, hir Stëmm an deem Prozess ze stäerken. Dofir sollte mer dat och matstëmmen. Mir wäerten et och matstëmmen. An dofir sollte mer et och ëmsetzen.

Falls d'Majoritéit, obwuel den Här Schockmel e Plädoyer fir déi Motioun hei gehalen huet, sech dann awer net géif dozou opprappen, zumindest zu engem Deel dës Motioun matzestëmmen – da wär eng Majoritéit do –, da sollte mer zum absolutte Minimum dat maachen, wat d'Madamm Bernard elo grad gesot huet, an et nämlech an der Commissioun behandelen, an dann net érischt anno dazumal, mee wierklech dann d'nächst Woch. Dat heiten ass eng Saach, déi an der Press geescht. Da solle mer se och als Chamber eescht huelen.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci. Elo ass meng Fro un d'Madamm Lenert – ech hunn nach eng Wuertmeldung vun der Regierung –, ob d'Madamm Lenert elo wëllt schwätzen oder no der Regierung. No der Regierung. Da lauschtere mer fir d'éischt der Ministesch no, déi d'Wuert gefrot huet. Madamm Minister.

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, merci der Madamm Lenert fir dës Motioun. Ech verstinn, datt dës Motioun duerch déi aktuell Diskussioun, déi op der Place publique ass, entstanen ass. Mee et wier net gutt, wa mir dës Diskussioun vun der Place publique géife benotzen, fir elo ze maachen, wéi wa mir en allgemenge Problem vu Qualitéit hei an eisem Gesondheetssystem hätten.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Dësen Eenzelfall, deem iwwregens nach ëmmer an der Prozedur ass, soudass och hei, wéi den Deputéierte Clement richteg gesot huet, d'Présomption d'innocence gëllt, ass net e Symptom vun engem System, mee, wéi gesot, e Fall, deem elo muss gekläert ginn.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Domadder elo e generell Mësstraue vis-à-vis vun engem Gesondheetssystem ze schüden, dat wier net gutt.

(Interruption)

Well d'Fakte weisen de Contraire. All d'Etüden zertifizéieren eis, datt mir e gudd System hunn. A wéi mer scho mol gesot hunn, heescht eng gutt Performance net, datt et net nach ka besser ginn. Dat, wat de Moment diskutéiert gëtt, muss elo mol déi virgesinne Prozeduren duerchlafen, éier gegebenefalls kënne Konklusione gezu ginn. An hei wëllt ech awer och op all déi Dausenden Dokterinnen – mir hu bal 3.500 Dokterinnen – hiweisen, déi elo net am Collimateur sinn an déi hei elo soi-disant awer e bëssen ebranléiert ginn, well mer mengen, mir hätten e generell Mësstraue.

Nichtsdestotrotz ass et kloer, datt eis Dokumentatioun an eis Datendisponibilitéit net esou opgestallt sinn, ...

Une voix | A!

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | ... datt ee genuch Donnéeën huet, fir Recherche ze maache respektiv Analysen iwwert d'Effikasitéit an d'Effizienz, respektiv d'Qualitéit vun den Traitementen ze dokumentéieren an am internationale Verglach ze spigelen.

Dat ass awer déi éischt Konditioun, déi muss erfëllt sinn: genuch Donnéeën mat deene Parametere, déi néideg sinn, fir d'Qualitéit ze appreciieren. Duerfir gesäit, esou wéi den Deputéierte Schockmel gesot huet, den Accord de coalition jo och vir, datt mer e Centre d'excellence médicale solle kreéieren.

Mir hunn awer net keng Donnéeën. D'Basis duerfir ass geluecht ginn iwwert d'Dokumentation hospitalière. 2015 initiéiert, 2018 en place gesat, ass dat e robuste System, dee benotzt gëtt, fir d'Qualitéit ze kucken, fir transparent ze sinn, fir d'Planifikation hospitalière ze maachen a fir d'Soinen ze verbessern. D'Auswärtung vun dëser Dokumentation hospitalière hëlleft enner anerem, d'Carte sanitaire opzestellen. An do hu mer schonn e gudd Saz vun Donnéeën, awer net genuch.

An deenen éischte Méint, wou ech am Amt war, si reegelméisseg Medezinner u mech erugetruede mam

Souci, datt si zwar op där enger oder anerer Plaz probéieren, iwwert d'Recherche Donnéeën ze kréien, ze sammeln, déi da kënne fir deen Zweck benotzt ginn, wou soll de Centre d'excellence zoustänneg ginn. Déi, déi dat froen, si prett, fir Regëstere ze definéieren, wou dann all Dokter misst a standardiséierter Form seng Saisie vun de gefrote Parametere maachen. A parallell ginn dann och d'Accès regléiert, fir en toute transparence kënne déi Donnéeën ze traitéieren.

E Beispill vun esou engem Regëster gëtt et schonn: de Kriiberegëster. Mee mir hu keng propper Base légale. A genau duerfir hu mer decidéiert, an d'Loi santé publique all déi Regëstere opzehuelen, ze definéieren, propper ofzebilden, all d'RGPD-Reegelen do ze definéieren, well de Moment gëtt et déi Base légale net.

Mee och wat d'Qualitéit ubelaangt, do sinn eis Spideeler gutt ennerwee a si hunn op hir eegen Initiativ hin ugestriift, esou séier wéi méiglech zertifizéiert ze ginn. CCI an Accreditation Canada si just zwou Zertifikatiounen, déi d'Organisation, de Flux, d'Sécherheet vum Patient an d'Qualitéit vu senger Prise en charge analyséieren. An doriwwer eraus hu mer schonn eenzel Spideeler, déi an eenzelne Servicer och internationale Zertifikatiounen en place hunn.

A punkto PROMs a PREMs ass villes gesot ginn, mee och do wëllt ech d'Beispill gi vum Réseau Parkinson-Net, déi prett sinn, fir strukturéiert PROMs/PREMs en place ze setzen.

A last but not least, et ass nach net haut ugeschwat ginn, hu mir och e Patientenschutzgesetz, iwwert dat ee vill Saache kann en place setzen.

Am Resümee: Den aktuelle Fall gëtt suivéiert, esou wéi all Fall, deem eis signaléiert ginn ass, bis elo suivéiert ginn ass. Deen eenzelne Fall beweist awer net, datt mer e Qualitéitsproblem hunn. Au contraire, vill Etüde bescheinegen, wéi scho gesot, am internationale Verglach, datt mer gutt opgestallt sinn. A fir de Rescht ass alles, wat an der Motioun ugeschwat gëtt, amgaangen ëmgesat ze ginn.

Une voix | Très bien!

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Mee wat gutt ass, kann nach besser ginn. Do si mer kontinuéierlech ennerwee. A spéitstens mat der Loi santé publique wäerte mer op d'mannst fir d'Regëstere eng Base légale hunn an e grouse Schrëtt gemaach hunn.

En attendant wëllt ech awer d'Geleeënheet notzen – an et ass ugeschwat ginn, datt mer eng Kéier an enger Kommissioun sollen driwwer schwätzen –, fir ze bekräftegen, datt an deem aktuell diskutéierte Fall, wéi an all Fall, wou mer signaléiert kréien, datt eppes net esou leeft, wéi et soll, eis éischt Verantwortung ass, d'Sécherheet vun de Patienten an de Patientinnen ze garantéieren. An duerfir kucke mer dës Situatioun an all Situatioun ganz genee no an handele konsequent am strikte Sënn vum Gesetz.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minister. Dann huet selbstverständlech d'Auteure vun dëser Motioun zum Schluss nach eng Kéier d'Wuert. Madamm Lenert.

Mme Paulette Lenert (LSAP), auteure | Jo, merci, Här President. Ech héieren, de Plan national santé ass vläicht net gutt genuch gewiescht. Ech si ganz domadder d'accord. Ech hätt mer gewënscht, ech hätt e bësse méi Zäit dofir gehat. Mee zumindest ass en do. A wann eppes mech awer elo hei iwwerrascht,

dann ass et, wann esou gemaach gëtt, wéi wann een hei géif eng Geleeënheet notzen, fir mat eppes ze kommen. Well justement zu deem Moment, wou de Plan national santé adoptéiert ginn ass, du war kee Skandal an der Loft. Justement war dat en prévision a fir preventiv ze fuerderen, dass mer eis sollen Outile ginn, fir Vertrauen ze schafen. Dat ass eng Rei Joren hier, wou déi Fuerderung do komm ass.

An ech kann och nëmme staunen: Dat, wat d'Madamm Kemp ofgelies huet vun hirem Ziedel iwwert d'PROMs, dat wonnert mech wierklech, well alles, wat ech driwwer gelies hunn – an ech hu relativ vill driwwer gelies, och eeben am Kontext vum Plan national santé –, dat ass ugaangen eebe ronderëm Héftoperatiounen, ronderëm Knéioperatiounen. D'Orthopédie ass ee vun deenen Domänen, wou et am meeschte Recul scho gëtt an Experienz am Émgang mat deem Outil do.

Wat ass dat? Wat muss ee sech virstellen? Et gëtt am Fong geholl virun enger Operatioun festgehalen: Wéi geet et dem Patient? Wat ass d'Zil vun der Intervention? An herno gëtt gekuckt: Wéi ass de Verlaf? Si Komplikatiounen? Ass e méi mobil, manner mobil? Huet e méi Péng, manner Péng? Op alle Fall, alles, wat ech gesinn hunn, ass, dass et domadder ugaangen ass, an der Orthopédie. Dat ass e klasescht Beispill, wou dat einfach ëmsetzbar ass, wou et ganz vill Erfahrung scho gëtt. An dofir ass dat zitéiert ginn.

Ech sinn natierlech ganz beim Dokter Schockmel. Wann et de Wunsch ass, dat generell en place ze setzen hei am Land, wou mer bei null, oder quasi bei null, ufänken, kënne mer dat natierlech nëmmen ënerstëtzen. Mee hei war e bësselche méi eng modest Fuerderung, fir mol unzefänken an deem, wou et vill Erfahrungswärter gëtt a wat einfach ëmsetze wär, well mer einfach nëmme brauchen dat ze maachen, wat aner Länner scho laang virgemaach hunn.

Ech hunn och ganz bewusst vun der Ophthalmologie geschwat, well mer jo an enger Diskussioun och sinn, wou mer wëlle Servicer eraushuelen aus de Spideeler. Dofir fannen ech et ëmsou méi wichteg, dass een esou Outilen huet, fir dat néidegt Vertrauen oprechtzeerhalen.

Ech kann Iech nëmme soen, dass ech a menger Amtszäit an och duerno ganz vill op esou Fäll ugeschwat gi sinn, wou vläicht effektiv nach keng Prozedur amgaangen ass, mee et héiert een ëmmer erëm vu Leit, déi gesot hunn: „Ech war beim Dokter X. Deen huet mer gesot, ech muss operéiert gi mam groe Star. An dunn hunn ech mer en zweeten Avis geholl an du war et op eemol net méi esou.“ Gutt, dat si Rumeuren an esou weider. An dat ass net gutt. An dofir geet et hei drëms, fir eis eebe systemesch esou opzestellen, dass mer vum System hier kënne Vertraue schafen. Wann een e System huet, deem dorobber fousst, dass een eeben entgéinhält, ob et de Leit besser geet oder net no enger Intervention, da kann ee sech dorobber verloossen an et weess een, datt dat iergendwou gemonitort gëtt.

Dofir, wéi gesot, vun eiser Säit aus si mer absolutt d'accord. An och fir deen Zentrum, deem an Ärem Regierungsaccord ugeduecht ass, hutt Der eis absolutt Ënnerstützung. All Bausteen, deem enger besserer Qualitéit déngt, ass gutt.

Mee ech insistéieren op dat, wat ugeduecht war am Kader vum Plan national santé, an zwar ganz konkret. Do weist sech haut ganz einfach, firwat et gutt ass, fir eeben e Plus u Vertrauen ze schafen, fir e System, dee gutt ass, oprechtzeerhalen an och de Leit ze soen: „Maacht Iech keng Suergen! Do gëtt e Suivi gemaach. Do ass en An drop. Dat ass systematesch.“

Et geet ëm net méi an net manner wéi dorëmmer. An dat war in tempore non suspecto, zu engem Zäitpunkt, wou hei nach zum Gléck kee Skandal an der Loft war.

Ech wënsche mer ..., an ech hunn dat och gëschter betount: Ech sinn e Verteideger vun der Présomption d'innocence. Ech fannen, dass déi vill ze vill oft net genuch respektéiert gëtt. Ech sinn dee Leschten, deen engem eppes ënnerstellt, wann dat net erwisen ass. Dorëms geet et net. Hei ass et just e Rappel vun eppes, wat mer eis op de Fändel geschriwwen haten, wou ech gehofft hätt, dass et allgemeng hei gedroe gëtt, a just eeben an deem Kontext wéi elo.

Heiansdo huet een da méi Opmierksamkeet, wann d'Kand bis am Pëtz läit oder vläicht am Pëtz läit. Spéitstens da seet ee sech vläicht: „Jo, effektiv, dat wär vläicht net esou blöd, fir sech esou Outilen ze ginn“, wëssend, dass dat och Zäit hält. Mir waarde ganz gespaant op d'Loi de santé publique. Déi soll jo ganz viles reegelen. Nach hu mer näischt dovunner gesinn. Och do géife mer eis freeën, wa mer eng Kéier an der Kommissioun kéinten e klengen Aperçu kréien, wéi eng Dimensionswaerten ofgedeckt sinn, iwwert d'Pandemiegesetz bis hin zum Qualitätsmanagement. Do ass extreem vill, wat ee sech ka virstellen. An och do wäere mer ganz frou, als Chamber iergendwou elo an der Halbzeit matagebonnen ze ginn, wat alles wäert mat afléissen, fir eis do méiglechst utile kënne mat anzebréngen.

Ech soen Iech Merci an ech hoffen op Zoustëmmung zu dëser Motioun. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Lenert. Ech hunn nach eng Wuertmeldung. Ech ginn dervunner aus, vu datt d'sozialistesche Zäit eriwuer ass, datt et Parole après ministre ass, déi vum Här Di Bartolomeo gefrot gëtt.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Merci, Här President, ech stelle mat enger gewëssener Genugtuung fest, dass d'Madamm Ministesch dem Gesondheetssystem bescheinegt huet, dass e gutt ass. Dat steet am Widdersproch zu deem, wat – erlaabt mer, dat awer esou ze soen, bei allem Respekt, deen ech virun eisem Chamberspräsident hunn – eise Chamberspräsident déizäit als Oppositionsleader ëmmer iwwer eise Gesondheetssystem gesot huet.

En huet gesot, eise Gesondheetssystem wär en Affair vu sozialistescher Ideologie an d'sozialistesche Ideologie hätt eise Gesondheetssystem kaputt gemaach. Ech stelle fest, dass d'Siichtweis, wann een an der Majoritéit ass, anescht ass, wéi wann een an der Opposition ass.

(Interruption par M. Sven Clement)

Jo, maacht Iech keng Suergen, Dir bleift ëmmer an der Opposition!

(Hilarité)

Da wëll ech awer just nach drop hiweisen, an dat ass e ganz klore Plädoyer fir dës Motioun, dass mer iwwerall do, wou mer gewot hunn, an aller Transparenz d'Resultater vu Centres de compétences reegelméisseg ze evaluéieren, d'Goldmedail bescheinegt kruten. An deene leschten Deeg zulescht eise Centre Baclesse, deen no engem komplett onofhängegen Audit bescheinegt krut, dass en d'Goldmedail verdéngt. Dat selwecht gëtt ouni Weideres och zum gudden Deel gemaach am INCCI, an eisem Häerzzentrum. An dofir mengen ech, dass mer richteg berode sinn, vu dass mer awer vill doru geschafft hunn an deene leschte Joren, inklusiv och an dëse Joren – mir hunn den Observatoire de la santé op d'Schinn

gesat an, an, an, an –, dass mer dat solle maachen, wat an der Motioun ugeduecht ass.

Selbstverständlech kann een dat ausweiten. Selbstverständlech kann een d'Fundamenter dofir verbesseren. Mee hei solle mer wannechgelift net Majoritéit géint Opposition ofstëmmen an hei weisen, dass an esou enger Situatioun d'Vertrauen an eise Gesondheetssystem ugekraazt ka ginn, wa mer net duerchsichteg sinn a wa mer net, wann e Problem optaucht, op dee Problem reagéieren. Dofir, ech mengen, dass ausser der Madamm Kemp hei jiddwereen e Plädoyer gemaach huet, inklusiv d'Madamm Ministesch, fir dat ze maachen, wat an der Motioun drasteet. Vlächet an anere Wieder formuliert, mee et kënnt awer op dat selwecht eraus.

Här President, ech soen Iech Merci, an ech entschëllege mech nach eng Kéier bei Iech, dass ech Iech mat Ärer Vergaangenheet konfrontéiert hunn.

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Ech dierf Iech jo elo net äntwerten, Här Di Bartolomeo.

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Dach, Dir dierft vum Pult erofklammen an dann op Äre Sëtz goen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Di Bartolomeo. Ech mengen, d'Riedezäit ass elo eriwuer. Ech gesi soss keng weider Wuertmeldungen zu dëser Motioun.

An da géing ech d'Motioun vun der Madamm Paulette Lenert zum Vott stellen.

Vote sur la motion

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: Jo: 25, Nee: 35, Abstentoun: 0. Dës Motioun ass also mat 35 Nee-Stëmme géint 25 Jo-Stëmme bei kenger Abstentoun ofgeleent.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par M. Yves Cruchten), Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies (par M. Laurent Mosar), Ricardo Marques, Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Diane Adehm) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Patrick Goldschmidt, Gusti Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Guy Arendt) et M. Gérard Schockmel.

10. 8626 – Projet de loi autorisant le Gouvernement à acquérir deux immeubles à Strassen

An da komme mer zum nächste Punkt an zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour, an zwar dem

Projet de loi 8626 iwwert de Kaf vun zwee Gebaier zu Stroosse vun der Regierung. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Dee kennt Der. Et hu sech schonn ageschriwwen: d'Madamm Diane Adehm, den Här André Bauler, den Här Franz Fayot, den Här Fred Keup, d'Madamm Sam Tanson, den Här Sven Clement an den Här David Wagner. An d'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, déi honorabel Madamm Diane Adehm. Madamm Adehm.

Rapport de la Commission des Finances

Mme Diane Adehm (CSV), rapportrice | Merci, Här President. Léif Kollegeinnen a Kollegen, hei geet et ëm d'Acquisitioun vun zwou Parzellen zu Stroossen, an der Rue Thomas Edison, fir prezis ze sinn. Dës zwou Parzellen hu gemeinsam 2 Hektar, 16 Ar an 29 Zentiar. An op dëse Parzelle soll eng Annex vun der Europaschoul Gaston Thorn gebaut ginn.

Ganz konkret sollen an Zukunft do 1.900 Schüler en neit Doheim fannen, et soll eng Secondaireschoul ginn an et ass och virgesinn, op deem selwechte Site eng Schwämm gradesou wéi Sportinfrastrukturen ze bauen. An dës muss gebaut ginn, well eeben déi Sportinfrastrukturen, déi et do ronderëmmer gëtt, net méi genuch Kapazitéiten hunn, fir déi bis zu 1.900 Schüler aus der Europaschoul mat opzehuelen.

Firwat ass dës Site esou interessant? Mee ganz einfach, well en no bei engem zukünftege Pôle d'échange leie wäert. Wann een e bësse weess, wou dat ass, dann ass een net wäit vun der Areler Strooss ewech. Do soll e grouse Pôle d'échange kommen. An dohier mécht et och Sënn, genee op där doter Plaz eng nei Schoulinfrastruktur ze bauen.

Wat nach derbäikënn, dat ass, dass de Staat scho Proprietär ass vun enger Parzell, déi direkt nienendru läit. A wat och nach interessant ass, dat ass, dass op deene Parzellen, déi mer kafe wäerten, schonn e Gebai vun iwwer 10.000 Meeterkaree dropsteet, mat 201 Parkplazen derbäi, an dass de Moment do de Santésministère dran ass, an dass de Staat ongeféier 2,9 Milliounen Loyer d'Joer bezilt. Während där Zäit, wou de Projet fir ze baue wäert ausgeschafft ginn, kann de Santésministère nach an dës Gebaier drableiwen. An et geet een dovunner aus, dass een eng ronn 5 Milliounen Euro u Loyer spueren wäert.

Firwat sinn déi Parzellen hei nach interessant? Oder wat mécht de Präis vun deene Parzellen aus? Well et handelt sech ëmmerhin ëm 72 Milliounen, wat e ganz stolze Präis ass. Mee dat ass engersäits d'Lag, wéi ech Iech elo just erkläert hunn, wou e ganz gutt leie kënn, wéi gesot, op d'Areler Strooss bei en zukünftege Pôle d'échange. An et kann een eng ronn 30.000 Meeterkaree op deen heiten Terrain an Zukunft bauen.

Et sinn och zwee Avisen zu dësem Projet de loi erakomm. Dat ass engersäits d'Chambre de Commerce. Si begréisst dës Gesetzesprojet a fënnt et och eng gutt Saach, well een do awer verschidde Benefisser kann zesummentässelen, notament dass direkt en aneren Terrain vum Staat doniewent läit. A si soen och, dass et Sënn mécht, dat bei den ëffentlechen Transport ze bauen.

De Staatsrot gesäit dat heiten och positiv. Hien huet och keng Commentairen ze maachen, ausser e puer legisteschen Observatiounen. An de Staatsrot bemerkt dann och ganz richtig, dass et sech hei ëm e Finanzéierungsgesetz handelt. Well mer iwwert déi 60 Milliounen erausginn, muss en eegestänneg Gesetz gemaach ginn.

Voilà, domadder wier ech um Enn vu mengem Rapport ukomm. Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn den Accord vu menger Fraktioun.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen der Madamm Adehm villmools Merci fir dee schréftlechen a fir dee mündleche Rapport.

An den éischten ageschriwwene Riedner ass den Här André Bauler. Här Bauler.

Discussion générale

M. André Bauler (DP) | Merci, Här President. Esou wéi mer dat net anescht vun der Madamm Adehm gewinnt sinn, war dee Rapport hei ganz komplett a séier detailléiert, soudatt ech deem näischt méi bäizefüge brauch. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Bauler. Madamm Closener.

Mme Francine Closener (LSAP) | Villmools merci. Ech ginn och den Accord vun eiser Fraktioun zu dësem Projet. Ech muss awer soen, dass ech et géif wirklech begrëssen, wa mer dee Projet och eng Kéier géifen an der Educationskommission diskutieren. Do ass nach kee Wuert dozou gefall. Et ass jo awer e grouse Projet fir 1.900 Schüler. Et ass en plus op enger Streck, wou jo och dann herno nach soll de Sportslycée Schüler an déi Richtung fueren. Vläch geet och nach rieds dovun, de Lycée Josy Barthel nach eng Kéier ze erweideren. Mir hate jo och scho gefrot, dass mer eng Kéier de Plan sectoriel „Lycées“ géife virgestallt kréien. Hei gëtt jo elo erëm eppes decidéiert, ier mer dee Plan sectoriel iwwerhaapt gesinn hunn. Duerfir, ech géif den Educationminister frëndlechst froen, fir eng Kéier och an der Educationskommission doriwwer ze schwätzen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Closener. Här Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Jo, an der Vergaangenheet huet een dat heiten einfach esou matgestëmmt, esou Projeten, quitte dass dat natierlech ganz vill Sue sinn, 72 Milliounen fir zwou Parzellen. Och wann et zu Stroossen ass, ass et awer ganz vill. Mee dorëms geet et awer hei guer net.

Et geet mer dorëms, fir eng Kéier en Alarmknapp hei ze drécken, well mer feststellen, dass mer zënter zéng Joer oder nach méi eigentlech keng traditionell Lëtzebuurger Schoul méi am Secondaire hei zu Lëtzebuerg oprichten. Et gëtt kee Lëtzebuurger Lycée méi gebaut, obwuel alljoers Dausende Schüler bäikommen.

Projete sinn do fir Schëffleng, Projete sinn do fir Mondorf, och dat erëm eng Kéier alles international Schoulen. A wat am Fong hei stattfënt, dat ass am Fong eng schlächend Ëmgestaltung vun eise Schoulssystem, déi een esou direkt vläch net mierkt. A wat et awer wirklech ass, dat ass déifgräifend, et ass wirklech e Paradigmewissel, et ass eng Revolution, déi stattfënt a Wirklechkeet, wou mer higinn zu engem ëmmer méi frankofon geprägte Schoulssystem, no engem internationale Modell, deen aneschtens fonctionéiert a wou mir keng Handhab méi och direkt hunn op d'Schoulprogrammer als Lëtzebuurger Staat. An dat, mengen ech, ass net gutt.

An d'Leit dobause kréien den Androck, wéi wann et ëmmer nëmme kleng Upassunge wieren. Mee, wéi gesot, et ass en déifgräifenden Ëmbau, dee souwuel riskéiert, de Leeschtungs niveau ze erhéijen, dee riskéiert, Ongerechtegkeeten ze schafe fir déi eng Schüler an déi aner Schüler, deen och Risiken huet fir dat, wat een nach ëmmer „eis national Identitéit“ nennt, a ganz kloer fir de gesellschaftlechen Zesummenhalt.

A fir dat eng Kéier kloer ze soen, war et eis wichtig, vun dësem Moment ze profitieren. An duerfir wäerte mer dat hei och net matstëmmen.

M. Tom Weidig (ADR) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Ech ginn och den Accord vun deene Gréngen zu dësem Projet. Ech ka mech awer nëmmen de Wieder vun der Madamm Closener uschlëssen, dass dat heiten natierlech och soll um Niveau vun der Education mam Educationminister diskutéiert ginn, fir dass och do d'Deputéiert, fir eis dann d'Djuna Bernard, kënnen déi néideg Froe stellen an dat Ganzt an de Gesamtkontext stellen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wäert Iech elo net iwwert de Kafpräis insgesamt schwätzen oder iwwert d'Meeterkareeën oder iwwert de Projet, wou ech wirklech hoffen, dass mer de Schoulprojet selwer nach eng Kéier an der Educationskommission in extenso kënnen diskutieren.

Ech mengen, elo geet et emol drëm, den Terrain ze kafen, wou ee kann eppes drop maachen. Ech fannen et och u sech positiv, dass e fréizäiteg kaf gëtt, fir all eventuell Spekulationen aus dem Wee ze raumen an natierlech och gläichzäiteg potenzielle Loyer ze spueren, während de Santéministère nach do ass.

Wat mech awer bei deem heite Projet e bëssen irritéiert huet, dat ass net déi grouss Parzell vun deenen 2 Hektar an 13 Ar. An Dir mierkt, wann Der der Madamm Rapportrice virdrun nogelauschert hutt, dass mer vun 2 Hektar a 16 Ar an 29 Zentiar schwätzen, mee et geet mer u sech ëm déi zweet Parzell, déi mer kafen, nämlech déi, déi 2 Ar a 75 Zentiar huet.

Elo kann ee soen: „Majo, dat gehéiert dozou. Dat ass ee Projet. Mir müssen dat kafen.“ Dat stëmmt nëmme begrenzt, well wat mer hei maachen, an dat ass awer an deene leschte siwe Joren déi éischte Kéier, dass mer dat iwwert de Wee gelaf ass, ass, dass mer u sech en Deel kommunal Strooss kafen. Dat heescht, de Staat, den Domaine de l'État keeft oder gëtt Propriétaire vun engem Deel vun der Voirie communale vun der Gemeng Stroossen.

An do wollt ech awer d'Fro stellen, firwat dann hei wirklech de Choix gemaach gouf, dat am Gesetz mat ze verankeren, dass de Staat dee keeft, anstatt an där nammlecher Transaktioun sech eens ze ginn, dass engersäits d'Gemeng Stroossen hiren Deel, hir 2 Ar a 75 Zentiar géif kafen an de Staat géif dann déi aner 2 Hektar an 13 Ar kafen. Éischtens emol, déi Fro gouf an der Kommission net wirklech beäntwert. Et gouf gesot: „Et ass e Package. Mir müssen dat esou kafen a mir maachen duerno eng Regulariséierung.“

Da wär meng zweet Fro un de Minister an deem Kontext: Ma wat bezilt dann elo de Staat fir d'Gemeng Stroossen? Well ech ginn dovun aus, dass déi Cessioun herno un d'Gemeng Stroosse gratis oder fir de symboleschen Euro gemaach gëtt, wéi dat u sech üblech ass. Dat heescht: Wéi vill bezilt de Staat? De Rescht vum Terrain ass mer u sech egal, déi 2 Hektar an 13 Ar. Do geet et mer wirklech net ëm den Arpräis. Mir kennen alleguerten d'Situatioun vum Bauterrainspräis hei zu Lëtzebuerg. Mee et geet mer awer bewusst ëm d'Fro: Kafe mir hei eng Place voirie fir Bauterrainspräisser oder kafe mer se fir en anere Präis? Oder gouf dat esou als Packagedeal verkaft, soudatt mer u sech iwwerméisseg vill fir eng kommunal Strooss bezuelen, déi scho längst der Gemeng Stroosse misst gehéieren? Ech verstinn nämlech net,

firwat mir hei national Steiergelder ausginn, fir eng kommunal Strooss müssen ze regulariséieren.

An dorobber gouf et an der Kommission keng Äntwert. Ech hunn iergendwéi d'Hoffnung, dass mer vläch haut an der Pleniëre dann eng Äntwert drop kréien oder zumindest besser erkläert kréien, wat de Staat gedenkt, mat engem Deel kommunal Strooss ze maachen, ob mer dann elo e CR op deene puer Meeter maachen. Dat wär op alle Fall witzeg, well da géif d'Ponts et chaussées Spaass hunn, fir déi puer Meeter streeën ze goen, während de Rescht muss vun der Gemeng gestreet ginn.

Spaass beisäit, et ass awer e bësse méi seriö wéi dat. Et ass eng Première. Ech hunn och mat aneren Deputéierte geschwat. Et konnt kee mer wierklech soen, dass mer dat schonn eng Kéier gemaach hätten. Dofir, Här Minister, vläch kënnt Der mer do e bësse méi Kloeerheet verschafen.

Villmools merci.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Sven Clement (Piraten) | Mir wäerten et matstëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Mir sinn och bereet, dat heite matstëmmen, well dee Kaf mécht jo Sënn. Allerdéngs muss een awer och soen, dass en zu engem schéine stolze Präis awer ofkaf huet. Also de Propriétaire huet gutt verhandelt, fir dat emol esou ze soen. Wann ee kuckt, läit d'Moyenne vum Ar an der Gemeng Stroosse bei 200.000 Euro. Do si mir op 332.000 Euro den Ar. Also et ass schonn e staarken Ennerscheid. An dat mécht dann eeben déi 72 Milliounen aus.

Et kann een natierlech soen, do ass och nach de Bâtiment administratif, dee mer mat stëmmen. Mee mir mengen net, dass deen déi 29 Milliounen wäert ass, déi d'Differenz maachen tëschent 72 Milliounen an 43 Milliounen, wa mer just d'Moyenne géife respektéieren vun 200.000 Euro den Ar. Also et ass schonn e bëssen ... Bon, et ass alles bestëmmt och ... Et ass en Terrain, deen och schonn amenagéiert ass et cetera. Mee trotzdem muss ee soen, dass mer do villes ausginn. Ëmmerhin hu mer duerno awer en Terrain, dee mer och kënne benotzen, fir eng Schoul drop ze bauen. Mee mir wollten dat awer nach eng Kéier soen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Dann hunn ech nach eng Wuertmeldung vun der Madamm Cahen.

Mme Corinne Cahen (DP) | Jo, villmools merci, Här President. Also ech mengen, mir haten dee Projet hei an der Finanzkommission, wou mer driwwer geschwat hunn. An ech mengen, den Här Clement huet hei Froe gestallt, déi jo dann och an deem Kader vun deem Gesetz sinn, wou den Här Finanzminister bestëmmt nach eng Äntwert wäert drop ginn.

Wat mech allerdéngs iwwerrascht, dass deen Hors-sujet, fir ze soen: „Mir stëmmen deen Terrain hei net mat, well mir sinn do géint international Schoulen.“ Dat heescht, meng Fro wär dann: Géingt Der en da matstëmmen, deen Terrain? Well et geet jo drëms, deen Terrain hei ze stëmmen, ob de Staat dee soll kafen oder net, an an enger zweeter Phas, wéi d'Madamm Closener an d'Madamm Tanson och richtegerweis gefrot hunn, an ech sinn och dofir frou, dass den Educationminister hei ass, fir dann driwwer ze schwätzen, effektiv: Wat soll dorobber kommen? Wéi eng Schoul soll dat sinn? An ech



mengen, do sinn ech ganz sécher, dass dat an der Educatiounskommissioun och wäert beschwat ginn an dass de Minister dat wäert virstelle kommen an dass mer do all Froe kënnen stellen.

Mee ech sinn awer immens iwwerrascht, dass hei de Kaf vun engem Terrain benotzt gëtt, fir ze soen: „A nee, mir stëmmen dat doten awer elo net mat, well mir si géint international Schoulen. Mir hätte gär déi Schoulen, wéi mir ons se virstellen, Lëtzebuerger Schoulen.“ Wann ee weess, wivill Leit do op deene Waardelëschte stinn, fir an déi Schoulen eranzekommen, fir dass d’Kanner eng Bildung kënnen kréien hei am Land, wann ee weess, dass mer 72 % vun den Awunner hunn an der Stad Lëtzebuerg, déi net déi lëtzebuergesch Nationalitéit hunn, dass do e Besoin ass, dass mer gären hätten, dass Leit aus der ganzer Welt heihinner kommen, fir ons Ekonomie ze ënnerstëtzen an hei ze schaffen, dann, muss ech soen, fanne ech dat Argument, fir do dergéint ze stëmmen, géint deen heite Projet, awer ganz lamentabel.

Villmools merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech gesinn, et ass elo keng Wuertmeldung méi do.

Dann huet de Minister d’Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Ech soen deene Leit Merci, déi deem hei eng grouss Zoustëmmung ginn. Zwou Froe ware gestallt ginn. De Präis: Ech mengen, et muss ee kucken, e Präis pro Ar, dat ass net e Präis pro Ar. De Präis pro Ar ass een, dee muss definéiert gi par rapport zu deem, wat ee kann drop bauen. An duerfir kann een net de Präis pro Ar zu Stroosse mat engem Präis pro Ar zu Stroosse vergläichen, mee et muss ee kucken, wat een zu Stroossen op engem Ar op där enger Plaz ka bauen a wat een zu Stroossen op där anerer Plaz ka bauen. Dat ass iwwregens net nëmmen zu Stroossen de Fall, dat ass an allen anere Gemengen och de Fall, well d’Potenzialitéit vun deem, wat ee kann op engem Terrain bauen, och de Präis dovunner determinéiert.

Hei ass am Konkreeten e Baupotenzial vun 30.421 Meeterkaree consideréiert fir déi 69 Milliounen. Dat si ronn 319.000 Euro den Ar. Jo, mee dat sinn och

2.268 Euro op de Meeterkaree Surface construite brute. Dat muss een also mat a Betruecht zéien, inklusiv d’Lag, wou déi Parzell ass. Déi läit an idealer Lag mat enger direkter Ubannung un de Pôle d’échange a se läit un Infrastrukturen, déi de Staat och de Moment schonns huet.

Dann op dem Här Clement seng Fro iwwert déi 2 Ar. Déi 2 Ar, déi sinn e Bestanddeel vun dem integrale PAP, deen elo op dem Terrain läit, an duerfir si se och an deem Sënn hei an dem gesamte Präis mat dran. Wann dee ganze Projet hei eng Kéier realiséiert ass, dann ass dat natierlech ... Gemäss dem Gesetz iwwert den Aménagement communal muss jo ëmmer en Deel un d’Gemeng, an deem Fall d’Gemeng Stroossen, ofgetruede ginn. An dat wäert da gratis sinn. An dat wäert sécherlech méi si wéi déi 2 Ar, déi hei sinn. Dat heescht: Firwat ginn déi 2 Ar mat kaf? Mee well se vun dem besteeënde PAP, deen op dem Terrain actuellement läit, do Partie intégrante sinn.

An den zweete Punkt ass deen ...

(Interruption)

Jo dach, déi si Partie intégrante vun deem Terrain.

Den zweete Punkt ass deen, dass actuellement dës Parzell an eng Zone administrative klasséiert ass, wat se also präislech méi interessant mécht, wéi wa se eng reng Zone bâtiments et équipements publics wier. Nichtsdestotrotz besteet d’Méiglechkeet, mengen Informatiounen no, herno, wann e PAP fir eng Schoul drop ass, fir dat dann och an eng Zone bâtiments et équipements publics ëmzeklasséieren.

Also nach eng Kéier, déi 2 Ar, déi sinn dran an deem gesamte PAP, deen de Moment drop ass. An et ass dee gesamte PAP mat deem Gebai, wat dropsteet, wat un de Staat verkaf gëtt.

M. Claude Wiseler, Président | Voilà, ech soen dem Minister Merci. Ech gesinn elo weider keng Wuertmeldung.

Da komme mer zur Ofstëmmung vun dem Projet de loi 8626. Den Text steet am Document parlementaire 8626³.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8626 et dispense du second vote constitutionnel

D’Ofstëmmen fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vote ass ofgeschloss.

D’Resultat vum Vott ass: 55 Jo-Stëmmen, keng Nee-Stëmm, 5 Abstentionen. Dëse Projet de loi ass also ugeholl mat 55 Jo-Stëmmen bei 5 Abstentionen.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies (par Mme Nancy Arendt), Ricardo Marques, Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler (par M. Laurent Mosar), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Stéphanie Weydert) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. André Bauler) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par M. Ben Polidori), Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic (par Mme Djuna Bernard), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring (par Mme Sam Tanson) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus : MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

Freet d’Chamber d’Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

Domat si mer um Enn vun eiser Sëtzung ukomm. Déi nächst Sëtzunge si fir den 10., 11. an 12. Februar virgesinn.

D’Sëtzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 18.04 heures.)



Sommaire

Objet	N°	Auteur	Page	Objet	N°	Auteur	Page
Conséquences de l'individualisation de l'impôt sur les aides sociales	3107	Djuna Bernard, Sam Tanson	37	Départs en retraite au cours des cinq dernières années	3139	Gérard Schockmel	50
Difficultés d'obtention d'un titre de séjour malgré un emploi stable	3110	Sven Clement	37	Espèces invasives et leur impact sur les récoltes	3140	André Bauler, Luc Emering	51
Ajout du certificat « LuxTrust » sur les titres de séjour	3111	Sven Clement	37	Hôpitaux et création d'unités souterraines de secours	3141	Jean-Paul Schaaf	51
Service d'aide médicale urgente (SAMU)	3112	Claude Haagen	37	SA récemment créée ayant pour objet social la fourniture de services de santé	3142	Djuna Bernard	51
Arnaques liées aux fausses offres d'emploi au Luxembourg	3113	André Bauler, Carole Hartmann, Gilles Baum	38	Utilisation de la géolocalisation dans Microsoft Teams dans l'éducation	3143	Marc Goergen	52
Importations de gaz russe et dépendance énergétique du Luxembourg	3114	Sven Clement	38	Arrêt du tram à Pontpierre/Wickrange	3144	Meris Sehovic	52
Statuts des associations	3115	André Bauler	39	État d'avancement du projet de contournement d'Alzingen-Hesperange	3145	Meris Sehovic	53
Langue française dans l'enseignement secondaire	3116	André Bauler, Barbara Agostino	39	Exploitation du tramway lors de grands événements et évolution du calendrier des extensions du réseau	3146	Meris Sehovic	53
Installation d'écrans publicitaires et implications sur la sécurité routière	3117	Marc Goergen	40	Emprunts communaux	3147	André Bauler, Luc Emering	54
Études portant sur le glyphosate	3118	Marc Goergen	40	Traitement fiscal des indemnités pour servitudes de lignes électriques	3148	Stéphanie Weydert	54
Préservation de la maison de l'ancien directeur de l'ARBED à Rodange	3119	Barbara Agostino	41	Sécurité dans les écoles	3149	Marc Goergen	55
Valorisation du patrimoine sidérurgique à Rodange	3120	Barbara Agostino	41	Gestion des données dans la lutte contre la criminalité	3150	Marc Goergen	56
Cadre légal relatif aux contrats étudiants	3121	Barbara Agostino	41	Gestion des cadavres d'oiseaux sauvages soupçonnés infectés de grippe aviaire	3151	Joëlle Welfring	56
Subsides publics et projets privés de logements abordables	3122	Paulette Lenert	42	Prescription d'activité physique	3152	Mandy Minella, Carole Hartmann	56
Inventaire et gestion du patrimoine immobilier public de l'État	3123	Dan Biancalana	43	Grand Départ du Tour de France 2028	3153	Barbara Agostino, Mandy Minella	57
Impact des mesures fiscales de relance du logement	3124	Paulette Lenert	43	Mesures du Luxembourg face aux révélations sur la NSPA	3154	Mars Di Bartolomeo, Georges Engel	58
Conséquences de l'arrêt du 26 février 2025 sur la double répression en matière financière	3125	Laurent Mosar	43	Code de déontologie pour médecins	3155	Mars Di Bartolomeo	59
Réglementation des fonctions d'ingénieur-directeur et d'ingénieur-directeur adjoint au sein des syndicats intercommunaux	3126	Charles Weiler	44	Évolution des infections de bronchiolite	3156	André Bauler, Carole Hartmann	59
Prise en charge des frais juridiques par l'État	3127	Marc Goergen	44	Activités commerciales d'un ancien Ministre de l'Économie avec le Gouvernement	3157	Marc Goergen	60
Revenus provenant de la location de biens immobiliers	3128	André Bauler, Patrick Goldschmidt	45	Multiplication des barbershops et des salons de manucure au Luxembourg	3158	Ricardo Marques	60
Procédure de la carrière ouverte dans la fonction publique	3129	Djuna Bernard	45	Vespa velutina	3159	Octavie Modert	60
Projet pilote QR Code pour informations bus en temps réel	3130	Diane Adehm	46	Interrogatoire digital	3160	André Bauler, Simone Beissel	61
Augmentation de la majoration d'âge	3131	Claire Delcourt	46	Pafemillen	3161	Jeff Engelen	62
Agrandissement du Atert-Lycée Redange	3132	Ben Polidori, Francine Closener	46	Tensions institutionnelles au sein de l'Université du Luxembourg	3162	Françoise Kemp	62
Mobilité interne entre l'administration générale, l'armée, la police et le CGDIS	3133	Ben Polidori, Yves Cruchten	47	Campagne de recrutement de la Police grand-ducale	3163	Dan Biancalana	63
Remplacement des enseignants et gestion de la réserve de suppléants dans l'enseignement fondamental	3134	Ben Polidori	48	Empreinte environnementale de l'IA	3164	Franz Fayot, Georges Engel, Ben Polidori	63
Centre de radiologie Cloche d'Or	3135	Liz Braz, Mars Di Bartolomeo	48	Prise en charge de la gestion et de l'administration de médicaments	3165	Ben Polidori, Georges Engel	64
Représentation de l'État dans les conseils d'administration et transparence des rémunérations	3136	Sven Clement	48	Permis de conduire et carte d'immatriculation numériques	3166	Laurent Mosar	64
Langues d'enseignement des formations obligatoires après retrait du permis à points	3137	Sven Clement	49	Foire de l'étudiant 2025	3167	Françoise Kemp, Maurice Bauer, Ricardo Marques	65
Restrictions du service de restauration sur le campus de l'Université du Luxembourg à Kirchberg	3138	Sven Clement	49	Radars de contrôle du covoiturage sur l'A3	3168	Fred Keup	66
				Vol de cartes de crédit	3169	Corinne Cahen	66



Interdiction du territoire	3170	Fred Keup, Tom Weidig	66	Procédures d'intervention face aux frelons asiatiques	3207	Jeff Engelen, Tom Weidig	83
Foire de l'étudiant	3171	Francine Closener, Ben Polidori	67	État d'avancement du projet d'internat de l'EHTL	3208	Charles Weiler	83
Gestion et recyclage des éoliennes industrielles en fin de vie	3172	Tom Weidig	68	Installation de miradors de chasse	3209	Marc Goergen	84
Recrutement de la Police grand-ducale	3173	Marc Spautz	68	Fonds national de soutien à la production audiovisuelle	3210	Marc Goergen	84
Hausse des prix dans les CIPA	3174	Marc Goergen	68	Antennes à Junglinster	3211	Marc Goergen	84
Utilisation de pneus toutes saisons en hiver	3175	Marc Goergen	69	Suppression d'emplois au sein d'Amazon Luxembourg	3212	Sam Tanson	84
Marché public concernant l'extension du réseau du tram	3176	Marc Goergen	69	Charge bidirectionnelle (Vehicle-to-Grid)	3213	Ben Polidori, Georges Engel	85
Violence d'un élève en école fondamentale	3177	Sven Clement	70	Délégués à la protection des élèves (DPE)	3214	Francine Closener	86
Règles concernant les vols militaires	3178	Marc Goergen	71	Suppression d'emplois au sein d'Amazon Luxembourg	3215	Mars Di Bartolomeo, Georges Engel	87
Politique de décentralisation dans le contexte de la Foire de l'étudiant	3179	Marc Goergen	71	Suivi des négociations sur le télétravail des frontaliers avec la France	3216	Sven Clement	88
Exercice du droit de préemption par le Fonds du logement	3180	Liz Braz, Paulette Lenert	72	Indexation des prestataires et réduction appliquée aux laboratoires	3217	Sven Clement	88
Faux policiers	3181	André Bauler, Simone Beissel	72	Délais d'attente pour échographies au CHEM	3218	Sven Clement	89
Désertification commerciale des centres-villes	3182	Laurent Mosar, Maurice Bauer	73	Prise en charge des patients claustrophobes lors des examens IRM	3219	Sven Clement	89
Plan d'action « Drogendësch 2.0 »	3183	Dan Biancalana, Mars Di Bartolomeo	73	Réévaluation de carrière des facteurs sous statut public et état du recours administratif	3221	Charles Weiler	90
Pratiques de contrats de conseil pour anciens dirigeants dans les institutions publiques	3184	Sven Clement	74	Décentralisation des implantations ICD et CRT au CHdN	3222	Charles Weiler	90
Conditions de preuve de l'honorabilité professionnelle pour l'extension d'une autorisation d'établissement	3185	Sven Clement	74	Médiation pénale	3223	Dan Biancalana	90
Disponibilité linguistique des procédures myguichet.lu pour les entreprises	3186	Sven Clement	74	Interprétation luxembourgeoise des règles UE sur les liquides en cabine	3224	Sven Clement	91
Propagation de la pyrale du buis	3187	André Bauler, Luc Emering	75	Abolition des droits de navigation sur la Moselle et impact pour la flotte luxembourgeoise	3225	Mars Di Bartolomeo, Yves Cruchten	92
Enquête « Cadastre des loyers »	3188	Alexandra Schoos	75	Réglementation en matière de déforestation	3226	Mars Di Bartolomeo, Franz Fayot, Claire Delcourt	92
Procédures de sécurité appliquées au transport d'une urne funéraire au Findel	3189	Sven Clement	75	Diffusion et enseignement du Codex Mariendalensis	3227	Tom Weidig, Alexandra Schoos	93
Signalements en matière de protection de l'enfance	3190	Marc Goergen	76	Prise en charge des visites de sages-femmes pour enfants prématurés	3228	Sven Clement	93
Devoir de vigilance	3191	Yves Cruchten	76	Initiative « Central Northern European Military Mobility Area »	3229	Sven Clement	94
Stratégie nationale de résilience	3192	Corinne Cahen	77	Dégradation de la santé des forêts luxembourgeoises	3230	Barbara Agostino, Luc Emering	94
Infrastructures sanitaires dans la Maison de retour	3193	Marc Goergen	77	Mise en place prolongée d'un radar de chantier sur la N11	3231	Michel Lemaire	95
Suspension de pensions liée aux certificats de vie	3194	Sven Clement	77	Emploi de frontaliers travaillant exclusivement depuis la France	3232	Sven Clement	96
Validité des actes de naissance pour les dossiers de PACS	3195	Sven Clement	78	« Suergentelefon »	3233	André Bauler, Luc Emering	96
Délégation aux commémorations d'Auschwitz	3196	Sven Clement	79	Agence eSanté	3234	Mars Di Bartolomeo, Georges Engel	97
Devoirs à domicile	3197	Francine Closener, Claire Delcourt	79	Grippe aviaire	3235	Claire Delcourt, Mars Di Bartolomeo	97
Cannabis et sécurité routière	3198	Marc Goergen	80	Micro-taxe européenne sur les produits ultratransformés	3236	Mars Di Bartolomeo	97
Trottinettes électriques (e-scooter)	3199	Marc Goergen	80	Collectrice du Sud (A13, N31)	3237	Marc Goergen	97
Chasse par battue à Hesperange	3200	Marc Goergen	80	Position du Luxembourg face aux menaces sur le chiffrement en Europe	3239	Sven Clement	97
Nouvelle coalition à Wiltz	3201	Marc Goergen	80	Pollution pétrolière de la Moselle au port de Mertert	3747 urgente	Ricardo Marques, Octavie Modert, Stéphanie Weydert	98
Usine sidérurgique Liberty Steel à Dudelange	3202	Dan Biancalana, Mars Di Bartolomeo	81	Pénurie de vaccins vétérinaires au Luxembourg	3779 urgente	Alexandra Schoos	99
Sécurité routière de la N5 (route de Longwy)	3203	Marc Goergen	81				
Sortie de la pauvreté et retour à l'emploi	3204	Dan Hardy	82				
Inclusion scolaire et prise en charge des élèves aux besoins socio-émotionnels	3205	Francine Closener, Ben Polidori	82				
Situation et avenir des hôtels familiaux en milieu rural	3206	Charles Weiler, Ricardo Marques	82				



Conséquences de l'individualisation de l'impôt sur les aides sociales | Question 3107 (24/10/2025) de **Mme Djuna Bernard** | **Mme Sam Tanson** (déi gréng)

Pour un nombre important d'aides et de primes étatiques, les critères d'éligibilité tiennent compte du revenu imposable du ménage des bénéficiaires.

Dans le contexte de la réforme fiscale annoncée visant à introduire une individualisation de l'impôt à partir du 1^{er} janvier 2028, se posent plusieurs questions quant à la future détermination de ce revenu de référence, notamment en ce qui concerne le respect du secret fiscal, la charge administrative supplémentaire éventuelle et la cohérence avec les critères sociaux actuellement en vigueur.

Dans ce contexte, nous souhaitons poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil :

1) Quelles sont, à ce jour, les aides, primes ou subventions relevant du Ministère de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil pour lesquelles le revenu imposable du ménage figure parmi les critères d'éligibilité ?

2) Le ministère a-t-il déjà été officiellement consulté par le Ministère des Finances au sujet de l'impact potentiel de l'individualisation de l'impôt telle qu'elle est actuellement prévue ?

Réponse (02/12/2025) de **M. Max Hahn**, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

ad 1) Il n'existe pas d'aide, prime ou subvention relevant du Ministère de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil pour lesquelles le revenu imposable du ménage figure parmi les critères d'éligibilité.

ad 2) La mise en place d'une classe d'impôt unique a été discutée à plusieurs reprises entre ministres et au sein du Conseil de Gouvernement.

Difficultés d'obtention d'un titre de séjour malgré un emploi stable | Question 3110 (24/10/2025) de **M. Sven Clement** (Piraten)

An der parlamentarescher Fro N° 2993 hunn ech dem Minister eng Rei Froe gestallt zu Persounen, déi trotz enger fester Aarbechtsplaz a reegelméissegem Akomes keng Openthaltsgeneemegung zu Lëtzebuerg kréien.

Dozou huet och d'Fro gehéiert, wéi vill dem Ministère bekannt wieren, wou Persounen trotz enger fester Aarbechtsplaz keng Openthaltsgeneemegung kruten. Dem Minister seng Äntwert op dës Fro war déi Follgend: „Et ass net ëmmer kloer wéini ee vun enger ‚fester‘ Aarbechtsplaz ausgoe kann, oft sinn d'Leit, déi an der Illegalitéit schaffen, och net korrekt beim Centre commun vun der Sécurité sociale affiliéiert.“

Dës Äntwert ass awer leider net vollstänneg a gëtt keng Informatiounen iwwert Persounen, déi net nëmmen eng fest Aarbechtsplaz haten, mee och regulär bei der CCSS ugemellt sinn.

An deem Zesummenhang wëllt ech dem Minister fir den Interieur dës Froe stellen:

1. Wéi vill Fäll sinn dem Ministère bekannt, wou Persounen trotz enger fester Aarbechtsplaz an enger korrekter Umeldung beim Centre commun de la sécurité sociale keng Openthaltsgeneemegung kréien?

2. De Minister schreift a senger Äntwert, datt vun 2021 bis 2024 insgesamt 156 Persounen iwwer de

Forum ONG regulariséiert goufen. Kann de Minister eng Opschlësselung no Joer ginn, an erklären:

– Wéi vill Demandé gouf et insgesamt an deem Zäitraum?

– Wat ass an der Moyenne d'Beaarbechtungszeit fir esou eng Regularisatioun?

– Wéi vill Demandé goufe refuséiert an aus wéi enge Grënn?

Réponse (10/11/2025) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

ad 1. Et ass leider net méiglech erauszufannen, wéi vill Drëtstaater trotz enger fester Aarbechtsplaz an enger Umeldung beim Centre commun de la sécurité sociale (CCSS) keng Openthaltsgeneemegung kréien. Persounen, där hiren Openthaltstatus regulariséiert gëtt, befannen sech a ganz verschidde Situatiounen. Deementspreechend variéieren d'Grënn, déi zu enger Regularisatioun féieren a musse vu verschidde Servicer traitéiert ginn. Dofir ass et net méiglech pertinent Statistiken ze erstellen.

ad 2. De Forum ONG fënnt dräimol am Joer statt wou 3 ONGen (ASTI, CLAE an HUT) am Duerchschnitt 5 Dossieren auswielen a präsentéieren. En Dossier kann e puer Leit betreffen.

D'Beaarbechtungszeit ka variéieren: wann den Dossier komplett ass, kann eng Regulariséierungsdecisioun an den nächsten Deeg nom Forum ONG geholl ginn. Wann nach en Dokument feelt, wéi zum Beispill e valabelen nationale Pass, kann et méi laang daueren. ↑

D'Ursaachen, déi géint eng Regularisatioun geschwat hunn, ware villfältig:

– Déi Concernéiert waren zum Beispill wéinst Stéierung vun der öffentlecher Uerdnung (Trouble à l'ordre public) opgefall;

– Et gouf Zweifel iwwert d'Identitéit vun der Persoun;

– Et lounge falsch Aarbechtskontrakter (Contrat de complaisance) vir;

– Et gouf preexistent Refusen, déi vun de Geriichter confirméiert goufen, an d'Persoun hat sech verweigert, d'Land ze verloossen;

– Et gouf net genuch Beweiser, datt d'Persoun sech effektiv zu Lëtzebuerg opgehalen huet oder et gouf keng besonnesch Partikularitéit am Dossier, déi eng Regularisatioun justifiéiert hätt.

Ajout du certificat « LuxTrust » sur les titres de séjour | Question 3111 (24/10/2025) de **M. Sven Clement** (Piraten)

An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro N° 2901 hunn ech eng Rei Froen iwwert d'eIDAS-Identifikatioun gestallt respektiv zu LuxTrust-Zertifikaten.

An deem Zesummenhang wëllt ech dem Minister fir den Interieur dës Froe stellen:

– Op meng Fro ob „titres de séjour“ mat der „GouvID“ funktionéieren huet d'Ministesch fir Digitalisatioun geäntwert: „Den Chip fir ‚titre de séjour‘ enthält kee LuxTrust-Zertifikat, dofir kënnen déi net mat GouvID benotzt ginn. Am Fall wou den ‚titre de séjour‘ mat engem LuxTrust-Zertifikat wéi op den Identitéitskaarte géif équipéiert ginn, wäert déi aktuell Applikatioun GouvID deen Zertifikat och kënnen liesen.“

Firwat enthält den „titre de séjour“ bis elo nach keen Zertifikat a plangt de Minister dës an noer Zukunft ze änneren?

• Wa jo, wéini sollen „titres de séjour“ esou en Zertifikat kréien?

• Wann nee, firwat net?

Réponse (10/11/2025) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

De LuxTrust-Zertifikat gëtt eng eendeiteg digital Identitéit, mat där eng Persoun hir tatsächlech Identitéit am digitalen Ëmfeld ganz sécher nowise kann.

D'Fro vun der Integratioun vun engem LuxTrust-Zertifikat a biomeetreschen Openthaltssdokumenter (Titre – oder Carte de séjour), huet sech bis elo net gestallt, well kee Bedarf an der Hinsicht festgestallt ginn ass. Aner offiziell Dokumenter, wéi zum Beispill Führerschäiner, hunn dat och net. Et muss een dozou fügen, datt eng Persoun sech net mat engem Titre de séjour oder enger Carte de séjour ausweise kann, well et keng Ausweisdokumenter sinn.

Et ass aktuell net geplangt, e LuxTrust-Zertifikat a biomeetreschen Openthaltssdokumenter ze integréieren. Zurzeit hunn aner Projeten am Beräich vun der Immigration Prioritéit, wéi zum Beispill d'Ëmsetzung vum Migrations- an Asylspakt fir Mëtt 2026, vun den neien Informatiounssystemer op de Grenzen an d'Aféierung vun der elektronischer Akteverwaltung.

Service d'aide médicale urgente (SAMU) | Question 3112 (27/10/2025) de **M. Claude Haagen** (LSAP)

L'équipe actuelle du Service d'aide médicale urgente (SAMU) est composée d'un duo de spécialistes – un médecin et un infirmier – en anesthésie-réanimation. Il est actuellement discuté d'une possible ouverture de cette composition à un éventail plus large de profils professionnels, notamment des médecins urgentistes.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

1) Une telle ouverture de l'équipe à d'autres profils professionnels est-elle prévue ?

2) En quoi les compétences des médecins urgentistes différent-elles de celles des anesthésistes-réanimateurs dans le contexte des interventions du SAMU ?

3) Des formations complémentaires ou une harmonisation des pratiques seraient-elles prévues pour garantir une collaboration efficace entre ces différents profils ?

4) Quelle serait la procédure à suivre si un tel changement de la composition de l'équipe du SAMU devait être envisagé ?

Réponse (12/11/2025) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

ad 1) Je me permets de renvoyer à la réponse à la question parlementaire n° 1953.

L'article 4 de loi modifiée du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile dispose que :

« Le CGDIS a comme mission la planification, la mise en œuvre et l'organisation du SAMU. »

Ainsi c'est le Corps grand-ducal d'incendie et de secours (CGDIS) et notamment sa Direction médicale et de la santé qui a la responsabilité du bon fonctionnement du SAMU pour garantir la sécurité du patient et la qualité de sa prise en charge.

La Direction médicale et de la santé et le délégué des médecins du SAMU au conseil d'administration du CGDIS ont travaillé sur une révision du catalogue des compétences des médecins participant à l'activité SAMU. Les modifications ont été présentées aux membres du conseil d'administration du CGDIS lors de la réunion plénière du 23 octobre 2025.

Conformément à l'article 88 de la loi précitée du 27 mars 2018 :



« Le CGDIS établit un référentiel de ressources et d'organisation pour le SAMU, un organisme représentatif des médecins du SAMU demandé en son avis », le conseil d'administration du CGDIS ne statuera donc pas sur les modifications avant que cet avis ne lui soit parvenu.

Vu l'importance de la question, le conseil d'administration a également décidé de demander des avis à d'autres parties afin de pouvoir prendre une décision en toute connaissance de cause.

Le conseil d'administration du CGDIS a décidé de solliciter l'avis du Ministère de la Santé, de l'Association des médecins et médecins-dentistes (AMMD), du Collège médical et de la Société luxembourgeoise de médecine d'urgence. En ce qui concerne les infirmiers, l'Association luxembourgeoise des infirmier(e)s en anesthésie et réanimation (ALIAR), la Fédération des hôpitaux luxembourgeois (FHL) ainsi que le Syndicat national des pompiers professionnels du Luxembourg (SNPPL), l'OGBL et le LCGB ont également été demandés en leur avis.

En ce qui concerne les infirmiers, le projet de référentiel se borne à pérenniser une pratique existante. En effet, depuis la création du CGDIS et même bien avant déjà, des infirmiers ne disposant pas de la spécialisation en anesthésie et réanimation ont régulièrement participé aux missions du SAMU sans que cela ait posé de problème en termes de qualité de prise en charge et de sécurité du patient.

ad 2) Les médecins urgentistes et les médecins spécialistes en anesthésie et réanimation sont titulaires de diplômes sanctionnés par des universités de médecine et reconnus par le Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale qui délivre les autorisations d'exercer au Luxembourg.

Par ailleurs il n'existe aucune restriction dans les actes des médecins urgentistes qui serait contraire aux dispositions de la directive 2005/36 CE du Parlement européen et du Conseil, du 7 septembre 2005, relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles.

ad 3) Le référentiel de ressources et d'organisation pour le SAMU définit non seulement les compétences et expériences requises pour participer au SAMU, mais aussi les formations complémentaires (telles que la médecine de catastrophe par exemple) et la formation continue que les professionnels de santé du SAMU doivent suivre pour garantir la sécurité du patient et la qualité de sa prise en charge.

Les programmes de ces différentes formations ont pour but d'harmoniser les pratiques et de les rendre conformes aux recommandations médicales internationales. Cela permet une collaboration aisée, cohérente et efficace entre les différents maillons de la chaîne de secours qui assurent la prise en charge des patients : les infirmiers et médecins SAMU, mais aussi les pompiers.

ad 4) Comme déjà stipulé dans la réponse à la question parlementaire n° 1953 :

« Toute modification des qualifications du médecin du SAMU dans ce contexte devra être arrêtée dans le référentiel SAMU par le conseil d'administration du CGDIS. Le Cercle des médecins anesthésistes-réanimateurs du Grand-Duché de Luxembourg sera également consulté pour avis. »

Arnaques liées aux fausses offres d'emploi au Luxembourg | Question 3113 (27/10/2025) de **M. André Bauler** | **Mme Carole Hartmann** | **M. Gilles Baum** (DP)

En Belgique, un nombre croissant de fraudeurs se font passer pour des recruteurs. En effet, les fausses offres d'emploi, qui sont propagées par le truchement des réseaux sociaux, font légion ces derniers temps, en particulier dans le cadre du recrutement par intérim. Les arnaques s'efforcent ainsi à collecter des données sensibles et à inciter d'éventuels demandeurs d'emploi à verser des sommes d'argent plus ou moins importantes.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail :

1) Monsieur le Ministre a-t-il connaissance du développement de ce phénomène au Luxembourg dont le marché du travail se distingue par les profils professionnels les plus divers ?

2) Les sociétés d'intérim sont-elles plus concernées que d'autres entreprises par ces (tentatives de) fraude(s) ?

3) Quelles recommandations Monsieur le Ministre est-il disposé à adresser aux milieux concernés afin de les sensibiliser et de mieux protéger les demandeurs d'emploi ?

Réponse (19/11/2025) de **M. Georges Mischo**, Ministre du Travail

ad 1) Un nombre restreint de cas de fausses offres d'emploi ont été récemment signalés à l'Inspection du travail et des mines et à l'Agence pour le développement de l'emploi, dont certains ont été transmis à la Police grand-ducale pour compétence.

ad 2) Non, d'après les quelques cas signalés, il en ressort que les sociétés d'intérim ne sont pas plus concernées que d'autres entreprises par ces tentatives de fraude.

ad 3) Au cas où il existerait un doute quant au sérieux de l'offre d'emploi publiée, c'est-à-dire lorsqu'elle mentionne des conditions de travail exagérées et irréalistes (par exemple la promesse d'un salaire très élevé au regard de la nature des tâches à effectuer ou encore des responsabilités du poste proposé ; mention de la possibilité de faire du télétravail à 100 %, etc.), il est recommandé de contacter directement l'Agence pour le développement de l'emploi ou l'Inspection du travail et des mines afin de demander conseil.

En tout cas, il est déconseillé de virer des sommes d'argent et de communiquer ses données personnelles, quelle que soit leur nature, en répondant à des offres d'emploi douteuses.

Importations de gaz russe et dépendance énergétique du Luxembourg | Question 3114 (27/10/2025) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Laut engem rezente Meediebericht gëtt zu Lëtzebuerg, dräi Joer nom Ufank vum Krich an der Ukrain, ëmmer nach russesche Gas verbraucht. D'Entreprise Enovos/Encevo huet transparent matgedeelt, datt si den Undeel vum russesche Gas am Gas-Mix, deen se verkafen, am Joer 2024 op 14 Prozent geschat hunn. D'Transparenz iwwer d'Hierkonft vum Gas ass awer soss éischter niddreg, well déi zoustänneg Autoritéite seelen Äntwerte liwweren oder op d'Statec-Tabell verweisen, déi fir 2023 keng Undeeler vu russeschem Gas méi ausweist, wuel well de Gas vum LNG-Import aus Nopeschlänner ouni Hierkonfts-Etikett gelabelt gëtt. D'„Tageblatt“ schätzt, datt am Joer 2024 fir ongeféier 33 Milliounen Euro russesche Gas vu Lëtzebuerg aus kaaft gouf, wat bal d'Hallschent vun de Lëtzeburger Hëllef en d'Ukrain ausmécht.

D'Entreprise Enovos/Encevo schätzt, datt den Undeel vu russeschem Gas an hirem Gas-Mix an der Period Oktober 2024 bis September 2025 op 5 Prozent

gefall ass. Ee vun deenen zwee Haaptimportateuren zu Lëtzebuerg, SUDenergie, huet awer guer keng Äntwerten iwwer d'Hierkonft vum Gas geliwwert. Ugesichts vun der weiderer Finanzéierung vun der russescher Krichsmaschinerie duerch d'Bezielung fir de Gas a weinst dem Interessi vum éffentlechen/allgemenge Wuel, ass et wichteg, datt d'Regierung Transparenz iwwer d'Hierkonft vum Gas an d'finanziell Iwwerweisungen u Russland garantéiert.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Wirtschaft an Energie dës Froe stellen:

1. Wéi eng konkret Informatioun leien dem Ministère iwwer den Undeel vum russesche Gas am Lëtzeburger Gas-Mix fir d'Joer 2024 an 2025 vir?

2. Wéi eng Schätzunge mécht de Ministère iwwer d'Gesamtbeträgg, déi Lëtzebuerg zanter dem Start vun der Invasioun am Joer 2022 fir de Kaf vu russeschem Gas iwwer all Importweeër bezuelt huet?

3. Wéi eng Moossnamen iwwerleet de Ministère ze ergräifen, fir eng komplett Transparenz vun de Gasimportateuren iwwer d'Hierkonft vun hirem Gas ze garantéieren, besonnesch a Bezuch op LNG-Liwwerungen aus Nopeschlänner?

4. Wéi gesäit den detailléierte Plang vun der Regierung aus, fir d'Ofhängegkeet vu russesche fossille Brennstoffen sou séier wéi méiglech, wäit virun 2028, ze beendegen?

5. Wéi eng Konsequenze wäert de Ministère zéien, wa Gasimportateuren, déi zu Lëtzebuerg Gas verkafen, keng Äntwerten op d'Fro vun der Hierkonft vum Gas liwweren?

Réponse (12/11/2025) de **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

Lëtzebuerg ass Deel vum europäesche Bannemarché fir Gas. Den europäesche Bannemarché ass d'Reckgrat vun der Gasversuergung an Europa, a fir d'Versuergungssécherheet kruzial, well esou d'Offer an d'Demande zu all Moment alignéiert ginn. Et ass awer keen Traçage vun all de Gas-Volummen am europäesche Gas-Bannemarché méiglech.

Um europäesche Bannemarché fir Gas kann den Undeel vu russeschem Gas fir déi eenzel EU-Länner ëmmer just geschätzt ginn, an net ganz eendeiteg bestëmmt ginn. Fir déi ganz EU kann den Undeel vu russeschem Gas kloer bestëmmt ginn, well all Gas-Importer, sief et iwwer Pipeline oder iwwer Schëffer (LNG, also verflëssegten Äerdgas), op de Baussegrenze vum EU-Bannemarché präzis statistesch erfaasst ginn. Dës Statistike sinn um Site vun Eurostat disponibel an heiderenner erëmgehooll. Se weise fir datt zweet Trimester 2025 (rezentst disponibel Donnéeën) en Undeel vun 12,9 % russeschen LNG, a 7,8 % russesche Pipeline-Gas an de Gas-Importer vun der EU¹.

Nieft dësen zouverléisegen europäesche Statistike gëtt et Estimatiounen, wéi sech d'Volummen op eenzel Memberstaaten opdeelen, dëst entweder op Basis vu Kontrakter, déi net anonym gehandelt goufen (esou genannt „Over the Counter Trades“), oder op Basis vu physikalesche Flëss. Déi éischt Method huet den Nodeel, datt e groussen Undeel vum Gas anonym gehandelt gëtt, an dofir net kann erfaasst ginn. Déi zweet Method ass eng graff Schätzung, déi op der Hypothees berout, datt d'Volummen, déi un de Baussegrenze vun der EU erfaasst ginn, sech no engem bestëmmte Schlëssel, deen net kann eendeiteg verifizéiert ginn, verdeelen.

Opgrond vun dësen Ongenauegkeeten a geméiss de statistesche Reegelen aus dem Règlement

¹ https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php?title=EU_imports_of_energy_products_-_latest_developments

1099/2008, publizéiert de Stateg d'Volumme vun den direkten Importer, déi statistesch däitlech kënnen erfaasst ginn. Do gëtt als Origine vum Gas am Lëtzebuerger Gas-Mix dann zum Beispill d'Belsch genannt, wuel wëssend, datt d'Belsch hirersäits de Gas aus verschiddene Quelle bezitt. [†]

Well d'Problematik vu russeschem Gas am europäesche Bannemarché déi ganz EU betrëfft, gouf den 20. Oktober 2025 am EU-Conseil vun den Energieministèren d'Approche fir „RePowerEU“ ugeholl, déi ofsécher soll, datt bis spéitstens Enn 2027 guer kee russesche Gas méi an d'EU kënnt. Lëtzebuerg huet dës Approche vun Ufank un ënnerstëtzt.

Et gëtt also intensiv um europäeschen Niveau u Lösung gëschafft, fir bis Enn 2027 eng koordinéiert Lösung ze hunn, déi net op Käschte vun engem effiziente Bannemarché geet an déi d'EU kuerzfristeg komplett onofhängeg vu russesche Gas-Importer mécht.

Déi Lëtzebuerger Gasfournisseure wäerten sech och weiderhi fräi um europäesche Bannemarché kënnen mat Gas approvisionéieren.

Statuts des associations | Question 3115 (28/10/2025) de M. André Bauler (DP)

Aus der Äntwert op eng rezent parlamentaresch Fro ass ervirgaang, dass ronn 60 %, souwuel vun den Associatiounen ouni Gewënnzweck, wéi och vun de Fondatiounen hir Statuten net zum Stéchdatum vum 24. September 2025 ugepasst hunn.

An deem Kader wollt ech der Madamm Justizminstesch folgend Froe stellen:

1. Wat sinn aus der Siicht vun der Madamm Ministesch déi verschidden Ursache firwat esou vill Veräiner hir Statuten net konform zum Gesetz konnte setzen? Lait dat eventuell och drun, dass d'Vertreieder vun de Veräiner sech mat deenen digitalen Instrumenter schwéierdinn?

2. Ass d'Madamm Ministesch der Meenung, dass den Accès zu den digitale Regëster muss weider vereinfacht ginn?

3. Gëtt iwwerpréift, ob d'Texte vun den neie Statuten och tatsächlech d'Gesetz vun 2023 respektéieren? Wäert et do Stéchprouwe ginn?

Réponse (28/11/2025) de Mme Elisabeth Margue, Ministère de la Justice

ad 1. De Justizministère verfüegt iwwer eenzel Äusserungen, awer net iwwer strukturell Informatiounen, fir sech ganz allgemeng zu deenen Ursachen ze äusseren.

Et muss awer ënnerstrach ginn, datt souwuel de Luxembourg Business Registers (LBR) wéi och de Ministère, während der Iwwergangsperiod, deemno vun 2023 un, hir Efforten an der Begleedung vum Associatiounssektor, ëmmer weider ausgebaut a gekuckt hunn, fir op d'Uleies anzegoen.

Den LBR huet säin Helpdesk verstärkt an eng Rei praktesch Hëllefsmëttel, wéi Erklärungs-Guiden, Erklärungsscheemaen an e Modell vu Statuten zur Verfügung gestallt, fir d'Demarché vun den Associatiounen ze vereinfachen.

Opsäite vum Ministère stinn de Site myasbl.lu an d'E-Mail-Adress asbl-fondations@mj.etat.lu den Associatiounen zur Verfügung, fir Informatiounen oder Präzisatiounen iwwer d'Interpretatioun vum Gesetz respektiv iwwer praktesch Froen ze kréien.

ad 2. Zënter September 2025 huet den LBR elo en neien Internetportal a Betrib geholl, mat dem Zil,

d'Prozedur fir Entrepreneuren an Associatiounen ze vereinfachen. D'Navigatioun ass méi intuitiv, an d'Struktur vun de Schrëtt méi däitlech ugewisen.

Fir den Zougang zu sengem digitale Regëster ze vereinfachen, besonnesch fir den Associatiounssektor, huet den LBR eng Rei Moossnamen ëmgesat. E Begleedungs-Guide fir ASBLen ass liicht zougänglech a gëtt op der Haaptsäit ervirgehewen.

Wat d'Ännerung vun de Statuten ugeet, ass eng Rubrick mam Titel „Nouvelle loi du 7 août 2023 sur les associations sans but lucratif et les fondations“ verfügbar. Do ginn déi néideg Schrëtt fir d'Konformitéit mat der neier Gesetzgebung kloer, strukturéiert an op eng verständlech Aart a Weis erkläert.

D'Prozedur fir d'Ännerung vun de Statuten ass an dëser Rubrick präzis, liicht verständlech a chronologesch duergestallt, fir d'Associatiounen ze begleeden.

Op der Internetsäit fënnt een och eng ëmfaassend Dokumentatioun, dorënner Modeller fir Statuten an e Modell vum Procès-verbal vun der Generalversammlung, an deem d'Adoptioun vun de Statuten attestéiert gëtt.

Dës Moossnamen ënnersträichen de Wëlle vum LBR, den Zougang zu den Online-Demarchen ze vereinfachen an den Associatiounssektor esou gutt wéi méiglech bei der Ëmsetzung vun der neier Gesetzgebung ze begleeden.

ad 3. Dës Fro gouf an der Äntwert op déi véiert Fro vun der parlamentarescher Fro N° 2911 vum 22. September 2025 beäntwert.

Langue française dans l'enseignement secondaire | Question 3116 (28/10/2025) de M. André Bauler | Mme Barbara Agostino (DP)

La langue française est l'une des langues administratives du pays. Elle n'est pas seulement une langue véhiculaire dans les courriers administratifs à proprement parler, mais également la langue classique de nos juridictions.

Dans la presse écrite, l'on a pu lire récemment que la langue de Molière est favorisée de moins en moins par les bacheliers. De plus, les jeunes préféreraient poursuivre leurs études supérieures dans les pays germano- ou anglophones.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et à Madame la Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur :

1) Monsieur le Ministre peut-il informer sur les efforts entrepris ou envisagés pour réviser les méthodologies d'enseignement au niveau de l'enseignement secondaire, dans le but de raviver l'intérêt et le goût pour la langue française parmi les élèves ?

2) Que peut-on dire aujourd'hui sur le poids réel du français au niveau de l'enseignement postprimaire ? Combien d'élèves inscrits dans les classes de première ont, ces dernières années, renoncé au français dans le cadre de leurs études terminales en optant pour le couple allemand-anglais ?

3) Dans quelle mesure les enseignants, notamment ceux au début de leur parcours professionnel, sont-ils encouragés à revoir leurs pratiques pédagogiques dans le domaine du français ?

– Les manuels scolaires ont-ils été adaptés à cette fin ?

– Des ajustements ont-ils été introduits dans la formation initiale ou continue des enseignants de langue française ?

4) Madame la Ministre peut-elle préciser l'évolution du pourcentage d'étudiants inscrits dans des universités ou établissements d'enseignement supérieur offrant principalement des formations en langue française ?

Réponse (01/12/2025) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Mme Stéphanie Obertin, Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur

ad 1) Le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse accorde une attention particulière à la qualité de l'enseignement du français et à la motivation des élèves. Plusieurs travaux sont actuellement menés ou ont récemment été finalisés en collaboration avec la Commission nationale de l'enseignement secondaire (CNES) et le SCRIPT.

Dans l'enseignement secondaire classique, la CNES a décidé de remplacer la série de manuels Bleu Blanc Rouge. Une révision des programmes est en cours et servira de base à la conception d'une nouvelle série de manuels didactiques adaptés aux besoins actuels. Par ailleurs, un nouveau manuel a été introduit en 4C à la rentrée 2025-2026. Il met l'accent sur les genres littéraires, valorise la francophonie et la littérature luxembourgeoise d'expression française et propose des fiches méthodologiques réutilisables. Une partie dédiée à la grammaire et à l'expression vise à renforcer les compétences rédactionnelles, tandis que des textes d'intérêt général sont mis à disposition via la plateforme de distribution PearlTrees.

Dans l'enseignement secondaire général, de nouveaux manuels élaborés en collaboration avec les Éditions Hatier ont été introduits en 2024-2025 pour les classes de 7G à 5G. L'édition luxembourgeoise de la méthode Imagine a été adaptée au contexte multilingue du pays et propose une structure claire, des textes originaux et des activités variées, complétées par une version numérique enrichie. Pour les classes de 2^e et de 1^{re}, de nouveaux recueils de textes littéraires et de textes d'actualité sont utilisés depuis la même rentrée. Ils couvrent des thématiques variées et sont accompagnés de contenus multimédias, de fiches méthodologiques et de sujets d'application avec corrigés modèles.

Ces évolutions visent à actualiser les supports et les approches pédagogiques, à enrichir l'expérience d'apprentissage et à raviver l'intérêt des élèves pour la langue française dans un environnement éducatif plurilingue.

ad 2) Au sujet du poids réel de français au niveau de l'enseignement postprimaire, nous renvoyons les honorables Députés à mes réponses à la question parlementaire n° 2997.

ad 3)
– L'introduction des nouveaux manuels s'accompagne d'un ensemble de ressources destinées à soutenir les enseignants dans la préparation et la mise en œuvre de leurs cours, y compris ceux qui débutent leur carrière. Pour les classes de 7G à 5G, la méthode Imagine comprend une version numérique proposant des activités interactives et un guide pédagogique détaillé. Les recueils utilisés en 2^e et en 1^{re} incluent des annexes méthodologiques portant sur le vocabulaire, la grammaire et l'usage des documents, ainsi qu'un dossier destiné aux enseignants pour accompagner la lecture de l'œuvre obligatoire L'Attentat de Yasmina Khadra, avec des pistes d'analyse et des informations contextuelles.

En 4C, le nouveau manuel offre une structure flexible permettant d'adapter la progression aux besoins de la classe et d'articuler de manière cohérente l'étude littéraire, la langue et l'expression. Il est complété par



un ensemble de textes d'intérêt général et de matériel didactique disponible via la plateforme PearlTrees.

L'ensemble de ces ressources vise à faciliter la préparation des cours, à soutenir l'évolution des pratiques pédagogiques et à renforcer l'efficacité de l'enseignement du français dans les différents régimes de l'enseignement secondaire.

– Les enseignants débutants sont fortement encouragés à interroger et à améliorer leurs pratiques pédagogiques dans le domaine du français, notamment à travers la formation initiale et continue organisée par l'Institut de formation de l'éducation nationale (IFEN). Cette démarche repose sur plusieurs axes :

Intégration dans le référentiel de compétences

Les modules de formation, en particulier le Module 4 (didactique disciplinaire) – Concevoir et mettre en œuvre des situations d'apprentissage, visent à développer (pour la didactique du français) des compétences clés telles que :

- Activation cognitive et différenciation : les enseignants apprennent à concevoir des exercices adaptés aux niveaux des élèves, en mobilisant des stratégies variées (individuelles, coopératives) et en tenant compte de l'hétérogénéité des groupes.
- Enseignement structuré et motivant : ils sont formés à mettre en œuvre un enseignement clair et cohérent, favorisant le désir d'apprendre et l'autonomie.
- Maîtrise des savoirs psychopédagogiques et disciplinaires : la formation inclut la réflexion sur le niveau d'exigence des tâches et l'intégration de théories de motivation pertinentes.

Réflexion et posture professionnelle

Les différents cours du module invitent les enseignants à adopter une posture réflexive et bienveillante, par exemple :

- Lecture : promouvoir le plaisir de lire, l'autonomie et la diversité des interprétations.
- Écriture créative : réfléchir aux effets de cette pratique sur l'apprentissage et la relation des élèves à la langue, tout en développant des compétences transversales.
- Didactique de la littérature : interroger la place et la valeur de la littérature en classe, débattre des enjeux liés à la crise de la lecture.
- Analyse de manuels : développer une attitude critique vis-à-vis des supports didactiques et cultiver la culture du partage.
- Production écrite : explorer des méthodologies variées pour accompagner les élèves dans une approche dédramatisée et progressive.

Encouragement à la formation continue

Les enseignants sont incités à s'informer sur les nouvelles approches et recherches en didactique, à échanger entre pairs et à ajuster leurs pratiques en fonction des évolutions pédagogiques et institutionnelles.

Ajustements dans la formation

Des ajustements ont été introduits dans la formation initiale et continue pour répondre aux besoins actuels :

- Accent renforcé sur la différenciation et l'autonomie des élèves.
- Intégration de pratiques innovantes (écriture créative, analyse critique des manuels).
- Développement d'une posture réflexive pour permettre aux enseignants de questionner leurs pratiques et de les adapter aux contextes variés.

Les enseignants, en particulier ceux en début de carrière, sont encouragés à revoir et à enrichir leurs

pratiques pédagogiques dans le domaine du français grâce à des dispositifs intégrés dans la formation initiale et continue. Le programme de formation, fondé sur le référentiel de compétences de l'IFEN, met l'accent sur la conception et la mise en œuvre de situations d'apprentissage favorisant l'activation cognitive, la différenciation et l'autonomie des élèves.

Les modules abordent notamment la didactique de la lecture et de la littérature, l'écriture créative, la production écrite et l'analyse critique des manuels scolaires. Ces formations invitent les enseignants à adopter une posture réflexive et bienveillante, à promouvoir le plaisir de lire, à diversifier les approches et à s'informer sur les recherches récentes en didactique.

Des ajustements ont été introduits pour renforcer la différenciation, l'intégration de pratiques innovantes et le développement d'une culture de formation continue, afin de soutenir l'évolution des pratiques pédagogiques et la qualité de l'enseignement du français. Ces mesures visent à garantir un enseignement du français motivant, inclusif et adapté aux besoins des élèves.

ad 4) Le tableau ci-dessous renseigne l'évolution du pourcentage, de 2020-2021 à 2024-2025, d'étudiants résidents ayant obtenu une aide financière de l'État pour études supérieures pour suivre un programme d'études auprès d'une université ou d'un établissement d'enseignement supérieur en France, en Communauté française de Belgique, en Suisse romande, au Québec ou encore un programme d'études menant au grade de bachelor ou de master auprès de l'Université du Luxembourg et ayant principalement le français comme langue d'enseignement, étant entendu que ce pourcentage est déterminé par rapport au nombre total d'étudiants résidents ayant obtenu une aide financière de l'État pour études supérieures pendant les mêmes années académiques.

Installation d'écrans publicitaires et implications sur la sécurité routière | Question 3117 (28/10/2025) de M. Marc Goergen (Pirates)

Een Artikel am „Tageblatt“ vum 27. Oktober thematisiert d'Opstelle vu grouse Werbebildschirmen an de Sécherheitsrisiko, deen domadder fir Automobilisten am Stroosseverkéier anhiergeet. Rezent gouf mam Bau vum GridX zu Steebrécken esou eng Werbetafel opgestallt.

„Es ist fast unmöglich, beim Vorbeifahren nicht auf den Screen zu schauen. Auf ‚Tageblatt‘-Nachfrage, ob das die Fahrer ablenkt, lautet die Antwort der Straßenverwaltung schlicht: ‚Nein.‘ [...] Neben der Autobahn ist das nicht nur potenziell gefährlich, sondern schadet auch dem Landschaftsbild – und ist eine weitere Quelle der Lichtverschmutzung.“

Verschiede Gemengen hunn d'Opstelle vu esou Bildschirmer an der Vergaangenheet verbueden, grad aus Grënn vun der Verkéierssicherheit, an et schéngt deemno keng eenheetlech national Reegelung ugewann ze ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Dierf egal wien op sengem Terrain eng Werbetafel opstellen?
2. A wéi enge Situatiounen kënnen Ponts et chaussées d'Opstelle vu Werbetafele verbidden?
3. Ab wéini bewäerten d'Ponts et chaussées, dass d'Sicherheit fir de Stroosseverkéier duerch eng Werbetafel beanträchtegt ass?

4. A wéi enge Situatiounen kënnen d'Gemengen d'Opstelle vu Werbetafele verbidden?

Réponse (26/11/2025) de Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den honorabelen Deputéierte freet am Kader vu senger parlamentarescher Fro no Kloecheet iwwer d'Reegele betreffend d'Opstelle vu grouse Werbetafele, besonnesch am Zesummenhang mat der Verkéierssicherheit an der Kompetenzverdeelung tëscht Staat a Gemengen.

ad 1. Wat de staatleche Stroossereseau ugeet, ass et esou, dass bannent engem gesetzlech festgeluechte Perimeter – onofhängeg vun allen aneren eventuell néidegen Autorisatiounen – eng „permission de voirie“ am Interessi vun der Verkéierssicherheit obligatoresch ass fir all Aart vu Konstruktioun, dorënner och d'Opstelle vu Werbetafele. Bei der Analys vun deenen entsprecheenden Dossiere läit de Fokus reng op der Verkéierssicherheit

ad 2. an 3. Am Fall wou ee Reklamsschëld bei engem Accès, oder enger Kräizung, d'Sichtfeld fir d'Automobilist*innen aschränkt oder beanträchtegt, kann d'Stroossebauverwaltung dës Autorisatioun refuséiere respektiv de Panneau ewechhuele loosse respektiv selwer ewechhuelen, wann den Demandeur dësuer Fuerderung net sollt nokommen. Den Demandeur gëtt an esou Fäll deementspreechend informéiert a kontaktéiert.

Ass d'Verkéierssicherheit net garantéiert, kann eng „permission de voirie“ refuséiert oder nëmmen ënner bestëmmte Conditionen erdeelt ginn.

Reklamspanneae mat variabelen oder dynamische Messagen (op Ecranen) kënnen am Verglach mat traditionelle Panneauen zousätzlech Risiko mat sech bréngen, wéi zum Beispill duerch Blendung, Oflenkung duerch Bewegung oder Flackern oder duerch d'Verwieslung mat der offizieller Stroosse-signalisatioun aus dem Code de la route.

Bei der Erdeelung vun enger „permission de voirie“ an esou Fäll, ginn dofir spezifesch Conditionen festgeluecht, déi dës Risiken andämmen.

ad 4. Dës Fro fält net an de Kompetenzberäich vum Ministère fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten, mee an de Beräich vun der jeeweileg territorial zustänneger Gemeng, déi mat esou enger Demande befaasst gëtt.

Études portant sur le glyphosate | Question 3118 (28/10/2025) de M. Marc Goergen (Pirates)

D'Qualitéit vun eiser Ëmwelt huet sech an de leschte Joerzénge verschlechtert. Op ville Plaze sinn eis Gewässer an eis Biedem mat ville Produkter belaascht, déi aus de wirtschaftlechen a sozialen Aktivitéite vum Mensch entstinn, wéi zum Beispill dem Glyphosat, wat ech a menger vireger Fro N° 2919 thematiséiert hat. De Minister hat hei geäntwert, dass d'Analyse fir d'Uewerflächewaasser fir 2025 nach amgaange sinn an dass fir Lëtzebuerg keng eegen Etuden zu deem Thema gemaach, mee Donnéeën, d'Resultater an d'Schlussfolgerungen aus anere Länner och fir Lëtzebuerg ugehooll ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit dës Froe stellen:

1. Ginn eis Gewässer op Kieselalgen (Diatomeen) gepréift a wéi eng Zesummenhäng gëtt et hei am Land mat de Glyphosatwäerter?
2. Wéi variéieren d'Wäerter vun de Kieselalgen iwwer d'Joer (Rapport Summer/Wanter) souwéi op pro Mount?

Wéi sinn den Duerchschnittswäert, de Median an d'Standardofweichung?

Réponse (27/11/2025) de **M. Serge Wilmes**, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1. Jo, d'Waasserverwaltung hëlt Diatomeeëprouwen an onse Gewässer am Kader vum Monitoring vun der Wasserrahmenrichtlinn a vun der Nitraträchtlinn. D'Diatomeeë sinn ee vun de 4 biologesche Qualitéitsparameteer, déi d'Basis bilden, fir den ökologeschen Zoustand ze bestëmmen.

D'Diatomeeë weisen keng spezifesch Reaktiounen op eenzel Pestiziden un, awer si reagéieren op den Impakt vu Pestiziden, Herbiziden an Insektiziden als Cocktail am Waasser. Dofir gëtt et keng direkt Zesummenhäng tëscht den Diatomeenresultater an de Glyphosatwäerter.

ad 2. Am Kader vun der Wasserrahmenrichtlinn gi fir all d'Uewerflächegewässer 2 Diatomeeëprouwen pro Bewirtschaftungszyklus geholl. E Bewirtschaftungszyklus geet iwwer 6 Joer, sou datt fir eng 6-Joer-Period jee weils 2 Resultater virleien. Dës Resultater ginn all 6 Joer am Waasserbewirtschaftungsplang publizéiert, mee sinn awer och op Ufro bei der Waasserverwaltung (Demande de données – Administration de la gestion de l'eau – Le Gouvernement luxembourgeois[†]) an um Geoportail disponibel (<http://g-o.lu/3/ziGg>).

Am Kader vun der Nitratrektiv gëtt all Joer eng Prouf pro Miessstatioun geholl. D'Resultater sinn am Nitratrapport ze fannen, deen all 4 Joer aktualiséiert gëtt (<https://eau.gouvernement.lu/damassets/actualites/2024/rap-no3-2020-2023-lu.pdf>).

D'Resultater ginn als IPS (Indice de polluabilité) ausgedréckt, engem Index, dee bei staark belasteschte Gewässer a Richtung vum Wäert „0“ tendéiert, a bei ganz gudde Gewässer a Richtung vum Wäert „20“.

Opgrond vun der uewe genannter Beproufungs-frequenz, ass eng Analys vun der Variatioun iwwer d'Joer souwéi pro Mount net machbar, an et léisst sech och keng Berechnung vum Duerchschnittswäert, dem Median an der Standardofweichung maachen.

Préservation de la maison de l'ancien directeur de l'ARBED à Rodange | Question **3119** (29/10/2025) de **Mme Barbara Agostino** (DP)

La maison de l'ancien directeur de l'ARBED à Rodange constitue un témoin remarquable de l'histoire industrielle et sociale du sud du pays. Cette demeure, dans laquelle ont même été tournés plusieurs films, fait partie intégrante du patrimoine sidérurgique luxembourgeois.

Cependant, ce bâtiment est actuellement en vente depuis plusieurs années sans acquéreur et son état se détériore progressivement. Ce lieu emblématique, autrefois symbole du rayonnement industriel et humain de Rodange, risque ainsi de tomber en ruine et de disparaître, faute de protection ou de projet de réhabilitation.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Culture :

1) Le Ministère de la Culture est-il informé de la situation actuelle de la maison de l'ancien directeur de l'ARBED à Rodange ?

2) Cette maison est-elle reconnue comme bien patrimonial ou inscrite à un quelconque inventaire du patrimoine culturel ?

3) Le Ministère envisage-t-il d'intervenir ou de soutenir la commune de Pétange ou un acteur public/privé afin d'assurer la sauvegarde ou la reconversion de ce bien emblématique ?

4) Plus largement, le ministère dispose-t-il d'un plan d'action spécifique pour la préservation du patrimoine industriel bâti dans le sud du pays ?

Réponse (27/11/2025) de **M. Eric Thill**, Ministre de la Culture

ad 1) Le Ministère de la Culture, via l'Institut national pour le patrimoine architectural – INPA, est informé de l'état de la maison de l'ancien directeur de l'usine de Rodange. L'immeuble a plusieurs propriétaires et se trouve de sorte en indivision. Il est inoccupé depuis plusieurs années.

À l'occasion de la visite des lieux il y a quelques années, lors de l'évaluation par la Cour administrative de la protection communale de l'immeuble, l'INPA, invité par la haute juridiction, a pu constater la présence de fissures au niveau des murs de l'immeuble. À l'époque, il fut préconisé que l'objet fasse l'objet d'une analyse de la substance bâtie en vue de la préparation de travaux de restauration et de mise en valeur. À ce jour, les propriétaires n'ont néanmoins rien entrepris en ce sens.

ad 2) Au niveau communal, la maison avec le jardin qui l'entoure avait été repérée, avec l'aide de l'INPA, comme digne d'être conservée dans le cadre de l'élaboration de l'étude préparatoire en vue de la refonte globale du PAG de la commune de Pétange.

La commune l'a par la suite définie en tant que « bâtiment protégé » par son PAG. Des parties du jardin ont été classées en zone de verdure et en zone de parc public.

Vu l'état actuel du bâtiment, j'ai demandé à l'INPA d'initier la procédure en vue d'un éventuel classement en tant que patrimoine culturel national.

ad 3) En vertu de la loi modifiée du 25 février 2022 relative au patrimoine culturel, le Ministre de la Culture peut subventionner des travaux contribuant à la conservation et à la restauration de l'aspect original de l'immeuble. Peuvent encore être subsidiés des analyses scientifiques ainsi que des travaux d'architecte et d'ingénieur en vue d'une telle conservation ou restauration.

Les subventions peuvent atteindre jusqu'à 25 % des frais encourus lorsqu'il s'agit d'un immeuble protégé au niveau communal, non classé patrimoine culturel national, ou intégré dans un secteur protégé d'intérêt national.

Les subventions peuvent atteindre jusqu'à 50 % des frais encourus lorsqu'il s'agit d'un immeuble classé patrimoine culturel national.

ad 4) Suite à des inventaires spécifiques ayant été réalisés par l'INPA sur les friches industrielles de la Neischmelz à Dudelange, de la Metzschmelz à Esch/Schifflange et sur la Brasseurschmelz à Esch-Terres-Rouges, des protections nationales ont été mises en place. Les grands projets de réaménagement de ces sites sont ainsi accompagnés par l'INPA qui surveille e. a. les restaurations à faire au patrimoine.

À l'usine de Differdange, toujours en fonction, l'ancien hall des machines à gaz ainsi que les bâtiments à proximité ont été classés patrimoine culturel national.

D'autres inventaires, que l'INPA est en phase de réaliser commune par commune, vont pouvoir recenser et faire protéger au niveau national des objets plus isolés faisant e. a. partie du patrimoine industriel.

Valorisation du patrimoine sidérurgique à Rodange | Question **3120** (29/10/2025) de **Mme Barbara Agostino** (DP)

Les « buggies » de Rodange, témoins du passé sidérurgique de la région, constituent un symbole important de l'histoire industrielle et ouvrière du sud du pays. Ces wagonnets, autrefois utilisés sur le site sidérurgique, représentent un patrimoine matériel et identitaire fort pour la population locale.

Cependant, force est de constater qu'aucune mesure concrète n'a été prise jusqu'à présent pour les préserver ou les mettre en valeur, que ce soit sous forme d'exposition, d'installation patrimoniale ou de parcours historique.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Culture :

1) Le Ministère de la Culture reconnaît-il la valeur patrimoniale des buggies de Rodange et leur importance pour la mémoire industrielle du pays ?

2) Des initiatives de mise en valeur ou de restauration sont-elles actuellement envisagées ou soutenues par Monsieur le Ministre ?

3) Monsieur le Ministre serait-il disposé à accompagner la commune de Pétange ou des acteurs locaux dans un projet de sauvegarde et de valorisation de ces éléments emblématiques du patrimoine sidérurgique ?

4) Enfin, existe-t-il un inventaire national ou régional du patrimoine industriel recensant ce type de vestiges afin d'en assurer la conservation à long terme ?

Réponse (21/11/2025) de **M. Eric Thill**, Ministre de la Culture

ad 1) à 3) Pleinement conscient de la valeur patrimoniale des buggies miniers et de leur importance historique dans le cadre du développement économique et social de notre pays, je salue et encourage les diverses actions et initiatives de préservation et de valorisation menées par l'Institut national pour le patrimoine architectural – INPA dans ce contexte.

En effet, les efforts de cet institut culturel de l'État ont par exemple permis de conserver et de restaurer, en collaboration avec l'association Minièresbunn Doihl, un exemplaire de chaque type de wagon.

Aussi, nombreux de ces wagons font-ils désormais partie de la collection nationale du matériel ferroviaire historique. De surcroît, une grande partie de ces engins demeure fonctionnelle et est présentée au public dans le cadre des visites touristiques à travers la mine Doihl, qui fait partie du programme du Minett Park Fond-de-Gras.

ad 4) Un inventaire des bâtiments et du matériel ferroviaire relevant du patrimoine industriel existe bel et bien. En ce qui concerne les engins spécifiquement utilisés dans les exploitations minières, ceux appartenant aujourd'hui à l'INPA et l'association Minièresbunn Doihl sont recensés.

Cadre légal relatif aux contrats étudiants | Question **3121** (29/10/2025) de **Mme Barbara Agostino** (DP)

Actuellement, la législation luxembourgeoise prévoit que les élèves et étudiants peuvent être engagés sous contrat-étudiant pendant une durée maximale de deux mois ou 346 heures par année civile et ce jusqu'à l'âge de 27 ans accomplis.

Cette réglementation, bien qu'établie pour garantir un équilibre entre les études et l'activité professionnelle, semble aujourd'hui de plus en plus inadaptée à la réalité socio-économique du pays et aux besoins de la jeunesse.

En effet :

– Le coût de la vie au Luxembourg, notamment le logement, la mobilité et les denrées alimentaires a fortement augmenté.

– De nombreux étudiants doivent financer eux-mêmes une partie importante de leurs études ou de leur quotidien.

– D'autres suivent des formations continues ou des études de reconversion, dépassant souvent la limite d'âge actuelle de 27 ans, tout en restant dans un parcours académique reconnu.

– Enfin, le marché du travail souffre parfois d'un manque de main-d'œuvre temporaire, notamment dans les secteurs de l'hôtellerie-restauration, du commerce ou des services à la personne.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail :

1) Le Gouvernement envisage-t-il de réviser la limite actuelle de 346 heures ou deux mois par an, afin de permettre aux étudiants de travailler davantage, par exemple en fonction du calendrier académique ou du type d'études suivies ?

2) Est-ce que Monsieur le Ministre serait favorable à une différenciation du plafond d'heures selon le cycle d'études (secondaire, bachelor, master, formation continue) ?

3) Une révision de la limite d'âge de 27 ans est-elle à l'étude, notamment pour les étudiants adultes, les doctorants, ou les personnes en reconversion professionnelle ?

4) Le Gouvernement dispose-t-il de données statistiques récentes indiquant combien d'étudiants atteignent chaque année la limite légale de travail sous contrat-étudiant ?

5) Dans combien de cas, au cours des 5 dernières années, l'Inspection du travail et des mines (ITM) a-t-elle dû intervenir pour des dépassements ou des situations irrégulières liées à cette limitation ?

6) Monsieur le Ministre estime-t-il que permettre une plus grande flexibilité au niveau des heures pourrait contribuer à l'autonomie financière des jeunes et réduire leur dépendance vis-à-vis des aides sociales ou familiales ?

7) Une étude d'impact a-t-elle été réalisée pour évaluer les effets économiques d'un allongement de la durée de travail autorisée sous contrat-étudiant ?

8) Des concertations avec les organisations étudiantes, universitaires ou syndicales ont-elles déjà été engagées sur ce sujet ?

9) Monsieur le Ministre, envisagerait-il d'introduire un système hybride, combinant un quota d'heures plus élevé durant les vacances et un quota allégué pendant les périodes scolaires ?

10) Enfin, le Gouvernement estime-t-il qu'une telle réforme pourrait favoriser l'expérience professionnelle des jeunes, tout en renforçant leur employabilité future sur le marché du travail luxembourgeois ?

Réponse (13/11/2025) de **M. Georges Mischo**, Ministre du Travail

ad 1) à 3) Pour l'instant il n'est pas prévu de modifier le dispositif actuel relatif à l'emploi des élèves et étudiants pendant leurs vacances scolaires. Cependant, au cas où il existe une demande de la part des élèves

et étudiants à modifier le régime actuel des contrats-étudiants, le Ministre du Travail est bien évidemment disposé à rencontrer les différentes parties prenantes et à discuter des éventuelles propositions de modification.

ad 4) Non, le Gouvernement ne dispose pas de données statistiques permettant d'indiquer le nombre d'étudiants atteignant la limite légale d'âge pour l'occupation sous contrat d'étudiant.

ad 5) Au cours des cinq dernières années, l'ITM a en effet procédé à des contrôles relatifs au respect de la limite d'âge de 27 ans applicable aux étudiants occupés sous contrat d'étudiant durant les vacances scolaires et a constaté le nombre d'infractions suivant : ↑

ad 6) L'augmentation du niveau des heures peut certes contribuer à une plus grande autonomie financière des jeunes. Cependant, il y a lieu de noter que le contrat-étudiant n'est pas le seul contrat qui permet aux jeunes de gagner un revenu. En effet, à côté du contrat-étudiant, il existe encore le contrat de travail à durée déterminée prévu par l'article L. 122-1, paragraphe 3, point 5 du Code du travail, sachant que la durée hebdomadaire de ces contrats ne peut pas dépasser quinze heures en moyenne, sur une période d'un mois ou de quatre semaines. Cette limitation de la durée maximale de quinze heures par semaine ne s'applique toutefois pas aux activités salariées exercées durant les vacances scolaires et contrairement aux contrats-étudiants ils peuvent être conclus en dehors des vacances scolaires. De plus, ces contrats de travail à durée déterminée peuvent être utilisés par dérogation au principe que les contrats de travail à durée déterminée ne peuvent être conclus que pour l'exécution d'une tâche précise et non durable. Ils peuvent être renouvelés plus de deux fois, même pour une durée dépassant 24 mois, sans néanmoins pouvoir dépasser 60 mois.

ad 7) Non, une telle étude n'a pas encore été réalisée. Or, si les élèves et étudiants sont demandeurs pour une telle étude, le Ministre du Travail se dit prêt à l'initier.

ad 8) Non, de telles concertations n'ont pas eu lieu jusqu'à présent et aucune de ces organisations n'en a d'ailleurs fait la demande.

ad 9) Tel que soulevé plus haut, le Ministre du Travail se dit prêt d'échanger avec les parties prenantes en vue d'une modification du dispositif relatif au contrat-étudiant en cas de besoin. Il tient néanmoins à souligner que la combinaison entre le contrat-étudiant et le contrat de travail à durée déterminée évoqué sous la question 6 constitue d'ores et déjà une sorte de système hybride permettant de travailler jusqu'à 40 heures par semaine pendant les vacances scolaires et 15 heures en moyenne par semaine pendant les périodes scolaires.

ad 10) De manière générale, le contrat-étudiant mais aussi le contrat de travail à durée déterminée pour les jeunes, ainsi que les stages pour les élèves et étudiants constituent déjà de bons moyens afin de permettre aux jeunes d'acquérir une première expérience professionnelle et de renforcer ainsi leur employabilité future.

Néanmoins, il ne faut pas oublier qu'il s'agit avant tout d'élèves et d'étudiants inscrits dans un établissement scolaire ou universitaire.

Alors qu'il est certes important de leur offrir la possibilité d'acquérir une expérience professionnelle et de percevoir en même temps un revenu courant, il faut en même temps veiller à ce qu'ils disposent du temps nécessaire pour suivre et achever avec succès leur formation, voire leurs études.

Subsides publics et projets privés de logements abordables | Question **3122** (29/10/2025) de **Mme Paulette Lenert** (LSAP)

L'accès à un logement abordable reste un enjeu majeur de la politique publique. Pour soutenir cet objectif, l'État accorde chaque année des subsides à des promoteurs privés et à des associations sans but lucratif engagés dans la construction de logements à prix modérés. Selon les déclarations récentes de Monsieur le Ministre des Finances, un montant de 280 millions d'euros sera alloué à ces acteurs dans le cadre du budget 2026. Il paraît dès lors opportun d'évaluer la manière dont ces soutiens financiers ont été distribués et utilisés au cours des années précédentes.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement et de l'Aménagement du Territoire, ainsi qu'à Monsieur le Ministre des Finances :

1) Quels sont les acteurs privés et les ASBL ayant bénéficié, au cours des années 2023 et 2024, de subsides ou d'aides publiques de la part de l'État dans le cadre de la construction ou de la promotion de logements abordables ?

2) Pourriez-vous fournir une liste détaillée de ces acteurs ainsi que le montant exact des subsides octroyés à chacun d'eux ?

3) Quels critères d'éligibilité et mécanismes de sélection sont actuellement utilisés pour déterminer quels acteurs privés ou ASBL peuvent bénéficier de ces aides ? Ces aides sont-elles exclusivement destinées aux acteurs éligibles aux aides à la pierre, intervenant en qualité de promoteurs sociaux ?

4) Combien d'entreprises ont déjà entamé la construction de logements dédiés à leurs salariés, ou à des salariés d'autres entreprises, depuis l'entrée en vigueur de la loi du 7 août 2023 relative au logement abordable ? Sous quelle forme juridique ces projets ont-ils été réalisés (fondations, ASBL, SIS) ? Combien de logements dédiés aux salariés ont été autorisés, sont en construction ou achevés à ce jour ?

Réponse (28/11/2025) de **M. Claude Meisch**, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire

ad 1) Veuillez trouver ci-dessous la liste des acteurs privés et ASBL ayant bénéficié au cours des années 2023 et 2024 de participations financières au titre de la loi modifiée du 7 août 2023 relative au logement abordable. ↑

ad 2) Veuillez trouver ci-dessous la liste détaillée des acteurs, ainsi que les montants exacts touchés : ↑

ad 3) Selon la loi modifiée du 7 août 2023 relative au logement abordable (ci-après « la Loi »), les acteurs ayant droit à une participation financière pour la création de logements abordables sont les promoteurs sociaux. Est un promoteur social au sens de la Loi un promoteur public, c'est-à-dire le Fonds du logement, la SNHBM et une commune ou un syndicat de communes, mais aussi un promoteur sans but de lucre, c'est-à-dire une ASBL, une fondation, une société d'impact sociétal à 100 pour cent de parts d'impact (ci-après « SIS »), un hospice civil, un office social et une communauté religieuse ayant conclu une convention avec l'État.

Les projets de logements abordables soumis au ministère aux fins de l'octroi d'une participation financière doivent en outre être conformes au cahier des charges pour le développement de logements abordables.



Le promoteur social bénéficiaire d'une participation financière s'engage pour une durée de 40 ans.

ad 4) Le Ministère du Logement et de l'Aménagement du territoire compte à ce jour 7 projets de logements abordables dédiés à des salariés faisant l'objet de questions de la part du promoteur social ou pour lesquels le ministère a reçu une demande officielle pour l'octroi d'une participation financière.

Parmi ces projets, seul un a fait l'objet d'une convention relative aux participations financières. Ce projet prévoit la réalisation de logements abordables salariés par l'acquisition de 2 logements abordables en VEFA. Ces logements sont actuellement en construction et la date prévisionnelle de leur première mise en location est prévue pour fin 2027.

Les autres projets sont encore dans une phase précoce des échanges avec le promoteur social ou font l'objet d'une analyse par les services du ministère. Les formes juridiques communément envisagées à ce jour sont des fondations ou des SIS.

Inventaire et gestion du patrimoine immobilier public de l'État | Question 3123 (29/10/2025) de M. Dan Biancalana (LSAP)

Au Luxembourg, la question de la connaissance précise du parc immobilier public revient régulièrement dans le débat politique, notamment dans le contexte de la discussion autour du Registre national des bâtiments et des logements. Lors de ces débats, la bourgmestre de la ville de Luxembourg a exprimé ses réserves concernant la création d'un tel registre, en invoquant des questions d'autonomie communale et de charge administrative.

Pendant ce temps, d'autres pays voisins, tels que la Belgique, ont récemment mis en place un cadastre exhaustif des bâtiments appartenant à l'État fédéral, répertoriant les propriétés publiques, leurs affectations et leur état de valorisation. Cet outil permet non seulement une meilleure transparence patrimoniale, mais aussi une gestion plus rationnelle du patrimoine immobilier public.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire et à Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) L'État luxembourgeois dispose-t-il actuellement d'un inventaire ou d'un cadastre exhaustif de ses bâtiments et biens immobiliers publics ? Si oui, sous quelle forme cet inventaire est-il tenu, quelles informations y figurent (localisation, surface, usage, état, valeur estimée) et quelles administrations en ont l'accès ?

2) Si un tel outil n'existe pas encore, le Gouvernement envisage-t-il de mettre en place, à l'instar du modèle belge, un cadastre national du patrimoine immobilier de l'État ? Dans l'affirmative, quelles sont les étapes prévues et l'échéance estimée pour la mise à disposition d'un tel outil ?

3) Dans le cadre de la réflexion sur le Registre national des bâtiments et logements, le Gouvernement prévoit-il d'y intégrer les bâtiments appartenant à l'État et aux administrations publiques afin de disposer d'une vision globale du patrimoine bâti ?

Réponse (26/11/2025) de M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures

ad 1) L'État dispose actuellement d'un inventaire centralisé des parcelles cadastrales domaniales. Cet

inventaire comprend notamment des informations relatives à la localisation, à la surface cadastrale ainsi qu'à la nature cadastrale des parcelles. Les données concernant l'état des parcelles et leur valeur estimée ne sont pas renseignées dans cet inventaire.

ad 2) Le Registre national des bâtiments et des logements (RNBL), en cours de mise en place, constituera un registre national commun de description du bâti, reprenant notamment : identificateur unique, localisation, adresse officielle, désignation cadastrale, surfaces et état. Il répertoriera tant les immeubles publics que privés.

Le RNBL ne comprend pas de valeur estimée, car il n'a pas de finalité d'évaluation patrimoniale. Les communes saisiront et valideront les données, sous gestion technique de l'Administration du cadastre et de la topographie.

Le projet de loi n° 8086 afférent fait actuellement l'objet d'amendements et un règlement grand-ducal d'exécution est également en cours d'élaboration.

L'échéance ne peut pas être précisée à ce stade, car la mise en place du registre dépend notamment de la poursuite de la procédure législative relative au projet de loi n° 8086.

ad 3) Il est renvoyé à la réponse apportée à la question 2, où il est précisé que le RNBL intégrera tant les immeubles publics que privés.

Impact des mesures fiscales de relance du logement | Question 3124 (29/10/2025) de Mme Paulette Lenert (LSAP)

La loi du 22 mai 2024 portant introduction d'un paquet de mesures en vue de la relance du marché du logement a introduit plusieurs aides et incitations fiscales destinées à stimuler la construction, à soutenir la demande et à relancer un marché immobilier particulièrement atone. La loi budgétaire pour l'exercice 2025 avait introduit la demi-base imposable pour les coûts d'enregistrement lors d'un acte notarié à partir du premier octobre 2024.

Or, malgré ces mesures, le niveau d'activité dans la construction demeure faible. Selon les chiffres récents publiés par le Ministère du Logement, les ventes en l'état futur d'achèvement (VEFA) représenteraient moins de 10 % de l'ensemble des transactions immobilières enregistrées au Luxembourg au cours de l'année 2025.

Afin d'évaluer l'impact réel des aides étatiques sur la relance du secteur, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances et à Monsieur le Ministre du Logement et de l'Aménagement du Territoire :

1) Combien de personnes ont bénéficié du crédit d'impôt « Bëllegen Akt » relevé ainsi que de la réduction de 50 % de la base imposable pour les droits d'enregistrement, tant que ces mesures fiscales étaient en vigueur ?

2) Pourriez-vous également préciser le montant total des moins-values fiscales engendrées pour les logements en l'état futur d'achèvement (VEFA) et pour les logements existants, ainsi que leur part relative par rapport à l'ensemble des moins-values fiscales liées à ces deux dispositifs pour les années 2024 et 2025 ?

3) Combien de personnes ont bénéficié du crédit d'impôt pour investisseurs introduit par la loi du 22 mai 2024 ? Quel a été le montant total du déchet fiscal correspondant à ce crédit d'impôt, et combien de logements en VEFA ont pu être financés dans ce cadre ?

Réponse (01/12/2025) de M. Gilles Roth, Ministre des Finances

ad 1) 7.853 personnes ont profité du crédit d'impôt « Bëllegen Akt » relevé (tranche entre 30.000 et 40.000 euros) entre le 1^{er} janvier 2024 et le 31 octobre 2025.

12.622 personnes ont bénéficié de la réduction de 50 % de la base fiscale entre le 1^{er} octobre 2024 et le 31 octobre 2025.

ad 2) Le tableau [†] ci-dessous présente la répartition des déchets fiscaux arrêtée au 31 octobre 2025, ventilée par année et type de logement (VEFA respectivement logements existants), ainsi que les totaux.

ad 3) Au 31 octobre 2025, depuis l'entrée en vigueur de la mesure, 860 investisseurs ont bénéficié du crédit d'impôt locatif. Le déchet fiscal associé à cette mesure s'élève actuellement à 9.835.398 euros et concerne 800 logements acquis en VEFA.

Conséquences de l'arrêt du 26 février 2025 sur la double répression en matière financière | Question 3125 (29/10/2025) de M. Laurent Mosar (CSV)

Le 26 février 2025, la Cour d'appel du Grand-Duché a rendu un arrêt qui a suscité d'intenses réactions tant dans les milieux juridiques que dans le secteur financier. Dans cette affaire, la Cour a déclaré irrecevables des poursuites pénales engagées à la suite d'une amende administrative infligée par la Commission de surveillance du secteur financier (CSSF) pour de graves manquements aux obligations de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (LCB/FT). En d'autres termes, la Cour a estimé que le principe du non bis in idem, principe fondamental de l'État de droit selon lequel nul ne peut être sanctionné deux fois pour les mêmes faits, faisait obstacle à une double répression, d'abord administrative puis pénale, pour la même conduite. Cet arrêt soulève plusieurs enjeux majeurs pour l'architecture répressive luxembourgeoise en matière de criminalité financière et de conformité réglementaire.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame le Ministre de la Justice et à Monsieur le Ministre des Finances :

1) Comment le Gouvernement interprète-t-il la portée de l'arrêt du 26 février 2025, notamment en ce qui concerne l'application du principe non bis in idem entre sanctions administratives de la CSSF et poursuites pénales pour les mêmes faits ?

2) Le Gouvernement estime-t-il que, suite à cette jurisprudence, une sanction administrative infligée à un établissement financier pour des manquements LCB/FT peut désormais faire obstacle à des poursuites pénales ultérieures, y compris contre les dirigeants ou responsables concernés individuellement ?

3) Quelles mesures de coordination concrètes existent ou seront mises en place entre la CSSF, la CRF et le parquet afin d'éviter qu'une voie de sanction choisie trop rapidement (administrative) ne rende définitivement impossible l'autre (pénale) dans les cas les plus graves ?

4) Le Gouvernement considère-t-il que cette situation crée un risque de voir certains acteurs rechercher en priorité une issue administrative, par le paiement d'une amende, afin d'éviter l'exposition pénale ? Si oui, quelles garanties peuvent être apportées pour prévenir ce risque et maintenir l'effet dissuasif du droit pénal ?

5) Le Gouvernement juge-t-il nécessaire une adaptation législative pour clarifier l'articulation entre sanctions administratives et sanctions pénales en matière de LCB/FT ?

Réponse (16/12/2025) de **Mme Elisabeth Margue**,
Ministre de la Justice | **M. Gilles Roth**, Ministre des
Finances

ad 1) L'arrêt précité de la Cour d'appel se situe dans un contexte où certains des faits ayant donné lieu à une sanction administrative, prononcée par la CSSF, ont par la suite fait l'objet de poursuites pénales du chef d'infractions à la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme, et traite du principe non bis in idem.

La règle non bis in idem interdit de poursuivre à nouveau une personne pour des faits pour lesquels elle a déjà été poursuivie et jugée². Cette maxime n'est recevable que lorsque les éléments légaux et matériels de la seconde poursuite sont absolument identiques à ceux qui ont motivé la première³.

La loi modifiée du 12 novembre 2004 trouve son origine dans le droit de l'Union et, partant, l'appréciation du principe non bis in idem s'effectue conformément à l'article 50 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, qui dispose que nul ne peut être poursuivi ou puni pénalement pour une même infraction pour laquelle il a déjà été acquitté ou condamné dans l'Union par un jugement pénal définitif.

Dans son avis du 15 décembre 2017 portant sur le projet de transposition de la directive (UE) 2015/849 relative à la prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme, le Conseil d'État a rappelé que, selon la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne, l'article 50 visé ci-dessus n'interdit pas qu'un État membre prévoie une combinaison de sanctions administratives et pénales. Ces sanctions peuvent donc coexister, sauf lorsque la sanction administrative revêt un caractère pénal au sens de l'article 50 précité et qu'elle est devenue définitive : dans ce cas, l'article 50 s'oppose à l'engagement de poursuites pénales pour les mêmes faits⁴.

Selon la Cour européenne des droits de l'homme (CourEDH), le principe non bis in idem ne trouve à s'appliquer que dans la mesure où la sanction administrative revêt une coloration pénale, selon le triple test dégagé par l'arrêt Engel c. Pays-Bas. De plus, la CourEDH admet le cumul de sanctions sous réserve de trois conditions cumulatives : qu'un objectif d'intérêt général justifiant le cumul soit poursuivi et que les sanctions aient des finalités complémentaires ; qu'il existe une coordination limitant au strict nécessaire la charge procédurale supplémentaire pour les personnes concernées ; et que la sévérité conjointe des sanctions reste proportionnée à la gravité de l'infraction. Dans l'arrêt précité, la Cour d'appel a estimé que ces conditions d'exception n'étaient pas remplies en l'espèce, la poursuite pénale engagée contre le professionnel du secteur financier heurtant donc le principe non bis in idem et étant par conséquent déclarée irrecevable.

La Cour d'appel procède ainsi à une application pure et simple des principes dégagés par la Cour européenne des droits de l'homme sur le point de droit en question.

ad 2) La jurisprudence invoquée applique les principes établis de longue date par la Cour européenne des droits de l'homme et la Cour de justice de l'Union européenne tels que énoncés ci-dessus. Une sanction administrative infligée à un établissement financier pour des manquements LCB/FT ne fait de

façon générale pas obstacle à des poursuites pénales ultérieures, y compris contre les dirigeants ou responsables concernés individuellement. Il appartient en définitive aux juridictions de faire une analyse au cas par cas pour déterminer si le principe non bis in idem s'applique ou non.

ad 3) La loi modifiée du 12 novembre 2004 prévoit, au titre I-I intitulé « Coopération nationale et internationale », un chapitre I dédié à la coopération nationale, et plus particulièrement un article 9-1, qui organise la coopération entre autorités de contrôle, organismes d'autorégulation et la CRF. En tout état de cause, l'article 23 du Code de procédure pénale trouve à s'appliquer.

ad 4) La nature pénale ou administrative d'une sanction n'est pas en soi déterminante, ce qui l'est beaucoup plus est son caractère effectif, proportionné et dissuasif par rapport à la gravité des faits. Les dispositions légales continuent de permettre une distinction claire entre les amendes administratives et les sanctions pénales, que ce soit l'entreprise en tant que personne morale ou la personne responsable de l'entreprise en tant que personne physique qui est concernée.

ad 5) L'article 1^{er}, point 18), de la directive (UE) 2024/1619 vise notamment le cas où des procédures administrative et pénale sont engagées à l'encontre de la même personne physique ou morale qui peut être tenue pour responsable du même comportement dans les deux procédures. Les dispositions y relatives, y compris celles en vue de la mise en place d'un mécanisme de coopération entre autorités compétentes et autorités judiciaires, feront l'objet d'une transposition en droit national.

Réglementation des fonctions d'ingénieur-directeur et d'ingénieur-directeur adjoint au sein des syndicats intercommunaux | Question 3126 (30/10/2025) de **M. Charles Weiler** (CSV)

Et ass gewosst, datt déi aktuell gesetzlech Dispositionen, déi d'Organisation vum de Gemengeverwaltungungen an déi kommunal Decisionsprozesser reegelen, net méi an alle Punkten den haitege Realitéiten an Erausforderunge gerecht ginn.

Dëst trifft ënnert anerem op d'Situatioun vum den Ingénieurs-directeurs an den Ingénieurs-directeurs adjoints vum den industrielle Gemengesyndikater zou, déi wichteg a kritesch Infrastrukture betreiben. Obwuel d'Problematik schonn zënter Laangem bekannt an och vum der viregter Regierung unerkannt gouf, feelt bis haut eng kloer juristesche Basis, déi d'Funktione vum de betraffene Posten definieert.

An deem Zusammenhang wéilt ech dem Här Innenminister folgend Froe stellen:

1. Ass den Här Minister sech der uewe genannter Problematik bewusst?
2. Ass den Här Minister bereet, déi néideg legislativ Ännerungen unzegoen – sief et um Niveau vum Gemengen- oder vum Syndikatsgesetz – fir d'Funktione kloer ze reglementéieren?

Réponse (14/11/2025) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

ad 1. Déi vum honorabelen Deputéierte Charles Weiler ugeschwate Problemer am Zusammenhang mam Fonctionnement vum de Gemengesyndikater sinn dem Inneminister bewusst. D'Gehälterreglement vum de Gemengebeamte gesäit zwar d'Fonction vum Direkter vir, mee den Direkter huet keng Entscheidungsgewalt an och keng Befugnisse wat d'Leedung vum Personal vum engem Gemengesyndikat ugeet.

Op Grond vum Gemengegesetz a vum Gesetz iwwer d'Gemengesyndikater leien all Weisungsbefugnisse an d'Personalgestioun vum engem Gemengesyndikat an der Kompetenz vum Bureau vum Syndikat. D'Gesetz gëtt zum jëtzen Zäitpunkt kengem Beamte Kompetenzen an deene Matièreen.

ad 2. Den Inneministère huet en Avant-projet de loi ausgeschafft, deen et dem Bureau vum engem Gemengesyndikat erméiglecht, verschidde vu senger Befugnisse un den Direkter vum Syndikat ze delegéieren. Den Direkter soll och kënnen eng Délégation de signature am Beräich vum de Finanzen kréien. Dee betreffenden Avant-projet de loi gëtt an nächster Zukunft dem Syvicol esouwéi der Association des ingénieurs-directeurs et ingénieurs-directeurs adjoints (ALID) virgestallt an diskutéiert.

An enger nächster Phas wäert den Avant-projet de loi dann der Commission centrale am Inneministère fir Avis zougestallt ginn a geet dono an d'Procédure législative.

Prise en charge des frais juridiques par l'État | Question 3127 (30/10/2025) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Zënter 2016 ass de fréiere Generaldirekter vum Mudam an engem juristesche Sträit mat deemolege Mataarbechter vum RTL Lëtzebuerg, dorënner zwee Journalisten. Am Mäerz 2026 wäert et an d'Appellinstanz goen.

Zënter dem Ufank vum der Gerichtsaffaire sollen dem fréiere Generaldirekter seng Affekotskäschen am Kader vum dëser Affaire aus der Staatskeess gedroe gi sinn. Dat goug aus verschiddene Presseartikelen ervir:

„Den Enrico Lunghi kritt Ënnerstützung vum Staat, fir juristesche géint d'RTL-Mammenhaus CLT-UFA virzegoen. Den Nach-Mudam-Direkter huet eisen Informatiounen no gëschter Bescheid kritt, datt dës Ënnerstützung accordéiert gouf, sou wéi de Statut vum Staatsbeamte se virgesäit. De Staat wäert also seng Affekotefrais iwwerhuelen.“ (100,7 vum 8. Dezember 2016)

An deem Zusammenhang wéilt ech de Ministere fir Finanzen, fir Justiz a fir ëffentlechen Déngscht dës Froe stellen:

1. Wéi héich sinn déi bis elo vum Staat gedroe Käschen am Zusammenhang mat den Affekote vum Ex-Generaldirekter?
2. Wat geschitt am Fall vum enger Néierlag vum fréiere Generaldirekter am Appell? Mussen an dësem Fall d'Affekotskäschen un d'Staatskeess zrëckbezuelt ginn?
3. Wéi ass et méiglech, dass den deemolege Generaldirekter, deen a senger Funktioun als Mudamchef an dësem Zäitfenster kee Staatsbeamte war, trotzdem d'Affekotskäschen iwwerholl krut?
4. Wéi eng Bedéngunge mussen erfüllt sinn, dass Staatsbeamten d'Affekotskäsche vum Staat virgestreckt an iwwerholl kréien?
5. Wéi vill Affekotskäsche goufen an de vergaangenen 10 Jore vum Staat iwwerholl? Wéi vill Demandé goufe refuséiert?

Réponse (20/11/2025) de **M. Serge Wilmes**, Ministre de la Fonction publique

ad 1. Den honorabelen Deputéierten huet bestëmmt Verständnis dofir, dass ech an der Ëffentlechkeet net iwwer individuell Dossiere schwätzen.

² Ch. Hennau, Droit pénal général, Bruylant 1995, p. 77,

³ Enc. Dalloz, Dr. crim. Vo. Chose jugée, n° 45.

⁴ Document parlementaire, n° 7128-5, pages 21 et 22, relatif à la loi du 13 février 2018 portant modification de la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme.

ad 2. Allgemeng ass et esou, dass e perséinleche Fee-ler vun engem Agent dozou féiert, dass de Staat vu senger Protektiounspflicht entbonnen ass. An deem Fall mussen d'Affekotekäschten zeréckbezuelt ginn.

ad 3. Ech verweisen op meng Äntwert op déi éischt Fro.

ad 4. Den Agent, oder e Member vu senger Famill, muss perséinlech viséiert sinn an et muss e Lien mat senger Qualitéit als Agent bestoen. Ausser wann et dréngend ass, muss d'Demande fir d'Protektioun am Virfeld gemaach ginn.

D'Protektioun vum Staat heescht awer net automatesch, dass d'Affekotekäschten iwwerholl ginn. De Staat kann déi Protektioun och anescht garantéieren, z. B. andeems de Service juridique vum Ministère fir d'Fonction publique déi néideg Ënnerstëtzung gëtt (fir déi Demarché wou een net onbedéngt muss en Affekt hunn).

De Staat ass vu senger Protektiounspflicht entbonne wann den Agent am Feeler ass.

Wann et eng Affär tëschent dem Agent an dem Staat als Employeur ass, gëtt keng Protektioun accordéiert.

ad 5. Fir d'Joer 2025, hunn ech bis elo 36 Demandé kritt. An 23 Fäll ass d'Protektioun accordéiert ginn, an 10 Fäll ass se refuséiert ginn an 3 Fäll sinn nach amgaang traitéiert ze ginn. Wat déi Jore virdu betrëfft, kann ech dem honorabelen Deputéierte keng ausféierlech Zuele ginn, well déi net systematesch erfaasst gi sinn. Ech ka just drop hiweisen, dass an den Aktivitéitsrapporte vum MFP zënter 2017 all Joer opgeschéit gëtt, wéi vill Demanden agreeecht gi sinn a wéi vill dat am Ganze kascht huet.

Revenus provenant de la location de biens immobiliers | Question 3128 (30/10/2025) de M. André Bauler | M. Patrick Goldschmidt (DP)

Une des priorités du Gouvernement est le développement du nombre de logements, et plus particulièrement celui du logement locatif.

L'État et les communes, qui font des efforts considérables, à eux seuls n'arrivent pas à résoudre les problèmes de pénurie de logements.

Nous constatons cependant que les investisseurs privés, dont l'engagement est indispensable au développement du parc de logements locatifs, boudent ce secteur. Or, l'action de ces investisseurs est primordiale pour rééquilibrer le marché de la location au Luxembourg ; ce qui contribue à la bonne santé du marché de l'emploi et à celle de l'économie en général.

Au Grand-Duché de Luxembourg, les revenus nets provenant de dividendes bénéficient d'une exemption de 50 % des montants bruts touchés en vertu de la loi modifiée concernant l'impôt sur le revenu.

Les revenus provenant de la location de biens immobiliers, en particulier par la création de logements et la mobilisation du patrimoine des ménages et d'investisseurs internationaux, ne bénéficient pas d'incitatifs fiscaux suffisants, aujourd'hui indispensables pour diriger davantage d'investisseurs potentiels vers le marché immobilier luxembourgeois.

Vu la nécessité de stimuler l'investissement immobilier des particuliers et des professionnels tout en renforçant l'offre de logements locatifs, une mesure similaire d'exemption de 50 % des revenus nets provenant de la location de biens pourrait constituer un incitant efficace pour les particuliers à maintenir ou accroître leur engagement en faveur du marché locatif.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

– Le Gouvernement prévoit-il d'étendre le régime d'exemption partielle, applicable à l'heure qu'il est aux revenus de dividendes, aux revenus positifs découlant de la location de biens immobiliers ?

– Dans l'affirmative, quelles seraient les modalités et les conditions d'une telle extension ?

– Dans la négative, quelles seraient les raisons pour lesquelles le Gouvernement ne pourrait pas considérer une telle option comme économiquement ou fiscalement opportune ?

Réponse (01/12/2025) de M. Gilles Roth, Ministre des Finances

L'exemption de 50 % des dividendes bruts alloués par une société pleinement imposable, prévue à l'article 115, numéro 15a de la loi modifiée de l'impôt sur le revenu et introduite par la loi du 22 décembre 1993, a pour objectif d'atténuer la double imposition économique d'un même revenu réalisé par une société d'une part et – par la suite – perçu par son actionnaire au titre de dividende d'autre part. Elle contribue ainsi à faire rapprocher la charge fiscale du revenu d'un actionnaire d'une société à celle du revenu d'un exploitant d'une entreprise individuelle.

Une différence fondamentale existe ainsi avec l'imposition d'un loyer perçu par un bailleur, dont le revenu n'est imposé qu'une seule fois d'un point de vue économique.

Afin de soutenir un secteur spécifique du marché du logement, l'exemption initialement fixée à 50 % du revenu locatif net provenant de la gestion locative sociale, visée par la loi modifiée du 7 août 2023 relative au logement abordable, a été portée à 90 % à partir de l'année d'imposition 2024. Le Gouvernement n'entend pas généraliser ce type de mesure dérogatoire à tous les loyers.

Procédure de la carrière ouverte dans la fonction publique | Question 3129 (30/10/2025) de Mme Djuna Bernard (déi gréng)

Dans sa question parlementaire n° 2455 du 30 juin 2020, la députée Stéphanie Empain avait demandé un bilan intermédiaire cinq ans après l'introduction de la procédure de la carrière ouverte dans la fonction publique.

La réponse du Ministre de la Fonction publique de l'époque avait mis en lumière les écarts entre le nombre d'agent-e-s ayant réussi les cycles de formation préparatoire au groupe de traitement ou d'indemnité supérieure et ceux effectivement promus. Ainsi, entre 2016 et 2019, un total de 164 agent-e-s de l'État ont suivi et réussi les formations, mais seulement 52 ont achevé avec succès la procédure de la carrière ouverte.

La loi de 2015 relative à la procédure de la carrière ouverte prévoyait un régime transitoire permettant aux agent-e-s de la carrière B d'accéder à la carrière A1 jusqu'au 30 septembre 2025. Toutefois, il n'est pas précisé si cette date concerne l'achèvement de la formation ou une autre étape de la procédure. Or, le certificat de réussite suggère, par sa formulation, que l'accomplissement de la formation suffit à garantir le droit au changement de carrière, d'autant plus que l'ancien Ministre de la Fonction publique avait indiqué dans sa réponse initiale que la validité de celui-ci n'était pas limitée dans le temps.

Dans ce contexte, j'aimerais dès lors poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Fonction publique :

1) Quel est le nombre d'agent-e-s ayant réussi les formations préparatoires, et quel est le nombre de promotions effectives via la procédure de la carrière ouverte, pour chacune des années de 2020 à 2025 ?

2) Monsieur le Ministre peut-il confirmer que les agent-e-s ayant accompli leurs formations préparatoires avant le 30 septembre 2025 resteront éligibles à la transition vers la carrière A1 ?

3) Quelles sont, selon Monsieur le Ministre, les raisons du faible taux de conversion entre la réussite de la formation et la promotion effective ?

4) Existe-t-il un mécanisme structurel d'accompagnement des agent-e-s ayant réussi la formation sans avoir encore été promus, afin de les aider à trouver un emploi dans la carrière supérieure ? Dans la négative, Monsieur le Ministre envisage-t-il d'en instaurer un ?

5) Quel est, selon Monsieur le Ministre, le bilan de la procédure de la « carrière ouverte » par rapport aux objectifs fixés en 2015, à savoir l'assouplissement des carrières ainsi que la valorisation de l'apprentissage tout au long de la vie et de l'expérience professionnelle ?

Réponse (02/12/2025) de M. Serge Wilmes, Ministre de la Fonction publique

ad 1) Tableau ↑

ad 2) Non.

Le fait d'avoir suivi et passé avec succès les cours et épreuves du cycle de formation préparatoire est l'une des conditions que les agents intéressés doivent remplir avant de pouvoir introduire leur demande, qui doit se faire dans un délai d'un mois à partir de la publication de la vacance de poste.

Les agents de l'État participent donc à ces cours et épreuves sans qu'il n'y ait de poste vacant destiné à être occupé par le biais de la carrière ouverte.

L'article 16 de la loi de 2015 sur la carrière ouverte prévoit ce qui suit : « Par dérogation à l'article 2, paragraphe 5, pour les fonctionnaires de l'État du groupe de traitement B1 [...] nommés définitivement au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi, il faut entendre par groupe de traitement immédiatement supérieur au leur, le groupe de traitement A1.

La dérogation de l'alinéa précédent est limitée à une période de dix ans à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi. »

Pour avoir une date certaine qui détermine si cette dérogation s'applique encore ou non, la date de publication du poste vacant a été choisie. Cette date a l'avantage d'être publique pour tous les candidats.

Les formations réussies restent valables pour la carrière ouverte, mais – en raison de la limitation de la dérogation précitée à dix ans – elles ne donnent plus accès au groupe de traitement A1.

Pour être complet, je voudrais rappeler que dans le cadre de l'accord salarial du 29 janvier 2025, il a été retenu que « Les fonctionnaires du groupe de traitement B1, ayant accédé le groupe de traitement A2 par le biais du changement de groupe de traitement, bénéficieront d'une dispense du cycle de formation préparatoire en cas d'accès au groupe de traitement A1 par la même voie. La même mesure s'appliquera aux employés de l'État du groupe d'indemnité B1 » (point 13). Ce point sera mis en œuvre par le biais du projet de loi n° 8541 qui a été déposé à la Chambre des Députés en date du 15 mai 2025.

ad 3) Le nombre de promotions au groupe de traitement ou d'indemnité supérieur ne dépend pas du nombre d'agents ayant suivi les formations préparatoires, mais du nombre de postes vacants destinés à être occupés par le biais de la carrière ouverte.



ad 4) Le mécanisme de la carrière ouverte fait partie du développement professionnel des agents. Les entretiens individuels annuels sont l'occasion de donner un retour sur les compétences d'un agent et de discuter des possibilités de les développer. De cette manière, les administrations peuvent identifier ceux de leurs agents qui disposent des compétences nécessaires pour accéder à un groupe de traitement ou d'indemnité supérieure.

Dans ce contexte, je voudrais rappeler que le point 16 de l'accord salarial du 29 janvier 2025 prévoit l'institution d'un groupe de travail en vue d'élaborer des propositions destinées à améliorer le mécanisme du changement de groupe de traitement ou d'indemnité.

ad 5) Sans vouloir présager les conclusions du groupe de travail précité, l'on peut sans doute faire quelques constats.

Le nombre d'agents participant aux formations préparatoires est disproportionné par rapport au nombre de postes vacants que les administrations choisissent d'occuper par le biais de la carrière ouverte. Ceci peut s'expliquer par le fait que les compétences nécessaires pour accéder à un groupe de traitement ou d'indemnité supérieur ne sont pas analysées en profondeur avant d'autoriser la participation à ces formations.

Les entretiens individuels annuels, avec un retour sur leurs compétences, constituent un instrument pour accompagner les agents dans leur apprentissage tout au long de leur vie professionnelle.

Projet pilote QR Code pour informations bus en temps réel | Question 3130 (30/10/2025) de Mme Diane Aehm (CSV)

Mat dem Asaz vu modernen digitalen Technologie kann am Beräich vun der Mobilitéit de Service fir d'Passagéier verbessert ginn.

An dësem Sënn gouf de 7. Juli 2024 an de fënnef Nordstadgemengen (Bettendorf, Dikrich, Ierpeldeng op der Sauer, Ettelbréck a Schieren) e Pilotprojet lancéiert, fir d'Echtzäit-Informatioun op den 150 Busarrëten ze verbessern.

Iwwert e QR-Code konnt eng Homepage opgeruff ginn, op där follgend Informatiounen ze fanne waren: d'Offarten an Echtzäit, d'Fahrpläng vun de Buslinnen, déi den Arrêt bedéngen, e Routen-Planer, aktuell Stéierungen am Réseau an eng Kontakt-respektiv Feedback-Säit.

De Pilotprojet sollt am September 2024 evaluéiert ginn, mat der Optioun, am Laf vum Joer 2025 de ganzen RGTR-Réseau mat de ronn 3.700 Arrëten nozerëschen.

An deem Zesammenhang wéilt ech der Madamm Ministesch fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte follgend Froe stellen:

1. Ass de Pilotprojet am September 2024 evaluéiert ginn?
2. Wat waren d'Resultater an d'Hauptconclusionen?
3. Ass decidéiert ginn, de Pilotprojet ze generaliséieren a landeswäit auszubauen?
4. Wa jo, wéi wäit ass d'Ëmsetzung op de ronn 3.700 Busarrëten? Wéi vill Arrête si schonn équipéiert? Wéi vill stinn der nach aus?
5. Wéi dacks pro Mount gëtt d'Homepage iwwert de Wee vum QR-Code-Scan opgeruff?
6. Wann decidéiert gouf de Pilotprojet net ze generaliséieren, wat huet dogéint geschwat?

Réponse (28/11/2025) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Jo. De Pilotprojet Nordstad, deen de Ministère fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten initiéiert huet, gouf an deem Zäitraum evaluéiert. Zil war d'Plaquette mat QR-Code bei 150 Haltestellen an de Gemengen vum Nordstad ze testen, éier se landeswäit agesat gëtt, mat Fokus op:

- d'Installatioun um Terrain;
- d'Verhalen a Qualitéit vum Material;
- d'Akzeptanz bei der Clientèle;
- d'Pertinenz vun den Informatiounen.

ad 2. Am Zäitraum vu Juli bis Oktober 2024 gouf un den 150 Haltestellen eng duerchschnëttlech Notzung vun ongeféier 120 Scans pro Dag registréiert.

An engem Sondage goufen d'Informatiounen als nëtzlech a verständlech bewäert, vun iwwer 90 % vun de Befroten, déi participéiert hunn.

D'Material vun der Plaquette huet sech bewäert als resistent géint Vandalismus a weist keng Ofnotzung no der Pilotphas op.

Eng aner Erkenntnis vum Projet war, wéi wichteg et ass eng proaktiv a praktesch Mathëlef vun de „Services techniques“ vun de Gemengen um Terrain ze hunn. Hir Ënnerstëtzung ass elementar, fir d'Visibilitéit vum Projet ze maximiséieren.

Eng zousätzlech Erausforderung betrëfft verschidde Busarrëten, déi eng systematesch Inspektioun vun de Schëldepotten erforderen. D'Existenz vu Poubellen, Muppentuten, Touristeschilder oder Reklammen, mécht et schwierig, Plaz fir d'Installatioun vun eise Plaketten ze fannen.

Iwwer de QR-Code op der Plaquette fannen d'Leit direkt déi nächst Departement vun hirem Arrêt, PDF-Horairer vun de Linnen, déi vun do fortueren souwéi aktuell Meldungen zu Stéierungen oder Chantieren. Dëst erméiglecht eng vereinfacht a séier Zougänglechkeet op déi wichtegst Informatiounen, besonnesch op déi nächst Departement an Echtzäit.

D'Plaquette ergänzt déi aner Informatiounselementer um Busarrêt, stäerkt de Link tëschent Terrain an eiser Fuerplangauskunft mobiliteit.lu, an déngt als visuell Referenz, fir den Numm an d'Säit vum Arrêt ze identifizéieren.

Si erlaabt et, souguer op deem klengste Busarrêt am Land op dem Smartphone déi selwecht Qualitéit vun Informatiounen ofzeruffen, déi op grouse Busgaren op elektronischen Tafelen um Quai ugewise ginn. Dëst ass am Koalitionsaccord esou virgesinn.

ad 3. D'Resultater waren positiv, an et gouf decidéiert, de Projet an dëser Form landeswäit auszubauen.

ad 4. D'Ëmsetzung vum Projet ass amgang, mat engem Start vun den Installatiounen ab Dezember 2025. D'Installatiounen ginn a Phasen duerchgefouert, fir en effiziente Verlaf ze garantéieren: vum Norden, Osten, Westen iwwert de Süden an den Zentrum.

ad 5. Am Kader vum Pilotprojet Nordstad gouf de QR-Code-Service am Duerchschnitt ronn 3.500-mol pro Mount opgeruff. Dëst weist eng stabil a regelméissig Notzung. Et ass dovun auszegoen, datt d'Bekanntheit an d'Notzung vum Service zouhuele wäert, wann de System landeswäit ausgebaut gëtt.

ad 6. D'Decisioun fir e landeswäite Ausbau ass gefall.

Augmentation de la majoration d'âge | Question 3131 (30/10/2025) de Mme Claire Delcourt (LSAP)

Dans l'accord de coalition 2023-2028, le Gouvernement s'est fixé comme objectif d'adapter régulièrement les allocations familiales au coût de la vie et d'augmenter la majoration d'âge pour les enfants de plus de 12 ans.

Cette augmentation de la majoration d'âge répond à un besoin réel des familles, car les dépenses liées aux enfants augmentent considérablement avec l'âge, notamment en matière de scolarité, d'alimentation et d'activités. Cette aide permet de mieux accompagner les parents dans les charges croissantes liées à l'adolescence et constitue un levier important dans la lutte contre la pauvreté infantile qui touche de nombreuses familles au Luxembourg.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil :

1) À quel stade se trouvent les travaux pour la mise en œuvre de l'augmentation de la majoration d'âge prévue dans l'accord de coalition ?

2) Quel est le calendrier envisagé pour l'entrée en vigueur de cette augmentation ?

3) Quelles mesures complémentaires le Gouvernement envisage-t-il pour soutenir les familles qui, malgré les allocations familiales, peinent à couvrir les besoins essentiels de leurs enfants en raison de la hausse du coût de la vie ?

Réponse (02/12/2025) de **M. Max Hahn**, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

ad 1) et 2) Les travaux relatifs à l'adaptation de l'allocation familiale se poursuivent à l'heure actuelle. Selon le calendrier prévisionnel, les modifications correspondantes seront présentées en début de l'année prochaine, dès l'aboutissement des travaux.

ad 3) Tel que prévu par le calendrier des travaux, le premier Plan d'action national de lutte contre la pauvreté se trouve actuellement en phase de finalisation. L'objectif consiste à présenter le plan d'action avant la fin de l'année. Sous réserve de sa validation par le Conseil de Gouvernement, ce plan inclura des mesures pour soutenir de manière ciblée les ménages à revenu modeste ayant des enfants à charge.

Agrandissement du Atert-Lycée Redange | Question 3132 (30/10/2025) de M. Ben Polidori | Mme Francine Cloesener (LSAP)

En mars 2025, lors d'une séance d'une commission de la Chambre des Députés concernant le Plan directeur sectoriel des lycées, Monsieur le Ministre a souligné qu'il s'agissait de travaux en cours et que l'objectif était d'élaborer un plan directeur sectoriel pour l'année 2028.

Entre-temps, il semblerait qu'une décision ait été prise concernant un agrandissement du lycée de Redange-sur-Attert. Selon les informations disponibles, l'extension prévue accueillerait une École européenne, tandis que la partie existante du lycée conserverait son statut d'établissement classique.

Dans ce contexte, nous souhaiterions obtenir les éclaircissements suivants de Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, du Logement et de l'Aménagement du territoire ainsi que de Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Le Gouvernement peut-il confirmer qu'une décision a effectivement été prise concernant l'agrandissement du Atert-Lycée Redange ?

2) Comment cette décision a-t-elle été prise en l'absence d'un plan sectoriel actualisé ? Des analyses spécifiques concernant le choix du site, l'évolution démographique de la région et les besoins en matière d'infrastructure scolaire ont-elles été réalisées avant cette décision ? Si oui, quelles sont ces analyses et quels en sont les résultats ?

3) Sur quelle base a-t-il été décidé d'implanter précisément une École européenne à cet endroit ? Quels critères ont été appliqués pour justifier le choix d'une École européenne plutôt qu'un autre type d'établissement scolaire ?

4) Quelles sont les conséquences de cette décision pour le site de Steinfort ? Un lycée à Steinfort est-il désormais écarté des projets du Gouvernement ?

5) Quelle est la méthodologie appliquée par le Gouvernement pour la planification des lycées durant la période transitoire jusqu'à l'adoption du nouveau Plan directeur sectoriel en 2028 ?

Réponse (01/12/2025) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire

ad 1) Le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse a lancé une étude visant à analyser la faisabilité d'une construction supplémentaire sur les terrains appartenant au site du Atert-Lycée à Redange.

ad 2) À l'heure actuelle, aucune décision à ce sujet n'a été prise. À ce stade, et compte tenu de l'augmentation constante et considérable du nombre d'élèves, le Gouvernement se concentre sur l'étude de la constructibilité de terrains appartenant déjà à l'État et classés comme Zone BEP dans le Plan d'aménagement général (PAG). Ce choix permet non seulement de faciliter les démarches administratives, mais aussi de maximiser les synergies avec les établissements scolaires existants.

En effet, les premières analyses réalisées dans le cadre de l'élaboration d'un nouveau plan sectoriel « Lycées » ont identifié, entre autres, le sud-ouest (Région Sud) et l'est (Musel an Emland) du pays comme espaces d'action prioritaires.

ad 3) À l'heure actuelle, aucune décision n'a encore été prise. Le Grand-Duché de Luxembourg dispose de six Écoles européennes agréées : l'École internationale de Differdange et d'Esch-sur-Alzette (EIDE), le Lënster Lycée International School (LLIS), le Lycée Edward Steichen (LESC), l'École internationale de Mondorf-les-Bains (EIMLB), l'École internationale de Mersch Anne Beffort (EIMAB) et l'École internationale Gaston Thorn (EIGT).

Une offre équivalente fait toutefois défaut dans l'ouest du pays.

ad 4) Le Gouvernement confirme qu'il maintient son intérêt pour la création d'une École européenne agréée dans la région ouest du pays.

ad 5) Durant la période transitoire précédant l'adoption du nouveau Plan directeur sectoriel, le Gouvernement applique une méthodologie de planification fondée sur l'analyse de l'armature scolaire existante. Ce processus tient compte du principe de régionalisation. L'objectif est de garantir que les futurs lycées répondent de manière adéquate aux besoins de la population scolaire.

.....

Mobilité interne entre l'administration générale, l'armée, la police et le CGDIS | Question 3133 (30/10/2025) de **M. Ben Polidori** | **M. Yves Cruchten** (LSAP)

La mobilité interne permet aux fonctionnaires de développer leurs compétences et d'évoluer professionnellement au sein de l'administration publique. Les postes à pourvoir sont ouverts aux fonctionnaires de l'État, communaux ainsi que ceux des établissements publics qui souhaitent changer d'administration.

Selon la législation, les possibilités de la mobilité interne ne s'appliquent toutefois pas aux postes relevant du Corps diplomatique, des rubriques « armée, police et Inspection générale de la police », « enseignement » et « magistrature », aux fonctions du groupe de traitement C1 du sous-groupe des douanes, ainsi qu'aux postes de pompier professionnel auprès du Corps grand-ducal d'incendie et de secours.

Dans ce contexte, nous souhaiterions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Fonction publique, à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures et à Madame la Ministre de la Défense :

1) Combien de personnes ont, au cours des dix dernières années, quitté un poste dans le domaine de l'armée, de la police, de l'Inspection générale de la police ou du Corps grand-ducal d'incendie et de secours pour rejoindre l'administration générale par le biais de la mobilité interne ? Comment ces chiffres se répartissent-ils sur les différentes années et entre les domaines de l'armée, de la police, de l'Inspection générale de la police et du Corps grand-ducal d'incendie et de secours ?

2) Combien de personnes ont, à l'inverse, quitté un poste dans l'administration générale pour occuper un poste au sein de l'armée, de la police, de l'Inspection générale de la police ou du Corps grand-ducal d'incendie et de secours ?

3) Le Gouvernement a-t-il connaissance du nombre de cas visés à la question n° 2 ci-dessus pour lesquels ce changement a entraîné une détérioration en termes de revenu ?

4) Quelles pistes le Gouvernement poursuit-il pour rendre une carrière au sein de l'armée ou de la police attractive pour les personnes ayant déjà effectué une carrière dans un autre domaine de la fonction publique ?

5) Quelles pistes le Gouvernement poursuit-il pour faciliter spécifiquement les transitions entre les carrières au sein de la police, du Corps grand-ducal d'incendie et de secours et de l'armée, et pour reconnaître les carrières lors de ces changements ?

Réponse (02/12/2025) de **M. Serge Wilmes**, Ministre de la Fonction publique | **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures | **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Défense

À titre liminaire, et tel que cela a été exposé lors de la réunion de la Commission de la Fonction publique du 9 octobre 2025, il y a lieu de remarquer que, contrairement à ce qu'indiquent les honorables Députés dans l'introduction de leur question parlementaire, les postes relevant du Corps diplomatique, des rubriques « armée, police et Inspection générale de la police », « enseignement » et « magistrature », les fonctions du groupe de traitement C1 du sous-groupe des douanes, ainsi que les postes de pompier professionnel auprès du CGDIS ne sont pas exclus des possibilités de la mobilité interne. Les administrations concernées peuvent décider de recruter par le biais d'un changement d'administration, mais les postes précités sont simplement exclus du nouveau principe que les fonctionnaires peuvent postuler sur chaque poste vacant publié, peu importe si les recrutements se font par voie interne ou externe.

ad 1) Concernant la Police grand-ducale :

Il convient de préciser que la Police grand-ducale n'a pas établi de statistiques concernant les changements d'administration avant 2020.

Entre 2020 et 2025, 15 personnes du cadre civil et une personne du cadre policier ont quitté la police pour rejoindre l'administration générale :

– 2021 : 1
– 2022 : 2
– 2023 : 1
– 2024 : 8 (dont une personne du cadre policier)
– 2025 (jusqu'à novembre) : 4

Concernant l'IGP :

L'Inspection générale de la police, dans sa forme actuelle, existe depuis la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur l'Inspection générale de la police qui l'a érigée en administration autonome et indépendante et lui a attribué son propre cadre du personnel.

Il importe par ailleurs de rappeler que la loi du 18 juillet 2018 sur l'Inspection générale de la police, non seulement a introduit une clause dite de « non-retour » qui interdit au personnel du cadre policier et du cadre civil de l'IGP de faire un changement d'administration vers la police, mais a également interdit aux membres de l'IGP issus du cadre policier de procéder à un changement d'administration vers toute autre administration avant d'avoir accompli 10 ans de service à l'IGP.

Il a été retenu au terme de l'audit sur l'IGP, qui a été présenté et discuté lors de deux séances de la Commission des Affaires intérieures, que ces deux règles seraient revues afin d'augmenter l'attractivité de l'IGP. Comme il a été annoncé lors de la séance de la Commission des Affaires intérieures le 22 octobre 2025, le Ministre des Affaires intérieures déposera prochainement un projet de loi avec pour objet de mettre en œuvre les éléments de réforme présentés et discutés lors de cette réunion.

L'application de la règle de la durée minimale d'affectation de 10 ans, introduite par la loi précitée de 2018 pour le cadre policier de l'IGP, fait qu'à ce jour, aucun membre du cadre policier de l'IGP n'a encore pu effectuer un changement d'administration.

Par contre, trois membres du cadre civil de l'IGP ont effectué un changement d'administration : une personne en 2019, une personne en 2020 et une personne en 2024.

Concernant le CGDIS :

Depuis la création du CGDIS au 1^{er} juillet 2018, un seul agent, faisant partie du cadre administratif et technique, a changé d'administration par le biais de la mobilité interne en 2025.

Concernant l'Armée luxembourgeoise :

Par le biais de la mobilité interne, un total de 34 agents, dont environ la moitié sont des agents civils, ont quitté l'armée pour rejoindre une autre administration.

– 2015 : 0
– 2016 : 1
– 2017 : 2
– 2018 : 3
– 2019 : 5
– 2020 : 4
– 2021 : 3
– 2022 : 5
– 2023 : 3
– 2024 : 4
– 2025 (jusqu'à novembre) : 4

ad 2) Concernant la Police grand-ducale :

Depuis 2020, un total de 43 changements d'administration vers la Police grand-ducale a eu lieu, répartis comme suit :

- 2020 : 4
- 2021 : 9
- 2022 : 6
- 2023 : 4
- 2024 : 8
- 2025 (jusqu'à novembre) : 12

Concernant l'IGP :

Depuis 2020, 2 personnes issues d'autres administrations ont intégré le cadre civil de l'Inspection générale de la police :

- 2023 : 1
- 2025 : 1

Concernant le CGDIS :

Aucune personne n'a quitté un poste dans l'administration générale pour occuper un poste au sein du CGDIS par le biais de la mobilité interne.

Concernant l'Armée luxembourgeoise :

Un total de 29 agents ont rejoint l'armée par le biais d'un changement d'administration depuis 2015 pour occuper des postes civils, répartis comme suit :

- 2015 : 1
- 2016 : 2
- 2017 : 1
- 2018 : 1
- 2019 : 3
- 2020 : 2
- 2021 : 6
- 2022 : 3
- 2023 : 5
- 2024 : 3
- 2025 (jusqu'à novembre) : 2

ad 3) Sans avoir vérifié les dossiers personnels de toutes les personnes concernées, il est possible qu'un changement d'administration entraîne la perte d'un accessoire de traitement lié à l'une ou l'autre condition. Par exemple, une personne qui occupe un poste à responsabilités particulières dans une administration et qui, après un changement d'administration, n'occupe plus un tel poste, n'a évidemment plus droit à une majoration d'échelon pour postes à responsabilités particulières.

ad 4) Il nous semble que la question n'est pas tant l'attractivité ou non des carrières au sein des administrations précitées, mais plutôt de savoir s'il est envisageable de passer d'une autre administration vers l'armée ou la police, dont les métiers nécessitent des formations spécifiques qui n'existent pas ailleurs.

ad 5) Les groupes de traitement et d'indemnité étant les mêmes dans les administrations étatiques, il n'est pas nécessaire de régler spécifiquement les transitions entre elles.

Remplacement des enseignants et gestion de la réserve de suppléants dans l'enseignement fondamental | Question 3134 (30/10/2025) de M. Ben Polidori (LSAP)

Lorsqu'un enseignant des écoles fondamentales est temporairement absent pour cause de maladie ou d'autres motifs, il est essentiel d'assurer la continuité pédagogique. Pour répondre à cette nécessité, le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse dispose de deux mécanismes principaux : d'une part, il fait appel à des remplaçants temporaires engagés sous contrat à durée déterminée selon les besoins immédiats ; d'autre part, il s'appuie sur une réserve de suppléants composée d'instituteurs et de chargés de cours titulaires d'un contrat à durée indéterminée.

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

- 1) Combien de personnes et d'équivalents temps plein composent la réserve de suppléants dans chacune des directions ?
- 2) Combien de remplaçants temporaires sont actuellement disponibles dans chaque direction ?
- 3) Sachant qu'un remplaçant peut intervenir dans plusieurs directions et que certaines personnes exercent cette fonction de manière intermittente en alternant périodes de disponibilité et d'indisponibilité, quel est le nombre total de remplaçants temporaires inscrits actuellement au niveau national ?
- 4) Au cours des cinq dernières années, combien de remplacements ont été nécessaires annuellement dans chaque direction ? Parmi ceux-ci, combien ont été assurés par la réserve de suppléants, combien par les remplaçants temporaires, et dans combien de cas aucun remplacement n'a pu être trouvé, obligeant ainsi à répartir les élèves dans d'autres classes ?

Réponse (01/12/2025) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1) Le nombre total de membres de la réserve de suppléants intervenant sur le territoire des différentes directions de région, que ce soit pour assurer des remplacements temporaires ou pour pourvoir un poste d'instituteur resté vacant conformément à l'article 15 de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental, se présente comme suit :[†]

ad 2) En complément aux membres de la réserve de suppléants, mon Ministère procède à l'engagement de personnes titulaires d'une attestation les habilitant à assurer des remplacements dans l'enseignement fondamental luxembourgeois. Ces agents sont recrutés sur la base d'un contrat à durée déterminée pour satisfaire aux besoins en ressources humaines nécessaires pour assurer le remplacement du personnel enseignant.

À l'heure actuelle, le nombre d'agents ainsi engagés en tant que remplaçant permanent pour l'année scolaire 2025-2026 s'élève à un total de 319 :[†]

ad 3) Le nombre de personnes disposées à assurer des remplacements indemnisés sur déclaration ayant, à ce jour, encodé leur disponibilité et souhaits en matière de remplacement dans les écoles fondamentales luxembourgeoises dans la base de données Scolaria au titre de l'année scolaire 2025-2026 s'élève à 363.

ad 4) Les tableaux[†] présentés ci-dessus renseignent sur le nombre de jours de remplacement nécessaires pour chaque année scolaire. Ils détaillent également les modalités de mise en œuvre de ces remplacements, ainsi que les cas pour lesquels aucun remplaçant n'a pu être trouvé.

Centre de radiologie Cloche d'Or | Question 3135 (30/10/2025) de Mme Liz Braz | M. Mars Di Bartolomeo (LSAP)

Zanterdeem sâin neien „Zentrum fir Präventioun a Radiologie“ op der Cloche d'Or seng Dieren opge-maach huet, mécht dat Kierchbierger Spidol massiv Reklamm an alle méigleche Meedie fir seng nei Antenn. An deem Mooss, ass dat hei zu Lëtzebuerg sécher net d'Reegel.

An deem Kontext géinge mir der Madamm Ministesch fir Gesondheet a Soziales follgend Froe stellen:

1. Stellt dëst fir d'Madamm Ministesch kee Problem duer?
2. Ass esou eng intensiv Werbecampagne net am Widdersproch zu de Geflogeneheeten am Spidols-sektor?
3. Wat gedenkt d'Madamm Ministesch ze ënnerhuelen, fir datt et hei net zu enger „surenchère“ kënn? Gedenkt d'Madamm Ministesch, an dësem Sënn Deontologiesreegelen opzestellen?

Réponse (27/11/2025) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. D'Reegelen, déi sech op d'Annoncé vun engem Dokter an der Press applizéieren, sinn am Code de déontologie vum Dokteschberuff festgehalen an ënnerleien dem Collège médical.

ad 2. De Code de déontologie vum Dokteschberuff reegelt just d'Annoncen, déi en Dokter an der Press schalt, net awer eng Struktur, ewéi zum Beispill e Spidol.

ad 3. Well et sech hei ëm Deontologiesreegelen handelt, déi an de Kompetenzberäich vum Collège médical falen, kann dës Fro net um Niveau vum Ministère fir Gesondheet a sozial Sécherheet beäwert ginn.

Représentation de l'État dans les conseils d'administration et transparence des rémunérations | Question 3136 (30/10/2025) de M. Sven Clement (Piraten)

D'Representatioun vum Staat a Conseils d'administration vum de Gesellschaften, Établissements publics an anere GIEen, an deenen de Staat Participatiounen huet, ass e wichtegt Instrument fir d'Regierung, fir hir Interessen ze verrieden an d'Good Governance ze assuréieren. Dës Mandater ginn haaptsächlech vun (héije) Fonctionnaire besat, obwuel och Experten aus der Zivilgesellschaft kënnen genannt ginn. Allerdéngs stellt sech d'Fro vum Kumulatioun vu Mandater an der Transparenz vum de Remunerationen ëmmer erëm. D'Gesetz vum 25. Juli 1990 iwwer de Statut vum den Administrateuren, déi de Staat verrieden, gesäit vir, datt d'Emolumenter vum Staat oder der éffentlecher Persoun moralescher Natur agezu ginn, an datt d'Regierung oder dat dirigéierend Organ d'Indemnitéite fir d'Missioun festleet. Am Artikel „Un État de sièges“ gëtt awer drop higewisen, datt dëst Gesetz an der Praxis wéineg oder guer net applizéiert gëtt. Eng parlamentaresch Äntwert aus dem Abrëll 2014 huet d'Veréffentlechung vum den Indemnitéiten ofgeleent, fir d'individuell Situatioun vum de Verwaltungsrotsmembre net ze verroden. D'Regierung huet awer Mesuren ugekënnegt, fir d'Representatioun ze professionaliséieren an e Code de conduite festzuleeën. Déi nei Richtlinie fir d'Grënnung vun Établissements publics vum Februar 2017 gesi vir, datt d'Indemnitéiten duerch e Règlement grand-ducal fixéiert ginn, fir méi Transparenz ze garantéieren, awer dëst gëllt net fir déi schonn existent Etablissementer.

An deem Zesummenhang wëllt ech de Ministere fir Finanzen a fir Wirtschaft dës Froe stellen:

1. Wéi vill Mandater vum Administrateuren, déi vum Staat oder enger Persoun morale de droit public proposéiert goufen, gëtt et aktuell am Ganzen (a Sociétés anonymes, Établissements publics a GIEen)?
2. Wéi ass d'Opdeelung vun dëse Mandater no proposéierende Ministère an no der Gesellschaft/Entitéit an där d'Mandat ausgeübt gëtt?

3. Wéi dacks a firwat gëtt d'Gesetz vum 25. Juli 1990 iwwer de Statut vun den Administrateuren, déi de Staat verrieden, net applizéiert, besonnesch a Bezuch op d'Réckbezuelung vun den Emolumenten an de Staat oder d'Festlee vum den Indemnitéiten?

4. Wat ass de Gesamtbetrag vun den Indemnitéiten, déi pro Gesellschaft/Entitéit fir dës Administrateursmandater am leschte komplette Comptabelsjoer bezuelt goufen?

5. Gëtt et zousätzlech Avantagen (z. B. Remisen, Avantages en nature, Frais de représentation) déi mat dëse Mandater verbundene sinn, a falls jo, wéi eng Zort an op wéi enger legaler Basis ginn dës accordéiert?

Réponse (01/12/2025) de **M. Luc Frieden**, Premier ministre | **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances | **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1. an 2. Fir ze evitéieren, dass een all eenzel Entitéit muss am Regëster vun de Gesellschaften siche goen, huet d'Trésorerie de l'État zanter enger Rei Joren eng interaktiv Duerstellung op hirem Site verëffentlecht, fir eng transparent Iwwersiicht vun alle Mandater ze assureieren. Et opläit de jeeweilege ministeriellen Departementer dës Lëscht à jour ze halen.

Aus dëser Iwwersiicht geet ervir wéi vill Mandater vun Administrateuren a Sociétés anonymes, Établissements publics a groupements d'intérêt économique (GIE) et gëtt, déi vum Staat proposéiert goufen. Et ass ze bemierken, datt Leit, déi vum Staat genannt ginn, net noutgedrungen all Agente vum Staat sinn.

De ganze Repertoire fënnt een ënnert folgendem Link: <https://tresorerie.public.lu/fr/participations.html>

ad 3. D'Regierung suivéiert déi Praxis a Prozedur, déi sech iwwer déi lescht 35 Joer am Kontext vun der Applikatioun vum Gesetz vum 1990 iwwer d'Indemnitéiten, déi staatlech Verrieder an de Verwaltungsreicht vu Kapitalgesellschaften kréien, etabliert huet.

De Regierungsrot decidéiert, aus praktesche Grënn, dass d'Tantiemen direkt un déi betraffe staatlech Verrieder am Verwaltungsrot vun der betreffender Firma ausbezuelte ginn, ouni virdrun nach iwwer de Staatsbudget ze transitéieren.

Den 10. Januar 2024 huet de Regierungsrot dës Decisioun fir déi aktuell Legislaturperiod confirméiert. Dës gouf och schonn an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 0139 esou erkläert.

ad 4. Et gëtt op d'Äntwert zu der Fro 3 verwisen.

ad 5. Zu dëser Fro kann ee keng generell Ausso maachen, well dës duerch déi intern Reegelen vun de jeeweilegen Entitéiten definéiert gëtt. Op alle Fall ënnerleien eventuell Avantagen, souwäit se ee Geldwäert hätten, als „avantage en nature“ der Akommessteuer, geneesou wéi d'Tantieme selwer och steuerpflichtig sinn.

Langues d'enseignement des formations obligatoires après retrait du permis à points | Question **3137** (31/10/2025) de **M. Sven Clement** (Piraten)

D'Reegelunge ronderëm de Punkteführerschäin zu Lëtzebuerg gesi vir, datt Führerschäin-Inhaber, déi hire Kredit vum 12 Punkten integral verluer hunn, eng obligatoresch Formatioun am Centre de formation pour conducteurs (CFC) zu Colmer-Bierg musse maachen, fir hir Fuereerlabnis no der Suspensioun nees zeréckzestellén. Laut den aktuelle Verëffentlechungen op der Websäit vum CFC ginn dës Formatiounen nëmmen op Däitsch a Franséisch ugebueden.

Dës sproochlech Limitatioun steet am Widersproch zu der demographescher a sproochlecher Diversitéit vun der Populatioun zu Lëtzebuerg, wou eng bedeutend Unzuel vu Residenten a Grenzgänger hir Führerschäin aus aneren EU-Länner homologéiert oder transkribéiert kruten. Vill vun dësen EU-Bierger beherrschen Däitsch a Franséisch eventuell net genuch, fir eng esou komplex a sécherheetsrelevant Formatioun am Detail ze verfollegen an ze assimiléieren. Déi sproochlech Barriär riskéiert, d'Effizienz vun de Sensibiliséierungscoursen ze behënneren an d'Gläichbehandlung vu sämtleche concernéierte Bierger an Awunner a Fro ze stellen. Zousätzlech suergen europäesch Pläng fir d'Aféierung vun engem europäesche Punkteführerschäin fir eng néideg Iwwerpräiung vun der aktueller nationaler Praxis.

An deem Zesummenhang wëllt ech der Ministesch fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten dës Fro stellen:

1. Firwat gëtt d'obligatoresch Formatioun no engem integrale Punkteverloscht vum Führerschäin aktuell just op Däitsch a Franséisch ugebueden? Firwat net och op Lëtzebuergesch?

2. Awéiwäit gouf d'Offer un d'Besoinen vun der sproochlecher Diversitéit an der Lëtzebuergescher Populatioun ugepasst, besonnesch am Hiebléck op d'Zuel vun den EU-Bierger mat homologéierte Führerschäin, fir déi Däitsch a Franséisch keng Verwaltungssprooch sinn?

3. Gëtt et Iwwerleeungen, d'Formatioun och an anere relevanten europäesche Sproochen (z. B. Englesch, Portugisesch) unzibidden, a wat sinn déi eventuell finanziell an administrativ Hürde fir esou eng Extensioun?

4. Huet d'Regierung am Kader vun den europäesche Projete ronderëm den europäesche Punkteführerschäin Preparatiounen getraff, fir an Zukunft Formatiounen, déi am Ausland absolvéiert goufen, fir d'Zeréckkréie vum Führerschäin zu Lëtzebuerg unzekerennen?

5. Wéi eng statistesch Donnéeën leien der Regierung iwwer déi sproochlech Profiller vun de Persounen, déi déi obligatoresch Formatioun no engem Punkteverloscht musse maachen, vir?

Réponse (28/11/2025) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den honorabelen Deputéierte stellt Froen am Kader vun der obligatorescher Formatioun beim Punkteführerschäin.

ad 1. Déi Coursen, vun deenen den honorabelen Deputéierte schwätzt, sinn d'Coursen, déi Persounen maache mussen, fir hire Führerschäin nees zeréckzestellén wann si all hir Punkte verluer hunn. Hei sief et fir d'ëischt d'Informatioun, dass dës Coursen net direkt vum Ministère selwer organiséiert ginn, mee dass de Centre de formation pour conducteurs (CFC) zu Colmer-Bierg mat der Duerchféierung vun dëse Coursen vum Ministère beoptraagt ass.

Generell ass et esou, dass d'Coursen a franséischer oder an däitscher Sprooch gehale ginn, fir dem Mix vu Kandidat*innen an de Coursen Rechnung ze droen. Wann awer elo an engem Cours déi an der Formatioun present Persounen all Lëtzebuergesch verstinn, gëtt de Cours op Lëtzebuergesch gehalen, wat an der Majoritéit vun de Coursen de Fall ass. Et ginn also duerchaus och Coursen op Lëtzebuergesch gehalen.

ad 2. Esouwéi d'Erfaarungen et bis elo gewisen hunn, decken déi Coursen an dësen zwou Sproochen déi bal absolut Majoritéit vun de Kandidat*innen wat hir sproochlech Kompetenze betrëfft of. Sollt et awer virkommen, dass eng Persoun keng vun dëse Sproochen an och kee Lëtzebuergesch schwätze kann, dann

huet si d'Méiglechkeet, fir sech vun engem Iwwersetzer assistéieren ze loossen. Dës Fall kënn awer nëmme ganz seele vir, a wann dat de Fall war, huet dat da gutt funktionéiert an d'Messagë konnten de Kandidat*innen trotzdem verstéelt ginn.

ad 3. Dee Cours gëtt deels vu Formateur*trix vum CFC an deels vum Ministère agréierte Psychologen*innen ofgehalen. Fir Englesch a Portugisesch unzibidden missten nieft dem Iwwersetzer vum dem Handbuch an de Supporten zousätzlech Formateuren*trixen a Psychologen agestellt a forméiert ginn, déi de Cours hale kéinten. Well et awer immens schwierig ass iwwerhaapt qualifizéiert Psycholog*inne fir dës Coursen ze fannen, ass dat am Moment net méiglech an och net virgesinn.

ad 4. De Punkteführerschäin bleift, och wann an Zukunft d'Fuerverbueter solle géigesäiteg unerkannt ginn, weiderhin eng national Kompetenz. Wann een also zu Lëtzebuerg seng 12 Punkte verluer huet, muss een och weiderhin zu Lëtzebuerg dee vum Gesetz virgesinnene Cours maachen, fir de Führerschäin nees zeréck kréien ze kréien.

ad 5. De Ministère huet keng esou Donnéeën.

De CFC passt awer d'Offer vun de Coursen un d'Demande an deenen zwou Sproochen un. D'Coursen, déi den CFC an deenen éischten 9 Méint vun 2025 ugebueden huet, waren zu 70 % op Franséisch an zu 30 % op Däitsch/Lëtzebuergesch.

Restrictions du service de restauration sur le campus de l'Université du Luxembourg à Kirchberg | Question **3138** (31/10/2025) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Zanter dem 22. September gëtt et um Campus vun der Universitéit Lëtzebuerg (Uni.lu) um Kierchbierg eng massiv Aschränkung am Service vun de Studentekantinnen. Laut engem Mail vum „Facility Management Department“ vum 18. September 2025 gouf dës Decisioun wéinst „circumstances beyond our control“ geholl. Konkreet huet dës Restriktioun dozou gefouert, datt d'Kantin „Altius“ nëmme ronn 149 Molzechte pro Dag zerwéiere kann, wouduerch si dacks scho virun 12.00 Auer zommécht. Dës huet zur Folleg, datt méi wéi d'Hallschent vun de Studente vum Service ausgeschloss sinn.

Déi studentesch Delegatioun huet de 14. Oktober am Universitéitsrot e Mangel un Transparenz a konkreete Léisungen ugeschwat. An engem Follow-up-Mail vum 20. Oktober 2025 huet de „Facility Management Department“ matgedeelt, zesumme mam Ministère an dem Operateur Restopolis u Léisungen ze schaffen. Informatiounen no wier d'Wuerzel vum Problem eng zanter Jore bekannt Ënnerdimensionéierung vun de Kicheninfrastrukture vis-à-vis vun der Zuel u Studenten, woubäi d'Uni d'Verantwortung bei der Administration des bâtiments publics (ABP) gesäit. Eng qualitativ an zougängelech Kantin ass awer en zentrale Pilier fir d'Wuelbefanne vun de Studenten an d'Bekämpfung vun der Studenteprekaritéit.

An deem Zesummenhang wëllt ech de Ministere fir Héichschoul a Fuerschung a hir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten dës Fro stellen:

1. Wat ass déi exakt technesch Ursach fir d'Aschränkung vum Restopolis-Service op dem Campus Kierchbierg, déi d'Uni mat „circumstances beyond our control“ beschriwwen huet?

2. Stëmmt et, datt d'aktuell Situatioun op eng zanter Jore bekannt Ënnerdimensionéierung vun de Kicheninfrastrukture vis-à-vis vun der Zuel u Studenten

zeréckzeféieren ass, a wa jo, firwat gouf dëse Problem net antizipéiert a behuewen?

3. Wéi gesäit de konkreeten Zäitplang fir eng vollwärtig Restauratioun vum Service um Campus Kierchbierg aus, a wéini kann erwaart ginn, datt nees all Student do Mëttegiessen iesse kann?

4. Wéini gouf d'Administration des bâtiments publics (ABP) iwwer de Problem vum Facility Management Department vun der Uni Lëtzebuerg informéiert, a wat sinn d'Ursaache fir déi eventuell Verspéidung bei enger Léisung, wann se bei der ABP leien?

5. Wéini wäert d'Bezuelung mat elektronesch Molzecheschäiner (Pluxee Kaart) an de Studentekanntinnen nees méiglech sinn?

6. Ass de Ministère iwwer d'Reklamatiounen iwwer eng degradéiert Qualitéit vun de Molzechten informéiert, a wéi gëtt dëse Problem verfollegt?

Réponse (02/12/2025) de Mme Stéphanie Obertin, Ministère de la Recherche et de l'Enseignement supérieur | **Mme Yuriko Backes,** Ministère de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Claude Meisch,** Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. Restopolis ass eng staatlech Verwaltung, déi fir d'Bedreiwe vun de Kantine vun eise Lycéeën an der Universitéit zoustänneg ass. Dëst geschitt an den Infrastrukturen, déi Restopolis vun den zoustännegen staatlechen Verwaltungen zur Verfügung gestallt kritt nodeems de Programme de construction vum Occupant mat sengem Ministère de tutelle erstallt gouf.

De Service de restauration muss am Respekt vun den applikabelen autoriséierte Kapazitéite bedriwwen ginn.

ad 2. Effektiv ass d'Unzuel vun de Studenten, déi an der Universitéit iessen, an de leschte Jore staark geklommen.

Betreffend de Campus Kierchbierg, gouf d'Kapazitéit am Joer 2018 temporär op 158 Plazen erhéicht, fir d'Studente vum Lycée technique du Centre um Kierchbierg opzehuele während där Zäit, wou hir Kantine renovéiert gouf. Et gouf keng permanent Extensioung geplangt. De Projet vum neie Campus Kierchbierg wäert eng laangfristeg Léisung fir dës Besoinen ubidden.

ad 3. À ce stade ass de Ministère fir Fuerschung an Héichschoul amgang, mat der Universitéit, d'Besoin fir déi nächst fënnf Joer ze definéieren, op Basis vun deenen déi noutwendeg Aarbechte kënnen definéiert ginn an de Kommodo vum Restaurant „Altius“ aktualiséiert ka ginn.

En attendant, dass eng definitiv Léisung en place ass, liwwert Restopolis déi zousätzlech Molzechte vun anere Plazen aus, am Respekt vun den Normen vun der Liewensmittelsécherheet.

ad 4. An deem Kontext ass virop ze preziséieren, dass am Joer 2017 den deemolegen Héichschoulminister Restopolis offiziell beoptraagt huet, fir d'Gestioun vum Universitätsrestaurant um Campus Kierchbierg ze iwwerhuelen. D'Administration des bâtiments publics gouf den 20. Februar 2017 diesbezüglich vum Ministère fir Education, Kanner a Jugend per Courrier informéiert. Am Dezember 2017 huet Restopolis eng éischt Kéier eng Demande bei ABP gemaach, fir d'Kicheninfrastruktur unzepassen, fir den Ufuhrerungen un Iesse vun de Studente gerecht ze ginn. Op dës Demande hi vu Restopolis goufen deemools vum ABP déi gefroten Adaptatiounen gemaach. Am Dezember 2024 huet de Ministère fir Education, Kanner a Jugend de Ministère fir Mobilitéit an effentlech Aarbechte mat der Fro saisiert, ob

d'Produktionsunitéit vum Restaurant „Altius“ kéint renovéiert ginn, notament, fir och d'Kapazitéit vun der Produktioun ze erhéien. Fir eventuell weider Investissementer op deem Site ze justifizéieren ass et awer indispensable, dass de Ministère fir Fuerschung an Héichschoul, e konkreete Programm opstellt an d'Entwécklung an d'Besoin fir déi nächst fënnf Joer definéiert, op Basis vun deem, déi noutwendeg Aarbechte kënnen definéiert an de Kommodo vum Restaurant Altius aktualiséiert ka ginn.

Déi baulech an technesch Upassunge vum Restaurant Altius, sinn duerno vun der Verwaltung fir effentlech Bauten duerchgezéiert.

ad 5. D'Bezuele mat elektronesch Molzecheschäiner ass an de Kantine vu Restopolis net virgesinn.

Geméiss dem groussherzogleche Reglement vum 29. Dezember 1986, dat d'Ausféierung vum Artikel 115 Punkt 21 vum Gesetz iwwer d'Akomessteier reegelt, gëllt d'Steierbefreiung nëmme fir d'Molzecheschäiner vun Employeuren, déi keng Kantine zur Verfügung hunn.

Zousätzlech bezuelen d'Studenten an d'Mataarbechter vun der Universitéit an de Kantine vu Restopolis ee vum Staat subventionéierte Präis. Aus deem Grond gëllt Restopolis net als Restaurateur am Sënn vum Artikel 2 vum genannte groussherzogleche Reglement.

ad 6. Restopolis leien aktuell keng Reklamatiounen iwwer d'Qualitéit vun de Molzechten um Campus Kierchbierg vir. D'Universitéit huet och keng Reklamatiounen iwwer d'Qualitéit vum Iessen an der Kantine krut, an deemspriechend ass och keng Informatioun un de Ministère fir Fuerschung an Héichschoul gaangen.

Départs en retraite au cours des cinq dernières années | Question 3139 (31/10/2025) de M. Gérard Schockmel (DP)

L'âge de départ à la retraite et la répartition des assurés qui partent en retraite diffèrent selon les régimes et les secteurs d'activité. Afin d'obtenir un meilleur aperçu de l'évolution des retraites anticipées et ordinaires, notamment dans le contexte des réformes législatives et de l'évolution de l'espérance de vie des assurés, il serait utile de disposer de données précises.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) Combien de personnes sont parties à la retraite au cours des cinq dernières années, selon les tranches d'âge : 50 à 55 ans, 55 à 57 ans, 57 à 60 ans, 60 à 62 ans, 62 à 65 ans ?

2) Pour la même période, pourriez-vous ventiler ces départs à la retraite selon le régime de pension concerné (régime général, fonctionnaires et employés publics, employés communaux, CFL, POST, établissements publics, etc.) ?

3) Concernant spécifiquement les assurés relevant du régime général, quelle est la répartition selon le secteur d'activité ?

4) Pour les pensions accordées dans les tranches d'âge de 50 à 55 ans et 55 à 57 ans, sur quelle base ces pensions ont-elles été octroyées (par exemple : convention collective, pension d'invalidité, autre) ?

Réponse (09/12/2025) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | **M. Serge Wilmes,** Ministre de la Fonction publique

ad 1) Les départs en retraite proprement dits, c'est-à-dire les assurés qui prennent leur pension

de vieillesse ou pension de vieillesse anticipée se distinguent des départs en pension d'invalidité et d'autres mesures telles que les préretraites ; ces dernières n'étant pas reprises dans les données présentées ci-dessous.

Entre 2020 et 2024, 40.972 assurés du régime général d'assurance pension (secteur privé) et 4.217 assurés des régimes spéciaux de pension (secteur public) sont partis en retraite, c'est-à-dire ont pris leur pension de vieillesse ou leur pension de vieillesse anticipée.

Le tableau 1[†] reprend le nombre de départs en retraite par régime, et la répartition par tranche d'âge entre 2020 et 2024.

ad 2) Le tableau 2[†] reprend la répartition des départs en retraite (hors départs en pension d'invalidité) des régimes de pension du secteur public entre 2020 et 2024 par sous-régime concerné : fonctionnaires et employés publics (dont agents des institutions de la sécurité sociale) ; fonctionnaires et employés communaux ; agents CFL.

ad 3) Le tableau 3[†] reprend la répartition par secteur d'activité économique et par tranche d'âge des 22.680 assurés du régime général d'assurance pension partis en retraite entre 2020 et 2024 (hors départs en pension d'invalidité) et exerçant une activité professionnelle salariée avant ce départ en retraite, et la répartition par tranche d'âge des 2.409 assurés du régime général d'assurance pension partis en retraite (hors départs en pension d'invalidité) entre 2020 et 2024 et exerçant une activité professionnelle indépendante avant leur départ. L'activité principale des assurés en décembre de l'année précédant le début de la pension est déterminante. Entre autres les assurés qui à cette date sont en situation d'inactivité (par ex. : chômage, préretraite) ou en situation de non-assurance au Luxembourg ne sont pas repris.

ad 4) Les départs en retraite dans la tranche d'âge 55 à 57 ans des régimes de pension du secteur public (tableau 1) relèvent de régimes spéciaux applicables à certaines professions du secteur public (agents de la police, de l'armée et du CGDIS, conducteurs de trains CFL, chauffeurs d'autobus de la CFL et des communes...) qui sous certaines conditions ouvrent droit à une pension de vieillesse anticipée à partir de l'âge de 55. Ces régimes spéciaux ne s'appliquent qu'au régime de pension spécial transitoire et sont donc appelés à disparaître progressivement.

En plus des départs en retraite indiqués au tableau 1, c'est-à-dire les pensions de vieillesse et les pensions de vieillesse anticipées, 5.015 assurés du régime général d'assurance pension et 428 assurés des régimes spéciaux de pension sont partis en pension d'invalidité entre 2020 et 2024.

Le tableau 4[†] reprend le nombre de départs en pension d'invalidité par régime, et la répartition par tranche d'âge entre 2020 et 2024.

Le tableau 5[†] reprend la répartition par secteur d'activité économique et par tranche d'âge des 2.502 assurés du régime général d'assurance pension exerçant une activité professionnelle salariée avant leur départ en pension d'invalidité entre 2020 et 2024, ainsi que la répartition par tranche d'âge des 110 assurés exerçant une activité professionnelle indépendante avant leur départ.

L'activité principale des assurés en décembre de l'année précédant le début de la pension d'invalidité est déterminante. Entre autres les assurés qui à cette date bénéficient d'une indemnité pécuniaire de la part de la CNS ne sont pas repris.

Remarques :

– Les nombres de départs en retraite et de départs en pension d'invalidité renseignés retracent la situation en décembre de l'année en question. Ils indiquent le nombre de pensions affichant une date de début durant l'année tout en étant en cours de paiement en décembre de cette même année. Ceci exclut les pensions qui en décembre de l'année de début ne sont pas encore (ex. attribution rétroactive) ou ne sont plus (ex. retrait) en cours de paiement.

– Une analyse détaillée des départs en retraite du régime général d'assurance pension de 2011 à 2023 est disponible dans le cahier statistique n° 20 de l'IGSS. Cahier statistique n° 20 – Les départs en retraite de 2011 à 2023 – Inspection générale de la sécurité sociale – Le Gouvernement luxembourgeois[†]

– Une analyse détaillée des départs en pension d'invalidité du régime général d'assurance pension de 2010 à 2024 est disponible dans l'aperçu n° 31 de l'IGSS. Aperçu n° 31 – Les départs en pension d'invalidité du régime général d'assurance pension de 2010 à 2024 – Inspection générale de la sécurité sociale – Le Gouvernement luxembourgeois[†]

Espèces invasives et leur impact sur les récoltes | Question 3140 (31/10/2025) de M. André Bauler | M. Luc Emering (DP)

Duerch de Klimawandel geléngt et ettlechen invasiven Aarten, virun allem Insekten, an eist Land anzedrénge, wou se da grouss Schued an de Recolté kënnen uriichten. Dës Situatioun riskéiert, souwuel de Wäibau wéi och déi klassesch Landwirtschaft ze belasteschen.

An deem Kader wollt mir dem Här Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit folgend Froe stellen:

1. Ëm wat fir invasiv Aarten handelt et sech genee? Wat fir eng schuede besonnesch dem Wäibau an dem Geméisbau?

2. Aus wat fir enge Länner ginn dës invasiv Insekten zum groussen Deel ageschleeft?

3. Wat fir Mëttel an Instrumenter stinn de Moment zur Verfügung, fir dës Insekten an aner Liewewiesen, déi un de Recolté Schued kënnen uriichten, ze bekämpfen?

Réponse (15/01/2026) de M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | Mme Martine Hansen, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture | M. Eric Thill, Ministre de la Culture

ad 1. an 2. Den Naturmusée bedreift d'Websäit www.neobiota.lu, déi iwwer invasiv Aarten zu Lëtzebuerg informéiert.

Heidrënner ass eng Opléschung vu relevante landwirtschaftleche Schädlingen:[†]

Vill invasiv a potenziell schiedlech Aarte ginn duerch den internationale Gidder- a Persouneverkéier an d'Land agefouert. Aner Aarte breede sech, begéinstegt duerch de Klimawandel, aktiv aus an errechen aus méi südleche Regiounen (Mëttelmierraum) Lëtzebuerg.

ad 3. Moosnamen, fir d'Kulturen ze schützen si vilfältig. Hei muss fir all Schädling individuell gekuckt ginn, wéi a wéini signifikant Problemer optauchen, a wéi dës vermidde kënnen ginn. Dat ka vu präventive Moosname wéi Kulturféierung, Choix vun den Sorten, physesche Barrière wéi Netzer, Opbau vun Nützlingspopulationen bis zum Asaz vu Pflanzenschutzmitteln (PSM) goen. Et ass ze bemerken, dass

a besonnesche Fäll d'Méiglechkeet besteet, eng Noutfall-Zouloossung fir den Asaz vu PSM unzefroe falls dës Mëttel géint de Schädling wierkt, awer am Prinzip net op der spezifischer Kultur zougeloo ass. Zu meescht trieden déi invasiv Aarte fir d'éischt an aneren EU-Länner op, esou dass een sech un deenen hiren Erfahrungen inspiréiere kann.

Hôpitaux et création d'unités souterraines de secours | Question 3141 (31/10/2025) de M. Jean-Paul Schaaf (CSV)

An Däitschland lafen Iwwerleeunge säitens enger Rei Spideeler, fir am Kader vun Ëmbau- oder Neibauprojekten hiren Gebaier hiren ënnerirdeschen Parking respektiv Keller bommesécher ze bauen. Dës verstärkte Strukturen sollen am Kader vun hirem Resilienzplang esou equipéiert ginn, fir am Noutfall kënnen als Noutspidol Patienten ze versueren. Och een Operationssall soll esou kënnen ënnerirdesch installéiert ginn. An Israel gehéieren esou Strukturen mëttlerweil zum Inventaire vun de Spideeler.

Zu dësem Theema wëll ech der Madamm Ministesch fir Mobilitéit an effentlech Aarbechten a Verdedegungsministesch, an der Madamm Ministesch fir Gesondheet a sozial Sécherheet folgend Froe stellen:

1. Gedenkt d'Regierung, am Kader vun Neibau respektiv dem Ëmbau vun de Spideeler Kapazitéite fir ënnerirdesch Noutspideeler virzegesinn?

2. Falls jo, wat wier de budgetären Impact vun esou Konstruktiounen?

3. Falls jo, wat ka vun deenen Ausgaben als Verdedegungsausgabe geltend gemaach ginn?

4. Falls net, wisou wëll d'Regierung am Kader vun hirem Resilienzplang net op dee Wee goen?

Réponse (01/12/2025) de M. Luc Frieden, Premier ministre | Mme Yuriko Backes, Ministre de la Défense | Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. an 2. D'Lëtzeburger Autoritéite suiveren d'Diskussiounen zu dësen Theemen, déi an eisen Nopeschlänner gefouert ginn. Et ass an deem Kontext aktuell awer net virgesinn, speziell bommesécher Kapazitéiten an de Spideeler ze schafen. Et ass deemno och kee spezielle Budget dofir virgesinn.

Allerdéngs mussen d'Spideeler sech esou opstellen, datt se d'Patienten am Fall vun enger Kris no Méiglechkeet weider behandle kënnen. Dës géllt virun allem fir déi urgent Behandlungen. Hei gëtt vun de Spideeler erwaart, datt se robust si géint iwwerplausibele Stéierungen. Dës kënnen souwuel an ongewollten, wéi och e bëiswëllegen Ursprung hunn. Pertinent sinn dobäi beispillsweis Situatiounen, an deenen et Problemer gëtt mat der Stroum- oder Waasserversorgung, Impakter op déi digital Infrastruktur an och e massiv erhéichten Undrang vun ze behandelnde Patienten.

Dës Virgoen entsprécht de Virgaben aus der europäescher Direktiv zu de kriteschen Entitéiten (Direktiv (EU) 2022/2557) an den Ufuerderunge vun der NATO an dësem Domaine.

Am Kader vun der Planifikatioun vun de sanitäre Besoine gesäit de Projet de loi 8575 d'Schafe vun 200 sougenannte „lits de réserve sanitaire“ an der Spidolskapazitéit vir. Dës Better si geduecht, fir bei aussergewöhnlechen Situatiounen (Katastrophen, Pandemien, international Krisen ...) an den Asaz ze kommen.

Fir jidder vun de 4 Centres hospitaliers zu Lëtzebuerg (CHdN, CHEM, CHL, HRS) sinn deemno 50 „lits de

réserve sanitaire“ virgesinn, fir op d'sanitär Besoinen, ausgeléist duerch eng Kris wéi am Spidolsgesetz definiert, ze äntweren.

ad 3. a 4. Ausgaben, déi de Staat am Kader vun der Ëmsetzung vun der Resilienzstrategie huet, a gläichzäiteg engem militäreschen Notzen déngen, kënnen deelweis oder integral als NATO-Verdedegungsausgaben (3,5 %) respektiv Investitiounen a Relatioun mat Verdedegung a Sécherheet (1,5 %) ugerechent ginn. D'Analys vun eligibelen Ausgaben an deem Kontext fënnt permanent statt, an Ofspreech mat den zoustännege Gremie bei der NATO.

SA récemment créée ayant pour objet social la fourniture de services de santé | Question 3142 (31/10/2025) de Mme Djuna Bernard (déi gréng)

L'hebdomadaire « Lëtzeburger Land » relate dans son édition de ce jour l'existence d'une société commerciale ayant comme but la création d'une « clinique » au Findel. Il ressort de l'article et du Recueil électronique des sociétés et associations (RESA), que dite société, immatriculée en décembre 2024, a pour objet social la fourniture de prestations aux professions libérales, la réalisation de bilans de santé préventifs, ainsi que la commercialisation de produits et conseils relevant de la santé holistique et du bien-être.

Le capital de la société est détenu suivant l'article 40 % par des personnes morales et physiques n'ayant pas de lien direct avec le secteur médical. Le conseil d'administration nouvellement désigné comprend principalement des investisseurs et entrepreneurs. L'objet social très large suscite des interrogations sur la nature du projet.

J'aimerais dès lors poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) Madame la Ministre est-elle au courant de la création de cette société commerciale, dont l'objet social permet l'exercice et la facilitation de prestations médicales ou paramédicales ?

2) Madame la Ministre dispose-t-elle d'informations supplémentaires quant à la nature exacte des activités de cette société ?

3) La création d'une telle « clinique » est-elle soumise à autorisation ? Dans l'affirmative, Madame la Ministre estime-t-elle qu'une telle « clinique » dont les parts sont détenues à 40 % par des investisseurs non issus du secteur médical est conforme au cadre légal actuel ?

4) Madame la Ministre estime-t-elle que ce modèle est conforme au Code de déontologie des médecins qui dispose « la médecine ne doit pas être pratiquée comme commerce » ?

5) Les médecins qui y pratiqueraient pourraient-ils, tel que le suggère l'article de presse offrir des prestations non prévues par la nomenclature et facturer des « convenances personnelles » afin de générer du profit ?

Réponse (27/11/2025) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) Oui, nous avons eu connaissance de l'existence de la société « PHIAL SA », société anonyme immatriculée au RCS sous le numéro B293021, par le biais de la presse.

Il ressort des statuts constitutifs de cette société anonyme, créée le 24 décembre 2024, que l'objet social, tel que précisé à l'article 3, est le suivant :

« L'objet de la société est la fourniture de toutes prestations de services à destination :

(i) des professions libérales, lesquelles exercent leur profession en toute indépendance, incluant, sans que cela soit limitant :

- la location de locaux spécifiquement adaptés et équipés pour l'exercice desdites professions, ainsi que tous services annexes,
- la fourniture directement ou indirectement de tout support administratif, comptable, et de gestion de leur activité,
- tout autre service qui se rapporte directement ou indirectement à son objet,

(ii) des personnes morales pour leur personnel ou des personnes physiques à titre individuel, de la réalisation de bilans de santé préventive, de commercialisation de tous produits et conseils relevant de la santé holistique ou du bien-être et toute activité se rapportant au domaine du bien-être. »

ad 2) Non, nous ne disposons d'aucune information complémentaire.

ad 3) En l'espèce, il ne s'agit pas d'une « clinique » au sens de la loi modifiée du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière. Il s'agit d'une société anonyme et il est précisé sur leur site Internet (www.findelclinic.lu) comme suit : « FindelClinic by PHIAL SA ». Le terme « FindelClinic » n'apparaît pas dans leurs statuts.

Néanmoins, il faut citer le paragraphe 4 de l'article 1^{er} de la loi précitée qui précise comme suit :

« Dans le cadre de l'exercice d'activités réservées à une profession réglementée du domaine de la santé, l'utilisation des termes "hôpital", "clinique", "centre de diagnostic" ou de tout autre terme pouvant être confondu avec ces trois termes dans la dénomination sur les notes d'honoraires ou dans des actes officiels est réservée aux établissements hospitaliers autorisés conformément à l'article 7. »

En l'occurrence, l'acte officiel ne mentionne pas le terme « clinique ».

ad 4) Le respect du Code de déontologie ne relève pas de la compétence du Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale, mais de celle du Collège médical, chargé d'en assurer le contrôle.

ad 5) Au Grand-Duché de Luxembourg chaque prestataire est automatiquement conventionné. Les conventions négociées entre la Caisse nationale de santé et les groupements représentatifs des prestataires de soins s'appliquent ainsi à tout professionnel qui s'installe au Luxembourg, lequel doit respecter les dispositions légales en vigueur.

Les modalités de facturation des conventions personnelles sont fixées par les conventions établies entre les médecins, les médecins-dentistes et la Caisse nationale de santé. Conformément à l'article 66, alinéa 3 du Code de la sécurité sociale, il est prévu que « les conventions pour les médecins et pour les médecins-dentistes prévoient obligatoirement les modalités du dépassement, à charge des assurés, des tarifs fixés conformément à l'alinéa qui précède : 1) pour les conventions personnelles sollicitées par les personnes protégées en milieu hospitalier et ambulatoire ; 2) après devis préalable pour les prothèses et autres prestations dentaires dépassant l'utile et le nécessaire ».

Les médecins peuvent donc uniquement facturer les conventions personnelles prévues par les dispositions légales en vigueur.

Néanmoins, ils ont la possibilité de pratiquer des actes non repris dans la nomenclature, par exemple

en chirurgie esthétique, comme c'est déjà le cas actuellement. Dans ce cas, les frais sont entièrement supportés par l'assuré. Il y a lieu de préciser que dans ce cas le chapitre X du Code de déontologie, relatif aux honoraires, à la collaboration professionnelle entre médecins ainsi qu'à celle avec d'autres professionnels de santé, doit être respecté.

Le Code de déontologie prévoit notamment que pour les actes ne figurant pas dans la nomenclature, le médecin informera le patient et établira un devis contresigné par ce dernier englobant tous les honoraires et frais prévisibles pour le traitement demandé ou proposé.

Utilisation de la géolocalisation dans Microsoft Teams dans l'éducation | Question 3143 (31/10/2025) de M. Marc Goergen (Piraten)

D'„Wort“ beruht an engem Artikel vum 28. Oktober doriwwer, datt Microsoft Teams eng nei Funktioun aféiert, déi automatesch erkennt, a wéi engem Wi-Fi-Netzwerk eng Persoun agelagert ass an domadder de Standuert präisgëtt.

„Künftig will das Softwareunternehmen eine neue Ortungsfunktion einführen, die erfasst, ob der jeweilige Mitarbeiter im WLAN-Netzwerk des Unternehmens eingeloggt ist oder nicht. Wenn Benutzer eine Verbindung zum WLAN ihrer Organisation herstellen, kann Teams ihren Arbeitsort bald automatisch aktualisieren, um das Gebäude anzuzeigen, in dem sie arbeiten. Diese Funktion ist standardmäßig deaktiviert. Mandantenadministratoren entscheiden, ob sie aktiviert werden soll, und verlangen von Endbenutzern die Zustimmung.“

D'Funktioun ass fir Firmenzwecker geduecht, wat scho bedenkelech ass am Hibleck op den Dateschutz a permanent Iwwerwaachung. Mee och an eise Schoule setzt de Bildungsministère op den Asaz vu Microsoft Teams.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Bildung, Kanner a Jugend dës Fro stellen:

– Wäert de Bildungsministère dës nei Iwwerwachungsfunktionalitéit op Teams blockéieren, fir d'Privatsphär vu Schüler:innen, Enseignanten an de Matarbechter ze schützen?

Réponse (02/12/2025) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Den Educationnsministère wäert dës nei Wi-Fi-baséiert Aarbechtsstanduert-Erkennung am Kontext vun de Schoulen net aktivéieren, soulaang net assuréiert ass, datt d'Privatsphär vu Schüler, Enseignanten an dem Schoulpersonal voll respektéiert gëtt. D'Funktioun ass de facto inaktiv, well se standardméisseg ausgeschalt ass, perséinlech Zoustëmmung verlaangt an am Schoul-Tenant net konfiguréiert ass.

Arrêt du tram à Pontpierre/Wickrange | Question 3144 (31/10/2025) de M. Meris Sehovic (déi gréng)

Ufanks der leschter Woch huet d'Ministesch fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten eng adaptéiert Versioun vum „séieren Tram“ virgestallt, déi en neie Pôle d'échange Steebrécken/Wickrange virgesäit. Dese Pôle gëtt domat justifiéiert, datt an der direkter Proximité en neien, grouse Centre commercial entsteet, dee wichteg Verkéiersfloss generéiere wäert.

An dësem Kontext stellt sech d'Fro no der Roll vu private Promoteuren oder Entwéckler beim Finanzement vu grouse Mobilitéitsinfrastrukturen, déi an direkter

Relatioun mat hirem Projet stinn. An anere Länner – dorënner zum Beispill d'Schwäiz – gëtt en esou Fall heefeg eng Kofinanzéierung oder Participatioun vum private Promoteur virgesinn, fir d'ëffentlech Käschten deelweis ze kompenséieren.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Madamm Ministesch fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte folgend Fro stellen:

1. Ass an dësem konkrete Fall virgesinn, datt privat Entwéckler oder Promoteuren, déi vum neien Tramsarrêt profitéieren, sech un der Finanzéierung vun dëser Infrastruktur bedeelegen?

2. Gëtt et aktuell en allgemenge Kader, deem esou eng Kofinanzéierung virgesäit oder erméiglecht? Wann nee, hält d'Regierung et fir sënnvoll, esou e Kader anzeféieren?

3. Wéi eng Evaluatiounscritère goufen am Fall vum geplangten Arrêt zu Steebrécken/Wickrange benotzt, fir seng Nutzung, säin Impakt op d'Fuerzäiten an d'Kohärenz mam PNM ze bewäerten?

Réponse (28/11/2025) de Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Als Éischt wëll ech drop hiweisen, datt de geplangte Pôle de mobilité zu Steebrécken/Wickrange net just duerch d'Entstoe vun engem grouse Centre commercial justifiéiert gëtt.

D'Gemeng Monnerech an d'Gemeng Recke froe schonn zanter Joren en zousätzlechen Arrêt op dëser Streck, fir de Wuesstem vum Quartier, déi lokal Entwécklung an d'Intermodalité besser ofzedecken. Dese gemeinsame Besoin ass och an d'Planungen, déi sech iwwer d'Joren entwéckelt hunn, systematesch agefloss.

Zudeem bitt sech d'Schafung vun engem effizienten a sécher organiséierten Émstiegepunkt op dëser Plaz un, well d'Dräi-Kantons-Strooss (N13) mat hire Buslinien an de geplangte séieren Tram sech hei kräizen an dës als logeschen, verkéiersstrategiegeschen Émstiegepunkt identifizéiert ka ginn.

Fir den honorablen Deputéierten dierft dës als Member vum Comité politique vum Tram an sech keen neie Moment sinn, genau esou wéineg ewéi, dass d'Fro vun engem Kader fir de Kofinanzement vu private Promoteuren an der viregter Legislaturperiod ni op der Agenda vun deem selwechte Comité politique stoung an deemno och net ugaange ginn ass. Ech si mir sécher, dass den honorablen Deputéierte genau esou frou ass ewéi ech, dass mir elo virukomm si mam Projet séieren Tram op Esch/Bieles.

ad 1. Am Kontext vun der staarker Entwécklung ronderëm Steebrécken a Wickrange ass et mir wichteg ze betounen, datt op Invitatioun vun der Gemeng Recke meng Servicer an den nächste Méint zesumme mat der Gemeng an de privaten Entwéckler a Riverains no optimale Léisungsweeër sichen, fir de Pôle de mobilité sou funktionell, agreabel a sécher wéi méiglech ze gestalten.

Do versteet et sech vum selwen, datt och d'Entwéckler – an an engem spéidere Stadium och d'Organisateuren vun Eventer, déi potenziell Honnerte Visiteuren unzéien – hiren Deel dozou bäidroen müssen, fir datt d'Mobilitéitsinfrastruktur zesumme mat der lokaler Dynamik harmoniséiert a performant funktionéiert.

ad 2. Betreffend d'Kofinanzéierung duerch privat Promoteuren, ass festzehalen, datt et aktuell kee kloer definéierte Kader gëtt fir eng verpflichtend Participatioun an ëffentlechen Infrastrukturprojeten. Dat huet och par le passé net bei der Realisatioun vu gréisseren Infrastrukturprojete gespillt. Et sinn aktuell och

keng Diskussioun ronderëm d'Aféiere vun esou engem Kader amgaangen.

ad 3. Am Joer 2020 goufen am Kader vun enger Faisabilitéitsstudie, déi vun engem Schwäizer Büro duerchgefouert gouf, eng Rei vu Critère fir d'Bewäertung vun engem eventuellen Arrêt op dëser Plaz applizéiert. Dobäi goufen zwou Haaptachsen ofgewien:

1. Wéi séier kënnen mer fueren a wéi laang dauert et halen ze bleiwen? (Trassé-Effizienz, Beschleunegen/Bremsen, systembedingten Zäitverloschter).
2. Wéi vill Leit klammen eran oder eraus? (Notzungsprognosen, lokaalt a regionaalt Potenzial, kuerz- a mëttelfristeg Entwécklung bis 2035).

D'Faisabilitéitsstudie aus dem Joer 2020 ass deemools vun engem Potenzial vu ronn 1.500 Awunner a Beschäftegten am Ëmkrees vu 500 m Loftlinn ausgaangen zu Steebrécken a Wickreng – mat Abléck op deemools bekannte Projeten an d'Prognose fir déi nächst Joren. D'Ziel vun de Visiteuren an Aarbechtsplaze gouf deemools niddreg ageschat (ronn 300 Visiteuren/Dag; ronn 300 Aarbechtsplazen).

Nom Feedback vun de Gemengen an no méi detailléierte Presentatiounen zu de verschiddene geplangten Nopeschprojeten huet sech gewisen, datt dës éischt Prognos no uewe muss korrigéiert ginn.

D'Entstoe vun engem Hotel, engem Lycée, engem CIPA, ronn 130 Logementer, ongeféier 1.200 Aarbechtsplazen, ronn 60.000 m² Surface commerciale an Eventer mat bis zu 1.200 Visiteuren huet déi potenziell Notzung vum Arrêt weesentlech méi héich gedriwwen wéi nach 2020 ugeholl.

Parallèl dozou goufen och d'Fuerzäiten an d'Zäitverloschter, déi mat engem zousätzlechen Arrêt entstinn, op en Neits analyséiert. Et ass ze notéieren, datt zanter 2024 eng kloer strateegesch Decisioun fir urbaant, méi liicht a méi performant Rullmaterial geholl gouf, dat méi effizient beschleunegt a brems wéi schwéiert Rullmaterial am Stil vun engem Tram-Train a sech besser an den urbane Raum integréiere léisst. Dëst huet e positiven Impakt op déi dynamesch Fuerzäit an erhéicht d'Fäegkeet, en zousätzlechen Arrêt ze integréieren ouni e weesentleche Verloscht u Gesamtperformance.

D'Revisioun vun de Potenzialen a vun der technescher Leeschtung féiert dozou, datt de geplangten Arrêt mat de Prinzippe vum PNM 2035 kompatibel ass.

État d'avancement du projet de contournement d'Alzingen-Hesperange | Question 3145 (31/10/2025) de M. Meris Sehovic (déi gréng)

Depuis des années, la commune d'Hesperange est confrontée à une congestion routière importante, entraînant des répercussions négatives sur la qualité de vie des habitants. Le projet de contournement Alzingen-Hesperange, destiné à dévier le trafic du centre-ville afin d'améliorer la fluidité et la sécurité routière, constitue une solution centrale à cet égard. Sur cette toile de fond, des premières études ont été réalisées en 2017 sous l'égide du précédent Gouvernement, qui prévoyait la finalisation de l'avant-projet de loi avant la fin de l'année 2024.

Dans sa réponse à ma question parlementaire n° 1433, Madame la Ministre a confirmé la volonté du Gouvernement actuel de faire avancer ce projet de contournement, précisant que les études géométriques du tracé devaient être achevées en 2024, permettant l'élaboration d'un projet de loi de financement des travaux au cours de l'année 2025.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Madame la Ministre prévoit-elle toujours de déposer, en 2025, le projet de loi portant sur le financement du contournement d'Alzingen-Hesperange ? Dans la négative, quelles en sont les raisons principales du retard, et à quelle date le dépôt du projet est-il désormais envisagé ?

Madame la Ministre avait également précisé, dans sa réponse à la question parlementaire n° 1433, qu'il ne serait « pas possible de fixer un calendrier à ce stade » concernant la suite des procédures et le début des travaux en raison de la grande complexité du projet. Dans cette optique, je me permets de poser la question suivante :

2) Sachant que la question n° 1433 remonte à octobre 2024, Madame la Ministre peut-elle confirmer si elle dispose, un an plus tard, d'une meilleure visibilité quant au calendrier des procédures à venir et au début des travaux correspondants ?

Réponse (27/11/2025) de Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

L'honorable Député s'enquiert si le projet de loi pour financer le contournement d'Alzingen-Hesperange sera bien déposé en 2025 et si un calendrier plus précis pour la suite du projet et le début des travaux est désormais disponible.

ad 1) Le dossier d'avant-projet détaillé a été finalisé par l'Administration des ponts et chaussées cet automne. La préparation du projet de loi est programmée pour la fin de l'année 2025, tandis que son dépôt est visé pour début 2026.

Compte tenu de la complexité du projet, il est nécessaire de prendre en considération un large éventail d'aspects techniques et administratifs lors de l'élaboration du devis estimatif, élément clé du futur projet de loi.

Par ailleurs, la réalisation du contournement implique une collaboration étroite entre de multiples acteurs et administrations afin de garantir la compatibilité du tracé avec les infrastructures existantes et d'assurer la conformité du projet aux exigences liées à l'obtention des autorisations environnementales, indispensables à sa mise en œuvre.

ad 2) L'établissement d'un calendrier, mettant en évidence les interdépendances entre les différentes étapes, phases et acteurs du projet, s'effectue parallèlement à la préparation du projet de loi.

Il convient de souligner que la constitution des dossiers nécessaires à l'obtention des autorisations, ainsi que la mise en œuvre des mesures destinées à assurer la conformité avec les conditions découlant de ces autorisations, des études préalables ou encore des mesures compensatoires ex ante, constituent des éléments structurants du calendrier global.

Par ailleurs, l'estimation des délais requis pour l'acquisition des emprises nécessaires à la réalisation d'un projet d'une telle envergure demeure complexe, compte tenu de la variabilité inhérente à ce type de procédure.

Ainsi, il n'est pas encore possible, à ce stade, d'établir un calendrier définitif pour le lancement des travaux.

Exploitation du tramway lors de grands événements et évolution du calendrier des extensions du réseau | Question 3146 (31/10/2025) de M. Meris Sehovic (déi gréng)

Lors des manifestations de grande envergure dans la capitale, qu'il s'agisse d'événements culturels, sportifs

ou institutionnels, le service du tramway est temporairement limité à une circulation à voie unique sur certaines sections. Cette situation entraîne une réduction notable de la fréquence et de la capacité du service, en particulier lorsque plusieurs manifestations se déroulent simultanément dans différents quartiers de la ville de Luxembourg.

Ces interruptions, bien que ponctuelles, soulèvent des questions quant à la résilience et à la planification opérationnelle du réseau, notamment dans la perspective de ses futures extensions.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Concernant les périodes de circulation à voie unique, quel est le taux réel de fréquence, exprimé en minutes par passage et par sens, observé lors de grands événements, et quelle est la réduction moyenne de capacité constatée sur les différents tronçons concernés (notamment entre le Stade de Luxembourg et le Findel) ? Madame la Ministre estime-t-elle que le maintien de cette circulation à voie unique reste justifiable à moyen terme ? Dans l'affirmative, pour quelles raisons précises ?

2) Quelles mesures sont prévues pour mieux anticiper ces perturbations (horaires adaptés ou coordination avec la Ville de Luxembourg ou d'ajustements techniques spécifiques) ?

3) Comment le rythme de passage du tram évoluera-t-il avec la mise en service des prochaines extensions prévues du réseau ? Des simulations opérationnelles ont-elles été réalisées afin de garantir le maintien d'une fréquence attractive sur l'ensemble du réseau prolongé ?

4) Quelle est la feuille de route actuelle pour la réalisation de la section Porte Neuve, considérée comme élément clé du développement du réseau dans le centre-ville ? À quel horizon les travaux préparatoires et la mise en service sont-ils prévus ?

Réponse (27/11/2025) de Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Avec sa question parlementaire, l'honorable Député souhaite obtenir des informations sur les conditions d'exploitation du tramway lors de grands événements, les mesures prévues pour anticiper les perturbations, l'évolution des fréquences dans le cadre des futures extensions du réseau ainsi que la feuille de route relative à la section Porte Neuve.

ad 1) À ce jour, la Schueberfouer constitue le seul événement pour lequel une exploitation en voie unique est mise en place, entre les arrêts Faïencerie et Théâtre. Cette disposition couvre la période d'ouverture au public ainsi qu'une partie des phases de montage et de démontage des attractions. Au cours des dernières années, le tramway a circulé en voie unique pendant en moyenne 29 jours par édition.

Durant ces périodes, les fréquences observées sont les suivantes :

- 4 minutes en hyperpointe matinale (07.00-09.00 heures) ;
- 5 minutes en journée.

À titre de comparaison, en période normale, la fréquence est de 3,5 minutes en hyperpointe et de 4 minutes en journée.

En termes de capacité, le nombre de tramways en circulation s'élève à :

- Période normale : 17 trams/heure et par sens en hyperpointe, 15 en dehors des pointes ;
- Voie unique : 15 trams/heure et par sens en hyperpointe, 12 en dehors des pointes.

Le maintien de cette configuration reste faisable pour les trois à quatre prochaines années, compte tenu du fait que la demande pendant la période de la Schueberfouer – qui coïncide avec les congés scolaires – représente généralement 80 à 86 % d'une journée normale, et que le flux de visiteurs de la Schueberfouer s'étale sur une autre plage horaire beaucoup plus large que celle des pointes matinales habituelles.

Néanmoins, au fur et à mesure que le réseau tramway se développera, des solutions techniques devront être identifiées afin de permettre des fréquences plus élevées sur cette section sensible du réseau pendant le mois d'août.

ad 2) Afin d'anticiper l'augmentation de la fréquentation pendant la phase de démontage de la Schueberfouer, la fréquence en heure de pointe de l'après-midi sera renforcée pour atteindre 4 minutes.

Par ailleurs, des études techniques sont en cours afin d'évaluer des solutions alternatives permettant, à moyen terme, d'augmenter la fréquence au-delà des 4 minutes actuellement possibles en mode voie unique.

De façon générale, la coordination avec la Ville de Luxembourg permet d'ajuster au mieux les dispositifs opérationnels pendant les événements majeurs.

ad 3) Les études d'exploitation relatives au réseau tram à l'horizon 2040 sont en cours, et des simulations opérationnelles en font partie intégrante. L'objectif demeure clair : garantir le maintien d'une fréquence attractive sur l'ensemble du réseau, malgré son extension. Les résultats de cette étude d'exploitation future feront partie du Plan national de mobilité 2040.

Mes prémisses restent cependant claires :

- dans le centre-ville : un tram toutes les 3 à 4 minutes ;
- dans les quartiers périurbains : un tram toutes les 6 à 8 minutes.

ad 4) Le choix de prioriser la création d'une nouvelle liaison nord-sud sur la route d'Esch et la recherche de solutions techniques permettant d'augmenter la fréquence durant la Schueberfouer modifie l'urgence de procéder à une construction future de voies tramway au niveau de la Porte Neuve.

Néanmoins, des études techniques sont en cours afin d'identifier des solutions équilibrées permettant de répondre aux besoins de tous les modes de transport sur ce point névralgique, tout en respectant le caractère particulièrement sensible du parc municipal par une intégration harmonieuse dans l'espace public.

La planification se poursuit donc avec le souci d'une solution techniquement robuste, résiliente et urbanistiquement cohérente, sans précipiter une infrastructure qui devra s'inscrire dans un développement global et durable du centre-ville.

Emprunts communaux | Question 3147 (31/10/2025) de M. André Bauler | M. Luc Emering (DP)

Durant les dernières années, la situation financière des communes a connu des évolutions contrastées, notamment en raison des investissements importants réalisés dans les domaines les plus divers, tels par exemple les infrastructures scolaires, le logement abordable ou encore la transition énergétique.

Dans ce contexte, il semble utile d'analyser de manière précise l'évolution de leur endettement et les conditions de financement dont elles bénéficient.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

1) Comment l'endettement communal a-t-il évolué depuis 2020, exprimé en particulier par habitant par commune ?

2) Quelles sont aujourd'hui les quinze communes les plus endettées et les quinze communes les moins endettées du pays ?

3) Le ministère dispose-t-il d'informations sur l'évolution des taux d'emprunt contractés par les communes, et quel est actuellement le taux moyen observé ?

4) Quelles sont les dix communes qui disposent des réserves financières les plus importantes ?

Réponse (13/11/2025) de M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures

ad 1) Veuillez consulter le tableau [†] en annexe.

Veuillez également noter que la dette communale sert au financement des infrastructures et n'est accordée à une commune que si celle-ci est en mesure de rembourser l'emprunt à partir de son budget de fonctionnement. Il est garanti que les communes ne peuvent pas financer les salaires de leurs agents communaux au moyen d'emprunts.

Pour ces raisons, la référence à l'endettement par habitant des communes est inappropriée. En effet, l'approbation d'un emprunt communal ne dépend pas du nombre d'habitants, mais bien de la capacité de la commune à rembourser cet emprunt.

ad 2) Veuillez trouver ci-dessous la liste des quinze communes les plus endettées (en ordre alphabétique) :

- Bettembourg
- Diekirch
- Differdange
- Dudelange
- Echternach
- Esch-sur-Alzette
- Grevenmacher
- Junglinster
- Kehlen
- Mamer
- Roeser
- Sanem
- Schifflange
- Steinfurt
- Wiltz

En ce qui concerne les communes les moins endettées, il convient de mentionner que vingt-et-une communes ne présentent actuellement aucune dette. Il s'agit des suivantes :

- Beaufort
- Betzdorf
- Biwer
- Colmar-Berg
- Dalheim
- Fischbach
- Hesperange
- Käerjeng
- Koerich
- Kopstal
- Lenningen
- Luxembourg
- Manternach
- Niederanven
- Nommern
- Putscheid
- Sandweiler
- Schuttrange
- Stadtbredimus
- Strassen
- Vallée de l'Ernz

ad 3) Sur base des emprunts contractés par le secteur communal en 2025, le taux moyen des emprunts à taux fixe est de 3,1 % pour 2025 et de 2,48 % pour les emprunts à taux variable. Au vu du nombre limité des emprunts, le ministère ne dispose pas d'un échantillon suffisant pour en déduire des évolutions.

ad 4) Les dix communes qui disposent des réserves financières les plus importantes sont les suivantes (en ordre alphabétique) :

- Dudelange
- Esch-sur-Alzette
- Koerich
- Luxembourg
- Mertret
- Niederanven
- Sandweiler
- Schengen
- Stadtbredimus
- Strassen.

Traitement fiscal des indemnités pour servitudes de lignes électriques | Question 3148 (31/10/2025) de Mme Stéphanie Weydert (CSV)

Am Kader vun der Energietransitioun an der Stärkung vun der Resilienz vum nationale Stromresseau mussen nei Stroumleutunge gezu ginn. Dofir gi Pylönnen dacks op Privatterrain installéiert.

D'Proprietäre stellen an der Reegel hiren Terrain iwwert de Wee vun enger Servitude respektiv vertraglecher Zurverfügungstellung fir eng festgeluechten Dauer zur Verfügung. Weinst der dauerhafter Aschränkung vun der Notzung vum Terrain kréien si als Gégeleeschtung eng Indemnitéit. An deem Kontext stellt sech d'Fro, wéi dës Indemnitéite steuerlech klasséiert a behandelt ginn a wéi dës Zort vu Revenuen ze deklaréieren sinn. Weider stellt sech d'Fro, ob an awéifern den effentlechen Notzen an de Fakt, dass et sech ëm eng fir d'Land kritesch Infrastruktur handelt, eng speziell steuerlech Behandlung vun dësen Indemnitéite rechtfäerdeg oder virgesäit.

An deem Zesummenhang wëllt ech dem Här Finanzminister folgend Froe stellen:

1. Wéi ginn Indemnitéiten, déi am Kader vu Servituden oder vertraglecher Zurverfügungstellung vu Privatterrain fir Pylönnen a Stroumleutunge bezuelt ginn, steuerlech consideréiert a wéi sinn dës ze deklaréieren?

2. Gëtt de Fakt, datt et sech ëm en effentlechen Notze respektiv kritesch Infrastruktur handelt steuerlech berücksichtegt?

3. Falls kee spezielle Regime virgesinn ass, gesäit d'Regierung Handlungsbedarf fir eng Reegelung an deem Sënn?

Réponse (01/12/2025) de M. Gilles Roth, Ministre des Finances

ad 1. an 2. Déi akommessteuerlech Behandlung ass duerch déi generell Prinzipie vum ofgeännerte Gesetz vum 4. Dezember 1967 iwwert d'Akommessteuer (L.I.R.) gereegelt an hängk jee no der Situatioun of.

D'Indemnitéit, déi fir d'Servitude fir d'Installatioun vu Pylonen op Privatterrainen an/oder de Passage vu Stroumleutungen iwwert déi Terrainen, am Kader vum ofgeännerte Gesetz vum 1. August 2007 iwwert d'Organisatioun vum Elektrizitéitsmaart (Loi modifiée du 1^{er} août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité) u Grondbesëtzer vun deenen Terrainen bezuelt gëtt, gëllt prinzipiell als besteierbaart Akommes. D'Besteuerung hängk vun der Akommeskategorie of, an déi d'Indemnitéit fält.

Wann den Terrain net zu engem kommerzielle Betrib oder enger landwirtschaftlecher oder forstwirtschaftlecher Exploitation gehéiert, ass d'Indemnitéit als steuerflächeg „Akommes aus verschidde Leeschtingen, déi net an eng aner Kategorie falen“ vun der Kategorie vun de „verschidde Revenuen“ unzegesinn. (Artikel 99 Nummer 3 L.I.R.)

Allerdéngs gëtt d'Akommes net effektiv besteiert, wa beim concernéierte Steuerzueler den Total vu sengem „Akommes aus verschidde Leeschtingen, déi net an eng aner Kategorie falen“, reduzéiert ëm eventuell ofzéibar Käschten, déi een deemno och deklaréiere sollt, manner wéi 500 Euro fir dat betreffend Joer ass.

Wann den Terrain zu engem kommerzielle Betrib oder enger landwirtschaftlecher oder forstwirtschaftlecher Exploitation gehéiert, dann ass d'Akommes als kommerziell respektiv landwirtschaftlech oder forstwirtschaftlech Recette unzegesinn, déi normal steuerflächeg ass an och esou deklaréiert muss ginn.

Wann de Privatterrain vum Grondbesëtzer verlount gëtt, de Grondbesëtzer also ee Mietakommes nom Artikel 98 L.I.R. kritt, esou ass d'Indemnitéit och als Mietakommes nom Artikel 98 L.I.R. unzegesinn.

Wann et sech bei der Indemnitéit ëm eng Kompensation vun engem tatsächleche Schued handelt, deen an direktem a sécherem Zesummenhang mam Ausübe vun enger Servitude steet, sou gëtt déi Indemnitéit net als steuerflächeg Akommes ugesinn.

D'Indemnitéit, déi als steuerflächeg Akommes ugesi gëtt, muss iwwert eng Akommessteuerklärung (Formular 100) deklaréiert ginn.

ad 3. Nee.

Sécurité dans les écoles | Question 3149 (31/10/2025) de M. Marc Goergen (Piraten)

D'„Wort“ beréicht an engem Artikel vum 31. Oktober 2025 doriwwer, wéi ee Schüler am Zentrum vu Lëtzebuerg vun zwee anere Jugendlechen zerschloe gouf. Et existéiere Videoopname vun der Gewaltdot op de sozialen Netzwerker.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministère fir den Interieur a fir Bildung, Kanner a Jugend des Froe stellen:

1. Sinn eis Schoulen an d'Schoulweeër aktuell nach sécher?
2. Wéi eng Moosname gesinn d'Ministère vir, fir géint gewaltsaam Verhale vu Jonke virzegoen an esou Situatiounen ze vermeiden an d'Affer ze schützen?
3. Wéi eng Moosname kënnen schnell geholl ginn, fir esou Gewaltdoten an de Schoulen an op de Schoulweeër ze ënnerbannen?

Réponse (02/12/2025) de M. Claude Meisch, Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | M. Léon Gloden, Ministère des Affaires intérieures

ad 1. Et ass essentiel, dass eis Schoulen a Schoulweeër och an Zukunft sécher Plaze sinn.

D'Sécherheetskoncepter vun de Lycéeën gi reegelméisseg zesumme mat der Police an den zoustännegen Services vum Ministère fir Education, Kanner a Jugend (MENJE) evaluéiert. D'Zil ass, des Concepter stänneg ze verbesseren an un déi lescht Erkenntnisser an der Sécherheetsprävention unzepassen, fir e Maximum u Schutz an Zouverlässegkeet fir Schüler a Personal ze garantéieren.

D'Sécherheet an de Gebaier vun de Grondschoulen fällt an d'Kompetenz vun de Gemengen. D'Police

dréit hiren Deel dozou bäi mat enger präventiver an edukativer Aarbecht am Enseignement fondamental, vun de Schoulzyklen 1 bis 4.2 mat abegraff. Duerch Formatiounen a Beräicher wéi ënnert anerem Prävention de la violence an Instruction routière sollen d'Kanner sech sécher am Verkéier, besonnesch op hirem Schoulwee, beweegen. Dës Initiative gi vun de Services de prévention régionaux vun der Police proposéiert, mat Beamten, déi d'Lokaliteiten an déi spezifesch Gefore kennen an d'Preventionsaarbecht individuell upassen. D'Police bitt ausserdem Formatiounen fir den Enseignement secondaire un.

Ee Bréif mat der kompletter Präventionsoffer, déi d'Police ubitt, ass am Mee 2025 vum MENJE un d'Strukturen am Educationsberäich weidergeleet ginn. Méi Informatiounen fënnt een um Internetsite vun der Police⁵.

ad 2. D'Bekämpfung vun der Gewalt an all hire Formen stellt eng prioritär Ugeleeënheet vum MENJE duer. No de Virfäll vun 2022 (déi an der parlamentarescher Fro Nr. 6534 thematiséiert goufen) sinn d'Programmer vun der Gewaltprävention vun der Police adaptéiert ginn. Den „Happy Slapping“ gëtt duerch déi 2023 opgestallte Campagne not sharing is caring an de Coursé spezifesch behandelt. D'Präventionsaarbecht gëtt reegelméisseg adaptéiert an zesumme mam Educationsministère ausgeschafft an ëmgesat.

Am Enseignement fondamental ass an éischter Instanz wichteg, de Kanner déi Kompetenzen mat op de Wee ze ginn, fir dass si léieren, hir Konflikter op eng friddlech Aart a Weis ze léisen. Esou gesäit den aktuelle Plan d'études vum Enseignement fondamental am Kader vun den transversale Kompetenzen d'Entwécklung vun den Attitudes relationnelles vir. D'Zil ass et, dass d'Schüler léieren zesummenzeliewen, deen aneren ze respektéieren, nozelauscheren an ze verhandelen. D'Theeme wéi de Respekt virun anere Mënschen, Konfliktléisung souwéi den Notzen an d'Risiko vun den neie Meedie ginn natierlech och am Fach Vie et société behandelt.

D'Wuelbefanne vun de Schüler ass a bleift eent vun de wichtegsten Elementer fir hir gutt Entwécklung. Dës spigelt sech och am Livre blanc vum neie Plan d'études, an deem de Bien-être vun de Schüler ee vun de véier Haaptpilleren duerstellt. Zousätzlech huet all Schoul hir eegene Richtlinnen an Interventionsstrategie fir während an nom Fall vu Gewalt. Dës Strategien ëmfaassen d'Prevention vu Gewalt bis hin zur Intervention, wa Gewalt effektiv stattfonnt huet.

Nieft dem Plan d'études entwéckelt an implementéiert de MENJE ëmmer erëm Initiativen, Campagnen a Konzepter am Kader vun der Prevention vu Gewalt, der Stärkung vun de Schüler an enger Ënnerstëtzung vu Betreffenen. Hei wieren ënnert anerem folgend Initiativen ze nennen:

– D'Campagne Exit Mobbing dréit dozou bäi, d'Elteren an d'Schüler ze sensibiliséieren an iwwert d'Prozeduren, déi am Fall vu Mobbing an der Schoul ze suivéiere sinn, ze informéieren. D'Campagne huet ënnert anerem d'Zil, de Phänomeen vum Mobbing ze enttabuiséieren, fir dass d'Affer sech trauen, Hëllef ze sichen. Exit Mobbing soll de Schüler an deem Zesummenhang d'Konsequenze vum Mobbing fir all Betreffenen, also och fir den Täter, weisen an doduerch méi Transparenz bei der Betreiung vun den Affer, den Zeien an den Täter erméiglechen.

– Bei schwéiere Fäll vu Mobbing kann et noutwendeg sinn, d'Faiten un d'Schoulpersonal oder – bei

akuter Gefor – externen Autoritéiten (wéi der Justiz) ze mellen. D'Prozeduren, déi an deem Kontext opgestallt goufen, déngen dozou, d'Schüler viru schwéiere Geforen ze schützen. Déi eenzel Schrëtt heizou ginn an der Broschür Maltraitance beschriwwen.

– Fir op schwéier an dréngend Fäll vu Mobbing tëscht Schüler ze äntweren, huet de MENJE am Joer 2013 d'Interventionscellule Stop Mobbing an d'Liewe geruff. Souwuel am Fondamental wéi och am Secondaire gräifen d'Acteuren aus deser Cellule an, wann eng Schoul se uschreift. Si intervenéieren punktuell op der Plaz, fir op de Problem opmierksam ze maachen, Léisunge virzeschloen an erëm e positiivt Klima hierzestellen.

– Déi staatlech Initiativ BEE SECURE mécht Oplärungsarbecht zum Thema digital Sécherheet. Och de Sujet vun Cybermobbing gëtt an deem Kontext reegelméisseg thematiséiert. Mëttlerweil bitt BEE SECURE iwwer 1.400 Formatiounssessiounen un – souwuel an de Schoule wéi och am nonformale Kontext.

– De Projet S-Team: Setz dech an! huet als Zil, d'Zesummeliewen am Fondamental, am Secondaire an an de Maison-relais ze verbesseren, andeems d'Kanner an déi Jugendlech fir hir Roll an der Gewaltprävention sensibiliséiert a responsabiliséiert ginn.

Den Institut de formation de l'éducation nationale (IFEN) souwéi de Centre psycho-social et d'accompagnement scolaires (CePAS) bidden zanter Joren eng grouss Unzuel u Formatiounen ronderëm d'Thema Mobbing un. Dës Formatiounen riichte sech un d'Léierpersonal wéi och un dat sozio-educatiivt Personal aus de Grondschoulen a Lycéeën. Dës Formatiounen gi fir d'Léierpersonal am Kader vun den obligatoreschen Weiterbildungsstonnen, déi zu hirer berufflecher Tâche gehéieren, comptabiliséiert. D'Formatiounen zum Thema Mobbing sinn allerdéngs net obligatoresch.

Et ass wichteg ze betounen, dass all Acteuren aus der Schoulgemeinschaft, inklusiv d'Elteren, eng gemeinsam Verantwortung droe fir opmierksam ze sinn an déi noutwendeg Reflexer ze entwéckelen, fir bei Gewaltdot adäquat ze reagéieren.

Gemäss den Dispositiounen vum Artikel 28 vun der Loi modifiée du 25 juin 2004 portant organisation des lycées, ass all Schoul dozou verpflichtet, op Gewaltdot ze reagéieren an déi disziplinareschen Mesuren ëmzesetzen, déi am Code de l'éducation nationale virgesi sinn. Zanter dem Gesetz vum 30. Juni 2023 gouf och d'Funktioon vum Délégué à la protection des élèves (DPE) agefouert. Dësen huet laut dem Code de l'éducation nationale ënnert anerem folgend Mission: „de promouvoir les droits de l'enfant et de sensibiliser et informer les élèves ainsi que les autres acteurs de la communauté scolaire à ces droits“. Dës bedeit, dass den DPE eng Schlësselroll an der Oplärung, Prävention a Begleedung iwwerhëlt, fir d'Rechter vun de Schüler ze schützen an eng Kultur vum Respekt a Wuelbefanne bannent der Schoul ze fërderen. All Schüler, geneesou wéi hir Elteren oder gesetzlech Vertreieder, kënnen sech un den DPE aus hirer Schoul wenden, wann si eng Ënnerstëtzung ufroe wëllen.

Zousätzlech dozou entwéckelt all Schoul eegene Präventionsstrategien, besonnesch am Beräich vum Konfliktmanagement. Dës Strategien hunn als Zil, d'Schüler an d'Léierpersonal ze sensibiliséieren, fir dass si Mobbing Situatiounen fréi erkennen an op eng ugepasste Manéier dorop reagéieren, eier et zu enger Gewaltdot kënnt. Membere vum Service psycho-social et d'accompagnement scolaires (SePAS), dem Service socio-éducatif (SSE) an/oder dem Schoulinternat hunn hei d'Aufgab, fir präventiv virzegoen. Jee no Besoin oder Demande kann e

⁵ <https://police.public.lu/fr/prevention/programmes-de-prevention.html>

reegelméissegem Espace de paroles régulés mat de concernéierte Schüler organiséiert ginn. Dëse Gruppenaustausch gëtt als Instrument fir emotional Entlaaschtung, sozial Kohäsion a Gewaltpräventioun an de Lycéeën agesat.

Zu Lëtzebuerg fënnt dësen Usaz seng konkret Ëmsetzung am Dispositif Bientraitance, engem nationale Projet vum CePAS. Dëse Projet, deen aus der fréierer Peer-Mediatioun ervirgeet, setzt op eng ganzheetlech Schoulapproche (Whole School Approach) a schafft Strukturen, déi et erlaben, datt Schüler – als Affer, Zeien oder Auteuren – direkt an adäquat begleet ginn. Am Mëttelpunkt stinn dobäi och d'Ausbildung vu sougenannten Ambassadeuren, déi an, souwéi ausserhalb vun der Schoulpräsenz weisen an aktiv zu enger oppener Kultur bäidroen. Dobäi ginn d'Selbstvertrauen, d'Resilienz an d'Zivillcourage vun de Jonken (virun allem Affer an Zeien) gezielt gestärkt – geneesou wéi d'Responsabiliséierung vun de Jonken.

ad 3. D'Effektiver an de Präventiouns-Service vum der Police sinn 2025 eropgesat ginn, wat eng verstärkter Preventioun an de Schoulen erméiglecht.

Am Enseignement fondamental ass den Titulaire de classe déi éischt Referenz- a Vertrauenspersoun fir d'Schülerinnen an d'Schüler, wa se op Schwierigkeete stoussen. Dësen huet d'Aufgab, sech de Schüler unzehuelen, wann hie Verännerungen an hirem Verhalten observéiert. An esou Situatiounen ass et d'Responsabilitéit vum Titulaire de classe, de Schoultag no de Besoine vun der Klass ze strukturéieren an – wann néideg – zesumme mat der Équipe pédagogique, mat de Schüler ze schwätzen, méiglech Problemer ze erkennen an déi néideg Schrëtt anzeleeden. Um lokalen Niveau intervenéieren ausserdeem d'Instituteurs spécialisés dans la scolarisation des élèves à besoins éducatifs particuliers ou spécifiques (I-EBS). Och si si wichteg Referenzpersounen fir d'Schüler.

Um regionalen Niveau kënnen déi pedagogesch Equippen, d'Elteren oder och de Schüler selwer sech un d'Équipe de soutien des élèves à besoins éducatifs spécifiques (ESEB) wenden, wa si der Meinung sinn, datt d'Mesuren, déi an der Schoul organiséiert goufen, net wäit genuch ginn. Ausserdeem bleift déi jee-weileg Regionaldirektioun e wichtige Kontaktpunkt fir d'Elteren an d'Schoulpersonal.

Nieft den direkten disziplinareschen Moossnamen, déi eng Schouldirektioun am Fall vu Gewalt ergräife kann, ass et essentiell, mat de betroffene Schüler (Affer an Auteur) an hire gesetzleche Vertrieder an den Dialog ze goen. Dëst erlaabt et, d'Ursachen an d'Konsequenze vun der Gewaltaktioun aus alle Perspektiven ze belichten. D'Zil ass et e sécher Kader ze schaffen, fir iwwer den entstanene Schued ze schwätzen an de Schüler d'Méiglechkeet ze ginn, sech fräiwëlleg op eng Mediatioun anzeloossen, fir eng gemeinsam Léisung ze fannen, fir datt dëst sech net nach eng Keier widerhélt.

Wann et sech ëm eng Strofdot handelt, déi vu Mannerjärege begaange gouf, ass d'Weiderleeden un de Parquet natierlech obligatoresch. Dësen ass zoustänneg fir d'Juristes Suite vun esou Fäll.

Trotzdem dierfen d'Reaktiounen op Gewalt net nëmmen op Sanktiounen limitéiert bleiwen. Et ass wichteg, datt d'Preventioun am Mëttelpunkt steet. Dofir solle gezielt Moossname geholl ginn, fir d'non-verbal Kommunikatioun, d'Verantwortungsgefühl an d'Zivillcourage zesumme mat de Schüler ze stärken. Zesummenaarbechte mat de Service wéi BEE SECURE oder dem Service national de prévention de la criminalité (SNPC) erméiglechen et, an de betraffene Klassen zäitno an opklärend Interventiounen

duerchzuféieren an iwwer déi legislativ Konsequenze vu Gewaltakte mat de Schüler ze schwätzen.

Gestion des données dans la lutte contre la criminalité | Question 3150 (31/10/2025) de M. Marc Goergen (Piraten)

An hirer Äntwert op d'Fro N° 3080 schreiwen d'Ministren:

„Wéi schonn e puermol an de Chamberskommissiounen erkläert ginn ass, ass et fir d'Police mat grousssem Opwand verbonnen, fir punktuell an niewent den Zuelen, déi reegelméisseg erhuewe ginn, zousätzlech Kategorien an zousätzlech Variabelen (Regiounen, Gemengen, Quartieren etc.) manuell erauszesechen.“

De Statec huet net méi fréi wéi gëschter ugekënnegt, dass een déi öffentlech Statistike moderniséiere wäert. Dorënner fällt eng Moderniséierung vun der Gestiou vum den Donnéeën. „Le système statistique – national et international – doit produire des statistiques de haute qualité, objectives et pertinentes.“

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir den Interieur a fir Justiz dës Froe stellen:

1. Wéi sollen d'Police an d'Justiz d'Kriminalitéit bekämpfen, wann se keng Zuelen an der néideger Granularitéit notzen?

2. Wëssend, dass den aktuelle System bei der Police a Justiz een ze groussen Opwand erfuerdert, wäerten d'Ministren dofir suergen, dass den aktuellen IT-System iwwerschaaft gëtt? Wäert een sech un den Ziler vum Statec orientéieren, fir eng modern Gestion des données opzestellen?

Réponse (25/11/2025) de M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice

ad 1. D'Granularitéit vun de generellen Zuele baséiert engersäits op de Besoinen, déi fir der Police hir Aarbecht néideg sinn an anerersäits op dem Code pénal, deen Infractionen a kriminell Doten definiert. Statistesche Donnéeën vun der Police baséieren op der Realitéit vum Terrain a ginn an deem Sënn och reegelméisseg an Ofsprouch mat den Autorités judiciaires adaptéiert.

Extern Ufroen, déi eng zousätzlech Granularitéit oder zousätzlech Kategorie vun Dote viséieren an déi eng opwänneg manuell Recherche bei der Police oder de Justizautoritéiten noutwendeg maachen, kënnen dowéinst net ëmmer beäntwert ginn.

De Statec huet als Missioun, fir Statistiken ze erhiewen an d'Decideuren an d'Bierger ze informéieren, esouwéi Projektiounen an Analysen iwwer Lëtzebuerg ze erstellen. Dës Missioun ënnerscheet sech vun der Police an der Justiz, déi hir Zuele virun allem fir den eegene Gebrauch erhiewen a fir hir legal Missiounen ze erfëllen. Fir doriwwer eraus d'Datenauswertung an -analys spezifesch am Beräich vun der Kriminalitéit an Zukunft ze verbesseren, gëtt d'Schafe vun engem kriminologeschen Institut aktuell vum Justizministerium studéiert.

ad 2. D'Gestioun an d'Qualitéit vun den Donnéeën sinn en Deel vun engem permanente Prozess, deem sech d'Police an d'Justice verschriwwen hunn. D'Police an d'Justice schaffen dowéinst aktuell u verschidde Projeten, déi eng Modernisatioun vun der Gestiou vun den Donnéeën mat sech bréngen, dëst ënnert anerem am Kader vun der Digitalisatioun vun de judiciaire Prozeduren. Hei geet et virun allem ëm d'Projeten am Beräich vun der „Digitalisation de la chaîne pénale“, duerch déi och eng méi performant Datenerfaassung am penale Beräich soll erreecht ginn.

Gestion des cadavres d'oiseaux sauvages soupçonnés infectés de grippe aviaire | Question 3151 (31/10/2025) de Mme Joëlle Welfring (déi gréng)

Suite à la détection de nouveaux cas de grippe aviaire de type H5N1 chez des oiseaux sauvages sur le territoire luxembourgeois, l'Administration luxembourgeoise vétérinaire et alimentaire (ALVA) a rehaussé le risque d'introduction de la maladie dans les élevages de volailles à un niveau élevé et a renforcé les mesures de prévention.

Dans ce contexte, l'ALVA a rappelé « que la grippe aviaire est une maladie virale très contagieuse à laquelle presque toutes les espèces d'oiseaux sont susceptibles d'être sensibles. La gravité de la maladie varie d'un animal à l'autre et dépend de la souche virale, de l'environnement et d'éventuelles autres infections. La contamination peut se produire par contact direct avec des animaux malades ou par exposition à du matériel contaminé. Les mammifères peuvent être contaminés dans des cas exceptionnels, par exemple lorsqu'ils mangent le cadavre d'un oiseau infecté ou lorsqu'ils entrent en contact étroit avec le virus de la grippe aviaire. La contamination chez l'homme est exceptionnelle. »

Compte tenu de l'importance capitale de freiner la propagation de cette maladie et des répercussions qu'elle entraîne tant sur les populations d'oiseaux sauvages, parfois menacées, que sur les élevages de volailles, je souhaite poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture et à Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité :

1) Quelle autorité est responsable de la collecte sécurisée des cadavres d'oiseaux sauvages soupçonnés infectés ?

2) Quels protocoles s'appliquent pendant et après la collecte de cadavres d'oiseaux sauvages soupçonnés infectés ?

3) Quels protocoles voire recommandations s'appliquent actuellement pour les administrations communales, les citoyens ne.s ou autres acteurs qui découvrent des oiseaux morts ?

4) Les protocoles voire recommandations actuellement en vigueur concernant la gestion de cadavres d'oiseaux sauvages soupçonnés infectés sont-ils jugés adéquats, ou Monsieur et Madame les Ministres estiment-ils qu'ils devraient être renforcés ?

Réponse (28/11/2025) de Mme Martine Hansen, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

ad 1) L'Administration luxembourgeoise vétérinaire et alimentaire (ALVA) avec le soutien du CGDIS.

ad 2) Les cadavres d'oiseaux sauvages des espèces sensibles à la grippe aviaire (grues, oiseaux aquatiques sauvages, rapaces et corvidés) sont collectés et acheminés au Laboratoire vétérinaire et alimentaire pour être analysés dans la mesure du possible. Les cadavres d'oiseaux sauvages des espèces moins sensibles (petits oiseaux, pigeons ...) sont éliminés.

ad 3) En cas de découverte d'oiseaux morts, il est impératif d'en informer l'ALVA qui décide du suivi à donner au cas par cas.

ad 4) Actuellement, les protocoles sont jugés adéquats puisque de plus en plus de cas de grippe aviaire chez les oiseaux sauvages sont détectés.

Prescription d'activité physique | Question 3152 (03/11/2025) de Mme Mandy Minella | Mme Carole Hartmann (DP)

Rezent Etüden a Bäitrag vu Fachgesellschaften ënnersträichen, datt kierperlech Aktivitéit – besonnesch Ausdauer- a Kraafttraining – eng wichteg Roll an der Präventioun an och an der Behandlung vu villen onkologesche Krankheetsbiller spillt, wéi zum Beispill Broscht- an Daarmkriibs. Si kann d'Heelung ënnerstëtzen, d'Liewensqualitéit verbesseren an de Risiko vu Réckfäll reduzéieren.

Zu Lëtzebuerg soll d'Prescription de l'activité physique (PAP) ab Januar 2026 am Kader vun engem Pilotprojet starten. Dëst neit Instrument bitt eng Chance, geziilt Patientinnen a Patienten mat grave Pathologien – wéi Kriibs – duerch strukturéiert kierperlech Aktivitéiten ze ënnerstëtzen.

Fir d'Effizienz an d'Seriositéit vum Projet ze garantéieren, ass et wichteg, datt d'Zouloosung kloer definéiert bleift a sech op schwéier Krankheetsbiller limitéiert. D'Resultater vun dëser Testphas mussen systematesch evaluéiert ginn. Gläichzäiteg ass et essenziell, datt déi betraffe Persounen – virun allem déi, déi net vu sech aus sportaffin sinn – professionell begleet ginn an op kloer definéiert Strukturen mat qualifizéiertem Personal zréckgräife kënnen.

An deem Kader wollt mir der Madamm Ministesch fir Gesondheet a Sozialversécherung an dem Här Sportsminister folgend Froen stellen:

1. Wéi eng Formatiounen si fir déi medezinnesch Prescripteuren (Dokteren, Spezialisten) virgesinn, fir eng PAP korrekt kënnen ze verschreiwen? Wien ass autoriséiert, esou eng Verschreiwung ze maachen?

2. Wéi gëtt séchergestallt, datt sech d'PAP op Patientinnen a Patienten mat grave Pathologien beschränkt?

3. Wéi an no wéi enge Krittäre gëtt d'Efficaciteit vum Pilotprojet evaluéiert? Wéi eng Indicateuren (Gesondheitszustand, Participatioun, Zefriddenheet) ginn erfaasst?

4. Wéi gesäit de standardiséierte Wee am Kader vum Pilotprojet aus, nodeems eng PAP verschriwwen gouf? Ass de Prozedurverlaf (Kontaktupnam, Orientatioun, Begleedung) scho festgeluecht, oder gëtt dës Prozess am Laf vum Pilotprojet nach ugepasst?

5. Wéi ginn d'Patientinnen a Patienten mat grave Pathologien am Pilotprojet konkret begleet?
– Wie stellt de sportlechen a motivationalen Deel vum Programm zesummen (Ziler, Organisatioun vun Terminer, Vermeidung vun Ofbréch)?
– Wéi gëtt dës Begleedung finanziéiert, a wéi eng Institutionen oder Professioneller si bedeelegt?

6. Wéi wäit ginn d'Strukture wéi de Centre hospitalier de Luxembourg (CHL), de Rehazenter, Kinesitherapeuten, Sportveräiner oder Fitnesszentren an de Pilotprojet integréiert? Gräift de CHL op extern Trainerinnen a Kinéen zréck oder verfuegt een iwwer genuch eegent Personal fir dës Projet?

7. Wéi wäit geet de Remboursement vun der CNS? Gëtt d'Participatioun un de sportlechen Aktivitéiten deelweis oder komplett rembourséiert?

Réponse (17/12/2025) de Mme Martine Deprez, Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale | Mme Martine Hansen, Ministère des Sports

ad 1. Am Kader vum Pilotprojet vun der Prescription d'activité physique (PAP) gëtt eng hybrid Formatioun fir Doktere proposéiert. D'Formatioun besteet aus engem E-Learning, deem zesumme mam Institut national de l'activité physique et des sports ausgeschafft ginn ass, an enger Formatioun en presentiel. An dëser hybrider Formatioun kréien d'Dokteren Informatiounen iwwert de leschte Wëssensstand vun de Beneficer vu Beweegung am Bezuch mat de Krankheeten, déi am Pilotprojet cibléiert sinn

(Diabetes vum Typ 2, kardiovaskulär Krankheeten a Kriibs), an se gi mam Parcours vum Patient, deem am Kader vun der PAP virgesinn ass, familiariséiert. Ausserdeem ass eng digital Plattform a Kollaboratioun mat der Agence eSanté developpéiert ginn, fir et den Dokteren ze erlaben, d'Verschreiwungen digital auszufüllen. Dës Prozedur gëtt och an der Formatioun presentéiert.

ad 2. Doduerch, dass all verschreiwenden Dokter un der Formatioun deelgeholl wäert hunn, sinn d'Crittären, déi fir de Pilotprojet definéiert gi sinn, kloer kommunizéiert. D'PAP beschränkt sech net just op grav Fäll vun de Pathologien, déi an de Perimeter vum Pilotprojet falen.

ad 3. E kloer definéierten Evaluatiounskader ass fir de Pilotprojet opgestallt ginn, dee souwuel operationell wéi och qualitativ Elementer couvériert. Et ginn ënnert anerem de Participatiounstaux an d'Evolutioun vum Aktivitéitsniveau a vun der Liewensqualitéit vun de Patienten, déi eng Verschreiwung kritt hunn, suivéiert. Gläichzäiteg ass och eng qualitativ Evaluatioun vum gesamte Prozess, zesumme mat de verschreiwenden Dokteren esouwéi den Associatiounen virgesinn.

ad 4. De Parcours vum Patient ass zesumme mat der Fédération luxembourgeoise des associations de sport de santé (FLASS) an hiren Associatiounsmembere festgeluecht ginn. E Patient, deem eng PAP verschriwwen kritt, gëtt vum Dokter un d'FLASS weidergeleet, déi d'zentral UlaF- an Orientéierungsstell wäert sinn. D'FLASS kann entsprechend dem Patient sengen Besoinen, Contrainten a geographescher Lag, dës bei déi passend Associatioun orientéieren.

ad 5.
– No der Verschreiwung vun der PAP, gëtt de Suivi vum Patient vun der FLASS an hiren Associatiounsmembere assuréiert. D'Gruppensportscoursen an den Associatiounen sinn adaptéiert un d'Besoinen vun de verschiddene Pathologien.

– D'Cotisatiounen, fir un de Coursen vun den Associatiounen deelzehuelen, gi fir 6 Méint am Kader vum Projet iwwerholl.

ad 6. De Pilotprojet baséiert sech op existéierend Strukturen vun de Gruppenscoursen, déi vun den Associatiounen fir Sport-Santé offéiert ginn. Déi opgeléichte Strukturen sinn net Deel vum Pilotprojet, wat net ausschléisst, dass dës wäert de Fall si bei enger eventueller Erweiderung vum Perimeter no der Evaluatioun vum Pilotprojet.

ad 7. Nieft den Erklärungen ënner der Fro 5. b), ass fir de Pilotprojet e Finanzement vum Akt vun der PAP Verschreiwung iwwert d'Gesondheitsdirektioun virgesinn. Dëst ass iwwert eng Konventioun tëscht der CNS an der Gesondheitsdirektioun gereegelt.

Grand Départ du Tour de France 2028 | Question 3153 (03/11/2025) de Mme Barbara Agostino | Mme Mandy Minella (DP)

Le Luxembourg a officiellement soumis sa candidature en vue d'accueillir le Grand Départ du Tour de France 2028, comme l'a indiqué le site Internet du Ministère d'État. Cette candidature prévoit l'organisation de trois étapes, dont une contre-la-montre individuel inaugural de 13,5 km au cœur de la ville de Luxembourg. La décision finale de l'organisateur est attendue pour le printemps 2026.

Un tel événement présenterait une portée sportive, touristique et économique considérable pour le Grand-Duché, tout en soulevant également des défis d'ordre logistique, financier et environnemental, qui

devront être pris en compte dans le cadre de la préparation et de la mise en œuvre du projet.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Sports :

1) Monsieur le Ministre peut-il préciser quel est le budget estimatif total envisagé pour la candidature et, en cas de sélection, pour l'organisation du Grand Départ au Luxembourg ? Quelles sources de financement (État, communes, sponsors internationaux) seront mobilisées ?

2) Quels seront les critères d'infrastructures sportives, d'hébergement, de transport et de logistique que le Luxembourg se fixe pour satisfaire les exigences de l'organisateur de la course ? Dans quelle mesure les installations actuelles peuvent-elles suffire et quels travaux nouveaux sont prévus ?

3) Comment le ministère entend-il garantir que la manifestation sera durable et respectueuse de l'environnement ? Existe-t-il un plan d'action pour minimiser l'empreinte carbone, impliquer les mobilités douces, et assurer un héritage bénéfique pour le sport local après l'événement ?

4) En termes d'impact sur le sport de base et la communauté locale, quelles mesures sont prévues pour que cette candidature profite également aux clubs amateurs, aux jeunes, et à la pratique sportive quotidienne, et ne reste pas uniquement un événement d'élite ?

5) En cas de non-sélection de la candidature, quelles alternatives le Gouvernement envisage-t-il afin que le Luxembourg puisse néanmoins accueillir une étape du Tour de France ?

Réponse (04/12/2025) de M. Georges Mischo, Ministre des Sports

ad 1) Le budget pour la candidature (conception, réalisation et présentation du dossier de candidature) s'est chiffré approximativement à 16.000 euros.

Le budget estimatif total pour l'organisation du Grand Départ sera établi au moment de l'attribution et en fonction du choix définitif des trajets sélectionnés par l'organisateur ASO. À ce moment-là seront précisées les sources de financement.

ad 2) Comme évoqué dans le dossier de candidature remis le 8 octobre 2025 à Christian Prudhomme, directeur du Tour de France, le Luxembourg, fort de son expérience d'hôte du Grand Départ en 1989 et en 2002, a acquis un savoir-faire reconnu dans l'organisation d'événements cyclistes de grande envergure et pourra offrir des conditions exceptionnelles d'organisation.

La configuration géographique compacte permet une coordination efficace des étapes et une gestion optimale des déplacements. Le réseau routier national moderne est bien entretenu, garantit la circulation sécurisée d'un grand nombre de spectateurs et véhicules officiels, de suivi et de sécurité indispensables au bon déroulement de la course, tout en assurant la sécurité des coureurs sur des routes en parfait état. De plus, les infrastructures aéroportuaires et ferroviaires assurent un accès rapide et fiable pour les spectateurs, les médias et les délégations.

ad 3) Il est prématuré pour présenter un plan d'action mais je peux dès à présent confirmer que lors de la concrétisation du déroulement de la manifestation la durabilité sera un des facteurs pris en compte. Le Luxembourg offre à cet égard un cadre particulièrement favorable grâce à son engagement en matière de mobilité durable, notamment la gratuité des transports publics depuis 2020 et les investissements continus dans le tramway, les parkings relais et les infrastructures cyclables.



À titre d'exemple concret, la première étape, telle que proposée dans le dossier de candidature, traverse le cœur de la ville de Luxembourg et longe en grande partie la ligne de tram, ce qui permet d'assurer un accès optimal pour les spectateurs via les transports publics, réduisant ainsi l'empreinte carbone de l'événement.

ad 4) Les mesures concrètes d'association des clubs sportifs, des jeunes et du grand public ne sont pas encore finalisées mais l'effet vitrine d'une telle organisation ne se limite pas à accueillir une course prestigieuse : c'est un véritable accélérateur du sport de base, qui stimule la pratique, renforce les clubs, améliore les infrastructures et crée un enthousiasme durable autour du cyclisme et de l'activité physique en général.

ad 5) Le Luxembourg est candidat pour le Grand Départ du Tour de France. Des alternatives ne sont actuellement pas envisagées.

Mesures du Luxembourg face aux révélations sur la NSPA | Question 3154 (03/11/2025) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **M. Georges Engel** (LSAP)

Récemment, plusieurs médias d'investigation européens ont révélé l'existence d'un vaste scandale de corruption touchant l'agence de soutien et d'acquisition de l'OTAN (NSPA), dont le siège se trouve à Capellen. Selon ces enquêtes publiées par « Le Soir », « Knack », « La Lettre » et « Follow the Money », une opération coordonnée menée en mai 2025 dans sept pays a conduit à l'arrestation de huit personnes, dont cinq anciens cadres de la NSPA. Les reproches concernent notamment des pots-de-vin de plus d'un million de dollars, des enveloppes de cash échangées dans des hôtels, notamment au Luxembourg, et des marchés truqués portant sur des centaines de millions de dollars. Des perquisitions ont eu lieu sur le territoire luxembourgeois. L'affaire soulève des questions graves sur la gouvernance de la NSPA, dont le volume d'achats est passé de 3 milliards d'euros en 2023 à près de 10 milliards prévus en 2025.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Défense, à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, à Madame la Ministre de la Justice et à Monsieur le Ministre des Finances :

Concernant les procédures judiciaires et la préservation des preuves :

1) Quelles mesures concrètes ont été prises sur le territoire luxembourgeois pour sécuriser les preuves liées aux activités de la NSPA à Capellen, suite aux révélations faisant état d'arrestations et de perquisitions dans sept pays, ainsi que d'enveloppes d'espèces échangées dans des hôtels au Luxembourg ?

2) Quel est le statut juridique applicable aux quelque 1.500 agents de la NSPA à Capellen, et de quelles immunités ces agents bénéficient-ils ? Le cas échéant, quelle est l'autorité habilitée à lever ces immunités, et quelles en sont les procédures et délais ?

3) Le Gouvernement a-t-il procédé, ou envisage-t-il de procéder, à une estimation des surcoûts potentiels supportés par le Luxembourg et ses alliés du fait de trucages d'appels d'offres présumés ? Un plan de recouvrement civil, seul ou en coordination avec les partenaires d'Eurojust, est-il envisagé ?

Concernant la prévention des conflits d'intérêts :

4) Quelles garanties le Luxembourg compte-t-il promouvoir pour limiter le phénomène de « porte tournante » d'anciens cadres de la NSPA reconvertis en

consultants servant d'intermédiaires pour l'accès aux appels d'offres ? Le Gouvernement plaidera-t-il au niveau de l'OTAN pour l'instauration de périodes de carence (« cooling-off periods ») et de déclarations d'intérêts obligatoires dans l'intérêt public ?

Concernant la transparence et les contrôles des acquisitions :

5) Le Gouvernement exigera-t-il que tout achat militaire pour le Luxembourg effectué via la NSPA, le système FMS américain ou l'OCCAR inclue des audits de coûts à livre ouvert (« open-book »), des vérifications des bénéficiaires effectifs et une transparence sur la chaîne de sous-traitance, afin de protéger les contribuables et de prévenir la « capture du catalogue » ?

6) Étant donné la croissance rapide du volume d'activité de la NSPA (environ 3 milliards d'euros en 2023, 7 milliards en 2024, près de 10 milliards prévus en 2025), le Gouvernement a-t-il évalué si les contrôles internes de cette agence sont proportionnés aux risques et évoluent en conséquence ? Le Luxembourg conditionnera-t-il son recours aux canaux de la NSPA à la réalisation d'audits indépendants pour les catégories à haut risque (carburants, munitions, drones) ?

7) À la lumière de la pratique régionale consistant à contourner les appels d'offres publics par le biais de contrats Gouvernement-à-Gouvernement, de la NSPA ou du FMS (par exemple pour les batteries NASAMS), le Gouvernement s'engage-t-il à ce que toute participation luxembourgeoise à de tels mécanismes inclue systématiquement : des rapports de justification des prix, des droits d'audit, ainsi que des clauses sociales et de retombées locales (formation, apprentissage, recherche et développement au Luxembourg) ?

Concernant les mesures conservatoires :

8) Dans l'attente d'éclaircissements complets sur cette affaire, le Gouvernement suspendra-t-il l'éligibilité de toute entité établie au Luxembourg ou opérant de manière transfrontalière et citée par la presse, de participer à des achats de défense financés par le Luxembourg, dans le respect du droit à un procès équitable ? Des critères transparents pour les exclusions temporaires ou les radiations seront-ils publiés ?

Réponse (17/12/2025) de Mme Yuriko Backes, Ministre de la Défense | **Mme Elisabeth Margue**, Ministre de la Justice | **M. Xavier Bettel**, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

ad 1) Étant donné qu'il s'agit d'une enquête en cours, celle-ci demeure soumise au secret de l'instruction, conformément à l'article 8 du Code de procédure pénale. Par conséquent, aucune communication d'informations quant aux mesures susceptibles d'avoir été prises n'est possible, ceci dans l'intérêt de la préservation de l'intégrité et de la finalité de l'enquête en cours.

Toute communication ultérieure ne pourra intervenir, le cas échéant, qu'en fonction de l'évolution de l'enquête et dans le strict respect du cadre légal applicable.

ad 2) Le statut juridique de la NSPA, l'agence de soutien et d'acquisition de l'OTAN, ainsi que de son personnel sont principalement régis par deux instruments, à savoir l'Accord sur le statut de l'OTAN du 20 septembre 1951 des représentants nationaux et du personnel international et l'Accord entre le Grand-Duché de Luxembourg et l'OTAN concernant le statut de la NSPA du 11 septembre 1969.

Au Luxembourg, les agents de la NSPA sont considérés comme étant des fonctionnaires internationaux, employés par une organisation internationale,

qui relèvent du régime interne de l'OTAN. Ils sont directement recrutés par la NSPA et sont soumis au droit administratif interne de l'OTAN. Les litiges concernant leur emploi sont tranchés par le tribunal administratif de l'OTAN.

Pour ce qui est des immunités, il y a lieu de noter que celles-ci varient selon la catégorie du personnel.

La majorité des fonctionnaires de la NSPA sont titulaires d'une carte de légitimation émise par la Direction du protocole du Ministère des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération et de l'Action humanitaire et du Commerce extérieur (MAE) et bénéficient d'immunités fonctionnelles pour les actes accomplis dans l'exercice de leurs fonctions officielles.

Les membres de direction et hauts fonctionnaires de la NSPA (14 au total) sont titulaires d'une carte diplomatique émise par la Direction du protocole du MAE et bénéficient de privilèges et immunités assimilés à ceux des diplomates, tels que prévus par l'Accord de siège susmentionné. Ces privilèges sont strictement limités à la durée du mandat desdits membres de direction et hauts fonctionnaires.

L'immunité peut être levée par l'OTAN ou par la NSPA à la demande du Ministère de la Justice pour des faits relevant de la compétence des juridictions nationales.

ad 3) Si la NSPA estime avoir subi un préjudice, deux voies sont envisageables pour le recouvrement civil. Dans le cadre d'un procès pénal, la NSPA peut, par constitution de partie civile, demander l'indemnisation du préjudice subi. À défaut de poursuites pénales, un recours civil autonome peut être intenté pour obtenir réparation.

Il en va de même pour l'État.

ad 4) En premier lieu, il appartient à la NSPA et à l'OTAN de définir et de mettre en œuvre un cadre réglementaire adapté afin de répondre aux phénomènes évoqués. Le Gouvernement luxembourgeois suivra avec attention l'évolution de ce dossier et, le moment venu, envisagera, si cela s'avère opportun, d'en discuter avec ses interlocuteurs au sein de la NSPA.

Dans ce contexte, le Gouvernement souhaite rappeler qu'il a lui-même adopté des règles prévoyant une période de carence après la cessation du mandat des membres du Gouvernement (articles 13 à 15 du Code de déontologie des membres du Gouvernement, annexe D du règlement intérieur du Gouvernement). À l'instar de ces règles nationales, il se déclare en mesure de promouvoir des règles similaires au niveau de la NSPA et de l'OTAN si nécessaire.

ad 5) à 7) Les acquisitions auprès de la NSPA sont soumises aux règles et aux contrôles qui gouvernent le fonctionnement de l'agence, tels qu'ils sont définis par les 32 alliés et l'OTAN.

Les mécanismes internes de l'agence, ainsi que les travaux que l'agence effectue sont évalués de manière régulière pas les alliés dans le cadre de la gouvernance de l'agence, ainsi que par le collège des auditeurs de l'OTAN.

Le fait que les enquêtes judiciaires actuellement en cours, lesquelles le Gouvernement n'est pas en mesure de commenter, étaient déclenchées par l'agence même atteste du fonctionnement des mécanismes de contrôle de l'agence.

ad 8) En attendant une décision de la justice, une telle suspension n'est pas possible, sauf si un motif d'exclusion prévu par l'article 29 de la loi modifiée du 8 avril 2018 sur les marchés publics est établi par le pouvoir adjudicateur lors d'une procédure d'achat.



Code de déontologie pour médecins | Question 3155 (04/11/2025) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Avec le nouveau Code de déontologie pour médecins et la réforme de la loi sur le Collège médical, deux textes des plus importants pour la profession attendent leur publication respectivement le dépôt depuis belle lurette.

J'aimerais dès lors savoir de Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

- 1) Quel est l'état d'avancement de ces deux dossiers ?
- 2) Endéans quels délais Madame la Ministre entend-elle publier respectivement déposer ces deux textes ?

Réponse (08/12/2025) de **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

Plusieurs rencontres ont été organisées avec les représentants du Collège médical au cours de l'année 2025 afin d'échanger sur l'édiction du nouveau Code de déontologie des professions de médecin et de médecin-dentiste ainsi que sur l'élaboration d'un avant-projet de loi relatif au Collège médical.

Le Code de déontologie des médecins est en phase de finalisation et devrait être publié au Journal officiel au plus tard début de l'année 2026.

L'avant-projet de loi relatif au Collège médical est en cours d'élaboration et le dépôt est envisagé au cours de l'année prochaine.

Évolution des infections de bronchiolite | Question 3156 (04/11/2025) de **M. André Bauler** | **Mme Carole Hartmann** (DP)

La bronchiolite, infection respiratoire virale touchant tout particulièrement les nourrissons et les jeunes enfants, connaît actuellement une recrudescence saisonnière dans plusieurs pays européens. Ainsi, en France, les autorités compétentes annoncent que l'épidémie de bronchiolite a déjà commencé, mettant l'Île-de-France en alerte rouge.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

- 1) Comment les vagues de bronchiolite se sont-elles développées au Luxembourg depuis 2020 ? Combien de cas ont été recensés chaque année ? Quelle proportion de ces cas concernait des nourrissons ou des enfants de moins de trois ans ?
- 2) Combien de ces enfants ont dû être hospitalisés, et dans quelle mesure les capacités pédiatriques des hôpitaux luxembourgeois ont-elles été sollicitées ou mises sous tension lors des pics épidémiques ?
- 3) Quelles mesures de prévention et de protection sont mises en œuvre à l'heure qu'il est pour limiter la propagation du virus ?
- 4) Comment la situation a-t-elle évolué ces dernières semaines au Luxembourg et quelles sont les prévisions pour la saison automne-hiver 2025 ?
- 5) Madame la Ministre peut-elle indiquer si ses services prévoient de renforcer les campagnes d'information ou de vaccination ?
- 6) Quelles est l'évolution du taux de vaccination chez les nouveau-nés depuis l'introduction du traitement d'immunisation Beyfortus ?

Réponse (27/11/2025) de **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) et 2) Comme pour l'ensemble des virus respiratoires, la circulation du virus respiratoire syncytial (VRS) a été fortement perturbée pendant la pandémie de Covid-19. Les saisons 2020-2021 et 2021-2022 étaient atypiques et ne sont pas comparables aux saisons ultérieures. Pour cette raison, les données ci-dessous se concentrent sur les saisons à partir de 2022-2023, lorsque la circulation virale est revenue à un profil saisonnier plus habituel. La saison 2022-2023 a même vu une activité plus intense avec un certains rattrapage d'infections qui n'avaient pas eu lieu pendant les périodes de restrictions des interactions et de circulation du RSV.

Entre les saisons hivernales 2022-2023 et 2024-2025, les admissions hospitalières pour bronchiolite au CHL chez les enfants de moins de 5 ans ont nettement diminué.

– Saison 2022-2023 : 418 admissions dont 76 % concernaient des enfants de moins d'un an.

– Saison 2023-2024 : 266 admissions soit une baisse d'environ 36 % par rapport à la saison précédente; 52 % de ces admissions concernaient des enfants de moins d'un an.

– Saison 2024-2025 : 151 admissions, soit une baisse d'environ 64 % par rapport à la saison 2022-2023 ; 50 % des admissions concernaient des enfants de moins d'un an.

La réduction du nombre d'hospitalisations observée à partir de 2023 s'explique en grande partie par l'introduction, à l'automne 2023, de l'immunisation passive par le nirsevimab (Beyfortus®) destinée aux nourrissons. De plus, au cours de la saison 2024-2025, l'introduction de la vaccination maternelle (vaccin Abrysvo®) contre le RSV a également contribué à réduire les formes graves chez les très jeunes nourrissons, renforçant ainsi la baisse globale des hospitalisations.

La saison 2022-2023 a fortement sollicité les services pédiatriques luxembourgeois, en particulier la Kanner-Klinik du CHL. La charge hospitalière liée aux bronchiolites y a été exceptionnellement élevée. En revanche, les saisons 2023-2024 et 2024-2025 ont été marquées par une pression nettement moindre sur les capacités pédiatriques, grâce à l'immunisation des nourrissons et, plus récemment, de la vaccination maternelle, qui ont toutes contribué à une diminution significative des formes sévères nécessitant une hospitalisation.

ad 3) Les principales mesures de prévention mises en œuvre au Luxembourg pour limiter les formes sévères d'infection à RSV reposent sur l'immunisation des nouveau-nés par le nirsevimab (anticorps spécifique contre le RSV de longue durée d'action), largement acceptée depuis son introduction à l'automne 2023, ainsi que sur la vaccination maternelle contre le RSV, disponible depuis la saison 2024-2025 et très bien accueillie par les futures mères. La protection du nourrisson repose soit sur la vaccination de la mère pendant la grossesse, soit sur l'immunisation passive du bébé lorsque la mère n'a pas été vaccinée, mais ces deux mesures ne sont pas cumulées.

Ces mesures ont pour objectif principal de protéger les nourrissons, qui constituent le groupe le plus vulnérable au développement de formes sévères de bronchiolite et de complications respiratoires. Elles ont démontré une efficacité notable pour réduire les hospitalisations au cours des deux dernières saisons hivernales⁶.

Une nouvelle campagne de sensibilisation saisonnière a été lancée en octobre 2025 (intitulée « Une infection respiratoire, c'est tout sauf tendance ») pour lutter

contre la propagation des infections respiratoires. L'objectif est de sensibiliser le grand public sur les infections respiratoires, notamment le VRS, la grippe et la Covid-19. Cette campagne met l'accent sur l'importance des mesures préventives, les bénéfices de la vaccination et les risques de co-infections bactériennes, telles que la pneumonie à pneumocoque.

Dans le cadre de la campagne, il est prévu une multitude de supports de communication grand public, notamment des affichages abribus, des spots radio, de la communication digitale dans les cinémas. La communication sur les réseaux sociaux continuera jusqu'à février 2026.

Pour compléter la campagne, des informations sur la bronchiolite et le programme de vaccination sont disponibles pour le grand public⁷ et pour les professionnels de santé⁸. Des informations actualisées sur la bronchiolite se trouvent sur le site de la Direction de la santé, notamment une description de la maladie, ses symptômes, les populations concernées, les signes d'alerte ainsi que les mesures de prévention. Une brochure dédiée à la bronchiolite est disponible en cinq langues.

ad 4) À l'heure actuelle, le Luxembourg se situe au début de la saison épidémique du RSV. Les données de surveillance montrent une augmentation progressive mais attendue de la circulation du virus au cours des dernières semaines.

En semaine 46, une augmentation de 55 % des infections à RSV a été observée, avec 62 cas confirmés, contre 40 cas la semaine précédente. Depuis le début d'octobre 2025, les déclarations de laboratoire indiquent que 75 % des infections concernent des enfants de moins de sept ans, confirmant que le virus circule principalement parmi les jeunes enfants.

Comme pour les années précédentes, il demeure difficile, voire impossible, de prédire avec précision la taille ou l'impact de l'épidémie saisonnière de RSV. À ce stade, rien n'indique que la situation sera sensiblement différente de celle observée l'année dernière. Plusieurs éléments permettent néanmoins d'anticiper une saison comparable, notamment le maintien de taux élevés d'immunisation chez les nourrissons voire la bonne acceptation de la vaccination maternelle récemment introduite.

Ces deux mesures renforcent la protection des nourrissons, le groupe le plus vulnérable aux formes sévères de bronchiolite. Les données provenant d'autres pays européens n'indiquent aucune évolution virologique suggérant une adaptation ou une mutation du RSV susceptible de réduire l'efficacité de ces nouvelles mesures préventives.

En résumé, la saison 2025-2026 devrait suivre un schéma similaire à celui des dernières années : circulation attendue du virus dans la population, mais risque réduit de formes graves grâce aux protections en place.

ad 5) Un renforcement spécifique des campagnes d'information ou de vaccination n'est pas prévu. La Direction de la santé suit de près la situation épidémiologique et des informations saisonnières sont régulièrement diffusées auprès des professionnels de santé et du public. Des ajustements pourront être envisagés si la situation épidémique ou les recommandations internationales évoluent.

Au cours de la saison hivernale 2024-2025, une étude sur l'acceptabilité de la vaccination pendant

⁶ Eurosurveillance | Impact of nirsevimab prophylaxis on paediatric respiratory syncytial virus (RSV)-related hospitalisations during the initial 2023/24 season in Luxembourg

⁷ <https://santesecu.public.lu/fr/espace-citoyen/dossiers-thematiques/b/bronchiolite.html>

⁸ <https://santesecu.public.lu/fr/espace-professionnel/domaines/vaccinations.html>



la grossesse, incluant le traitement préventif et la vaccination maternelle contre le VRS, a été menée auprès des femmes enceintes au Luxembourg par la Direction de la santé. Cette étude, coordonnée par la Haute École de Santé Vaud (HESAV) en Suisse, est en cours d'analyse. Les résultats permettront d'orienter la communication et d'adapter les programmes en fonction des conclusions.

ad 6) Au cours de la saison 2023-2024 un total de 2.058 doses de nirsevimab (Beyfortus®) a été administré pour 2.618 naissances enregistrées dans l'ensemble des maternités luxembourgeoises. Cela correspond à un taux de couverture national de 79 %, ce qui témoigne d'une forte adhésion dès la première année de mise en œuvre du programme.

Pour la saison 2024-2025, seules les données détaillées de la maternité du Centre hospitalier de Luxembourg sont actuellement disponibles. Parmi les 995 naissances pour lesquelles l'information était exploitable, 55 % des nouveau-nés ont reçu directement l'immunisation par Beyfortus, tandis que 38 % des mères avaient été vaccinées contre le RSV (vaccin Abrysvo®) pendant la grossesse. En combinant ces deux mesures de prévention, il apparaît que 93 % des nourrissons étaient protégés contre les formes sévères de l'infection à RSV dès leur naissance.

Activités commerciales d'un ancien Ministre de l'Économie avec le Gouvernement | Question 3157 (04/11/2025) de M. Marc Goergen (Piraten)

D'„Lëtzebuurger Land“ huet an engem Artikel vum 31. Oktober berichtet, datt d'Berodungsfirma Beta Aquarii, déi vum fréiere Wirtschaftsminister Étienne Schneider gegrënnt gouf, am Joer 2024 ee Benefice vu 5,87 Milliounen Euro gemaach huet. Dës respektabel Zommen entstamen aus „Prestationen am Berodungsberäich“.

A virege parlamentaresche Froen (N° 0645 an 0863) hat schonn nogefrot, wéi déi aktuell Regierung d'Relatione mam Ex-Wirtschaftsminister a senge privatwirtschaftlechen Interessen handhaabt, wou si d'Firma Jan de Nul besicht hunn, wou den Ex-Wirtschaftsminister och am Verwaltungsrot setzt.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Premierminister dës Froe stellen:

1. Wéi oft huet den Ex-Wirtschaftsminister Schneider ee Kontakt tëscht Firmen an aktuelle Regierungsmemberen oder héije Staatsbeamte vermittelt?

2. Bei wéi ville vun dëse Reunionen gouf de Kontakt op Invitatioun vum Här Schneider oder Firmen, wou den Här Schneider Participatiounen huet, geholl?

3. Goufe fir dës Reunionen, am Kader vun de Reunionen oder am Zesummenhang mat esou Reunionen iergendwellech Honorairë bezuelt? Falls jo, wéi vill?

4. Wéi vill vun deene 5,87 Milliounen goufen am Zesummenhang mat Visite mat der Regierung un d'Consultingfirma ausbezuel?

5. Krute Firme vum Ex-Wirtschaftsminister oder déi vum Ex-Wirtschaftsminister berode goufen, staatlech Hëllef oder Subsidien ausbezuel?

Réponse (03/12/2025) de **M. Luc Frieden**, Premier ministre

ad 1. Dem Staatsministère si keng sou Kontakter bekannt.

ad 2. Duerch déi negativ Äntwert op d'Fro 1, entfält dëst Fro.

ad 3. Duerch déi negativ Äntwert op d'Fro 1, entfält dëst Fro.

ad 4. D'Regierung huet keen Abléck an déi intern Zuele vun enger privater Firma. Dëst ass eng Fro fir déi betrafte Firma.

ad 5. Dem Staatsministère si keng staatlech Hëllef oder Subside bekannt fir d'Firma vum Ex-Wirtschaftsminister. De Staatsministère huet keen Abléck doranner, wien zu de Clientë vun där Firma zielt.

Multiplication des barbershops et des salons de manucure au Luxembourg | Question 3158 (05/11/2025) de M. Ricardo Marques (CSV)

An deene leschte Jore sinn iwwerall uechter d'Land eng Villzuel vu Barbershops an Neelstudioen opgaang. Dëst Phänomeen geet méttlerweil wäit iwwert een Trend eraus an dës Geschäft hunn eng markant Präsenz an eise Stad- an Duerfkären. Et ass ze begrëssen, dass esou vill Leit sech trauen, sech selbstänneg ze maachen an een eegene Betrib grënnen. Dobäi soll een awer Uecht ginn, dass bei dëse Grënnungen och all d'Konditiounen erfëllt sinn, déi d'Gesetzgebung virgesäit. Esouwuel d'Barbershops ewéi d'Neelstudioen sinn zum Beispill ënnert de Berufler op der Lëscht A am Gesetz iwwert den Droit d'établissement agedroen.

An deem Kontext wollt ech folgend Froen un den Här Minister fir Wirtschaft, PME, Energie an Tourismus stellen:

1. Kann den Här Minister oplëschen, wéi vill Handelermächtigungen fir Barbershops an deene leschte 5 Joer erstallt goufen?

2. Kann den Här Minister oplëschen, wéi vill Handelermächtigungen fir Neelstudioen an deene leschte 5 Joer erstallt goufen?

3. Kann den Här Minister oplëschen, wéi vill Barbershops an deene leschte 5 Joer hir Handelermächtigung entzu kruten a firwat?

4. Kann den Här Minister oplëschen, wéi vill Neelstudioen an deene leschte 5 Joer hir Handelermächtigung entzu kruten a firwat?

5. Kann den Här Minister oplëschen, wéi eng Konditiounen mussen erfëllt sinn, fir dës Handelermächtigungen ze kréien?

6. Kann den Här Minister Informatiounen ginn, wéi d'Erfëlle vun dëse Konditiounen kontrolléiert gëtt?

Réponse (24/11/2025) de **M. Lex Delles**, Ministère de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

Virop sollt drop higewise ginn, datt „Barbier“ a „Manucure – Maquilleur“ Aktivitéiten vun der Lëscht B am Gesetz iwwert den Droit d'établissement sinn, net vun der Lëscht A wéi den eierbaren Deputéierten et schreift. Domat sinn dës Aktivitéiten Ennerpunkte vun de jeeweilegen Aktivitéiten „Coiffeur“ an „Esthéticien“ vun der Lëscht A, dat heescht, datt mat der jeeweileger Handelermächtigung „Coiffeur“ an „Esthéticien“ d'Aktivitéiten „Barbier“ a „Manucure – Maquilleur“ och dierfen ausgeübt ginn.

ad 1. Eng Persoun mat enger Handelermächtigung als „Coiffeur“ dierf hire Salon och Barbershop nennen, et ass also net méiglech, eng genee Zuel vun de Barbershops ze ermëttelen.

D'Handelermächtigung spezifesch als „Barbier“ gëtt et zanter der Reform vum Droit d'établissement (Septembre 2023). Zanterhier a bis den 1. November 2025 sinn 43 esou Handelermächtigungen fir 41 Gesellschaften ausgestallt ginn.

ad 2. Eng Persoun mat enger Handelermächtigung als „Esthéticien“ dierf hire Commerce och Neelstudio nennen, et ass also net méiglech, eng genee Zuel vun den Neelstudioen ze ermëttelen.

Vum 1. November 2020 bis den 1. November 2025 si 530 Handelermächtigungen fir 424 Gesellschaften fir d'Aktivitéit „Manucure – Maquilleur“ ausgestallt ginn.

ad 3. Vu September 2023 bis den 1. November 2025 ass keng esou Handelermächtigung revoquéiert ginn.

ad 4. Vum 1. November 2020 bis den 1. November 2025 si 6 Handelermächtigungen „Manucure – Maquilleur“ revoquéiert ginn. D'Grënn heivir sinn:

- Onbezuelte Sozialcotisatiounen a 4 Fäll;
- Absence vun engem Geschäftssätz an engem Fall;
- Mangel vu Lien tëschent dem Geschäftsféierer an der Gesellschaft an engem Fall.

ad 5. a 6. Fir dës Berufler vun der Lëscht B dierfen ausüben, muss den Demandeur en DAP an dësem Metier hunn, oder 3 Joer Beruffserfahrung bei engem Betrib, deen esou eng Handelermächtigung huet. D'Konditiounen aus dem Gesetz, dat d'Qualifikationsdirektiv transposéiert, mussen erfëllt sinn.

D'Piëcen an Informatiounen, déi mussen agereecht ginn, sinn am Detail op guichet.lu erkläert:

<https://guichet.public.lu/fr/entreprises/creation-developpement/autorisation-etablissement/artisanat/metier-secondaire.html>

Den Demandeur muss en Dossier mat all de Piëcen a Beweiser areechn. De Wirtschaftsministère kontrolléiert dësen Dossier a stellt d'Handelermächtigung aus wann den Dossier komplett ass an all d'Konditiounen erfëllt sinn. Dëse Prozess ass ISO9001 zertifizéiert.

Vespa velutina | Question 3159 (05/11/2025) de Mme Octavie Modert (CSV)

D'Asiatesch Runn (Vespa velutina) ass am Summer 2020 eng éischte Kéier zu Lëtzebuerg nogewise ginn an huet sech duerno séier am Land ausgebreit. Eleng 2024 goufen 123 Näscher zerstéiert. Bei der Vespa velutina handelt et sech ëm eng invasiv Aart, déi ursprüngelech aus Asie kennt an haaptsächlech iwwer Frankräich op Lëtzebuerg agewandert ass.

Laut der „Union internationale pour la conservation de la nature“ (UICN) ginn invasiv Aarten als déi drëttwichtigst Ursach fir de Verloscht vun der weltwäiter Biodiversitéit ugesinn. Déi Asiatesch Runn stellt e grouse Problem fir d'Imker a Beieleit duer, well dës Aart gezielt d'heemesch Hunnegbei attackéiert.

D'Veruerdning (EU) Nr. 1143/2014 vum 22. Oktober 2014 iwwer d'Präventioun an d'Gestioun vun invasiven Aarte stellt d'gesetzlechen Grondlag vun dësem Engagement um EU-Niveau duer. Si verflucht d'Memberstaaten, koordinéiert Moossnamen ze huelen, fir d'Verbreedung vun dësen Aarten ze verhënneren an ze geréieren. Op nationalem Niveau huet d'Gesetz vum 2. Juli 2018 verschidde Modalitéiten fir d'Ëmsetzung an d'Sanktiounen am Kader vun der EU-Veruerdning Nr. 1143/2014 festgeluecht. D'Bekämpfung vun dësen Aarte gehéiert och zu den Hauptverpflichtungen vu Lëtzebuerg am Kader vun den Ziler, wéi se am 3. Nationale Plang fir de Schutz vun der Natur festgehalen sinn. An dësem Kontext huet de Ministère fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit (MECB), zesumme mam Koordinationsgrupp fir invasiv gebittsfräi Aarten, eng national Strategie entwéckelt. D'Haaptziler si Präventioun, Fréierkennung a séier Eliminéierung, Gestioun a Sensibiliséierung souwéi Formatioun.



An deem Kader wëll ech dem Här Ëmweltminister an der Madamm Minister fir Landwirtschaft, Ernährung a Wäibau folgend Froe stellen:

1. Gëtt et eng Analys, wéi vill Beievëlker schonn zersteiert gi si vun der asiatescher Horniss?

2. Wéi vill Näschter vun dëser Spezies goufe bis elo insgesamt zu Lëtzebuerg detektiéiert a wéi vill sinn der onschiedlech gemaach ginn?

3. Wéi eng konkreet Moossnamen ergräift d'Regierung aktuell, fir d'Ausbredung vun der Asiatescher Runn aktiv anzueschränken oder ze kontrolléieren?

4. Wéi gëtt d'Koordinatioun tëscht der Naturverwaltung, de Gemengen, an de Beieverbänn organiséiert?

5. Wat mécht d'Regierung, wann sech d'Näschter vun der Asiatescher Runn op privatem Terrain befannen?

6. Wie kënnst fir d'Käschten op, wann Näschter onschiedlech gemaach musse ginn?

7. Gëtt et e Monitoring, deen den Impakt vun der Vespa velutina op d'Biodiversitéit analyséiert, a wa jo, wat sinn d'Resultater vun dëser Analys?

8. Denkt d'Regierung iwwer eng Meldepflicht no, wann en Nascht mat Asiatesche Runnen entdeckt gëtt?

9. Wéi kënnen déi zoustänneg Instanzen den Imker a Beienzüchter hëllef bei dëser Plo?

10. Gëtt et Méiglechkeete vun Entscheedung fir de Verloscht vun Hunnegbeiestäck duerch Attacke vun Asiatesche Runnen?

11. Ass d'Regierung am Austausch mat den Nopeschlänner (Frankräich, Däitschland, Belsch), fir eng grenzüberschreidend Koordinéierung am Kampf géint dës invasiv Aart opzebauen?

Réponse (07/01/2026) de **M. Serge Wilmes**, Ministere de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | **Mme Martine Hansen**, Ministere de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

ad 1. Laut den d'Donnéee vum järeleche Recensement 2025 gouf ee Verloscht bei de Beievëlker vu 16,1 % festgestallt. Dës ass méi héich par rapport zu de Joren 2024 (8,6 % Verloscht) an 2023 (9,4 % Verloscht). Am järeleche Recensement kann een net differenzéieren, ob d'Ursach vum Verloscht mat der Vespa velutina zesummenhängt. Allerdéngs hunn d'Experts apicoles an d'Imker méi Perten duerch Vespa velutina beklot.

An der Beefirst-Studie vun 2024, wou 389 Froebéi ausgewäert goufen, gouf ee Verloscht vu 24,2 % (211 Beievëlker) a Bezuch op d'Vespa velutina festgestallt.

ad 2. 2025 si bis ewell 215 Näschter vun der Naturverwaltung (ANF) neutraliséiert ginn. Säit 2020 sinn et der am Ganzen 373.

ad 3. D'ANF neutraliséiert aktuell d'Näschter, déi sech op ëffentlechen Terraine befannen a wou am direkten Ëmkrees eng Gefor fir Mënsche besteet, i. e. bei Schoulen, Altersheimer, Bushaltestellen etc.

ad 4. De Plan d'action fir d'Asiatesch Runn wäert am Wanter mat der Mathëllef vun de concernéierten Acteuren, wéi ënnert anerem de Verrieder vum Lëtzeburger Landesverband fir Beienzüucht an de Gemengen iwwerschaaft ginn. An deem Dokument wäerten d'wäerten an déi jeeeweileg Zoustännegkeete festgehal ginn.

ad 5. Am Prinzip ginn d'Näschter op Privatterrainen net vun der ANF neutraliséiert. D'Privatleit kréie geroden, sech un eng Firma ze wenden.

ad 6. Op ëffentlechen Terraine kënnst d'Gemeng oder d'ANF fir d'Käschten op, op Privatterrainen kommen d'Privatleit dofir op.

ad 7. Zu Lëtzebuerg gëtt et aktuell keen esou ee cibléierte Monitoring.

ad 8. De Besoin vun enger Meldeflicht wäert am Aarbechtsgrupp vum Plan d'action fir d'Asiatesch Runn analyséiert ginn.

ad 9. Am Kader vun dem Iwwerschaffe vum Plan d'action fir d'Asiatesch Runn wäert gekuckt ginn, wat fir eng Méiglechkeeten et gëtt, fir den Imker direkt an administrativ ze hëllefen, fir hir Beien am beschte géint dës Aart ze schützen.

ad 10. Et ass net virgesinn, fir d'Imker fir Beievëlker ze entscheedegen, déi duerch Vespa velutina verluer ginn. Bei Verloschter duerch d'Varroa-Milb gëtt dat och net gemaach.

ad 11. En Austausch op techneschem Niveau fënnt geleeëntlech statt, eng grenzüberschreidend Koordinéierung am Kampf géint dës invasiv Aart ass aktuell net en place.

Interrogatoire digital | Question 3160 (05/11/2025) de **M. André Bauler** | **Mme Simone Beissel** (DP)

D'Chambre du conseil léisst reegelméisseg Untersuchungsprisonéier vum Uerschterhaff an d'Stad an d'„Cité judiciaire“ respektiv op Dikrech op d'Bezierrgericht féieren, fir se do ze verhéieren. Dës geschitt iwwer d'„Unité de garde et d'appui opérationnel“ (UGAO) vun der Police.

Wann d'UGAO net genuch Leit huet, mussen aner Police-Unitéite respektiv Police-Kommissariater aus dem ganze Land mat asprangen, wat dozou féiert, dass dës Polizisten op hire Kommissariater hirer regulärer Aarbecht net kënnen nogoen.

Dës Transferte sinn net nëmme personalintensiv, mä och net onbedéngt ëmweltbewosst an doriwwer eraus a bestëmmte Situatiounen sécherheetstechnesch bedenklech.

Bei Autopsie gi schonn digital Léisungen agesat. D'Untersuchungsrichter kënnen sech iwwer Videokonferenz bäischalten, während d'Police nach ëmmer op Diddeleng an de „Laboratoire national de santé“ (LNS) fuere muss, fir op der Plaz d'Identitéit vun der Läich aus der jeeeweileger Affär ze confirméieren.

An deem Kader wollt mir der Madamm Justizministeresch an dem Här Inneminister folgend Froe stellen:

1. Wéi dacks goufen an deene leschte fënnf Joer Prisonéier respektiv Untersuchungsprisonéier tëscht deenen zwee Prisongen an de respektive Gerichter hin- an hiertransportéiert? Gëtt et do konkreet Zuelematerial aus de leschte fënnf Joer?

2. Wéi dacks hu misse Polizisten aus de Kommissariater ofgezu ginn, fir dës Aarbecht ze verrichten? Wéi vill Leit waren all Kéier betraff?

3. Ënner wat fir Konditiounen kéint een, virun allem bei den Untersuchungsprisonéier, op de Wee vu Videokonferenze goen – änlech wéi bei den Autopsien, wou Richter sech per Videokonferenz bäischalte kënnen?

Réponse (08/12/2025) de **Mme Elisabeth Margue**, Ministere de la Justice | **M. Léon Gloden**, Ministere des Affaires intérieures

ad 1. Fir eng richteg Aschätzung vun den Zuelen ass et wichteg ze präziséieren, datt d'Transporter tëscht deenen zwee Prisongen an de respektive Gerichter allgemeng just 1/3 vun de Missiounen vum Service vun der Unité de garde et d'appui opérationnel (Service de garde et de protection), dee mat esou Transporter beoptraagt ass, ausmaachen. Zu deenen Transporter do kommen ënner anerem dann nach

Transporter fir medezinnesch Visitten, Transporter zwëschen de Prisongen selwer, wéi och Transporter aus dem Centre de rétention an der Unisec, dobäi.

Donieft huet de Service de garde et de protection och nach eng Rei weider Missiounen, wéi:

- Huissiersdängscht während de Sitzungen op de Gerichter an der Stad Lëtzebuerg an zu Dikrech;
- Rapatriement;
- Ausliwwungen (entrant a sortant) vu Stroftäter;
- Uerdnungsdängschter am European Convention Center Luxembourg (ECLC);
- Uerdnungsdängschter an der Chamber;
- Kontrollen am ëffentlechen Transport.

Wat just déi gefroten Zuelen ugeet, huet d'Police an de leschten 3 Joer follgend Unzuel un Transporter tëscht deene verschiddene Prisongen an deene verschiddene Gerichter an der Stad Lëtzebuerg an zu Dikrech gemaach: ↑

Virun 2023 sinn d'Zuelen zu dësen Transporter net erausst ginn.

Et ass ze erwänen, dass allgemeng d'Zuel vu Gefaangenentransporter déi zwee lescht Joren erofgaangen ass. Sou ass d'Unzuel u Gefaangenentransporter, pro Prisonéier gekuckt, säit 2024 ëm 8 % erofgaangen an déi verschiddene Acteuren um Terrain schaffen drun, fir dës Transporter weider ze reduzéieren.

ad 2. Et ass net méiglech ze bestëmmen, wéi vill vun de Renforte just fir d'Transporter tëscht de Prisongen an de Gerichter agesat goufen.

De Service vun der Unité de garde et de protection vun der Police huet follgend Unzuel u Renforte vun de Kommissariater aus deene verschiddene Police-Regiounen kritt: ↑

Dës Renforte si fir alleguer d'Missiounen agesat ginn, déi de Service de garde et de protection ze erfëllen huet, an déi an der Äntwert op déi éischt Fro exposéiert goufen.

ad 3. D'Moossnamen, déi ergraff goufen, deelen sech op zwou Haaptachsen op.

Déi éischt Achs ass den allgemengen Ausbau vun der Videokonferenz. E substanzuellen Effort gouf gemaach, fir d'Gerichtssäll mat engem Videokonferenz-System auszustatten, souwuel beim Bezierrgericht a bei der Cour supérieure de justice an der Stad Lëtzebuerg, wéi och beim Bezierrgericht zu Dikrech. Dës System erméiglecht ënnert anerem dës Prozeduren iwwer Videokonferenz ze maachen:

- de Prononcé;
- d'Verhéiere vun den Zeien;
- d'Comparatioun vun de Parteien;
- Reunioun mat Experten.

Aktuell ginn all d'Sitzungen betreffend d'Ufroer fir provisoersch Fräiloossung, déi am Laf vun der Instruktiooun gestallt ginn an ënnert d'Kompetenz vun der Chambre du conseil fallen, per Videokonferenz duerchgefouert. D'Videokonferenz kann och ëmmer benotzt gi fir d'Verhandlungen, déi virun der krimineller a korrektionaler Chamber gemaach ginn, op Basis vum Artikel 116 Paragraph 4 vum Code de procédure pénale.

Laut dem Artikel 553 vum Code de procédure pénale, kënnen d'Untersuchungsrichter d'Videokonferenz och notzen, wann déi Persoun, déi verhéiert soll ginn, hospitaliséiert ass (z. B. bei Verdacht op Drogen, déi geschléckt goufen).

Allerdéngs bleift et an der Praxis wichteg, fir den éischte Verhéier physisch am Büro vum Untersuchungsrichter ze maachen, fir eng direkt Evaluatioun vun der Persoun ze erlaben a fir se präzis mat de



virgeworfene Faiten ze konfrontéieren an hiert Verhalen an hir Kierpersprooch ze observéieren.

Déi zweet Achs ass d'Ëmsetzung vun engem digitale System fir d'Consultatioun vun de Strofdossieren.

E Pilotprojet gouf gestart, mat deem mëttelfristeg d'Untersuchungsprisonéier d'Méiglechkeet kréien, hire Strofdossier iwwer en Tablet aus dem Centre pénitentiaire Lëtzebuerg an dem Centre pénitentiaire Uerschterhaff ze consultéieren.

D'Tester sinn aktuell um Terrain amgaang an am Fall vun engem positive Resultat soll dës System dauerhaft agefouert ginn. Dës Moosname wäerten dozou bäidroen, d'Zuel vun de Gefaangenentransporter bei d'Gerichter substanzuell ze reduzéieren.

Pafemillen | Question 3161 (06/11/2025) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

De Staat huet am Joer 2020 d'Klouschter Pafemille kaaft. 2022 kruten de Service national de la jeunesse (SNJ) an den Zentrum fir politesch Bildung zougesprach, d'Pafemille fir Aktivitéiten kënnen ze notzen. Thematiken, déi opgegraff goufen, waren ë. a. d'„Mémoire aux victimes de la Shoah“, d'„Sensibilisation contre l'antisémitisme et le racisme“ an d'„Promotion de la démocratie et des droits humains“. Schonn am Joer 2013 gouf vun engem Aarbechtsgrupp e Konzept ausgeschafft, fir en nationale Gedenkzentrum fir d'Affer vun der Shoah ze installéieren. Dëst Konzept gouf iwwerdeems och op enger Gedenkfeier am Juli 2013 op der Pafemillen offiziell virgestallt. Et sief drun erënnert, datt vun der Pafemillen aus Honnerte vu Mënsche vum nationalsozialisteschen Terrorregime deportéiert goufen a sech d'Pafemillen aus deem Grond wéi keng aner Plaz am Land ubitt, fir en nationale Shoah-Gedenkzentrum ze hebergéieren.

An deem Kontext hätt ech folgend Froen un d'Regierung:

1. Gouf d'Regierung schonn 2013 a Kenntnis vun deene Pläng gesat respektiv wéini gouf d'Regierung a Kenntnis gesat vun deene Pläng? Wéi huet d'Regierung deemools op dës Pläng reagéiert?

2. Wat huet sech zënter 2013 gedoen an ass dat uewe beschriwwent Konzept vun engem nationale Shoah-Gedenkzentrum op der Pafemillen ëmmer nach en Uleies vun der aktueller Regierung? Wa jo, wéini ka mat der Ëmsetzung vun deem Konzept gerechent ginn a wéi geet d'Regierung elo konkret vir, fir dëst Konzept ze realiséieren?

3. Wann nee, firwat ass – grad an Zäiten, wou nees traureg Tendenzen hin zum Antisemitismus ze beobachten sinn – d'Ariichte vun engem nationale Shoah-Gedenkzentrum keen Uleies méi vun der Regierung? Plangt d'Regierung eventuell, den nationale Shoah-Gedenkzentrum op enger anerer Plaz ze installéieren, wuel wëssend, datt d'Pafemillen sech aus historéische Grënn wéi keng aner Plaz am Land dofir géif ubidden?

Réponse (08/12/2025) de **M. Claude Meisch**, Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | **M. Luc Frieden**, Premier ministre | **M. Eric Thill**, Ministère de la Culture | **Mme Yuriko Backes**, Ministère de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Zanter 1969 organiséiert d'ASBL Comité Auschwitz all Joer den éischte Sonnden am Juli eng Gedenkzeremonie zu Cinqfontaines, fir un d'Affer vun der Shoah zu Lëtzebuerg ze erënneren. All Joer gëtt och am Hierscht e Gedenkconcert um Site vun der Pafemillen organiséiert. Bëid Evenementer hunn als

Zil, d'Erënnerung un d'Affer vun der Shoah zu Lëtzebuerg oprechtzerhalen.

D'ASBL MemoShoah Luxembourg huet hir Iddi, fir op dës geschichtsträchteger Plaz e Gedenkzentrum mat engem pedagogesche Konzept virzegesinn, eng éischte Kéier am Joer 2015 der deemoleger Regierung ënnerbreet. Konkreet Pläng oder Projekte gouf et dee Moment awer nach net. Déi Iddi gouf deemools vun der Regierung mat grousssem Interesse opgeholl an et ass gekuckt ginn, fir an de Besëtzen vun de Gebailechkeeten ze kommen. No méi laangwieriige Verhandlungen konnt de Staat d'Klouschter mat sengen Annexen den 31. Dezember 2020 vun de Sacré-Cœur-Pateren ofkafen. De Staat huet sech am Accord vum 27. Januar 2021 mat der jüddescher Communautéit engagéiert, fir zu Cinqfontaines e Centre commémoratif et éducatif anzeriichten.

ad 2. an 3. Zanter dem Joer 2022 ass eng permanent edukativ Equipe vum Zentrum fir politesch Bildung (ZpB) a vum Service national de la jeunesse (SNJ) vum Ministère fir Education, Kanner a Jugend (MENJE) op der Plaz an organiséiert Commémoratiounen, Visiten an edukativ Aktivitéiten, fir un d'Affer vun der Shoah ze erënneren, fir géint Virurteeler a Rassismus ze sensibiliséieren a fir d'Mënscherechter ze promovéieren. Um Internetsite www.cinqfontaines.lu féint een Detailler zu dem pedagogesche Konzept an den Offere. Parallell gouf un engem Konzept fir en nationale Shoah-Gedenkzentrum geschafft; d'Virschléi vun der Associatioun MemoShoah Luxembourg sinn an d'Iwwerleeung fir d'Zukunft vum Site mat agefloss.

Et goufen am Joer 2022 Consultatiounen mat interesséierten Organisatiounen a Privatpersounen organiséiert, opgrond vun deenen am selwechte Joer e Bauprogramm ausgeschafft gouf an un de Baute-ministère weidergeleert gouf. Dee Programm gouf vun engem Comité d'accompagnement, an deem nieft dem ZpB an dem SNJ och nach de Staatsministère an déi jüddesch Communautéit vertruede sinn, validéiert. Et ass virgesinn, datt op der Plaz e Formationszentrum mat Iwwernuechtungsméiglechkeeten entstoe soll. Am Gebai „Pafemillen“ soll, esou wéi vun der Associatioun MemoShoah Luxembourg virgeschloen, eng Gedenkplaz entstoen.

De Bauprogramm gesäit folgend Objektivier vir:

- créer un centre éducatif et commémoratif approprié ;
- commémorer les victimes déportées à et de Cinqfontaines pendant la Shoah et rendre hommage à leurs vies ;
- éduquer les jeunes et les adultes aux persécutions de la population juive du Luxembourg, faits historiques qui font partie intégrante de l'histoire du Luxembourg ;
- promouvoir la lutte contre l'antisémitisme et contre le racisme ;
- promouvoir l'humanisme, les droits humains, etc.

Op där Basis ass eng éischt Étude de faisabilité ausgeschafft ginn, déi Ufank 2025 ofgeschloss ginn ass. Dës Etude war néideg, well de Site eng ganz Rei Contrainten huet, deene muss Rechnung gedroe ginn. Opgrond vun de rezente staatlechen Acquisitiounen vun edukative Strukturen am Norde vum Land ass de Bauprogramm kierzlech nach eemol reevaluëiert an aktualiséiert ginn. Aktuell ginn nach verschidde Variante gepréift, woubäi de Bauprogramm awer am Prinzip kann ëmgesat ginn. D'Planunge fir d'Renovatioun vun de Gebaier lafen aktuell weider.

Och wann déi eigentlech Renovatiounen nach net ugelaft sinn, konnt een Deel vum Klouschter esou amenagéiert ginn, datt Aktivitéiten op der Plaz ugebuede kënnen ginn. Och Iwwernuechtungen sinn elo

schonns méiglech. Donieft gouf e Parcours mémoire mat zéng Statiounen ageriicht, unhand vun deem d'Visiteure méi iwwert déi tragesch Geschicht vum Site gewuer kënnen ginn.

Tensions institutionnelles au sein de l'Université du Luxembourg | Question 3162 (06/11/2025) de **Mme Françoise Kemp** (CSV)

Des publications de la presse luxembourgeoise parues début novembre 2025 font état de difficultés importantes au sein de l'Université du Luxembourg. Il y est fait mention, d'une part, de témoignages d'anciens collaborateurs rapportant des situations d'harcèlement moral et de licenciements contestés, y compris des contentieux en cours et au moins une décision judiciaire défavorable antérieure à l'université et, d'autre part, de litiges relatifs aux procédures de promotion, incluant des affirmations de changements de critères et de composition de comités ainsi que d'initiatives engagées devant la juridiction administrative.

La direction de l'université conteste l'existence d'un problème systémique et affirme la conformité de ses procédures internes.

Au regard du rôle de tutelle de l'État, ces éléments soulèvent des questions de gouvernance, de sécurité et de santé au travail, d'égalité de traitement, de bonne administration et d'utilisation des deniers publics.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur :

1) Pour les exercices 2020 à 2025, quel est le nombre annuel de signalements internes liés au harcèlement moral, à la discrimination, aux conflits professionnels ou à la violation présumée de procédures ?

2) Madame la Ministre peut-elle indiquer le changement de l'effectif au cours de la période de 2020 à 2025 et peut-elle parmi ces changements nous indiquer :

- Le nombre de départs en retraite ;
- Le nombre de départs volontaires ;
- Le nombre de licenciements ?

3) Parmi des licenciements, combien ont été contestés en justice ?

4) À la suite de décisions défavorables, quelles leçons organisationnelles et procédurales ont été tirées ?

Réponse (05/12/2025) de **Mme Stéphanie Obertin**, Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur

ad 1) Entre 2020 et 2025, le Service des ressources humaines de l'Université du Luxembourg a enregistré un total de 27 plaintes et signalements.

ad 2) Les effectifs moyens de l'université étaient de 2.110 en 2020, et sont de 2.687 en 2025, avec une ventilation pour cette période de six ans comme suit :

- départs en retraite : 69 ;
- départs volontaires : 163 ;
- ruptures automatiques de contrat (telles que la rupture faisant suite à une évaluation négative d'un comité d'évaluation de thèse, ou le non-renouvellement du permis de séjour) : 30 ;
- licenciements : 50.

ad 3) Quatre licenciements ont été contestés en justice pendant cette période.

ad 4) S'agissant des quatre licenciements contestés en justice, deux ont donné lieu à des décisions



défavorables pour l'université. L'analyse de cette situation a permis d'identifier la nécessité de renforcer la formalisation des faits reprochés aux salariés ainsi que d'améliorer la qualité et la complétude de la documentation constitutive des dossiers de licenciement.

L'université continue à consolider ses pratiques internes de suivi des situations individuelles, notamment en matière de traçabilité, et éventuellement de préparation des décisions disciplinaires. L'objectif est d'assurer une gestion des ressources humaines rigoureuse et équitable, de sécuriser davantage les procédures et de garantir la conformité aux exigences légales.

L'université promeut une démarche continue d'amélioration visant à accompagner au mieux son personnel dans la gestion quotidienne des équipes et demeure résolument engagée à offrir un environnement de travail et d'études sain, serein et propice au développement de chacun.

Campagne de recrutement de la Police grand-ducale | Question 3163 (07/11/2025) de M. Dan Biancalana (LSAP)

Le 27 octobre, la Police grand-ducale a annoncé le lancement d'une nouvelle campagne de recrutement visant à pourvoir plus de 200 postes vacants dans les carrières A1, B1 et C1 du cadre policier.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

1) Pour quelles raisons la carrière A2, correspondant au niveau du diplôme de Bachelor, n'a-t-elle pas été incluse dans la récente campagne de recrutement de la Police grand-ducale ?

2) Le ministère prévoit-il un recrutement pour la carrière A2 à court terme ? Si oui, quand ce recrutement sera-t-il lancé et combien de postes seront concernés ? Si non, pour quelles raisons aucun recrutement n'est envisagé dans cette carrière ?

3) Quel exercice de recrutement est prévu pour la carrière A2 et quels sont les domaines de compétence concernés par celui-ci ?

4) Combien de postes sont actuellement vacants dans chacune des carrières A1, B1 et C1 au sein de la Police grand-ducale ?

Réponse (19/11/2025) de M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures

ad 1) La loi du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale a introduit le groupe de traitement A2 dans le cadre policier. Entre le 1^{er} août 2018, date d'entrée en vigueur de cette loi, et mon entrée en fonction au mois de novembre 2023, aucun recrutement n'avait encore été effectué dans ce nouveau groupe de traitement.

L'accord de coalition du présent Gouvernement prévoit que « La carrière A2 sera plus clairement définie. » J'ai décidé la mise en place d'un groupe de travail composé de représentants de mon Ministère, de la direction générale de la police et des différents syndicats de police. Le groupe de travail a reçu pour mission de déterminer les missions et les postes à occuper par des « A2 » du cadre policier.

Les réflexions sur l'implémentation de la carrière du A2 du cadre policier sont actuellement toujours en cours et continueront parallèlement au reclassement de certains membres du cadre policier du groupe de traitement C1 au B1 et au relancement du mécanisme

temporaire de changement de groupe de traitement dit « voie expresse ».

À la lumière de ce qui précède, le groupe de traitement A2 policier ne fait actuellement pas partie de la récente campagne de recrutement de la Police grand-ducale.

Je me permets cependant de remarquer que la Police grand-ducale recrute déjà depuis plusieurs années dans la carrière A2 du cadre civil de la police notamment pour des postes d'informaticiens, de gestionnaires de projets ou encore d'infographistes.

ad 2) Un certain nombre de questions devront être clarifiées au préalable au niveau du groupe de travail avant le lancement d'un recrutement au sein de la carrière A2 du cadre policier.

ad 3) Je me permets de renvoyer l'honorable Député à mes réponses aux questions sub 1. et sub 2.

ad 4) Le nombre de postes vacants alloués en plus à la Police grand-ducale s'élève à 205 pour l'année 2026. La répartition par carrière se présente comme suit :

- A1 : 5
- B1 : 160
- C1 : 40.

Il convient de préciser qu'à l'instar des années précédentes, l'ensemble des postes vacants sera probablement occupé pour mi-2026.

Empreinte environnementale de l'IA | Question 3164 (07/11/2025) de M. Franz Fayot | M. Georges Engel | M. Ben Polidori (LSAP)

L'empreinte carbone du numérique ne cesse d'augmenter. Les émissions CO₂ des centres de données illustrent cette évolution, leur empreinte s'étant triplée entre 2018 et 2024. En 2024, les centres de données représentaient aussi environ 1,5 % de la consommation mondiale d'électricité, soit 415 térawattheures (TWh). Parmi les moteurs de cette évolution, l'intelligence artificielle (IA) joue un rôle croissant. L'Agence internationale de l'énergie (AIE) estime que l'IA représentera 15 % de la charge des centres de données en 2025, pour atteindre 55 % en 2030.

Récemment, un journal hebdomadaire a fait des calculs similaires pour le Luxembourg⁹. Dans cet article, l'auteur note qu'en 2040 les centres de données représenteront jusqu'à 13 % des besoins en électricité aux heures de pointe, soit une explosion d'un multiple de 25 des besoins actuels.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité, ainsi qu'à Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme :

1) Quels standards contraignants d'efficacité énergétique le Gouvernement impose-t-il actuellement aux centres de données au Luxembourg, et comment ces standards se comparent-ils aux meilleures pratiques européennes ?

2) Le Gouvernement envisage-t-il d'introduire des mesures ou critères supplémentaires pour les nouveaux centres de données à haute intensité énergétique, notamment ceux dédiés à l'IA, afin d'assurer une gestion énergétique conforme aux engagements climatiques et aux objectifs de durabilité, en

attendant l'établissement de normes européennes minimales ?

3) Le Gouvernement peut-il fournir des données précises sur l'empreinte carbone actuelle des centres de données luxembourgeois, ventilées par opérateur et exprimées en tonnes de CO₂ par an ?

4) Face aux projections indiquant que les centres de données pourraient représenter 13 % de la consommation électrique aux heures de pointe en 2040, quelles mesures concrètes le Gouvernement compte-t-il prendre pour encadrer cette croissance afin de garantir la compatibilité avec les engagements climatiques du Luxembourg ?

5) Le Luxembourg a manqué la date limite du 11 octobre 2025 pour transposer la directive (UE) 2023/1791 relative à l'efficacité énergétique et modifiant le règlement (UE) 2023/955 (refonte). Quelles sont les raisons de ce retard, et pourquoi cette directive, essentielle pour réduire la consommation énergétique et les émissions de CO₂, ne figure-t-elle pas parmi les priorités législatives du Gouvernement ?

Réponse (05/12/2025) de M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1) Des standards de performance énergétique des centres de données sont en préparation au niveau européen. En effet, la directive (UE) 2023/1791 relative à l'efficacité énergétique (EED) dispose dans son article 12 que la Commission européenne présente des propositions législatives contenant de nouvelles mesures permettant d'améliorer l'efficacité énergétique des centres de données, notamment l'établissement de normes minimales de performance. Ces propositions peuvent par ailleurs définir un calendrier dans lequel les centres de données existants seront tenus de satisfaire à une performance minimale.

En attendant la mise en vigueur des normes minimales de performance énergétique et conformément à l'article 12 de l'EED, le Luxembourg encourage les propriétaires et les exploitants des centres de données situés sur son territoire, à tenir compte des bonnes pratiques figurant dans la version la plus récente¹⁰ du Code de conduite européen sur l'efficacité énergétique des centres de données.

Afin de minimiser l'impact sur la consommation énergétique du pays, il convient de récupérer et réutiliser utilement la chaleur fatale des grands centres de données, notamment en alimentant des réseaux de chauffage urbains ou de grands consommateurs de chaleur. Le Gouvernement, en coopération avec les acteurs locaux, est prêt à faciliter la réalisation de tels projets.

Finalement, l'empreinte carbone des centres de données est fortement dépendante de l'électricité consommée. Le Gouvernement encourage donc les propriétaires et les exploitants des centres de données à s'alimenter en électricité renouvelable et à investir eux-mêmes dans des capacités de production d'électricité renouvelable.

ad 2) En attendant la mise en vigueur de normes européennes de performance énergétique des centres de données et comme indiqué ci-avant, le Gouvernement encourage l'engagement des propriétaires et exploitants des centres de données à appliquer le Code de conduite européen sur l'efficacité énergétique des centres de données, facilite la valorisation de la chaleur fatale des grands centres de données et incite les propriétaires et les exploitants à

⁹ Adam, J. (2025, 10 octobre). « Künstliche Intelligenz » befeuert die Klimakrise. « WOXX », p. 4.

¹⁰ 2025 Best Practice Guidelines for the EU Code of Conduct on Data Centre Energy Efficiency*

investir dans des capacités de production d'électricité renouvelable pour alimenter les centres de données.

En plus de leur forte consommation d'énergie électrique, le refroidissement par eau des centres de données peut entraîner des consommations d'eau élevées. Tenant compte des objectifs de durabilité, le refroidissement par air d'un centre de données peut, dans certains cas, être une solution favorable. En effet, bien qu'il entraîne une consommation d'énergie légèrement plus élevée, l'économie substantielle de la consommation d'eau peut justifier de privilégier cette option.

Vu l'importance stratégique des centres de données à l'échelle de l'Union européenne, la Commission européenne élabore actuellement un paquet de mesures sur l'efficacité énergétique des centres de données, qui prévoit aussi la création d'un label pour les centres de données en Europe. Ce label comprendra des informations sur la consommation d'énergie et d'eau des centres de données ainsi que sur l'utilisation de sources d'énergie renouvelables. Parallèlement, la Commission établit une feuille de route stratégique pour la numérisation et l'IA dans le domaine de l'énergie. Elle s'appuiera sur les mesures facilitant une intégration durable des centres de données dans le système énergétique et exploitera le potentiel des technologies numériques pour rendre le système énergétique plus efficace.

ad 3) Conformément à l'article 12 de l'EED, la Commission européenne met en place une base de données européenne sur les centres de données regroupant les informations communiquées par les centres de données ayant une demande de puissance des technologies de l'information installées d'au moins 500 kW. La base de données européenne est mise à la disposition du public à un niveau agrégé. Par conséquent, le Luxembourg, à l'instar de maints autres pays européens, n'envisage pas de créer une base de données nationale.

Or, il convient de souligner que les centres de données consomment principalement de l'énergie sous forme d'électricité. Il en résulte que les émissions directes de CO₂ des centres de données sont, si jamais il y en a, très faibles en raison de leur faible consommation de combustibles fossiles. Cependant, leurs émissions indirectes de CO₂ dépendent du mix électrique qu'ils consomment.

ad 4) Les mesures concrètes actuellement prises à l'échelle nationale et européenne pour encadrer la croissance des centres de données sont présentées dans les réponses aux questions 1 et 2 :

- Établissement de normes européennes de performance énergétique ;
- Code de conduite européen sur l'efficacité énergétique ;
- Création d'un label européen pour les centres de données ;
- Valorisation de la chaleur fatale des grands centres de données ; et
- Alimentation en électricité renouvelable des centres de données et incitation des propriétaires et exploitants à investir dans des capacités de production d'électricité renouvelable.

Ces mesures visent, d'une part, à minimiser la croissance de la consommation d'énergie engendrée par le développement des centres de données par l'implémentation des meilleures technologies disponibles et, d'autre part, à assurer que les centres de données soient alimentés en électricité renouvelable.

Comme évoqué dans la réponse à la question 3, les centres de données consomment principalement de l'énergie sous forme d'électricité. Il en résulte que

les émissions directes de CO₂ des centres de données sont, si jamais il y en a, très faibles en raison de leur faible consommation de combustibles fossiles. La contribution future des centres de données au bilan national des gaz à effet de serre reste dès lors faible et leur croissance ne pose donc pas de défi particulier par rapport aux engagements climatiques du Luxembourg.

Il convient de noter qu'outre l'énergie elle-même, une condition supplémentaire et préalable à la construction de centres de données est la disponibilité d'une capacité suffisante du réseau électrique. Ainsi, avant de construire un centre de données, le développeur du projet soumet son projet à l'opérateur de réseau concerné qui vérifie cette disponibilité et autorise le raccordement s'il ne compromet pas la sécurité du réseau et de l'approvisionnement des autres clients.

Afin d'assurer une disponibilité de capacité la plus haute possible, le Gouvernement considère comme priorité que les gestionnaires de réseau continuent à développer le réseau (par exemple moyennant le projet 380) et mettent en œuvre des mesures complémentaires pour utiliser le réseau de manière efficace, par exemple grâce à des systèmes de stockage et à des contrats de raccordement flexibles, tel que décrit dans la « Spächerstrategie Lëtzebuerg », ainsi que dans la réponse à la question parlementaire n° 2598.

ad 5) L'élaboration du projet de loi transposant la directive (UE) 2023/1791 relative à l'efficacité énergétique est en cours de finalisation.

Par ailleurs, une série de dispositions de la directive sont déjà transposées en droit national, telles que le mécanisme d'obligations en matière d'efficacité énergétique ou des mesures alternatives de politique publique par le biais de la taxe CO₂.

Il convient également de souligner que de nombreuses dispositions de la directive permettent une mise en œuvre pratique, comme l'information et la sensibilisation des consommateurs d'énergie ou encore le financement des mesures d'efficacité énergétique, pour lesquels le Luxembourg dispose déjà d'un cadre solide.

.....
Prise en charge de la gestion et de l'administration de médicaments | Question 3165 (07/11/2025) de M. Ben Polidori | M. Georges Engel (LSAP)

Dans l'accord de coalition 2023-2028, le Gouvernement s'est engagé à assurer un financement durable des prestations prises en charge par l'assurance maladie et l'assurance dépendance. Plus particulièrement, il a été annoncé que certaines prestations actuellement non couvertes par ces assurances, mais effectivement prestées par les gestionnaires des structures d'hébergement et des réseaux d'aides et de soins – notamment la gestion et l'administration de médicaments – bénéficieraient à l'avenir d'un financement par la Caisse nationale de santé (CNS), afin d'éviter que ces coûts ne soient répercutés sur les usagers et résidents.

Or, force est de constater qu'à ce jour, aucune mesure concrète n'a été mise en œuvre dans ce sens.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil et à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) Où en sont les travaux relatifs à la mise en œuvre de l'engagement gouvernemental concernant la prise en charge de la gestion et de l'administration de médicaments ? Quelles sont les étapes franchies à ce jour et quelles sont les prochaines étapes prévues ?

2) Quand ont eu lieu les dernières réunions de travail ou négociations avec les partenaires concernés (prestataires, CNS, autres acteurs) sur ce dossier ?

3) Dans quel délai le Gouvernement prévoit-il la mise en œuvre effective de cette mesure permettant le financement par la CNS des prestations visées ?

Réponse (01/12/2025) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) Actuellement la gestion et l'administration des médicaments fait déjà partie des services proposés aux personnes en perte d'autonomie par une grande majorité des prestataires d'aides et de soins que ce soit par les établissements ou par les réseaux d'aides et soins. Cette prestation ne bénéficie cependant d'aucune prise en charge par la Caisse nationale de santé (CNS), ni au niveau de l'assurance maladie ni au niveau de l'assurance dépendance et reste à charge du bénéficiaire soit par le biais du prix de pension soit par une facturation de l'acte par le prestataire. de la gestion et de l'administration des médicaments garantirait un accès égalitaire à la prestation indépendamment du prestataire et indépendamment du lieu de vie de la personne dépendante.

C'est dans ce cadre que les travaux liés à la mise en œuvre de l'engagement gouvernemental ont été engagés au second semestre 2025. Ils portent sur la définition du périmètre de la prestation, de son mode d'attribution ainsi que sur les modalités de prise en charge.

Les prochaines étapes consisteront en la finalisation de ces analyses, l'examen des conditions de mise en œuvre opérationnelle et la préparation de l'avant-projet de loi.

ad 2) Les dernières réunions de travail et d'analyse ont eu lieu au mois de novembre 2025 et associent selon les thématiques des experts du Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale, de l'Administration d'évaluation et de contrôle de l'assurance dépendance, des départements Assurance dépendance et Médicaments de la CNS, et des représentants de la COPAS.

ad 3) Comme indiqué ci-dessus, l'élaboration de l'avant-projet de loi est en cours et sera introduit dans la procédure législative au cours du premier trimestre 2026.

.....
Permis de conduire et carte d'immatriculation numériques | Question 3166 (07/11/2025) de M. Laurent Mosar (CSV)

Le Gouvernement allemand a déposé le 6 novembre dernier un projet de loi qui crée une base légale pour l'introduction du permis de conduire digital. Si la loi est adoptée, les conducteurs allemands pourront présenter leur permis de conduire sur leur smartphone avant la fin 2026. Le même jour, le Gouvernement allemand a présenté la carte d'immatriculation digitale, qui est déjà en vigueur et qui permet aux conducteurs de consulter et de présenter le document d'immatriculation de leur véhicule sur une application sur leur smartphone.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Le Gouvernement entend-il introduire le permis de conduire digital au Luxembourg ?

2) Si oui, à quelle date ?

3) Le Gouvernement entend-il introduire la carte d'immatriculation digitale au Luxembourg ?

4) Si oui, à quelle date ?

Réponse (04/12/2025) de **Mme Yuriko Backes**,
Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

L'honorable Député s'enquiert sur le permis de conduire et la carte d'immatriculation numérique.

ad 1) Le Conseil des ministres et le Parlement européen ont trouvé un accord pour une nouvelle directive (directive (UE) 2025/2205 du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2025 relative au permis de conduire). Celle-ci prévoit également l'introduction d'un permis de conduire digital. Dans le cadre de la transposition de ladite directive, le Luxembourg introduira un permis de conduire digital.

ad 2) Il n'est à ce stade pas possible d'avancer de date précise. En effet, les règlements techniques pour le permis de conduire digital font actuellement défaut et doivent encore être élaborés par la Commission européenne. La directive prévoit au plus tard la date du 26 novembre 2026 pour la publication de ces règlements techniques. Le délai de transposition prévu pour l'ensemble de la directive est fixé au novembre 2028 avec une entrée en vigueur en novembre 2029.

ad 3) L'éventuelle introduction d'un certificat d'immatriculation digital au Luxembourg dépendra de l'issue du processus législatif européen en cours. La proposition de directive du Parlement européen et du Conseil concernant les documents d'immatriculation des véhicules et les données relatives à l'immatriculation consignées dans les registres nationaux des véhicules, abrogeant la directive 1999/37/CE du Conseil, encore en discussion au sein du Conseil et du Parlement européen, prévoit l'obligation pour les États membres d'émettre les certificats d'immatriculation sous format électronique.

Cette initiative s'inscrit dans la volonté de l'Union européenne d'accompagner la transition numérique et de réduire les obstacles administratifs liés notamment à la réimmatriculation de véhicules entre États membres. Si la directive est adoptée, les certificats d'immatriculation dématérialisés deviendraient la norme, tout en laissant aux citoyens la possibilité d'obtenir un document physique. Au vu de la place centrale accordée à la digitalisation dans l'accord de coalition 2023-2028, qui prévoit notamment la mise en place d'un portefeuille électronique officiel et la généralisation des démarches administratives digitales, le Luxembourg suit de près les travaux européens afin d'anticiper et d'évaluer les ajustements techniques et juridiques qu'une telle évolution pourrait nécessiter.

ad 4) Aucune date n'est connue à ce stade. Si la directive est adoptée au niveau européen, son application interviendrait après la période de transposition prévue, soit probablement dans un délai d'environ cinq ans après son entrée en vigueur.

Foire de l'étudiant 2025 | Question **3167**
(10/11/2025) de **Mme Françoise Kemp** | **M. Maurice Bauer** | **M. Ricardo Marques** (CSV)

D'Studentefoire 2025 huet de leschte Weekend zu Belval stattfont an domat hir, zënter e puer Editiounen, etabléiert Verankerung am Süde vum Land confirméiert. D'Manifestatioun gëllt als ee vun de wichtigste Rendez-vousen am nationale Kalenner vun der Studien- a Beruffsoorientéierung: Schüler an Eltere kréien an engem kompakte Kader en Iwwerbléck iwwer in- an auslänneschen Offeren, d'Zouloossungsbedingungen, d'Finanzéierungsméiglechkeeten an d'Transitiounsphasen tëscht Lycée an Héichschoul. Gläichzäiteg ass d'Foire eng Schauffenster, fir eis Héichschoulen an ëffentlech Verwaltung

fir hir Programmen, Innovatiounen a Servicer virzestellen.

Eis gouf matgedeelt, dass d'ACEL an déi zougehéireg Cercle net zefridde mat der aktueller Ausleeung vun der Studentefoire, déi säit 2020 um Belval organiséiert gëtt, sinn. Sie bemängelen net nëmmen, dass, duerch de Plazmangel, d'Foire iwwer verschidde Gebaier verdeelt ass, mee dass duerch déi reduzéiert Kapazitéit vum Site verschidden Acteuren net méi kënnen un der Foire deelhuele, wat een Deel vun der Attraktivitéit vun der Foire ewechhëlt. Doriwwer eraus mécht d'Verdeelung et net méiglech fir d'Schüler, an zwou Stonnen dat ganz Potential vun de Stänn ze erfassen.

Duerch déi limitéiert Kapazitéit vum Site kënn derbäi, dass contrairement zum Site an der Luxexpo, wou am Joer 2016 nach 232 Stänn vertruede waren, aktuell nëmmen nach ongeféier 130 Acteure konnten deelhuele. Dat huet och zur Konsequenz, dass d'Implantatioun vum Site eng Croissance vun der Foire onméiglech mécht.

Fir eng Rei Lycéeën/Eltere schéngt och den Trajet bis op de Standuert Belval ze vill wäit/komplizéiert ze sinn. Laut der Émfro hunn d'Schüler geschätzt 56,6 Minutten Trajet op sech geholl, fir op d'Foire ze kommen.

An deem Kontext wollte mir folgend Froen un d'Madamm Ministesch fir Fuerschung an Héichschoul stellen:

1. Wéi eng Evaluatioun huet de Ministère bis elo iwwert d'Studentefoire zënter hirem Verleeë vum Standuert op Belval gemaach?
2. Wéi vill Visiteure goufen an de leschte sechs Editiounen jee gezielt, am Verglach zu de Joren, wou d'Studentefoire nach an der Stad (Luxexpo) ofgehal gouf?
3. Kann de Ministère eng Oplëschtung vun der Unzuel un Aussteller aus deene sechs Editiounen virleeën?
4. Huet de Ministère Enquêtes oder Feedbacks vun de Participanten (Schüler, Elteren, Schoulen an Aussteller) analyséiert an, wa jo, wat sinn d'Hauptconclusiounen?
5. Gëtt et Iwwerleeungen, d'Organisatioun oder d' Lokalisatioun vun der Studentefoire nach eemol ze iwwerpräiwen, fir hir Attraktivitéit ze iwwerdenken?

Réponse (08/12/2025) de **Mme Stéphanie Obertin**,
Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur

Am Virfeld ass ze ënnersträichen, dass d'Studentefoire an de leschte Joren a verschiddene Formater stattfont huet, bedéngt duerch d'Pandemie an d'kontinuërléche Weiderentwécklung vum Konzept:

- 2019: Foire en présentiel an der Luxexpo an der Stad (lescht Editioun virum Wiessel vum Site);
- 2020: Wéinst Covid-19 eng komplett digital Editioun, organiséiert als „Semaine de l'orientation“ mat enger Exploratiouns- an enger Interaktiounsphas;
- 2021: Hybrid Form: eng digital Plattform (Exploratiouns- an Interaktiounsphas) kombinéiert mat enger „Journée de rencontre“ en présentiel um Campus Belval mat exklusiv Lëtzebuerger Expositanten (Universitéit Lëtzebuerg, BTSen, Lunex, LSB, Studentenassociatiounen a -cercle);
- 2022: Hybrid Form: zwee Deeg Foire en présentiel um Campus Belval, ergänzt duerch eng digital Plattform bis Enn Dezember;
- 2023: Hybrid Form: Foire en présentiel an dräi Gebaier um Campus Belval, plus eng digital Plattform bis Januar;

– 2024: Hybrid Form: eng änlech Konfiguratioun wéi 2023, mat véier Gebaier en présentiel an enger digitaler Plattform bis Januar;

– 2025: Exklusiv en présentiel um Campus Belval, ouni digitalen Deel, mat enger verstärkter Zentraliséierung vun den Expositanten a véier Gebaier.

Dës Evolutioun weist, wéi d'Formater a Modalitéiten all Joer adaptéiert goufen an erklärt, firwat d'Zuele vun de Visiteuren an den Expositanten tëschent de Joren 2020 respektiv 2021 an 2025 net ëmmer direkt vergläichbar sinn.

ad 1. Zënter dem Verleeë vun der Studentefoire op de Campus Belval am Joer 2021 huet de Ministère all Editioun analyséiert an op Basis vum ëmfassende Feedback vu Schoulen, Schüler, Expositanten an der ACEL kontinuërléche Verbesserung virgeholl.

Direkt no de Covid-Joren (2020–2023) goufen all Joer breet Enquêtes de satisfaction realiséiert, déi sech op d'Qualitéit vun der Organisatioun, d'Accessibilitéit, d'Signaletique, d'Auswiel un Expositanten an de Site selwer konzentréiert hunn. Déi Analyse weisen, dass déi grouss Majoritéit vun de Schüler an Expositanten zefridde mam Site a mam Konzept um Belval war. Z. B. waren am Joer 2022 ronn 76 % vun de Schüler a 77 % vun den Expositanten zefridde wat de Site ugeet. Méi mitigéiert war d'Aschätzung vun den Enseignant- en an de Vertrieeder vun de Cellules d'orientation et d'intégration scolaires aus de Lycéeën. (Fir d'Detailer vun deene verschiddenen Enquêtes, verweisen ech op d'Dokumente, déi ech op Ufro vun der Sensibilitéit politique vun „déi gréng“ den 19. November der Chamber zoukomme gelooss hunn.)

Zënter 2024, wou d'Konzept um Belval etabléiert war, ass op eng Online-Enquête verzicht ginn. D'Exposante goufen awer aktiv opgefuerdert, kritesch Bemierkungen a Verbesserungsvirschléi per Mail eranzeginn. Fir 2025 huet dës Approche zu vill positivem internationalen an nationale Feedback gefouert (ë. a. iwwert d'Qualitéit vun der Organisatioun, d'Accessibilitéit an d'Diversitéit vun den Expositanten).

Gläichzäiteg huet de Ministère all Joer konkret Upassungen um Site an am Konzept virgeholl (Signaletique, Informatiounszelter, Choix vun de Gebaier, Rotatioun vun Expositanten, nei Servicer wéi Mobile Guiden, geziilt Social-Media-Campagnen asw.).

D'Conclusioun vum Ministère war deemno, dass d'Foire um Belval mam viséierte Fokus op akademesch Héichschoulformatiounen sech als héichwäerteg Informatiounsveranstaltung fir dee Beräich etabléiert hat.

ad 2. Eng manuell oder maschinell exakt Zielung gouf fir keng vun de Studentefoiren (presentiellen Deel) duerchgefouert. Eng manuell Zielung gouf et nëmme fir d'Covid-Editioun 2021. Allerdéngs hat dës Zielung net d'Objektiv, eng total Zuel u Visiteure festzehalen, mee ze evaluéieren, ob déi sanitär zoulässeg Visiteurszuel pro Gebai net iwwerschrott géif.

Fir d'Foiren an der Luxexpo (bis 2019) läit déi geschätzte Frequentiatioun, opgrond vum MESR verdeelte Broschüren an opgrond vun enger maschineller Zielung (Portique), déi allerdéngs multipel Zielunge vu Persounen net ausschléisst, bei ronn 8.000 bis 9.000 Visiteuren. Bis 2019 goufen, nieft de Lëtzebuerger Lycéeën, och Lycéeën aus der Groussregioun ugeschriwwen an op d'Studentefoire invitéiert, esou dass dës en Deel vun de Visiteuren ausmaachen.

D'Zuele vun de Joren 2022–2025 (ca. 6.000 Schüler, ëmmer op de presentiellen Deel vun der Foire bezunn) baséieren op den Zuele vu potenzielle Visiteuren (all Schüler op 1^{er} an 2^e, déi prinzipiell fir en Héichschoulstudium a Fro kommen) a vun de



Visite-Creneauen, déi vum Ministère fir Erziéung, Kanner a Jugend (MENJE) organiséiert goufen (4 Creneae x ca. 1.500 Schüler), ergänzt duerch Enseignanten, Elteren an aner Visiteuren.

Et bleift ze ënnersträichen, datt d'Studentefoire sech op eng qualitativ héichwäerteg Informatioun fir déi relevant Zilgrupp (Schüler, Elteren, Enseignanten) konzentréiert. Dës Approche ass am Aklang mat der ursprénglecher Vocioun vum der Foire.

ad 3. Hei d'Oplëschtung vum der Unzuel un Aussteller aus de leschte sechs Editiounen: [†]

ad 4. Wéi a menger Äntwert op déi éischt Fro scho preziséiert, gouf fir d'Editiounen 2020, 2021, 2022 an 2023 allkéiers eng breet Enquête de satisfaction duerchgefouert, ausgewäert an duerno konkreet Adaptatiounen fir d'Editioun vum Joer drop ëmgesezt. Zënter 2024 gouf op dës Online-Enquête verzicht, well d'Konzept um Belval stabill etabléiert war. 2024 a 2025 goufe sämtlech Expositanten awer systematesch opgefuerdert, Feedback via E-Mail eranzeginn.

Aus den Enquêtes an deem genannte Feedback ass ervirgaangen, dass dat allgemengt Objektiv vum enger héichwäerteger Informatiounsveranstaltung iwwer akademesch Héichschoulstudie mat der Foire um Belval erreicht gouf.

ad 5. Ech sinn oppe fir e konstruktiven Dialog a fir nei Iddien, am Austausch besonnesch mat der ACEL an allen aneren Acteuren, déi eng Roll an der Schülerorientéierung an -informatioun spillen.

An deem Sënn hunn ech mech an engem Gespréich, de 25. November 2025, mat de Responsabele vum der ACEL ausgetosch iwwert eng méi holistesche Approche vum der Foire, domadder verbonnen iwwert eng Offer, déi sech och méi spezifesch géif u Jonker wenden, déi keen Héichschoulstudium viséieren, an deemno iwwert eng méi grouss Diversitéit vum Expositanten (mat ë. a. méi Expositanten aus der Berufswelt an aus dem Beräich vum der nonformaler an informeller Bildung), genau wéi iwwert eng méiglech méi enk Koordinatioun mam MENJE an, le cas échéant, mam Aarbechtsministère an de Servicer vum der ADEM.

Den Héichschoulministère zesumme mat de Vertrieeder vum der ACEL wäerten en entsprecheend Konzept ausschaffen. Fir esou en neit Konzept wäert de Site Belval d'Ufuerderungen net méi kënnen erfëllen, opgrond vum enger méi grousser Unzuel un Expositanten, a mir wäerte mat der ACEL zesummen e Site fannen, deem der neier Ausrichtung vum der Studentefoire ka gerecht ginn.

Radars de contrôle du covoiturage sur l'A3 | Question 3168 (10/11/2025) de M. Fred Keup (ADR)

Viru Kuerzem goufen op der A3 neiaarteg Radaren installéiert, déi sollen iwwerwaachen, ob an de Gefierer, déi d'Spuer fir Fuergemeinschaften notzen, tatsächlech op d'mannst zwou Persounen setzen.

An deem Zusammenhang géif ech der Madamm Verkéiersministerin gären dës Fro stellen:

– Kënnen déi nei Radaren och erkennen, ob e Puppelchen oder e klengt Kand hannen am Auto setzt? Falls jo, ginn dës als zweet Persoun gezielt?

Réponse (08/12/2025) de **Mme Yuriko Backes**, Ministère de la Mobilité et des Travaux publics

Den honorabelen Deputéierte stellt Froen zu den neie Radaren op der Autobunn A3.

Wann op de Biller vum neie Radar e Puppelchen oder e klengt Kand am hënneschte Beräich vum Gefier ze erkennen ass, gëtt dës Persoun vum System mat erfaasst an als zweet Persoun gezielt.

Vol de cartes de crédit | Question 3169 (10/11/2025) de Mme Corinne Cahen (DP)

An de Meedie gi reegelméisseg Zeienopriff vu Persounen publizéiert, déi mat enger geklauter Kreditkaart probéieren Suen opzehiewen. Dës Opriff ginn awer dacks eréischt méint no der Dot verëffentlecht, wéi beispillsweis am Fall vum engem Opruff am November 2025 fir een Delikt, deem op den 3. März zeréckgeet.

An deem Kader wollt ech dem Här Inneminister an der Madamm Justizministerin folgend Froen stellen:

1. Wéi ass et méiglech, dass et esoulaang dauert, fir een Zeienopruff ze maachen?

2. Sinn d'Ministeren net der Meenung, dass dat vill méi séier misst passéieren, fir d'Chance ze erhéijen, déi betrafte Persoun ze fannen?

3. Wéi vill Zeienopriff sinn zënter 2020 pro Joer publizéiert ginn?

4. Wéi héich ass d'Erfolgsquot bei esou Opriff? Wéi vill vum de beschëllegte Persounen ginn nom Opruff identifizéiert an dem zoustännegen Riichter presentéiert?

Réponse (03/12/2025) de **M. Léon Gloden**, Ministère des Affaires intérieures | **Mme Elisabeth Margue**, Ministère de la Justice

ad 1. Den Delai tëschent engem Incident an engem Zeienopruff ass um Internetsite vum der Police erkläert an duerch Beispiller illustréiert (<https://police.public.lu/fr/support/faq/appels-a-temoin-enquetes-publiques-aide-de-la-population.html>).

D'Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 3497 vum 2018 vum Här Graas an dem Här Krieps ass nach ëmmer richteg, datt et verschidde Facteure gëtt, déi determinéieren wéi laang et dauert bis en Zeienopruff vum der Police an der Press an op de soziale Meedie gemaach gëtt.

D'Prozedur fänkt eréischt un ze lafe vum deem Moment un, wou eng Plainte bei der Police agereicht gouf. Eenzel Fäll kënnen schonn op Basis vum den internen, vu Polizisten, geliewerten Informatiounen geléist ginn. Sollt dës Demarche ouni Succès bleiwen, kann op Demande vum Parquet eng Pressematdeelung gemaach ginn. Et muss ënnerstrach ginn, datt et sech beim Zeienopruff via eng Pressematdeelung ëm ee Mëttel handelt, wat als leschte Recours an enger Enquête agesat gëtt. Sou gëtt nëmmen dann decidéiert, d'Billen vum enger Persoun ze verëffentlechen, wa keng vun den anere Moossnamen an der Enquête Erfolg hat.

D'Fro vum Delai kann also net pauschal beäntwert ginn, och well all Fall individuell betruecht muss ginn.

ad 2. Et muss en Ënnerscheed ginn, ob et sech ëm eng kriminell Dot handelt, oder ob et ëm d'Sécherheet an dat physischt Wuel vum enger Persoun geet, wéi am Fall vum enger „disparition inquiétante“ vu Persounen, Erwuessenen oder Mannerjärege. Et ass um Parquet fir zesumme mat de Policebeamten, déi mat der Affär befaasst sinn, ze evaluéieren, wéi eng Ermëttlungsmoossnamen agesat ginn (z. B. en ëffentlechen Opruff).

Et gëllt juristeschen administrativ Prozeduren ze respektéieren, déi an engem Rechtsstaat festgeluecht sinn. D'Publizéieren vum Detailer während enger Enquête riskéiert onschëllege Leit ze schueden oder d'Enquête ze behënneren.

Ugesiicht der potenziell staark stigmatiséierender Wirkung, déi eng Verëffentlechung vum der Foto vum enger Persoun an de Meedie mat sech bréngt, ass eng länger Zäitspann a verschidde Fäll gerechtfärdegt. Och mussen d'Grondrechter wéi d'Présomption

d'innocence an den Droit à l'image consideréiert ginn.

Dann ass et och esou, dass net bei all Fall direkt e Bild vum engem Tatverdächtige virläit, mee dass dës fir d'éischt ausfënneg gemaach muss ginn an dann – op Entscheedung vum den Autorités judiciaires – saisiéiert muss ginn.

Informatiounen vum der Police no sinn Zeienopriff och Wochen no enger Dot eng grouss Hëllef, well Persounen rëmerkannt ginn oder den Auteur vum enger Dot sech ënner Drock selwer der Police stellt.

ad 3. An de Joren 2021 bis 2024 si ronn 100 Zeienopriff pro Joer publizéiert ginn. Fir 2025 goufe bis Enn Oktober 68 Zeienopriff an de Meedie publizéiert. Dës bezéien sech natierlech net just op Kreditkaarten-déifstall, mee betreffen all Zort vum Zeienopriff.

ad 4. Allgemeng determinéieren ëmmer e puer Facteuren den Erfolleg vum enger Enquête, an et ass net ëmmer méiglech den Ausgang just op ee Volet – z. B. den Zeienopruff – festzeleeën.

Interdiction du territoire | Question 3170 (10/11/2025) de M. Fred Keup | M. Tom Weidig (ADR)

Op Basis vum Gesetz vum 2008 iwwert d'fräi Zirkulatioun vum de Persounen, souwéi den entsprecheende Modifikatiounen am Gesetz vum 21. Abrëll 2023 kann de Minister, mat der Immigratioun a sengem Ressort eng „interdiction du territoire“ fir bestëmmte Persounen ausschwätzen.

An deem Zusammenhang géife mir der Regierung gären dës Froen stellen:

1. Wéi vill entsprecheend Verbueter, fir eist Land ze betrieden, goufen an de Joren 2014 bis 2024 jee weils ausgeschwat? Kann d'Regierung eng Tabell presentéieren, déi fir all Joers d'Ursaache souwéi d'Dauer vum de Verbueter preziséiert?

2. Wéi dacks goufen déi entsprecheend Verbueter während deem Zäitraum viru Geriicht contestéiert? Kann d'Regierung eng Tabell presentéieren, déi fir all Joers preziséiert, wéi dacks d'Gerichter d'Decisioun vum der jee weileger Regierung confirméiert respektiv annulléiert hunn?

3. Wéi dacks goufe während deem genannten Zäitraum Verstéiss géint eng „interdiction du territoire“ festgestallt? Wéi gesinn d'Modalitéiten fir den Émgang mat enger Persoun aus, déi an deem Sënn erwëscht gëtt? Kann d'Regierung eng Tabell presentéieren, déi d'Zuel vum de Verstéiss pro Joer souwéi déi entsprecheend Strofe preziséiert?

Réponse (09/12/2025) de **M. Léon Gloden**, Ministère des Affaires intérieures | **Mme Elisabeth Margue**, Ministère de la Justice

ad 1. Tabloen [†]

Den Artikel 112 definéiert en Entrée-Verbueter fir de ganze Schenge-Raum woubäi den Artikel 112bis (dee mam Gesetz vum 21.4.2024 bäigefüügt gouf) nëmmen en nationaalt Verbueter ass.

ad 2. Tëschen 2014 an 2024 gouf et laut den Donnéeën vum de Verwaltungsgerichter: [†]

ad 3. Am Fall wou eng Persoun vum der Police uge-traff gëtt, déi wéinst enger „interdiction du territoire“ signaléiert ass, gëtt an all Fall d'Permanence vum der Direction générale de l'immigration vum Inneministère informéiert, dës am Hëllef op eventuell administrativ Mesurë géint déi betrafte Persoun (z. B. eng Mesure de placement en rétention oder eng Assignation à résidence).

Wann doriwwer eraus Elementer virleien, déi drop hiweisen, dass der Persoun hiren Openthalt gemäss dem Artikel 142 vum Immigrationsgesetz vun 2008 eng strofbar Handlung duerstellt, gëtt zousätzlech e Protokoll géint d'Persoun erstallt an d'Permanence vum zoustännige Parquet informéiert.

D'Statistike vun der Police erlaben net d'Fäll, déi vun enger „interdiction du territoire“ betraff sinn, ze ventiléieren.

Den Artikel 142¹¹ vum Immigrationsgesetz gesäit vir, dass wann eng Persoun aus engem Drëttstaat, nodeems se ausgewise gouf an en Areesverbuet virläit, erëm zeréck op den Territoire kënn, zu enger Prisongsstrof vu 6 Méint bis 3 Joer an enger Geldstrof vun 251 bis 3.000 EUR, oder zu enger vun deenen zwou Strofen, verurteelt ka ginn.

Et ass awer esou, datt de Verstouss géint eng „interdiction du territoire“ net onbedéngt déi eenzeg Strofdot ass, déi festgestallt gëtt, an datt eng Rei vu Qualifikatiounen gläichzäitig opgeholl ginn. Dëst erkläert et, firwat et schwiereg ass, all Verstouss nëmmen am Kontext vum Artikel 142 festzehalen oder deementspreechend d'Strofen unzeginn.

Laut den disponibelen Donnéeën vun de Justizautoritéiten, wann een déi nei Strofdote kuckt, déi op Basis vun den Artikelen 140, 141¹² an 142 vum Immigrationsgesetz opgeholl goufen, dann huet ee folgend Zuelen: ↑

Laut den Donnéeën vun de Justizautoritéite gouf folgend Unzuel vu Persounen op Basis vum Artikel 142 verurteelt: ↑

Foire de l'étudiant | Question 3171 (11/11/2025) de Mme Francine Cloesener | M. Ben Polidori (LSAP)

Zënter 2021 gëtt d'„Studentefoire“ net méi an der „Luxexpo“, mee um Belval organiséiert. Dës Entscheidung gouf deemools weinst der Covid-19-Pandemie, ouni viregten Austausch mat den Haaptacteuren, wéi zum Beispill der ACEL souwéi aner involvéiert Jugendorganisatiounen, getraff.

D'ACEL an aner Jugendorganisatiounen kritiséieren, datt den neie Standuert, duersch seng Lag, schwéier accessibel ass fir Studenten aus dem ländleche Raum. Zousätzlech bemängelen si och, datt déi konzeptuell Neiopstellung vun der Foire duersch hir zerspléckte Struktur iwwer véier Gebaier, zu engem massive Réckgang vu Participanten a Stänn gefouert huet. D'Zuel vun den Aussteller ass vu ronn 230 op 150 erofgaangen. Och d'Präsenz vun den Acteuren aus der Berufswelt an aner institutionell Acteuren ass quasi verschwonnen.

An deem Zesammenhang, wéilte mir der Madamm Ministesch fir Fuerschung an Héichschoul folgend Froe stellen:

¹¹ Art. 142. „Est puni d'un emprisonnement de six mois à trois ans et d'une amende de 251 à 3.000 euros ou d'une de ces peines seulement, tout étranger qui éloigné ou expulsé, est rentré au pays malgré une interdiction d'entrée sur le territoire.“

¹² Art. 140. „Est puni d'un emprisonnement de huit jours à un an et d'une amende de 251 à 1.250 euros ou d'une de ces peines seulement, le ressortissant de pays tiers qui, sans motif justifié de non-retour, séjourne irrégulièrement sur le territoire après avoir fait l'objet d'une mesure régulière de placement en rétention ou d'assignation à résidence ayant pris fin sans qu'il ait pu être procédé à son éloignement.“

Art. 141. „Est puni d'un emprisonnement d'un mois à trois ans et d'une amende de 251 à 12.500 euros ou d'une de ces peines seulement, l'étranger qui a sciemment fait à l'autorité compétente de fausses déclarations ou a sciemment produit des pièces falsifiées ou inexactes pour entrer sur le territoire ou pour obtenir une autorisation ou un titre de séjour ou une autorisation de travail ou un renouvellement du titre de séjour ou de l'autorisation de travail.“

1. Wéi bewäert d'Ministesch d'Kritik vu Studentevertriebungen a Jugendorganisatiounen un déi aktuell Organisatioun an un de Standuert vun der Studentefoire?

2. Ass eng Evaluatioun ausgearbecht ginn oder geplangt, fir d'Effikassitéit vum neie Konzept vun der Studentefoire ze iwwerpréieren?

3. Wéi erkläert d'Ministesch datt staarkt Ofhuele vun der Zuel u Participanten a Stänn?

4. Ass d'Ministesch bereet, d'ACEL souwéi aner Jugendorganisatiounen an d'Weiterentwicklung vun der Foire erëm anzubannen? Denkt d'Ministesch d'wiewer no, d'Studentefoire nees an der Luxexpo ze organiséieren?

5. Ass d'Ministesch bereet, e Wee ze sichen, fir d'Studentefoire sou ëmzestrukturéieren, datt si nees déi breet Panoplie u Berufssparten ofdecke kann, déi virdrun offéiert gouf?

Réponse (08/12/2025) de Mme Stéphanie Obertin, Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur

Am Virfeld ass ze ënnersträichen, datt d'Foire de l'étudiant zënter 1987 een zentraalt Element vun der Studien- a Berufsinformatioun duerstellt, an datt zanter 2019 d'Formater vun der Foire iwwer d'Jore variéiert hunn: 2019 an der Luxexpo, 2020 ausschliesslech digital (Covid), 2021 an engem Hybridformat (digital + 1 Dag en présentiel um Campus Belval), 2022 bis 2024 och an engem hybride Format mat zwee Deeg en présentiel um Campus Belval a schliesslech 2025 exklusiv en présentiel um Belval.

ad 1. De Ministère huet an all de Joren, wou d'Studentefoire um Belval stattfonnt huet (an och virdrun), vun Editioun zu Editioun, probéiert de Kritike vun Exponenten a Visiteure beschtméiglech Rechnung ze droen a vill Adaptatiounen virgeholl (Verbesserungen vu Signalétique, méi Exponenten, Informatiounszelter, geziilt Social-Media-Campagnen, Rotatioun vun de Stänn asw.).

Ech huelen déi rezent ëffentlech formuléiert Kritiken an déi verschidden Ureegungen vun de Studentevertriebungen a Jugendorganisatiounen ganz eescht. Déi an de leschte Wochen ugeschnidde Punkten, déi sech op de Site Belval, d'Signalétique, d'Visibilitéit vun de Stänn an d'konzeptuell Ausrichtung bezéien (z. B. d'Fuerderung no enger méi breeder Panoplie u Secteuren, inklusiv nonformal Bildung an Aarbechtsmaart), sinn a mengen Aen eng gutt Ausgangsbasis fir weider Diskussiounen. Konstruktiv Kritik ass fir mech wichteg an hëlleft eis, d'Foire konsequent ze verbessern.

ad 2. De Ministère huet zënter dem Verleeë vun der Studentefoire op de Campus Belval am Joer 2021 all Editioun analyséiert an op Basis vum ëmfaassende Feedback vu Schoulen, Schüler, Exponenten an der ACEL kontinuëerlech Verbesserungen virgeholl.

Direkt no de Covid-Joren (2020–2023) goufen all Joer breet Enquêtes de satisfaction realiséiert, déi sech op d'Qualitéit vun der Organisatioun, d'Accessibilitéit, d'Signalétique, d'Auswiel un Exponenten an de Site selwer konzentréiert hunn. Déi Analyse weisen, datt déi grouss Majoritéit vun de Schüler an Exponenten zefridde mam Site a mam Konzept um Belval war. Z. B. waren am Joer 2022 ronn 76 % vun de Schüler a 77 % vun den Exponenten zefridden, wat de Site ugeet. Méi mitigéiert war d'Aschätzung vun den Enseignanten an de Vertrieeder vun de Cellules d'orientation et d'intégration scolaires aus de Lycéëen. (Fir d'Detailer vun deene verschiddenen Enquêtes, verweisen ech op d'Dokumenter, déi ech op Ufro vun der Sensibilitéit politique vun „déi gréng“ den 19. November der Chamber zoukomme gelooss hunn.)

Zënter 2024, wou de Konzept um Belval etabliert war, ass op eng Online-Enquête verzicht ginn. D'Exponente goufen awer aktiv opgefuerdert, kritesch Bemerkungen a Verbesserungsvorschläg per Mail eranzeginn. Fir 2025 huet dës Approche zu vill positivem internationalen an nationale Feedback gefouert (ë. a. iwwert d'Qualitéit vun der Organisatioun, d'Accessibilitéit an d'Diversitéit vun den Exponenten).

Aus den Enquêtes an deem genannte qualitative Feedback ass ervirgaangen, dass dat allgemengt Objektiv vun enger héichwäerteger Informatiounsveranstaltung iwwer akadeemesch Héichschoulstudie mat der Foire um Belval erreecht gouf. Gläichzäitig huet de Ministère awer och all Joer konkret Upassungen um Site an am Konzept virgeholl (Signalétique, Informatiounszelter, Choix vun de Gebaier, Rotatioun vun Exponenten, nei Servicer wéi Mobile Guiden, geziilt Social-Media-Campagnen asw.).

ad 3. Bis 2019 ware bis zu 230 Stänn an der Luxexpo ze fannen. E groussen Deel dovun war awer net am Beräich vum Enseignement supérieur ugesidelt, wat d'Konzept vun enger méiglechst effektiver Informatioun iwwert den Héichschoulberäich zum Deel „verwässert“ huet.

Duerfir gouf d'Konzept ab 2021 bewosst op déi Acteuren ëmgestallt, déi direkt mam héichschoulesche Parcours ze dinn hunn.

2025 waren 151 Exponenten aus dem Héichschoulberäich op der Studentefoire vertrueden, dat sinn der souguer méi wéi 2019 (132 Exponenten aus dem Héichschoulberäich an der Luxexpo). Derbäi koume 15 beruflech Associatiounen, Jugendorganisatiounen a Servicer.

D'Zuel vun de Stänn reflektéiert deemno virun allem eng konzeptuell Decisioun, net en Desinteressi oder Verloscht un Attraktivitéit.

ad 4. Wéi ech an deene leschte Wochen erkläert hunn, sinn ech oppen a bereet, zesumme mat der ACEL an allen anere potenziellen Acteuren un engem neie Konzept fir 2026 an doriwwer eraus ze schaffen.

Zu dësem neie Konzept, dat ech an enger éischter Reunioun mat de Responsabele vun der ACEL de 25. November 2025 thematiséiert hunn, gehéiere folgend Punkten:

- eng holistesche Approche: op der zukünftiger Foire sollen Acteure souwuel aus dem Beräich Héichschoul ewéi aus der Berufs- an Aarbechtswelt esouwéi aus der formaler an nonformaler Bildung, also dem net akadeemesche Beräich, deelhuele kënnen;
- Iwwerleeungen, wat de Standuert ubelaangt, well esou en neit Konzept setzt, opgrond vun enger méi grousser Unzuel un Exponenten, aner, méi zentral Raimlechkeete viraus;
- eng nach méi strukturéiert Abannung vun der ACEL an eng méigleche Zesummenaarbecht mam Educatiounsministère a mam Aarbechtsministère.

ad 5. Wéi a menger Äntwert op d'Fro a duergeluecht, soll dat breet Ofdecke vu Berufssparten ee vun de Kärpunkte vum neie Konzept sinn.

Ech plangen deemno, an Zesummenaarbecht mat der ACEL, an eventuell och mam MENJE a mam Aarbechtsministère, en Orientéierungsformat ze schafen, dat all Jonk, och déi ouni Studiepläng, erreecht.

Dëst bedeit fir d'Zukunft eng méi grouss Diversitéit vun Exponenten (mat ë. a. méi Exponenten aus der Berufswelt an aus dem Beräich vun der nonformaler an informeller Bildung), fir esou kënnen, nieft dem Volet vun den Héichschoulstudien, och integréiert Inhalter zu Aarbechtsmaart, Kompetenzen an Zukunftsbereuer ze proposéieren.

Gestion et recyclage des éoliennes industrielles en fin de vie | Question 3172 (11/11/2025) de M. Tom Weidig (ADR)

Esou wéi et am Artikel „Deutschlands Dilemma mit dem Windrad-Schrott“, deen de 7. November vun „Die Welt“ publizéiert gouf, heescht, hunn eis däitsch Nopere gréisser Probleemer, fir den Offall vun ofgeschalteten industrielle Wandalagen ze entsueren. An Däitschland lafen déi industriell Wandalagen duerchschnëttlech 20 Joer, duerno mussen se opgrond vu Verschleiß ofgeschalt, zeréckgebaut an déi ënnerschiddlech Materialien entsuergt ginn. Allerdéngs feelt et am Bezuch op dee leschte Punkt un där néideger Infrastruktur. D'Käschte vun där Entsuegung ginn, deelweis beaflosst vun der Gréisst vun der jeeweileger Anlag, op 160.000–500.000 Euro geschätzt.

An deem Zesummenhang géif ech der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Wéi vill industriell Wandalage sinn zu Lëtzebuerg aktuell am Betrib, wéi vill am Bau a wéi vill sinn der geplangt?
2. Wat ass den duerchschnëttlechen Alter vun den industrielle Wandalagen zu Lëtzebuerg?
3. Wat ass déi duerchschnëttlech Lafzäit vun enger industrieller Wandalag hei am Land?
4. Wéi vill vun den industrielle Wandalagen hei am Land sinn 20 Joer oder méi al?
5. Kann d'Regierung eng Tabell presentéieren, déi regruppéiert, wéi eng Offallstoffer beim Réckbau vun enger industrieller Wandalag mussen op wéi eng Manéier entsuergt ginn a preziséieren, op wéi enger gesetzlecher Basis déi entspriechend Ëmweltschutzmoossname gereegelt sinn?
6. Kann d'Regierung eng Tabell presentéieren, déi regruppéiert, wéi vill industriell Wandalagen an de Joren 2015 bis 2024 hei am Land jee weils zeréckgebaut goufen, wéi en Alter dës jee weils erreecht haten a wéi héich de Käschtepunkt fir de Réckbau alljoers insgesamt louch?

Réponse (16/12/2025) de **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **M. Serge Wilmes**, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1. Fir dës Froe sinn industriell Anlagen ab enger Leeschtung vu 500 kW oder méi definéiert. Aktuell sinn 71 Anlagen am Betrib, an 8 Anlage beim gréisste Bedriwer am Bau. D'Regierung huet keng präzis Informatiounen doriwwer, wéi vill Anlagen aktuell geplangt sinn.

ad 2. D'Wandalagen zu Lëtzebuerg sinn am Duerchschnëtt 7 Joer al.

ad 3. D'Wandalagen zu Lëtzebuerg ginn am Duerchschnëtt no 20 Joer vum Netz geholl. Zukünfteg Anlage gi mat enger Lafzäit vu 25 Joer geplangt.

ad 4. Zu Lëtzebuerg sinn aktuell 2 industriell Anlagen iwwer 20 Joer al.

ad 5. D'Offallgestioun ënnerläit de Virgabe vum Offallgesetz (Loi modifiée du 21 mars 2012 relative aux déchets). Déi Haaptoffallfraktiounen, déi ufalen, si Metallschrott, Glasfaser, Plastik a Bëton vum Sockel. Déi Fraktiounen ginn iwwer geneemegt Offalltransporteuren no de Prinzippe vum den Artikelen 9 an 10 vum Offallgesetz ofgeholl an enger Filière zougefouert wou se kënnen erëm genotzt ginn, preparéiert gi fir eng Erëmbenotzung, recycléiert ginn, valoriséiert ginn oder entsuergt ginn. Genau Zuelen

iwwer déi eenzel Offallfraktiounen, déi an dësem Kader entstinn, leien net vir.

No Indikatiounen vum Secteur vu Lëtzebuerg Entwëckler vu Wandalage geschitt Follgendes mat den Offall: ↑

ad 6. D'Käschte fir de Réckbau vun enger Anlag mat engem Stoltuerm ginn op 250.000 €, mat engem Bëtonsturm op 350.000 € geschat. ↑

Recrutement de la Police grand-ducale | Question 3173 (11/11/2025) de M. Marc Spautz (CSV)

Ces dernières années, la Police grand-ducale a conduit d'importantes campagnes de recrutement afin de répondre aux besoins croissants en effectifs et aux exigences opérationnelles du terrain. Cette dynamique s'inscrit dans un contexte marqué par l'évolution démographique du pays, l'augmentation de la population active et résidente, la densification des mobilités et des flux transfrontaliers ainsi que par l'exigence d'une présence accrue sur l'ensemble du territoire, en zone urbaine comme rurale. Elle intervient également alors que des vagues de départs à la retraite, des enjeux mutations internes appellent une planification pluriannuelle des ressources humaines plus fine, articulée avec les capacités de formation initiale et continue, l'infrastructure pédagogique de l'École de police et les besoins spécifiques de la police judiciaire.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

– Monsieur le Ministre peut-il donner des statistiques pour chaque année couvrant la période de 2005 à 2024 et indiquant le nombre :

- De postes déclarés vacants auprès de la police (autrement dit, le nombre de nouveaux membres que la police a essayé de recruter) ;
- De candidats ayant postulé ces postes ;
- De candidats ayant réussi à l'examen d'entrée à l'École de police (ainsi que le taux de réussite en pourcentages) ;
- De candidats admis à l'École de police qui ont réussi leurs études et ont été assermentés (ainsi que le taux de réussite en pourcentages) ;
- De postes déclarés vacants au sein de la police judiciaire ;
- De ces postes au sein de la police judiciaire restés vacants (ainsi que le taux en pourcentages) ;
- De postes restés vacants par commissariat ?

Réponse (05/12/2025) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

À la suite de la réforme intervenue en 2018, la structure de la police a profondément changé et les informations dont dispose la police pour la période antérieure à 2018 et, par conséquent la période de 2005 à 2017, ne permettent de répondre que partiellement à certaines des questions posées. Les rapports d'activités publiés par la police recèlent certaines informations sur les effectifs recrutés entre 2005 et 2017, mais ne fournissent pas non plus les données détaillées demandées.

Par ailleurs, il convient de souligner que, dans le cadre du recrutement, le contingent de fonctionnaires-stagiaires par promotion a été augmenté (groupes de traitement B1 et C1 du cadre policier) de 160 à 200 personnes et que l'effectif de la police est passé de 3.100 à 3.400 agents (stagiaires inclus) entre novembre 2023 et novembre 2025.

• Le tableau ↑ ci-dessous renseigne le nombre de postes alloués à la Police grand-ducale depuis 2018 dans le cadre policier :

• La police n'établit pas de statistiques à ce sujet.

• Tableau ↑

• Tableau ↑

• Le tableau ↑ ci-dessous renseigne le nombre de postes du cadre civil alloués au Service de police judiciaire :

• Voici le nombre de postes restés vacants au sein du cadre civil au niveau du Service de police judiciaire: ↑

En ce qui concerne le cadre policier, aucune vacance ne peut être réellement constatée, étant donné que les postes alloués sont tous pourvus par des mutations internes publiées mensuellement.

• Au niveau des commissariats, les postes alloués dans le cadre civil sont soit pourvus par des mutations internes publiées régulièrement, soit publiés sur govjobs.lu. Aucune vacance de poste n'y a été recensée.

En ce qui concerne le cadre policier au niveau des commissariats, aucune vacance ne peut être réellement constatée, étant donné que les postes alloués sont tous pourvus par des mutations internes publiées mensuellement respectivement par l'affectation de nouvelles recrues récemment assermentées.

Hausse des prix dans les CIPA | Question 3174 (11/11/2025) de M. Marc Goergen (Piraten)

Mir gouf zougedroen, dass am Altersheem „Résidence des Ardennes“ d'Präisser pro Mount, ouni Virwarnung, ëm ee Stéck ëm 300 € geklomme sinn. Et handelt sech beim Altersheem ëm een interkommunale Syndikat an och de Staat investéiert all Joer vill Suen, fir den Awunner een erschwénglechen a beschwéngleche Liewensowend ze erméiglechen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Famill, Solidaritéit an Integratioun dës Froe stellen:

1. Fir wéi eng Servicer sinn d'Präisser am Fleegeheem an d'Luucht gaangen an ëm wéi vill (opgeléicht pro Kategorie)?

2. Sinn aner Fleegeheemer, déi vum Staat mat finanziert ginn, och vun esou drastesch Präiserhéijunge betraff?

3. Wéi hunn sech d'Liewenskäschten an de Fleegeheemer am Duerchschnëtt/Median tëschent 2022 an haut entwéckelt?

4. Wäert de Staat zesumme mat de Gemengen no Méiglechkeete sichen, fir d'Awunner an hir Familljen an de betraffenen Altersheemer finanziell ze entlaaschten?

Réponse (18/12/2025) de **M. Max Hahn**, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

ad 1. an 2. Virop ass ze präziséieren, dass de Ministère net an d'Präisgestaltung vun den einzelnen Träger kann agräifen. Et ass zudeem wichteg ze rappéléieren, dass de Gestionnaire déi Fraisen, déi net vun der Assurance dépendance gedeckt ginn, iwwer de Pensionspräis couvrière muss. Dozou gehéieren, ënner anerem, den Hebergement, d'Restauration an den Nettoyage.

Mam modifizéierte Qualitéitsgesetz vum 23. August 2023 ass en éffentleche Regëster vun de Servicer fir eeler Leit (www.infosenior.lu) geschaf ginn, op deem d'Gestionnaires hir Präisser verëffentlechen an a jour hale mussen, mam Zil, fir präislech Transparenz um Marché ze schafen an et de Clienten ze erméiglechen en informéierte Choix ze treffen. Weiderhi gesäit d'Gesetz a sengem Artikel 11 vir, datt de Bewunner

oder säi Représentant légal, op d'mannst 2 Méint virum Akraafttriede vun enger Präisshausse, informiert gëtt.

Laut den Informatiounen, déi dem Familljeministère virleien, ass säit Enn 2024 den Hebergementspräis an 13 Wunnstrukture fir eeler Leit, iwwer d'Uppassung un den Index eraus, an d'Luucht gesat ginn.

ad 3. Wéi an der vieregter Äntwert geschriwwen, sinn d'Gestionnaires net obligéiert, de Ministère iwwer eng Präisshausse ze informéieren. Do dernieft ass de genannten nationale Regëster vun de Servicer fir eeler Leit Infosénior den 21. Oktober 2024 offiziell lancéiert ginn. De Ministère huet deemno just Donnéeën iwwer d'Evolution vun de Präisser zënterhier. Par contre, wäert dee Regëster et an Zukunft erlaben, en Iwwerbléck iwwer d'Präisentwécklung am Secteur ze bidden, notament och am Kader vun der Berechnung vun der nationaler Präismoyenne fir Einzelzëmmer.

Allgemeng ass ze soen, dass sech d'Präisser a Käschte vun enger ganzer Rei Produiten a Servicer an de leschte Joer staark entwéckelt hunn, mat Repercussiounen an alle Beräicher, wéi z. B. bei de Liewensmëttel, de Servicer vun externe Prestataire, oder nach bei de Personalkäschten, déi net iwwer d'Fleegeversécherung finanziert ginn, grad ewéi Kichen-, Botz- oder administratiiv Personal. All dës Facteuren droen dozou bäi, dass d'Gestionnaires am ganze Secteur mat däitlech méi héije Käschte konfrontéiert sinn.

ad 4. Mam Zil, d'Altersarmut ze bekämpfen an all eelere Mënsch zu Lëtzebuerg e wierdegt Liewen am Alter ze erméiglechen, gesäit den nationalen Aktionsplang géint d'Armut d'Schafe vun enger neier Aide financière pour personnes âgées (AFPA) vir. Dës riicht sech u Persounen, déi an engem Stot mat niddregem Revenu liewen an entweder eng Alters- oder Hannerbliwwenepensioun kréien, oder op d'mannst 65 Joer hunn. Déi nei Héillef trëtt den 1. Januar 2026 a Kraaft a gesäit eng Ënnerstëtzung an Héicht vu bis zu 2.400 Euro d'Joer fir eng eenzel Persoun vir.

Alternativ kënnen déi Persounen, déi net déi néideg finanziell Mëttel hunn, fir de Pensiounspräis vun enger Wunnstruktur ze bezuelen, eng direkt finanziell Participatioun bei den Hebergementskäschte beim Fonds national de solidarité ufroen. Ab dem 1. Januar 2026 ersetzt de sougenannte „Complément pour personnes âgées“ den aktuelle Regime vum Accueil gérontologique, an huet als Zil, dass all Persoun vun enger adequater Prise en charge ka profitéieren, an Accès zu enger Wunnstruktur fir eeler Leit huet.

Mat dësem neie Gesetz, dat d'Chamber den 9. Juli eestëmme ugeholl huet, ass och en neie Mechanismus fir d'Berechnung vum Montant vum Complément geschaf ginn, deen sech op eng, alljärelech nei berechent, national Moyenne vun de Pensiounspräisser vun all den Einzellogementen baséiert. Zousätzlech ginn iwwer d'Majoratioun fir essenziell Servicer a Produite Käschten iwwerholl fir Produiten an Déngschtleeschungen, déi noutwendeg si fir dignement kënnen am Alter ze liewen: den Entretien an d'Bereetstelle vun der Wäsch, Hygiènesproduiten, an den Accès zu Kommunikatiounsméiglechkeeten. Donieft hunn d'Leit mam neie Gesetz och Urecht op e sougenannten Täschegeld an Héicht vu 630 Euro de Mount.

Utilisation de pneus toutes saisons en hiver | Question 3175 (11/11/2025) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

An eisen Nopeschlänner gëtt et Restriktiounen fir de Gebrauch vun All-Weather-Pneuen (mat

der Kennzeechnung Matsch+Schnee (M+S)). An Däitschland si Pneuen, déi nëmmen d'Bezeechnung M+S droen, zënter 2024 am Wanter verbueden, wann se kee Schnéiflack-Symbol drop hunn. Zu Lëtzebuerg gëtt et dogéint keng Restriktiounen. Am selwechten Artikel bestätegt de Mobilitéitsministère dëst:

„Wann ee gutt M+S-Pneuen huet, dat geet zu Lëtzebuerg duer, well mir hei am Land e proaktive Streedéngscht hunn. Och eis Wiederverhältnisse erlaben, datt mir elo am Moment nach bei der M+S-Markéierung bleiwen“, heescht et aus dem Mobilitéitsministère.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Mobilitéit an öffentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Ass d'Ministesch sech bewosst, dass de Bremswee mat engem All-Weather-Pneu ouni Schnéiflackesymbol, jee no Nidderschlag an Temperaturen, méi laang ass wéi bei engem anere Pneu?

2. Wäert d'Ministesch weider dru festhalen, dass M+S-Pneuen ouni d'Schnéiflackesymbol hei am Land duerginn, trotz der Entwécklung an eisen Nopeschlänner, oder wäert d'Ministesch d'Reegele fir All-Wieder-Pneuen un d'Norme vun eisen Nopeschlänner upassen?

Réponse (05/12/2025) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den honorabelen Deputéierte stellt Froen iwwert d'Benotzung vun All-Weather-Pneuen am Wanter.

ad 1. De Bremswee mat engem All-Weather-Pneu ouni Schnéiflackesymbol ka jee no Wiederkonditiounen an Temperaturen eventuell méi laang si wéi bei engem Pneu mat 3PMSF-Zertifizéierung (Schnéiflackesymbol). Dat ass awer net onbedéngt eng absolutt Realitéit, well All-Weather-Pneuen e bewosste Kompromëss duerstellen. Si sinn entwéckelt fir eng ganzjäreg Notzung an erméiglechen eng equilibréiert Leeschtung bei verschiddene Wiederverhältnisse. All-Weather-Pneue mussen laut den Hierstellerindikatiounen besser funktionéieren wéi e Standardpneu, fir d'M+S-Kennzeechnung ze kréien. Dat gëtt erreicht duerch eng méi méll Gummismischung an e spezielle Profil mat méi déiwe Rillen a Lamellen. Fir d'3PMSF Zertifizéierung ze kréien, sinn zousätzlech genormten Tester vum Pneu virgeschriwwen. Et ass net ëmmer sënnavoll an néideg, de strengste Wanterstandard als eenzege Referenzpunkt ze huelen.

Zousätzlech verlaangen d'Wanterkonditiounen net automatesch den Asaz vu Pneue mat 3PMSF-Symbol. Et hänkt vun der Region, dem Klima an dem individuelle Gebrauch of. Frankräich ass e gutt Beispill, do sinn 3PMSF-Pneue just an de Bierger oder Ski-Gebidder obligatoresch, während an der Grenzregion esouguer keng strikt Wanterpneue-Pflicht besteet. Sécherheet am Wanter ass net nëmmen eng Fro vum richtige Pneu. Eng defensiv, viraussichtlech Fuerweis, adaptéiert Geschwindegkeet a genuch Ofstand bleiwe wichteg. Donieft spillt d'Profilldéift vum Pneu eng entscheidend Roll. Een ofgenotzten oder ale Pneu souguer mat der 3PMSF-Kennzeechnung verléiert och seng Effikassitéit.

Effizient Pneue mat enger M+S-Markéierung si fir d'Konditiounen am Lëtzebuerges Wanter absolutt adequat.

ad 2. Aktuell ass kee Grond, d'Reglementer direkt un d'Norme vun eisen Nopeschlänner unzupassen. Am Lëtzebuerges Kontext gëllt: Pneue mat M+S-Markéierung bidden eng adequat Leeschtung, déi fir eis klimatesch Konditiounen adequat ass. Et ass wichteg ze widderhuelen, dass eng defensiv Fuerweis, adaptéiert Geschwindegkeet an e konformen Zoustand

vum Pneu e weesentlechen Deel zur Sécherheet am Stroosseverkéier am Wanter bäidroen.

Och an eisen Nopeschlänner ass d'Pflicht fir 3PMSF-Pneuen net flächendeckend, mee regional begrenzt, wéi zum Beispill op verschidde Biergregionen.

Dofir wäert weiderhin eng equilibréiert Approche verfollegt ginn: M+S-Pneue ginn hei am Land als zouverlässeg Alternativ ugesinn, ouni direkt eng verschäerft Norm iwwerhuelen ze mussen, déi net dem lokale Klima entsprécht.

Marché public concernant l'extension du réseau du tram | Question 3176 (11/11/2025) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

An den nächste Jore gëtt d'Tramsnetz weider ausgebaut, dëst dank dem Finanzéierungsgesetz vun 90 Milliounen Euro, dat de 24. Abrëll 2024 a Kraaft getrueden ass. Um Portail des marchés publics ass bis de 17. November eng Ausschreibung vum Mobilitéitsministère zur Erweiterung vum Tramsnetz um Kierchbiereg (Referenz 2502473).

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Mobilitéit an öffentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Wéi eng weider Ausschreiwunge gouf et am Kader vum Ausbau vum Tram?

2. Wéi eng Firma kruten den öffentlechen Opdrag, fir d'Tramsnetz auszubauen?

3. Wéi vill Offere goufe fir dës Marché agereecht, a wéi héich louch déi niddregst respektiv héchst Offer?

Réponse (11/12/2025) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den honorabelen Deputéierte stellt Froen zu den Ausschreibungen am Kader vum Ausbau vum Tramsnetz.

ad 1. Am Kader vum Ausbau vum Tram um Kierchbiereg, deen duerch d'Finanzéierungsgesetz vum 24. Abrëll 2024 autoriséiert gouf an an deem Luxtram als Bauhär festgeluecht gouf, an domadde responsabel ass fir d'Marché, si vun der besotener Gesellschaft eng ganz Rei vu Consultatiounen lancéiert ginn, fir eng kohärent, effizient a gesetzeskonform Ëmsetzung ze garantéieren. An deem Kontext goufe follgend Informatiounen vu Luxtram un de Ministère fir Mobilitéit an öffentlech Aarbechte weiderginn:

D'Consultatiounen, déi vum Bauhär lancéiert goufen, betreffen ënner anerem déi allgemeng Maîtrise d'oeuvre, d'États des lieux, d'Préparatioun vum Terrain, Aarbechten un de Beem, Hecken a Gréngs, technesch Kontroll- a Sécherheitsmissiounen, d'Deviation vu Leitungen, d'Bau vum Tramsplattform an d'Gestaltung vun de Vëlos- a Foussweeër ronderëm den Tramstracé. Déi meescht vun dëse Marché sinn ofgeschloss, verschiddener si weiderhin an der Analys an Evaluatioun. Zil ass et am September 2027 déi nei Tramslinn a Betrib ze huelen.

ad 2. Et si souwuel national wéi international Acteuren zum Zuch komm, ënner anerem an der Maîtrise d'oeuvre d'Association momentanée Etram (Egis, Luxplan, Paul Wurth Geprolux, Beng a Felgen Associés Engineering), fir d'Tramsplattform Colas Rail, wéi och verschidde Lëtzebuergesch Acteuren am Beräich vun de Virbereedungsarbechten, Aarbechten un de Leitungen etc.

Konkreet ass déi allgemeng Maîtrise d'oeuvre un d'Association Etram gaang; Aarbechten un de Beem, Hecken a Gréngs un Isogreen; États des lieux un Act 360°; Organisme agréé an technesch Kontroll un SECO Safety; TAC un d'Société momentanée Luxtram K2A TAC; Deviation vun de Leitungen jee no Lous un

eng Associatioun tëscht Giorgetti, Sopinor, Socom oder Tralux/Costantini; d'Platforms-Schinn u Colas Rail; an d'Voirie Lot 1 un Tram K2 Sopigio.

ad 3. Zu der Offerstruktur ass festzehalen, datt d'Konkurrenz jee no Marché variéiert huet – vun zwou bis sechs Offeren. Bei all Marché ass d'Marge tëscht der niddregster an der héchster Offer transparent dokumentéiert, an d'Zoudeeling erfollegt ouni Ausnam ënnert strikter Applikatioun vum Marché-publics-Gesetz.

Fir e puer Ausschreiwungen, notament déi fir d'Systemer an d'Signalisation ferroviaire, leeft d'Analyse nach, nodeems d'Offere rezent opgemaach goufen.

Violence d'un élève en école fondamentale | Question 3177 (12/11/2025) de M. Sven Clement (Piraten)

Ugesichts vun de schockéierende Revelatiounen iwwer systematesch Gewaltakte vun engem Grondschüler géint seng Matschüler an d'Léierpersonal, wéi se an der Press vum 10. November 2025 verëffentlecht goufen, stellen ech eng Rei dréngend Froen, weist dësen Artikel dach op e systematescht Versoen an der Handhabung vu schwierigen Disziplinnsproblemer an eise Schoulen hin. D'Sécherheet vun de Kanner an dem Léierpersonal mussen awer absolutt Prioritéit hunn.

An deem Zusammenhang wéilt ech dem Minister fir Bildung, Kanner a Jugend dës Froen stellen:

1. Et ass inakzeptabel, datt e Grondschüler iwwer Wochen a Méint systematesch seng Matschüler terroriséiere konnt, ouni datt adequat gehandelt gouf. E Kand gouf 15-mol an d'Genéck geschloen a war d'ropshin eng Woch laang krankgeschriwwen. En anert Kand koum mat Würgemoler um Hals heem.

Ass de Minister der Meenung, datt dat momentan geplangt Jugendschutzrecht genuch Handlungsméiglechkeete bitt, fir esou méi heefeg ausrastend Schüler séier en charge ze huelen? Wéi erkläert de Minister, datt trotz ville Warnungen a souguer Aschreide vu Polizisten keng effektiv Léisung fonnt gouf?

2. Besonnesch schockéiert d'Tatsaach, datt d'Situatioun iwwer Méint eskaléiere konnt, obwuel d'Schouldirektioun an de Ministère laang informéiert waren. D'Police gouf 8-mol a 4 Wochen op de Schoulhaff geruff. Zwou Damme goufen un der Bushaltestell physisch attackéiert. Membere vum Léierpersonal hunn sech wuel och an een anere Cycle versetzt gelooss, fir dësem Schüler net begéinen ze müssen. An esou Situatiounen soll d'Léierpersonal eigentlech déi éischt Ulafstell sinn, fir mat esou Kanner ze schaffen an ze probéieren, d'Situatioun ze verbesseren, wéi an dësem Fall awer zu kenge Resultater gefouert huet an d'Kand weider aner Kanner an Erwuessener ugräife konnt.

– Ass de Minister net och der Meenung, datt bei esou engem dramatesche Fall wéi an dësem konkrete Beispill net séier genuch gehandelt an net ugemiesse duerchgegraff gouf?

– Wéi rechtfäerdeg de Minister dës inakzeptabel Verzögerung, déi zu schwéiere Kierperverletzungen gefouert huet, dorënner e Kand, dat eng Woch krankgeschriwwen war?

3. Dës schockéierend Situatioun ass sécherlech keen Eenzelfall. D'Effentlechkeet huet e Recht ze wëssen, wéi grouss d'Problematik vun der Gewalt a Grondschoule wierklech ass.

Kann de Minister detailléiert ugin:

– Wéi vill esou Gewaltfäll an de leschte 5 Joer an de Grondschoule gemellt respektiv bekannt goufen?

– Ass hei eng kloer Tendenz ze erkennen?

– Wat waren d'konkreet Moosnamen, déi an deenen eenzele Fäll geholl goufen, a wéi laang huet et gedauert, bis dës Moosnamen ëmgascht goufen?

– Wéi vill Schüler a Membere vum Léierpersonal hunn duerch esou gewalttätig Kanner an de leschte 5 Joer Blessuren dovun gedroen?

4. Besonnesch alarmant ass och d'Tatsaach, datt de gewalttätige Schüler an der Zäit virun der Allerhellegevakanz gedreet huet, hie géif eng Kéier mat engem Messer oder engem Briquet an d'Schoul kommen. Trotzdeem kënnt de Schüler nach ëmmer all Dag an d'Schoul.

Existéiert fir Grondschoulen e konkreeten Noutfallplang am Fall vun engem Amoklaf oder enger änlecher Gewaltmenace?

5. D'Situatioun ass fir d'Kanner an d'Léierpersonal onhaltbar ginn. 43 Elteren hunn sech mat enger dréngender Petitioun un de Ministère gewannt. Schüler hu permanent Angscht, an d'Schoul ze goen. Normale Cours ass bal net méi méiglech.

– Wat gedenkt de Minister direkt konkreet ze ënnerehuelen, fir d'Léierpersonal an d'Grondschüler ugemessen ze schützen?

– Wéini gëtt de gewalttätige Schüler endlech aus dem reguläre Schoulbetrieb geholl, fir déi aner Kanner ze schützen an him selwer déi néideg spezialiséiert Hëllef ze bidden?

6. D'Direktioun hätt de concernéierten Elteren ëmmer nëmme gesot: „mir schaffen un enger laangfristeger Léisung“. Wéi positionéiert sech de Minister par rapport zu dëser passiver Reaktioun?

7. 43 Eltere mussen eng Petitioun ënnerschreiwen a sech un d'Press wende fir gehéiert ze ginn. Ass de Minister net der Meenung, datt dëst en Echec vum System ass? Wéi garantéiert de Minister, datt all Kanner hiert verfassungsméisseg Recht op eng sécher Educatioun kréien?

8. Wéini krut de Ministère éischt Informatiounen iwwer dëse Fall? Wat gouf ënnereholl nodeems d'Plainte erakomm ass? Firwat ass bis elo trotzdeem an deem Fall nach näischt ënnereholl ginn?

9. Den Artikel erwänt de „Centre pour le développement socio-émotionnel“. Wéi vill Plazen huet dësen? Wéi laang dauert et bis ee Kand hei en charge geholl ka ginn?

Réponse (17/12/2025) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1., 2., 5., 6., 7. an 8. Den honorabelen Deputéierte bezitt sech op eng isoléiert Situatioun an engem Cycle vun enger vun den 164 effentleche kommunale Lëtzebuerger Grondschoulen. Et läit op der Hand, datt am Sënn vum Schutz vun de Perséinlechkeetsrechter vum Mineur just déi néideg Detailler zu den ergraffene Moosnamen am Beméien ëm eng holistesche Prise en charge effentlech kënne duergeluecht ginn.

Fir den zäitleche Kontext ze setzen, leien d'Faiten tëscht der Schoulentrée, de 15. September, an der Allerhellegevakanz, den 1. November 2025, an erstrecken sech deemno iwwer nëmme sechs Wochen.

De concernéierte Schüler gëtt zanter dem Ufank vu senger Beschoulung duerch d'ESEB ënnerstëtzt. No der Sommervakanz 2025 huet d'Léierpersonal an d'Personal vun der ESEB awer eng Verännerung am Verhale vum Schüler misse feststellen, fir déi et aus schoulescher Siicht keng Erklärung gëtt. De Schüler huet e staark impulsivt, esouwuel destruktivt wéi och autodestruktivt Verhalen un den Dag geluecht. Dobäi ass de Problem net schoulescher Natur, well de Schüler dëst Verhalen esouwuel an der Famill, an der Effentlechkeet, wéi och an der Schoul weist.

D'Schoul huet dowéinst nach am September e Signalement beim Jugendparquet gemaach. Par rapport zum SCAS huet d'Schouldirektioun hir Suerg zum Ausdrock bruecht, datt de Schüler vun engem Kanner- a Jugendpsychiater gesi misst gi fir auszuschléissen, datt d'Ursaach vun senger violente Krisen an enger klinescher Problematik géng leien.

An deem geschriwwenen Zäitraum huet d'Schoul sech direkt e puermol dozou forcéiert gesinn, fir de Schüler an engem Krisenzoustand mat der Ambulanz an d'Spidol ze bréngen. Dëst huet awer weeder zu enger ambulanter nach zu enger stationärer Prise en charge duerch e Kanner- a Jugendpsychiater gefouert.

Gläichzäiteg ass d'Police an dëser Zäit e puermol ageschalt ginn, wéinst Tëscheffäll an der Schoul, rondërem d'Schoul an am effentleche Raum. Dës Faite sinn allkéiers de Justizautoritéite gemellt ginn. D'Schoul ass domat senger Verpflichtung nokomm, fir direkt an explizitt déi zoustänneg Autoritéiten iwwer déi grouss Detresse vun deem Jonken a senger Famill ze informéieren.

Fir d'Beschoulung vum Schüler an d'Sécherheet vun de Matschüler ze garantéieren, gouf de concernéierte Schüler permanent vun 1–2 Mataarbechter aus der ESEB encadréiert. Parallell dozou huet d'Schoul den Titulaire vun der Autorité parentale versicht dozou ze beweegen, fir enger alternativer Beschoulungsmoosnam zoustëmme. Insgesamt fënnemol ass d'Initiativ geholl ginn, bis den Titulaire vun der Autorité parentale enger Beschoulung an engem Centre socio-thérapeutique (CST) zougestëmmt huet.

ad 3. D'Unzuel vun de Schülerinnen a Schüler an den effentleche kommunale Grondschoule klëmmt konstant; mëttlerweil sinn et der 55.000. Dank dem Engagement vum Schoulpersonal, dat duerch d'Regionaldirektiounen, d'ESEB an de Centre de compétences pour le développement socio-émotionnel (CDSE) ënnerstëtzt gëtt, bleift d'Unzuel u Gewaltdote marginal. Genueg statistesch Donnéeën iwwer Gewalt an de Schoule sinn allerdéngs schwéier ze eraassen: Gewalt ass e vasten Term, well dorënner kann ee Verhalensstéierungen, Pathologien, ma och Delinquenz verstoen.

Virun allem bei de Kanner am Grondschulalter ass et dofir wichteg ze gesinn, datt Gewaltausbréch meeschtens den Ausdrock vun enger psychologescher Detresse vum Kand sinn.

Och wann d'Unzuel vun de Gewaltdote weiderhi begrenzt ass an et sech ëm Eenzelfäll handelt, ginn dës all eenzel eescht geholl. D'Sécherheet vum betroffene Kand, senger Matschüler an dem Léierpersonal stinn heibäi am Mëttelpunkt, mee och en adequate psychosozialen Encadrement vum Kand muss assuréiert ginn. Dofir gouf an der leschter grad wéi an dëser Legislaturperiod reagiert mat:

– enger personeller Opstockung vun den ambulante Servicer vun de Schoulen;
– der Schafung vum CDSE;
– der Schafung vu Centres socio-thérapeutiques (CST) an
– der Schafung vum ONE-Schouldéngscht.

Um lokalen a regionale Plang intervenéieren an de Lëtzebuerger Grondschoulen d'Instituteurs spécialisés dans la scolarisation des élèves à besoins éducatifs spécifiques (I-EBS), déi fir all d'Kanner eng wichteg Bezugspersoun duerstellen an un déi si sech, nieft hirem Titulaire, zu all Moment kënne wenden. Um regionale Plang kënne d'Equipe pédagogique oder d'Elteren un d'ESEB eruntriiden, wann d'Mesuren, déi vun der Schoul an an der Schoul organiséiert goufen, hirer Aschätzung no net wäit genuch ginn. Zousätzlech ass och déi jeeeweils zoustänneg Regionaldirektioun



ëmmer en Usprichpartner an dëst esouwuel fir d'Elteren ewéi och fir d'Schoulpersonal.

Mat der Schafung vu Synergien huet den ONE-Schouldéngscht d'Zil, déi Professionell aus der Educatioun fir d'Roll vum ONE ze sensibiliséieren, d'Zesummenaarbecht tëscht de Schoulacteuren an dem ONE ze stäerken an déi pedagogesch a sozial Beräicher méi no uneneen ze bréngen, fir eng ganzheetlech an effikass Betreierung vu Kanner a Familljen an enger vulnerabler Situatioun ze garantéieren. An enger éischter Phas gouf den ONE-Schouldéngscht an aacht regional Direktiounen vum Enseignement fondamental integréiert (Lëtzebuerg, Péiteng, Suessem, Diddeleng, Beetebuerg, Miersch, Dikrech a Wolz). Am Laf vum Joer gëtt den ONE-Schouldéngscht an all regional Direktioun etabléiert.

Fir d'Gewaltdoten am Enseignement fondamental esouwäit wéi méiglech ze verhënneren a beschtméiglech reagéieren ze kënnen, huet den Institut de formation de l'éducation nationale (IFEN) jee weils zwee Memberen aus der ESEB vun all Regionaldirektioun eng Formatioun mam Titel Ausbildung zum/zur Deseskalationstrainer/-in nach ProDeMa® für den Kind- und Jugendbereich ugebueden. Dës Agente gëllen als Multiplicateurs, well si d'Kompetenzen, déi si an dëser Formatioun entwéckelt hunn, net nëmme selwer uwenden, mee och un hir Kollege weiterginn. D'Participante vum der Formatioun hunn eng Panoplie u Strategië kenne geléiert, déi hinne bei der Bewältigung vu Konfliktsituatiounen an der Schoul hëllef kënnen. Ausserdem hu si geléiert, wéi si d'Léierpersonal bei der Betreierung vu Schülerinnen a Schüler mat Verhalensopfällegeete kënnen ënnerstëtzen a wéi si duerch d'Entwécklung vu Konfliktléisungsméiglechkeete Gewalt kënnen prevenéieren.

Zousätzlech bitt den IFEN reegelméisseg gezielt Formatiounen un, déi d'Enseignanten an d'Membere vun der ESEB outilléieren, fir am Fall vu Gewalt an der Schoul léisungsorientéiert ze reagéieren. Zu der diversifizierter Formatiounsoffer vum IFEN zielen och d'Supervisiounen, déi et den Enseignanten erlaben, fir d'Prise en charge vun de Schüler ze optimiséieren.

Nieft dëser Formatiounsoffer fir d'Schoulpersonal gesäit och de Plan d'études ënner anere am Beräich vun den transversale Kompetenze vir, datt den Enseignant am Kader vu sengem Unterrecht d'Kompetenz bei de Schüler entwéckelt, fir datt si léieren nozelauschten, en Dialog ze féieren an ze verhandelen. Dëst sinn alles weesentlech Elementer fir eng effikass Gewaltpreventioun.

Des Weideren ënnerstëtzt de Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend (MENJE) an Projete wéi ënner anere Mobbing, Peace Force oder BEE SECURE. De Kontakt mat de Persounen, déi am Kader vun dëse Projete matwierken, erlaabt et den Enseignanten, nei Pisten ze degagéieren, fir am Fall vu Gewalt an der Schoul effikass ze reagéieren. Och sinn am Kader vu Projeten op Ufro vun der Schoul hin direkt Interventiounen an der Klass virgesinn, fir datt eenzel Problematike vun héich spezialiséiertem Personal kënnen ugepaakt a geléist ginn.

Doriwwer eraus huet den ONE d'Méiglechkeet, iwwert seng Prestatairé Mesur fir d'Betreierung vu Kanner, déi Affer vu Gewalt waren, unzebidden, sief et duerch eng Decisioun vum Riichter oder op Ufro vun den Eltere respektiv dem Jugendlechen. Extern spezialiséiert Servicer, déi net Prestatairé vum ONE sinn, bidden och therapeutesch Behandlungen un, déi direkt iwwert den ONE kënnen ugefuerdert ginn.

De MENJE an d'Direktiounen engagéieren sech sou vill wéi nëmme méiglech, fir d'Schoulen an d'Léierpersonal an dës Situatiounen ze ënnerstëtzen. D'Prioritéit

muss sinn, jiddereen an esou engem Ament ze schützen, Matschüler a Léierpersonal, ma och de betrafene Schüler oder déi betrafte Schülerin virun sech selwer.

ad 4. Säitens de Regionaldirektioun goufen Efforte gemaach, de Sujet vun engem méiglechen Amoklaf mat de Gemengen – déi laut Gesetz fir d'Infrastruktur vun de Schoulgebaier zoustänneg sinn – ze thematiséieren. D'Ëmsetzung vu verschiddene Mesuren, wéi beispillsweis den Alarmknäppchen, en automatischt Zougog vum den Diere gradewéi d'Kontroll vum Zougang zu de Schoule goufen hei an d'A gefaasst.

Donieft gouf vum Kriseninterventionsteam (KIT) ee Classeur ausgeschafft, an deem sech ee Kapitel mat engem méiglechen Amoklaf befaasst, an den Enseignanten ënner anere erkläert, wéi si sech an esou engem Fall ze verhalten hunn.

Och den IFEN huet an de leschte Jore Formatiounen souwuel zum Thema Amok ugebueden (zum Beispill Amokalarm – zweckmäßiges Verhalten in der Klasse) wéi och zum Thema Santé mentale, déi en Deelberäich vun der Preventioun an der Sécherheet duerstellt (zum Beispill Premiers secours en santé mentale).

ad 9. D'Kompetenzzentren, dorënner de Kompetenzzentrum fir sozio-emotional Entwécklung (CDSE), entwéckele sech permanent am Aklang mat der Demande u spezialisierter Beschoulung vu Kanner a Jonke mat spezifesch Besoinen. Si funktionéieren deemno net no enger Logik vu fixe Plazen, mee passen hir Offer kontinuéierlech un d'Bedierfnesser un. Esou goufen zum Beispill bei der leschter Rentrée fénnef nei Klasse fir de CDSE uechter d'Land geschaf (Péiteng, Monneresch, Useldeng, Schieren, Wëlwerwolz). Dës sougenannt Kohabitatiounsklasse sinn a reguläre Grondschoulen integréiert, fir d'Proximitéit zur Reegelschoul ze garantéieren an eng punktuell Zesummenaarbecht souwéi méiglech Transitiounen ze erliichteren.

Wat d'Zäitspan tëscht der Demande an der effektiver Opnam vun engem Kand an enger Klass vun engem Kompetenzzentrum ugeet, si verschidden Elementer ze berücksichtegen. Dozou gehéieren d'Virlafgesprächer mat den Eltere gradewéi d'Erstelle vun engem fachlechen Diagnostic. D'Gesetz iwwer déi schoulesch Inklusioun gesäit vir, datt dee spezialiséierten Diagnostic, deen duerch e Kompetenzzentrum am Optrag vun der nationaler Inklusiounskommissioun (CNI) a mam Averständnes vun den Elteren duerghefouert gëtt, bannent dräi Méint ofgeschloss muss sinn. Op Grond vun dësem Diagnostic hält d'CNI eng Decisioun, wat déi passendst Moosnam fir dee betrafene Schüler ugeet. Dës Decisioun trëtt eréischt a Kraaft, nodeems d'Elteren hiert formellt Averständnes ginn hunn, sou och am Fall vun enger spezialisierter Beschoulung an enger Klass vun engem Kompetenzzentrum.

Règles concernant les vols militaires | Question 3178 (12/11/2025) de M. Marc Goergen (Piraten)

„l'essentiel“ schreift an engem Artikel vum 10. November 2025, datt en amerikanesche Militärflieger vum Typ V-22 Osprey géint 12.30 Auer am lëtzebuergesche Loftraum ënnerwee war. Dëse Modell vun der US Air Force ass eng hybrid Konstruktioun tëscht Fliger an Helikopter, déi vertikal starte kann an eng Héchstvitess vun iwwer 500 km/h erreicht. Seng genee Destinatioun war, aus Sécherheetsgrënn, net bekannt, a konnt deemno net op ëffentleche Fluchradaren nogekuckt ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Verdeedegung dës Fro stellen:

– Ënnert wéi enge Konditiounen a Reegelen dierfen esou Militärflieger den Lëtzebuergeschen Loftraum notzen? Gëtt heibäi eng Ënnerscheedung gemaach tëscht NATO-Partnerlänner an Net-NATO-Partnerlänner a falls jo, wéi Ënnerscheeden sech d'Reegelen an d'Prozeduren?

Réponse (05/12/2025) de Mme Yuriko Backes, Ministre de la Défense

D'Konditioun, fir dass esou Militärflieger den Lëtzebuergeschen Loftraum dierfen notzen, ass, dass si iwwert eng „Autorisation diplomatique de survol“ (Diplomatic Flight Clearance) verfügen, ausgestallt vum Minister/der Ministesch. Dëst war de Fall.

D'Reegelen, ënnert deene Militärvolle stattfannen, sinn déi allgemeng gültig Loftraumreegelen, festgeluecht duerch international Konventiounen iwwert de Loftverkéier an d'Aviationssécherheet, an hei zu Lëtzebuerg implementéiert an applizéiert vun de Servicer vun der „Navigation aérienne“. Dëst sinn universal applikabel Konventiounen, déi net tëscht NATO-Partner an Net-NATO-Partner ënnerscheeden.

Politique de décentralisation dans le contexte de la Foire de l'étudiant | Question 3179 (12/11/2025) de M. Marc Goergen (Piraten)

D'Studentevereenegung ACEL huet rezent ëffentlech Kritik un der Regierung gelooss, wat d'Organisatioun vun der Studentefoire betrëfft. D'CSJ huet an engem Communiqué d'Kritique vun der ACEL gedeelt a schreift:

„Mir als CSJ, zesumme mat eisen CSJ Schüler a Studenten, déi viru gutt enger Woch selwer mat engem Stand un der Studentefoire deelgeholl hunn, deelen d'Uregungen an d'Bedenke vun der ACEL. [...] De Standuert am Süde vum Land féiert dozou, datt vill Schüler a Studente laang Strecken hunn, fir op d'Foire ze kommen. D'Verbindunge mam ëffentlechen Transport, dee fir vill Jonker ouni Führerschäin onëmgängelech ass, si besonnesch aus dem Norden an dem Oste vum Land schlecht.“

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Héichschoul a Fuerschung a fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten dës Fro stellen:

1. Wéi steet d'DP/CSV-Regierung zur Organisatioun vun der Studentefoire am Süden?
2. Wéi steet d'DP/CSV-Regierung zur Dezentraliséierung vun den Aktivitéiten an zur Stärkung vun de wirtschaftlechen a staatlechen Aktivitéiten am Süden?
3. Wéi bewäert d'Regierung d'Kritique vun de Jonke betreffend den ëffentlechen Transport tëscht de Regiounen hei am Land? Akzeptéiert si d'Kritik, dass d'Transportweeër ze laang sinn?

4. Wat wäerten se maachen, fir dass den Transport tëscht dem Norden Osten, Norden am Süden hei am Land besser gëtt?

5. Wéi wäert de Süden allgemeng gestärkt ginn an noer Zukunft?

Réponse (09/12/2025) de Mme Stéphanie Obertin, Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur | Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | M. Claude Meisch, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire

ad 1. D'Regierung steet dozou, datt d'Studentefoire an de leschte Joren um Campus Belval organiséiert gouf, well dat entsprechend Konzept virgesinn huet,

d'Foire an engem modernen, dynameschen Universitätsëmfeld ze verankeren. Tatsaach ass, datt de Campus Belval deen eenzege richtegen Universitäts-campus am Land ass.

Dëse Choix sollt et de Schüler an Elteren erméiglechen, op engem Uniscampus a Kontakt mat internationale Schoulen an Acteuren aus dem Héichschoulberäich ze kommen – eppes, wat och an de fréiere Joren, och no den Enquêtes de satisfaction, positiv ugesi gouf.

Gläichzäiteg erkennt d'Regierung un, datt sech d'Erwaardungen an d'Besoinen vun de Jonken an de Partnerorganisatiounen (ACEL, Jugendrot ...) weiderentwéckelt hunn, an datt eng Foire iwwert d'Zukunft vun de Jonke méi breet opgestallt soll sinn – mat enger holistescher Orientéierung, déi niift dem Héichschoulberäich och den Aarbechtsmaart, d'Beruuf, d'nonformal Bildung an aner Secteuren integréiert.

An deem Kontext ass d'Regierung oppen, zesumme mat allen Acteuren, en neit Konzept fir d'Foire auszeschaffen, dat och d'Fro vum Standuert nei evaluéiert, fir de Besoinen vun esou enger méi grousser an inklusiver Foire Rechnung ze droen.

D'Regierung steet also hanner der Logik vum Konzept vun enger Foire mam Fokus op d'Héichschoulstudien um Uniscampus Belval, mee si ass gläichzäiteg prett fir en neie Wee: eng Foire fir all Jonker, mat engem Standuert, dee méi Plaz fir eng méi grouss Diversitéit u Secteuren ubitt.

ad 2. Esou wéi op méi Plazen am Koalitiounsofkommes festgehal, steet d'Regierung weiderhin hanner der Dezentralisatioun vun Aarbechtsplazen an aneren Entwécklungszentren (CDA, centres de développement et d'attraction), allem virop an der Nordstad an an der Südregioun.

ad 3. Aus dem Norde fiert ënnert anerem all Stonn een direkten Zuch op de Belval. Vun Ettelbréck aus bedréit d'Reeszeit 1h04 a vun Elwen aus 1h45. D'RGTR-Linnen aus dem ganzen Norde sinn op d'CFL-Garé vun där Linn ausgeriicht.

Aus dem Oste kënn een ënnert anerem mat eemol Ëmklamme vu Waasserbëlleg an 1h11 op de Belval.

Vun der Stad (Gare centrale) aus ass ee mam Zuch an 31 Minutten um Belval. Ab 2035 wäert de „séieren Tram“ de Süde mat der Stad verbannen an dee Wee also nach méi attraktiv maachen.

Aus dem Süde kënn ee jo no Uertschaft mam TICE oder mat der Eisebunn a maximal enger Stonn op de Belval.

ad 4. D'Verbesserung vun den Transportbedéngungen an alle Regiounen vum Land ass Géigestand vum Plan national de mobilité (<https://gouvernement.lu/fr/dossiers/2022/pnm2035.html>). Do sinn déi virgesinn Mesuren och pro Regioun duergestallt an erkläert.

ad 5. Hei sief op d'Äntwert op d'Fro 2 verweisen.

Wat méi spezifesch den ëffentlechen Transport ubelaangt, gétt op de PNM 2035 verweisen.

Exercice du droit de préemption par le Fonds du logement | Question 3180 (12/11/2025) de Mme Liz Braz | Mme Paulette Lenert (LSAP)

En vertu de l'article 2, paragraphe (5), de la loi du 24 avril 2017 portant réorganisation de l'établissement public dénommé « Fonds du logement », le Fonds du logement se réserve un droit de préemption en cas de revente d'un logement bénéficiant d'un droit d'emphytéose, pour une durée équivalente à celle stipulée dans l'acte de vente.

Conformément aux dispositions en vigueur, tout propriétaire souhaitant revendre un bien acquis auprès du Fonds doit notifier son intention de vendre par lettre recommandée à l'établissement, lequel dispose d'un délai de deux mois pour faire connaître sa décision d'exercer ou non son droit de préemption.

En cas d'exercice de ce droit, le prix de rachat correspond au prix initial d'acquisition, majoré de l'indice du coût de construction (Statec), tout en tenant compte d'éventuelles moins-values liées à l'occupation.

Dans ce contexte, nous souhaiterions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire :

1) Combien de logements ont été rachetés par le Fonds du logement, au cours des cinq dernières années, dans le cadre de l'exercice de ce droit de préemption ?

2) Quel est le délai moyen observé entre la notification d'intention de vendre par le propriétaire et la décision formelle du Fonds du logement d'exercer ou non son droit de rachat ?

3) Pendant quelle durée moyenne ces logements restent-ils vacants entre la notification de revente et leur réaffectation ou remise sur le marché, et combien de logements sont actuellement inoccupés pour ce motif ?

4) Une fois la décision prise par le Fonds du logement d'exercer son droit de préemption, quel est le délai moyen observé entre cette décision et la tenue effective de l'acte de vente devant notaire ?

Réponse (10/12/2025) de M. Claude Meisch, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire

ad 1) Au cours des 5 dernières années, le Fonds du logement a procédé au rachat de 43 unités de logement dans le cadre du droit de préemption applicable en cas de revente d'un logement bénéficiant d'un droit d'emphytéose.

ad 2) La décision formelle en vue d'exercer le droit de rachat par le Fonds du logement est transmise dans un délai moyen de 15 jours ouvrables à réception de l'intention de vendre par le propriétaire.

ad 3) La durée moyenne de vacance d'un logement entre le rachat et la revente du bien préempté est d'environ 6 à 8 mois. À noter que le logement préempté est remis en commercialisation au plus tard 15 jours ouvrables après la signature de l'acte de rachat, sauf cas exceptionnel de travaux de rénovation.

Actuellement, une dizaine d'unités de logement ayant fait l'objet du droit de préemption sont disponibles à la revente et inoccupées.

ad 4) Le délai moyen entre la décision d'exercer le droit de préemption et la tenue effective de l'acte de vente est de plus ou moins 3,5 mois, dépendamment de paramètres variables.

À la réception de la décision formelle valant offre de rachat dûment signée par le propriétaire, et sous réserve de l'usure normale du logement constatée par une première visite, un accord du conseil d'administration du Fonds du logement est requis au préalable d'une autorisation ministérielle pour le rachat dudit logement. À réception, les procurations requises à la signature de l'acte sont établies avant transmission du dossier contenant toutes les pièces justificatives à l'étude notariale en charge de la rédaction d'un projet d'acte.

Après validation du projet d'acte par les parties, la mise à disposition du financement est réalisée au

sein du Fonds du logement selon les procédures en vigueur en vue du rachat du logement.

Faux policiers | Question 3181 (12/11/2025) de M. André Bauler | Mme Simone Beissel (DP)

En France, les autorités publiques sonnent les cloches d'alarme sur l'aggravation du phénomène des faux policiers. Il s'agit souvent de brigands qui feignent d'agir en qualité d'agents policiers en arrêtant des conducteurs de véhicules immatriculés à l'étranger sur les autoroutes du pays afin de les voler. Alors qu'au Grand-Duché ce problème semble être moins prononcé, il faut toutefois constater que la presse quotidienne rend régulièrement attentive sur l'action d'arnaqueurs déguisés en agents policiers et qui tentent de dépouiller des citoyens, souvent des personnes âgées ou vulnérables.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures et à Madame la Ministre de la Justice :

1) Monsieur le Ministre peut-il informer sur le développement du phénomène des faux policiers depuis 2020 ? Combien de personnes ont pu être arrêtées par les forces de l'ordre ?

2) Quelles mesures la police a-t-elle prises pour sensibiliser la population résidente, notamment en diffusant des consignes de protection ?

3) Madame la Ministre peut-elle informer sur le nombre de jugements et de condamnations en ce domaine de criminalité depuis 2020 ?

Réponse (10/12/2025) de M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | **Mme Elisabeth Margue,** Ministre de la Justice

ad 1) Entre 2020 et 2025, trois cas d'usurpation de la qualité de policier ont été traités par le Service de police judiciaire. Deux de ces cas s'inscrivent dans le cadre d'affaires portant sur les fraudes du type « Lux-Trust Phishing » au cours desquelles des individus ont tenté de récupérer des données LuxTrust des victimes en se présentant comme des policiers. Dans le troisième cas, un individu avait tenté de s'introduire dans l'appartement de la victime en invoquant la qualité de policier.

ad 2) La police communique régulièrement des informations et conseils de prévention pour se prémunir contre différents types d'arnaques, notamment l'arnaque à la fausse qualité, à travers les médias nationaux, les réseaux sociaux et son site Internet. Les messages de sensibilisation contre les faux policiers comportent des affiches montrant des agents en uniforme avec des éléments distinctifs, comme les pattes d'épaule ou le numéro d'identification unique, qui permettent de reconnaître un policier. Il y est aussi rappelé que les policiers parlent couramment le luxembourgeois et peuvent s'identifier à tout moment.

La population est aussi rendue attentive aux méthodes frauduleuses couramment employées et avisée de contacter le 113 en cas de doute ou d'arnaque constatée.

Les communications peuvent également être relayées au grand public par d'autres institutions étatiques, telles que la Commission de surveillance du secteur financier (CSSF), en fonction selon les arnaques visées.

ad 3) Les statistiques des autorités judiciaires ci-dessus reflètent le nombre de condamnations prononcées sur base des articles 227 et 228 du Code pénal relatifs à l'usurpation de fonctions, titres ou noms. ↑

Cependant, elles ne permettent pas de recenser si l'usurpation de fonctions concerne la fonction d'agents de la Police grand-ducale ou d'autres fonctions.

Désertification commerciale des centres-villes | Question 3182 (12/11/2025) de **M. Laurent Mosar** | **M. Maurice Bauer** (CSV)

Le phénomène de désertification commerciale touche de plus en plus les centres-villes dans de nombreux pays et il touche également notre pays. Ce phénomène a de nombreuses causes, dont le changement de comportement du consommateur qui fait ses achats en ligne. Dans nos pays voisins, les gouvernements ainsi que les autorités locales prennent un certain nombre d'initiatives pour combattre ce fléau. Plusieurs de ces initiatives sont très intéressantes et pourraient également s'appliquer dans notre pays. Parmi ces initiatives, une serait par exemple de donner plus de pouvoir aux autorités communales de prendre des décisions quant au type de commerce à installer dans les centres-villes. Une autre proposition serait la création de zones franches dans les localités afin d'autoriser les commerces à y vendre hors taxe ou à des taux réduits, afin de rendre ces commerces plus attractifs.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme :

1) Quelles actions le Gouvernement entend-il prendre pour combattre la désertification commerciale des centres-villes ?

2) Le Gouvernement entend-il donner plus de responsabilités aux communes concernant l'implantation commerciale et les autorisations y relatives ?

3) Le Gouvernement réfléchit-il à l'introduction de zones franches au centre des localités afin d'y rendre les commerces plus attractifs ?

Réponse (11/12/2025) de **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1) Au titre des mesures existantes, l'Observatoire national des PME et le Cadastre de commerce peuvent notamment être mis en avant. Pour disposer de données sur des secteurs tels que le commerce de détail traditionnel, l'industrie alimentaire, l'hôtellerie, la restauration, les cafés, les bars, les services et l'artisanat, les données du Cadastre de commerce – qui couvre l'ensemble du territoire national – offre une vue d'ensemble de l'évolution structurelle des différents secteurs économiques. Ces données sont publiquement disponibles sur le Géoportail¹³ et cet outil est notamment destiné à aider les communes à mieux analyser leur propre situation. En outre, un rapport sur le commerce de détail est publié chaque année et depuis cette année des rapports thématiques spécifiques sont également prévus. Ces rapports peuvent être consultés sous : <https://retailreport.eco.etat.lu/>.

Des subsides du Ministère de l'Économie à destination des communes et des unions commerciales sont disponibles au titre de l'article budgétaire « Participation sur base de modalités définies par règlement du Gouvernement en conseil à des actions visant l'amélioration de la compétitivité du commerce urbain et de proximité, et financées par les collectivités locales et les organismes professionnels » sur base duquel

de tels projets sont soutenus à hauteur d'un tiers des frais éligibles.

En outre, dans le cadre du « Pakt Pro Commerce », ayant pour but de dynamiser et soutenir le développement du commerce local à travers une série d'actions pratiques, la Luxembourg Confederation soutient les unions commerciales existantes dans leur développement afin d'accroître l'attractivité des communes.

De manière générale il convient de préciser que les collaborateurs du Ministère de l'Économie se tiennent à disposition des communes pour leur présenter les différents programmes de soutien au commerce ou encore présenter aux entreprises les aides publiques disponibles dans le cadre de leur implantation, de leurs investissements et de leur développement.

ad 2) Conformément à la directive relative aux services dans le marché intérieur, toute nouvelle disposition législative, réglementaire ou administrative relative aux régimes d'autorisation ou ayant un impact sur la liberté d'établissement ou la libre prestation de services doit faire l'objet d'une notification et n'est possible que pour des raisons impérieuses d'intérêt général. Les vacances de locaux commerciaux ne tombent pas sous les raisons impérieuses d'intérêt général.

Par ailleurs, les communes disposent d'ores et déjà de toutes les responsabilités en matière de d'aménagement du territoire, respectivement d'autorisation de construire dans le cadre des implantations de commerces.

ad 3) Une zone franche au centre d'une localité serait difficile à mettre en œuvre et n'est actuellement pas envisagée. À ce jour, le Ministère de l'Économie n'a pas été saisi d'une demande en ce sens de la part d'une commune.

Plan d'action « Drogendesch 2.0 » | Question 3183 (13/11/2025) de **M. Dan Biancalana** | **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Dans leur réponse à notre question parlementaire n° 2980 du 2 octobre 2025, les ministres concernés font référence au nouveau Plan d'action national intitulé « Drogendesch 2.0 », présenté en date du 8 mai 2025. Or, ce plan est principalement axé sur la problématique des stupéfiants et ne thématise ni la question du jeu pathologique (ludopathie), ni ne prévoit des mesures spécifiques visant cette forme d'addiction comportementale.

Nous constatons que les réponses apportées restent générales et imprécises, sans répondre de manière claire et circonstanciée aux questions pourtant formulées de façon explicite.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) Le Plan d'action « Drogendesch 2.0 », bien qu'inscrit dans le cadre de la stratégie nationale en matière d'addictions adoptée en 2020, ne traite pas explicitement de la problématique des jeux d'argent et de hasard. Le Gouvernement envisage-t-il d'adapter ce plan ou de le compléter par une annexe spécifique dédiée aux addictions comportementales ? Dans l'affirmative, quelles mesures concrètes sont envisagées pour encadrer et prévenir les pratiques de jeu excessives, notamment la ludopathie ?

2) Indépendamment de la réforme législative relative aux jeux de hasard, quelles initiatives de santé publique le Gouvernement prévoit-il en matière de

protection des personnes vulnérables, notamment des mineurs ? Un système national centralisé d'auto-exclusion ou d'autres dispositifs sont-ils à l'étude ou en cours de mise en œuvre, afin d'aller au-delà des mécanismes actuellement en place ?

3) Actuellement, le « Zenter fir exzessiivt Verhalen a Verhalenssucht » (ZEV) est conventionné avec le Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale ainsi qu'avec le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse. Dans ce contexte, le Gouvernement envisage-t-il d'adapter la législation en matière de jeux de hasard pour y introduire une contribution dédiée à la prévention, par exemple une taxe de 0,5 % sur le produit brut des jeux de loteries, à l'instar de ce qui se fait dans d'autres pays ?

Réponse (16/01/2026) de **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | **Mme Elisabeth Margue**, Ministre de la Justice | **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances | **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1) Un tel plan ciblant spécifiquement les addictions comportementales et notamment la ludopathie, n'est pas prévu par l'actuel accord de coalition et n'est pas programmé à l'heure actuelle. Toutefois, le Gouvernement soutient les activités du Zenter fir exzessiivt Verhalen a Verhalenssucht (ZEV) dont l'éventail des offres a été décrit en détail dans la réponse à la question parlementaire n° 2980 du 2 octobre 2025 ainsi que les offres de prévention du Centre national de prévention des addictions (CNAPA) qui a émergé de l'ancien Centre de prévention des toxicomanies (CePT), et qui couvre aujourd'hui l'ensemble des addictions, y comprises les addictions comportementales.

Dans le cadre de la prévention des addictions et notamment des usages excessifs et problématiques des écrans, médias sociaux et jeux en ligne, les établissements de l'enseignement secondaire ont la mission légale, à travers des prestations offertes par les services psycho-sociaux et d'accompagnement scolaires et les services socio-éducatifs, de sensibiliser les élèves et de leur proposer une information adaptée leur permettant d'acquérir les compétences nécessaires à une utilisation saine et raisonnable des outils en question.

À cet effet, un programme pilote a été conçu au sein de 5 lycées en collaboration avec le Zenter fir exzessiivt Verhalen a Verhalenssucht (ZEV). Cet engagement collectif a pour objectif d'accompagner les jeunes vers un usage plus équilibré et responsable des écrans, des réseaux sociaux et des jeux en ligne. Il vise à aider les élèves à mieux gérer leur temps en ligne, à éviter les usages excessifs et à développer de nouvelles habitudes positives, sans diaboliser le numérique.

ad 2) En ce qui concerne cette question, il y a lieu de renvoyer les honorables Parlementaires à la réponse à la question 5 de la question parlementaire n° 2980 du 2 octobre 2025, dans laquelle l'option de l'auto-exclusion et la protection des mineurs sont explicitement adressées.

À titre d'information complémentaire voir également la réponse à la question 1 de la présente question parlementaire pour ce qui est du volet prévention et protection des personnes vulnérables.

ad 3) La quasi-totalité des recettes financières de la Loterie nationale sont attribuées à l'Œuvre nationale de secours Grande-Duchesse Charlotte. Selon la loi modifiée du 22 mai 2009 relative à l'Œuvre nationale de secours Grande-Duchesse Charlotte et à la Loterie nationale, l'Œuvre a notamment pour missions de

¹³ https://map.geoportail.lu/theme/main?lang=en&version=3&X=68646&Y=6441644&zoom=11&rotation=0&features=&layers=2315&opacities=1&time=&bglayer=basemap_2015_global&serial=

soutenir des organismes œuvrant dans le domaine social, de soutenir des organismes œuvrant au niveau national dans les domaines de la culture, du sport et de la protection de l'environnement et de participer aux dépenses des offices sociaux communaux et du Fonds national de solidarité. L'Œuvre soutient ainsi financièrement, outre les offices sociaux, divers autres bénéficiaires, comme par exemple la Croix-Rouge luxembourgeoise, la Ligue médico-sociale, le Comité olympique et sportif luxembourgeois, la Fondation Hëllef fir d'Natur, le Fonds culturel national, etc. et elle peut également soutenir d'autres associations et projets à travers des aides ponctuelles.

Dans la mesure où la quasi-totalité des recettes financières de la Loterie nationale sont par ce biais consacrées au soutien de divers acteurs et projets de la société civile, la loi précitée du 22 mai 2009 dispose d'ailleurs que « L'Œuvre est affranchie de tous impôts et taxes au profit de l'État et des communes, à l'exception de la taxe sur la valeur ajoutée et des taxes rémunératoires [...] ».

En ce qui concerne les jeux de hasard sujets à la loi modifiée du 20 avril 1977 relative à l'exploitation des jeux de hasard et des paris relatifs aux épreuves sportives, le prélèvement sur les paris relatifs aux épreuves sportives est aujourd'hui déjà fixé à 15 % des sommes brutes engagées dans les paris et le prélèvement sur les autres jeux de hasard varie entre 10 % et 80 % en fonction du montant du produit brut des jeux.

Pratiques de contrats de conseil pour anciens dirigeants dans les institutions publiques | Question 3184 (13/11/2025) de M. Sven Clement (Piraten)

Wéi aus der rezenten Press ze liese war, gëtt et a verschiddenen ëffentlechen a parastaatlechen Institutionen d'Praxis, fir fréiere Presidenten oder Direkteren no hirem Abschied Beroderposten unzebidden. Esou gouf beispillsweis annoncéiert, datt d'Spuerkeess hirer fréierer Generaldirektesch eng Positioun als „strategic advisor“ ugebueden huet. Och aus anere Beräicher, wéi der CNS, si solch Konstellatiounen bekannt. Fir méi Transparenz an deem Beräich ze schafen a fir potentiell Interessenkonflikter besser aschätzen ze kënnen, stellen sech verschidde Froen.

An deem Zusammenhang wéilt ech dem Premierminister dës Froen stellen:

1. Bei wéi villen ëffentlechen a parastaatlechen Institutionen gëtt et aktuell Beroderverträge mat fréiere Presidenten oder Direkteren? Kéint d'Regierung eng detailléiert Iwwersiicht vun dësen Entitéiten ginn?
2. Wéi ginn dës Beroderposten remuneréiert? Wéi vill kascht et de Staat respektiv déi jeeeweileg Entitéit pro Joer? Kéint eng Iwwersiicht vun de Käschte pro Institution zur Verfügung gestallt ginn?
3. Wéi gëtt verhënnert, datt et zu Interessenkonflikter kënn, wa fréier Responsabelen déi nei Leedung beroden, mat deenen si eventuell nach bis viru Kuerzem zesumme geschafft hunn? Gëtt et kloer Reegelen oder Richtlinnen, déi d'Roll an d'Verantwortung vun dësen Beroderen definéieren?
4. Gesäit d'Regierung an dëser gängiger Praxis kee Risiko, datt et zum sougenannten „Dréidier-Phänomen“ kënn, wou fréier Responsabelen zu Lobbyisten ginn oder hir nei Positioun am Interessi vun Drëtten ausnotzen? Wéi gëtt garantéiert, datt déi strategesch Informatiounen vertraulich bleiwen?
5. Plangt d'Regierung eng generell an och ministeriwwergräifend Approche, fir d'Praxis vu

Beroderverträge mat fréiere Presidenten an Direkteren iwwer all ëffentlech Institutionen an Entitéiten ze reegelen? Falls jo, a wéi enger Form? Falls nee, aus wéi enge Grënn net?

Réponse (18/12/2025) de M. Luc Frieden, Premier ministre

Op Nofro hin hunn aktuell just 2 Ministèren e sougenannte Berodervertrag mat engem fréiere President oder Direkter, déi allen zwee Staatsbeamte waren. Aus Datschutzgrënn kann een op dësem Wee awer keng méi detailléiert Informatiounen liwweren.

Et ass also net esou, dass een hei vun enger gängiger Praxis kéint schwätzen an et bleift deemno eng aussergewöhnlech an exceptionell Moossnam, déi just dann Uwendung fënnt wann se Sënn mécht fir de Staat, well een eng disponibel Ressource zur Verfügung huet, déi eng laangjäreg Erfahrung gesammelt huet an hir Zouverlässigkeet iwwert Joren am Dénkscht vum ëffentlechen Interessi a Beweis gestallt huet.

D'Dauer vun deenen 2 Verträge sinn un déi spezifesch Missiounen gebonnen a deemno zäitlech staark begrenzt. Nieft der Beschriewung vun der konkreter Missioun, de Rechter an den Obligatiounen, sinn och d'Modalitéiten vun deene jeeeweilegen Zesummenaarbechten, esouwéi de Remunerationsschlüssel, am eenzelnen an de Verträge gereegelt. Et besteet doriwwer ous also och kee Besoin, e generell Kader mat Reegelen fir esou e ganz spezifesch a punktuell Besoin opzestellen.

Conditions de preuve de l'honorabilité professionnelle pour l'extension d'une autorisation d'établissement | Question 3185 (13/11/2025) de M. Sven Clement (Piraten)

Fir d'Ufro oder d'Erweiterung vun enger Etablissementsgeneemegung (Autorisation d'établissement) müssen d'Entrepreneuren hir Honorabilité professionnelle nowiesen. Een Deel vun dëser Iwwerprüfung ass d'Virleeë vun engem Extrait aus dem Strofregëster (Casier judiciaire).

Wéi eis vu betreffenen Entrepreneuren zougedroegouf, schéngt et eng spezifesch Hürd fir Persounen ze ginn, déi nach keng 10 Joer zu Lëtzebuerg wunnen. Dës Persounen müssen anscheinend, onofhängeg vun hirer Nationalitéit, en Extrait aus dem Strof dossier vun hirem Hierkonftsland abréngen. Dës Ufuorderung gëtt als komplizéiert an zäitintensiv ugesinn.

Besonnenesch inkohärent schéngt dës Reegel a Fäll, wou en Entrepreneur, deen d'Prozedur fir seng éischt Geneemegung scho mat Erfolleg duerschlof huet a seng Honorabilité professionnelle deemools nogewisen huet, elo fir eng simpel Erweiterung vu senger Aktivitéit dës Pabeieren nees muss abréngen. Dëst widerhélt net nëmmen eng administrativ Demarche, mee stellt d'Verhältnisméissegkeet a Fro, besonnenesch wann déi betrafte Persoun mëttlerweil d'Lëtzebuurger Nationalitéit ugeholl huet.

An deem Zusammenhang wéilt ech dem Minister fir Wirtschaft dës Froen stellen:

1. Kann den Här Minister confirméieren, dass Persounen, déi eng Etablissementsgeneemegung erwidere wëllen a manner wéi 10 Joer zu Lëtzebuerg residéieren, en Extrait aus dem Strof dossier vun hirem viregte Residenzland mussen virleeën?
2. Kann de Minister confirméieren, dass dës Ufuorderung och fir naturaliséiert Lëtzebuurger Bierger gëllt?
3. Aus wéi engem Grond muss d'Honorabilité professionnelle duerch en auslännesche Strof dossier op

en Neits iwwerpréift ginn, obwuel dës scho bei der éischter Geneemegung vum selwechten Entrepreneur festgestallt gouf?

4. Steet dës zousätzlech Kontroll am Aklang mam Prinzip vum der administrativer Vereinfachung? Gëtt et Pläng, dës Prozedur unzupassen, fir eng duebel Iwwerprüfung bei simplen Erweiterungen vun Aktivitéiten ze verhënnere?

Réponse (05/12/2025) de M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1. Virop sollt drop higewise ginn, datt d'Ausstellung vun enger Handelsermächtigung doru gebonnen ass, datt den Demandeur seng berufflech Integritéit nowiese kann. Dozu gehéiert, ënner anerem, en Extrait aus dem Strofregëster virzeleeën. Dës Ufuorderung ass wichteg, fir zukünftige Clienten a méiglech Geschäftspartner ze schützen souwéi d'Integritéit vum jeeeweileg Beruff ze erhalen.

Eng Persoun, déi viru manner ewéi 6 Méint eng Handelsermächtigung ausgestallt krut an hir Aktivitéiten erwidere wëll, muss keen neien Extrait aus hirem Strof dossier virleeën. Falls d'Persoun allerdéngs viru méi ewéi 6 Méint eng Handelsermächtigung ausgestallt krut, muss si dem Wirtschaftsministère am Kader vun den Honorabilitéitsreegelen en neien Extrait aus hirem Strof dossier virleeën.

ad 2. Déi nämmelecht Konditiounen gëlle fir naturaliséiert Lëtzebuurger Bierger, wa si méi wéi 10 Joer zu Lëtzebuerg residéieren. Sie brauchen allerdéngs keng „déclaration notariée de non-faillite“ anzerechen.

ad 3. Dës Prozedur ass eng obligatoresch Due-Diligence-Moossnam, déi néideg ass, fir d'Honorabilitéit vum Entrepreneur ze kontrolléieren. Dës Moossnam ass wichteg, well am Laf vun der Zäit nei Entwécklungen respektiv Ännerungen am Strof dossier vun engem Entrepreneur méiglech sinn, déi berücksichtegt mussen ginn. Duerch dës Kontroll gëtt d'Konformitéit mat den Honorabilitéitsreegelen garantéiert.

ad 4. Am Kader vun der administrativer Vereinfachung gëtt aktuell analyséiert ewéi de Wirtschaftsministère zukünftig op den „European Criminal Records Information System“ (ECRIS) zeréckgräife kann, fir de Strof dossier vun EU-Bierger net méi ufroen ze müssen. Et sief allerdéngs ugemierkt, datt déi administrativ Prozedur e Strof dossier unzefroen an deene meeschten EU-Länner esou séier an onkomplizéiert verleeft ewéi zu Lëtzebuerg.

Disponibilité linguistique des procédures myguichet.lu pour les entreprises | Question 3186 (13/11/2025) de M. Sven Clement (Piraten)

D'Plattform myguichet.lu ass dat zentraalt Instrument fir d'digital Erleedege vun administrativer Prozeduren fir Bierger an Entrepreneuren. D'Méiglechkeet, dës Demarchen an den dräi administrative Sproochen (Lëtzebuergesch, Franséisch, Däitsch) oder op d'mannst och op Englesch ze maachen, ass essenziell fir d'Attraktivitéit vum Standuert Lëtzebuerg an d'Benotzerfrëndlechkeet.

Wéi eis awer matgedeelt gouf, schéngen net all d'Prozeduren deem Prinzip vum der Méisproochegkeet ze folgen. Als Beispill gouf d'Prozedur fir d'Erweiterung vun enger Etablissementsgeneemegung (Autorisation d'établissement) genannt, déi sech u Betriber richt. Dës Demarche ass, mat Ausnam vun de Knäppercher „Rückkehr“, „Später Fortfahren“ a „Weiter“ exklusiv op Franséisch disponibel. Dëst stellt eng signifikant Barrière duer fir Entrepreneuren, déi dës Sprooch net mächtig sinn, a widersprécht dem Zil vun enger zougänglecher digitaler Verwaltung.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Digitalisatioun dës Froe stellen:

1. Kann d'Madamm Minister confirméieren, dass d'MyGuichet-Demarche fir d'Erweiterung vun enger Etablissementsgeneemegung (Secteur PME) aktuell nëmmen op Franséisch disponibel ass?

2. Wéi vill administrativ Prozeduren, déi sech u Betriber richten, sinn op MyGuichet aktuell net op d'mannst op Franséisch an Däitsch verfügbar?

3. Wéi vill vun dëse Prozeduren sinn net op Englesch verfügbar, obwuel si sech un en internationalen (Entrepreneurs-)Publikum richten?

4. Wat sinn déi technesch oder juristesche Grënn dofir, dass bei dëse wichtegen Prozeduren vum Prinzip vum der Méisproochegkeet ofgesi gouf?

5. Wat ass den Zäitplang vun der Regierung fir sécherzestellen, dass all relevant Demarché fir Entrepreneuren op MyGuichet op d'mannst op Franséisch, Däitsch an Englesch ugebuede ginn?

Réponse (15/12/2025) de Mme Stéphanie Obertin, Ministre de la Digitalisation

D'Plattform myguichet.lu gëtt vum Zenter fir Informatiounstechnologien vum Staat (CTIE) an de Sproochen Franséisch, Däitsch an Englesch ugebuede. De CTIE entwéckelt pro Joer knapp 100 nei Demarchen, déi all als Éischt an enger éischter Sprooch developpéiert ginn an, an de meeschte Fäll ass dat Franséisch.

Dëst erkläert sech doduerch, dass d'Delaen, fir eng Demarche op eng weider Sprooch ze iwwersetzen, e puer Méint an Usprooch huele kënnen, wat nottament der Qualitéitskontroll vun der Iwwersetzung geschéit ass. All d'Iwwersetzungen mussen an deem Sënn och vun der zoustänneger Administratioun validéiert gi fir sécherzestellen, dass d'Terminologie korrekt ass a mat der Gesetzgebung iwwereneestëmmt.

D'Initiativ, fir eng Demarche op weider Sproochen ze iwwersetzen, läit doriwwer eraus bei der zoustänneger Administratioun. Si ass déi kompetent Autoritéit a kennt souwuel déi gesetzlech Basis, déi eventuell eng spezifesch Sprooch imposéiert, an och de Public cible vun der Demarche.

Wéi dës Tabell¹⁴ vun der Repartitioun, no Sprooch vun den Demarchen, déi am „Espace professionnel“ vu myguichet.lu disponibel sinn, weist, ass d'Majoritéit vun den Demarchen a mindestens enger weiderer Sprooch par rapport zum Franséischen disponibel:

Wat déi spezifesch Demarche vun der Autorisation d'établissement ugeet, esou sinn d'Iwwersetzungen do en cours.

Well, wéi gesot, all Joer knapp 100 Demarchen an d'Offer vu myguichet.lu bäikommen, ass et schwéier e genauen Timing ze ginn, an deem alleguerten déi scho besteeënd Demarché kënnen iwwersat ginn.

Propagation de la pyrale du buis | Question 3187 (13/11/2025) de **M. André Bauler** | **M. Luc Emering** (DP)

Depuis des années, certaines espèces de pyrales (en latin « pyralidae »), telle la pyrale du buis, se répandent de manière progressive en Europe centrale, touchant en particulier des jardins privés, des jardins historiques ainsi que les espaces verts publics.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité :

1) Le ministère dispose-t-il d'informations concises relatives à la propagation des pyrales ou des espèces de pyrales au Luxembourg ?

2) Le ministère a-t-il, le cas échéant, un système de suivi voire une cartographie en la matière ?

3) Quelles sont les mesures prises par le ministère pour sensibiliser et conseiller les propriétaires privés, les communes et le grand public à propos de la pyrale ? Autrement dit, quelles mesures préventives sont recommandées pour restreindre voire éviter sa propagation ?

4) Quelles stratégies le ministère promeut-il pour lutter plus efficacement contre la pyrale ?

5) Le ministère envisage-t-il d'accorder des aides aux communes et aux particuliers qui favorisent le recours à des méthodes biologiques ?

6) Le ministère est-il au courant des instruments et mesures retenus par d'autres pays pour lutter de manière plus conséquente contre la pyrale ?

Réponse (14/01/2026) de Mme Martine Hansen, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture | **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1) et 2) La base de données d'observations des espèces du Musée national d'histoire naturelle contient des informations sur la propagation des espèces de pyrales. Cette base de données est munie d'une fonction cartographique pour visualiser la propagation¹⁴ et montre que la pyrale du buis est entre-temps répartie dans tout le pays avec une fréquence plus réduite au nord du pays.

Les prospections annuelles sur les organismes nuisibles réglementés menées par l'Administration des services techniques de l'agriculture (ASTA) n'ont pas révélé la présence d'autres espèces de pyrales nuisibles. Les espèces indigènes de pyrales ne causant aucun effet nuisible ne sont pas surveillées. Cependant, l'ASTA n'a pas de système de suivi spécifique pour la pyrale du buis, étant donné que celle-ci est considérée comme espèce établie en Europe centrale et n'est donc pas réglementée comme organisme nuisible dont un monitoring serait obligatoire.

ad 3) Le MAAV n'a pas pris de mesures spécifiques pour la sensibilisation du grand public à propos de la pyrale du buis, vu la présence très répandue en Europe. Lorsque des larves de pyrales de buis sont détectées par l'ASTA lors des contrôles des végétaux auprès des pépinières et distributeurs de plantes, les opérateurs en sont informés et priés de ne pas vendre les plantes en question.

ad 4) Comme la pyrale du buis est considérée comme établie, les mesures générales de lutte contre les ravageurs du type de lépidoptère sont applicables. Il n'y a pas de stratégie spécialement promue contre la pyrale.

ad 5) De la part du MAAV, aucune aide de la sorte n'est envisagée. À noter que l'emploi de produits phytomédicaments dans les espaces publics est interdit par la loi depuis le 1^{er} janvier 2016.

ad 6) De manière générale, l'ASTA suit les évolutions des mesures de lutte chimiques et non chimiques des pays voisins contre les différents organismes nuisibles. Les méthodes appliquées sont variées et le choix dépend toujours de l'endroit touché et de l'étendue des dégâts. Une approche généralisée n'est pas possible.

Enquête « Cadastre des loyers » | Question 3188 (13/11/2025) de **Mme Alexandra Schoos** (ADR)

Viru Kuerzem hat den Här Minister e Schreiwe u „personnes sélectionnées“ geschéckt, fir si dozou

opzefuerderen, un der Enquête „Cadastre des loyers“ deelzehuelen. An dësem Schreiwe heescht et: „Par la présente, je vous invite à remplir le questionnaire en ligne, d'une durée de 25 minutes, disponible en français, allemand et anglais.“ Verschidde Leit hunn sech doropshin driwwer opgereggt, dass dësen Online-Froebou net an der offizieller Landessprooch Lëtzebuergesch disponibel ass.

An deem Zesummenhang hunn ech folgend Froen un den Här Logementsminister:

1. Firwat gëtt dee Froebou net op Lëtzebuergesch ugebuede?

2. Wéi vill Persounen goufe fir dës Ëmfro selektionéiert? Wéi vill vun hinnen hunn déi Lëtzebuerger Nationalitéit a sinn deemno censéiert, Lëtzebuergesch ze verstoen?

3. Wéi steet den Här Minister zur Iwwerleeung, dass méi ugeschriwwen Leit dee Questionnaire géifen ausfüllen, wann en och op Lëtzebuergesch géif ugebuede ginn?

4. Wéi passt d'Entscheidung, dee Questionnaire net op Lëtzebuergesch unzebidden, zur offizieller Sproochepolitick vun der Regierung, déi den „Aktionsplang fir d'Lëtzebuerger Sprooch“ zu enger Prioritéit erkläert huet?

5. Plangt de Ministère, dee Froebou nodréiglech och op Lëtzebuergesch unzebidden?

6. Gëtt et Pläng, zukünfteg Ëmfroen méi inklusiv ze gestalten, z. B. duerch all offiziell Sproochen zousätzlech zum Engleschen?

Réponse (01/12/2025) de M. Claude Meisch, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire

Et ass dem Ministère vu verschiddene Säite suggeréiert ginn, esou Questionnairen och op Lëtzebuergesch ze maachen a gegebenenfalls och op Pabeier. Dëst ass eng Suggestioun, déi mer fir zukünfteg Enquête gären ophuelen. Am Fall wou d'Bedelegung un esou enger Enquête obligatoresch géng ginn, wier dat selbstverständlech och noutwendeg. Et ass awer net geplangt, dat nach fir dës Enquête ze maachen, well den Delai fir ze äntwerten Enn November ofleef. Eng Pabeierversioun ass aus technesche Contrainten och net méiglech.

Dës Enquête gouf u 27.988 Leit verschéckt. Aus Dateschutzgrënn – a well d'Nationalitéit vun de Leit fir d'Enquête keng Roll spillt – ass net bekannt, wéi sech dësen Echantillon no verschiddenen Nationalitéiten opschlésselt.

Procédures de sécurité appliquées au transport d'une urne funéraire au Findel | Question 3189 (13/11/2025) de **M. Sven Clement** (Piraten)

An der Press ass e Fall bekannt ginn, wou eng Famill, déi d'Äsche vun hirem verstuerwene Familljemember fir eng Baisetzung an Island transportéiere wollt, um Flughaf Findel op erhieflech Schwieregkeete gestouss ass.

Trotz enger offizieller Bescheinigung vum Bestatter gouf d'Metall-Urn beim Checkin refuséiert, well se angeblech net duerch Röntgestrale kéint kontrolléiert ginn. D'Famill huet doropshi fir den Dag duerno en neie Vol gebucht an d'Äschen an engem Kartong transportéiert – dës Kéierouni Problemer.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Mobilitéit an effentlech Aarbechten dës Froe stellen:

¹⁴ <https://mdata.mnhn.lu/>

1. Firwat kann eng Airline eng offiziell Bescheinigung vum Bestatter net akzeptéieren, obwuel dës vun der Police akzeptéiert ginn ass?

2. Sinn d'Sécherheitsvirschrëfte proportional an néideg, wann eng offiziell a präifbar Beschäinigung vun enger Pompes funèbres dobäi läit?

3. Wéi ënnerscheeden sech d'Lëtzebuerger Reegelen vun deenen an anere Länneren?

Réponse (11/12/2025) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Fir den Transport vun enger Urn mam Fliger soll dës aus engem anere Material wéi Metall bestoen. D'Begleeddokumenter kënnen déi erfuerderlech Sécherheitskontroll net ersetzen.

ad 2. Dës Sécherheitsreglementer gi vun internationalen, europäeschen a lëtzebuergeschen ziville Loftfaartautoritéite festgeluecht a verlaangen eng systematesch Sécherheitskontroll vun all agechecktem Gepäckstéck. Dofir kënnen Begleeddokumenter, wéi schonn uewe beschriwwen, déi erfuerderlech Sécherheitskontroll net ersetzen.

ad 3. D'Reegelen, déi zu Lëtzebuerg ugewannt ginn, entsprechen den internationalen an EU-Standarden. Dës Ufuerderunge si verbindlech fir all Acteuren, déi un der Fluchsécherheet bedeelegt sinn (Fluchhafbetreiber, Sécherheitsdëngschter, Fluchgesellschaften). Relevant Reesufuerderunge gi regelméisseg vun den Operateuren publizéiert, fir de Passagéier ze hëllefen, sech adequat op hir Rees virzebereeden. Och d'Luxair huet dës Reegelen op hirer Websäit publizéiert: <https://www.luxair.lu/fr/faq/transport-dune-urne/>.

Signalements en matière de protection de l'enfance | Question 3190 (13/11/2025) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Am Beräich vum Kanner- a Jugendschutz schaffe vill staatlech an net staatlech Organisatiounen ronderëm d'Auer, 24 Stonnen op 7, fir Projeten an Hëllefsmoosnamen ëmzesetzen. D'Hëllef kënn virun allem deene Kanner zegutt, déi net d'Chance hunn, an engem „normalen“ sozialen Ëmfeld opzewuessen. Grad, wa Gewalt oder Vernoléissegung am Ëmfeld ass, mussen d'Kanner schnell geholfen kréien.

An deem Zesammenhang wéilt ech de Ministère fir den Interieur, fir Justiz a fir Bildung, Kanner a Jugend dës Froe stellen:

1. Wéi huet sech d'Unzuel u Signalementer am Kader vum Kanner- a Jugendschutz an de leschte fënnf Joer entwéckelt?

2. Bei wéi engen Institutiounen goufen d'Signalementer gemaach, a wéi verdeelen sech d'Zuelen hei (wéi vill Signalementer goufen a Spideeler gemaach, wéi vill bei der Police, wéi vill beim Ministère fir Bildung, Kanner a Jugend, wéi vill beim SCAS etc.)?

3. Wéi vill Kanner goufen no dëse Signalementer placéiert?

Réponse (19/12/2025) de **Mme Elisabeth Margue**, Ministre de la Justice | **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures | **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. Heidrënner d'Evolution iwwert déi lescht 5 Jore vun den Affairen, déi vun de Sektoren „Délinquance juvénile et maltraitance contre les mineurs“ a „Protection de la jeunesse et infractions à caractère sexuel“ vum Service de police judiciaire traitéiert goufen. ↑

Et gëtt grondsätzlech keng Distinction gemaach tëscht Affairen, déi vum Parquet kommen, déi proaktiv vu Policebeamten gefouert goufen opgrond vun enger „auto-constatation“ oder Affairen, déi Leit selber un d'Police erundroen.

Mat Ausnam vum Pandemie-Joer 2020 ass d'Zuel vun den Dossieren alljoers an d'Luucht gaangen.

ad 2. Bei de Justizautoritéiten ginn d'Signalementer op der Basis vum Gesetz vum 10. August 1992 iwwert de Jugendschutz gemaach. Déi zoustänneg Autoritéit sinn d'Jugendschutzsektioun vum Parquet an d'Jugendgericht.

D'Signalementer ginn net direkt beim SCAS gemaach. De SCAS gëtt vun de Justizautoritéiten, déi e Signalement kruten, beoptraagt eng Enquête sociale duerchzeféieren, fir d'Situatioun vun de betraffene Kanner opzeglären a Propositionen iwwert eventuell Schutzmoosnamen ze maachen, déi kéinten néideg sinn.

De Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend (MENJE) hält keng Signalementer op. Falls de MENJE alarmant Informatiounen kritt, gëtt en dës direkt un de Parquet Jeunesse oder un de SCAS virun.

Déi follgend Zuele kënnen aus den Aktivitéitsrapporten vun de Parqueten an de Jugendgerichter ofgeleet ginn: ↑

En „neien Dossier“ bezitt sech op eng nei Jugendschutzprozedur, déi fir een oder méi Kanner aus der selwechter Famill opgemaach gouf. En Dossier ka verschidde Signalementer, Rapporten, Aussoen an aner Dokumenter aus verschidde Quellen enthalten (Police, SCAS, Schoul, SePAS, Sozialamt, ...).

Et sief ugemierkt, dass d'Zuele virun 2022 tëscht de Parqueten net vergläichbar sinn, well de JU-CHA System net d'selwecht bei deenen zwee Parquete funktionéiert huet. Beim Parquet Lëtzebuerg gouf eng Affär pro Fratrie opgemaach. Dat heescht, wa verschidde Kanner aus enger Famill verschidde Virfäll haten, déi signaléiert goufen, da gouf et trotzdem nëmmen een Dossier, wou déi verschidde Virfäll regroupéiert opgefouert goufen. Zu Dikrech gouf et awer fir all Virfall en Dossier. Sait 2022 funktionéieren déi zwee Parqueten hei eenheetlech, nämlech sou wéi de Parquet Lëtzebuerg virdu funktionéiert huet. ↑

Betreffend nei Affäre beim Jugendgericht ass et wichteg drop hincweisen, dass en Dossier ufanks bei der Jugendschutzsektioun vum Parquet opgemaach ka ginn. Wann de Parquet Schutzmoosnamen fir de betraffene Mannerjäregen da fir néideg hält, leet hien den Dossier un de Jugendrichter weider, deen dann d'Leedung iwwerhëlt. Dofir kann et dann zu enger duebeler Zielung vu Fäll kommen, eng Kéier beim Parquet an dann nach eng Kéier beim Jugendgericht.

Et ass och wichteg ze wëssen, dass dësen Tableau nëmmen d'Zuel vun den neie Fäll opweist, déi am Laf vum betraffene Joer bei de Jugendgerichter opgemaach gi sinn. D'Zuel vun de Fäll, déi aktiv sinn, ass awer vill méi héich, well d'Jugendgericht zoustänneg bleift soulaang d'Schutzmoosnamen, déi et ugeuerdet huet, a Kraaft bleiwen.

D'Majoritéit vun de Signalementer, déi d'Police vum Parquet kritt, stamen aus dem Secteur scolaire a social. D'Police féiert awer keng méi detailléiert Statistiken zur Hierkonft oder zur Identitéit vun de Persounen, déi Signalementer maachen.

ad 3. D'Police féiert keng Statistiken zu Signalementer, déi zu engem Placement gefouert hunn.

Den Tableau ↑ heidrënner weist d'Zuel vun den temporäre Placementer, déi pro Joer vun de Jugendgerichter decidéiert ginn.

Et ass informatesch awer net méiglech, eng direkt Verbindung tëscht Signalementer a Placementer opzeféieren. Placementer kënnen zum Beispill och a Fäll ausgestallt ginn, déi net nei sinn, mee déi scho puer Joer virum Jugendgericht unhängeg sinn. Dës ass zum Beispill de Fall, wann d'Situatioun vun engem Kand, dat schonn e Suivi familial a Form vun enger Assistance éducative kritt, sech sou verschlechtert, dass et néideg gëtt, et ausserhalb vum sengem familiären Ëmfeld ze placéieren, fir säi Schutz ze garantéieren.

Am Rapport d'activité vun de Jugendgerichter gi just d'Placementer, déi vun engem Richter decidéiert goufen, mat abegraff, net déi, déi vum Parquet ausgestallt goufen. De Parquet ass zoustänneg, wann d'Jugendgericht net saiséiert ka ginn, z. B. an der Nuecht, um Weekend oder op Feierdeeg.

Devoir de vigilance | Question 3191 (14/11/2025) de **M. Yves Cruchten** (LSAP)

Le Parlement européen vient tout juste de voter un affaiblissement important de la directive sur le devoir de vigilance des entreprises en matière de durabilité (CSDDD), sous l'impulsion du groupe PPE et avec le soutien de l'extrême droite. La nouvelle version ne prévoit d'appliquer ces obligations qu'aux entreprises de plus de 5.000 salariés et dont le chiffre d'affaires est supérieur à 1,5 milliard d'euros, alors que le seuil initial était bien inférieur. Pour le Luxembourg, presque aucune entreprise ne tombe sous ce champ d'application.

De plus, certaines exigences phares, notamment sur les plans de transition climatique et la responsabilité sur l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement, ont été supprimées ou largement vidées de leur substance. Ce recul, largement salué par les milieux d'affaires, a été justifié par la volonté d'alléger la charge administrative pour les entreprises. Toutefois, cette dilution est frustrante pour tous les défenseurs des droits humains et de l'environnement.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier ministre :

1) Monsieur le Premier ministre envisage-t-il de mettre en place un cadre législatif national pour le devoir de vigilance ?

2) Quelles entreprises tombent sous le nouveau champ d'application de la CSDDD au Luxembourg ?

Réponse (08/12/2025) de **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **Mme Elisabeth Margue**, Ministre de la Justice

ad 1) Un cadre législatif national devra être mis en place pour, précisément, transposer en droit national les mesures prévues à la directive sur le devoir de vigilance des entreprises en matière de durabilité (CSDDD).

Cet instrument communautaire prévoit une large harmonisation des obligations liées au devoir de vigilance, afin de rendre ces mesures plus effectives tout en procurant la visibilité et la sécurité juridique souhaitables aux entreprises. Ce faisant, les disparités entre États membres seront également minimisées, de même qu'avec les entreprises des États hors UE, puisque ces dernières seront visées suivant les mêmes critères.

Dans ces conditions, les États membres ne pourront sur le fond adopter un cadre législatif national différent des mesures harmonisées prévues à la directive dans les matières qu'elle couvre.

ad 2) Pour ce qui est des entreprises au Luxembourg qui tombent dans le champ d'application de

la directive, aucune entreprise ne tombe dans le périmètre direct tel qu'actuellement envisagé (5.000 employés et dont le chiffre d'affaires annuel est supérieur à 1,5 milliard d'euros).

Il convient toutefois de relever que sont également visées les sociétés mères ultimes, en principe des sociétés dites « holding », de groupes dont les entités, prises ensemble, atteignent ces seuils, ainsi que les sociétés luxembourgeoises désignées par leur groupe pour remplir les obligations de l'ensemble du groupe en matière de devoir de vigilance.

Il est difficile de déterminer le nombre exact à ce stade, puisque ce périmètre dépend en partie des choix à effectuer le moment venu par le groupe. Toutefois, une vingtaine de sociétés mères ultimes établies au Luxembourg ont pour le moment été identifiées.

Enfin, il convient de ne pas oublier que, précisément, l'objectif poursuivi consiste à viser seulement les grandes entreprises en raison de l'impact global direct qu'elles ont dans la conduite responsable de leurs affaires, mais aussi indirectement par l'effet de levier qu'elles ont, volontairement ou involontairement, dans l'ensemble de la chaîne de valeur, en répercutant leurs standards auprès de leurs fournisseurs et de leurs clients, et ces derniers au sein de leur propre chaîne de valeur.

Stratégie nationale de résilience | Question 3192 (14/11/2025) de Mme Corinne Cahen (DP)

Virun engem Mount huet den Här Premierminister déi national Resilienzstrategie „Lëtzt Prepare“ präsentéiert, net méi spët wéi gëschter gouf dunn déi lokal Dimensioun vum Här Innenminister virgestallt. Am Kader vun dësen Initiative si verschidde privat Acteuren opgetrueden, déi der Populatioun Servicer ubidden, fir si op kritesch Situatiounen virzebereeden.

Dëst fält awer an de Kompetenzberäich vum Haut-Commissariat à la protection nationale (HCPN), deen der Regierung ënnerstallt ass.

An deem Kader wollt ech dem Här Premierminister folgend Froe stellen:

1. Ass d'Regierung sech bewusst, datt privat Organisationsen esou Servicer am Zesummenhang mat der nationaler Resilienzstrategie ubidden? Goufen dës Organisationsen vum Staat beoptraagt?

2. Wéi bewäert d'Regierung dës Initiative vu privaten Acteuren?

3. Wéi verhënnert d'Regierung, datt privat Servicer mat offizielle staatleche Missiounen verwiesselt ginn?

4. Si Mesurë geplangt, fir esou Offeren ze encadréieren a Mëssverständnisse ze vermeiden?

Réponse (21/11/2025) de **M. Luc Frieden**, Premier ministre

ad 1. Jo, d'Regierung ass sech bewusst, datt et privat Acteuren gëtt, déi Servicer ubidden, fir Biergerinnen a Bierger op Krisen oder kritesch Situatiounen virzebereeden. Dës Acteuren handeln op eegene Fouss a goufen net vum Staat beoptraagt oder offiziell mandatéiert am Kader vun der nationaler Resilienzstrategie. D'Strategie gesäit awer vir, d'Kooperatioun mat privaten Acteuren ze verbesseren (Pilier 3 Aktioun 10).

ad 2. D'Regierung begréisst all Effort, deen d'Resilienz vun der Gesellschaft stäerkt, soulaang dës Initiative transparent sinn an net zu Mëssverständnisse féieren. Privat Offere kënnen eng komplementär Roll spillen, mee d'Koordinatioun an d'Responsabilitéit fir national Resilienz bleift beim Staat, iwwer den

Haut-Commissariat à la protection nationale (HCPN). Dëst entsprécht dem Objektiv „consolider le partenariat public-privé“, deen an der Strategie verankert ass. Dës Approche gëtt konkretiséiert duerch d'Aktiounen am Pilier 3 a 4, déi d'Kooperatioun mat Entreprises an Acteuren aus der Logistik an der Wirtschaft virgesinn.

ad 3. Fir eng kloer Differenzéierung ze garantéieren, setzt d'Regierung op eng kohärent an transparent Kommunikatiounsstrategie, wéi se an der nationaler Resilienzstrategie festgehalen ass (Pilier 2 Aktioun 2). Dës Mesuren enthalen:

– Kloer Identifikatioun vun offiziellen Initiativen duerch d'Benotzung vu staatleche Logoen an der visueller Identitéit vun der Regierung;

– Kommunikatioun iwwer verschidden offiziell Kanäl, dorënner www.letzprepare.lu als Portal speziell fir d'Resilienz, nieft anereren etablierte Regierungsportaler, wéi www.infocrise.lu a www.lu-alert.lu;

– Sensibiliséierungscampagnen, fir d'Biergerinnen a Bierger ze informéieren, wéi an der Aktioun 8 vum Pilier 2 virgesinn.

Dës Approche soll verhënnere, datt privat Offere mat staatleche Missiounen verwiesselt ginn, an d'Populatioun kloer erkennt, wat offiziell ass.

ad 4. Jo, d'Regierung gesäit vir:

– Kloer Richtlinnen an Informatioun fir d'Populatioun iwwer wat offiziell ass (Pilier 2 Aktioun 2);

– Dialog mat privaten Acteuren, fir Transparenz ze garantéieren (Pilier 3 Aktioun 10);

– Falls néideg, juristesche oder regulatorische Upassungen, fir d'Encadrement ze stäerken;

– Zousätzlech gëtt d'Roll vun de Mengenen duerch de Guide fir lokal Resilienzpläng (PLR) gestärkt fir eng kohärent Approche op allen Niveauen (Pilier 2 Aktioun 7).

Infrastructures sanitaires dans la Maison de retour | Question 3193 (14/11/2025) de M. Marc Goergen (Piraten)

Den 18. März 2025 hat ech den Innenminister an der Chamber op schlecht Infrastrukturen an d'Liewensbedéngungen an der Maison de retour um Kirchbierg higewisen, besonnesch am Beräich fir Familljen a Kanner, déi mer bei der Visitt mat der Chamberskommissioun den 12. März 2025 opgefall waren. Ee Punkt war deemools d'Situatioun vun den Toiletten an de Wee fir op d'Toiletten, wou d'Leit a Kanner bei Reen oder Keelt ouni Iwwerdaachung op déi bausenzeg Toiletten zréckgräife mussen.

An der Kommissiounssitzung vum 12. November 2025 hat den Direkter vun der Maison de retour behaapt, d'Toilettë wieren iwwerdaacht, wat awer net deem entsprécht, wat ech selwer während der Visitt vun der Kommissioun observéiert hat a wat een och op de Satellitbilder gesäit.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir den Interieur dës Fro stellen:

– Kann de Minister bestätegen, ob d'Toilettë fir Familljen a Kanner mëttlerweil iwwerdaacht sinn oder ob dës nach ëmmer am oppene Beräich leien? Falls se iwwerdaacht goufen, wéini gouf dëst verbessert?

Réponse (02/12/2025) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

De Staat ass net Proprietär vun de Gebailechkeeten. An technesch war et net méiglech, sanitär Aariichtungen an dem Hall 6 vun der LuxExpo ze installéieren, well do keen Accès weeder op Waasserversuergung nach op een Offloss besteet. Aus deene Grënn gouf

2017 – wéi den deemolege Primo-accueil fir Demandeurs de protection internationale an eng Structure d'hébergement d'urgence (SHUK), déi primär fir Dublin-Fäll ausgeriicht war, ëmgewandelt gouf – decidéiert, déi al sanitär Aariichtungen duerch neier ze ersetzen, déi op Mooss produzéiert goufen.

Well an deem Kader d'Capacitéit vun de sanitären Aariichtungen an engems drastesch eropgesat gouf, notament duerch ee supplémentären Toilette-Container, dee fir Familljen a Frae reservéiert sollt ginn, huet dësen net méi ënnert den existéierenden Auvent gepasst, deen aus Zäitgrënn net verlängert gouf. Dee besote Container gouf dann och net a Gebrauch geholl, well am Endeffekt weeder Familljen nach Fraen an der SHUK logéiert goufen, mee als Reserv gehalen. Aus budgetäre Grënn gouf dann och dono drop verzicht, den Auvent iwwer den Toiletten ze verlängeren, well kee Besoin bestanen huet.

Op der anerer Säit goufen deemools nei Dusch-Containere opgeriicht, déi all ënnert den Auvent gepasst hunn.

Eréischt mat der Aféierung vun der Maison retour am Oktober 2024 gouf den Toilette-Container fir Familljen a Fraen a Betrib geholl. Vu dass awer zu deem Zäitpunkt de Bedreier vun de Foireschal schonn doriwwer informéiert hat, dass am Prinzip am véierte Quartal 2025 den Hall 6 géif mam Hall 7 ofgerappt ginn, fir engem gréissere Bauprojet Plaz ze maachen, gouf op weider Investissementer verzicht, well déi an där Logik och net budgetiséiert goufen. Vun deem Moment un, wou awer gewosst war, dass de besote Projet sech géif verzögere an d'Maison retour provisoire iwwer 2025 eraus kéint weider genotzt ginn, ass een Dépassement budgétaire ugefrot gi fir all d'Sanitäre, Duschen an Toiletten, déi entre-temps en fin de vie ukomm sinn, ersetzen ze kënnen. D'Toilettë ginn nach am Dezember 2025 ersat an d'Dusche si fir Ufank 2026 geplangt. Bei där Geleeënheet gëtt och den Auvent iwwer den Toiletten verlängert an op béide Säite ginn d'Auventen, wéi scho méi laang envisagéiert, Richtung Bannenhaff mat transluciden Elementer zougemaach, sou dass zwee iwwerdaachten an zoue Gäng entstinn.

Suspension de pensions liée aux certificats de vie | Question 3194 (14/11/2025) de M. Sven Clement (Piraten)

Et gouf mir zougedroen, datt eng ganz Rei Netresidents retraités mat eemol an op eng kritesch Manéier hir Pensioun suspendéiert kréien. Dës Suspensiounen schéngen mat der administrativer Gestiou vun de „Liewenszertifikater“ (certificats de vie) zesummenhängen.

Deenen Informatiounen no, déi ech hunn, schéngt d'Pensiounskeess (Caisse nationale d'assurance pension – CNAP) bedeitend Zäit ze brauchen, fir dës Dokumenter ze verschaffen, an dat esouguer, wann déi betraffe Rentner déi néideg Demarchë gemaach hunn an hire Liewenszertifikat agereecht hunn. Während dëser Veraarbechtungszeit – déi Deeg oder esouguer Woche kann dauere – wier d'Ausbezuule vun der Pensioun blockéiert.

De kriteschsten Aspekt ass, datt wann dës Pensiounäre, déi dacks vun hiren eenzege Ressourcen ofgeschnidde sinn, d'CNAP kontaktéieren, fir op hire Noutsituatioun hinzeweisen, si als Äntwert kréien, datt eng exzeptionell Bezuelung oder eng Noutfall-iwwerweisung onméiglech wier. D'Administratioun géif verlaangen, datt si bis op den nächsten normalen Ausbezuelszyklus, also um Enn vum nächste Mount, waarden mussen.



Esou eng administrativ Rigiditéit bréngt Leit, déi zum Deel hiert ganzt Liewen zu Lëtzebuerg cotiséiert hunn, an eng extreem an inakzeptabel finanziell Prekaritéit.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Sozialversécherung dës Froe stellen:

1. Ass d'Ministesch iwwert d'Retarde bei der Veraarbechtung vun de Liewenszertifikater bei der CNAP informéiert?

2. Wat ass den aktuellen duerchschnëttlechen Delai fir d'Veraarbechtung vun esou engem Dokument, dat vun engem Netresident agereecht gëtt?

3. Kann d'Ministesch bestätegen, datt déi aktuell Politik vun der CNAP all Noutfalliwwerweisung oder fréizäiteg Deblockéierung vun enger Pension verbitt, och wann de Liewenszertifikat agereecht gouf an d'Suspensioun reng administrativ ass?

Falls jo, wéi bewäert d'Ministesch dës administrativ Praxis fir déi betraffe Pensionären am Ausland, déi ouni hir finanziell Mëttel do stinn?

4. Wat fir direkt Moossname gedenkt d'Ministesch ze huelen, fir (a) eng méi séier Veraarbechtung vun dëse vitalen Dokumenter a (b) d'Aféiere vun engem Noutfall-Bezuelsmechanismus fir déi Fäll, déi an der Rei sinn, ze garantéieren?

5. Wéi eng Fortschrëttler goufe gemaach, fir d'Prozedur vum Liewenszertifikat ze vereinfachen oder ze digitaliséieren (zum Beispill iwwer eng Interoperabilitéit mat de Registere vun aneren EU-Länner), fir esou Suspensiounen an Zukunft ze verhënneren?

Réponse (16/12/2025) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. D'Pensiounskeess (CNAP) affichéiert keng Retarde bei der Veraarbechtung vun de Liewenszertifikater.

ad 2. D'Liewenszertifikat ginn exklusiv u Pensionäre geschéckt, déi am Ausland wunnen an déi net erfaasst gi vun engem elektronneschen Echange vu Liewens- a Stierfdonnéeën, deem d'Pensiounskeess mat Däitschland, Frankräich an der Belsch en place gesat huet. Dësen Envoi geschitt ufanks vum Gebuertsdatum vum jeeweilege Pensionär. Deen huet dann zwee Méint Zäit, fir den Zertifikat validéieren ze loossen an un d'CNAP zrëckzeschécken.

Zum Schluss vum drëtte Mount gëtt d'Absence vun engem valide Liewenszertifikat dem zustännegen Agent vun der CNAP signaléiert, fir datt dëse kann den Dossier vum Pensionär iwwerpréiwen. Wa keng Unzeechen am Dossier sinn, déi op eng nei Adress oder aner Circostancé schlësse loossen, déi eng Absence vun engem Liewenszertifikat erkläre géifen, sollt den Agent dann zum Schluss um 4. Mount d'Ausbezuels vum enger Pension suspendéieren, fir een Trop-payé vu Pensionen ze verhënneren.

D'CNAP verschafft de Liewenszertifikat, am Prinzip, innerhalb der Woch vun der Reception, mee ënner Berücksichtigung vun de monatlechen Echeancen. Den Traitement vun dësen Zertifikate leeft iwwert eng getrennten Adress vun der CNAP, eng Boîte postale, fir datt dësen och physisch getrennt vun anere Courrieren kann oflafen.

Zesummegefaasst huet den Assuré also bal 4 Méint Zäit, fir de Certificat de vie eranschécke bevir seng Pension suspendéiert gëtt.

ad 3. De Ministère fir Gesondheet a sozial Sécherheet kann dëst net bestätegen. D'CNAP huet am Prinzip, zousätzlech zur monatlecher Liquidation, dräi Deeg iwwert de Mount verdeelt, op deenen si Pensionen oder Arriérage ka liquidéieren, innerhalb de

virgesinnene Prozeduren a Kontrolle vum (Rëm)-Ula-feloosse vum Paiement vun enger Pension, dem Recalcul, oder aner Eventualitéiten, wéi zum Beispill d'Suspensioun vun der Pension.

D'CNAP ass sech hirer sozialer Verantwortung vis-à-vis vun de Pensionären an der Roll vun der Pension als dacks eenzeg Finanzquell bewosst. D'Politik vun der CNAP ass et dofir, derfir ze suergen, datt am Fall vun enger Suspendéierung vun der Pension, dës Pension schnellstméiglecht rëm ulafe gelooss gëtt, souwuel an der monatlecher Liquidationsschäin, wéi och mat engem „paiement unique“ fir den ausgesetzte Montant.

ad 4. De System, deem d'CNAP en place gesat huet, funktionéiert säit Joren ouni grouss Zwëschfäll. Eenzel Härtefäll sinn net ausgeschloss a mussen och weiderhin individuell vun den Agenten op der CNAP appréciéiert ginn.

ad 5. D'CNAP huet een Echange vu Liewens- a Stierf-donnéeën mat den Nopeschlänner vu Lëtzebuerg en place. Weider esou Echange sinn aktuell och virgesi mat Italien a Portugal. Innerhalb vun der EU ginn esou Echange grad technesch op eng nei Plattform migréiert. Dës Echange sinn awer net europawäit genormt, mee erlaben een Echange vun Donnéeën tëschent de Pensiounskeessen, jee no der spezifischer Situatioun vun de jeeweilege Länner.

Dës Echange hunn et der CNAP déi lescht Joren erlaabt, d'Zuel vun de Liewenszertifikater méi wéi ze hallwéieren, vu ronn 89.000 am Joer 2019 op 41.000 am Joer 2024, trotz steigender Zuel vu Pensionären am Ausland, vun 90.330 am Joer 2019 op 118.600 am Joer 2024.

Validité des actes de naissance pour les dossiers de PACS | Question 3195 (14/11/2025) de M. Sven Clement (Piraten)

D'Prozedur fir d'Aschreiw vum engem Partenariat civil (PACS) setzt d'Constitution vum engem Dossier mat verschiddenen offiziellen Dokumenter voraus. Dozou gehéiert ënner anerem en integralen Auszuch vum Gebuertsakt („acte de naissance intégral“). Wéi aus de Renseignements op den informativen Internetsäite vun der Verwaltung, wéi och aus direkte Réckmeldunge vu Bierger, ervirgeet, schéngt d'Geltteeket vun dësem spezifischen Dokument fir d'Finaliséierung vum Dossier op dräi Méint limitéiert ze sinn.

Dës kuerz Frist stellt fir déi betraffe Persounen eng administrativ Hürd an e potenziellen zousätzleche Käschtepunkt duer. D'Noutwennegkeet, rezent Dokumenter unzefroen, ass schwéier nozevollzéien, well d'Kärfinformatiounen, déi duerch dësen Akt attestéiert ginn – wéi d'Gebuert an d'Filiatioun – onverännerbar sinn. Dës Praxis schéngt och am Widdersproch zu den Ziler vun der administrativer Vereinfachung an der Digitaliséierung ze stoen. Et stellt sech dowéinst d'Fro, wat déi legal Justifikatioun fir dës Restriktioun ass an ob dës och fir aner Prozeduren vum État civil, wéi d'Bestietnes, zur Uwendung kéinnt.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Justiz dës Froe stellen:

1. Kann d'Ministesch bestätegen, datt den integralen Auszuch vum Gebuertsakt („acte de naissance intégral“), dee fir d'Constitution vum engem PACS-Dossier néideg ass, eng Geltteekesdauer vun nëmmen dräi Méint huet?

2. Wa jo, op wéi enger legaler Grondlag baséiert dës Zäitlimit vum dräi Méint, obwuel d'Donnéeën op dësem Akt als permanent ugesi ginn?

3. Fënnt dës selwecht Geltteekesbeschränkung vun dräi Méint och Uwendung op den integralen Auszuch vum Gebuertsakt, dee fir d'Schlësse vun engem Bestietnes („mariage“) erfuerderlech ass?

4. Wéi eng aner Dokumenter, déi fir d'Prozedur vum PACS oder dem Bestietnes néideg sinn, ënnerleien enger änlech kuerzer Geltteekesfrist (z. B. dräi oder sechs Méint)?

5. Gedenkt d'Regierung, dës kuerz Geltteekesfriste fir Dokumenter vum État civil am Kontext vun der administrativer Vereinfachung ze iwwerschaffen an eventuell unzepassen oder ofzeschaffen?

Réponse (08/01/2026) de Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice

ad 1. an 2. Am lëtzebuergeschen État civil ginn net nëmmen Evenementer, déi een Impakt op den État civil vun enger Persoun hunn, duerch individuell Akten enregistriert (z. B. Acte de mariage oder Acte de décès), mee spezifesch Akte kréien eng Mentioun bäigesat, fir dass een de Verlaf vun den ënnerschiddleche Modifikatiounen am Laf vun der Zäit novollzéie kann (z. B. gëtt am Fall vun enger Scheedung eng Mentioun vun der Scheedung um Acte de mariage an um Acte de naissance gemaach).

De Gebuertsakt („acte de naissance“) ass deen Akt, wou déi meeschte Mentiounen bäigesat ginn. Bei all Modifikatioun vun der Filiatioun (z. B. duerch eng Unerkennung vun engem Kand oder enger Adoption), der familiärer Situatioun (celibataire, bestuet, gepacst, gescheet etc.), dem Geschlecht, dem Numm oder Virnumm, gëtt eng Mentioun um Gebuertsakt gemaach.

Et stëmmt dowéinst net, dass d'Informatiounen, déi am integrale Gebuertsakt stinn, onverännerbar sinn, an dass d'Donnéeën um Gebuertsakt permanent sinn. Déi integral Kopie vum Gebuertsakt reflektéiert just d'Donnéeën vum Gebuertsakt op dem Moment vun der Emissioun vun der Kopie. All Modifikatioun vum État civil, déi no der Emissioun vun der Kopie vum Gebuertsakt gemaach gëtt, ass dowéinst och net op der integraler Kopie vum Gebuertsakt reflektéiert.

Den Officier de l'état civil muss an der Prozedur fir d'Aschreiw vum engem Partenariat civil (PACS) iwwerpréiwen, dass déi zukünfteg Partner net schonns bestuet oder gepacst sinn. Dës Iwwerpréiwung ka just op Basis vun engem integrale Gebuertsakt gemaach ginn. Fir sécherzestellen, dass d'Informatiounen vum Gebuertsakt dem aktuellen État civil vun der Persoun entsprechen, gëtt vun den zukünftege Partner verlaangt, dass si eng rezent Kopie vun hirem integrale Gebuertsakt matbréngen. Dës Kopie muss rezent genuch sinn, fir dass den Officier de l'état civil dovunner ausgoe kann, dass dës Informatiounen der Realitéit vum État civil vun den zukünftege Partner entsprechen. Et gëtt kee legalen Delai, wéi al eng integral Kopie vum Gebuertsakt därer sinn, mee jee méi al d'Kopie ass, jee méi grouss ass de Risiko, dass d'Donnéeën net dem reellen État civil vun der Persoun entsprechen. Aus dësem Grond gëtt an der Praxis vum Officier de l'état civil verlaangt, dass d'integral Kopie vum Gebuertsakt net méi al wéi 3 Méint därer sinn, wann d'Persoun zu Lëtzebuerg op d'Welt komm ass, an net méi al wéi 6 Méint, wann d'Persoun am Ausland op d'Welt komm ass.

ad 3. Bei Bestietnisser gëtt och eng rezent Kopie vum integrale Gebuertsakt gefrot.

ad 4. De Certificat de résidence, deem etabléiert, dass déi zukünfteg Partner e gemeinsame Wunnsätz hunn, muss och rezent sinn.

ad 5. Well et keng Geltteekesfriste fir Dokumenter vum État civil gëtt, kënnen dës och net ugepasst oder ofgeschaaft ginn.

Délégation aux commémorations d'Auschwitz | Question 3196 (14/11/2025) de **M. Sven Clement** (Piraten)

D'Erënnerung un d'Evenementer an d'Affer vum Zweete Weltkrich, besonnesch un d'Shoah, ass e fundamentalen Deel vun eiser nationaler Verantwortung. Den 80. Joresdag vun der Liberatioun vum Konzentratiouns- a Vernichtungslager Auschwitz-Birkenau de 27. Januar 2025 war e Moment vu globaler Bedeitung. D'Zesummesetzung vun der offizieller Lëtzeburger Delegatioun bei dëse Gedenkfeierlechkeeten ass vu grousser symbolescher Wichtigkeet, besonnesch a Relatioun zu deene ville benevollen Associatiounen, wéi de Comité Auschwitz, d'ASBL „Témoins de la Deuxième Guerre mondiale“ oder MemoShoah, déi sech zanter jore fir dës Erënnerungsarbeit engagéieren.

An dësem Kontext spillt de „Comité fir d'Erënnerung un den Zweete Weltkrich“ (ComMém 2GM) eng zentral Roll. Dëst Organ, dat dem Staatsministère ennerstallt ass, huet d'Missioun, d'Gedenkpolitik ze koordinéieren a gëtt mat ëffentleche Mëttelen an duerch Personal aus dem Staatsdéngrscht finanziert. Fir d'Transparenz an d'Nohaltegkeet vu sengen Aktiounen ze garantéieren, sinn eng reegelméisseg Berichterstattung iwwer seng Aktivitéiten a Finanzen souwéi eng periodesch Erneuerung vu sengen Membere, wéi an de Statute virgesinn, vu besonneschem ëffentlechen Interessi.

An deem Zesammenhang wëlt ech dem Premierminister dës Froe stellen:

1. Wéi war d'offiziell Lëtzeburger Delegatioun bei der Gedenkfeierlechkeet fir den 80. Joresdag vun der Liberatioun vum Camp Auschwitz de 27. Januar 2025 genee zesummegeesat?
2. Vu wéi an op Basis vu wéi enge Krittäre gouf d'Selektioun vun de Membere vun dëser Delegatioun gemaach?
3. Aus wéi enge Grënn goufen déi engagéiert Benevole vun Associatiounen wéi dem Comité Auschwitz „Témoins de la Deuxième Guerre mondiale“ oder MemoShoah net an dës Delegatioun abezunn?
4. Verëffentlecht de ComMém 2GM e järeleche „rapport d'activité“ an, falls jo, wou kann dësen agesi ginn?
5. Wéi gesäit déi detailléiert Opdeelung vum Budget vum ComMém 2GM aus a fir wéi eng Zwecker goufen dës Mëttelen genee agesat?

Réponse (12/12/2025) de **M. Luc Frieden**, Premier ministre

ad 1. Déi offiziell Delegatioun huet aus follgende Persounen bestanen:

- den Ierfgroussherzog;
- d'Ierfgroussherzogin;
- de Premierminister;
- de President vum Consistoire israélite de Luxembourg, zäitgläich Member vun der Fondation luxembourgeoise pour la Mémoire de la Shoah;
- de President vun der Fondation luxembourgeoise pour la Mémoire de la Shoah, zäitgläich Vize-President vum Comité Auschwitz, Member vum Comité mémoire fir de Grupp „Communauté juive, victimes de la Shoah“, a Member vun der Lëtzeburger Delegatioun bei der IHRA;
- sur place: de Lëtzeburger Ambassadeur a Polen.

Dobäi koume Beamten aus der Maison du Grand-Duc, aus dem Staatsministère an aus der Lëtzeburger Ambassade, déi fir den Encadrement zoustänneg waren.

ad 2. Wéinst der grousser Wichtigkeet vun der Zereemonie gouf dorop geuecht, d'Lëtzeburger Delegatioun esou opzestellen, fir den Affer vun der Shoah méiglechst representativ ze gedenken a si ze honnëieren.

Et war besonnesch prioritär, d'jiddesch Communautéit – am Aklang mat de logisteschen an den organisatoreschen Méiglechkeeten – entspriechend mat an d'Delegatioun ze integréieren.

ad 3. De Benevolat spillt eng zentral Roll an der Gedenkarbeit. De Vize-President vum Comité Auschwitz, zäitgläich och President vun der Fondation Shoah, war dofir och Deel vun der offizieller Delegatioun.

ad 4. D'Aktivitéiten vum Comité mémoire ginn am „rapport d'activité“ vum Staatsministère gefouert. De Rapport vun 2024 kann online consultéiert ginn, an zwar ënner: Rapport d'activité 2024 du Ministère d'État – Le Gouvernement luxembourgeois[†].

De Comité mémoire informéiert zousätzlech op sengem Internetsite (<https://cm2gm.lu/>) iwwer seng Missiounen an Aktivitéiten.

ad 5. Eng detailléiert Opdeelung vum Budget vum Comité mémoire fir déi lescht dräi Jore ass un dëser Äntwert annexéiert.[†]

Devoirs à domicile | Question 3197 (14/11/2025) de **Mme Francine Cloesener** | **Mme Claire Delcourt** (LSAP)

L'école publique a pour mission fondamentale de garantir l'égalité des chances à tous les enfants, indépendamment de leur origine sociale, économique ou culturelle. Or, les devoirs à domicile peuvent constituer un facteur important de reproduction des inégalités sociales.

En effet, les devoirs désavantagent structurellement les élèves dont les parents ne disposent pas des ressources nécessaires pour les accompagner : manque de temps en raison d'horaires de travail contraignants, maîtrise insuffisante de la langue d'enseignement, absence de formation permettant de comprendre les attentes pédagogiques actuelles, ou encore impossibilité financière de recourir à du soutien scolaire privé. Ainsi, ce qui devrait être un simple prolongement du travail scolaire devient un amplificateur des disparités socio-économiques, transformant l'environnement familial en variable déterminante de la réussite scolaire.

Par ailleurs, les devoirs à domicile génèrent une charge considérable pour les familles et peuvent être source de tensions, de stress et de conflits au sein du foyer, affectant ainsi le bien-être des enfants comme des parents.

Récemment, des parents d'élèves se sont mobilisés sur les réseaux sociaux pour partager leurs difficultés face à diverses situations rencontrées dans le système scolaire. Ces initiatives témoignent d'un malaise grandissant concernant entre autres les devoirs à domicile, leur volume, leur complexité et leur impact sur la vie familiale.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

1) Est-il exact qu'il n'existe actuellement aucune durée maximale contraignante pour les devoirs à domicile dans l'enseignement fondamental, que ce soit par jour ou par semaine ? Les dispositions de 2005 sur les devoirs à domicile constituent-elles toujours le cadre de référence actuel en la matière ?

2) Le Gouvernement envisage-t-il d'établir de nouvelles règles claires et contraignantes concernant la charge de travail à domicile dans l'enseignement fondamental ?

3) Quelle est la position du Gouvernement face au risque d'accentuation des inégalités sociales par les devoirs à domicile ? Le Gouvernement considère-t-il que le volume excessif de devoirs hebdomadaires dont se plaignent les parents représente une menace pour la justice sociale et l'égalité des chances en matière d'éducation ?

4) Certains parents expriment la crainte que les devoirs à domicile soient utilisés pour couvrir des contenus qui ne peuvent être traités en classe en raison de programmes scolaires trop chargés. Le Gouvernement partage-t-il l'analyse selon laquelle les programmes seraient trop denses ? Quels mécanismes de monitoring le Gouvernement a-t-il mis en place pour évaluer dans quelle mesure les établissements parviennent à mettre en œuvre les programmes sans recourir à un volume excessif de devoirs à domicile ?

Réponse (12/12/2025) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

La finalité des devoirs à domicile est double : permettre aux élèves de consolider les connaissances acquises en classe tout en favorisant le développement de leur autonomie ainsi que leur capacité à gérer leur temps. Conformément aux dispositions du plan d'études, il importe également que les élèves développent des compétences transversales, notamment en apprenant à apprendre. Dans ce cadre, les devoirs à domicile jouent un rôle déterminant.

Les devoirs à domicile consistent donc en des exercices de répétition, des corrections ou des approfondissements que les élèves doivent être en mesure d'effectuer de manière autonome. C'est précisément cette nature – centrée sur l'autonomie et la consolidation des acquis – qui évite de creuser les inégalités scolaires. En effet, si ces tâches exigeaient un accompagnement important, les élèves issus de milieux socialement défavorisés, de même que ceux confrontés à des contraintes linguistiques au sein du foyer familial, seraient particulièrement susceptibles d'en être désavantagés. Dans ce contexte, il n'est pas permis d'utiliser les devoirs à domicile pour traiter ou finaliser des contenus d'enseignement qui n'ont pas pu être abordés en classe en raison de contraintes temporelles.

Le rôle des parents, du personnel des structures d'éducation et d'accueil respectivement de l'assistant parental se limite à garantir à l'élève un environnement calme et favorable pour la réalisation des devoirs à domicile, à le conseiller dans l'organisation de son travail et à l'aider à comprendre la tâche à accomplir, le cas échéant.

Pour faciliter les échanges entre les enseignants, le personnel des structures d'éducation et d'accueil et les parents, mon Ministère a mis en place en novembre 2022 un journal de classe digital, l'e-Bichelchen. L'enseignant y inscrit les devoirs à domicile et les éducateurs, assistants parentaux, les parents ou représentants légaux y ont également accès pour donner un retour sur l'accomplissement des devoirs réalisés. Grâce à cet outil de communication performant, la collaboration entre les acteurs est renforcée et la supervision des tâches accomplies par l'élève est favorisée.

De plus, il est essentiel d'adapter le volume des devoirs aux compétences individuelles des élèves. Il incombe dans ce contexte à l'enseignant de déterminer



des devoirs à domicile appropriés pour chaque élève, sur la base de l'évaluation formative et en maintenant une communication régulière avec les parents. Il est particulièrement important d'adopter une approche différenciée, tenant compte du rythme propre à chaque enfant, puisqu'il est évident que le temps pour accomplir une même tâche ainsi que le volume des corrections diffèrent d'un élève à l'autre.

Ainsi, tel que communiqué moyennant la circulaire de printemps 2021, au cycle 2, le volume global du travail à domicile ne doit pas dépasser une heure de travail par semaine, au cycle 3, il doit se situer entre deux et trois heures hebdomadaires et au cycle 4, il peut atteindre jusqu'à quatre heures par semaine. L'enseignant veille à s'informer régulièrement auprès des élèves et de leurs parents du temps effectivement consacré à la réalisation des devoirs. Aucun travail ne peut être imposé aux élèves durant les périodes de vacances, les jours fériés ou le week-end.

Par ailleurs, un groupe de travail composé de représentants des organisations syndicales des enseignants, des directions régionales de l'enseignement fondamental, de représentants des parents ainsi que de collaborateurs de mon Ministère se penchera à nouveau sur les directives relatives aux devoirs à domicile afin d'en assurer une évaluation concertée et de proposer, le cas échéant, des adaptations.

Cannabis et sécurité routière | Question 3198 (17/11/2025) de M. Marc Goergen (Piraten)

Zënter 2023 dierfen d'Leit Cannabis legal zu Lëtzebuerg ubauen a consumméieren, dëst allerdéngs nëmme bei sech doheem ëmmer ënnert strenge Bedéngungen. Wat de Stroosseverkéier betrëfft, esou ass et, logescherweis, nach ëmmer verbueden ënner Drogenafloss ze fueren. Et ass awer esou, dass och nom Konsum vu Cannabis d'THC-Wäerter am Blut nach ëmmer héich kënnen sinn, och wann den Afloss vum Konsum net méi do ass. D'Police schreift dozou op hirer Websäit:

„En fonction de la quantité et de la fréquence de consommation du cannabis, il est possible d'atteindre un taux sanguin de THC supérieur ou égal à 1 ng/ml, ce qui constitue une infraction aux dispositions du Code de la route luxembourgeois.“

An Däitschland goufen d'Grenzwäerter fir THC dofir op 3,5 Nanogramm/ml eropgesat, fir der neier Realitéit Rechnung ze droen, ouni awer d'Verkéierssicherheit ze gefäerden. Dëst op Basis vum engem Expertegrupp „bestehend aus Expertinnen und Experten der Bereiche Medizin, Recht und Verkehr“ (Websäit vum Bundesgesundheitsministerium).

An deem Zesummenhang wëllt ech der Ministesch fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten dës Fro stellen:

- Wäerten déi erlaabten THC-Wäerter am Stroosseverkéier hei zu Lëtzebuerg an Zukunft no uenen ugepasst ginn?
- Falls jo, wéini?
- Falls nee, mengt d'Ministesch, dass d'Approche vun eisen däitschen Nopere falsch ass?

Réponse (17/12/2025) de Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den honorabelen Deputéierte stellt Froen iwwert déi erlaabten THC-Wäerter am Stroosseverkéier.

D'Regierung plangt am Moment net, fir déi aktuell Grenzwäerter fir THC, déi de Code de la route virgesäit, ze modifizéieren. Ech erlabe mir fir an deem Kontext och nach emol op meng Äntwerten op déi parlamentaresch Froen Nr. 0560, 0760 an 1030 zu dem selwechte Sujet ze verweisen.

Wéi schonns an dëse Froe geschriwwen, weisen zum Beispill Studie vum der Universitéit Yale bei Chaufferen, déi Cannabis konsuméiert haten, negativ Auswierkungen op d'Steieren a Kéieren, eng Verschlechterung vum der Reaktionszäit beim Bremsen oder och nach eng Verschlechterung bei der Fäegkeet, fir d'Spuer ze halen, fir der nëmme e puer ze nennen. Opgrond vun dësen Erkenntnisser ass dofir, am Sënn vun der allgemenger Verkéierssicherheit, keng Ännerung vun der Lëtzebuerger Gesetzgebung an deem Beräich geplangt.

Trottinettes électriques (e-scooter) | Question 3199 (17/11/2025) de M. Marc Goergen (Piraten)

An de leschte Joren hëlt d'Zuel vun den E-Scooteren am ëffentleche Stroosseverkéier staark zou. An der Äntwert op meng vireg Fro N° 2608 hat Mobilitéitsministesch erkläert, datt d'E-Scooteren am Code de la route definéiert wieren an ënnerscheet gëtt tëschent Gefierer, déi als Micro-véhicule électrique gëllen, oder an d'Kategorie vum 50-Kubikmoto (50 cc) falen.

Et ass eng positiv Entwécklung, allerdéngs ass et och esou, dass vill Leit d'Gefierer ouni Helm, ouni Führerschäin oder Kenntniss vum de Stroosereegelen notzen. D'Ministesch schreift dozou: „Genee wéi um Vëlo, ass aus Sécherheetsgrënn vum Ministère recommandéiert en Helm unzedoen, mee dëst ass net obligatoresch.“

Dëst féiert oft zu geféierleche Situatiounen, besonnesch wann E-Scooteren onerwaart op d'Strooss fueren oder d'Virfaart huelen. Et existéiert aktuell kee System fir d'Immatrikulatioun oder d'Versicherung vun de Gefierer, grad wann et sech ëm Micro-véhicules handelt.

An deem Zesummenhang wëllt ech der Ministesch fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten dës Fro stellen:

1. Wéi vill Accidenter mat E-Scootere goufen an de leschten dräi Jore vun der Police enregistréiert, a wéi héich war dobäi d'Zuel vu Blesséierten oder materielle Schied?
2. Gedenkt d'Regierung, Verkéiersschulunge fir Fuerer vun E-Scooteren ze maachen (z. B. ab 13 Joren), fir d'Verkéierssicherheit ze verbesseren?
3. „Fir de Leit dat awer nach emol an Erënnerung ze ruffen, wäert analyséiert ginn ob eng vun den nächste Sensibiliséierungscampagnë sech ëm d'Sicherheit vun den E-Scooteren dréie kéint.“ Wéini wäert eng Sensibiliséierungscampagne zum Thema E-Scooter gemaach ginn?
4. Wéi steet d'Ministesch zur Iddi, fir ee System anzeféiere fir d'Immatrikulatioun vun E-Scooteren, fir am Fall vun Accidenter eng kloer Haftungsbasis ze schaffen?

Réponse (17/12/2025) de Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den honorabelen Deputéierte stellt Froen iwwert E-Scooteren, a méi speziell Vëloen a Pedelecke mat engem Elektromotor bis 25 km/h.

ad 1. Fir d'Äntwert op dës Fro erlaben ech mir op meng Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 2810 vum 27. August 2025 ze verweisen.

ad 2. Eng vun de Mesurë vum „Plan national sécurité routière“ gesäit vir, fir an de Schoulen de Sujet vun der Stroossesicherheit méi aktiv ze behandelen. De Sujet vun den E-Scooteren ass sécherlech een, deen och dozou gehéiert.

ad 3. Eng vun den nächste Sensibiliséierungscampagnë kéint sech effektiv ëm d'Sicherheit vun

den E-Scooteren dréien. Beim Zäitpunkt muss een awer oppassen, dass een der Tatsaach Rechnung dréit, dass munch Phenomeener am Stroosseverkéier saisonal bedéngt sinn. Dëse muss dofir bei enger Sensibiliséierungscampagne berücksichtegt ginn. Generell wäert awer och gekuckt ginn, ob beispillsweis net och eng Campagne sënnavoll wier, déi net exklusiv E-Scootere betrëfft, mee d'Mikromobilitéit als Solches behandelt.

ad 4. E-Scooteren a Vëlo si laut dem Code de la route gläichgestallt. Dofir brauch keng speziell Immatrikulatioun agefouert ze ginn, fir eng eventuell Haftungsfrage ze beäntweren.

Huet esou e Gefier awer en Elektromotor iwwer 25 km/h, ass et dogéint als Cyclomoteur unzegesinn, mat alle Virschreften, déi fir Motorrieder gëlle wéi Immatrikulatioun, Führerschäin, Casque, Versécherung, wat och deementspreechend vun der Police kontrolléiert gëtt.

Chasse par battue à Hesperange | Question 3200 (17/11/2025) de M. Marc Goergen (Piraten)

De „l'essentiel“ huet de 16. November 2025 beréicht, datt d'Awunner vun Hesper duerch eng Dreifjuegd an der direkter Ëmgéigend vun engem Wunnegebit beonrouegt sinn. Op d'Fro vum den Awunner, ob Kontrollen an Alkoholtester géingen duerchgeféiert ginn, verweist d'Gemeengeverwaltung op d'Verantwortung vum Ëmweltministère am Beräich vun der Juegd.

An deem Zesummenhang wëllt ech dem Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit dës Fro stellen:

1. Wéi gëtt d'Sicherheit vun den Awunner garantéiert, wann eng Dreifjuegd an der direkter Ëmgéigend vun engem Wunnegebit organiséiert gëtt?
2. Wäerten/goufe bei dëser Dreifjuegd Kontrolle vun der Ëmweltverwaltung gemaach? Falls jo, wat sinn d'Resultater?

Réponse (15/12/2025) de M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1. D'Sicherheit vun de Bierger gëtt ënner anerem duerch de Règlement grand-ducal du 13 mars 2015 déterminant les mesures de sécurité à respecter par les chasseurs et les tiers garantiert. Dëse Règlement grand-ducal schreift vir, datt:

- Waffe sou ze manipuléieren sinn, datt keen a Gefor bruecht ka ginn. Dorënner fällt ënner anerem, datt net a Richtung vun Haiser, Stroossen oder Leit geschoss gëtt an ëmmer just e Schoss ofgi gëtt wa Kugelfang garantiert ass;
- d'Juegd am Virfeld muss ugemellt a kloer signaliséiert sinn;
- all Persoun, déi un enger Klappjuegd deelhält, Signalfaarwe muss droen.

ad 2. D'Ëmweltverwaltung ass net zoustänneg fir d'Iwwerwaache vu Juegten. Déi betrafte Klappjuegd gouf allerdéngs vun der Naturverwaltung kontrolléiert.

All d'Jeeër, déi un der Juegd deelgeholl hunn, goufe kontrolléiert. Bei dëser Kontroll konnte keng Problemer festgestallt ginn. Och war d'Juegd konform zu der gültiger Gesetzgebung ugemellt ginn.

Nouvelle coalition à Wiltz | Question 3201 (17/11/2025) de M. Marc Goergen (Piraten)

Wéi RTL an engem Artikel vum 15. November mell, wäert et zu Wolz zu engem politesche Wiessel

kommen. Déi aktuell Koalitioun, bestoend aus der CSV an DP, kéint duerch eng LSAP-DP-Koalitioun bestoend ersat ginn. Wéi scho viru Kuerzem an der Gemeng Conter huet d'DP sech erëm eng Kéier géint d'CSV entschiet a gewisen, dass se kee verlässleche Partner ass. De Premierminister hat an der Äntwert op meng Fro N° 3022 behaupt, dass d'Verhältnis tëscht den zwou Regierungsparteien DP an CSV exzellent ass a bleift.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Premierminister dës Fro stellen:

1. Huet déi weider onloyal Decisioun vun der DP Konsequenzen op d'Vertrauen an der Regierung an Auswierkungen op d'Zesummeschaffe vun der aktueller Regierung?

2. Wéi erkläert d'Regierung et sech, dass béid Parteien op Gemengenniveau net matenee schaffe wëllen?

Réponse (21/11/2025) de M. Luc Frieden, Premier ministre

ad 1. an 2. D'Regierungsmembere schaffen, am Interesse vum Land, op enger konstruktiver a vertrauensvoller Basis zesummen. D'Verhältnis tëscht den zwou Parteien an der Regierung ass a bleift exzellent.

D'Regierung respektéiert déi demokratesch Prozesser a kommentéiert dofir keng Gemengepolitik.

Usine sidérurgique Liberty Steel à Dudelange | Question 3202 (18/11/2025) de M. Dan Biancalana | M. Mars Di Bartolomeo (LSAP)

Selon des informations de presse récentes, l'État luxembourgeois a fait une offre de rachat du site de l'usine sidérurgique Liberty Steel à Dudelange, offre qui aurait été acceptée par le curateur de la société en faillite. Le Ministre de l'Économie a confirmé que le Gouvernement devrait fournir une « réponse favorable » et qu'il examine « la possibilité d'utiliser une partie du site pour des projets de défense », ainsi que « l'implantation de nouvelles activités industrielles ».

Cette acquisition représente une opportunité stratégique pour le développement économique du sud du pays, particulièrement touché par la désindustrialisation. Cependant, plusieurs questions essentielles demeurent quant à la nature exacte des projets envisagés, aux critères qui guideront leur sélection, et au modèle de gestion qui sera mis en place sur ce site.

Dans un contexte où le Luxembourg doit concilier impératifs de transition écologique, réindustrialisation durable et création d'emplois de qualité, il est essentiel que les décisions concernant l'affectation de ce site industriel répondent à des objectifs clairs et mesurables, et qu'elles fassent l'objet d'une évaluation transparente.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme, à Madame la Ministre de la Défense et à Monsieur le Ministre des Finances :

1) Quel est le montant et quelles sont les modalités de l'offre acceptée pour le rachat du site Liberty Steel à Dudelange ?

2) Quels secteurs industriels prioritaires (énergies renouvelables, économie circulaire, autres) le Gouvernement envisage-t-il d'implanter sur le site ? Quels critères de conditionnalité sociale et environnementale seront appliqués pour la sélection des entreprises ?

3) Le Gouvernement peut-il détailler la nature des projets de défense envisagés (infrastructures, production, R&D, logistique) et leur lien éventuel avec des engagements OTAN ou UE ?

4) Quel modèle de gestion sera mis en place (gestion directe par l'État, société publique, partenariat public-privé) et quelle autorité assurera la coordination des différents projets ?

5) Quelles mesures permettront de garantir que les anciens travailleurs de Liberty Steel et les demandeurs d'emploi aient un accès prioritaire aux emplois créés ?

6) Le Gouvernement s'engage-t-il à présenter à la Chambre ainsi qu'aux responsables communaux, avant finalisation de la transaction, un plan stratégique détaillé précisant les projets concrets, le calendrier, et les indicateurs de performance qui permettront d'évaluer cette reconversion industrielle ?

Réponse (19/12/2025) de M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Défense | **M. Marc Spautz,** Ministre du Travail

ad 1) L'offre soumise au curateur de la société en faillite et portant sur les bâtiments industriels établis sur les parcelles cadastrales n° 1266/7613 (site « ELO ») et n° 1304/9790 (site « HDG »), ainsi que l'ensemble des installations incorporées au sein du bâtiment HDG, s'élève à un montant total ttc de 14.500.000 €.

L'offre a été soumise à plusieurs conditions dont celle du maintien en état, jusqu'à conclusion de l'acte translatif de propriété, de l'ensemble des biens visés et la garantie d'un accès à première demande à tout document relatif aux bâtiments et installations, ainsi que le désintéressement de tous les créanciers privilégiés, dont notamment les créances salariales et le solde à rembourser à l'ADEM.

ad 2) Sans préjudice des autorisations administratives à obtenir, l'implantation d'un Handwierkerhaff est prévue sur le site ELO qui devrait être déconstruit pour être reconstruit suivant les principes de la densification des zones d'activités économiques. Cette déconstruction et l'implantation du Handwierkerhaff se feront en plusieurs phases intermédiaires, l'objectif final étant la création de surfaces densifiées supplémentaires répondant aux besoins de l'artisanat.

En ce qui concerne le site HDG, et sans préjudice des autorisations administratives à obtenir, il est prévu d'affecter ce site à des activités économiques relevant du secteur de la défense, y compris en y créant le « Defence Campus ».

S'agissant plus particulièrement des critères de conditionnalité sociale et environnementale applicables à la sélection des entreprises, il est, à ce stade, trop tôt pour pouvoir apporter une réponse précise.

De manière générale, le Ministère de l'Économie veille à mettre des surfaces à disposition d'entreprises qui génèrent de l'emploi et présentent une opportunité pour le développement économique national, et qui respectent l'ensemble des législations et réglementations qui leur sont applicables, notamment en matière de droit social et de normes environnementales.

ad 3) En ce qui concerne le site HDG, les infrastructures existantes sont actuellement analysées quant à la faisabilité et la pertinence d'une remise en état et une utilisation ultérieure à des fins de défense. Alternativement, une démolition, même partielle, suivie d'une reconstruction selon besoins est concevable. Différentes études de concept d'utilisation à des fins

de défense sont actuellement en cours. Les résultats dépendent néanmoins fortement d'autres facteurs tels que les besoins d'assainissement, le moment de disponibilité, l'état réel des infrastructures ou encore de l'envergure des travaux qui doivent être réalisés.

ad 4) Au stade actuel de la planification, il est prévu que les entreprises qui seraient amenées à s'implanter sur ces sites se verront consentir des baux, ce qui implique qu'un service de gestion technique et administrative des bâtiments devra être mis en place.

Les analyses des solutions à la question de la gestion des locataires, respectivement de l'encadrement des occupants sont actuellement en cours.

Concernant le site HDG, la gestion des projets du « Defence Campus » et l'encadrement des entreprises seront assurés conjointement par la Direction de la défense et le Ministère de l'Économie.

ad 5) En ce qui concerne le Code du travail, il s'agit notamment de l'article L. 125-9 qui prévoit une priorité de réembauchage dans le cadre d'un licenciement. Plus précisément, cet article dispose que le salarié licencié pour motifs fondés sur les nécessités du fonctionnement de l'entreprise peut faire valoir une priorité de réembauchage durant un délai d'un an à compter de la date de son départ de l'entreprise. Si le salarié manifeste par écrit le souhait d'user de cette priorité, l'employeur est obligé de l'informer de tout emploi devenu disponible dans sa qualification. Cependant, il convient de noter que cet article ne s'applique pas en l'espèce parce que la faillite de Liberty Steel datant de novembre 2024 n'a pas eu pour conséquence des licenciements, mais des cessations de plein droit des différents contrats de travail.

Le cadre légal actuel ne prévoit donc pas de mesures ou de garanties à ce que les anciens travailleurs de Liberty Steel aient un accès prioritaire aux emplois qui seront nouvellement créés sur ce site par un autre employeur. Par ailleurs, il faut considérer que les activités nouvellement développées sur le site ne sont plus les mêmes que celles exercées par Liberty dans le passé.

Pourtant, les anciens salariés de Liberty Steel bénéficient, comme tout demandeur d'emploi inscrit, de l'ensemble des mesures et aides de l'ADEM, qui leur sont pleinement ouvertes et à disposition.

L'ADEM poursuit sa mission de réinsertion sur le marché du travail sur la base d'une analyse individualisée du profil et des besoins de chaque demandeur. Par ailleurs, un Jobday dédié aux salariés de Liberty Steel a été organisé en date du 20 juin 2025, afin de faciliter leur mise en relation directe avec des employeurs et d'accélérer leur retour à l'emploi.

ad 6) Le Gouvernement confirme sa volonté de garantir une transparence totale tout au long du processus et de tenir régulièrement informés les honorables Députés et les communes concernées quant à l'état d'avancement du projet.

Sécurité routière de la N5 (route de Longwy) | Question 3203 (18/11/2025) de M. Marc Goergen (Piraten)

D'Nationalstrooss N5 (Route de Longwy), ass eng vill befuere Strooss, déi vu Käerjeng u queesch duerch d'Gemeng Péiteng verleeft, bis erop op den Dräillännerock zu Rodange. D'Lonkecher Strooss ass bekannt dofir, eng Transitstrooss fir de Verkéier ze sinn.

A vireg parlamentaresche Froen (7082 an 1981) wollt ech wëssen, wéi d'N5 kéint méi sécher fir de Verkéier gemaach ginn, grad mat Hëlleck op eng Reduzéierung vum Tempolimit op 30 km/h. D'Ministesch hat hei geäntwert:

„Et sief awer drop higewisen, dass d'Initiative fir Moosnamen zu der Verkéiersberouegung innerhalb vun enger Uertschaft an d'Zoustännegkeet vun der territorial zoustänneger Gemeng falen, och wann et sech ëm eng Staatsstrooss handelt. [...] Grondsätzlech fënnt ee reegelméisseg Austausch mat de Gemenge statt, fir iwwert all méiglech Sujeten ze schwätzen, déi d'Stroosseninfrastrukturen ubelaangen.“

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Mobilitéit an effentlech Aarbechten dës Fro stellen:

– Huet d'Gemeng Péiteng méttlerweil eng Reunioun mam Mobilitéitsministère betreffend d'Verkéiersberouegung op der N5 ugefro?

Falls jo, wéini war d'Reunioun?

Réponse (17/12/2025) de **Mme YuriKo Backes**, Ministère de la Mobilité et des Travaux publics

Den honorabelen Deputéierte stellt Froen zu der Verkéierssicherheit op der Lonkecher Strooss N5 an der Gemeng Péiteng.

Am Kader vun der regionaler Verkéierssetüd am Raum Kordall, gesinn déi betraffe Gemengen, dorënner och d'Gemeng Péiteng, sech a reegelméissegem Ofstänn mat menge Mataarbechter*innen an den zoustänneg Verwaltungen.

An dës gemeinsame Reunioun ginn dann all méiglech Sujeten an Iddie bezüglech der Mobilitéit an där Regioun, dorënner falen dann och Verkéiersberouegungen, behandelt a beschwat.

Sortie de la pauvreté et retour à l'emploi | Question **3204** (18/11/2025) de **M. Dan Hardy** (ADR)

An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro Nr. 2906 huet den Här Familljeminister geäntwert, datt „laut de leschten Donnée vum Statec waren am Joer 2024 18,1 % vun der Bevëlkerung dem Aarmutsrisiko ausgesat“.

Et ass esou, datt d'Aarmut hei am Land ënnerschiddlech Facetten huet. Ënnert deene Leit, déi dem Aarmutsrisiko ausgesat oder direkt vun Aarmut betrafft sinn, gëtt et Betreffener, déi keng Schaff hunn, awer trotzdem probéieren, erëm op d'Been ze kommen, andeems se no enger Aarbecht sichen, an der Hoffnung, nees e wierdegt Liewe kënnen ze féieren. Den Här Minister hat annoncéiert, datt d'Regierung Enn des Joers en nationalen Aarmutspang presentéiere wäert.

An deem Kontext hunn ech folgend Froen un den Här Familljeminister:

– Leien dem Här Minister Statistike vir, wéi vill Leit duerch Aarbechtslosegkeet an enger Aarmutssituatioun waren an duerch eng nei Aarbecht aus där Situatioun erauskomm sinn, fir nees e wierdegt Liewen ze féieren?

Réponse (16/01/2026) de **M. Max Hahn**, Ministère de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

Fir unzefänken, ass et effektiv richtig, dass Aarbecht besser virun Aarmut schützt ewéi Aarbechtslosegkeet. Esou louch den Taux de risque de pauvreté 2024 bei Persounen am Chômage bei 33,6 %, während dësen Taux bei Persounen, déi eng Aarbecht haten, bei 13,4 % louch.

Déi vum honorabelen Deputéierte gefroete Statistike setzen d'Kräize vun enger ganzer Partie un Informatiounen viraus fir ze determinéieren, ob eng Persoun dem Aarmutsrisiko ausgesat war an uschléissend duerch eng nei Aarbecht doraus erauskomm ass. Dozou zielen notament d'Intensitéit de travail, de

Salair an d'Composition de ménage. D'Tatsaach eleng, ob eng Persoun eng Aarbecht fonnt huet, léisst kee Réckschloss iwwer den Aarmutsrisiko zou, vu dass dës vu méi Facteuren ofhänkt – och wann, wéi gesot, d'Aarbecht den Aarmutsrisiko däitlech reduzéiert.

Mam nationale Plang zur Preventioun a Bekämpfung vun der Aarmut, deen den 8. Dezember 2025 presentéiert ginn ass, an 106 konkreet Aktiounen an 8 verschidde Beräicher virgesäit, huet d'Regierung, ënner der Koordination vum Familljeministère, den alleréischten Aktionsplang op den Dësch geluecht, fir de Phänomeen vun der Aarmut ganzheetlech an an all senger Facetten unzegoen.

Ee Volet vum Aktionsplang betrëft d'Erhiewe vun Donnéeën, fir eng faktebaséiert Politik ze maachen. Esou wäert den Observatoire des politiques sociales mat der Realisatioun vu méi verdéiften Analyse beoptraagt ginn, fir eng méi granular Vue op déi ënnerschiddlech Aspekter vun der Problematik ze kréien.

Donieft stellen d'Aktivatioun, d'Formatioun an d>Weiderbildung zentral Elementer vum nationalen Aktionsplang duer, fir d'Leit net just an d'Aarbecht ze kréien, mee och an der Aarbecht ze halen. Esou wäert, ënner anerem, de Programm „Skillsplang“ ëmgessat ginn; méi „Travaux d'utilité collective“- (TUC)-Plaze geschaf ginn, besonnesch an deene Secteuren, an deenen et e Mangel u Main d'oeuvre gëtt; Praxisorientéiert Formatiounen agefouert a Sproochecoursé fir TUC ausgebaut ginn; d'Formation professionnelle valoriséiert a méi attraktiv gemaach ginn. Fir méi Detailler erlaben ech mer den honorabelen Deputéierten op den nationalen Aktionsplang ze verweisen.

Inclusion scolaire et prise en charge des élèves aux besoins socio-émotionnels | Question **3205** (19/11/2025) de **Mme Francine Cloesener** | **M. Ben Polidori** (LSAP)

L'inclusion scolaire constitue un objectif central de la politique éducative, cherchant à assurer une place appropriée pour chaque enfant dans le système scolaire. Une école véritablement inclusive doit être en mesure d'accueillir et d'accompagner tous les élèves, quels que soient leurs défis particuliers, qu'il s'agisse de difficultés d'apprentissage ou de besoins socio-émotionnels. Dans ce contexte, il est essentiel de disposer de ressources suffisantes et d'une coordination efficace entre les différentes instances pour assurer une prise en charge adéquate de tous les enfants. Cependant, la réalité sur le terrain soulève des questions importantes concernant la capacité du système actuel à répondre aux besoins croissants, notamment en ce qui concerne les enfants présentant des difficultés socio-émotionnelles et l'impact de cette situation sur les autres élèves nécessitant un soutien.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

- 1) Combien d'élèves sont actuellement accueillis dans les centres socio-thérapeutiques (CST) ? Combien sont en attente d'une admission ?
- 2) Combien d'élèves sont actuellement enregistrés auprès des commissions d'inclusion (CI) régionales en raison de problèmes socio-émotionnels ?
- 3) Combien d'enfants ayant des besoins socio-émotionnels sont actuellement enregistrés auprès de la Commission nationale d'inclusion (CNI) ?
- 4) Combien d'élèves ayant des besoins socio-émotionnels sont enregistrés auprès d'une instance alors

que leurs parents refusent une thérapie ou une admission dans un CST ?

5) Combien d'heures d'assistance de l'ESEB sont utilisées au niveau national pour les enfants ayant des besoins socio-émotionnels, et combien pour ceux ayant des difficultés d'apprentissage d'origine non socio-émotionnelle ?

Réponse (15/01/2026) de **M. Claude Meisch**, Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Actuellement, 56 élèves sont accueillis dans les centres socio-thérapeutiques (CST). Pour six autres élèves l'admission est prévue entre janvier et février 2026. Les commissions d'inclusion régionales recensent 892 élèves présentant des besoins socio-émotionnels, parfois associés à d'autres types de besoins. La Commission nationale d'inclusion (CNI) a décidé 262 prises en charge spécialisées pour des élèves dont le besoin prioritaire est socio-émotionnel. 78 diagnostics spécialisés sont en cours au Centre pour le développement socio-émotionnel (CDSE).

Étant donné que la mise en œuvre de décisions concernant une prise en charge spécialisée proposée par la CNI, telles que l'admission dans un centre socio-thérapeutique (CST), doit être validée par les représentants légaux de l'élève, seules les mesures effectivement mises en œuvre sont comptabilisées.

La prise en charge des élèves à besoins éducatifs spécifiques par l'ESEB dans l'enseignement régulier se fonde sur le diagnostic global des besoins de l'élève et vise à permettre à l'élève de participer au mieux à la vie scolaire. L'assistance en classe par l'ESEB et les autres mesures ne sont en conséquence pas organisées suivant un type de besoins spécifiques, mais de façon à répondre aux besoins éducatifs de l'élève selon une approche globale et évolutive dans le contexte scolaire respectif.

Situation et avenir des hôtels familiaux en milieu rural | Question **3206** (19/11/2025) de **M. Charles Weiler** | **M. Ricardo Marques** (CSV)

An deene leschte Jore sinn am ländleche Raum, awer och op villen anere Plazen uechter d'Land, eng Rei Hoteller zougaangen.

Dës Hoteller, déi vu Familien oft iwwer Generatiounen mat Erfolleg gefouert goufen, hunn hir Dieren net méi opgemaach, well kee Repreneur do war. Dëst ass bedauerlech, an et hannerléisst ee Lach an der Offer fir Iwwernuechtungen ausserhalb vun der Stad Lëtzebuerg. Ausserdeem bleiwen d'Gebaier vun deenen Hoteller oft iwwer Jore eidel stoen, wat och een negatiivt Bild op eis Uertschaften am ländleche Raum werft.

Am Koalitionsaccord huet d'Regierung eng Rei Mesuren ugeduecht, fir esouwuel den Tourismus am ganze Land ze dynamiséieren, an och fir de Kleng- a Mëttelbetriber, besonnesch de Familljebetriber, ënnert d'Äerm ze gräifen.

An deem Kontext wollte mir folgend Froen un den Här Minister fir Wirtschaft, PME, Energie an Tourismus stellen:

1. Wéi huet sech d'Offer fir Iwwernuechtungen an Hoteller ausserhalb vun der Stad Lëtzebuerg an deene leschten 10 Joer entwéckelt?
2. Wéi vill Hoteller hunn ausserhalb vun der Stad Lëtzebuerg an deene leschten 10 Joer zougemaach?
3. Wéi eng Mesurë gedenkt den Här Minister ze huelen, fir där Entwécklung entgéintzewierken?

4. Wéi gedenkt den Här Minister, dem Secteur vun der Hotellerie ze hëllefen, fir déi néideg Investor an d'Moderniséierung vun den Hoteller ze ënnerhuelen?

5. Wéi gedenkt d'Regierung, de Famille beim Weiderféiere vun hire Betriber ze hëllefen?

6. Wéi gedenkt d'Regierung, de Gemengen am Fall vun eidel stoende Gebaier ze hëllefen, dës nees ze beliewen?

Réponse (19/12/2025) de **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1. an 2. Um Internetsite vum Statec ginn d'Zuele vun den Hoteller an aneren Hebergementer no Gemeng publizéiert¹⁵. Den Tableau[†] heidrënner lëscht d'Entwécklung vun den Iwwernuechtungsetablissementer a verfügbare Better fir déi lescht 10 Joer ausserhalb vun der Staat Lëtzebuerg op. Et ass ze beuechten, datt hei d'Hebergementer a Gemenge ronderëm d'Stad Lëtzebuerg matgezielt ginn, och wann dës Etablissementer net onbedéngt all als ländlech unzegesi sinn.

Et gi keng statistesch Donnéeën erfaasst zu de Schléissunge vun Hoteller.

ad 3. D'Erhale vun de Capacitéite vun Iwwernuechtungsbetriber huet ee groussen Impact op d'Attraktivitéit vun de ländleche Regiounen. Dofir gëtt den Tourismus am ländleche Raum mat enger Rei Initiativen ënnerstëtzt, fir esouwuel Touriste wéi Residenten ze encouragéieren, déi ländlech Géigenden ze entdecken. Dës Mesurë sinn zum Beispill:

- Promotioun am In- an Ausland iwwert d'Campagne „Lëtzebuerg datt ass Vakanz“, Vëlosommer oder Guide fir een Dag;

- Ausbau vun den Infrastrukturen am Beräich Aktivtourismus, an de Beräicher Wandere a Vëlo, Mountain-, Gravelbike asw.;

- konstant Weiderentwécklung vun der Visitluxembourg-App an dem Luxembourg Pass, déi den Touristen an de Residenten d'Offer am ländleche Raum méi nobréngen;

- Ausschaffe vun der neier Guideformatioun fir mat professionell ausgebildete Guiden de Visiteuren déi schéinste Plazen ze weisen.

Zesumme mat verschiddenen Acteuren vum Terrain, wéi der Horesca oder der Camprilux, ass analyséiert ginn, wéi een den Tourismus am ländleche Raum nach besser kéint opstellen an déi touristesch Offer dynamiséieren. Dobäi sinn innovativ Konzepter, wéi den „Destination Camper Park(ing)“ oder de Projet „Tiirmchen“ erauskomm.

ad 4. a 5. Hoteller kënnen Investitiounshëllefë kréien, wann et sech ëm e klengen oder mëttlere Betriber handelt an déi gesetzlech Konditiounen respektéiert ginn. Als eligibel Käschten heifir gëlle materiell oder immateriell Investitiounen, souwéi d'Salaireskäschten op 2 Joer vun den neien Aarbechtsplazen, déi direkt duerch den Investitiounsprojet entstinn. Dës Aarbechtsplaze mussen bannent dräi Joer geschaf ginn, eng tatsächlech Netto-erhéijung vum Personal duerstellen an op d'mannst dräi Joer erhalen bleiwen. D'Intensitéit vun dëse Bähëllefen ass vu Maximum 20 % vun den eligibelen Käschten fir kleng Entrepreneuren an 10 % fir mëttel Entrepreneuren.

Och d'Hëllefen am Kader vun den SME Packages, zum Beispill, fir d'Digitaliséierung vun de Betriber ze begleeten, kënnen fir d'Hotellerie interessant sinn.

D'Moosname vum Wirtschaftsministère an der Regierung fir kleng a mëttelgrouss Betriber sinn

dacks och fir Hoteller aus dem ländleche Raum vu Virdeel. Hei kann een zum Beispill déi selleg Mesurë fir d'Simplification administrative erwänen a méi spezifesch fir d'Hotellieren d'Digitaliséierung vun de Fiches d'Hebergement.

De Cadastre de commerce, dee landeswäit duerchgefouert gëtt, gëtt en Iwwerbléck iwwer déi strukturell Entwécklung vu verschiddene Wirtschaftssektoren. Dësen Tool ass entwéckelt, fir ënnert anerem Gemengen ze hëllefen, hir Situatioun besser ze analyséieren an ze verbesseren.

ad 6. Iwwert de Plan quinquennal vum Tourismus huet d'Regierung d'Méiglechkeet de Gemenge beim Schafen, Amenagéieren a Moderniséieren vum touristeschen Hebergementer mat enger Subventioun vu bis zu 20 % ënnert d'Äerm ze gräifen. Fir de Bau vu Jugendherbergen oder „Gîtes insolites“ kann dës Subventioun bis zu 50 % sinn.

Procédures d'intervention face aux frelons asiatiques | Question 3207 (19/11/2025) de **M. Jeff Engelen** | **M. Tom Weidig** (ADR)

Am „Luxemburger Wort“ war kierzlech en Artikel mam Titel „Asiatische Hornissen bauen Nest in Abtei Neumünster“ (24.10.2025) ze liesen. Datt déi invasiv Aarten ëmmer méi zu engem Problem ginn, ass net méi ze leegnen a mëttlerweil vun deene meeschte Leit gewosst. Wéi ee kann a soll dogéint virgoen, ass leider net ëmmer bekannt.

An deem Zesummenhang géife mir der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Ass déi éischt Ulafstell bei Problemer mat esou invasiven Aarten nach ëmmer d'ANF (Administration de la nature et des forêts)?

2. Kann d'ANF sech selwer ëm d'Ewechhuele vun dësen Näschter këmmere oder mussen si déi Aarbechte weiderginn?

3. Wee muss fir d'Käschten opkommen, wann e Privathaus oder e Privatterrain betraff ass?

4. Wat sinn déi prozedural Ënnerscheeder bei asiateschen Hornissen am Verglach mat eisen europäeschen Harespelen, déi jo geschützt sinn?

5. Gëtt et Fäll, wou de CGDIS, also d'Pompjeeën, mussen oder kënnen agräifen, wann et dréngend ass?

6. Déi richteg Informatiounen schéngen nach net iwwerall am Land ukomm ze sinn. Wéi plangt d'Regierung an deem Kontext ze kommunizéieren, fir dësen Zoustand ze verbesseren?

Réponse (02/01/2026) de **M. Serge Wilmes**, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

ad 1. D'ANF ass nach ëmmer déi éischt Ulafstell fir vill invasiv Aarten, am Fall vun der Vespa velutina z. B. besonnesch wann et ëm d'Melde vun Näschter oder Observatiounen vun där Aart geet. Allerdéngs ass d'ANF net automatesch fir all invasiv Aart zoustänneg. Jee no Aart, hirem Liewensraum, hirem Verbreedungsgebiet an de méiglechen negativen Impakter kënnen och aner Verwaltungen zoustänneg sinn. Et ass dofir wichteg, de Kontext an d'Aart am Einzelnen ze betruechten; d'ANF kann an esou Fäll awer meeschtens als éischt Kontaktstell déngen an d'Dosieren un déi kompetent Instanz weiderleeden.

ad 2. D'ANF neutraliséiert aktuell d'Näschter, déi sech op öffentliche Terrain befannen a wou am direkten Ëmkrees eng Gefor fir Mënsche besteet, z. B. bei Schoulen, Altersheimer oder Bushaltestellen. Am Prinzip ginn d'Näschter op Privaterrainen net vun

der ANF neutraliséiert. D'Privatleit kréie geroden, sech un eng Firma ze wenden.

ad 3. D'Privatleit mussen op hirem Terrain selwer fir déi Käschten opkommen.

ad 4. D'Berodung am Fall vun eenheemeschen Harespelsaarten iwwerhëlt natur&ëmwelt (Haus vun der Natur), wou et virun allem dorëms geet Konflikter an der Koexistenz tëscht Insekt a Mënsch ze reduzéieren a just an extreeme Fäll Näschter ewechzehuelen. Bei Vespa velutina, enger exotescher invasiver Aart, iwwerhëlt d'ANF d'Berodung. Hei geet et dorëm ze wësse wou Näschter sinn an se ewechzemaache wou ëmmer et geet wann d'Ressourcen et zouloossen.

ad 5. D'Ewechmaache vun Näschter vun der Asiatescher Runn fällt opgrond vum modifizéierte Gesetz vum 27. Mäerz 2018 iwwert d'Organisatioun vun der ziviller Sécherheet an dem Règlement opérationnel vum CGDIS net ënnert d'Missioun vum CGDIS.

De CGDIS ass aus deem Grond och net fir esou eng Missioun equipéiert a speziell forméiert. De CGDIS intervenéiert just punktuell op Demande vun der ANF, ënnert der Form vun der sougenannter „Amtshilfe“, dëst fir d'ANF logistesche ze ënnerstëtzen, an dann och nëmme mat spezifische Moyenen, déi just de CGDIS huet.

D'Interventioun an der Abtei Neumünster, déi d'Deputéiert an hirem Fro erwänen, ass e gutt Beispill. D'Spezialiste vun der Héichrettungssektioun vum CGDIS (Groupe de reconnaissance et d'intervention en milieu périlleux (GRIMP)) waren op Ufro vun der ANF intervenéiert, fir d'Personal vun der ANF an deem konkrete Fall ze sécheren, well d'Nascht, wat huet missen ewechgemaacht ginn, un der Spëtzt vum Kierchtuerm situéiert war.

ad 6. De Plan d'action fir d'Vespa velutina gëtt an Zesummenaarbecht mat der ALVA, der ASTA (MAAV) an der ANF (MECB) iwwerschaaft. Do wäert och d'Verbesse- rung vun der Kommunikatioun en Thema sinn, fir datt déi néideg Informatiounen fir d'Saison 2026 prett sinn.

État d'avancement du projet d'internat de l'EHTL | Question 3208 (19/11/2025) de **M. Charles Weiler** (CSV)

De Staatsbudget fir d'Joer 2024 huet 22,4 Milliounen Euro virgesi fir de Bau vun engem neien Internat fir déi Dikrecher Hotelschoul (EHTL). An der viregter Regierung hat den deemolege Minister fir öffentliche Aarbechten a senger Äntwert op d'Question parlementaire N° 5930 ugekënnegt, et géife ronn 60 Wunnengen entstoen, déi exklusiv fir d'Studenten vum EHTL virgesi wieren. Deemoools housch et, d'Aarbechte géifen 2025 ugoen an Enn 2027 respektiv Ufank 2028 fäerdeg gestallt ginn.

Zousätzlech war am Kader vun de groussen Infrastrukturprojete fir 2025 ze liesen, dass déi bestoend Infrastrukture vum EHTL zu Dikrech géife renovéiert an energiegesch sanéiert ginn.

An deem Kontext wollt ech folgend Froen un d'Madamm Ministesch fir Mobilitéit an öffentliche Aarbechte stellen:

1. Kann d'Madamm Ministesch präziséieren, wou de Projet vum neien Internat vum EHTL aktuell drun ass?

2. Kann d'Madamm Ministesch matdeelen, wéini d'Aarbechten un dësem Bau ufänken a wéini mat engem Ofschluss ze rechnen ass?

3. Kann d'Madamm Ministesch soen, wéini d'Renovatiouns- respektiv Sanéierungsarbechten op deem Site wäerten ugoen?

¹⁵ [https://lstat.statec.lu/vis?lc=fr&tm=DF_D5201&pg=0&snb=1&dfds=ds-release&dfid=DS_D5201_NB%40DF_D5201&dfag=LU1&dfvs=1.0&dq=...&om=LASTPERIODS&lo=1&to\[TIME_PERIOD\]=false](https://lstat.statec.lu/vis?lc=fr&tm=DF_D5201&pg=0&snb=1&dfds=ds-release&dfid=DS_D5201_NB%40DF_D5201&dfag=LU1&dfvs=1.0&dq=...&om=LASTPERIODS&lo=1&to[TIME_PERIOD]=false)



4. Kann d'Madamm Ministesch matdeelen, ob dës Aarbechten en Afloss op de Schoulbetrieb wäerten hunn?

5. Kann d'Madamm Ministesch präziséieren, wéi laang dës Aarbechte sollen daueren?

Réponse (17/12/2025) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den honorabelen Deputéierte stellt Froen iwwert de Bau vun engem neien Internat fir d'Hotelsschoul (EHTL).

ad 1. Den Avant-projet détaillé vum Projet ass ofgeschloss an aktuell ginn déi néideg Geneemegungsdossiere preparéiert.

ad 2. No der Elaboratioun vun den Exekutiounspläng, an der Receptioun vun der Baugeneemegung, kënnen d'Ausschreiwunge lancéiert ginn. Den Ufank vun den Aarbechten ass am Moment fir Mëtt 2027 geplangt an d'Mise en service ass fir Enn 2029 programmiert.

ad 3. Den Neibau vum Internat, deem um Site vun der aktueller École d'Hôtellerie et de Tourisme du Luxembourg (EHTL) realiséiert gëtt, muss vollstänneg fäerdeg gestallt ginn, éier mat de geplangte Renovatiounsaarbechten um Haaptgebai vun der EHTL kann ugefaange ginn.

Dëst ass drop zeréckzeféieren, dass d'Plazverhältnisser um Site et net erlaben, zwee gréisser Chantiers parallel ze bedreiwen. Dat bedeit, dass déi Aarbechte fréistens Ufank 2030 kënnen ufänken.

ad 4. Opgrond vun de jëtzege an den zukünftigen Obligatiounen a Saache Klimaschutz muss d'Gebai energiegeschonk saniert ginn, dat notament um Niveau vun der Enveloppe, wéi och vun der Technik. Des Weidere muss och eng Mise en conformité vum ganze Gebai gemaach ginn an ofhängeg vun der zukünftiger Notzung wäerten eventuell och divers Ëm- an Ausbauarbechten néideg sinn.

Well nach keng Étude de faisabilité realiséiert ginn ass, ass et zu deem Zäitpunkt verfréit eng präzis Ausso iwwert den Oflaf vun den Aarbechten an en eventuellen Afloss op de Schoulbetrieb ze ginn.

ad 5. Opgrond vun den an der Äntwert 4 beschriwene Contrainten, kann zu deem Zäitpunkt nach keen Delai genannt ginn.

Installation de miradors de chasse | Question 3209 (19/11/2025) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

An der parlamentarescher Fro N° 3044 hat ech nogefrot, no wéi enge Krittären Héichsëtzer fir d'Juegd dierfen opgestallt ginn an a wéi enge Situatiounen Geneemegungen néideg sinn. No der Äntwert vum Ministère bleift awer onkloer, wéi dat da kontrolléiert gëtt, well de Minister keng Zuelen dozou liwwere kann, wéi vill Héichsëtzer hei am Land stinn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit dës Froe stellen:

1. Wéi gëtt kontrolléiert, datt Héichsëtzer legal opgestallt goufen an déi néideg Geneemegungen hunn?

2. Wien ass fir dës Kontroll zoustänneg a wéi dacks gouf an der Vergaangenheet kontrolléiert?

3. Wéi oft gouf een Héichsätz illegal gebaut?

4. Firwat gi keng Statistike gefouert op Basis vun den Demanden, déi beim Ëmweltministerium agaange sinn?

Réponse (07/01/2026) de **M. Serge Wilmes**, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1. D'Naturverwaltung (ANF) kann, am Kader vun hire Kontrollaktivitéiten, iwwerpräiwen, ob

opgeriichten Héichsëtzer den naturschutzrechtliche Bestëmmungen entspriechen an ob déi erfuerderlech Geneemegungen vum Ministère fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit virleien a respektéiert goufen.

ad 2. D'Kontrolle kënne wéi gesot vun der Naturverwaltung gemaach ginn. Et gëtt keng dediéiert Statistik fir dës Kontrolle bei der Naturverwaltung geféiert.

ad 3. Wa festgestallt gëtt, datt Héichsëtzer ouni déi néideg Geneemegung opgeriicht goufen, gëtt e Procès-verbal un den zoustänneg Parquet iwwermittelt. Well d'Beamten an deem Fall dem Parquet ënnerstinn, leien dem Ministère fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit keng Donnéeën vir, wéi dacks dat de Fall war.

ad 4. D'Naturverwaltung féiert keng separat Statistik iwwert d'Unzuel vun de geneemegten Héichsëtzer pro Joer, well et mam aktuellen informatiesche System net méiglech ass, déi Zuel ouni gréisseren Opwand ze ermëttelen. Et sief och gesot, dass een net obligéiert ass, e geneemegten Héichsätz opgeriichten. Mécht een dat net innerhalb vun 2 Joer, ass d'Geneemegung hifälleg.

Fonds national de soutien à la production audiovisuelle | Question 3210 (19/11/2025) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

De Luxembourg Film Fund (Fonds national de soutien à la production audiovisuelle) wäert déi nächst véier Joer eng staatlech Finanzéierung vu ronn 180 Milliounen Euro kréien. Och goufen d'Reegele beim Filmfong iwwerschaaft, nodeems d'Cour des comptes an hirem Spezialrapport vun 2022 drop higewisen hat, datt et beim Filmfong Problemer an der Transparenz, Gouvernance an Dokumentatioun gouf.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Kultur dës Fro stellen:

– Kann de Minister oplëschen, wéi vill déi jeeeweileg Firmen oder Projeten zënter 2020 vum Filmfong zougedelt kruten?

Réponse (18/12/2025) de **M. Eric Thill**, Ministre de la Culture | **Mme Elisabeth Margue**, Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité

Déi betreffend Informatiounen an Donnéeën sinn an de jeeeweileg Rapports annuels erëmzefannen, déi all Joer ënnert anerem och un d'Chamber an un d'Cour des comptes geschéckt ginn. Zousätzlech dozou sinn all d'Rapports annuels (vun 2000 un) fir de breede Public op der Internetsäit vum Filmfong zougänglech: <https://filmfund.lu/a-propos/cadre-legislatif/>.

Antennes à Junglinster | Question 3211 (19/11/2025) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

An engem Meenungsartikel am „Wort“ vun haut gëtt drop higewisen, datt d'Sendemasten zu Jonglënster wäerten ofgeschalt ginn. Dës kéinten awer am Fall vu Krisekommunikatioun eng wichteg Alternativ zu den aktuellen Technologie sinn. D'Antennen zu Jonglënster kënne bei engem gréisseren oder laangwierege Strom- oder Internetausfall funktionéieren an d'Kommunikatiounssécherheet erhalen. Déi lescht Méint hu gewisen, wéi ufälleg Kommunikatiounsinfrastrukture kënne sinn (Incidente bei POST, Orange, Cloudflare, AWS etc.) a wéi wichteg ee Backup hei ass.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Premierminister an der Ministesch fir Digitalisatioun dës Froe stellen:

1. Wéi eng alternativ Sendeméiglechkeete stinn dem Staat zur Verfügung, wann d'Antennen zu Jonglënster ofgebaut ginn?

2. Wéi bewäerten déi zoustänneg Institutiounen (CTIE, HCPN etc.) den Ofbau vun den Antennen mat Hibleck op d'Kommunikatiounssécherheet (Risikobewäertung)?

Réponse (19/12/2025) de **M. Luc Frieden**, Premier ministre | **Mme Elisabeth Margue**, Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité

ad 1. Déi Jonglënster Sendemasten aus den 1950er-Joren, déi en Deel vun der AM-Laangwelle-Sendeanlag vum franséischen RTL Radio Programm op 234 kHz sinn, sinn net gëeegent, fir aner Kommunikatiounsservicer ze realiséieren. Och bei engem gréisseren oder laangwierege Strom- oder Internetausfall hunn dës Antenne keng direkt Relevanz. Dofir ginn och keng alternativ Sendeméiglechkeete benéidegt wann dës Infrastrukturen net méi bestinn.

ad 2. D'Kommunikatioun mat der Bevëlkerung, grad am Fall vun enger Kris, huet fir den HCPN eng héich Prioritéit. Wéi awer als Äntwert op d'Fro 1 ausgefouert, huet den Ofbau vun den Antennen zu Jonglënster keen Impakt op d'Kommunikatiounssécherheet.

Suppression d'emplois au sein d'Amazon Luxembourg | Question 3212 (19/11/2025) de **Mme Sam Tanson** (déi gréng)

Il y a quelques semaines, la presse a révélé la suppression probable d'environ 100 emplois chez Amazon Luxembourg. La semaine dernière, Monsieur le Premier ministre a effectué une visite de travail sur la côte ouest des États-Unis, où il a rencontré, entre autres, les responsables d'Amazon. Selon un article de presse publié vendredi dernier, les réductions prévues d'effectifs chez Amazon auraient également été abordées lors de ces échanges. Dans le même article, le Premier ministre est cité estimant que l'intelligence artificielle présenterait « plus d'opportunités que de risques pour le Luxembourg ».

Lors de la séance plénière d'hier, il a dressé un bilan positif de ce déplacement, insistant sur le fait qu'Amazon continuerait à considérer le Grand-Duché comme un hub européen important. Or, il a été révélé aujourd'hui que les suppressions d'emplois chez Amazon Luxembourg concerneront près de 500 postes, et non les quelque 100 évoqués il y a quelques semaines.

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Premier ministre :

1) Monsieur le Ministre était-il au courant, la semaine dernière, de l'ampleur des nouvelles suppressions d'emplois chez Amazon telles que révélées aujourd'hui dans la presse ?

2) Quelles démarches le Gouvernement entreprend-il pour limiter, voire prévenir, d'autres pertes potentielles d'emplois chez Amazon ou, plus largement, dans le secteur des services numériques et financiers ?

3) Cette annonce modifie-t-elle l'analyse susmentionnée du Premier ministre quant aux dangers potentiels de l'intelligence artificielle, notamment pour le secteur des services numériques et financiers au Grand-Duché ?

Réponse (26/11/2025) de **M. Luc Frieden**, Premier ministre | **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **M. Georges Mischo**, Ministre du Travail

ad 1) Lors du récent déplacement sur la côte ouest des États-Unis, le Premier ministre a rencontré plusieurs entreprises technologiques majeures, dont Amazon. Au siège d'Amazon à Seattle, il a échangé avec Monsieur Andy Jassy, CEO du groupe, et abordé les ajustements globaux envisagés. Le Premier ministre a rappelé l'importance du site luxembourgeois et a insisté sur la valeur ajoutée des employés au Luxembourg pour le groupe et pour l'économie locale. Bien qu'aucun chiffre précis n'eût été communiqué quant aux restructurations, Monsieur Jassy a réaffirmé que le Luxembourg demeure un partenaire stratégique en Europe et que les activités du siège luxembourgeois restent essentielles pour le groupe.

ad 2) Le Gouvernement prend cette annonce et les répercussions pour les employés affectés avec le plus grand sérieux. Conformément aux principes qui guident son action à l'égard de toute entreprise, le Gouvernement veillera à engager un dialogue constructif dans l'intérêt des employés et de l'économie nationale. Dans cet esprit, le Ministre du Travail fera part à l'entreprise de la recommandation du Gouvernement de considérer un plan de maintien dans l'emploi afin d'éviter le déclenchement d'un plan social ; avec diverses mesures dont notamment la formation, la préretraite, le chômage partiel, le prêt temporaire de main d'œuvre et d'autres aides publiques destinées à favoriser la réorientation des salariés et à prévenir les licenciements. Amazon continue à recruter au Luxembourg. Comme par le passé, le Gouvernement demeure pleinement engagé dans le dialogue avec l'entreprise afin de préserver autant que possible l'ensemble des postes concernés. Ainsi, le secrétariat du Comité de conjoncture a contacté Amazon au Luxembourg dès les premières annonces de licenciements dans la presse, pour proposer son soutien et son conseil.

ad 3) L'annonce ne modifie pas l'analyse du Premier ministre et du Gouvernement en son ensemble quant aux opportunités et risques liés à l'intelligence artificielle pour l'économie.

Le Luxembourg a engagé une stratégie ambitieuse dont la mise en œuvre est en cours, visant à favoriser l'adoption des technologies d'intelligence artificielle tout en accompagnant la montée en compétences des travailleurs. Cette démarche se traduit notamment par des initiatives telles que les différents programmes de formation proposés par le Digital Learning Hub, qui contribuent à la qualification et au perfectionnement des salariés. Ces efforts illustrent la volonté du Gouvernement de moderniser le pays en ligne avec les progrès technologiques et de préparer le marché du travail pour que chacun puisse bénéficier de ces développements.

Charge bidirectionnelle (Vehicle-to-Grid) | Question 3213 (19/11/2025) de M. Ben Polidori | M. Georges Engel (LSAP)

Au Luxembourg, plus de 20.000 véhicules électriques sont actuellement immatriculés. Ces véhicules représentent un potentiel de stockage d'énergie décentralisé considérable qui reste aujourd'hui inexploité. La charge bidirectionnelle, ou « Vehicle-to-Grid » (V2G), permettrait d'utiliser les batteries de ces véhicules comme systèmes de stockage flexibles capables d'absorber l'énergie renouvelable excédentaire et de la réinjecter dans le réseau en cas de besoin.

Le 14 novembre 2025, le Bundestag allemand a adopté une réforme décisive supprimant le principal obstacle au déploiement du V2G : la double taxation de l'électricité réinjectée avec des frais de réseau. Les

véhicules électriques sont désormais traités comme des systèmes de stockage ne payant les frais de réseau qu'une seule fois. Cette réforme débloque en Allemagne une capacité de stockage décentralisée estimée entre 3,3 et 5 GWh, équivalente à la puissance d'une grande centrale électrique.

Pour le Luxembourg, avec ses 20.000 véhicules électriques actuels et l'objectif de 49 % de véhicules à émission zéro dans les ventes neuves d'ici 2030, le potentiel est significatif. La charge bidirectionnelle pourrait contribuer à stabiliser notre réseau électrique, faciliter l'intégration des énergies renouvelables intermittentes, et réduire les coûts énergétiques pour les consommateurs. Cependant, des barrières réglementaires et fiscales pourraient empêcher le développement de cette technologie sur notre territoire.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme et à Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Le Gouvernement a-t-il analysé les barrières réglementaires et fiscales existantes au Luxembourg concernant la charge bidirectionnelle (Vehicle-to-Grid) ? Le cas échéant, quelles sont les principales entraves identifiées, notamment en matière de frais de réseau, de taxation de l'électricité, et de comptabilisation de l'électricité réinjectée ?

2) Le système luxembourgeois applique-t-il actuellement une double taxation (frais de réseau et/ou taxes) sur l'électricité réinjectée depuis un véhicule électrique vers le réseau ?

3) Quelles sont les adaptations nécessaires du cadre réglementaire luxembourgeois pour permettre le déploiement commercial du Vehicle-to-Grid ? Le Gouvernement prévoit-il de soumettre un projet de loi à la Chambre des Députés sur cette question ? Si oui, selon quel calendrier ?

4) Quel est l'état d'avancement du déploiement des compteurs intelligents (smart meters) au Luxembourg, infrastructure indispensable pour permettre la charge bidirectionnelle à grande échelle ? Combien de ménages et d'entreprises sont actuellement équipés ? Quel est le calendrier pour un déploiement généralisé ?

5) Le Gouvernement a-t-il évalué le potentiel de stockage décentralisé que représente la flotte de véhicules électriques luxembourgeoise actuelle et projetée ? Quelle capacité de stockage (en GWh) et quelle puissance flexible (en MW) pourraient être mobilisées via le Vehicle-to-Grid d'ici 2030 et 2050 ?

6) Des projets pilotes de charge bidirectionnelle sont-ils en cours au Luxembourg, que ce soit dans le secteur public (flottes de l'État, communes) ou privé (entreprises, particuliers) ? Le cas échéant, quels sont les résultats préliminaires et les enseignements tirés ?

7) Le Gouvernement envisage-t-il d'intégrer explicitement le potentiel Vehicle-to-Grid dans sa planification énergétique et climatique, notamment dans le cadre du Plan national intégré en matière d'énergie et de climat (PNEC) révisé ? Quels mécanismes incitatifs (subventions, tarifs préférentiels, rémunération pour services de flexibilité au réseau) sont envisagés pour encourager les propriétaires de véhicules électriques à participer au Vehicle-to-Grid ?

8) Dans quelle mesure le Luxembourg coordonne-t-il sa réglementation sur la charge bidirectionnelle avec ses voisins, notamment l'Allemagne, la France et la Belgique, afin de garantir l'interopérabilité des systèmes et d'éviter des distorsions de concurrence transfrontalières ?

Réponse (19/12/2025) de M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Mme YuriKo Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1) La mesure 2.5 « Valorisation des batteries de voitures électriques » de la Späicherstrategie Lëtzebuerg¹⁶, présentée en juillet 2025 par le Ministère de l'Économie, prévoit une feuille de route vers la charge bidirectionnelle, comprenant notamment l'identification des obstacles réglementaires à son déploiement. Une analyse initiale ne montre pas de barrières majeures dans le cadre réglementaire luxembourgeois.

Une analyse plus détaillée, traitant notamment des conditions techniques de raccordement et de la traçabilité de l'électricité est en cours d'élaboration. Cette analyse se penche également sur les questions ouvertes en relation avec les frais de réseaux.

ad 2) L'article 66 de la loi modifiée du 1^{er} août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité exclut explicitement du champ d'application de la taxe électricité la consommation d'énergie électrique à des fins de stockage, sous quelque forme énergétique que ce soit, en vue d'une réinjection dans le réseau électrique.

En ce qui concerne le tarif d'utilisation du réseau, celui-ci est applicable à toute énergie soutirée du réseau. Dans le sens où l'injection d'électricité dans le réseau n'est pas sujette au tarif d'utilisation, il n'y a pas de double application de ce tarif.

ad 3) Le Gouvernement prévoit notamment de soutenir ce développement par des aides financières. Le projet de loi n° 8577, portant introduction d'une aide financière pour des installations de recharge de véhicules électriques, prévoit une majoration pouvant aller jusqu'à 200 € HTVA pour les bornes déjà compatibles, dès le 1^{er} janvier 2026, avec le nouveau protocole de communication ISO 15118-20 pour la communication de véhicule à réseau.

Un élément indispensable pour équiper un domicile d'une infrastructure de charge capable d'assurer la recharge bidirectionnelle est l'installation d'un système de gestion de l'énergie (home energy management system). Le Gouvernement prévoit également, à travers le projet de loi n° 8585 instituant un régime d'aides pour la promotion de la durabilité, de l'utilisation rationnelle de l'énergie et des énergies renouvelables dans le domaine du logement, de subsidier l'installation de tels systèmes via une aide pouvant atteindre 500 euros.

Il convient de préciser que la mise en place de la recharge bidirectionnelle nécessite au préalable un ensemble d'éléments techniques permettant son bon fonctionnement. L'un des aspects clés est notamment la communication normalisée entre la borne de charge et le véhicule électrique.

Les solutions actuellement disponibles pour la recharge bidirectionnelle ne sont, en principe, compatibles qu'avec un modèle précis de véhicule, une borne spécifique et, le cas échéant, un contrat de fourniture d'électricité adapté. Il ne s'agit donc pas encore d'un système utilisable avec différentes marques de véhicules électriques et de bornes de charge.

Avec le règlement délégué (UE) 2025/656 de la Commission du 2 avril 2025, modifiant le règlement (UE) 2023/1804 du 13 septembre 2023 sur le déploiement d'une infrastructure pour carburants alternatifs (AFIR) en ce qui concerne notamment les normes relatives à la communication de véhicule à réseau, le

¹⁶ <https://gd.lu/7Nk97>

nouveau protocole de communication ISO 15118-20 cité ci-avant a été défini en Europe comme obligatoire pour tout nouveau point de charge, accessible au public ou privé, déployé ou remplacé à partir du 1^{er} janvier 2027.

Parallèlement, un groupe de travail de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) élabore actuellement, sur la base de cette nouvelle norme, les exigences techniques permettant un déploiement interopérable de la recharge bidirectionnelle.

Ainsi, la définition des critères techniques nécessaires à un déploiement commercial de la recharge bidirectionnelle s'effectuera principalement au niveau européen plutôt qu'au niveau national. Le Gouvernement luxembourgeois a rejoint en octobre 2025 ce groupe de travail de l'AIE.

En résumé, le Gouvernement agit, d'une part, sur le plan réglementaire afin de garantir l'émergence de critères techniques uniformes au niveau européen, permettant de créer un environnement ouvert et multimarques pour la recharge bidirectionnelle. D'autre part, il veille à ce que les infrastructures déployées actuellement soient compatibles à l'avenir avec les solutions du marché de la recharge bidirectionnelle. L'objectif est de créer les conditions techniques ainsi qu'un cadre réglementaire attractif afin de permettre aux acteurs du marché de déployer leurs solutions V2H et V2G au Luxembourg.

ad 4) Selon le rapport 2025 de l'Institut luxembourgeois de régulation sur les activités et sur l'exécution des missions de l'institut relatif à l'année 2024, au 31 décembre 2024, 99,01 % des 346.879 compteurs en basse tension ont pu transmettre leurs données de consommation quart-horaires au gestionnaire de réseau de distribution respectif ; pour 98,92 % des compteurs activés, la courbe de charge était communiquée au fournisseur sur base journalière. Le déploiement des compteurs intelligents est donc achevé.

ad 5) Conformément à l'article 15, paragraphe 4, du règlement AFIR, le régulateur national est tenu d'évaluer la contribution potentielle de la recharge bidirectionnelle à la réduction des coûts du système électrique et des utilisateurs, ainsi qu'à l'augmentation de la part d'électricité renouvelable dans le système énergétique. L'Institut luxembourgeois de régulation (ILR) a réalisé en 2025 une telle étude¹⁷, accompagnée d'une consultation publique, afin d'estimer, entre autres, le potentiel de stockage décentralisé que pourraient représenter les véhicules électriques compatibles avec la recharge bidirectionnelle.

En tenant compte de l'objectif d'électrification de 49 % de la flotte nationale de véhicules d'ici fin 2030, tel que prévu par le PNEC, et en supposant un déploiement important de véhicules et de bornes de charge compatibles, ainsi qu'un comportement de recharge favorable de la part des utilisateurs, l'étude conclut que l'énergie de batterie connectée pourrait atteindre jusqu'à 7 GWh durant les heures nocturnes et être réduite à environ 4 GWh durant la journée. S'agissant de la puissance flexible mobilisable, l'étude estime que la puissance de charge cumulée disponible peut atteindre 1.716 MW, tandis que la puissance maximale de décharge vers le réseau peut culminer à 365 MW.

ad 6) La mesure 2.5. de la Späicherstrategie Lëtzebuerg prévoit, dans sa feuille de route vers la charge bidirectionnelle, également le soutien à des projets pilotes dans le domaine du véhicule-to-everything (V2X) couvrant différents cas d'usage. Les premiers projets viseront notamment la mise en place d'une

interconnectivité optimale entre les différentes composantes, dans des entreprises disposant d'un parc automobile compatible. À ce stade, aucun projet pilote n'a encore été formalisé, mais des discussions sont en cours.

ad 7) Le véhicule-to-grid est une forme de stockage d'électricité à potentiel considérable. En tant que tel, cette technologie fait partie de la « Späicherstrategie Lëtzebuerg », qui vise à éliminer les barrières au déploiement de cette technologie. Le stockage, bien qu'un élément très important pour faciliter l'intégration d'énergies renouvelables dans le système, n'est pas, à l'image de centrales de production renouvelable, en soi un objectif du PNEC. Pour cette raison, le PNEC ne prévoit pas d'objectif concret pour le stockage.

ad 8) Il est renvoyé à la réponse à la question n° 3.

.....

Délégués à la protection des élèves (DPE) | Question 3214 (19/11/2025) de Mme Francine Cloesener (LSAP)

Introduits par la loi du 30 juin 2023, modifiant la loi du 25 juin 2004 sur l'organisation des lycées, les Délégués à la protection des élèves (DPE) jouent un rôle important dans l'enseignement secondaire luxembourgeois. En tant que personnes de confiance, ils ont pour missions de promouvoir le respect des droits de l'élève, d'assurer la prévention et la protection contre toute forme de maltraitance, de conseiller la communauté scolaire, ainsi que d'organiser des formations pour le personnel des lycées.

Si ce dispositif a été établi dans les lycées, un système comparable fait encore défaut dans l'enseignement fondamental.

Dans ce contexte, l'OKaju (Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher) a souligné dans son récent rapport annuel que les DPE ne peuvent pas assister aux conseils de discipline et a préconisé l'extension du dispositif à l'enseignement fondamental.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

1) Combien de DPE existent actuellement au total dans le pays ?

– Dans quels lycées y a-t-il plus d'un DPE ?

2) Comment s'organise le travail pratique des DPE avec les jeunes ?

– Les DPE cherchent-ils de manière proactive le contact avec les élèves ou fonctionnent-ils plutôt comme un point de contact vers lequel les jeunes doivent se rendre de leur propre initiative ?

3) Comment le ministère évalue-t-il le dispositif DPE dans sa forme actuelle ?

– Est-il bien accueilli par les élèves ?

– Le ministère dispose-t-il de chiffres concernant le nombre d'élèves qui ont été accompagné(e)s par un DPE dans les différents lycées ? Si oui, comment ces chiffres ont-ils évolué au cours des dernières années ?

4) Pour quelles raisons n'existe-t-il pas encore de DPE au niveau de l'enseignement fondamental ?

– Une extension du dispositif aux enfants plus jeunes est-elle prévue et, si oui, dans quels délais ?

– Comment le ministère évalue-t-il les recommandations de l'OKaju visant à introduire des DPE également dans les écoles fondamentales ainsi qu'à leur permettre de participer aux conseils de discipline ?

Réponse (19/01/2026) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1) Actuellement, 70 Délégués à la protection des élèves (DPE) sont répartis au sein des 45 lycées du pays.

– La liste des lycées comptant plus qu'un DPE est la suivante :

- Athénée de Luxembourg
- École Privée Fieldgen
- Lycée des Arts et Métiers
- Lycée de Garçons de Luxembourg
- International School Michel Lucius
- Lycée Privé Emile Metz
- Lycée Robert-Schuman Luxembourg
- Bouneweger Lycée
- École nationale de santé de Luxembourg
- Sportlycée Luxembourg
- Lënster Lycée International School
- Maacher Lycée Grevenmacher
- Centre national de formation professionnelle continue
- Lycée classique de Diekirch
- Lycée du Nord
- Lycée technique agricole
- École internationale de Differdange et Esch-sur-Alzette
- Lycée Bel-Val
- Lycée Guillaume Kroll
- Lycée Nic-Biever
- Lycée technique de Lallange
- Lycée Mathias Adam

ad 2) Conformément à la loi modifiée du 25 juin 2004 portant organisation des lycées, un DPE est nommé dans chaque lycée parmi l'équipe éducative et psycho-sociale (EPS) du Service psycho-social et d'accompagnement scolaires (SePAS) ou le Service socio-éducatif (SSE). L'article 28, paragraphe 5, définit les quatre missions principales du DPE. Le dispositif renforce la protection des élèves et vise à garantir un environnement scolaire sûr, bienveillant et inclusif, conformément à l'article 19 de la Convention relative aux droits de l'enfant de 1989. Le DPE, en collaboration étroite avec leurs équipes EPS, accompagnent les élèves à trois niveaux : la prévention et la promotion des droits de l'enfant, le conseil en matière de protection ainsi que l'intervention directe en cas de situations préoccupantes, notamment dans la gestion de crise.

En ce qui concerne la prévention, les DPE mettent en œuvre diverses initiatives pour prévenir les risques et améliorer le climat de classe. Par exemple, le projet S-Team : Setz dech an vise à renforcer les compétences des jeunes membres du S-Team et à les inspirer à mener de nouvelles actions de sensibilisation contre la violence dans leurs lycées. Pour promouvoir les droits de l'enfant, les DPE organisent dans leurs établissements scolaires des séances d'information ou des tables rondes Kannerrechter, où ils font appel à des experts externes pour enrichir les débats et favoriser les échanges entre élèves et experts. De même, ils travaillent avec la Cellule de développement scolaire de leur lycée, en réunissant tous les acteurs de la vie scolaire pour renforcer le climat démocratique, ainsi que les valeurs de respect mutuel. Ils ont également élaboré dans ce contexte des chartes scolaires destinées à promouvoir une culture démocratique centrée pour favoriser la cohésion sociale.

En étroite collaboration avec les élèves, les enseignants, la direction du lycée et la cellule de développement scolaire, les DPE organisent toutes ces actions, soit à la demande des élèves, soit de leur propre initiative. Ces efforts culminent dans l'inscription de certains lycées au projet « dispositif bientraitance », soutenu par le Centre psycho-social

¹⁷ <https://gd.lu/j8Wv9>

et d'accompagnement scolaires (CePAS), pour promouvoir le bien-être des élèves et la bientraitance. Dans ce contexte, un travail est également mené avec les élèves qui se sont portés volontaires comme « ambassadeurs de la citoyenneté », afin d'assurer un échange entre pairs et ainsi toucher un plus grand nombre d'élèves de la communauté scolaire.

Dans leur rôle de conseillers, les DPE apportent leur expertise en matière de protection des élèves dans le contexte scolaire. Ils offrent un accompagnement personnalisé aux élèves qui en ont besoin, en particulier ceux en situation préoccupante. Les DPE jouent un rôle central en tant qu'interlocuteurs privilégiés, assurant que chaque élève bénéficie d'un environnement sécurisant et respectueux au sein de son lycée. Les DPE collaborent fréquemment avec des membres EPS pour guider, orienter et soutenir les élèves à risque, garantissant ainsi une prise en charge adaptée. Cette approche permet aux DPE de gagner la confiance des élèves, qui trouvent en eux des interlocuteurs accessibles et rassurants. En étant intégrés aux équipes EPS, les DPE sont visibles et disponibles pour tous les élèves, notamment lorsque ces derniers ont des questions spécifiques concernant leurs droits ou rencontrent des situations inquiétantes.

Par ailleurs, les DPE interviennent également dans des situations de crise où leur rôle de médiateur est essentiel pour garantir la prise en compte des droits et des besoins tant des victimes que des auteurs. Le but est de créer un climat de confiance avec l'élève. Ils favorisent un dialogue constructif, analysent les éléments inquiétants, coordonnent les mesures et contribuent à l'élaboration de solutions appropriées, tout en assurant le respect de la confidentialité et les règles déontologiques. Les DPE, ainsi que les membres de l'équipe EPS, peuvent également accompagner l'élève dans sa démarche, que ce soit pour signaler des faits dangereux au parquet ou pour lui apporter un soutien psycho-social tout au long des différentes étapes du signalement.

Le DPE est donc en mesure d'évaluer les ressources disponibles et les besoins de l'élève afin de déterminer les mesures les plus appropriées. Comme dans les situations de harcèlement, l'élève peut se confier au DPE qui, en concertation avec l'équipe EPS, met rapidement en place des interventions en classe. Ces interventions visent à sensibiliser l'ensemble des élèves, à mettre fin au harcèlement et à responsabiliser aussi bien les auteurs que les témoins en leur apprenant les bons comportements et réflexes à adopter pour soutenir la victime. Cette approche collective permet de créer un environnement scolaire plus sécurisant et plus respectueux en impliquant tous les acteurs concernés pour lutter efficacement contre le harcèlement.

Les DPE développent une vision holistique de la procédure interne d'analyse des cas au sein du lycée. L'objectif est d'améliorer le dispositif de protection des élèves et d'ajuster des stratégies et des actions mises en œuvre, tout en favorisant une amélioration continue des pratiques destinées à assurer la sécurité de chaque élève.

– D'une part, le DPE est pleinement intégré à son équipe EPS, ce qui le rend accessible et directement disponible pour les élèves, qui peuvent le contacter à tout moment. Le DPE est également visible sur le site Internet des établissements scolaires. Il est présent lors de la rentrée scolaire avec ses missions à la communauté scolaire.

D'autre part, le DPE va à la rencontre des élèves, par exemple en concertation avec les enseignants pour organiser une intervention en classe, où il se

présente et explique ses missions légales. Cette intégration et cette proactivité renforcent la confiance des élèves envers le DPE, facilitant ainsi le contact et, le cas échéant, la gestion des situations à risque au sein du lycée.

ad 3) Les actions menées par les DPE font l'objet d'une évaluation régulière via des échanges récurrents et des enquêtes internes sur leurs interventions réalisées. Le but est d'évaluer l'efficacité des interventions du DPE afin d'ajuster le processus de développement et d'améliorer la qualité des interventions pour une meilleure prise en charge des élèves. Les réunions de travail entre DPE, organisées et animées par le CePAS, visent à stimuler la réflexion sur la pratique professionnelle, de favoriser la diffusion des connaissances et de lancer des débats autour de la profession du travail social en milieu scolaire. Cette activité regroupe des réflexions sur les principes éthiques, les savoir-faire spécifiques et la responsabilité professionnelle. Au cours de l'année scolaire passée, un groupe de travail s'est réuni afin de définir les procédures à suivre lorsqu'un élève se trouve dans une situation préoccupante affectant son bien-être ou lui causant un préjudice. Les résultats de ce travail sont à la base d'un guide pratique publié par le CePAS à l'intention des lycées, qui décrit les procédures à appliquer.

– Le DPE représente une véritable valeur ajoutée et est bien accueilli par les élèves en raison de son accessibilité directe, étant présent sur place dans l'établissement scolaire. Il a un rôle de conseiller. Dès que les élèves ont des questions sur leurs droits ou obligations, ils peuvent immédiatement se rendre auprès du SePAS/SSE, où ils vont retrouver leur DPE.

– Le ministère ne dispose pas encore de chiffres concernant le nombre d'élèves accompagnés par un DPE dans les différents lycées, car cette fonction est assez récente et son déploiement est toujours en cours.

ad 4) La nomination d'un DPE pour l'enseignement fondamental s'inscrit dans une logique de cohérence et de continuité entre l'ensemble des ordres d'enseignement. Dans cette perspective, mes services œuvrent actuellement à l'élaboration de l'extension du concept de DPE aux classes des écoles de l'enseignement fondamental, la désignation de ces agents étant envisagée pour l'année scolaire 2026-2027.

– Vu qu'il s'agit d'enfants âgés de 0 à 4 ans, relevant de la petite enfance et accueillis dans des structures d'accueil non scolarisées de la petite enfance (sous réserve que les parents optent pour cette offre publique), la détection des situations à risque incombent aux éducateurs des jeunes enfants en vertu de leurs obligations légales.

Le ministère souligne que la protection et la sécurité des enfants contre toute forme de maltraitance constituent également une priorité absolue dans les structures d'éducation et d'accueil. Le personnel est soumis à l'obligation légale de signaler sans délai tout fait susceptible de constituer un crime ou un délit. Par ailleurs, l'honorabilité des professionnels est systématiquement vérifiée lors du recrutement par l'employeur.

La prévention est également assurée par des dispositifs internes renforcés. En effet, le secteur adhère notamment de manière large au dispositif « bientraitance » qui encourage la mise en place de protocoles internes, la formation continue et la supervision professionnelle. Le MENJE réalise en outre des visites de contrôle régulières et inopinées afin de vérifier le respect des obligations légales et la qualité de l'enca-drement.

Le ministère a par ailleurs la volonté de développer un concept de protection, destiné à renforcer de manière structurée les normes de prévention et les mécanismes internes de gestion des risques.

– Conformément aux dispositions légales en vigueur, l'instauration de la fonction du DPE marque une étape fondamentale dans la mise en œuvre des safeguarding policies au sein du cadre scolaire.

Conformément à la loi modifiée de 2023 portant modification de la loi relative à l'organisation des lycées et pour éviter des conflits d'intérêt ainsi qu'une perte de confiance de la part des élèves, il est interdit au DPE de siéger aux conseils de discipline. Dans l'enseignement fondamental, l'absence de conseil de discipline rend cette question sans objet.

Suppression d'emplois au sein d'Amazon Luxembourg | Question 3215 (19/11/2025) de M. Mars Di Bartolomeo | M. Georges Engel (LSAP)

De Lëtzebuurger Premier Luc Frieden huet bei sengem USA-Besuch déi lescht Woch de Chef vum Amazon-Konzern getrafft. Dësen hat kierzlech den Ofbau vu weltwäit 14.000 Aarbechtsplazen ugekënnegt.

Dorop ugesprach, ob et och zu Lëtzebuerg zu engem staarken Ofbau vu Mataarbechter géif kommen, huet de Lëtzebuurger Premier geäntwert: „Ech ginn dovun aus, datt Amazon och weiderhin e ganz groussen Acteur zu Lëtzebuerg bleift.“ Zu Lëtzebuerg beschäftegt den europäesche Sëtz vun Amazon ronn 4.500 Leit.

Lo ass Ufank dëser Woch no enger Reunioun tëscht Direktioun a Personalverriedung d'Nouvelle bei RTL komm, datt zu Lëtzebuerg bis zu 470 Aarbechtsplaze bei Amazon kéinten ofgebaut ginn. Dës Meldung gouf bis elo weeder vun der Firma nach vum OGBL bestätegt.

An deem Kontext géing ech dem Här Premierminister an dem Här Aarbechtsminister folgend Froe stellen:

1. Kann d'Regierung den Ofbau bei Amazon zu Lëtzebuerg confirméieren?
2. Huet Amazon d'Regierung doriwwer informéiert?
3. War de Chiffer vu bal 500 Leit genannt?
4. War de Licenciement Deel vun de Gespréicher tëscht dem Premier an dem Amazon-Chef?
5. Huet de Premier bei dësem Treffe konkret Garantie fir de Standuert Lëtzebuerg kritt?
6. Wéi soll gegebenefalls e Sozialplang ausgesinn?

Réponse (26/11/2025) de M. Luc Frieden, Premier ministre | **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **M. Georges Mischo**, Ministre du Travail

ad 1. D'Regierung hält dës Annonce vun Amazon an déi domat verbonne Konsequenze fir déi betraffe Mataarbechter ganz eescht. Wéi prinzipiell bei all Betrieb, engagéiert d'Regierung e konstruktiven Dialog am Interêt vun de Mataarbechter. An deem Sënn wäert den Aarbechtsminister mat Amazon a Kontakt trieden, fir dem Betrieb d'Recommandatioun vun der Regierung matzedeelen, e Plan de maintien dans l'emploi ze envisagéieren, fir d'Ausléise vun engem Sozialplang ze verhënnern.

ad 2. Dës Informatioun war schonn zanter e puer Wochen an de Meedie bekannt. Amazon huet dem Premierminister bei sengem rezente Besuch op der Westküst vun den USA déi geplangte Restrukturierung um internationalen an nationalen Niveau confirméiert.

Amazon rekrutiert och weiderhin zu Lëtzebuerg a schafft mat der ADEM zesummen.

ad 3. Nee.

ad 4. Beim rezente Besuch op der Westküst vun den USA huet de Premierminister eng Rei vu groussen Technologie-Entreprise, dorënner och Amazon, getraff. Am Haaptsätz vun Amazon zu Seattle huet hien sech mam Här Andy Jassy, CEO vum Grupp, ausgetosch an déi geplangte global Upassunge sinn thematiséiert ginn. De Premierminister huet de Lëtzeburger Standuert verteidegt an ënnerstrach wéi wichteg de Site an d'Mataarbechter zu Lëtzebuerg fir de Grupp, mee och fir déi lokal Economie sinn. Och wa keng präzis Zuele betreffend d'Restrukturiséierung genannt goufen, huet den Här Jassy ënnerstrach, datt Lëtzebuerg weiderhin e strateegesche Partner fir Amazon an Europa bleift an datt d'Aktivitéit vum lëtzebuergesche Siège fir de Grupp essenziell sinn.

ad 5. De Premierminister huet verséichert kritt, datt Amazon weiderhi wäert zu Lëtzebuerg rekrutéieren a mat der ADEM zesummeschafft.

ad 6. Den Aarbechtsminister wäert mat Amazon a Kontakt trieden, fir dem Betrib ze roden, e Plan de maintien dans l'emploi ze envisagéieren, fir d'Ausléise vun engem Sozialplang ze verhënneren. Dëse kéint verschidde Mesuren ëmfaassen, dorënner Formatiounen, Preretraite, Chômage partiel, Prêt temporaire vu Mataarbechter souwéi aner ëffentlech Hëlfe, déi d'Reorientéierung vun de Salariéen ënnerstëtzen an Entloossungen entgéintwierken.

Generell, bei eventuelle Verhandlungen vun engem Sozialplang, huet d'Roll vum Aarbechtsministère an deem Sujet eng méi formell Dimensioun, ouni konkret an de Contenu oder d'Detailer vun de Verhandlungen anzewierken. Déi inhaltlech Gestaltung vun de Sozialpläng läit domat komplett an den Hänn vun de betraffene Parteien.

Wat den Inhalt vun engem Sozialplang ugeet, sinn d'Bestëmmungen vum Code du travail (Artikelen L. 166-1 bis L. 166-9) ausschlaggebend fir d'Ausschaffen an d'Verhandlung vun engem eventuelle Sozialplang.

Suivi des négociations sur le télétravail des frontaliers avec la France | Question 3216 (20/11/2025) de M. Sven Clement (Piraten)

En décembre 2024, j'ai interrogé le Ministre des Finances sur une proposition française visant à porter le seuil de télétravail des frontaliers à 40 % du temps de travail annuel (question parlementaire n° 1637). Le ministre avait répondu que la France n'ayant pas encore ratifié l'avenant de novembre 2022, des discussions approfondies ne pourraient débiter qu'après cette ratification.

En mai 2025, suite à la notification de la ratification française intervenue le 17 février 2025, j'ai à nouveau interrogé le ministre sur le calendrier prévu pour ces discussions (question parlementaire n° 2284). Dans sa réponse du 4 juin 2025, le ministre a évoqué des « réflexions internes en cours dans une optique plus globale » et des « réflexions menées au sein d'instances européennes », sans toutefois fournir le moindre calendrier concret ni préciser les démarches actives entreprises par le Gouvernement luxembourgeois.

Entre-temps, la situation des travailleurs frontaliers sur le réseau ferroviaire s'est considérablement détériorée. Les pannes à répétition, les suppressions de trains et la surcharge chronique des convois rendent les trajets quotidiens de plus en plus difficiles. Pour de nombreux frontaliers, ces perturbations représentent plusieurs heures perdues chaque semaine, ce

qui nuit tant à leur qualité de vie qu'à l'attractivité du Luxembourg comme lieu de travail. Dans ce contexte, l'extension du télétravail n'est plus une simple question de confort, mais une nécessité urgente pour maintenir la viabilité du modèle économique luxembourgeois.

Plus de six mois après la ratification française de l'avenant, et plus de trois ans après la réception de la note technique française proposant les 40 % de télétravail, force est de constater qu'aucun progrès tangible n'a été réalisé.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Minister fir Finanzen dës Froe stellen:

1) Des discussions bilatérales formelles ont-elles été entamées avec la France depuis la ratification de février 2025 ?

– Si oui, combien de réunions ont eu lieu et à quelles dates ?

– Si non, quand ces discussions débiteront-elles concrètement ?

– Le ministre peut-il s'engager sur une date de lancement des négociations ?

2) Quelle est la position officielle du Gouvernement luxembourgeois concernant l'objectif de 40 % de télétravail proposé par la France ? Le Gouvernement soutient-il cet objectif ?

3) Le ministre peut-il préciser quelles « réflexions internes » sont menées, par quels services et selon quel calendrier ?

4) Le Gouvernement a-t-il élaboré une contre-proposition ou une feuille de route pour atteindre cet objectif de 40 % ? Si oui, laquelle ? Si non, pourquoi pas ?

5) Le document de travail français propose « une compensation financière annuelle correspondant à une fraction de la masse totale de l'impôt sur le revenu luxembourgeois perçu sur les salaires des travailleurs transfrontaliers résidant en France ».

– Quelle est l'estimation chiffrée de cette compensation demandée par la France ?

– Quels modèles de compensation ont été étudiés par le Gouvernement luxembourgeois ?

– Des simulations budgétaires ont-elles été réalisées ?

6) Des études d'impact économique, social et environnemental d'une extension du télétravail à 40 % ont-elles été réalisées ou commandées ? Si oui, quelles en sont les conclusions principales ?

7) Des discussions similaires sont-elles en cours avec l'Allemagne et la Belgique concernant une extension du seuil de télétravail au-delà des 34 jours actuels ?

8) Le Gouvernement envisage-t-il une approche coordonnée avec les trois pays voisins, ou négocie-t-il séparément avec chacun ?

9) À quelles instances européennes le ministre fait-il référence dans sa réponse du 4 juin ? Quelles sont leurs recommandations concrètes ?

10) Quelles sont précisément les recommandations de l'assemblée parlementaire du Benelux mentionnées par le ministre et comment le Gouvernement luxembourgeois entend-il les mettre en œuvre ?

11) Compte tenu de l'urgence de la situation pour les dizaines de milliers de frontaliers confrontés quotidiennement aux défaillances du réseau de transport, le ministre peut-il s'engager sur un calendrier précis pour aboutir à un accord permettant au minimum 40 % de télétravail ?

Réponse (05/01/2026) de M. Gilles Roth, Ministre des Finances | M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

ad 1) Depuis la ratification par la partie française de l'avenant en février 2025, des échanges ont eu lieu à

différents niveaux, le dernier en date du 11 décembre 2025 dans le cadre de la 8^e Commission intergouvernementale franco-luxembourgeoise pour le renforcement de la coopération transfrontalière (CIG).

ad 2) Le Gouvernement luxembourgeois s'est déclaré ouvert à une augmentation du seuil de télétravail des frontaliers à hauteur de 25 % avec en contrepartie un accroissement du codéveloppement.

ad 3) Ces réflexions s'inscrivent dans un processus de travail continu mené par le Ministère des Finances, en étroite collaboration avec d'autres ministères, afin de tenir compte à la fois des enjeux budgétaires, diplomatiques, économiques et territoriaux liés au télétravail transfrontalier.

ad 4) Il est renvoyé à la réponse à la question 2.

ad 5) Le Gouvernement luxembourgeois n'est pas favorable au modèle de compensation reposant sur une rétrocession annuelle et automatique d'une partie de l'impôt sur le revenu. Il privilégie plutôt une approche fondée sur un codéveloppement accru, à parts égales, de projets concrets d'intérêt transfrontalier et arrêtés d'un commun accord entre les deux États.

Des simulations budgétaires détaillées seront réalisées une fois qu'un cadre de négociation aura été défini conjointement avec la France.

ad 6) Aucune étude d'impact économique, social et environnemental spécifique à une extension du télétravail à 40 % n'a été réalisée ou commandée par le Ministère des Finances.

ad 7) À ce jour, aucune discussion similaire à celle menée avec la France n'a eu lieu avec l'Allemagne et la Belgique concernant une extension du seuil de télétravail au-delà des 34 jours actuels.

ad 8) Il est renvoyé à la réponse de la question précédente. Qui plus est, il est d'usage que les conventions fiscales bilatérales ou des avenants de celles-ci se négocient sur une base bilatérale uniquement.

ad 9) La Commission européenne tente de proposer une solution harmonisée permettant, d'une part, de rapprocher les différents seuils de télétravail actuellement en place entre certains États membres et, d'autre part, de trouver un mécanisme de partage des recettes fiscales générées par le télétravail dans l'État de résidence.

ad 10) Les recommandations de l'Assemblée parlementaire du Benelux, adoptées les 21 et 22 mars 2025, portent sur l'harmonisation et la simplification du télétravail transfrontalier au sein du Benelux et au-delà.

L'Assemblée parlementaire du Benelux y recommande la synchronisation des définitions fiscales et sociales, la réduction des charges administratives et l'étude d'un seuil à 40 % à terme.

Le Gouvernement luxembourgeois s'engage à mettre en œuvre ces recommandations dans la mesure où elles sont jugées adéquates, réalisables et alignées sur les objectifs des États contractants impliqués. Somme toute, la répartition du pouvoir d'imposition est une matière relevant des conventions fiscales bilatérales.

ad 11) À l'issue de la 8^e CIG, il a été retenu de poursuivre les échanges sans qu'un calendrier précis n'ait été arrêté.

Indexation des prestataires et réduction appliquée aux laboratoires | Question 3217 (20/11/2025) de M. Sven Clement (Piraten)

An der Äntwert op d'Fro 4 a menger parlamentarescher Fro N° 2878 huet d'Madamm Minister eng

Lëscht vun de Prestatairë genannt, déi am Kader vun de leschte Verhandlungen net de Maximum vun der eventuell méiglecher Valeur lettre-clé accordéiert kritt hunn. Dës Lëscht enthält folgend Beruffer:

- Diététiciens
- Infirmiers
- Orthophonistes
- Psychomotriciens
- Sages-femmes
- Soins palliatifs

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Sozialversécherung dës Froe stellen:

1. Ass d'Valeur lettre-clé vun deenen uewe genannte Prestatairen indexéiert?
2. Falls jo, wéi erkläert d'Regierung, dass Prestatairen, deenen hir Valeur lettre-clé schonn indexéiert ass, eng zousätzlech Augmentatioun vun der Valeur lettre-clé kréien, während d'Laboen, deenen hir Valeur net indexéiert ass, mol net d'Kompensatioun fir d'Käschtererhéijungen (wéi den Index op d'Salären an d'Hausse vun de Käschten duerch d'Inflatioun) kréien, mee am Géigendeel souguer eng Reduktioun vun 10 % mussen hinhuelen?
3. Wéi justifiéiert d'Regierung dës Praxis am Interessi vun enger qualitativ héichwäerteger Versuergung vun de Patienten?

Réponse (15/01/2026) de **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. Konform zum Artikel 66 Alinea 2 vum Code vun der sozialer Sécherheet, ass all „valeur lettre-clé“ vun den do ernimmte Prestatairen (Diététiciens, Infirmiers, Orthophonistes, Psychomotriciens, Sages-femmes, Soins palliatifs) indexéiert.

ad 2. De Code vun der sozialer Sécherheet gesäit keng automatesch Indexatioun vir vun der Valeur lettre-clé betreffend d'Akten a Servicer, wou an der Nomenclature des actes et services des laboratoires d'analyses médicales et de biologie clinique¹⁸ stinn. Den Artikel 67 vum Code vun der sozialer Sécherheet gesäit awer eng Revalorisatioun vun der Lettre-clé vun den Akten a Servicer vun de Laboratoire vir, déi dierf awer net méi héich si wéi d'Variation de la moyenne annuelle de l'indice du coût de la vie entre la quatrième et la deuxième année précédant l'exercice en cause. Deem-entspreechend kann se d'ganz Indexatioun ofdecke mee muss awer net, d'Héicht vun der Adaptatioun ass Géigestand vu Verhandlungen tëscht der CNS an de Representantë vun de Laboen.

Onofhängeg vun deenen Adaptatiounen, déi am Artikel 67 vum Code vun der sozialer Sécherheet virgesi sinn, ass ze bemierken, dass déi viséiert Valeur lettre-clé schonn an der Vergaangenheet gesetzlech (also en dehors vum Code) ugepasst gouf. Déi lescht Upassung ass eng Reduktioun vun der Lettre-clé ëm 10 % a gouf am Artikel 35 vum Gesetz betreffend de Staatsbudget fir d'Recetten an d'Ausgaben am Joer 2025 festgeluecht „.... en cohérence avec les dispositions décidées lors de la dernière refixation par voie légale en 2019, la valeur lettre clé est réduite de 10 pour cent par rapport à sa valeur actuelle, et fixée par conséquent à 0,29139 à partir du 1^{er} janvier 2025“.¹⁹

¹⁸ Règlement grand-ducal modifié du 30 novembre 2017 arrétant la nomenclature des actes et services des laboratoires d'analyses médicales et de biologie clinique pris en charge par l'assurance maladie

¹⁹ Budget de l'État 2025, Art. 35. Mesure en matière d'assurance maladie : Valeur de la lettre-clé des laboratoires d'analyses médicales et de biologie clinique, pages 133-134. Extrait : « ... la valeur de la lettre-clé applicable au 1^{er} janvier 2019 avait dès lors été augmentée de cinq pour cent au moyen d'une disposition inscrite au budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2019 (art. 33) ». Lien : <https://budget.public.lu/dam-assets/lb/budget2025/links-dokumente/pb2025-volume-1-web-book-marks-lr-corr-4.pdf>

ad 3. D'Prise en charge vun den Akten a Servicer vun de Laboratoire zu Lëtzebuerg ass vollstänneg op d'medezinnesch Bedierfnesser vun den Assuréeen ofgestëmmt. D'Akten a Service ginn integral via Tiers-payant vun der Gesondheetskess (CNS) en charge geholl, dat heescht zu 100 % vum Tarif, deen an der Nomenclature vun de Laboratoire virgessinn ass, an ouni dass den Assuré d'Käschte virstrecke muss.

Ausserdeem hunn d'Vernetzung vun de Centres de prélèvement an d'Offer vun de Servicer vun de Laboratoire sech an de leschte Jore staark entwéckelt. Am Endeffekt profitéieren d'Assurée vun enger ganz favorabler Prise en charge, an d'Finanzéierung vun de private Laboratoire duerch d'CNS ënnerstëtzt d'positiv Entwécklung vun de Servicer, déi de Patienten ugebuede ginn.

Délais d'attente pour échographies au CHEM | Question 3218 (20/11/2025) de **M. Sven Clement** (Piraten)

De CHEM (Centre hospitalier Emile Mayrisch) ass eent vun de wichtegsten öffentliche Spideeler am Land. Rezent krute Patienten d'Informatioun, dass et op kengem vun den 3 Sitte vum CHEM Terminer fir Echographien innerhalb vu manner wéi 6 Woche géif ginn. Dëst bedeit Waardezäite vu méi wéi 6 Wochen, wat bei enger diagnostescher Ënnersichung, déi potentiell vital ass, problematesch ka sinn.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Ass d'Ministesch iwwert dës laange Waardezäite fir Echographien am CHEM informéiert? Wéi beurteilt d'Ministesch dës Situatioun am Bezuch op d'Qualitéit vun der Versuergung an d'Patientesécherheet?
2. Wéi eng Grënn féieren zu dese laange Waardezäiten? Ass dëst e strukturelle Problem (z. B. Mangel u Personal oder Equipement) oder handelt et sech heibäi ëm eng temporär Situatioun?

Réponse (05/01/2026) de **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. Aktuell kann et effektiv zu méi laange Waardezäite komme fir bestëmmten Ultraschall-Prestatiounen. Ze ënnersträichen ass, dass dës Waardezäiten awer keen Afloss op d'Qualitéit vun der Versuergung hunn a sinn och kee Risiko fir d'Patientesécherheet.

Dréngend Ënnersichunge ginn nämlech weiderhin direkt duerchgefouert, entweder duerch eng direkt Ofstëmmung tëscht dem Radiolog an dem Medeziner, deen d'Ordonnance ausgestallt huet, oder duerch eng direkt Weiderleitung an de Service d'urgence.

ad 2. Déi aktuell Schwierigkeete betreffen haaptsächlech d'Ultraschall-Ënnersichunge vum Bewegungsapparat (ostéo-articulaires). Dës Belaaschtung ass haaptsächlech duerch eng rezent Reduktioun vun der Offer an deem Beräich zustane komm, bedéngt duerch d'Onverfügbarkeet vun engem Deel vun de spezialiséierte medezinnesche Ressourcen. Dës huet eng Aktivitéitsverlagerung op de CHEM mat sech bruecht, déi een direkten Afloss op d'Aarbechtsbelaaschtung an doduerch och op d'Waardezäiten huet.

Ausserdeem hat déi rezent Ouverture vum Centre médical du sport (CMDS) um Site vun Nidderkuer och en direkten Impakt op d'Organisatioun. Fir Patienten, déi eng Consultatioun an der Sportsmedezinn hunn, sinn elo speziell Zäitfënster reservéiert, sou dass hir Ultraschall-Ënnersichunge vum Bewegungsapparat um selwechten Dag wéi d'Consultatioun duerchgefouert kënne ginn. Och wann dës Orientéierung de

Parcours vun dese Patiente verbessert, reduzéiert si temporär d'Disponibilitéit fir aner Ufroen a verlaangt eng Adaptatiouns- an Optimisatiounsphas.

Verschiede Moosname goufe schonn ëmgesat, fir d'Situatioun ze verbessern. Déi bevirstoend Ouverture vun engem zweete Raum, deen exklusiv fir Ultraschall-Ënnersichungen um Site zu Nidderkuer geduecht ass, soll d'Examenskapazität steigern. Parallell dozou ginn e puer spezialiséiert Ultraschall-Ënnersichungen (besonnesch Mammographie- oder Thyroidea-Ultraschall um Site vun Esch) während spezifesche Consultatiounen gemaach, wat zu enger besserer Organisatioun an enger méi grousser Gesamteffizienz vum Service bäidréit.

Zesummegefaasst erschéngt déi aktuell Situatioun virun allem als konjunkturell, verursaacht duerch eng Kombinatioun vu Ressource-Restriktiounen a rezenten organisatoreschen Adaptatiounen. Déi schonn ëmgesate Moosname sollen eng progressiv Stabiliséierung vun der Offer an eng graduell Reduktioun vun de Waardezäite méiglech maachen.

Prise en charge des patients claustrophobes lors des examens IRM | Question 3219 (20/11/2025) de **M. Sven Clement** (Piraten)

An der Äntwert op déi parlamentaresch Fro N° 2189 huet d'Madamm Ministesch uginn, dass Patienten eng liicht Narkos kënne kréien, fir eng IRM-Ënnersichung duerchzuféieren.

Awer och ënner enger lichter Narkos erliewe vill klaustrophobesch Patiente weiderhin eng intensiv Angscht. Den enken Tunnel vun der IRM, déi absolut Onbeweeglechkeet, déi während der Ënnersichung erfordert ass, a munchmol och d'Tatsaach, dass ee fixéiert oder am Apparat festgehalte gëtt, maachen all Bewegung onméiglech a provozéieren, bei verschiddene Patienten, schwéier Panikattacken. Fir dës Patienten ass eng liicht Narkos keng genuch Léisung a kann dozou féieren, dass d'Ënnersichung ofgebrach gëtt.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Ass et zu Lëtzebuerg méiglech, eng Vollnarkos (Allgemeng Anästhesie) fir klaustrophobesch Patienten ze kréien, déi et net aushale kënnen, 20 Minutten an engem IRM-Tunnel ze bleiwen?

- Wa jo, wéi eng Formalitéite mussen erfëllt ginn?
- Wann nee, firwat net?

2. Eng oppen IRM am Ausland ka bis zu 1.000 € pro Ënnersichung kaschten, an de Patient ass gezwongen, dese Montant aus eegener Täsch ze bezuelen, mat Ausnam vun den 150 €, déi no der Nomenclature rembourséiert ginn. Sou muss e kranke Patient, dee bei der CNS verséichert ass, dës Käschte selwer droen, wann eng IRM ënner Vollnarkos hei zu Lëtzebuerg net méiglech ass.

Wéi vill Leit hunn an de leschte fënnf Joer missen an d'Ausland goen, fir eng IRM (notamment eng oppen IRM) ze maachen, déi zu Lëtzebuerg net disponibel war?

3. Wéi vill IRM-Ënnersichungen hunn zu Lëtzebuerg an de leschte fënnf Joer missen ofgebrach ginn, well de Patient net méi a der Lag war, d'Ënnersichung wéinst Angscht oder Panik weiderzemaachen?

Réponse (05/01/2026) de **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. Et ass méiglech eng allgemeng Anästhesie bei enger IRM zu Lëtzebuerg duerchzuféieren. Well eng IRM een „ccte de diagnostic“ an net eng



Interventioun ass, ass d'finanziell Prise en charge vun enger Vollnarkos an deem Kader net virgesinn.

Wéi bei all allgemenger Anästhesie oder déiwer Sedatioun mussen déi üblech Virsichtsmoosname respektéiert ginn.

Als éischt muss eng Evaluatioun vum Virdeel/Risiko-Verhältnis gemaach ginn. Dëst souwuel wat d'Indikatioun vum Exame selwer ugeet (erwaart Virdeeler vun der IRM) wéi och fir d'Anästhesie (zum Beispill an der Pediatrie, bei schwéierer Klaustrophobie oder bei bestëmmten neurologesche Pathologien).

Duerno muss eng „Pre-Anästhesie-Consultatioun“ duerchgefuert ginn. Si erméiglecht d'Betreiung un de Patient unzepassen. D'Wiel tëscht Sedatioun an allgemenger Anästhesie hänkt vum klineschen a psychologeschen Zoustand of, an och vun der viraus-sichtlecher Dauer vum Examen.

Schliisslech muss d'Anästhesie mat Material duerchgefuert ginn, dat mam IRM-Ëmfeld kompatibel ass, an ënner der Opsicht vun engem Anästhesist. Eng Iwwerwaachung no der Anästhesie gëtt duerno assu-riert.

ad 2. Et ass ze bemierken, datt laut den Informatiounen, déi dem Ministère fir Gesondheet a sozial Sécherheet zur Verfügung stinn, de Käschtepunkt vun enger IRM am Ausland ëm déi 500 Euro pro Ënnersichung läit.

De Ministère fir Gesondheet a sozial Sécherheet huet zu der gestallter Fro, wéi vill Leit an de leschte fënnef Joer hu missen an d'Ausland goen, fir eng IRM (notamment eng oppen IRM) ze maachen, well déi zu Lëtzebuerg net disponibel war, keng Elementer.

Dëst, well net bekannt ass, aus wéi engem Grond Patienten an d'Ausland ginn, fir sech do behandelen ze loossen. Zousätzlech ass et net méiglech ze ënnerscheeden, ob eng Ënnersichung an enger oppener IRM war oder net.

Insgesamt geet den Deel vun den IRM-Examen, déi d'CNS op d'Demande vum Assuré am Ausland en charge hëlt, zréck. 2019 waren et nach 5,7 % (4,1 % an Däitschland) vun allen IRM-Examen, 2024 just nach 2,2 % (1,3 % an Däitschland), mat weiderhi falender Tendenz. ↑

ad 3. De Ministère fir Gesondheet a sozial Sécherheet huet keng Informatioun matgedeele kritt, ob ee Patient eng IRM-Ënnersichung weinst Angscht oder Panik huet missen ofbriechen.

Réévaluation de carrière des facteurs sous statut public et état du recours administratif | Question 3221 (21/11/2025) de M. Charles Weiler (CSV)

Lors des débats du 10 octobre 2024 ayant précédé le vote à l'unanimité du projet de loi n° 8321 portant modification de la loi modifiée du 10 août 1992 relative à la création de l'entreprise des Postes et Télécommunications, plusieurs intervenants ont fait état d'une procédure judiciaire introduite par un nombre important de facteurs sous statut public. Monsieur le Ministre a alors confirmé l'existence de ce recours et indiqué son intention d'engager un dialogue avec la Bréifdréieschgewerkschaft.

Depuis lors, la presse a rapporté que 320 facteurs ont effectivement introduit en septembre 2024 un recours devant le tribunal administratif, visant une réévaluation de leur carrière au sein de la C1-Beamtenlaufbahn et invoquant plusieurs éléments de discrimination par rapport à d'autres carrières de personnes ayant servi dans l'armée luxembourgeoise.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Fonction publique :

1) Quel est l'état d'avancement de la procédure actuellement pendante devant le tribunal administratif ?

– Une audience ou des plaidoiries ont-elles déjà été fixées ?

2) Monsieur le Ministre a-t-il, comme annoncé, rencontré la Bréifdréieschgewerkschaft ?

– Dans l'affirmative, quels en ont été les éléments essentiels ?

– Dans la négative, une date est-elle prévue ?

Réponse (27/11/2025) de M. Serge Wilmes, Ministre de la Fonction publique

ad 1) Concernant l'état d'avancement de la procédure actuellement pendante devant le tribunal administratif, je peux informer l'honorable Député que deux dates ont été fixées pour les plaidoiries : à savoir le 27 octobre 2026 et le 27 avril 2027.

ad 2) Je peux confirmer à l'honorable Député qu'une entrevue est bien prévue comme annoncé avec la Bréifdréieschgewerkschaft. La date retenue pour cet échange est le 4 décembre prochain.

Décentralisation des implantations ICD et CRT au CHdN | Question 3222 (21/11/2025) de M. Charles Weiler (CSV)

Une offre de soins performante et proche des patients repose sur une répartition équilibrée des services médicaux sur l'ensemble du territoire. Dans l'esprit d'une politique de santé décentralisée, il est essentiel que les interventions spécialisées puissent, dans la mesure du possible, être réalisées également en dehors de la région de la capitale, afin de renforcer la prise en charge régionale et de rapprocher les soins des citoyens.

Or, malgré des compétences médicales avérées, une infrastructure adéquate et des locaux adaptés, le Centre hospitalier du Nord (CHdN) à Ettelbruck ne procède actuellement ni à l'implantation de défibrillateurs (ICD1), ni à celle de systèmes de resynchronisation cardiaque (CRT2). Ces interventions sont pour l'instant exclusivement effectuées à l'Institut national de chirurgie cardiaque et de cardiologie interventionnelle (INCCI).

Il convient de souligner qu'il y a quelques années, des implantations de défibrillateurs avaient déjà été réalisées avec succès à Ettelbruck.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) Pour quelles raisons les implantations de dispositifs ICD et CRT ne sont-elles actuellement pas effectuées au CHdN, alors que les conditions techniques et les compétences professionnelles requises sont réunies ?

2) Le Ministère de la Santé envisage-t-il une décentralisation de ces interventions, afin de renforcer l'offre régionale de soins, d'améliorer la sécurité des patients et de raccourcir les parcours de soins ?

3) Le Ministère de la Santé conçoit-il que la délocalisation de certains gestes de cardiologie interventionnelle vers les centres hospitaliers régionaux ne puisse apporter un certain désengorgement de l'INCCI et raccourcir les délais d'implantation qui peuvent facilement atteindre plusieurs semaines ?

4) Pour quelle raison actuellement aucun membre de l'équipe cardiologique du CHdN ne fait partie du

groupe d'électrophysiologie de l'INCCI, alors qu'un centre national devrait garantir une représentation équilibrée des hôpitaux régionaux ?

Réponse (05/01/2026) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) Les dispositifs de type ICD (défibrillateur cardio-vertébré implantable) et CRT (thérapie de resynchronisation cardiaque) sont utilisés dans le traitement de l'insuffisance cardiaque. Tel que stipulé dans la nomenclature des actes et services des médecins, cette activité est réalisée actuellement dans le service national de cardiologie interventionnelle autorisé et exploité par l'Institut national de chirurgie cardiaque et de cardiologie interventionnelle (INCCI).

Cette activité requiert en effet, afin d'assurer la sécurité des patients et la qualité des soins, certaines conditions techniques, humaines et organisationnelles, telles qu'un environnement et des équipements adaptés (salle d'intervention équipée), des équipes spécialisées (médecins rythmologues, cardiologues interventionnels, personnel soignant qualifié) ainsi qu'un niveau d'activité minimal (minimum 50 implantations par opérateur et par an selon les recommandations), exigences réunies au sein de l'INCCI.

ad 2) Avant d'envisager une décentralisation de ces interventions, il convient de prendre en considération tous les aspects qui y seraient liés dans la même mesure. La notion de régionalisation ou de proximité ne peut prévaloir sur la nécessité d'offrir des soins d'excellence en situation de sécurité, notamment dans la mesure où, à ce jour, il n'y a pas de délai dans la prise en charge de patients requérant la mise en place d'un dispositif du type ICD ou CRT. Dans le cadre de l'organisation des activités du service national en collaboration avec les services de cardiologie des centres hospitaliers, cette question sera adressée quant à son opportunité.

ad 3) À ce jour, la demande de rendez-vous pour la mise en place d'un dispositif de type ICD ou CRT peut généralement être honorée dans la semaine, en sachant que celle-ci revêt rarement un caractère urgent. Lorsque ceci est le cas, le patient est admis, comme l'exige une urgence, immédiatement.

ad 4) Afin de garantir les critères de qualité de l'offre de soins, l'admission des cardiologues au sein du groupe d'électrophysiologie de l'INCCI se fait, indépendamment de la provenance du médecin, sur la base de critères, qui sont définis dans son règlement général (notamment le volume d'actes, l'expérience, la formation, la disponibilité, la collaboration, l'engagement institutionnel...). L'organisme gestionnaire de l'INCCI établit d'un commun accord les critères d'éligibilité des médecins pouvant exercer au sein des services nationaux de l'INCCI.

Médiation pénale | Question 3223 (21/11/2025) de M. Dan Biancalana (LSAP)

Le Contrôleur externe des lieux privés de liberté (CELPL) ainsi que l'Office national de l'enfance (OKaju) insistent régulièrement sur la nécessité de valoriser davantage les instruments alternatifs de résolution de conflits dans le cadre judiciaire, en particulier pour les jeunes en conflit avec la loi. À ce titre, ils recommandent un recours accru aux mesures de justice restaurative prévues à l'article 8-1 du Code de procédure pénale ainsi qu'à la médiation pénale prévue par l'article 24, paragraphe (5) du même code.

La médiation pénale, tant pour les mineurs que pour les majeurs, repose sur une approche humaniste,

axée sur la responsabilisation de l'auteur de l'infraction et la reconnaissance de la victime. Elle constitue une alternative éducative et réparatrice à la sanction pénale classique, en particulier en cas de délinquance primaire. Pour les mineurs, elle permet également d'éviter une inscription au casier judiciaire, facilitant ainsi leur réinsertion sociale.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice :

1) Quel est le nombre de médiations pénales initiées au cours des cinq dernières années, tant pour les mineurs que pour les majeurs, ventilé par année et par type d'infraction ?

2) Combien de ces médiations ont abouti à un accord entre les parties, et combien ont échoué ? Quels sont les principaux motifs d'échec ?

3) Quels sont les services actuellement agréés pour la mise en œuvre de la médiation pénale ? Ces structures disposent-elles des ressources humaines et financières nécessaires pour mener à bien leurs missions ?

4) Quels moyens sont actuellement mobilisés pour informer et sensibiliser les magistrats, les services sociaux et les victimes au sujet de ces mesures alternatives ?

Réponse (17/12/2025) de Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice

ad 1) Pour ce qui concerne les majeurs

Il ressort du tableau 1[†] ci-dessous que durant les cinq dernières années, il y a eu 327 affaires pénales impliquant des majeurs qui ont donné lieu à une médiation mandatée par les parquets des arrondissements judiciaires de Luxembourg et de Diekirch.

Le tableau 2[†] concerne les affaires soumises à la médiation selon le type d'infraction et selon la classification internationale. Il échet encore de noter que s'il existe des différences entre le nombre d'affaires soumises à la médiation entre les deux tableaux, ces différences s'expliquent par un double-comptage. En effet, une affaire peut être comptée plusieurs fois, si plusieurs infractions ont été libellées dans une même affaire.

Pour ce qui concerne les mineurs

Concernant les mineurs, il ressort du tableau 3[†] qu'il n'y a eu que trois affaires de médiation dans les affaires « Jeunesse » au cours de la période 2020-2024.

Ces chiffres relativement bas s'expliquent par le fait qu'en matière de jeunesse le parquet oriente plutôt les jeunes vers des services spécialisés qui prennent en charge, de manière thérapeutique, les mineurs en situation de mal-être. Cette démarche est fondamentalement différente de la médiation pénale, mais constitue une réponse bien plus efficace face à la situation des mineurs concernés, qu'il s'agisse de comportements sexuels déviant ou d'agressions ou encore d'addictions. Même si des chiffres précis concernant la réorientation thérapeutique des jeunes ne peuvent pas être fournis, il s'agit toutefois, d'après les autorités judiciaires, d'un nombre assez conséquent.

ad 2) Ces données ne sont pas disponibles.

ad 3) Le Centre de médiation ASBL, qui existe depuis 1998, peut être mandaté par les autorités judiciaires pour des médiations judiciaires ou des médiations (réparatrices) impliquant des mineurs, ainsi que pour des médiations pénales. Les médiateurs sont tous agréés et disposent d'un agrément dans le domaine dans lequel ils vont intervenir.

Le Centre de médiation est conventionné par différents ministères dès lors que cet organe intervient dans plusieurs domaines. Il agit aussi en tant qu'organe de formation.

À ce jour, nous comptons 152 médiateurs détenteurs de l'agrément en matière de médiation pénale au Luxembourg. À noter que parmi ces 152 médiateurs figurent de nombreux avocats.

ad 4) La médiation pénale et la justice restaurative sont des mesures alternatives qui diffèrent profondément. Si la médiation pénale constitue une alternative aux poursuites pénales et est ordonnée par le parquet, tel n'est pas le cas pour la justice restaurative, qui constitue un processus parallèle et indépendant par rapport à une éventuelle poursuite pénale. Une mesure de justice restaurative n'est pas ordonnée par un magistrat. C'est soit l'auteur de l'infraction, soit la victime qui en prend l'initiative.

Les magistrats sont sensibilisés aux mesures alternatives à la résolution de conflits et aux poursuites pénales notamment à la médiation pénale dans le cadre de leur formation de base en tant qu'attachés de justice. Le Centre de médiation et son service de justice sont en contact régulier avec les autorités judiciaires et interviennent dans le cadre de la formation de base des attachés de justice.

Dans un contexte plus général, il échet encore de noter que l'Association luxembourgeoise de la médiation et des médiateurs agréés (« ALMA »), qui a été créée en 2005, a entre autres pour objectif de promouvoir la médiation de manière générale.

Interprétation luxembourgeoise des règles UE sur les liquides en cabine | Question 3224 (21/11/2025) de M. Sven Clement (Piraten)

D'EU-Reglement (EU) 2015/1998 leet déi gemeinsam Reegele fest fir den Transport vu Flëssegkeeten, Aerosollen a Gellen (LAGs) am Handgepäck. Dës Reegele gesi vir, datt Behälter vu maximal 100 ml an enger duerchsichteger, erëm verschléissbarer Plastikstut mat enger Kapazitéit vu maximal 1 Liter transportéiert musse ginn. Dëst ass de Standard, deen uechter d'Europäescher Unioun gëllt an de Passagéier normalerweis bekannt ass.

Et gouf eis awer zougedroen, datt um Lëtzebuerger Fluchhafen (Findel) eng méi restriktiv national Interpretatioun vun dëser Reegel ugewannt gëtt. Wéi aus der Äntwert vum Fluchhabebedreier (lux-Airport) op eng Plainte vu Passagéier ervirgeet, gëtt eng zousätzlech Konditioun gestallt: „D'Zomm vun den zwou Säite vum Sak, vum Zip ausgaangen, däerf net méi wéi 38 cm sinn. De Sak muss platt sinn, dat heescht ouni Déift, fir eng maximal Kapazitéit vun 1 Liter ze garantéieren.“ Dës spezifesch „38 cm“-Reegel schéngt net am genannten EU-Reglement ze stoen, mee op eng Direktiv vun der Direction de l'aviation civile (DAC) zrëckzegoen. D'Äntwert vum Fluchhabebedreier bleift vira a liwwert net déi präzise Referenz vun dëser DAC-Direktiv.

Dës spezifesch Lëtzebuerger Reegel schéngt de Passagéier net proaktiv matgedeelt ze ginn an ass och op aneren europäesche Fluchhäfen onbekannt. Dëst féiert reegelméisseg zu Konfusioun, Frustratioun an zu Verspéidunge bei der Sécherheetskroll, wann Tute refuséiert ginn, déi soss iwwerall an der EU konform sinn. Bedenklech ass donieft d'Ausso vu Sécherheetsbeamten um Findel, datt si dës DAC-Reegel de Passagéier net dierfte schrëftlech weisen („D'DAC huet d'Reegel gemaach a mir dierfen Iech déi net ginn.“). Eng transparent Kommunikatioun ass awer

essenziell, fir datt Bierger sech u Reegele kënnen halen.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Wat ass déi exakt Referenz (Datum an Titel) vun der DAC-Direktiv, déi d'Ufuerderung festleet, datt d'Zomm vun den zwou Säite vun der 1-Liter-Tut net méi wéi 38 cm däerf sinn an dës „platt“ (ouni Déift) muss sinn?

2. Kann d'Ministesch den integralen Text vun dëser spezifischer DAC-Direktiv, op déi lux-Airport sech bezieht, zur Verfügung stellen?

3. Ass et korrekt, datt d'Sécherheetspersonal um Fluchhafen d'Instruktioun huet, de Passagéier op Ufro déi schrëftlech DAC-Direktiv mat dëser Reegel net ze weisen, a wa jo, aus wéi engem Grond gëtt dës Transparenz refuséiert?

4. Firwat huet Lëtzebuerg (via d'DAC) eng méi restriktiv Definitioun vun 1-Liter-Behälter agefouert wéi déi, déi am EU-Reglement 2015/1998 virgesinn ass an aneren EU-Länner ugewannt gëtt?

5. Wéi definéiert d'DAC e „Sak ouni Déift“ (Sak sans profondeur) a bedeit dat, datt gängeg erëm verschléissbar Tute mat enger klenger Buedemfal (Soufflet) um Findel net méi zougelooss sinn, obwuel si eng Kapazitéit vun 1 Liter oder manner hunn?

6. Wou genee gëtt dës spezifesch „38 cm“-Reegel an d'Definitioun vum „platte Sak“ de Passagéier virun hirer Rees proaktiv an eendeitig matgedeelt?

7. Wéi eng Positioun vertritt d'Regierung vis-à-vis vun der Europäescher Kommissioun, déi an all hire Kommunikatiounen just vun 1 Liter ouni weider Konditiounen schreift?

Réponse (16/12/2025) de Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Et handelt sech bei dëser Entscheedung ëm eng national Ëmsetzung vum EU-Reglement 2015/1998, déi zum Zil huet, dem Passagéier ze verdäitliche wéi eng Dimensiounen eng Tut kann oder soll hunn. Dëst, fir konform mat der 1-Liter-Reegel ze sinn a fir an engem dem Sécherheetspersonal vu lux-Airport en Unhaltspunkt ze ginn, fir besser kënnen ofzeschätzen ob eng Tut, déi e Passagéier presentéiert, konform ass oder net.

Et sief drun ernënnert, datt déi volumeetresch Kontrollen, déi de Moment fir LAGs (Liquids, Aerosol and Gels) gëllen, vun der EU am Joer 2006 agefouert goufen, fir dem erhéichte Risiko, flëssege Sprengstoff a Fligeren ze bréngen, entgéintzewierken.

ad 2. Den Text ass 1:1 um Site vu lux-Airport iwwerholl ginn (op Franséisch, Englesch an Däitsch):

„Sont autorisés à être emportés en bagages de cabine tous les LAG placés dans des contenants individuels d'une capacité maximale de 100 millilitres ou équivalente (la capacité du contenant doit être indiquée) dans un sac refermable en matière plastique transparent d'une capacité ne dépassant pas 1 litre (La somme des deux côtés en partant du zip ne doit pas dépasser 38 cm, et le sac doit être plat, c'est-à-dire sans profondeur, ce qui garantit raisonnablement une capacité maximale de 1 litre), le contenu de ce sac devant y prendre place aisément et le sac devant être complètement fermé.“

<https://www.lux-airport.lu/check-in-and-travel/security/>

ad 3. Déi schrëftlech Instruktiounen, déi vu lux-Airport fir d'Sécherheetspersonal geschriwwen ginn, si grondsätzlech net fir de Grand public zougänglech an ënnerleien enger gewëssener Vertraulichkeet. Dëst

ass eng normal Virgoensweis, déi z. B. och vun der Europäescher Kommissioun a sécherheetsrelevanten Texter genotzt gëtt.

All Informatiounen, déi d'Passagéier fir de Passage duerch d'Sécherheetskontrolle brauchen, fannen si dogéint fräi zougänglech um Internetsite vu lux-Airport.

ad 4. Et handelt sech bei dëser Definitioun net ëm eng méi restriktiv Definitioun vun engem 1-Liter-Behälter, mee éischter ëm eng „Guidance“ fir lux-Airport.

D'OACI (Organisation civile internationale) resp. d'IATA (International Air Transport Association) baséieren sech op eng Tut mat ongeféieren Dimensiounen vun 20 x 20 cm, an déi Definitioun ass vu ville Staaten iwwerhol ginn. Déi Lëtzebuerger Ëmsetzung – 38 cm fir zwou Säiten ab dem Zip – ass deemno vergläichbar, léisst awer och Tuten zou, déi net quadratesch sinn.

Esou „Guidance“ gëtt et z. B. och a Frankräich vun der Direction générale de l'aviation civile (DGAC):

<https://airbag.dsac.aviation-civile.gouv.fr/AirBag>

Et huet sech an der Vergaangenheet erausgestallt, datt bei Tute vu Passagéier wou 1 Liter dropsteet oder wou zum Beispill e Fliger drop ass, d'Capacitéit oft méi héich ass wéi 1 Liter, an deemno d'Tut net konform mam EU-Reglement ass. No enger Recherche huet sech erginn, dass platt Tuten, déi eng rechteckeg Form hunn, a bei deenen d'Zomm vun den zwou Säiten 38 cm net iwwerschreit, d'Exigence vu maximal 1 Liter respektéieren.

ad 5. Mat „Sak ouni Déift“ ass eng flaach, platt Tut gemengt. Bei verschiddene Formen vun Tuten ass et dem Sécherheetspersonal zäitlech net méiglech, déi maximal Kapazität ze definéieren. Wann de Contenu vum Passagéier senger erëm verschléissbarer Tut a lux-Airport hir Referenz tut passt, ass garantéiert, datt d'EU-Reglement an d'1-Liter-Regel respektéiert ginn.

Et sief drop higewisen, datt lux-Airport de Passagéier gratis Tuten zur Verfügung stellt, wann déi vun de Passagéier gebrauchten Tuten net konform sinn.

ad 6. D'Informatioun ass um Internetsite vu lux-Airport ze fannen:

<https://www.lux-airport.lu/check-in-and-travel/security/>

ad 7. Et handelt sech hei net ëm eng méi restriktiv Definitioun vun der 1-Liter-Regel, deemno ass Lëtzebuerger konform mam EU-Reglement.

Abolition des droits de navigation sur la Moselle et impact pour la flotte luxembourgeoise | Question 3225 (21/11/2025) de M. Mars Di Bartolomeo | M. Yves Cruchten (LSAP)

Seit der Einweihung der Moselgroßschiffahrtsstrasse im Jahr 1964, fiel für Binnenschiffe eine Maut an.

Durch die Änderung des Moselvertrages zwischen Luxemburg, Deutschland und Frankreich wird nun damit Schluss sein.

Insgesamt soll die Moselschiffahrt durch diese Abschaffung um jährlich 6 Millionen Euro entlastet werden.

In diesem Zusammenhang möchten wir von der Regierung erfahren:

1. Wieviele luxemburger Warentransportschiffe auf der Mosel im Dienst sind.
2. Wie hoch sind die Ersparnisse für diese Schiffe?
3. Welche Auswirkungen hat die Abschaffung dieser Abgaben auf die Bürokratie?

4. Welche positiven Auswirkungen werden für die Luxemburger Moselschiffahrt und den Hafen in Mertert erwartet?

Réponse (17/12/2025) de Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Die ehrenwerten Abgeordneten stellen Fragen über die Auswirkungen hinsichtlich der Abschaffung der Schifffahrtsabgaben auf die Moselschiffahrt.

ad 1. Auf der Mosel wurden 2024 in der Eingangsschleuse Koblenz, knapp 4.600 Frachtschiffe gezählt. In der Luxemburger Eingangsschleuse Grevenmacher wurden 2024, 2.337 Schiffe geschleust davon 239 Passagierschiffe und 149 Hotelschiffe.

Die Warentransportschiffe, die auf der Mosel fahren, fahren auch auf dem Rhein und meistens von und zu den ZARA Häfen (Zeebrugge, Antwerpen, Rotterdam, Amsterdam). Es gibt dementsprechend keine Statistik wieviele „luxemburgische Warentransportschiffe“ auf der Mosel unterwegs sind. Auch gestaltet sich die Struktur der Firmen öfters so international, dass man nicht von „Luxemburger Warentransportschiffen“ sprechen kann. Auch die im Luxemburger Schifffahrtsregister eingetragenen Schiffe können, müssen aber nicht unbedingt nur auf der Mosel fahren.

ad 2. Die Gesamtsumme der Schifffahrtsabgaben belief sich je nach Schiffsverkehr im Jahr auf 5 bis 10 Millionen Euro.

Die Schifffahrtsabgaben machen einen Teil der Kosten des Binnenschifftransportes die an die Verloader weitergerechnet werden aus. Die Höhe war abhängig vom transportierten Gut und der Distanz des Transportes, da die Schifffahrtsabgaben in tkm (Tonnenkilometer) abgerechnet wurden.

ad 3. Die Erhebung der Abgaben erfolgte auf Basis einer vom Schiffsbetreiber auszufüllenden Abgabenerklärung. Die Abgabenerklärung musste, jeweils an der ersten Eingangsschleuse auf der internationalen Mosel abgegeben werden und die Schifffahrtsabgaben dort entweder durch Stundung, auf elektronischem Weg, oder bar gezahlt werden.

Außerdem musste ein gemeinsamer Moselschiffahrtstarifrahmen zwischen den drei Moselanrainerstaaten jährlich aktualisiert werden.

Diese bürokratische Arbeit fällt sowohl für den Schiffsbetreiber als auch für die Verwaltung weg.

ad 4. Die Abschaffung der Moselschiffahrtsabgaben trägt zu einer Vergünstigung des Transportweges Binnenschiffahrt bei, besonders gegenüber dem Lastwagenverkehr. Der Wegfall der Moselschiffahrtsabgaben erlaubt es den Binnenschiffahrtsunternehmen konkurrenzfähigere Transportpreise auf dem Markt anzubieten.

Im Hafen Mertert wurden 2024 mit knapp 600 Schiffen 904.198 Tonnen umgeschlagen, darunter Eisenprodukte, Erdölprodukte, landwirtschaftliche Produkte, Baumaterial und Verschiedenes darunter Container und Streusalz.

Die Abschaffung der Schifffahrtsabgaben macht den Import und Export von Rohstoffen aber auch von Fertigprodukten im Energiesektor, im Bausektor, für die Stahlindustrie und für viele andere Wirtschaftsbereiche über den Hafen Mertert interessanter.

Réglementation en matière de déforestation | Question 3226 (24/11/2025) de M. Mars Di Bartolomeo | M. Franz Fayot | Mme Claire Delcourt (LSAP)

Selon le journal « Le Soir », le dossier de la réglementation en matière de déforestation qui fait l'objet

d'une âpre bataille au niveau européen, agite beaucoup les esprits au sommet mondial sur le climat (COP30) à Belém. Le 19 novembre 2025, à Bruxelles, les ambassadeurs des Vingt-Sept se sont prononcés sur une proposition de la présidence danoise visant à un nouveau report de l'entrée en vigueur du règlement sur la déforestation.

Cette loi votée en 2023 vise à freiner les importations européennes liées à la déforestation pour une série de produits sensibles : café, cacao, caoutchouc, huile de palme, soja, bœuf et bois, ainsi que certains produits dérivés comme le cuir, le charbon de bois, le papier imprimé.

Le règlement qui devait entrer en vigueur le 1^{er} janvier 2035 a déjà été reporté d'un an. Cette fois-ci, il s'agit non seulement d'un nouveau retard d'un an, mais aussi d'y inclure une clause de révision au printemps 2026. La France, les Pays-Bas et la Belgique ont initialement voulu s'opposer à ces changements.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité :

- 1) Quelle était la position adoptée par le Gouvernement luxembourgeois lors des négociations sur l'entrée en vigueur du règlement sur la déforestation ?
- 2) Monsieur le Ministre, quelle était la position du Gouvernement luxembourgeois concernant la question d'introduction d'une clause de révision ?
- 3) Quels sont les arguments avancés par le Gouvernement pour justifier ces positions ?

Réponse (07/01/2026) de M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1) Le règlement européen sur la déforestation (EUDR – European Union Deforestation Regulation) est en vigueur depuis le 29 juin 2023. Son entrée en application, initialement prévue pour le 30 décembre 2024, a été reportée au 30 décembre 2025. Le 21 octobre 2025, la Commission a présenté une proposition d'amendement visant à simplifier les obligations administratives, notamment pour les agriculteurs et les sylviculteurs, et à éviter une surcharge de son système informatique. Le Luxembourg s'est prononcé en faveur d'un report d'un an de l'entrée en application, principalement pour permettre à la Commission de résoudre les problèmes rencontrés avec son système informatique et de garantir une mise en œuvre efficace pour les petites et moyennes entreprises (PME).

ad 2) Le Luxembourg a récemment soutenu l'introduction d'une clause de révision générale lors des négociations au sein des instances préparatoires du Conseil de l'Union européenne. Le Luxembourg a également plaidé en faveur d'une adaptation ciblée de l'article 5 du règlement, notamment en ce qui concerne les obligations de transmission des numéros de référence des déclarations de diligence raisonnable (DDS), afin de réduire les charges administratives pour les acteurs situés en aval de la chaîne d'approvisionnement.

ad 3) Le Luxembourg reconnaît l'importance cruciale de l'EUDR dans la lutte contre la déforestation à l'échelle mondiale et souscrit pleinement à ces objectifs. Toutefois, le Gouvernement luxembourgeois est également conscient des difficultés rencontrées pour assurer une mise en œuvre efficace, notamment pour les PME, ainsi que les difficultés techniques auxquelles la Commission est confrontée pour développer l'infrastructure informatique nécessaire.

Le Luxembourg s'est donc prononcé en faveur d'un report d'un an de l'entrée en application afin de garantir que :

– la charge administrative pesant sur les PME dans les pays et/ou régions où la déforestation ne constitue qu'un faible risque soit réduite à un niveau raisonnable ;
– les problèmes informatiques identifiés par la Commission européenne soient résolus.

Diffusion et enseignement du Codex Mariendalensis | Question 3227 (24/11/2025) de **M. Tom Weidig** | **Mme Alexandra Schoos** (ADR)

Am Oktober dëst Joer ass de Codex Mariendalensis um Internet ëffentlech zougänglech gemaach gi vun der Nationalbibliothék, déi ënner anerem schreift: „De Codex Mariendalensis, 2008 vum Lëtzebuurger Staat kaaft, an elo an de Bestänn vun der Nationalbibliothék conservéiert, ass en aussergewöhnlecht mëttelalterlecht Manuskript aus dem fréie 14. Joerhonnert. Et enthält d'Liewe vum Yolanda vu Veianen, eng vun de wichtegste Figuren an der reliéiser Geschicht vum Land, erzielt a 5.963 gereimte Versen a muselfränkischer Sprooch, déi mam moderne Lëtzebuergesche Famill ass. Dësen eenzegaartegen Text ass e wichtegen Zeie vun der fréier Lëtzebuurger Kultur a Sprooch.“

Den Epos ass domat dat eelsten iwwerliewt Dokument vun eiser Sproochgeschicht, wat weist, datt scho viru 700 Joer Elementer vun eiser haiteger Sprooch, mee och reliéis Traditionen, Ritualer a sozial Normen existéiert hunn, déi sech iwwer d'Joerhonnerte lues a lues zu eiser haiteger Lëtzebuurger Sprooch an Identitéit entwéckelt hunn.

Trotz dëser kultureller Bedeitung gëtt d'Wierk am Lëtzebuurger Bildungswiese bis haut kaum valoriséiert. Weeder am Schoulunterricht nach am ëffentleche Kulturberäich ass d'Epos an enger moderner, allgemeng zougänglecher Form zougänglech. Eng modern zweesproocheg Iwwersetzung (Lëtzebuergesch/Däitsch) mat detailléierten Erklärungen kéint dozou bäidroen, dëse Pilier vun eisem kulturelle Patrimoine enger breeder Bevëlkerungsschicht, mee och dem internationale Fachpublikum oder Lëtzebuurger Awunner ouni kulturelle Bezuch zu eiser Kultur méi nozebréngen an zugläich eis National-sprooch als Literatursprooch ze stäerken.

Doriwwer eraus wier eng Ausstellung oder en digitale Vermittlungsprojet (z. B. eng kommentéiert Online-Edition) e wichtige Bäitrag zur nationaler Kulturvermittlung.

An dësem Kontext hu mir follgend Froen un d'Regierung:

1. Wéi bewäert d'Regierung déi kulturell an identitätsstëftend Bedeitung vum Epos Yolanda von Vianden fir eist Land?
2. Wéi eng Moosname goufe bis elo ergraff, fir dëst Wierk am ëffentleche Bewosstsinn, am Bildungswiesen oder an der Fuerschung méi siichtbar ze maachen?
3. Gëtt et staatlech Initiativen, fir eng modern Iwwersetzung an eis Sprooch bzw. eng zweesproocheg (Lëtzebuergesch/Däitsch) Edition vum Wierk mat wëssenschaftlechen Erklärungen finanziell oder organisatoresch ze ënnerstëtzen?
4. Plangt de Schoulministère, Yolanda von Vianden an Zukunft an de Léierpläng (z. B. am Kader vum Literatur- oder Geschichtsunterricht) ze berécksiichtegen?
5. Besteet Interessi op Säite vun der Regierung, fir, an Zesummenaarbecht mat der Universitéit Lëtzebuerg, mat Muséeën oder mam Schloss vu Veianen eng permanent Ausstellung oder en digitale

Vermittlungsprojet iwwer Yolanda von Vianden ze initiéieren oder ze förderen?

Réponse (19/01/2026) de **M. Eric Thill**, Ministère de la Culture | **M. Claude Meisch**, Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. Andeems de Lëtzebuurger Staat 2008 de Codex Mariendalensis opkaaft huet an der BnL fir eng adequat Conservatioun an déi kulturell a wëssenschaftlech Valorisation uvertraut huet, war e sech der kultureller Bedeitung vum Yolanda-Epos an der muselfränkischer Sprooch bewosst. D'Regierung deelt dëse Constat, deen d'Wëssenschaft deemools an och haut ënnersträicht. Nach haut gëllt dëse mëttelalterleche Manuskript als als e wichtegen Zeie vun der fréier Lëtzebuurger Kultur.

Eng identitätsstëftend Bedeitung kann engem Dokument an enger oppener Gesellschaft vu villen Acteuren zougewise ginn – dat ass keng Regierungsaufgab. De Kulturministère garantéiert der Nationalbibliothék déi néideg finanziell a personell Moyenen, fir datt si den Text souwuel der Fuerschung aus dem In- an Ausland wéi och de kulturell Interesséierten zougänglech maache kann. An deem Sënn ass och den digitaliséierten Text op eluxemburgensia online gesat ginn.

ad 2. D'Nationalbibliothék huet am Oktober 2025 den Text online um eluxemburgensia zougänglech gemaach. E kann esou vun iwwerall agesinn an och gedownload ginn, esou datt ideal Viraussetzung fir eng wëssenschaftlech a kulturell Ausernanersetzung geschaf goufen. Eng Rezeption vum engem mëttelalterlechen Text erfollegt an eischer Linn iwwer d'Fuerschung. Vum 16. bis den 18. Oktober 2025 huet eng Tagung vum Institut Grand-Ducal, Section de linguistique, d'ethnologie et d'onomastique a vum Institut für deutsche Sprache, Literatur und für Interkulturalität op der Uni.lu stattfonnt: D'Tagung huet geheescht: Hermann von Veldenz: Yolanda von Vianden. Stand der Forschung und Ausblick, an huet Chercheuren aus dem In- an Ausland regroupéiert: https://www.uni.lu/wp-content/uploads/sites/2/2025/10/07151640/Tagungsprogramm_final_.pdf.

An deem Kader huet och e Mataarbechter vun der Nationalbibliothék e Virtrag gehalen. Dozou kënn, datt déi éischt genau kodikologesch Beschreiwung 2027 an enger wëssenschaftlecher Publikatioun iwwer handschrëftlech Fragmenter zu Lëtzebuerg wäert erauskommen (2027). D'Fuerschung ronderëm de Codex Mariendalensis ass also ganz lieweg.

Dës Tagung reit sech an an eng sellegen aner Aarbechten, fir den Epos nach méi populär ze maachen, esou datt mir d'Behauptung, datt d'Wierk net am Lëtzebuurger Bildungswiese valoriséiert gëtt, net kënnen deelen. Just eng kleng Auswiel:

- 2009 ass Leben der Gräfin Yolanda von Vianden: textgetreue Edition des Codex Mariendalensis vum Claudine Moulin erauskommen, déi am Kader vum engem vum Kulturministère 2000 finanziéierter Aarbecht an der Cellule Codex Mariendalensis vum Institut Grand-Ducal, Section de linguistique, d'ethnologie et d'onomastique entstanen ass.
- Den Alain Atten huet 2014 eng Lemmatisierte Konkordanz zum Codex Mariendalensis erausginn.
- De Gerald Newton huet 1994 „Nû saget, brüder Hereman“ ...: manuscripts, editions, treatments and translations of Bruder Hermann's Iolande van Vianden erausginn.
- Zesumme mam Guy Berg huet de Gerald Newton och eng däitsch an englesch Iwwersetzung vum Alexander Wiltheim senger laténgescher Versioun Vita venerabilis Yolandae 2007 publizéiert (den Alexander Wiltheim hat 1655 d'Originalmanuskript

am Klouschter Mariendall ofgeschriwwen an eng laténgesch Iwwersetzung gemaach).

– Eng Prosaiwwersetzung op Däitsch wor schonn 1999 vum Gerald Newton a Franz Lösel erauskommen. An de Pierre Grégoire hat schonn 1979 eng Versiwwersetzung an d'Däitsch virgeluecht.

– Datt den Text och an der Kultur weiderhi lieweg ass, weist z. B. dem Schrëftsteller Ian De Toffoli seng Ausernanersetzung an Yolanda (Les cahiers luxembourgeois, 2017).

ad 3. Esou Initiative mussen aus der Recherche erauskommen. Op der uewe genannter Tagung op der Uni.lu, gouf nom Claudine Moulin hirem Bäitrag Herausforderungen einer digitalen Yolanda-Edition d'Iddi vum engem Portail mat wëssenschaftlechen a pädagogesche Bäitrag diskutéiert. Wann iwwerzeegend a kohärent Konzepter bis virleien, ass eng finanziell Ënnerstëtzung am Kader vun de bekannte Fördermöglichkeeten an en Accord mat de Qualitéitskriterien denkbar. D'Initiativ muss dofir aus der Fuerschung kommen.

ad 4. De Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques (SCRIPT) schafft aktuell um Konzept vum engem neie Geschichtsbuch fir d'Grondschoul, dat 2029 soll publizéiert ginn. Dëst didaktescht Material wäert d'Geschicht aus enger globaler, europäescher an och national-lokaler Perspektiv duerstellen an de Kanner weisen, wéi geschichtlech Entwécklungen op verschiddenen Niveaue konkret Spueren hannerloossen.

An deem Kontext wäerten och ausgewielte Beispiller aus der lëtzebuergescher Geschicht integréiert ginn. Mëttelalterlech Codices stellen dobäi wichteg historesch Quellen duer a si wäertvoll Zeie vun der kultureller a geschichtlecher Entwécklung, déi an engem esou opgebaute Geschichtsbuch ganz gutt kéint berücksichtegt ginn.

ad 5. cf. Äntwert op d'Fro 3.

Prise en charge des visites de sages-femmes pour enfants prématurés | Question 3228 (24/11/2025) de **M. Sven Clement** (Piraten)

An engem Artikel am „Wort“ gëtt vun enger Hiewan op e Problem am Code de la sécurité sociale fir ze fréi gebuere Kanner higewisen.

No der aktueller Tariffregelung aus dem Code de la sécurité sociale kënnen Hiewanne bei Famillje bis zu dräi Wochen nom Accouchement Hausvisite maachen, wat typescherweis ongeféier fënnf Hausvisite géif entsprechen. Dës Reegelung schafft awer eng bedeitend Lück an der Betreiwung vu Famillje mat Kanner, déi ze fréi gebuer gi sinn. Dëst besonnesch am Hibleck dorop, dass domat d'Kontinuitéit tëscht der prenataler an der postnataler Versuergung ënnerbrach gëtt an et och zu enger Rupture an der Beziéung tëscht der Famill an der vun hir gewielter liberaler Hiewan kënn.

Wa Puppelcher ze fréi op d'Welt kommen, bleiwen se dacks fir e puer Wochen am Spidol. Wann dës fragill Neigebuerener aus dem Spidol entlooss géife ginn an heem géife kommen, wär déi Period vun dräi Wochen, déi duerch déi aktuell Tariffbestëmmunge gedeckt ass, dacks awer schonn eriwuer. Dëst géif bedeuten, datt Famillje vun ze fréi gebuerene Kanner e méi schwéieren Zougang zu den Hiewannen-Hausvisiten hunn, well si dës aus hirem eegene Portmonni bezuele mussen.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Sozialversécherung dës Froe stellen:



1. Ass d'Regierung sech dës Lück an der postnataler Versuergung fir Famillje vun ze fréi gebuerene Kanner bewosst?

2. Wéi vill Famillje mat ze fréi gebuerene Kanner sinn an de leschte Jore vun dëser Reegelung betraff gewiescht, an huet de Ministère Donnéeën iwwert hiren Zougang zu Hiewannen-Hausvisite gesammelt?

3. Wéi eng Moosname plangt d'Regierung fir sécherstellen, datt Famillje vun ze fréi gebuerene Kanner eng adäquat Hiewannen-Ënnerstëtzung no der Spidolsentloossung kréien, onofhängeg dovunner, wéini d'Gebuert war?

4. Iwwerleet de Ministère, fir d'Tariffbestëmmunge sou unzepassen, datt déi Period vun dräi Woche fir Hausvisite vum Datum vun der Spidolsentloossung u géif gerechent ginn amplaz vum Gebuertsdatum un?

Réponse (05/01/2026) de **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. D'Hausvisite vun Hiewanne fir ze fréi gebuerene Kanner war een Thema, dat vun der Association luxembourgeoise des sages-femmes (ALSF) souwéi och vun den Neonatologen aus dem Centre hospitalier de Luxembourg évoquéiert gouf.

Doropshin hunn d'Gesondheetskeess (CNS) an d'ALSF eng Demande standardiséiert an d'Nomenclatureskommission agereecht, ënner anerem, fir folgendene neien Akt an d'Nomenclature vun den Hiewannen ze integréieren:

„VSF65: Intervention au cours du post-partum ou pendant la période de l'allaitement du nourrisson, sur ordonnance médicale, en dehors du forfait prévu sous VSF61 et VSF62, en cas d'affection“ mat där heiter Remark: „Le code VSF65 ne peut être mis en compte qu'en présence d'une ou de plusieurs affections suivantes :

- Prématurité,
- Insuffisance pondérale,
- Engorgement mammaire.“

Dës Upassung vum der Nomenclature vun den Hiewanne sinn an der Nomenclatureskommission vum 26. November 2025 gestëmmt ginn a wäerten Ufank nächst Joer an déi reglementaresch Prozedur agereecht ginn.

ad 2. De Ministère fir Gesondheet a sozial Sécherheet huet déi gefroten Donnéeën net.

ad 3. Duerch de Vote vun den Upassung vum der Nomenclature vun den Hiewannen an der Nomenclatureskommission vum 26. November 2025, sinn ab dem Akräftriede vun de gestëmmte Codé VSF65, VSF73 a VSF74 all Kanner bis 2 Joer mat „problèmes d'allaitement“ ofgedeckt wat Hausvisite vun Hiewannen uegt.

ad 4. Et ass net virgesinn, datt déi Period vun dräi Woche fir d'Hausvisite vum Datum vun der Spidolsentloossung u gerechent gëtt amplaz vum Gebuertsdatum un.

D'Recommandation circonstanciée, déi de 26. November 2025 votéiert gouf, gesäit een neien Akt VSF65 vir, dee vun den Hiewannen op medezinnesch Ordonnance prestéiert ka ginn. Dësen Akt ass net limitéiert an der Unzuel a gëllt, wéi an der Remark spezifizéiert, ënner anerem bei Prematuréen.

Initiative « Central Northern European Military Mobility Area » | Question 3229 (24/11/2025) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Wéi rezent aus de Meedieberichter ervirgaangen ass, huet Lëtzebuerg zesumme mat siwe weideren

europäesche Länner – Däitschland, Holland, Polen, Litauen, der Belsch, der Tschechescher Republik an der Slowakei – d'Initiativ „Central Northern European Military Mobility Area“ (CNE MMA) lancéiert. Dës nei Kooperatioun baut op dem „Military Mobility Corridor“ op, deem am Joer 2024 vun Däitschland, Holland a Polen initiéiert gouf.

D'Haaptzil vun dësem Accord ass et, eng effizient europäesch Mobilitéitszon ze etabléieren, fir am Eeschtfall Truppen a militärescht Material méi séier iwwer d'Grenzen ewech verleeën ze kënnen. An dësem Kontext sollen net nëmme logistesche Barrière bannent der EU an der NATO ofgebaut ginn, mee et sollen explizitt och juristesche an administrativ Prozedure vereinfacht ginn, fir d'Verdeedegungspositioun ze stäerken.

An deem Zesummenhang wëllt ech der Ministesch fir Verdeedegung dës Froe stellen:

1. Wéi eng konkret legislativ oder reglementaresch Ännerunge sinn zu Lëtzebuerg néideg, fir déi am Kader vun der CNE MMA virgesi Vereinfachung vu juristeschen an administrativen Demarchen ëmzesetzen?

2. Gëtt et en Zäitplang, bis wéini dës eventuell néideg Gesetzesupassungen ausgeschafft an dem Parlament virgeluecht solle ginn?

3. Huet dësen Accord Auswierkungen op d'national Infrastruktur (Stroossen, Brécken, Schinnen), a mussen hei technesch Upassung gemaach ginn, fir den Transport vu schwéierem militäreschem Material ze garantéieren?

4. Wéi gëtt d'Koordinatioun mat den Nopeschlänner, speziell mat der Belsch an Däitschland, séchergestallt, fir eng nahtlos Grenziwwerschreidung ze garantéieren?

5. Mat wéi enge finanziellen Auswierkunge rechent de Ministère fir d'Ëmsetzung vun dëser Initiativ?

Réponse (22/12/2025) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Défense

ad 1. Am Kader vun der genannter CNE MMA (Central Northern European Military Mobility Area) Initiativ ginn déi besteend national juristesche a reglementär Dispositiounen analyséiert. Zil ass et ze evaluéieren, ob an awéiwäit punktuell oder permanent Upassungen néideg sinn, fir d'Prozeduren effizient, kohärent an am Aklang mat den europäeschen an internationale Verplichtunge vum Grand-Duché ëmzesetzen. Eventuell Adaptatiounen géifen, no de gültege Prozeduren esou ewéi an enker Ofstëmmung mat de concernéierten Acteure virbereet ginn.

Als konkret Beispiller kënnen Initiativen am Beräich vun der militärescher Mobilitéit genannt ginn, déi dorop ofzilen, administrativ a juristesche Prozeduren am Kontext vu grenziwwerschreidende militäresche Bewegungen ze vereinfachen an ze harmoniséieren. Dëst ëmfaasst ënner anerem eng méi eenheetlech Approche fir d'Dokumentatioun, eng ofgestëmmte Praxis bei der Identifikatioun an der Kennzeechnung vu Convoien, esouwéi eng koordinéiert Behandlung vu speziellen Transportkategorien, notament am Beräich vun „oversized-overweight“ tëscht deene Länner, déi dës Lettre d'intention ënnerschriwwen hunn. Dës Recommendatiounen fanne sech och op europäeschem Niveau an der rezenten Proposition vum Military Mobility Package erëm, déi vun der Europäescher Kommission den 19. November 2025 virgeluecht gouf.

ad 2. D'Lettre d'intention gesäit nom Datum vun der Ënnerschrëft eng Zäitspan vun 2 Joer fir d'Ëmsetzung vir.

ad 3. Aktuell gëtt eng Etüd gefouert fir ze präwien, ob déi besteend Infrastrukturen och mëttel- a

laangfristeg de verschiddenen zivillen a militäresche Besoine gerecht ginn.

ad 4. D'Koordinatioun mat den Nopeschlänner geschitt am konstruktive Kader vun de besteende multilaterale Mechanismen, souwuel op europäeschem wéi och op internationalem Niveau. E reegelméisegen Austausch tëscht de kompetenten Autoritéiten garantéiert eng kohärent an ofgestëmmten Approche.

ad 5. Eng definitiv Bewäertung vun de finanziellen Auswierkungen kann eréischt nom Ofschluss vun den aktuell lafenden Etüde gemaach ginn.

Dégradation de la santé des forêts luxembourgeoises | Question 3230 (24/11/2025) de **Mme Barbara Agostino** | **M. Luc Emery** (DP)

Selon le directeur de l'Administration de la nature et des forêts (ANF), l'état de santé des forêts luxembourgeoises a connu une brutale détérioration : alors qu'en 1984, environ 80 % des arbres étaient jugés en bonne santé, ce taux n'atteindrait plus que 15 % aujourd'hui.

Parmi les causes identifiées figurent notamment le changement climatique, la sécheresse, la forte mortalité des conifères, en particulier des épicéas, ainsi qu'une régénération freinée par la surpopulation du gibier. Afin de trouver des solutions et de renforcer la concertation entre les acteurs publics, privés et les propriétaires forestiers, Monsieur le Ministre a organisé une table ronde intitulée « Bëschdësch ».

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité :

1) En concertation avec les acteurs concernés, quelles sont les mesures immédiates que Monsieur le Ministre entend mettre en œuvre pour contrer cette dégradation ?

2) Quelle est l'allocation budgétaire prévue pour la politique forestière nationale pour la période 2026-2030 ? Comment se distingue la répartition de cette enveloppe entre l'État, les communes et les propriétaires des forêts ?

3) Comment est-ce que Monsieur le Ministre entend supporter les propriétaires de forêts privées de manière technique et financière ?

4) Comment le Gouvernement intègre-t-il la fonction de puits de carbone de la forêt luxembourgeoise dans la stratégie nationale climat-biodiversité, la contribution nationale déterminée (NDC), les objectifs européens 2035-2040 et les discussions au Conseil européen ?

Réponse (14/01/2026) de **M. Serge Wilmes**, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1) Une amélioration de l'état sanitaire ne peut être obtenue que par des mesures sylvicoles qui ont un effet positif à long terme sur le renforcement de la résilience des forêts. À titre de précaution et afin de réduire les risques, les mesures suivantes sont prises dans les forêts publiques :

– diversification des peuplements forestiers pour augmenter la structure verticale, par exemple en favorisant la coexistence de plusieurs strates de végétation (arbres de différents âges et hauteurs, régénération naturelle, ...), et en adoptant des pratiques sylvicoles adaptées (coupes irrégulières, maintien d'arbres habitats, ...) qui augmentent la structure verticale des peuplements ;

– lors de mesures de plantation, utilisation d'essences forestières parfaitement adaptées à la station et capables de résister aux conditions climatiques ;
– promotion de mesures sylvicoles qui favorisent la variabilité génétique des peuplements forestiers ;
– application d'une gestion sylvicole adaptative qui veille à ne pas imposer de stress supplémentaire aux peuplements forestiers ;
– limitation des infrastructures forestières à un strict minimum.

Toutes ces mesures sont décrites dans le document « Le renforcement de la résilience des forêts du Grand-Duché de Luxembourg » (2022) qui est consultable sous ce lien [↑] sur le site www.emwelt.lu.

ad 2) L'allocation budgétaire destinée à la politique forestière nationale pour la période 2026-2029 repose à la fois sur le budget ordinaire de l'État et sur les moyens financiers du Fonds climat-énergie.

L'enveloppe prévue pour la mise en œuvre de la politique forestière par l'État pour la période 2026-2029 s'élève à environ 5 millions d'euros par an.

S'agissant des aides, il convient de distinguer deux catégories :

- les aides aux mesures forestières, financées via le budget ordinaire ;
- les aides « Klimabonus Bësch », financées par le Fonds climat-énergie.

Les aides aux mesures forestières peuvent être demandées par les propriétaires forestiers privés ou les communes. Pour la période 2026-2029, les prévisions budgétaires pour ces aides s'élèvent à 3.500.000 euros par an.

Les aides au titre du régime d'aides « Klimabonus Bësch » sont exclusivement destinées aux propriétaires forestiers privés. Les dépenses liées à ce régime d'aide sont accordées pour une période de 10 ans. Pour la période de 2026-2029, les dépenses liées à ce régime sont estimées à environ 1.000.000 euros par an.

ad 3) Il existe plusieurs instruments destinés à aider les propriétaires forestiers privés à gérer leur patrimoine forestier.

Pour ce qui est des aides financières il est renvoyé à la réponse à la question 2.

Le Ministère de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité a par ailleurs conclu un accord avec la « Lëtzebuurger Privatbësch ASBL », la plus grande association de propriétaires forestiers luxembourgeois, afin de conseiller et d'assister ses membres dans toutes les questions relatives à la gestion durable des forêts et à la promotion de la biodiversité forestière, ainsi que pour les aider à commercialiser leur bois.

L'Administration de la nature et des forêts (ANF) a encore mis en place plusieurs outils destinés à aider les propriétaires forestiers dans la gestion de leurs forêts. L'application informatique « Fichier écologique des essences » a été développée pour aider les propriétaires forestiers à choisir les essences adaptées à la station. En outre, l'ANF élabore des notices d'information et d'autres publications sur des thèmes tels que la santé des forêts, la sylviculture, la promotion de la biodiversité dans les forêts, etc., qui sont publiées sur le site www.emwelt.lu.

Enfin, l'ANF mettra en place une cellule chargée d'assister et de conseiller les propriétaires forestiers pour toutes les questions relatives à leur propriété forestière.

ad 4) Le rôle des terres et en particulier des forêts, en tant que puits de carbone est un élément clé du

règlement LULUCF de l'UE ((UE) 2018/841, révisé par le règlement (UE) 2023/839). Ce règlement définit, entre autres, les objectifs européens et nationaux en matière d'absorption du carbone par la nature et les sols jusqu'en 2030. Le règlement LULUCF est mis en œuvre au niveau national par le biais du Plan national intégré en matière d'énergie et de climat (PNEC), qui décrit 22 politiques et mesures pour le secteur LULUCF.

Dans le cadre des discussions récentes qui ont mené à l'adoption, au niveau du Conseil, d'une approche générale relative à la modification de la « loi européenne sur le climat », le rôle des absorptions de carbone, au moyen de solutions tant naturelles que technologiques, pour contribuer à l'objectif de réduction des émissions de 90 % à l'horizon 2040 a été mis en évidence. Il a ainsi été reconnu que les absorptions naturelles présentent des caractéristiques dont il convient de tenir compte, comme la structure d'âge des forêts, la proportion de sols organiques, la variabilité naturelle et les incertitudes liées aux effets du changement climatique, aux perturbations naturelles et aux changements de méthodes.

La contribution déterminée au niveau national (CDN) de l'Union européenne, adoptée le 5 novembre dernier, souligne également que l'augmentation des absorptions de carbone sera un complément essentiel de la réduction des émissions afin de parvenir à la neutralité climatique dans l'ensemble de l'UE d'ici 2050.

Mise en place prolongée d'un radar de chantier sur la N11 | Question 3231 (25/11/2025) de M. Michel Lemaire (ADR)

An der Äntwert op déi parlamentaresch Fro Nummer 2936 vum honorabelen Deputéierten André Bauler no der Gesamtunzuel vun de Verkéiersradare schreift d'Madamm Minister ënner anerem, datt Lëtzebuerg aktuell iwwer „2 Chantiersradare fir d'Vitess“ verfügt.

Op der „Lechternacher Streck“ N11 kënn tëschent der Schanz a Grolënster säit iwwert engem Mount en entsprechende Chantiersradar zum Asaz. Dat wuel, fir während der Ausféierung vun deenen am ministerielle Reglement vum 17. September iwwert d'Securisation op der N11 festgeschriwwenen Aarbechten, déi entsprechend Vitesslimiten ze kontrolléieren. Esou wéi vill Automobiliste berichten, ass awer no enger Phas vun ursprénglechen Aarbechten, déi offenbar d'Erneuerung oder d'Securisation vun de Leitplanken zum Zil haten, säit Wochen näischt méi geschitt. Anescht wéi am zitéierte Reglement virgeschriwwen, si sämtlech Iwwerhuelpueren nees fräiginn an d'Vitesslimit a béid Richtunge bedréit nees 90 Stonnekilometer. E finalen Datum, bis wéini d'Aarbechte sollen ofgeschloss ginn, ass am Reglement vum 17. September net festgehalen.

An deem Zesummenhang géif ech der Madamm Verkéiersminister gär dës Fro stellen:

1. Goufen d'Aarbechten aus deem uewe genannte Reglement méttlerweil ofgeschloss? Falls net, wéi eng Aarbechte stinn nach aus a wéi erkläert d'Madamm Minister an deem Fall déi laang Phas vun den Ennerbriechungen?

2. Firwat kënn de Chantiersradar op där genannter Plaz duerchgoend zum Asaz, obwuel nëmme während enger kuerzer Phas dovun tatsächlech Aarbechte stattfont hunn? Bis wéini ass den Asaz vun deem Radar op dëser Plaz virgesinn? Wier de Radar am Sënn vum Schutz vun de betraffene Bauaarbechter

net méi effizient op enger Plaz agesat, wou tatsächlech Aarbechte stattfannen, dat op d'mannst fir déi Zäit, wou d'Aarbechten op der N11 gegebenefalls ënnerbrach sinn?

3. Existéiere spezifesche sécherheetstechnesch Ursachen, firwat de Radar zousätzlech zu deenen zwee fixe Radaren, dem Streckeradar souwéi de reegelméisseg mobil Kontrollen iwwert d'Gesamtläng vum der Streck, ausgerechent op der N11 opgestallt gëtt?

Réponse (19/12/2025) de Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den honorabelen Deputéierte stellt Froen zu den Aarbechten op der Nationalstrooss N11 an dem Chantiersradar op där Plaz.

ad 1. Dës Aarbechte goufen op Ufro vum Wirtschaftsministerium (Tourismus) ausgefouert, mat dem Zil, d'Sécherheet vun de Wandererinnen um Auto-pédestre bei der Raschtplaz op der Nationalstrooss N11 substanzuell ze erhéijen. An deem Kontext goufen d'Leitplanke verréckelt a verlängert, fir d'Gefor vun direkte Kontakt mat dem Stroosseverkéier ze reduzéieren an domat de Risiko vun engem Accident ze minimiséieren.

D'Aarbechten hunn den 22. September 2025 ugefaangen a sinn den 21. Oktober 2025 ofgeschloss ginn. Zu deem Zäitpunkt goufen dann och all déi am genannte Reglement virgesinne Verkéiersrestriktionen opgehewen.

Et ass dobäi wichteg ze ënnersträichen, dass d'Dauer vun esou Aarbechten am Virfeld net ëmmer präzis ka festgeluecht ginn. Aus deem Grond bleiwen déi entspreche Verkéiersreglementer mat hire jeeweilige Verkéiersrestriktionen ëmmer bis zum definitiven Ofschluss vun den Aarbechten a Kraaft.

ad 2. D'Chantiersradaren an déi mobil Radare ginn duerch d'Police grand-ducale opgestallt. D'Police decidéiert och, op wéi enger Plaz an iwwer wéi eng Dauer esou Apparater agesat ginn. An deem Kontext ass ze ënnersträichen, dass Chantiersradaren – am Géigesaz zu deem, wat de geleefegen Numm vermëttelt – net ausschliesslech op der Héicht vu Stroossen aarbechten ze placéieren sinn. Si kënnen allgemeng do installéiert ginn, wou e verstärkte Besoin fir Vitesskontrollen identifizéiert gëtt, fir d'Gefor vun héije Vitessen ze reduzéieren an domat de Risiko an d'Warscheinlechkeet vun Accidenter ze minimiséieren. Aner Bezeechnunge fir de Chantiersradar sinn deemno „enforcement trailer“ oder och „radar-remorque“.

D'Police setzt den „enforcement trailer“ säit e puer Wochen op der Nationalstrooss N11 deemno aus Sécherheetsgrënn an, dat, fir de Risiko vun Accidenter ze minimiséieren. Tatsächlech huet eng Analys vun der Accidentologie vun der Police erginn, dass op deem Deel vun der Nationalstrooss N11 an de leschte Joren eng Partie Accidenter waren.

Ee weidere Grond ass, dass de Radar bis ewell nach ni op där Streck stoung, an domat als Sécherheetsmesure fir de Stroosseverkéier gëllt. Den Asaz vun deem Apparat steet deemno net direkt an Zesummenhang mat engem Chantier.

ad 3. Op der Nationalstrooss N11 gëtt et just nach de Streckeradar. Déi 2 fix Radaren, déi den Här Deputéierten erwänt, sinn Deel vum Dispositif vum Streckeradar.

De Grond fir den Asaz vum Chantiersradar ass, wéi an der Äntwert op d'Fro N° 2 duergeluecht, d'Suite vun enger Analys vun der Accidentologie.

Emploi de frontaliers travaillant exclusivement depuis la France | Question 3232 (24/11/2025) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Laut rezente Meedieberichter gëtt et eng wuessend Zuel vu franséische Grenzgänger, déi offiziell zu Lëtzebuerg ugestallt sinn, awer déi hir Aarbecht komplett a Frankräich ausféieren an ni de lëtzebuergesche Buedem betrieden. Dëst schéngt eng nei Form vum Detachementsmodell ze sinn, wou franséisch Aarbechter vun de Virdeeler vun der lëtzebuergescher Sozialversécherung profitéieren, ouni awer physisch hei am Land ze schaffen. D'franséisch Autoritéiten schéngen dës Praxis ëmmer méi ze kontrolléieren, well se eventuell als eng Form vu Sozialversécherungsoptimisatioun oder Steuerëmgeung ugesi gëtt. Dëst kéint net nëmme juristesche Froe stellen, mee och Auswierkungen op d'bilateral Relatiounen tëscht Lëtzebuerg a Frankräich hunn, besonnesch am Kontext vun den Ofkommessen iwwer d'Besteuerung vu Grenzgänger.

An deem Zesummenhang wëllt ech de Ministere fir Finanzen a fir Aarbecht dës Froe stellen:

1. Ass der Regierung dës Praxis bekannt a wéi vill Leit sinn aktuell an deem spezifesche Modell zu Lëtzebuerg ugestallt ouni jeemoools physisch hei ze schaffen?

2. Wéi eng legal Bewäertung mécht d'Regierung vun dëser Situatioun am Kontext vun den europäeschen an nationale Gesetzter zum Detachement an zur Sozialversécherung?

3. Gëtt et schonn Diskussiounen tëscht de lëtzebuergeschen a franséischen Autoritéiten zu deem Thema an, wa jo, wat ass de Stand vun dësen Diskussiounen?

4. Plangt d'Regierung Moossnamen ze huelen, fir dës Praxis ze reguléieren oder anzeschränken, falls se als net konform mat de gëltege Gesetzter ugesi gëtt?

5. Wéi eng potenziell Auswierkung gesäit d'Regierung op d'Steueraccorde mat Frankräich, falls dës Praxis weider zouhëlt?

Réponse (05/01/2026) de **M. Marc Spautz**, Ministere du Travail | **Mme Martine Deprez**, Ministere de la Santé et de la Sécurité sociale | **M. Gilles Roth**, Ministere des Finances | **M. Xavier Bettel**, Ministere des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

ad 1. an 2. Detachementer vu Salariéen an der Europäescher Unioun ginn duerch d'europäesch Gesetzgebung gereegelt. Dobäi ass ze präziséieren, datt en Detachement eng Ausnamereegelung ass, well eng Persoun prinzipiell muss do agestallt an an der Sozialversécherung ugemellt sinn, wou se eng beruflech Aktivitéit huet.

Generell gräife bei den Detachementer innerhalb vun der EU am Aarbechtsrecht d'Dispositiounen vun der Direktiv 96/71/UE, an am Recht vun der sozialer Sécherheet d'Dispositiounen vum EU-Reglement 883/2004 iwwer d'Koordinatioun vun de Systemer vun der sozialer Sécherheet a säin Exekutiounsreglement 987/2009²⁰.

Onofhängeg wou de Salarié wunnt, gräifen d'Dispositiounen vun den europäesche Reglementer iwwer d'Koordinatioun vun der Sozialversécherung. Dës gesi vir, datt an deem Fall de Salarié der Gesetzgebung

vun deem Staat ënnerläit, op deem sengem Territoire de Salarié schafft.

Dës Prinzipp gëllt onofhängeg vum Sëtz vum Employeur. Dat bedeit, datt e Salarié, deem seng Aktivitéit a Frankräich ausübt, am Prinzipp der franséischer Gesetzgebung ënnerläit, och wann de Sëtz vum Patron zu Lëtzebuerg ass.

En Detachement ass also eng Ausnam vun dëser Grondregel an ass konform mat de gesetzleche Bestëmmungen, déi aktuell a Kraaft sinn, wa verschidde Konditiounen respektéiert ginn:

– Den Employeur muss normalerweis seng Aktivitéiten um Lëtzebuurger Territoire ausüben, dat heescht, hie muss substanzuell Aktivitéiten (net nëmme administrativ intern Aktivitéiten) um Lëtzebuurger Territoire maachen;

– D'Aarbecht muss am Numm vum Employeur gemaach ginn, deem de Salarié detachéiert, mam Erhale vun der organescher Bindung;

– Déi maximal Dauer vun engem Detachement ass 2 Joer (kann ënnert bestëmmte Konditiounen duerch déi 2 Länner verlängert ginn, mee ass ëmmer an der Zäit begrenzt an all Eenzelfall gëtt am Virfeld analyséiert);

– Et ass verbueden, en detachéierte Salarié duerch en aneren detachéierte Salarié ze ersetzen;

– Déi betraffe Persoun muss direkt virum der Period vum Detachement dem Lëtzebuurger Recht ënnerleien.

Wann all d'Konditiounen erfëllt sinn, kann den Employeur zum Beispill e franséische Resident detachéieren, fir eng beruflech Aktivitéit um franséischen Territoire auszuféieren, während d'Affiliatioun bei der lëtzebuergescher Sozialversécherung erhale bleift.

E franséische Resident, deem net (virum Detachement) dem Recht vun der lëtzebuergescher Sozialversécherung ënnerläit, also deem zum Beispill net um Lëtzebuurger Territoire geschafft huet an der Period vum Detachement, kann net detachéiert ginn, fir eng beruflech Aktivitéit an engem aneren EU-Memberstaat auszuféieren.

D'Employeure mussen all Detachementer an en anert Land beim Centre commun de la sécurité sociale (CCSS) deklaréieren. Ier dësen Detachement accordéiert gëtt, mécht de CCSS eng Kontroll vun der Obligatioun vun der Soumissioun zum lëtzebuergesche Recht, während der Period vum Detachement.

Am Fall wou de Salarié virum Detachement net der lëtzebuergescher Gesetzgebung ënnerläit, also wa keng Affiliatioun am Virus bestanen huet, gëtt den Detachement refuséiert an den Dossier gëtt un déi zoustänneg Institutioun am Ausland weidergeleet, fir datt dës d'Affiliatioun vun der betraffener Persoun virhëlt.

De CCSS huet eng Internetsäit, déi speziell dem Detachement am Kader vun der Europäescher Unioun gewidmet ass a wou d'Employeuren déi relevant Informatiounen fanne kënnen:

<https://ccss.public.lu/fr/employeurs/secteur-prive/activite-etranger/art12.html>

ad 3. a 4. De CCSS schafft, besonnesch bei den Detachementer, enk zesumme mam Service contrôle et lutte contre la fraude vun der URSSAF Lorraine, fir d'Fall vu Persounen ze erkennen an ze reegelen, déi net am richtegen EU-Memberstaat affiliéiert sinn. Souwuel d'Kontrollinstanz zu Lëtzebuerg wéi och déi a Frankräich féieren Iwwerpräiwungen vun de Situatiounen vun de verschidde Persounen duerch. Et gëtt och e regelméissegen Austausch tëscht den eenzelnen Organismen, fir eng effizient Bearbechtung vun den Dossieren ze garantéieren.

Wa festgestallt gëtt, datt eng Persoun falsch an/oder méssbräichlech an een aneren EU-Memberstaat detachéiert gouf, gëtt eng Desaffiliatioun duerchgefouert (wann néideg och réckwierkend) an engem Memberstaat an eng nei Affiliatioun (ggf. och réckwierkend) an engem anere Memberstaat gemaach.

ad 5. Déi aktuell bilateral Steuerkonventioun leet scho Reegele fest fir d'Opdeelung vum Besteuerungsrecht tëscht Frankräich a Lëtzebuerg vum Akommes vun natierlechen a juristesche Persounen.

« Suergentelefon » | Question 3233 (24/11/2025) de **M. André Bauler** | **M. Luc Emering** (DP)

Dans une réponse à la question parlementaire 5896 concernant le « Suergentelefon » installé au Service du secteur agricole, viticole et horticole, l'ancien Ministere de l'Agriculture avait précisé vers la mi-mars 2022 qu'il n'avait pas « eu de contacts ces derniers temps ». Il avait également confirmé que le « service ne fonctionne que deux heures par semaine ». En dehors de cette période, les demandeurs auraient la possibilité de « laisser un message au répondeur ».

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministere de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture :

1) Dans quelle mesure le service en question a-t-il été sollicité depuis l'été 2022 ?

2) Comment le service en question est-il organisé actuellement ?

3) Vu le nombre assez limité de demandes adressées à ce service, Madame la Ministere n'estime-t-elle pas qu'il faudrait rappeler régulièrement au secteur qu'un tel service est disponible ?

4) Dans la négative, Madame la Ministere n'est-elle pas d'avis que les personnes concernées ont tendance à s'adresser de préférence à d'autres services de conseil lorsqu'elles se trouvent en situation de détresse ?

Réponse (22/12/2025) de **Mme Martine Hansen**, Ministere de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

ad 1) Il y a eu 6 contacts depuis l'été 2022.

ad 2) Le service est joignable par le biais d'un répondeur permettant de laisser un message. Lors des 6 appels, il n'y avait pas de message enregistré.

ad 3) et 4) Nous partageons la conviction qu'au-delà de l'aide psychologique générale, assurée par des services existants extérieurs à nos structures, il est essentiel de proposer un accompagnement spécifique répondant aux besoins particuliers du secteur agricole. Partant de ce constat, nous approfondissons la réflexion sur les dispositifs existants et leur visibilité.

Dans ce cadre, des discussions sont en cours entre mon Ministère et le Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale afin d'évaluer les meilleures pistes pour renforcer le soutien psychologique. En parallèle, nous avons engagé un dialogue avec les acteurs du secteur – Chambre d'Agriculture, MBR, Jongbaueren, Fair Mël-lech – pour recueillir leurs attentes et suggestions.

Pour traduire cette démarche en actions concrètes, des entrevues sont également programmées avec SOS Détresse et des services de consultance spécialisée, afin de renforcer la coordination et l'efficacité des dispositifs.

En définitive, notre objectif est clair : garantir que chaque personne en détresse puisse accéder rapidement à un soutien adapté, tout en améliorant la visibilité des services disponibles.

²⁰ Règlement (CE) n° 883/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 portant sur la coordination des systèmes de sécurité sociale et règlement (CE) n° 987/2009 du Parlement européen et du Conseil du 16 septembre 2009 fixant les modalités d'application du règlement (CE) n° 883/2004 portant sur la coordination des systèmes de sécurité sociale



Agence eSanté | Question 3234 (24/11/2025) de M. Mars Di Bartolomeo | M. Georges Engel (LSAP)

Dans la digitalisation du secteur de la santé, l'Agence eSanté joue un rôle crucial. Actuellement, celle-ci est constituée sous forme de groupement d'intérêt économique (GIE).

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) Combien d'agents forment actuellement le personnel de l'Agence eSanté ?

2) Quel est le statut de ce personnel ?

– Ces agents disposent-ils aujourd'hui d'une convention collective ? Dans la négative, est-il prévu d'entamer les démarches pour que le personnel de l'Agence eSanté puisse profiter d'une convention collective à l'avenir ?

3) Des réflexions sont-elles en cours en vue de modifier le statut de l'Agence eSanté ? Dans l'affirmative, quelles pistes sont actuellement en discussion ? Quelles en seraient les implications sur le statut du personnel de l'Agence ?

Réponse (15/01/2026) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) Actuellement, l'Agence eSanté compte au total 47 collaborateurs salariés.

ad 2) Les salariés de l'Agence eSanté ont le statut de salarié de droit privé, soumis au Code du travail luxembourgeois et sont rémunérés selon une grille salariale figurant dans le ROI (Règlement d'ordre interne) de l'Agence eSanté. Lors de l'embauche d'un salarié ou d'une salariée, son positionnement au sein de cette grille tient compte à la fois de sa qualification et de son expérience professionnelle dans le métier recherché.

– Les agents de l'Agence eSanté ne disposent pas de convention collective. Des négociations entre la délégation et les responsables de la gestion de l'Agence eSanté sont en cours et ne peuvent pas être d'avantage commentées pour l'instant.

ad 3) Dans le cadre de la mise en place de l'Espace européen des données de santé (EEDS) le rôle de l'Agence eSanté changera probablement et le Luxembourg devra mettre en place les autorités numériques requises par le règlement (UE) 2025/327 du Parlement européen et du Conseil du 11 février 2025 relatif à l'espace européen des données de santé et modifiant la directive 2011/24/UE et le règlement (UE) 2024/2847. Les implications possibles sur le statut de l'Agence ne peuvent actuellement pas encore être appréciées.

Grippe aviaire | Question 3235 (24/11/2025) de Mme Claire Delcourt | M. Mars Di Bartolomeo (LSAP)

La nouvelle vague de grippe aviaire touche actuellement surtout les grues cendrées (« Krukerten »). Ainsi, le Centre de sauvegarde de la faune lorraine note que jusqu'à présent, quelque 8.000 à 10.000 grues sont mortes dans le Grand-Est, ce qui représente un pic jamais atteint dans le passé. Le centre prémentionné n'accueille plus de grues malades, sachant que cette espèce est porteuse du virus.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture :

1) Combien de grues cendrées mortes touchées par la grippe aviaire ont été recensées au Luxembourg ?

2) Dans ce contexte, quels sont les conseils adressés aux responsables du Centre de soins pour la faune sauvage situé à Dudelange ?

Réponse (18/12/2025) de Mme Martine Hansen, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

ad 1) Au 11 décembre 2025, 17 grues cendrées ont été recensées au Luxembourg comme ayant été infectées par la grippe aviaire au cours de l'année 2025.

ad 2) Vu l'augmentation de circulation du virus de la grippe aviaire dans la faune sauvage, des recommandations spécifiques ont été adressées aux responsables du Centre de soins pour la faune sauvage de Dudelange afin de prévenir l'introduction et la propagation du virus au sein de l'établissement. L'Administration luxembourgeoise vétérinaire et alimentaire (ALVA) est en contact permanent avec le Centre de soins afin d'adapter les mesures de bio-sécurité en fonction de l'évolution épidémiologique de la grippe aviaire.

Micro-taxa européenne sur les produits ultra-transformés | Question 3236 (24/11/2025) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP)

Die Europäische Kommission wird im Dezember einen Gesetzesvorschlag vorstellen, der eine Abgabe auf stark verarbeitete und ungesunde Produkte vorsieht. Betroffen wären vor allem Lebensmittel mit hohem Zucker-, Fett- oder Salzgehalt sowie Alkohols.

Nach Informationen aus einem internen Entwurf, soll damit die Bevölkerung zu gesünderen Konsumentscheidungen ermutigt werden. Gleichzeitig sollen Hersteller dazu gebracht werden, ihre Produkte zu verbessern.

Tatsache ist, dass Herz-Kreislauf-Erkrankungen mit mehr als 1,7 Millionen Fällen jährlich die häufigste Todesursache in der EU sind. Die wirtschaftlichen und gesundheitlichen Kosten lägen bei mehr als 280 Milliarden Euro pro Jahr.

Die Kommission spricht von einer EU-weiten Mikroabgabe, die ohne große finanzielle Belastungen wirken soll. Die Einnahmen sollen direkt in Programme zur Gesundheitsförderung fließen – etwa Präventionskampagnen oder Aufklärung an Schulen.

Ergänzend zur Abgabe wird auch ein europaweit einheitliches Bewertungssystem für verarbeitete Lebensmittel vorbereitet. Damit sollen Konsumentinnen und Konsumenten auf einen Blick erkennen, wie gesund – oder ungesund – ein Produkt tatsächlich ist. Außerdem soll es zu einer „Modernisierung der Tabakkontrollgesetzgebung“ kommen.

In diesem Zusammenhang möchte ich von der Regierung erfahren:

– Was ist unter einer „EU-weiten Mikroabgabe“ genauer zu verstehen?

– Wie wird diese neue Abgabe ab 2026 in Luxemburg umgesetzt?

– Fließen die Einnahmen in das EU-Budget oder in die nationalen Gesundheitsbudgets?

– Was ist unter der angestrebten „Modernisierung der Tabakkontrollgesetzgebung“ zu verstehen?

Réponse (07/01/2026) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | M. Gilles Roth, Ministre des Finances

Die Europäische Kommission hat am 16. Dezember 2025 ihren EU-Aktionsplan zur kardiovaskulären Gesundheit unter der Bezeichnung „Safe Hearts Plan“ als Mitteilung vorgelegt. Es handelt sich im Konkreten

um eine Kommunikation seitens der EU-Kommission an das Europäische Parlament, den Europäischen Rat, den Europäischen Wirtschafts- und Sozialrat und den Europäischen Ausschuss der Regionen.

Der Plan enthält unter anderem:

- die Ankündigung, im Jahr 2026 einen Vorschlag zur Modernisierung des unionsrechtlichen Rahmens der Tabakkontrollgesetzgebung vorzulegen („Flagship initiative: modernising tobacco control legislation“) – weitere Details hierzu sind aktuell nicht bekannt;
- die Absicht, auf Grundlage einer Studie zu sogenannten „ultra-verarbeiteten Lebensmitteln“ („ultra-processed foods“) geeignete Instrumente – einschließlich möglicher finanzieller Maßnahmen – zu prüfen, um Maßnahmen der Prävention zu unterstützen, Produktreformulierung zu fördern und gesündere Verbraucherentscheidungen anzuregen.

Konkrete Gesetzgebungsvorschläge, insbesondere zur Einführung einer „EU-weiten Mikroabgabe“ auf bestimmte Lebensmittel oder Getränke, enthält der Safe Hearts Plan jedoch nicht. Ob und in welcher Form eine solche Abgabe tatsächlich vorgeschlagen wird, hängt von noch ausstehenden Entscheidungen der Kommission im Anschluss an die angekündigte Studie und weiteren Analysen ab.

Die Regierung wird die weitere Ausarbeitung und Umsetzung des Safe Hearts Plan aufmerksam verfolgen und sich konstruktiv an den anstehenden Verhandlungen beteiligen.

Collectrice du Sud (A13, N31) | Question 3237 (25/11/2025) de M. Marc Goergen (Piraten)

Den Trafick op der Pëitenger Collectrice (Avenue de l'Europe; N31) hält zënter Joren zou a belaaucht d'Liewensqualitéit vu ville Mënschen an de Kordallgemengen am Süde vum Land. An engem Artikel vum 21. November op rtl.lu schwätzt de Pëitenger Buergermeeschter dovunner, dass et logesch wier, fir den Deel vun der Pëitenger Collectrice N31 op véier Spueren auszubauen.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten dës Fro stellen:

– Wéini wäert d'Pëitenger Collectrice op 4 Spueren ausgebaut ginn?

Réponse (18/12/2025) de Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den honorabelen Deputéierten thematiséiert am Kader vu senger parlamentarescher Fro ee méiglechen Ausbau vun der Pëitenger Collectrice N31 op véier Spueren.

Dëse Projet ass am nationale Mobilitéitsplang PNM 2035 virgesinn, a gëtt deemno am Kader vun der regionaler Verkéiersetüd „Kordall“ thematiséiert. D'Etüden zu dësem Projet sinn am Gaangen. Nieft den techneschen Froen, déi nach ze kläre bleiwen, müssen awer och all déi noutwenneg Autorisatiounen ugefrot ginn, sou wéi och d'Acquisitioun vun den Terrainen gekläert ginn.

Am aktuelle Stadium vum Projet ass et nach net méiglech, een Datum ze definéieren, wéini dëse Projet realiséiert ka gi respektiv d'Aarbechten dozou ugefaang kënnen ginn.

Position du Luxembourg face aux menaces sur le chiffrement en Europe | Question 3239 (25/11/2025) de M. Sven Clement (Piraten)

Rezent Meedieberichte an Diskussiounen op verschiddenen Technologie-Plattformen hunn drop

higewisen, datt de bekannte Projet „GrapheneOS“, deen e Betriebssystem fir Smartphones mat engem Fokus op Privatsphär a Sécherheet entwéckelt, entscheet huet, seng Server-Infrastruktur aus Frankräich ofzeéien. Dëse Schrëtt gëtt vun den Entwéckler domat begrënnt, datt si sech duerch Aussoe vu franséische Justizbehörde bedreet fillen, déi potenziell Strofverfolgung geint Ubidder vu verschlésselter Software an de Raum gestallt hunn, wann dës keng Hannerdieren (Backdoors) fir d'Autoritéiten abauen oder Schlësslele vun der Verschlüsselung erausginn.

Dës Entwécklung reit sech an eng méi breet Diskussioun iwwer d'IT-Sécherheet an d'Privatsphär an Europa an (z. B. am Kontext vun der „Chat Control“ oder der Verhaftung vum Telegram-Grënner), déi laut villen Experten d'Attraktivitéit an d'Kompetitivitéit vum europäesche Standuert fir Tech-Firmen a Gefor bréngt. Lëtzebuerg positionéiert sech säit Joren als „Data Hub“ an als Virreider am Beräich Cybersecurity an Dateschutz. Wann Nopeschlänner eng repressiv Haltung géint Open-Source-Sécherheetsprojeten anhuelen, stellt sech d'Fro, wéi Lëtzebuerg sech an deem Spannungsfeld positionéiert, fir seng eegen Attraktivitéit fir innovativ IT-Entreprise a Startups net nëmme ze halen, mee eventuell auszubauen.

An deem Zesummenhang wëllt ech de Ministere fir Justiz a fir Wirtschaft dës Froe stellen:

1. Sinn d'Ministerei iwwer d'Decisioun vu GrapheneOS an déi domat verbonnen Onsécherheeten am europäeschen Tech-Secteur informéiert?

2. Wéi bewäerten d'Ministerei de Risiko, datt eng Politik, déi de Gebrauch vu staarker Verschlüsselung a Fro stellt oder kriminaliséiert, d'Kompetitivitéit vum lëtzebuergeschen an europäeschen Digitalstanduert schiedegt?

3. Kënnen d'Ministerei garantéieren, datt Lëtzebuerg keng Gesetzesinitiativen ënnerstëtzt oder plangt, déi Entwéckler vun Open-Source-Software oder verschlésselte Kommunikatiounsdeingschter dozou zwénge géifen, Hannerdieren (Backdoors) an hir Systemer anzubauen?

4. Gesäit d'Regierung an der aktueller Situatioun eng Opportunitéit, Lëtzebuerg aktiv als „Safe Harbor“ fir privatsphär-frëndlech Technologien ze promovéieren, fir Projeten an Entrepreneuren unzeseien, déi an anere Länner ënner Drock geroden?

5. Gëtt et eng Strategie fir sécherzestellen, datt Lëtzebuerg och an Zukunft e Standuert bleift, wou d'Entwécklung vu sécherer a privater Software (Privacy-by-Design) rechtlech geschützt a gefërdert gëtt?

Réponse (13/01/2026) de **Mme Elisabeth Margue**, Ministère de la Justice | **M. Lex Delles**, Ministère de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1. Déi zoustänneg Autoritéiten analyséieren reegelméisseg strategesch Beweegunge vun Tech-Akteuren an d'Debatten, déi dozou féieren. Dës Elementer ginn an den interministeriellen Aarbechten zur digitaler Transformatioun an technologescher Souveränitéit berücksichtegt.

ad 2. D'Regierung gesäit déi digital Vertrauenswiederdegkeet a Sécherheet als wichteg Piliere fir d'Attraktivitéit vum Land. All europäesch Regulatiounsentswécklung gëtt suergfältig evaluéiert, fir e Gläichgewicht tëscht Biergerschutz, ëffentlecher Sécherheet an ekonomescher Kompetitivitéit ze garantéieren.

ad 3. De Lëtzeburger Rechtskader bleift um Respekt vun de Grundrechter an den europäeschen Standarden am Dateschutz orientéiert.

ad 4. D'Regierung ass sech de Stärkte vum Land am Beräich Cybersécherheet an Dateschutz bewosst. Dës Virdeeler ginn och an Zukunft an nationale Strategien an der Zesummenaarbecht mat wirtschaftlechen Akteuren aktiv valoriséiert, am Aklang mat europäeschen Engagementer.

ad 5. D'national digital Strategie setzt op Léisungen, déi Privatsphär a Sécherheet respektéieren, nom Prinzip „Privacy by Design“. Dës Approche gëtt weider gefërdert an ausgebaut duerch ëffentlech Politiken a Partnerschaften mam Privatsektor.

.....

Pollution pétrolière de la Moselle au port de Mervent | Question urgente **3747** (09/03/2026) de **M. Ricardo Marques** | **Mme Octavie Modert** | **Mme Stéphanie Weydert** (CSV)

Laut rezente Meedieberichter koum et gëschter zu enger bedeitender Verschmutzung vun der Mosel, nodeems am Mäerter Hafen eng gréisser Quantitéit Pétrol an de Floss gelaf ass. D'Rettungsdeingschter, dorënner de CGDIS an déi däitsch Wasserschutzpolizei, si mat grousssem Opwand am Asaz, fir d'Ausbredung ze verhënneren an den Impakt op d'Ëmwelt ze minimiséieren.

An deem Kontext wollt mir folgend Froen un d'Madamm Ministesch fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten, de Minister fir Wirtschaft, PME, Energie an Tourismus an un de Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit stellen:

1. Konnt d'Quell vun der Verschmutzung schonn erfaasst ginn an handelt et sech ëm en techneschen Defekt, en Accident oder eng bewosst Entsuerung?

2. Wéi eng Quantitéit u Pétrol ass an d'Musel gelaf?

3. Wéi laang wäerten d'Schëfffaart an d'Hafenaktivitéiten duerch dësen Incident impaktéiert sinn a bis wéini wäerten d'Botzaarbechten daueren?

4. Wéi staark gouf d'Beruffsschëfffaart beaflosst, a wéi ginn d'Schëffsbedreiwer iwwer d'Dauer vun de Verspéidungen an den Aarbechten informéiert?

5. Wéi eng technesch Mëttele sinn ergraff ginn, fir de Pétrol ze bannen?

6. Wéi bewäerten d'zoustänneg Instanzen de Schued fir d'Fauna a Flora, besonnesch mat Bléck op d'Fëschbestänn an d'Schutzgebitter?

7. Wéi funktionéiert d'Zesummenaarbecht mat den däitschen a franséische Behörden, internationale Kommissiounen IKSMS, an deem grenziwwerschreidende Fall?

8. Wéi eng technesch Risiko besti fir Schëffer, déi duerch eng Uelegschicht fueren?

9. Wéi eng finanziell a wirtschaftlech Konsequenzen huet d'Verschmutzung op déi regulär Aarbechten am Mäerter Hafen?

10. Gëtt et eng éischt Aschätzung vum wirtschaftlechen Schued duerch dësen Incident fir de Logistikberäich mat all senger Konsequenzen?

Réponse (17/03/2026) de **Mme Yuriko Backes**, Ministère de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Serge Wilmes**, Ministère de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1. D'Kontrollen, déi op de fixen Installatiounen vum Mäerterter Hafen duerchgefouert goufen, erlaben auszuschléissen, datt d'Hydrocarburen, déi am Waasser detektéiert goufen, vun den Hafeninfrastrukturen kommen.

Zum Zäitpunkt vum Incident louchen zwee Schëffer am Hafebecken.

No de Kontrollen, déi vun den zoustännegen Instanzen op deenen zwee Schëffer duerchgefouert goufen, kann och ausgeschloss ginn, datt en techneschen Defekt d'Ursach vun den ausgelaufenen Hydrocarburen ass. D'Quell ass deemno nach net detektéiert ginn.

ad 2. De Spezialisten no handelt et sech ëm eng Quantitéit, déi an der Gréisstenuerdnung vun e puer Dose Liter läit.

Et ass awer schwéier, d'Quantitéit un Hydrocarburé genau ze determinéieren, déi an d'Musel gelaf sinn, well en Deel direkt mam Stroum vum Floss fortgedroe gouf. En aneren Deel gouf duerch Stréimungen an de Wand op de Fong vum Hafebecken gedréckt. Doduerch konnt dësen Deel vun den Hydrocarburen no der Installatioun vun enger Uelegspär duerch d'Pompjeeë vum CGDIS esou gutt wéi méiglech opgeholl ginn.

ad 3. De Verkéier op der Mosel gouf net ënnerbrach. Den Hafebecken vu Mäertert war vu sonndes, den 8. Mäerz owes bis dënschdes, den 10. Mäerz um 15.00 Auer zou, wéinst der Installatioun vun der Uelegspär bei der Entrée vum Hafebecken.

D'Botzaarbechte goufen duerch d'Pompjeeë vum CGDIS duerchgefouert a ware komplett ofgeschloss dee Moment, wou d'Uelegspär mam Accord vum Waasserwirtschaftsamt ewechgeholl gouf.

Déi zwee Schëffer, déi am Hafe louchen, goufe laut Planning entlueden an nees gelueden. Eent dovunner ass en Dënschdeg, den 10. Mäerz, mat engem liichte Retard fortgefuer.

ad 4. D'Schëfffaart op der Mosel war zu kengem Moment ënnerbrach. Et si bis elo och keng Verspéidungen am Zesummenhang mat dësem Incident festgestallt ginn.

D'Iwwerwaachung vum betraffene Secteur gouf duerch d'Schleisen zu Gréiwemaacher an zu Tréier assuréiert.

Am Fall, wou eng Ënnerbriechung vum Trafick op der Mosel néideg wier, gëtt d'Schëfffaart iwwer d'Alarmzentral vun der Schleis zu Gréiwemaacher informéiert.

D'Equipagé sti generell a permanentem Kontakt mam Service de la navigation a mat Luxport, wa si am Hafe vu Mäertert stationéiert sinn.

ad 5. Nom Signalement vu Verschmutzungsspuren am Mäerterter Hafen iwwer den 112 ass de CGDIS direkt intervenéiert an huet eng Uelegspär bei der Entrée vum Hafebecken installéiert.

D'Hydrocarburé goufe mat Hëllef vun engem Skimmer, souwéi mat absorbéierendem Flies opgeholl.

ad 6. Allgemeng, léise sech duerch de Kontakt vun Ueleg mam Waasser toxesche Verbindungen, déi jee no Konzentratioun d'Waasserorganismen, wéi Fësch, Muschelen, Kriibsen an och de Plankton am Waasser, scho bei gerénge Quantitéiten staark schiedege kënnen. Hei kann et zu Entwécklungsstéierunge bei den aquateschen Organismen kommen.

Et ass keen negativen Impakt op d'Musel observéiert gi warscheinlech wéinst der gerénger Quantitéit Ueleg, déi ausgelaf ass.

De konkrete Schued ass ganz schwéier ofzeschätzen, opgrond vun de feelenden Informatiounen wéi vill Liter Hydrocarburé pro m² Waasserfläch ausgelaf sinn. Dës Informatioun ass wichteg, fir den Impakt op Flora a Fauna an der Mosel ze evaluéieren, well hei de Verdünnungsfaktor eng wichteg Roll spillt.

ad 7. Am Fall vun engem Incident oder enger Havarie am däitsch-lëtzebuergeschen Secteur vun der Mosel, kontaktéiert déi zoustänneg Alarmzentral den interne

PRIORITAIRE
BY AIR MAIL

IBRS/CCRI n°1001256



RÉPONSE PAYÉE/REPLY PAID LUXEMBOURG

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
ENVOI-RÉPONSE 1001256
L - 3208 BETTEMBOURG

Bereitschaftsdéngscht vum Service de la navigation fluviale, d'Wasserstraßen- und Schifffahrtsamt Mosel-Saar-Lahn, d'Schleisen am Uewer- an am Ennerlaf, souwéi déi däitsch Wasserschutzpolizei. An dësem konkrete Fall vum Incident am Hafe vu Mäertert war déi franséisch Verwaltung net bedeelegt. D'Intervention gouf iwwer den Noutdéngscht 112 ausgeléist.

D'Informatioun vum den CIPMS (Commissions internationales pour la protection de la Moselle et de la Sarre, IKSMS op däitsch) gëtt vum der Waasserverwaltung koordinéiert an d'Kommunikatioun tëschen den Autoritéite leeft iwwer d'Applikatioun Infopol MS+. Weider Informatiounen dozou fënnt een op der Internetsäit vum den CIPMS: <http://iksms-cipms.org/servlet/is/20126/>.

Eng Meldung gouf sonndes, den 8. März 2026 um 20.45 Auer iwwer d'Applikatioun erausgeschéckt, fir déi däitsch Autoritéiten iwwer de Virfall ze informéieren.

ad 8. D'Präsenz vun enger dënner Uelegschicht um Waasserwee huet keen Impakt op d'Capacitéit vum der Schëfffaart.

ad 9. Den Impakt op d'Exploitatioun vum Mäerterter Hafe war inexistent, well de Betrib trotz Uelegspär konnt weiterlafen.

Déi zwee Schëffer, déi am Hafebecken hannert der Uelegspär louchen, konnte während den Depollutionsaarbechte praktesch no Planning entlueden an nees geluede ginn.

ad 10. Mat Bléck op d'Unzuel u Schëffer, déi fir den Ufank vum der Woch 11 programméiert waren, hat d'Spärung vum Hafebecke während annerhallwem Dag e minimalen Impakt op d'Ekonomie vum Mäerterter Hafe.

Pénurie de vaccins vétérinaires au Luxembourg | Question urgente 3779 (17/03/2026) de Mme Alexandra Schoos (ADR)

D'Administration luxembourgeoise vétérinaire et alimentaire (ALVA) huet haut de Moien eng Email un d'Veterinairë vum Land geschéckt, betreffend de Stock u Vaccine géint d'Blozongekrankheet (Serotyp 8) souwéi géint d'epizootesch hämmorrhagesch Krankheet (EHK), deem aktuell opgebraucht ass.

D'Veterinairë goufen dozou opgeruff, sech sou gutt wéi méiglech op d'Impfungen virzubereeden, fir de Verloscht u Vaccinsdosissen esou niddreg wéi méiglech ze halen, well den Zäitpunkt vum der Liwwerung vun neien Dosissen nach net bekannt ass.

An deem Kontext géif ech gären déi folgend Fro un d'Madamm Landwirtschaftsminister stellen:

1. Wéi erkläert d'Madamm Minister d'Ursaache vum der aktueller Penurie, a besteet op Säit vum der Administration luxembourgeoise vétérinaire et alimentaire (ALVA) kee festgeluechte Risikoschwellewäert am Beräich vum de Vaccinen, fir esou Situatiounen am Virfeld ze vermeiden?

2. Wéi eng Richtlinn fir d'Delaie vum de Rappeller (laut Beschriewung vum Vaccin 4 Wochen) ginn de Veterinaren an der aktueller Situatioun recommandéiert oder virgeschriwwen?

3. Leien der Regierung präzis Donnéeë vir, déi et erlaben, d'Ausmooss vum der Problematik ze evaluéieren, notament wat d'Zuel vum de betroffenen Déieren ugeet, opgeschlëselt no éischten Impfungen a Rappeller?

4. Wéi eng Mesurë gedenkt d'Regierung ze huelen, falls déi virgeschriwwen Delaien net kënnen agehale ginn an Impfungen doduerch net kënnen realiséiert ginn?

5. Wéi ass d'Responsabilitéit gereegelt am Fall, wou Déieren net fristgerecht virun der „période estivale“ kënnen geimpft ginn an domat potenziell Schied entstinn?

Réponse (18/03/2026) de **Mme Martine Hansen**,
Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

ad 1. Déi massiv Bestellungen an de leschten Deeg hu mat sech bruecht, dass d'Stocken onerwaart séier eidel gi sinn. D'Fournisseuren deelen ëmmer ugangs des Mounts mat wéi vill Vaccin nach disponibel ass.

ad 2. D'Impfscheemaen, déi vum den Impfstoffhersteller virgeschriwwen ginn, solle weiderhin agehale ginn.

ad 3. D'Stocken un Impfstoff waren ausgerechent an ugeluecht op Basis vum Impftaux vu 70 %, deem d'lescht Joer erreecht gi war.

ad 4. Mir ginn dovun aus, dass d'Reserven, déi d'Veterinaren an hire Praxissen hunn, duerginn, fir d'Delaie awer anzehalen. Bestellungen vum zousätzlechen Dose sinn amgaangen a wäerten an 2 Wochen disponibel sinn, fir dass d'Impfungen korrekt kënnen duerchgefouert ginn.

ad 5. D'Impfung géint d'Blozong ass net obligatoresch. All Betrib entscheet, ob en seng Déiere wëll impfe loossen. Mir ginn dovun aus, datt genuch Impfstoff do ass, fir der Demande gerecht ze ginn.

Abonnement/Desabonnement vum Chamberblietchen

Abonéiert oder desabonéiert Iech gratis

– per E-Mail un abocro@chd.lu, andeems Dir Numm, Virnumm, Adress,
Code postal an Uertschaft ugitt

– iwwert eisen Internetsite www.chd.lu
– iwwert de Coupon hei ënnendrënner.

Coupon, fir sech gratis ze abonéieren/desabonéieren:

Ech abonéiere mech:

☐ fir déi gedréckte Versioun*

☐ fir déi elektronesch Versioun op folgend E-Mails-Adress: _____

Ech desabonéiere mech:

☐ vun der gedréckter Versioun*

☐ vun der elektronescher Versioun op folgend E-Mails-Adress: _____

*Déi folgend Casen ausfëlle beim Abonnement/Desabonnement vun der gedréckter Versioun:

Numm: _____ Virnumm: _____

Sociétéit/Administratioun: _____

Adress: _____ Boîte postale: _____

Code postal: _____ Uertschaft: _____ Land: _____

D'Chamberblietche gëtt Iech als eegestänneg Zeitung zougestallt. D'Chamber notzt dofir d'Servicer vun enger externer Firma. Är Donnéeë ginn traitéiert, bis Dir Iech desabonéiert.
Fir méi Informatiounen kënnt Dir eis per Courrier oder via déi uewe genannte Mailadress kontaktéieren.



Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg | 23, rue du Marché-aux-Herbes | L-1728 Luxembourg

Tél. 466 966 - 1 | info@chd.lu | chd.lu |   

PERIODIQUE



Envois non distribuables à retourner à:
L-3290 BETTEMBOURG

PORT PAYÉ
PS/799